

Études africaines de géographie
par le bas
African Studies in Geography
from Below

Sous la direction de/Edited by
Michel Ben Arrous & Lazare Ki-Zerbo



Conseil pour le développement de la recherche
en sciences sociales en Afrique

© CODESRIA 2009

Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique
Avenue Cheikh Anta Diop Angle Canal IV
BP 3304 Dakar, 18524, Sénégal
Site web : www.codesria.org

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne doit être reproduite ou transmise sous aucune forme ou moyen électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou l'usage de toute unité d'emmagasinage d'information ou de système de retrait d'information sans la permission au préalable du CODESRIA.

ISBN : 2 : 86978-121-0

ISBN : 13 : 978-2-86978-121-4

Mise en page : Hadijatou Sy

Couverture : Ibrahima Fofana

Impression : Imprimerie Graphi plus

Distribué en Afrique par le CODESRIA

Distribué ailleurs par African Books Collective

www.africanbookscollective.com

Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) est une organisation indépendante dont le principal objectif est de faciliter la recherche, de promouvoir une forme de publication basée sur la recherche, et de créer plusieurs forums permettant aux chercheurs africains d'échanger des opinions et des informations. Le Conseil cherche ainsi à lutter contre la fragmentation de la recherche dans le continent africain à travers la mise en place de réseaux de recherche thématiques qui transcendent toutes les barrières linguistiques et régionales.

Le CODESRIA publie une revue trimestrielle, intitulée *Afrique et Développement*, qui se trouve être la plus ancienne revue de sciences sociales basée sur l'Afrique. Le Conseil publie également *Afrika Zamani* qui est une revue d'histoire, de même que la *Revue Africaine de Sociologie*, la *Revue Africaine des Relations Internationales (AJIA)* et la *Revue de l'Enseignement Supérieur en Afrique*. Le CODESRIA co-publie également la *Revue Africaine des Médias; Identité, Culture et Politique : un Dialogue Afro-Asiatique*; *L'Anthropologue africain* ainsi que *Sélections Afro-Arabes pour les Sciences Sociales*. Les résultats de recherche, ainsi que les autres activités de l'institution sont aussi diffusés à travers les « Documents de travail », le « Livre Vert », la « Série des Monographies », la « Série des Livres du CODESRIA », les « Dialogues Politiques » et le « *Bulletin du CODESRIA* ». Une sélection des publications du CODESRIA est aussi accessible en ligne au www.codesria.org

Le CODESRIA exprime sa profonde gratitude à la Swedish International Development Corporation Agency (SIDA/SAREC), au Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI), à la Ford Foundation, à la Fondation MacArthur, à la Carnegie Corporation, à l'Agence Norvégienne de Développement et de Coopération (NORAD), à l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA), au Ministère Français de la Coopération, au Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD), au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, à la Fondation Rockefeller, à FINIDA, CIDA, IIEP/ADEA, à l'OCDE, à Oxfam America, à l'UNICEF, à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) ainsi qu'au Gouvernement du Sénégal pour le soutien apporté aux programmes de recherche, de formation et de publication du Conseil.



à la mémoire de
Emeka Nwokedi et Nduba Echezona





Table des matières

Contributeurs/Contributors	vii
Avant-propos	ix

I. Identités en mouvement

1. La géographie par le bas : introduction à une aventure collective Michel Ben Arrous	2
2. Identités ethniques et territorialisation en Casamance Abderrahmane N'Gaidé	39
3. The Future of the Nation-State Project in Africa: the Case of Nigeria Nduba Echezona	79
4. Remapping Kiswahili: A Political Geography of Language, Identity and Africanity Francis N. Njubi	105

II. L'illusion du découpage

5. The Politics of Frozen State Borders in Postcolonial Africa Anatole Ayissi	132
6. Whose Self-Determination? Conflicting Nationalisms and the Collapse of Somalia Inyani K. Simala and Michel Ben Arrous	161

III. Rencontres urbaines et migratoires

7. Refugees at Home? Coping with Somalia Conflict in Nairobi, Kenya Godwin R. Murunga	198
8. BFCI : un laboratoire politique à la croisée des chemins Lazare Ki-Zerbo	233
9. West African Labour Migrants and National Security in Nigeria Victor A.O. Adetula	269
10. Les associations urbaines et le pouvoir local dans les quartiers populaires Salimata Wade	297

IV. Conclusion

11. La géographie par le bas, et après ? Michel Ben Arrous	344
---	-----



Contributeurs/Contributors

Victor A.O. Adetula is Associate Professor of Political Science at the University of Jos, Nigeria. A former Director of the Centre for Development Studies, University of Jos (1988-2001), he was Senior Program Officer in the Democracy and Governance Office of the USAID in Nigeria (2001-2003) and has a wide range of experience in development work. Some of his recent publications include the co-edited book, *Border Crime and Community Insecurity in Nigeria* (with Sam O. Smah, 2002) and 'Welfare Associations and the Dynamics of City Politics in Nigeria' in *Under Siege: Four African Cities* (edited by Okwui Enwezor et al., 2002).

Anatole Ayissi est conseiller politique au bureau du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest. Diplomate de formation, formé à l'Institut des relations internationales du Cameroun, il est un ancien Fulbright Fellow (University of Pennsylvania). De 1999 à 2003, il a dirigé le programme « Prolifération des armes légères, mesures pratiques de désarmement et consolidation de la paix » à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), où il a édité trois ouvrages : *Bound to Cooperate. Conflict, Peace and People in Sierra Leone* (2000, avec Robin-Edward Poulton), *Cooperating for Peace in West Africa. An Agenda for the 21st Century* (2001), et *Lutte contre la prolifération des armes légères en Afrique de l'Ouest. Manuel de formation des forces armées et de sécurité* (2003, avec Ibrahima Sall).

Michel Ben Arrous est architecte, diplômé de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, urbaniste et géographe indépendant. Ses recherches portent sur l'histoire et la philosophie des idées et des préjugés géographiques, et sur leurs rapports avec la violence ou la légitimité politique. Ancien journaliste en Afrique australe et au Sénégal, parmi ses publications principales, il faut noter : *Médias et conflits en Afrique* (Karthala 2002) et *Coalition, Dispersion. Un moment démocratique en Afrique de l'Ouest « francophone », 1988-1996* (CODESRIA 2003).

Nduba Echezona was Senior Lecturer in the Faculty of Political Science, University of Nigeria, Nsukka. His key areas of research were peace and security issues, disarmament, Nigerian politics, Africa's international relations and global geopolitics. He published three books with Meks Publishers: *Contemporary Issues in World Order* (1992); *Hegemonism or a New World Order* (1993); and *International Politics in the Post Cold War Era* (1998). Nduba held university degrees from the City University of New York (CUNY) and Columbia University. He died in November 2002, after a brief illness.

Lazare Ki-Zerbo est philosophe, membre du Centre d'études pour le développement africain (CEDA, Ouagadougou), et co-fondateur du Mouvement des intellectuels au Burkina Faso. Il est fonctionnaire international dans une institution d'appui à la démocratie et aux droits de l'homme. Il a plusieurs publications scientifiques ; ses principaux thèmes de recherche sont la phénoménologie, le panafricanisme, et les relations internationales.

Godwin R. Murunga is a lecturer in History at Kenyatta University, Nairobi. He holds a PhD in History from Northwestern University, Evanston, USA, specializing on the colonial history of Nairobi. His articles have appeared in *Journal of Third World Studies*, *Ufahamu*, *African Sociological Review* and *Africa Development*. His most recent publications include a chapter on 'African Women in the Academy and Beyond' in *African Gender Studies: A Reader* (edited by Oyeronke Oyewumi, 2004) and 'Inherently Unhygienic Races: Plague and the Origins of Settler Dominance in Nairobi, 1899-1907' in *African Urban Spaces in Historical Perspectives* (edited by Steven J. Salm and Toyin Falola, 2004).

Abderrahmane N'Gaidé est docteur en histoire. Chercheur indépendant, il a publié plusieurs articles scientifiques sur la Mauritanie et le Sénégal dans des ouvrages collectifs et des revues spécialisées sur des thèmes variés : décentralisation, foncier, islam et politique. Il est l'auteur de *La Mauritanie à l'épreuve du millénaire*, à paraître aux éditions L'Harmattan. Ses recherches actuelles portent sur la pratique de l'espace public en situation de diaspora.

Francis N. Njubi is an Assistant Professor in the Department of Africana Studies at San Diego State University. He received his MA in Communications and PhD in African-American Studies from the University of Massachusetts. Njubi is the author of *Race for Sanctions: African Americans Against Apartheid, 1946-1994*, Indiana University Press, 2003.

Inyani K. Simala completed his Ph.D. at Moi University in Eldoret, Kenya with a thesis on gendered metaphors in Swahili poetry. He is currently in the Department of Kiswahili at Maseno University, Kisumu, Kenya.

Salimata Wade est géographe, maître assistante à l'Université Cheikh Anta de Diop de Dakar. Elle a une grande expérience de recherche sur les questions d'environnement et de développement en Afrique de l'Ouest, les politiques de décentralisation, les questions urbaines et le milieu associatif. Son ouvrage *Organisations communautaires et associations de quartier en milieu urbain ouest-africain* (avec Rodolfo Housseynou Puiggros) a été publié par Enda en 2002.

Avant-propos

Cet ouvrage est dédié à la mémoire de deux collègues et amis, Emeka Nwokedi et Nduba Echezona, membres du Groupe multinational de travail (GMT) du CODESRIA sur la géographie par le bas.

Emeka a été un lecteur attentif des premières ébauches du Livret vert qui, dans la tradition du CODESRIA, tient lieu de document de travail aux GMT. Ses observations, ses critiques et ses suggestions ont grandement contribué à la finalisation du livret, publié en 1996 sous le titre *L'État, ses dissidences et leurs territoires : la géographie par le bas en Afrique*. Les GMT du CODESRIA sont coordonnés en tandem. Si l'auteur du livret est francophone, il fait équipe avec un chercheur anglophone, et inversement. Emeka a accepté avec enthousiasme de constituer la roue anglophone du tandem. Mais il était bien plus que cela. Il était lui-même, dans sa pratique intellectuelle, un passeur de frontières. Anglophone, ses travaux sur les dynamiques politiques de l'Afrique de l'Ouest dite « francophone » faisaient référence. Nigérian du Sud-Est — à une époque où les régimes militaires, pervertissant l'esprit du fédéralisme, tendaient à assigner chacun à résidence dans son lieu d'origine, il dirigeait le département de sciences politiques d'une Université de l'Ouest, l'Université Obafemi Awolowo d'Ile-Ife. Politologue, il s'ouvrait constamment aux apports d'autres disciplines, notamment la géographie et la sociologie.

À tous ces égards, il incarnait au quotidien un principe majeur du CODESRIA: lancer et entretenir des passerelles par-dessus les prétendues barrières, linguistiques ou autres, qui fragmentent la production africaine des savoirs et leur diffusion. Panafricaniste convaincu, Emeka était un intellectuel conséquent. Il avait d'autres qualités, qui, sans être rigoureusement indispensables à l'activité universitaire, permettent d'y nouer non seulement des relations de travail mais d'amitié : Emeka Nwokedi était un homme d'une grande gentillesse et d'une grande simplicité. Il comptait de vrais amis dans notre groupe.

Nduba Echezona était l'un d'eux. Lui aussi politologue, lui aussi panafricaniste, et lui aussi attirant l'amitié comme l'aimant le fer, Nduba savait provoquer, contredire, discuter. Il avait une façon particulière d'écouter. Son regard sévère quand on critiquait tel ou tel de ses arguments forçait un bref silence... qui finissait le plus souvent en éclats de rire. Débattre avec lui était un réel plaisir: Nduba était un interlocuteur généreux, aimant apprendre des autres autant qu'il leur apprenait. Avec sa grosse voix, ses larges épaules et une capacité de travail étonnante, nous le prenions pour une force de la nature. Emeka nous a quittés en septembre 2001, Nduba en novembre 2002.

Plus qu'un groupe, Emeka, Nduba et tous les auteurs de ce livre ont formé une équipe. Des années durant, nos messageries électroniques ont croulé sous les messages. Chaque résultat intermédiaire de l'un, chaque questionnement, chaque lecture étaient l'affaire de tous. Nos échanges internes, quasi quotidiens, ont nourri une série de débats d'ordre théorique, au cours desquels nous avons constamment et collectivement révisé, remplacé, affiné nos outils conceptuels.

Le GMT a été lancé en novembre 1999 par un atelier méthodologique au siège du CODESRIA, pour s'achever officiellement deux ans plus tard, en novembre 2001, avec un deuxième et dernier atelier, toujours à Dakar. L'efficacité souriante de Khady Sy pour l'organisation du premier atelier, l'énergie d'Abdou Ndao et de Bruno Sonko pour le deuxième, ont été très appréciées. Sheila Bunwaree, qui dirigeait le département de la recherche du CODESRIA quand le GMT a pris fin, aurait souhaité tenir ce livre en mains avant de regagner, en 2003, son Université de l'Île Maurice. La finalisation du manuscrit a pris plus de temps que prévu, mais en aurait sans doute pris plus encore sans ses pressions insistantes.

Entre 1999 et 2001, notre GMT a été appuyé par un comité scientifique à géométrie variable mais d'une rigueur constante. Autour de Guy Martin, indéfectible pilier de ce comité, Mamadou Diouf et Masipula Sithole puis Rokhaya Fall ont à différents moments accompagné la maturation des questions de recherche et veillé à l'économie de nos moyens conceptuels. Le dernier atelier a accueilli trois discutants : Sémou Pathé Guèye, Ousseynou Faye et Amady Aly Dieng. Leurs commentaires ont amené certains membres du groupe à réviser considérablement leurs papiers pour cette publication. Tous s'y sont prêtés de bonne grâce. Après le décès d'Emeka, Lazare Ki-Zerbo a accepté de participer à l'édition scientifique du manuscrit et a contribué à finaliser les chapitres 4 et 9. Les dernières versions du manuscrit ont également bénéficié des relectures de Mamadou Diouf, Momar Coumba Diop, Moses Okoto et Stella Musoke.

Par-delà la durée de vie formelle du GMT, la géographie par le bas a été une aventure intellectuelle qui a duré pratiquement dix ans. Les premières discussions de nos hypothèses de travail ont eu lieu à Dakar, entre juin et août 1995, d'abord dans le cadre de la 8e Assemblée générale du CODESRIA puis lors de l'Institut du CODESRIA sur la gouvernance démocratique dirigé, cette année-là, par Luc Sindjoun et portant sur « Pouvoirs locaux et processus démocratiques en Afrique ».

D'autres discussions ont suivi au département de géographie de l'Université de Rouen en février-mars 1999 ; au département de relations internationales de l'Université du Witwatersrand en février 2001 ; et au département de philosophie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar en février 2002. Plusieurs membres du groupe ont également participé aux travaux de l'Electronic Cultural Atlas Initiative de l'Université de Californie à Berkeley qui a accueilli une présentation de la Géographie par le Bas lors de sa conférence de juin 2000 à Londres) à la préparation de la Conférence des Nations Unies contre le Racisme (Durban, septembre 2001). La présentation de la Géographie par le Bas a ainsi eu lieu au colloque du Zentrum Moderner Orient de Berlin sur « la revitalisation des relations trans-sahariennes », en octobre 2002 et en novembre et décembre 2003 à son programme sur la « translocalité ».

En chacune de ces occasions, notre réflexion collective s'est enrichie. La recherche était pour Emeka et Nduba non seulement un sport de combat, comme disait Bourdieu de la sociologie, mais aussi un sport d'équipe. Nous gardons d'eux le souvenir d'une énergie débordante et d'une grande générosité intellectuelle.



I. Identités en mouvement



1

La géographie par le bas : Introduction à une aventure collective

Michel Ben Arrous

La Géographie par le Bas désigne, en première approche, une critique de la pensée territoriale dominante. L'hypothèse centrale de ce livre est que les manières dont nous sommes éduqués à voir le territoire, à le concevoir et, partant, à l'organiser, déterminent nos capacités à résoudre les problèmes qui s'y posent.

Il est largement admis, aujourd'hui, que les conceptions de l'espace et du temps sont « socialement construites » au sens où chaque société les élabore en fonction de ses modes de production, de son organisation interne et de ses valeurs (Kern 1983 ; Gregory 1994 ; Deutsch et Reinwald 2002). Ces conceptions deviennent toutefois si familières. Elles acquièrent une telle force d'évidence qu'elles prennent l'importance de faits objectifs. C'est pourquoi elles orientent ou canalisent les processus de reproduction sociale. C'est aussi pourquoi elles sont si fortement contestées lors des moments de grande transformation : quand changent les modes de production économique, les conceptions de l'espace et du temps doivent elles-mêmes changer pour permettre de nouvelles pratiques matérielles de reproduction sociale (Lefebvre 1974 ; Harvey 1990 ; Castells 1998).

Les grandes transformations sont rares. La mondialisation du capitalisme en est une, à l'issue encore incertaine. Cette mondialisation, à la fois comme processus et comme projet, décrit et prescrit en même temps l'érosion d'un ordre ancien, celui des années 1945-1990, fondé sur la démarcation territoriale des États. Comme processus, elle marque une nouvelle phase d'expansion de l'économie de marché, caractérisée, entre autres, par l'hégémonie des politiques pu-

bliques néolibérales, l'accélération des télécommunications et des transactions financières, l'éclatement spatial des sites de production, la précarisation du travail et l'extrême mobilité du capital. Comme projet, elle tend à imposer un nouvel « ordre des choses », dans lequel l'espace des échanges marchands et des transactions financières devrait « naturellement » déterminer les autres dimensions, notamment politiques et culturelles, de la vie en société. Ainsi « délivré » des frottements de l'histoire et des pesanteurs du territoire, l'individu mondialisé atteindrait la légèreté et la vitesse du virtuel : il deviendrait à lui seul un non-lieu permanent (Augé 1992:97-145). Sa dérisoire liberté consisterait alors à se croire dépositaire d'identités en kit, décomposées et recomposables à merci, au gré de ses braconnages parmi les « libres flux » de la consommation de masse (Kureishi 1991 ; Appadurai 1996 ; Saldanha 1999).

Si le concept de mondialisation « sert à quelque chose », pour reprendre la fameuse question de Cooper (2001), c'est bien à disséminer et légitimer en même temps l'image d'un monde de « libres flux », plutôt que de frontières. Ce qui circule désormais le plus « librement », ce sont toutefois les capitaux, à la recherche des coûts de production les plus bas et des retours sur investissement les plus rapides (Obstfeld et Taylor 2004). Or, la circulation du capital n'est jamais uniforme ni indifférenciée.

Ses flux ont une direction, des points d'origine et des points de destination privilégiée. Ils ont une histoire, ils décrivent une géographie, qui ni l'une ni l'autre ne sont des données « naturelles » et qui ne « finissent » pas non plus avec la mondialisation. Leur intensification implique au contraire le renforcement d'inégalités historiquement construites et géographiquement situées, tant entre classes sociales qu'entre nations ou régions du monde.

Des expressions comme « la fin de l'histoire » ou la « fin de la géographie », et toutes les « fins » connexes — « fin » des territoires, des frontières, des États-nations... (Fukuyama 1992 ; O'Brien 1992 ; Badie 1995 ; Bennafla 1999 ; Das 2002) — éludent la dimension conflictuelle, et donc ouverte, de la mondialisation capitaliste. Ce faisant, elles renseignent tout de même sur son horizon idéologique : elles dessinent et appellent un état d'absolu consentement, fondé sur des rapports de pouvoir dont la cristallisation et, surtout, la « naturalisation », disqualifieraient par avance toute possibilité de remise en cause (Bond et Mayekiso 1996 ; Boltanski et Chiapello 1999). Pour les intellectuels africains, un défi majeur est bien de repenser la mondialisation en d'autres termes (Zezeza 2003).

On ne trouvera cependant pas, dans ce livre, de chapitre directement consacré à la mondialisation. Pourquoi ? Simplement, parce que le Groupe multinational de travail (GMT) du CODESRIA sur la géographie par le bas a pris la question par l'autre bout : le territoire. Il s'agit toujours de comprendre comment les conceptions dominantes de l'espace et du temps contribuent aux autres dimensions du social, et comment elles peuvent être contestées. Qu'on l'aborde par les forces réputées motrices de la mondialisation ou par l'inertie du terri-

toire, cette vaste question est celle qu'Edward Said appelait la « lutte pour la géographie » :

De même qu'aucun de nous n'est en dehors ou au-delà de la géographie, aucun de nous n'échappe tout à fait à la lutte pour la géographie. Cette lutte est complexe et intéressante, parce qu'elle n'est pas seulement affaire de soldats et de canons mais aussi d'idées, de formes, d'images et d'imaginaires (Said 1994:6).

Les premiers travaux de géographie par le bas ont commencé au début des années 1990, à une époque de profond scepticisme sur l'avenir de l'État territorial, singulièrement en Afrique. Une dizaine d'années plus tard, les résultats de notre GMT sont publiés dans un contexte sensiblement différent, où s'épuise, face au durcissement d'un grand nombre de frontières étatiques et identitaires, la rhétorique des libres flux mondialisés (Akopari 2000 ; Nyamnjoh 2003).

Faudrait-il, dès lors, poser la lutte pour la géographie en termes dualistes — flux *versus* frontières, mondialisation *versus* territoires ?

Ce serait une erreur intellectuellement confortable. Il suffirait d'objectiver deux modèles — deux idéaux-types qui jamais ne se réalisent pleinement — et de tenir, faussement, chacun d'eux pour l'« antidote » de l'autre (Kuklinski 1990; Boyer et Drache 1996). En situations concrètes, toutefois, la mondialisation amplifie l'inégalité entre les nations, en même temps qu'elle exacerbe, singulièrement dans les périphéries ex-colonisées, la violence inhérente à la construction de l'État territorial. La réalisation de chaque modèle génère des tensions spécifiques. Ces tensions ne sont pas contraires l'une à l'autre mais cumulatives, et elles le sont d'autant plus qu'on s'éloigne des centres de pouvoir, économique ou politique, aspirant à un rayonnement mondialisé. L'État territorial appelle en conséquence, au même titre que la mondialisation capitaliste, une critique à part entière.

L'objectif de notre GMT était de développer un outillage conceptuel permettant d'appréhender les dynamiques de changement social, en Afrique contemporaine, à partir de leurs dimensions territoriales. Tous les membres du groupe n'avaient cependant pas la même compréhension du territoire, et la notion encore imprécise de « géographie par le bas » se prêtait elle aussi à plusieurs malentendus. En précisant peu à peu ces deux notions, nous avons recentré nos champs d'étude autour des idées et des préjugés géographiques, de leur épistémologie, et de leurs rapports avec la violence ou la légitimité politique. Il s'est agi d'une véritable aventure intellectuelle, au sens où nous n'étions jamais sûrs en confrontant nos prémisses théoriques et nos travaux de terrain de conserver ne serait-ce qu'une unité thématique.

La présente introduction propose un bilan de ce cheminement collectif. Elle explicite d'abord la critique du territoire à laquelle nous sommes finalement parvenus, retrace les grandes lignes de son élaboration, puis présente les différentes contributions à ce livre.

Qu'est-ce que la géographie par le bas ?

Qui dit géographie par le bas suppose l'existence d'une géographie par le haut. Nous caractérisons cette dernière par une conception rigide du territoire, fondée sur la pseudo-nécessité de frontières fixes et linéaires, démarquant des souverainetés contiguës et exclusives. Cette conception n'est ni la seule possible, historiquement, ni la mieux adaptée aux dynamiques sociales et inter-sociétales de l'Afrique contemporaine. Aussi, son hégémonie reste incomplète. La géographie par le bas désigne alors la dimension spatiale des dynamiques et processus sociaux qui résistent au principe de découpage territorial, s'y dérobent, le contestent ou le subvertissent.

Deux idées du territoire

Les sciences sociales ont tardé à se saisir du territoire. Jusqu'aux années 1960, ce terme était quasiment réservé aux sciences juridiques et, surtout, à l'éthologie, la science des comportements animaux. Les premiers auteurs à étudier la « territorialité » humaine mettaient en parallèle les conduites de marquage, de défense et de conquête des territoires chez les animaux et chez les hommes. Leur insistance, parfois jusqu'à la caricature, sur l'agressivité de ces conduites, rejoignait l'étymologie classique diffusée par l'empereur byzantin Justinien, pour qui le *territorium* (territoire) dérivait du *jus terrendi*, c'est-à-dire du droit de « terrifier », au sens littéral du terme : inspirer ou répandre la terreur.¹ La biosociologie des années 1960 en tirait une sorte de philosophie naturelle, dont l'évidente faiblesse était d'évacuer les dimensions économiques, historiques, politiques et culturelles propres à l'activité humaine (Ardrey 1967).

Depuis une vingtaine d'années, les usages et les significations du territoire en sciences sociales, toutes disciplines confondues, se sont fortement diversifiés : territoires des États, des collectivités locales, des entreprises, du quotidien, de l'exil... (Tizon 1996 ; Di Méo 1998 ; Storey 2001 ; N'Ggäidé 2004). Le territoire est devenu un terme polysémique, gênant parfois la communication entre chercheurs. Deux acceptions majeures se détachent, cependant, et suffisent à saisir l'objet de notre groupe de travail :

- Le territoire peut désigner, d'une part, l'expression spatiale d'un fait de conscience. Cette première acception, usuelle en géographie sociale, est entrée dans le langage courant, où le mot territoire revêt implicitement un caractère identitaire : le territoire, c'est de l'espace approprié. Dans cette première acception, le territoire d'un groupe humain constitue la dimension géographique de son identité et de son existence collective. Pour risquer une comparaison, « le territoire est à l'espace ce que la conscience de classe est à la classe : quelque chose que l'on intègre comme partie de soi, et que l'on est donc prêt à défendre » (Théry et Brunet 1993:480).

- Le territoire renvoie aussi, d'autre part, à l'idée de surface. On parle de continuité territoriale pour évoquer la possibilité de se déplacer entre deux points quelconques d'un même espace sans avoir à traverser un territoire voisin. Dans cette deuxième acception, on oppose donc le territoire à d'autres formes d'existence géographique, notamment aux réseaux qui se définissent, eux, par le jeu des relations établies entre des points distants, non contigus. Le territoire se présente alors comme un « espace à métrique topographique » (Lévy 2003) ou, en d'autres termes, comme une portion d'espace limitée par des frontières linéaires.

Les deux acceptions ne sont pas équivalentes. La première — le territoire comme fait de conscience — peut être considérée comme universelle et constante dans l'histoire de l'humanité. Il en va différemment du découpage en surfaces, un principe d'organisation historiquement lié à l'essor de la modernité européenne.

Les problèmes commencent lorsqu'on établit une égalité forcée « conscience territoriale = territoire en surface ». On débouche alors sur une vision géopolitique du monde, dans laquelle chaque nation, pour être souveraine, devrait nécessairement se doter d'un territoire clos et exclusif. Cette idée reçue est au cœur, non seulement des relations dites internationales — en fait, interétatiques — mais aussi de toutes les logiques d'« épuration » ethnique (Parekh 1995 ; Dijkink 1996).

Le territoire en surface n'est pourtant qu'une forme spatiale parmi d'autres, dont la pertinence varie selon les conditions historiques (Ruggie 1993 ; Agnew et Corbridge 1995:78-100). Encore balbutiant dans l'empire romain,² le découpage territorial commença à se préciser en Europe avec le déclin du Saint-empire romain germanique — où les papes et les rois catholiques se prévalaient d'un droit sur les personnes — et la mise en place, à son pourtour et sur ses décombres, d'États sécularisés, fondateurs d'un droit sur l'espace.

La dilution du lien chrétien, l'épuisement de l'ordre féodal et l'émergence de la propriété privée foncière ont fait émerger une nouvelle conception européenne des frontières. La fixation des limites, se substituant aux fronts mouvants et relativement imprécis de l'époque médiévale (Guenée 1986), devint alors plus qu'un facteur, mais un moyen d'organiser l'espace. Alliances et allégeances déterminaient naguère des configurations territoriales à géométrie variable : le territoire *se déduisait* des jeux de pouvoir. Il allait désormais les encadrer, au sens propre du terme, et *induire* le déploiement d'un nouveau type d'État : celui-ci devrait maintenant se mouler dans des frontières linéaires, « occuper le terrain » en réduisant les angles morts, projeter son autorité de manière à exercer un contrôle aussi exhaustif que possible.

L'affirmation territoriale des États et l'appropriation privée de la terre se sont appuyées, l'une et l'autre, sur un ensemble de techniques cartographiques relevés et cadastres dont elles stimulèrent le développement. Ces techniques

établissaient doublement le pouvoir : elles en donnaient en premier lieu une mesure topographique et d'autre part le donnaient à voir, à connaître et à reconnaître par ses contours (Buisseret 1992 ; Kain et Baigent 1992 ; Richeson 1996). La précision croissante des cartographes s'inscrivait de surcroît dans un vaste mouvement de sécularisation des savoirs. Couplée aux développements de l'imprimerie, qui assurait la diffusion des cartes et des atlas, elle accompagnait, reflétait et à bien des égards orientait l'émergence de nouvelles formes de curiosité intellectuelle, d'ordre encyclopédique ou classificatoire et d'archivage des connaissances (Godinho 1983).

Les « progrès » de la cartographie devinrent ainsi, sinon une cause directe, du moins une condition de possibilité du nationalisme territorial et des visions impériales modernes (Mukerji 1985 ; Cormack 1997). Les cartes nationales anticipaient en effet, souvent de plusieurs siècles, la réalisation concrète de l'État-nation, forme suprême de l'État territorial (Giddens 1985). En situations coloniales, les terres convoitées et revendiquées sur le papier précédaient également l'occupation effective (Driver 1992 ; Edney 1997). Dans les deux cas, les codes graphiques du découpage en surfaces aidaient à construire des mythes de légitimation.

En symbolisant les territoires à « unifier » ou à « conquérir » par leurs contours et des aplats de couleur, en jouant sur les harmonies de tons et de formes, la cartographie de l'âge classique européen permettait en outre de dissocier la violence du pouvoir étatique de ses conséquences sociales ou morales (Harley 1988). Faisant conventionnellement abstraction des hommes et des femmes qui peuplent et organisent les territoires représentés en surfaces — et contre qui s'exerce la violence de l'« unification » ou de la « conquête » — les cartographes entretenaient au fond l'idée d'« espaces socialement vides » (*Ibid.*, p. 303). L'autorité « scientifique » des représentations en surfaces, leur conformité présumée à la réalité et le pouvoir de persuasion des manipulations graphiques donnaient l'illusion — reconduite, pour l'essentiel, jusqu'à présent (Farah 1986) — que la vérité est dans les cartes : les territoires devraient donc *normalement* leur ressembler, et toute violence exercée à cette fin participerait de la réalisation d'un destin inscrit dans l'ordre non plus divin mais « naturel » des choses (Mukerji 1985 ; Said 1994).

Les sociétés qui n'avaient pas connu, simultanément ou aux mêmes rythmes, la sécularisation du pouvoir politique, l'essor du capitalisme agricole et l'idéalisation du découpage comme principe d'exploration scientifique, accordaient bien moins d'importance à l'établissement de frontières fixes et linéaires. L'idée que de telles frontières puissent prédéterminer l'identité culturelle ou politique des individus (on dit aujourd'hui la nationalité) leur était étrangère, à tous les sens du terme. Avec ou sans États, les neuf dixièmes de la planète continuaient de définir leurs territoires *a posteriori*, par l'extension spatiale et les migrations des groupes en présence.

L'empire des cartes³

Les formations étatiques de l'Afrique ancienne n'ignoraient pas les cadastres, toujours utiles au calcul et à la perception de l'impôt. Les cadastres de l'Égypte pharaonique comptent parmi les plus vieilles « cartes proprement topographiques » connues à ce jour (Fall 1982:16). Les cartes de plus grands espaces, pays ou régions, étaient cependant d'un autre ordre. Les images du monde sculptées sur des bas-reliefs de tombes ou de temples, toujours en Égypte pharaonique, prenaient souvent l'allure d'un Dieu couché, parmi d'autres formes « spéculatives », « non utilitaires et métaphysiques » (*Ibid.*, p.17). Elles relevaient d'une démarche cosmographique, visant à élucider, plus qu'à décrire, les mystères de l'espace et du temps (Shore 1987).

Après les pharaons, et jusqu'à la pénétration coloniale, les cartes retrouvées en Afrique, tous types confondus, sont plus rares qu'en d'autres régions du monde. Il en va de même des traces et indices archéologiques qui pourraient témoigner d'une « activité cartographique endogène » (Stone 1995:5-12). Les représentations cosmographiques peuvent bien sûr s'inscrire et se dire sur une grande variété de supports. De nouveaux courants de recherche s'efforcent d'ailleurs de les débusquer dans la poésie, l'histoire orale, la structuration des paysages, les motifs et les figures géométriques de l'art, de la religion et de l'architecture (Wilks 1992 ; Okoye 1997 ; Hagberg et Tengan 2000 ; Schough 2004). Mais les cartographes de la Renaissance européenne n'avaient pas cette sensibilité : ils s'étonnaient de ne pouvoir disposer de cartes africaines de l'Afrique (Bayenda 2003:4-5). Leurs connaissances du continent, de ses rivages ou de l'intérieur saharien, étaient pour l'essentiel tirées des intuitions du vieux Ptolémée, mort en l'an 150, des cartes maritimes dressées par les navigateurs chinois, et des relations de voyage de géographes arabes et persans (Chang 1970 ; Fall 1982 ; Tolmacheva 1991). S'y ajoutaient, entre le XIV^e et le XVI^e siècle, les informations communiquées par les communautés chrétiennes d'Éthiopie, sollicitant des alliances contre la progression de l'islam (Woldeghiorghis 2002:40).

Pourquoi donc les sociétés africaines laissaient-elles à d'autres le soin de représenter leurs espaces ? Pourquoi n'élaboraient-elles pas elles-mêmes de cartes « scientifiques » ? Un premier argument raciste voulut qu'elles n'en fussent pas capables. Dès le XIII^e siècle, et pour au moins un demi-millénaire, le souci d'exactitude cartographique fut vu, dans l'Europe devenant moderne, comme l'apanage des « races blanches » et de leurs « civilisations supérieures » (Bayenda 2003:10). Un deuxième argument voulut au XIX^e siècle doter les peuples « exotiques » d'un sens inné de l'orientation. Dans des conditions écologiques aussi « extrêmes », vues d'Europe, que les déserts de sable ou la forêt dense, la capacité des guides locaux à dessiner dans le sable ou l'argile des cartes d'itinéraires, provisoires et vite effacées, était volontiers attribuée à des dispositions biologiques (*Ibid.* pp.35-51).

La rareté relative des cartes anciennes en Afrique s'explique plus simplement. Il suffit de reformuler la question : pourquoi les sociétés africaines auraient-elles dû dresser des cartes conformes aux canons de la modernité européenne ? Elles n'avaient, récemment encore, pas grande raison de le faire.

Une nouvelle de l'écrivain soudanais Jamal Mahjoub, intitulée *The Cartographer's Angel*, souligne les limites de l'écriture cartographique. Les habitants d'un village actuel tentent, dans cette nouvelle, de construire une carte pour déterminer l'origine d'un étranger mystérieusement décédé (Mahjoub 1993). Un cartographe les aide à dessiner « correctement » la région, avec ses routes, ses voies ferrées, et même ses lignes électriques et conduites d'eau. Mais les villageois restent sur leur faim : « Où sont les anges, les génies, où sont les esprits des ancêtres, où sont la bonne et la mauvaise fortune ? ».

La nouvelle de Mahjoub illustre bien l'opposition de deux catégories de préoccupations différentes. Le souci d'« imitation » du topographe collant au plus près à la « matérialité du monde commun et perceptible et les logiques cosmographiques renversant » cette même matérialité pour en « saisir l'essence ne s'accordent « ni dans leur production ni dans leur utilisation » (Fall 1982:17).⁴

Issues d'un concours de circonstances propre à l'accouchement, dans la longue durée, de la modernité européenne, les conceptions et les représentations du territoire en surface se sont diffusées au reste du monde au rythme des conquêtes coloniales. De fait, la production cartographique africaine ne devient sensible qu'à partir du dernier tiers du XIXe siècle, avec un pic dans les années 1910. Toutes régions confondues, elle « augmente en proportion des enjeux du partage inter-impérial » (Bayenda 2003:6). Un décompte plus fin fait apparaître « la prépondérance de la diplomatie éthiopienne » (*Ibid.*, p.8). Les cartes fournies par l'Éthiopie, particulièrement abondantes à la veille du partage de la Corne, contribuent à imposer ce pays comme « un interlocuteur sérieux, valable » des puissances coloniales (Gascon 1995:45). Les revendications territoriales de Ménélik II, communiquées aux chancelleries européennes en 1891, sont précisément délimitées, et lorsque l'empereur éthiopien signe des traités il y annexe systématiquement des cartes (Woldeghiorghis 2002).

Hors d'Éthiopie, le plus grand nombre de cartes produites sur le continent concerne les inventaires ethniques et sous-ethniques qui accompagnent la fin du partage. Pendant que s'achève, à la veille de la Première Guerre mondiale, le tracé des frontières coloniales,⁵ les ethnographes « découvrent » que la terre en Afrique est « traditionnellement » un bien collectif. Un nouveau leitmotiv a été précipité par la mise en place d'administrations dites indirectes non seulement dans les colonies britanniques mais à cette époque dans la plupart des empires coloniaux, tous tâtonnant encore sur la meilleure manière de contrôler des espaces dont l'étendue dépasse de loin leurs capacités de déploiement et de coercition directe. Toute communauté pouvant se prévaloir de droits fonciers devra désormais se faire connaître, enregistrer, et cartographier (Colson 1971).

C'est l'époque par excellence des « traditions inventées » (Ranger 1983), celle où cristallise le « despotisme décentralisé » (Mamdani 1996:37-137) des chefferies administratives, conservatrices et patriarcales. Les cartes dessinées localement se multiplient. L'administration coloniale les reçoit et les compare, prend note des disputes apparentes, demande ou propose des compromis et tranche en dernière instance — au mieux de ses propres intérêts et préjugés. L'identité des peuplements colonisés se confond, dans la logique de l'État colonial, avec les limites spatiales (par lui fixées) dans lesquelles des autorités dites coutumières (par lui appointées) devront faire respecter un corpus de néo-traditions (par lui codifiées). L'État colonial se fait ethnographe et topographe, ces deux fonctions étant intimement liées (Berman et Lonsdale 1992). Les nomenclatures tribales, les néo-traditions qui s'y rapportent et leurs limites territoriales présumées seront tantôt contestées, tantôt contournées par plusieurs générations de cadets sociaux (Ranger 1993 ; Von Oppen 2003). La logique topographique va néanmoins demeurer.

Les conséquences du cloisonnement

En 1800, les puissances européennes se « partageaient » environ 35 pour cent de la planète ; 67 pour cent en 1878 ; et 85 pour cent en 1914 (Magdoff 1978:29-35). Cette progression rapide, aboutissant au partage complet du monde en surfaces contiguës, distingue radicalement la conquête coloniale des impérialismes antérieurs.⁶ Elle n'impose pas seulement une domination mais détermine aussi les conditions futures de l'autodétermination. Le simple fait, pour les colonisés, d'avoir dû prendre leurs indépendances politiques dans des frontières fixes et internationalement reconnues — condition nécessaire à l'obtention d'un siège à l'ONU — témoigne de l'hégémonie des conceptions européennes du territoire.

Cette hégémonie reste pourtant problématique. L'idéalisation du territoire en surface s'est surimposée, plus que substituée, à d'autres formes spatiales et d'autres conceptions du territoire. D'autres géographies ont été escamotées, plongées dans une sorte d'invisibilité (en tout cas sur les cartes géopolitiques), et surtout désarticulées. De lourdes conséquences en découlent :

- Les sociétés africaines ont durablement perdu la maîtrise de leurs environnements. L'agriculture itinérante, les mouvements pendulaires des sociétés nomades et les réseaux commerciaux à longue distance ont longtemps participé à un système globalement efficace de « cogestion » environnementale. Dans l'histoire climatique du continent, ponctuée par l'alternance de cycles de sécheresse et d'humidité, rares étaient les peuples qui pouvaient isolément surmonter des variations extrêmes. En revanche, la mobilité autorisait des formes complexes d'interpénétration sociale et une intégration à relativement grande échelle des échanges économiques, limitant ainsi, à défaut d'annuler totalement, la

corrélation entre crises climatiques et crises alimentaires (Cissé 1988 ; Retailé et Guillas 1989 ; Zeleza 1993). Cette corrélation a brutalement augmenté à partir de la fin du XIXe siècle, au moment où la construction territoriale coloniale minait les « droits à l'échange » des paysanneries et des macroformations sociales qui les englobaient (Sen 1984 ; Boureïma 1993 ; Davis 2003). D'abord en coupant les routes du commerce à longue distance. Puis en « fixant » les ethnies nouvellement codifiées dans des frontières administratives aux mailles de plus en plus fines.

Le maillage territorial, élément essentiel du contrôle, était la première condition de possibilité de la pression fiscale, du travail forcé, et de l'imposition des cultures de rente. En « encadrant » la mobilité des colonisés, en brisant du même coup leur capacité de réponse aux aléas environnementaux, le découpage territorial installait à marche forcée les peuples africains, en position subordonnée, dans l'économie-mondiale de l'époque victorienne. Le fameux « fossé du développement », tel qu'on le nomme aujourd'hui, s'est précisément creusé dans les années 1870 à 1914, où les puissances coloniales imposaient leurs visions du territoire (Davis 2003:305-39).⁷ Sous couvert de « mise en valeur », l'introduction massive de plantes, d'animaux et de techniques culturelles satisfaisant aux besoins et fantasmes coloniaux (Crosby 1986:192-216 ; Leach et Mearns 1996 ; Bonneuil 1997) allait ensuite précipiter des déséquilibres écologiques inédits — auxquels les peuples colonisés n'étaient plus en mesure de répondre. On voit mal comment les formations sociales actuelles pourraient réduire leur vulnérabilité environnementale sans repenser la légitimité de leur commerce, c'est-à-dire sans réduire l'emprise des spéculations tournées vers la demande — au demeurant décroissante — des marchés dits mondiaux, ni accorder aux échanges intra-régionaux — vaguement perçus, pour l'heure, comme parallèles, accessoires ou informels — une priorité renouvelée.

- *L'exit option*, entendue comme la possibilité de migrer pour échapper à des rapports sociaux défavorables (Hirschman 1978), est devenue un facteur d'anomie. La migration collective des groupes dominés constituait une forme efficace d'autodétermination, aussi longtemps qu'existaient des espaces libres ou interstitiels, ouverts à leur réinstallation (Kopytoff 1987 ; Nugent et Asiwaju 1996). La migration à bonne distance des royaumes esclavagistes, lors des grands siècles de la traite, permettait plus sûrement d'éviter la capture qu'une résistance assez illusoire (Meillassoux 1986). Les fronts d'islamisation offraient une autre alternative — la conversion, par laquelle les anciens « païens », désormais musulmans, cessaient d'être « capturables » (*Ibid.*, pp.51-54) — mais les groupes qui voulaient échapper à la fois à la traite et à la conversion trouvaient encore à se réinstaller dans des milieux relativement peu accessibles.

Il ne reste aujourd'hui aucun interstice entre les territoires légaux des États reconnus. Les espaces physiquement ouverts ne le sont plus politiquement. Ce sont soit des espaces échappant au contrôle territorial de l'État (ou d'une faction rebelle), soit des espaces situés sur le territoire d'États tiers, voisins ou plus distants. *L'exit option* conduit alors, selon les cas, à une forme d'extraterritorialité, c'est-à-dire de marginalité par rapport à la légalité existante, ou au statut de « personne déplacée » ou de réfugié. Elle est perçue comme une anomalie provisoire — la réinstallation sur les lieux d'origine constituant désormais, au moins en droit, le dénouement normal des migrations collectives. En pratique, l'exercice du droit au retour suppose que soient durablement résolues des « crises de coexistence » qui, toujours, ont le territoire en toile de fond (Malkki 1995 ; Cambrézy 2001). À défaut, les « crises du territoire », autrement dit les crises d'une *conception* jalouse et exclusive du territoire, précipitent et maintiennent des pans entiers du continent dans le cercle vicieux des exclusions, des exodes, et des retours guerriers — qui génèrent de nouveaux exodes et mènent à de nouveaux retours guerriers, générant de nouveaux exodes...

- Toute frontière linéaire, quel que soit son tracé, tranche dans le vif des relations inter-sociétales. Aussi loin qu'on sache remonter dans l'histoire des sociétés africaines, avec ou sans États, celles-ci étaient rarement des entités closes (Ajayi et Crowder 1985). Elles se déployaient dans des espaces feuilletés, hétérogènes, dont les multiples contours — économiques, linguistiques, religieux... — se chevauchaient sans nécessairement coïncider (Amselle 1985 ; Eyoh 1999). La non-coïncidence des espaces politiques et des espaces culturels signifiait, en particulier, que la guerre ou la prédation ne brisaient pas nécessairement les affinités et proximités entre peuples. La souplesse de l'histoire orale, autorisant une grande flexibilité des représentations culturelles, tendait plutôt à faciliter l'absorption ou l'incorporation des groupes vaincus dans les formations sociales provisoirement dominantes (Bazin et Terray 1982 ; Eyoh 1999).

Les *building blocks* ou « unités de base » de la géographie ancienne n'étaient certainement pas des espaces topographiques — dont il aurait fallu additionner les surfaces, comme dans les approches actuelles de l'intégration nationale, sous-régionale, ou continentale — mais des liens, des relations établissant des réseaux et des réseaux de réseaux. Dans ce type de « géographie relationnelle », les rapports de voisinage organisent de proche en proche des « chaînes de sociétés », où la distance identitaire s'exprime en gradients, en différenciations progressives, plutôt qu'en territoires exclusifs (Retaillé 1993). Jusqu'à présent, on trouvera difficilement deux formations sociales africaines, aussi distantes soient-elles en kilomètres, qui ne soient liées au sein d'une même chaîne ou qui n'appartiennent à des chaînes apparemment éloignées mais sécantes.

L'adéquation forcée entre les deux acceptions du territoire, comme dimension spatiale des identités collectives et comme surface délimitée, constitue le postulat de base de ce que nous appelons la géographie par le haut. Ce postulat domine aussi bien la théorie des relations internationales que l'organisation des États légalement constitués. Mais l'organisation spatiale des sociétés africaines ne s'y réduit pas. Comment comprendre, dès lors, la production de l'espace en situations africaines ?

La géographie par le bas comme élaboration collective

Avant de se fixer autour de la question territoriale, la notion de géographie par le bas a fortement fluctué. Tous les membres du groupe, venant d'horizons disciplinaires différents, s'entendaient à « repérer des dynamiques spatiales », mais chacun, selon ses thèmes de recherche et ses inclinations personnelles, se faisait une idée différente de la « géographie » à construire. Certains lui conféraient par avance un caractère « populaire », d'autres un caractère « informel », ou « réaliste », ou encore « subalterne », « clandestin », etc. Mais ces caractérisations reposaient sur une série d'oppositions binaires — dominant *versus* subalterne, légal *versus* clandestin — qui s'avéraient toujours trop réductrices : les problématiques des uns n'étaient pas celles des autres. Les écarts se sont resserrés au fil de nos débats internes. Ceux-ci nous ont permis de préciser collectivement la notion de géographie par le bas, et de lui faire recouvrir des champs d'investigation plus fédérateurs.

Une problématique du désordre

Par géographie par le bas, nous entendions initialement la mise en désordre d'une géographie par le haut qui serait, pour sa part, la géographie officielle des cartes et des atlas, établie et défendue par les États constitués et leurs appareils administratifs, diplomatiques et militaires. Cette première définition était posée comme une simple définition de travail, ouverte à révision. Il importe de la resituer dans le contexte, épistémologique et politique, du début des années 1990.

Le contexte politique était marqué par une série de phénomènes sans lien direct apparent, mais auxquels une dimension territoriale, encore floue, semblait conférer une certaine unité et, peut-être, une commune intelligibilité. Le référendum d'autodétermination de l'Érythrée, en avril 1993, était venu bousculer le sacro-saint principe de stabilité territoriale de l'OUA. L'effondrement de l'État en Somalie voisine avait précipité l'apparition d'« extra-territoires », échappant à l'autorité de toute juridiction internationalement reconnue, et le Somaliland prenait ou reprenait une indépendance *de facto*. En Angola et au Liberia, le « Savimbiland » et le « Taylorland » s'imposaient comme des figures journalistiques décrivant l'apparition de fiefs privés, néanmoins intégrés aux circuits d'échange mar-

chand. Hors la guerre, l'autorité des États était remise en cause tant du dehors, par les institutions financières internationales, que du dedans, par l'agitation d'une longue liste de régions périphériques. Les politiques de décentralisation, impliquant la création de nouveaux pouvoirs locaux, devenaient une dimension des luttes démocratiques.

Les sciences sociales aussi étaient en plein bouleversement. Les études africaines et asiatiques, en particulier, sortaient d'un long détour épistémologique. Leur contribution à la « désintégration des paradigmes » de la modernité occidentale (Zeleva 1994 ; Diouf 1999), dont elles contestaient la charge idéologique, avait porté ses fruits. On savait ainsi et de mieux en mieux, quels modèles soi-disant universels échouaient à saisir le réel africain, quelles téléologies ne s'accomplissaient pas, et *a fortiori*, ce que la ou les « crise(s) de l'Afrique » n'étai(en)t pas. Ce qu'on désignait par « crise », faute de termes plus précis, recouvrait de multiples transformations dont on peinait à déchiffrer le sens et à prédire l'issue. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, la « crise » était, en grande partie, une crise de l'interprétation (Balandier 1988).

La huitième assemblée générale du CODESRIA, en juin-juillet 1995, s'intitulait justement « Crises, conflits et mutations : réactions et perspectives africaines ». Ce titre invitait à repérer, au cœur du plus apparent désordre, les prémices d'un ordre encore incertain, différent de ce qu'on connaissait jusque-là, mais émergent. Quels devenirs hésitaient provisoirement à se construire ? Et quelles forces organisées pourraient peser sur l'horizon des possibles ? La première ébauche d'un programme de géographie par le bas, présentée lors de cette assemblée, proposait de chercher des éléments de réponse dans l'observation des dynamiques spatiales. Entre les sociétés et les espaces qu'elles produisent, s'établissent des rapports qui dans le temps se transforment, et dont la transformation, empiriquement observable, pourrait renseigner sur les transformations sociales elles-mêmes. La géographie par le bas désignait donc une problématique du désordre — comme occultation, totale ou partielle, d'un ordre institué — en même temps qu'un champ de recherche.

L'appellation « par le bas », renvoyant implicitement au « politique par le bas » de Bayart, Mbembe et Toulabor (1992), allait cependant créer une équivoque. De ces auteurs, nous partageons le souci de comprendre le rôle des anonymes, des « sans qualification particulière », dans les trajectoires historiques du politique. Mais Bayart et Mbembe étaient surtout réputés postmodernes, un label qui polarisait bien des passions. Par une sorte de filiation présumée, la géographie par le bas, encore balbutiante, devint l'objet de sympathies et de réserves *a priori*, aussi excessives et peu fondées les unes que les autres. Nous reçûmes ainsi des propositions de recherche fantaisistes, sans grande consistance mais drapées dans le dernier jargon à la mode, qu'il fallut écarter. On peut

raisonnablement penser que d'autres collègues, « anti-postmodernes » déclarés, s'abstiennent de présenter des propositions potentiellement intéressantes.

Cette équivoque était d'autant plus déplacée que Bayart et Mbembe, voulant insister sur les marges locales d'autonomie, évacuaient le poids des facteurs externes — traite atlantique, colonisation, échange inégal — dans la marche de l'Afrique contemporaine. Le « haut » par rapport auquel se définissait leur « politique par le bas » recouvrait, pour l'essentiel, les positions de pouvoir des notables et gouvernants autochtones : les structures de la domination externe n'y avaient guère de place. Notre propre définition du « haut » était au contraire fondée sur la permanence de telles structures : le « haut », pour nous, recouvrait l'ensemble des mécanismes de subordination qui maintiennent les États et les sociétés africaines dans des formes spatiales inadaptées à leurs besoins de développement économique et social.

Nous repartions d'ailleurs des contradictions générées par le partage colonial pour poser notre hypothèse principale : une reprise d'initiative des sociétés africaines.

L'hypothèse du dégel

La multiplication des foyers de rébellion au début des années 1990 montrait que l'unité territoriale de nombreux États restait à l'état de projet. Dans bien des cas, cette unité relevait de l'illusion juridique. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les normes en matière de relations internationales commandaient justement de préserver une telle illusion, toujours plus commode à gérer que l'éclatement d'un pays « désuni », ou que son annexion par un voisin plus puissant, voire son démembrement entre impérialismes rivaux (Fall 1972 ; Ayoob 1995). Les jeux d'équilibre du monde bipolaire contribuaient ainsi à garantir la stabilité des tracés frontaliers.

La chute du Mur de Berlin en novembre 1989 et les recompositions territoriales de l'ex-bloc soviétique ont inauguré une période de plus grande instabilité. Sur ce plan, le Berlin de 1989 se présentait comme la figure inversée du Berlin de 1884-85 et de sa mythique conférence, marquée par le souci des puissances coloniales de régler leurs différences par des négociations diplomatiques. Colonisation puis guerre froide : un siècle durant, les tracés frontaliers étaient restés subordonnés à la préservation d'équilibres inter-impériaux extra-africains. La définition territoriale des États postcoloniaux semblait à présent moins garantie, en tout cas par l'extérieur.

La fin de la guerre froide ne signifiait évidemment pas la fin des interventions étrangères dans la vie politique africaine — en particulier pour le contrôle des ressources minières. Elle créait néanmoins, pour ce qui nous intéresse, une nouvelle donne géopolitique, dans laquelle les États africains, individuellement

ou collectivement, seraient plus seuls que jamais à devoir contenir leurs propres forces centrifuges, ou les forces centripètes des voisins.

Après un siècle de blocage cartographique, nous avons fait l'hypothèse d'un dégel. Le terme « dégel » n'était pas forcément le plus pertinent ; certains membres du groupe suggéraient de parler de « décrue », mais l'idée commune était celle d'une nouvelle impulsion, d'une remise en mouvement de forces longtemps contenues. Le découpage colonial, reconduit, pour l'essentiel, aux indépendances, apparaissait dans cette hypothèse comme une sorte de couvercle — la strate du « haut » — comprimant les espaces endogènes — les strates du « bas » — et résistant tant bien que mal à leur remontée. Nous pouvions alors interpréter le désordre territorial contemporain selon une double grille :

- « par le haut » : une armature de frontières fixes, dont l'effet de structuration de l'espace paraissait s'amenuiser ;
- « par le bas » : une multitude de fronts, de pôles et de réseaux, correspondant à des rapports à l'espace plus ou moins complémentaires ou antagoniques, formant ensemble des arrangements variables mais de plus en plus structurants.

Nous tenions un peu mieux notre géographie par le bas, son objet, et même le début d'une méthode. La gestion souterraine des espaces « gelés » par le découpage colonial — c'est-à-dire, selon les cas, leur mise en sommeil, leurs réactivations ou leurs transformations — renvoyait nécessairement aux dynamiques de recomposition depuis un siècle des mémoires et des identités collectives autour de la formation de l'État, colonial ou postcolonial. Il ne s'agirait donc pas d'étudier le haut ou le bas en soi, mais bien de mettre à jour les tensions entre les deux géographies.

La dialectique du haut et du bas

Une question simple a provoqué de longues discussions : où classer les séparatismes ? Relevaient-ils de la géographie par le bas, du moment qu'ils entamaient l'unité proclamée par les États ou de la géographie par le haut, dont ils endossaient la logique de démarcation selon des frontières fixes ? Un même modèle de découpage était à l'œuvre. En règle générale, les revendications séparatistes ne portent pas sur des segments culturels, difficilement cartographiables, mais sur des surfaces délimitées par les anciennes administrations coloniales, comme le Katanga, le Biafra, le Sud-Soudan ou l'Érythrée (Young 1991). Le retour de cette dernière dans les frontières de la colonisation italienne causait d'ailleurs un embarras supplémentaire : devions-nous tenir le *Eritrean Peoples Liberation Front* (EPLF) pour un acteur géographique par le bas, tant qu'il menait une lutte d'indépendance, puis pour un acteur par le haut après sa victoire militaire et sa prise de pouvoir à Asmara ?

Les « positions » (haut ou bas) ne disaient en elles-mêmes pas grand chose : il existait entre les deux géographies des passerelles, des possibilités d'infléchissement mutuel. C'est bien sur la relation dialectique des deux géographies, chacune interagissant avec l'autre, que nous devons porter notre attention. Qualifier cette relation de dialectique, c'était chercher à situer l'autonomie relative de chacune dans un système d'ensemble.

Par-delà les séparatismes, d'autres phénomènes relevant *a priori* du « bas », comme le commerce parallèle transfrontalier, ne pouvaient se concevoir sans l'existence de frontières « par le haut ». La vigueur de ce commerce repose en grande partie sur l'exploitation d'une série de disparités économiques, monétaires ou fiscales entre États voisins (Meagher 1993 ; Bennafla 2002) ou plus distants (Tarrus 2002). La démarcation frontalière des États, qui cristallise ces disparités, est donc une condition de possibilité du commerce parallèle. Les réseaux transfrontaliers tendent à éroder l'autorité des États, par exemple par la fraude douanière et le manque à gagner fiscal, mais ils ne contestent pas leur cadre territorial. À certains égards, ils contribuent même à le consolider, non seulement en poussant les États à ouvrir des postes de police ou de douane, mais surtout en dynamisant les transports routiers entre marchés frontaliers et villes intérieures (Bennafla 1999). Le maniement des catégories du haut et du bas devient encore plus délicat si l'on considère la participation, directe ou indirecte, des États ou de leurs agents au commerce parallèle (tolérance relative, petite ou grande corruption, allégeances croisées entre réseaux marchands et clientèles politiques...) : les mêmes acteurs participent aux deux géographies.

Comme l'a bien vu Retailé (1993:59-60), « le besoin [est] de penser autrement qu'en surface », de « regarder ce qui est dedans » : le fonctionnement en réseau des sociétés, et leurs intersections spatiales. Pour notre groupe, toutefois, le besoin était aussi de penser l'ensemble des rapports qu'établissent ces réseaux avec la surface territoriale des États. Celle-ci n'était pas un niveau superflu d'analyse, bien au contraire. Pour retourner une formule célèbre, des « États non capturés »⁸ ne sauraient longtemps survivre : dépourvus de toute légitimité sociale, ils ne pourraient compter, pour se reproduire, que sur le recours bien aléatoire à la force. Or la force n'était pas, loin s'en faut, l'unique ressource à la disposition des États postcoloniaux. De fait, là où la centralisation politique avait progressé depuis les indépendances, elle s'était généralement appuyée sur des réseaux, ethniques ou religieux, qui étaient en principe proscrits au nom de la construction nationale, mais dont le pouvoir de mobilisation ne pouvait être négligé.

La capture, au moins partielle, de l'État par les réseaux qu'il recouvre apparaissait ainsi comme l'autre face d'un système spatial marqué par la dualité (Bagayogo 1989 ; Parekh 1995 ; Bayart 1996). Même à parts inégales, les deux géographies étaient constitutives l'une de l'autre.

La question des frontières

Le point d'accord était le suivant : l'irruption des frontières fixes dans l'histoire africaine avait créé des problèmes. Mais quels étaient exactement ces problèmes ?

La critique conventionnelle des frontières « héritées de la colonisation » (mais reconduites aux indépendances) insistait sur leur caractère « artificiel », au regard de la géographie physique du continent, et sur leur caractère « arbitraire », au regard de la géographie humaine. Avec « environ 30 pour cent » de frontières en lignes droites (Uzoigwe 1989:55) et une proportion de croisements à angles droits plus élevée que partout ailleurs dans le monde, la règle et l'équerre coloniales nous ont indubitablement légué des tracés « artificiels ». Mais les 70 pour cent restants étaient-ils plus acceptables pour autant ? Les heurts autour du fleuve Sénégal, ou de la rivière Akpa Yafé dans la péninsule de Bakassi, suffisaient à rappeler que les tracés réputés « naturels » ne font pas nécessairement les frontières les plus paisibles.

Le constat d'« arbitraire » n'était pas plus satisfaisant. À l'évidence, des peuples étaient « arbitrairement » découpés, et d'autres étaient tout aussi « arbitrairement » regroupés. Mais l'explication convenue, selon laquelle les peuples en question tendent, dans le premier cas, à l'irréductibilisme, et, dans le second, au séparatisme, était trop mécaniste. Si l'« arbitraire » des tracés était à ce point mobilisateur, il aurait fallu s'attendre, spécialement dans notre hypothèse du « dégel », à une refonte radicale de la carte d'Afrique. Or (presque) rien de tel ne s'était produit.

La recomposition des États d'Europe de l'Est et du Centre, dont les frontières n'étaient pas réputées plus fragiles que les nôtres, avait suffisamment frappé les esprits pour qu'au début des années 1990, le pronostic d'un bouleversement rapide de la carte d'Afrique parût réaliste (Mbembe 1990 ; Mazrui 1993). Hormis la (re)naissance officielle de l'Érythrée en 1993 et la sécession *de facto* du Somaliland, les frontières africaines se révélaient pourtant stables (Clapham 1999).

Les peuples africains étaient-ils incapables de les redessiner ? Ou peut-être, n'avaient-ils pas besoin d'en changer les tracés pour en modifier la « valeur » ? À l'examen, l'incapacité des États à contrôler leurs territoires permettait à bien des périphéries délaissées de mener une existence marginale, dans tous les sens du terme, sans avoir à s'engager dans l'aventure, à l'issue incertaine, d'une démarcation en bonne et due forme. L'exemple du commerce transfrontalier montrait aussi que des peuples « arbitrairement » découpés pouvaient nouer un rapport utilitaire à la frontière qui les sépare. L'existence d'une même communauté culturelle et linguistique de part et d'autre de la frontière se présentait alors comme une ressource.

Un autre cas de figure était celui où le tracé restait et la population changeait : le drame rwandais brouillait de la manière la plus sinistre les catégories du « haut » — planificateur méthodique du génocide — et du « bas »

— exécutant appliqué. Deux composantes d'une des plus anciennes nations d'Afrique s'étaient éloignées au point que l'une, n'acceptant plus de cohabiter avec l'autre sur les mêmes collines, trouvât raisonnable de l'exterminer. Ce n'était pas, là non plus, le tracé des frontières qui posait problème, mais bien la signification que leur donnaient les génocidaires en voulant qu'elles délimitent un territoire « purement » hutu.

Le génocide des Tutsis, après l'expérience désastreuse des bantoustans en Afrique du Sud, a poussé le fantasme de pureté territoriale à ses limites extrêmes. Des intellectuels bien intentionnés continuaient pourtant de prôner une révision générale des tracés frontaliers sur une base ethnique, de manière à former des États plus « homogènes » (Bello 1995), quitte à organiser des transferts massifs de populations (Jobe 1995). Nous affirmions quant à nous qu'une telle « solution » ne résoudrait rien, parce que les problèmes n'étaient pas de l'ordre du tracé. Il n'y a pas, dans l'espace africain, de peuplements « découposables » auxquels pourraient être attribués des territoires exclusifs. Il y en a d'autant moins que les polarisations identitaires sont hétérogènes — nationales, ethniques, religieuses, etc. En variant selon les conjonctures mobilisatrices, elles alimentent la recomposition des groupes sociaux et modifient, dans la durée, leur imbrication et leurs relations d'interdépendance.

Des interventions ponctuelles, réalisées d'un commun accord entre États limitrophes (délimitation, jalonnement, ajustements mutuellement consentis) sont utiles si elles contribuent à instaurer ou restaurer, entre ces États, des relations de confiance.⁹ Mais la question déterminante n'est certainement pas : faut-il déplacer les frontières (ou les gens) de dix ou de mille kilomètres ? Ce n'est pas leur emplacement qui est en cause, mais les rapports, matériels et idéels, que nouent les États et les peuples avec le découpage territorial.

Comment, de part et d'autre, se différencient les États, les constructions nationales, les trajectoires économiques et politiques ? Quel(s) rôle(s) différents groupes sociaux font-ils jouer à la frontière dans ces différenciations ? Dans quelles conditions une frontière devient-elle source de conflit ? Dans quelles conditions établit-elle une zone de contact et d'échange ? Nous retrouvons ici la dialectique du haut et du bas : les usages et les représentations de la frontière, participant des deux géographies à la fois, illustrent leurs déterminations réciproques.

La question de la violence

Dans les configurations mouvantes du désordre territorial africain, la violence apparaissait comme une constante têtue. Notre discussion la plus décisive a porté sur la place à lui réserver dans nos études. L'historien Achille Mbembe, qui dirigeait alors le CODESRIA, nous proposait d'incorporer, dans le groupe sur la géographie par le bas, un projet de recherche sur la « criminalisation de

l'État en Afrique », qui peinait à démarrer. Nous pourrions, disait-il, le remanier pour en faire un projet de « criminalisation par le bas ».

À l'évidence, les manifestations les plus visibles de notre géographie — rébellions, conflits sur l'appropriation des ressources dites nationales, banditisme plus ou moins militarisé — étaient violentes, illégales, et donc criminelles. Elles se situaient cependant en aval d'un siècle de géographie par le haut, dont le monopole officiel sur l'organisation territoriale des sociétés africaines signifiait, précisément, la mise « hors la loi » de la géographie par le bas. L'extrême difficulté des États à former des espaces politiques légitimes signalait à tout le moins les limites d'un tel monopole.

Qu'est-ce qu'un espace légitime ? C'est l'espace géographique produit par les pratiques matérielles et par les représentations d'une société ou d'une communauté liée par un commun désir de vivre ensemble. Il s'agit, en d'autres termes, de l'espace du politique, celui-ci étant entendu comme :

une production [sociale] spécifique dont le résultat permet à une société de transformer ses contradictions en projet commun, à des unités sociales poursuivant des buts divergents [...] d'obtenir de l'un avec du multiple dans la marche générale de la société [...]. C'est bien, entre autres, pour éviter que l'affrontement irréductible entre modèles légitimes régissant les relations sociales ne bascule dans la guerre civile qu'une légitimité sociétale, le politique, est nécessaire (Lévy 1994:89).

Sans nier l'intérêt des études sur la violence, la guerre et la criminalité — études en plein essor dans l'africanisme des années 1990 —, nous avons opté pour l'option contraire : une géographie du politique. En accordant une trop grande part, dans nos études, aux dimensions violentes et/ou criminelles de la géographie par le bas, nous aurions en effet risqué de la faire apparaître comme un phénomène purement réactif, dénué de tout mouvement propre en direction d'avenirs possibles. Elle serait alors restée une déviance, un écart par rapport à la norme de la territorialité dominante. Or, c'est bien cette dernière que nous avons choisi de critiquer, et que contestent les mouvements sociaux étudiés dans ce livre.

Plutôt que de connoter négativement la géographie par le bas, en insistant trop sur son versant « criminel », nous avons jugé plus opportun de réfléchir à la violence même de l'idée territoriale. La territorialité dominante, en brisant les liens spatiaux qui expriment les continuités inter-sociétales, génère plus de contradictions qu'elle ne peut en résoudre et contrarie singulièrement la formation d'espaces légitimes.

Champs et chantiers de géographie par le bas

Tout découpage comporte une part d'arbitraire. La structure de ce livre ne fait pas exception. L'ouvrage est divisé en trois parties thématiques : espace et identités;

frontières ; villes et migrations. Les recoupements entre ces thématiques font que certains chapitres pourraient, presque indifféremment, figurer dans chacune des trois parties.

La répartition retenue reflète toutefois un mouvement d'ensemble. Les trois chapitres de la première partie insistent sur la formation d'espaces mouvants : les transformations sociales contemporaines et les transactions identitaires qui les accompagnent recomposent des rapports sociospatiaux à géométrie variable. La deuxième partie souligne les limites de la pensée territoriale dominante : limites topographiques, quand la sacralisation des frontières coloniales génère des contradictions qui débordent le cadre des États territoriaux ; limites politiques et épistémologiques, quand le principe de découpage territorial, juridiquement dominant, conduit certaines dissidences à revendiquer de nouveaux découpages qui peuvent seulement générer de nouvelles contradictions et de nouvelles dissidences. La dernière partie regroupe quatre études sur le thème de la mobilité spatiale. Les flux migratoires et leurs lieux de destination, principalement urbains, apparaissent ici comme une interface décisive entre les deux géographies, où se joue le renouvellement, plus ou moins heurté, des modalités de l'intégration ou de l'exclusion, tant entre les groupes et les individus composant des sociétés en cours de transformations multiples, qu'entre les sociétés elles-mêmes.

Identités en mouvement

Le chapitre d'Abderrahmane N'Gaidé sur la Casamance propose de saisir les rapports entre ethnicité et territoire à la lumière de la longue durée (chapitre 2). Observant la récurrence des dissidences territoriales dans la région depuis le XIII^e siècle, il cherche à comprendre si l'agitation séparatiste qui secoue la Casamance contemporaine participe d'une simple crise de croissance du jeune État sénégalais, ou si elle plonge ses racines à de plus grandes profondeurs historiques. L'étude distingue quatre grandes séquences dissidentes, correspondant aux principaux États qui se sont succédé sur tout une partie de la région : le royaume esclavagiste du Gaabu (lui-même une dissidence de l'empire du Mali), la théocratie pullo-musulmane du Fuladu (dissidence du Gaabu), la « Colonie du Sénégal et ses dépendances » (butant sur la résistance endémique des Diolas), puis le Sénégal indépendant (en butte au séparatisme).

La nature du pouvoir, les fonctions du territoire propres à chaque époque, ses significations et ses représentations dans les imaginaires sociaux, les forces sociales contestataires, et même la localisation géographique des foyers dissidents, ont si fortement varié d'une séquence à l'autre qu'il n'est pas possible, estime N'Gaidé, d'établir une quelconque filiation entre les différents mouvements dissidents. Les différentes séquences, souligne-t-il, partagent cependant un dénominateur commun : l'incapacité des codes culturels dominants (tour à

tour mandingue, peul, colonial puis islamo-wolof) à imposer, dans une région multiethnique et turbulente, un bloc ethno-religieux totalement hégémonique.

Les rapports de force actuels ne sont pas favorables à la revendication séparatiste, mais la persistance d'une agitation larvée, sur laquelle se greffent des formes plus ou moins opportunistes de banditisme, suffit à déstabiliser la construction nationale sénégalaise. Celle-ci, conclut l'étude, bute sur les limites inhérentes aux définitions primordiales de l'*homo senegalensis*. La reconnaissance de l'égale dignité de toutes les communautés composant le Sénégal et la Casamance, et la traduction de cette reconnaissance en droits, en devoirs, et en opportunités égales pour chaque citoyen, ne sont pourtant pas incompatibles avec l'existence d'un État unitaire. Elles apparaissent ici, même, comme leur condition.

Nduba Echezona s'interroge sur l'avenir de l'État-nation, ou plus précisément des projets d'États-nations, à partir du cas du Nigeria — où la création d'États fédérés n'a jamais découragé le projet de faire correspondre l'espace de la République fédérale à l'espace d'une nation nigériane (chapitre 3). La question importante pour lui est de savoir si la construction d'un État-nation comme projet de totalisation de la société peut se passer d'un régime autoritaire. La prolifération d'identités infra-nationales qui accompagne, depuis 1999, le retour du Nigeria à des formes démocratiques de gouvernement, suggère une réponse négative.

Que signifie aujourd'hui être Nigérian quand plusieurs décennies de dictature militaire ont vidé le principe fédéral de sa substance ? Le Nigeria, qui comptait trois grandes régions politiques en 1960, compte aujourd'hui trente-six États fédérés, auxquels s'ajoutent près de huit cents conseils de gouvernement local. Cette fragmentation croissante, loin de satisfaire les aspirations des différentes communautés à plus de justice et d'équité, génère au contraire toujours plus de demandes, de frustrations et de surenchères, encadrées par des entrepreneurs politiques qui y voient un moyen relativement sûr d'accéder aux richesses matérielles.

La radicalisation des mobilisations infra-nationales et de la compétition pour l'appropriation ou le contrôle des ressources, notamment pétrolières, exacerbe les dysfonctionnements du fédéralisme nigérian. La croyance voulant que les conflits menés *sur* un territoire puissent se résoudre *dans* le découpage de nouveaux territoires entretient une fuite en avant, dont ne sauraient miraculeusement émerger des espaces légitimes. La négation des identités ethniques et leur encadrement dans des frontières linéaires, toujours plus étroites et plus conflictuelles, constituent deux erreurs symétriques, observe Echezona. Si l'existence d'une nation nigériane a encore un avenir, soutient-il, le commun désir de vivre ensemble des Nigériens pourra seulement s'exprimer par une réinvention du fédéralisme, où les interventions régulatrices de l'État central

viseraient à promouvoir la coopération inter-communautaire plutôt qu'à instaurer des cloisonnements topographiques.

Après ces deux études de cas ouest-africains, Francis Njubi s'appuie sur l'expansion de l'espace swahiliphone en Afrique de l'Est, en Afrique centrale, et aussi dans la diaspora africaine-américaine aux États-Unis, pour engager une réflexion sur l'africanité, l'intégration régionale et le panafricanisme par temps de globalisation (chapitre 4). La langue swahilie, initialement associée à l'économie-monde de l'Océan Indien, au commerce arabe des esclaves et à la pénétration de l'islam, s'est diffusée en direction des Grands Lacs, d'abord comme langue du commerce caravanier puis, à l'époque coloniale, comme *lingua franca* des migrants employés dans les centres urbains et les mines du Shaba, avant de s'imposer comme langue de mobilisation multiethnique lors du moment anticolonial. Aux indépendances, les gouvernements est-africains ont adopté des politiques linguistiques contrastées, mais le kiswahili a continué de progresser parmi les nouvelles générations urbaines et les migrants, notamment les réfugiés rwandais en Ouganda qui, en traversant l'ex-Zaïre d'est en ouest avec les forces de Laurent-Désiré Kabila, ont « amené » le kiswahili jusqu'à Kinshasa.

En 2004, le kiswahili est devenu la première langue africaine à disposer d'un statut de langue officielle à l'Union africaine. Tout aussi remarquable, son adoption, de l'autre côté de l'Atlantique, comme langue du panafricanisme et de l'activisme africain-américain, bouscule les idées reçues sur la domination de l'anglais et l'uniformisation culturelle liée à la globalisation. L'identité étant un phénomène multidimensionnel, l'erreur constante des projets d'États-nations, au sortir des situations coloniales, aura été de penser que l'identification au territoire décolonisé pourrait surdéterminer les autres dimensions de l'identité et finir par s'y substituer. La dimension linguistique, telle qu'elle se reflète dans la diffusion du kiswahili, produit pourtant de l'intégration, tant horizontale que verticale, en franchissant toutes sortes de « frontières », de race ou de classe, ethniques, religieuses et bien sûr nationales. L'expansion constante de l'espace swahiliphone représente à cet égard un cas concret d'érosion des frontières coloniales et d'intégration par le bas.

L'illusion du découpage

Cette partie examine deux dispositions majeures, et mutuellement contradictoires, de la doctrine territoriale postcoloniale : l'intangibilité des frontières issues de la colonisation, et le droit des peuples à l'autodétermination.

Le chapitre 5, par Anatole Ayissi, n'est pas à proprement parler une étude de géographie par le bas mais un bilan critique de la politique des frontières menée par l'OUA et reconduite, pour l'essentiel, par l'Union africaine. Pourquoi, en mai 1963 à Addis-Abeba, les pères fondateurs de l'OUA ont-ils décidé de geler leurs frontières d'État ? Reconstituant le contexte idéologique et géopolitique de l'époque, marqué par les divisions de la guerre froide et l'échec de toutes les

tentatives précédentes de regroupement continental, le chapitre retrace la montée en puissance d'un souci majeur : éviter les disputes territoriales entre voisins. Cet objectif est rapidement devenu une fin en soi, au détriment de l'idéal d'unité africaine, d'une part, et en négligeant que les sociétés elles-mêmes, civiles ou militarisées, étaient aussi des acteurs géographiques, d'un autre ordre que les États. La régionalisation des conflits armés, en Afrique de l'Ouest comme dans la région des Grands Lacs, échappe largement, estime Ayissi, à la capacité de déstabilisation prêtée à tel ou tel gouvernement. Les frontières d'État, peu ou pas délimitées, faiblement démarquées, et remarquablement poreuses, sont dans l'ensemble restées intangibles mais au sens courant du terme : vagues, imprécises, impalpables.

En d'autres termes, leur gel n'a pas débouché sur un système territorial efficace — dans lequel les États auraient, individuellement, la capacité de contrôler leurs territoires, et collectivement la capacité de garantir paix et stabilité — mais sur l'illusion d'un tel système. Plus que le tracé de telle ou telle frontière, ce sont bien les règles de l'OUA qui sont en cause. Un auteur comme Jeffrey Herbst, sévèrement critiqué par Ayissi, fait donc fausse route en affirmant qu'une diminution soi-disant « réaliste » de la taille des États africains les rendrait plus gouvernables (Herbst 2000).¹⁰ Notre groupe de travail plaide au contraire pour l'élaboration d'une politique régionale de sécurité et de développement, autrement dit pour de vastes regroupements, seuls à même de répondre à la régionalisation des conflits et de l'insécurité. La conclusion d'Ayissi reste toutefois sceptique sur la capacité de l'UA à se démarquer du dogme de l'intangibilité des frontières hérité, mot pour mot, de l'OUA.

La Somalie était, avec le Maroc, l'un des membres fondateurs de l'OUA les plus opposés au gel des frontières. Sa trajectoire territoriale, décrite par Inyani Simala et Michel Ben Arrous, illustre bien la contradiction entre le droit des peuples à l'autodétermination et l'intangibilité des frontières coloniales (chapitre 6). Le peuple somali,¹¹ avec un mode d'existence fondé sur le nomadisme pastoral, s'est historiquement constitué et déployé dans un espace ouvert, où les droits de différents clans sur des pâturages précis signifiaient, en pratique, le droit à un cycle de migration. Le démembrement colonial de cet espace, partagé entre la Grande-Bretagne, l'Italie, la France et l'Éthiopie, fut un traumatisme fondateur. Il donna naissance à un nationalisme réactif, le pan-somalisme, visant à rassembler la nation disloquée dans un espace unitaire. La réunion de l'ex-Somalie italienne et de l'ex-Somaliland britannique, fusionnant à l'indépendance pour former un seul État, fut perçue comme un premier exercice d'autodétermination.

L'étape suivante, dans la logique du nationalisme pan-somali, aurait dû être la « récupération » des régions somaliennes du Kenya, de l'Éthiopie et de Djibouti. Mais comment construire une Grande Somalie sans attenter aux frontières et à l'intégrité territoriale de ces États ? Les conflits avec les voisins, sur fond de

guerre froide dans la Corne, ont d'abord auréolé le pouvoir somalien d'un certain prestige. La réunification, partielle, des anciens Somalilands italien et britannique posait cependant, à elle seule, des problèmes considérables. La persistance des inégalités régionales creusées par la colonisation multiple, le népotisme croissant du président Siyad Barre et l'extrême brutalité de son régime, ont alors rendu le projet de Grande Somalie de moins en moins attrayant.

Avec le renversement, à quelques mois d'intervalle en 1991, des présidents Barre en Somalie et Mengistu en Éthiopie, l'autodétermination a revêtu de nouvelles significations. Le nouveau leadership éthiopien, inscrivant explicitement dans la Constitution le droit des peuples à l'autodétermination — y compris, sous certaines conditions, à la sécession — a instauré une sorte de « fédéralisme ethnique », par lequel les Somalis d'Éthiopie ont retrouvé un degré d'autonomie qu'ils n'avaient plus connu depuis le XIXe siècle.¹² L'État somalien, pour sa part, n'a pas survécu à la guerre civile. Son implosion en de multiples micro-territoires suffit à infirmer la croyance selon laquelle des peuples partageant une même langue, une même culture, une même religion et une même ethnicité auraient les meilleures chances de former des États-nations harmonieux. La société somalienne partageait tout cela. Son autodétermination se limite aujourd'hui à restaurer une puissance publique informelle, notamment par la médiation des autorités islamiques, en cultivant la plus grande méfiance à l'égard des formes étatiques conventionnelles et de leurs impasses politico-territoriales.

Rencontres urbaines et migratoires

Godwin Murunga prolonge la discussion du chapitre précédent à partir d'Eastleigh, un quartier « chaud » de la capitale kenyane, Nairobi, qui abrite une forte population de Somalis kenyans et de réfugiés somaliens (chapitre 7). Surnommé Little Mogadishu, Eastleigh occupe une position centrale dans la contrebande sous-régionale de biens de consommation et dans divers trafics d'armes ou de khat. Le quartier enregistre un des taux de criminalité les plus élevés de Nairobi, ce qui pourrait y justifier la fréquence des opérations de police. Ces dernières, toutefois, ne sont pas seulement motivées par la nécessité de faire respecter la loi, mais aussi par la possibilité offerte aux policiers corrompus d'extorquer de l'argent aux habitants, Somalis kenyans et réfugiés somaliens confondus. La situation décrite par Murunga est celle d'un « délit de faciès » généralisé, où la nationalité des Kenyans d'ethnie somalie est d'emblée tenue plus suspecte que celle de toute autre composante de la société kenyane.

L'étude situe les prémisses de cette stigmatisation dans la colonisation multiple des Somalis et la mise en place des frontières du Kenya. L'État colonial, pour séparer « ses » Somalis des « autres Somalis » sous administration italienne ou éthiopienne, a voulu les confiner dans un district fermé. Le contrôle des entrées et sorties au moyen d'un document de sinistre mémoire, le *kipande*, —

équivalent du *pass* en Afrique du Sud sous le régime d'apartheid — n'a pas réussi à rendre la frontière kenyane moins poreuse, mais a contribué à maintenir les Somalis à distance du mouvement anti-colonial au Kenya. L'irrédentisme du Northern Frontier District devint dès l'indépendance un motif d'accrochage avec les forces armées kenyanes.

Cette donne initiale s'est retournée avec la guerre civile en Somalie. Entre les Somalis kenyans des années 1960, plus sensibles au nationalisme pan-somali qu'à sa version kenyane, et les réfugiés somaliens d'aujourd'hui, plus portés vers l'acquisition de la nationalité kenyane, la fluidité des nationalités « électives » (au sens weberien du terme) complique le problème des autorités : comment distinguer les Somalis de nationalité kenyane des réfugiés somaliens ? Les documents d'identité ne constituent pas un moyen infaillible, dans la mesure où la nationalité kenyane peut s'acquérir hors des circuits légaux, par des complicités dans l'administration. L'illégalité, souligne Murunga, n'est donc pas l'apanage des réfugiés somaliens mais touche l'État kenyan à plusieurs niveaux. Les stratégies identitaires somaliennes, conclut-il, s'opposent aux rigidités des frontières géographiques par le haut dont l'État kenyan fait dériver ses règles de nationalité. Mais elles ne sont pas seules à contrarier l'« imagination territoriale » de l'État kenyan,¹³ qui, lui aussi par sa propre corruption, participe au désordre d'un espace sous-régional faiblement démarqué.

Les deux chapitres suivants examinent une autre forme de migration internationale, les migrations de travail, qui placent elles aussi le migrant en situation de bouc émissaire dans les pays d'accueil — aisément expulsable, même lorsque les désordres dont on l'accuse persistent, voire empirent après les expulsions.

Lazare Ki-Zerbo s'inscrit à rebours des replis identitaires qui minent la Côte d'Ivoire et enveniment ses relations avec les pays limitrophes en postulant, dans le chapitre 8, l'existence d'un espace intégré BFCI (Burkina Faso et Côte d'Ivoire). Son étude, rédigée après les premières expulsions de migrants burkinabè, mais avant que la guerre civile ne coupe la Côte d'Ivoire en deux, signale la vacuité des poussées xénophobes qui, en « renvoyant les étrangers chez eux », prétendaient réconcilier la Côte d'Ivoire avec elle-même. L'interpénétration des sociétés par le bas, d'une part, la survalorisation, d'autre part, de leurs démarcations par le haut, font apparaître BFCI comme un espace pertinent pour comprendre les démocratisations constamment repoussées des années 1990, au Burkina Faso comme en Côte d'Ivoire. Ki-Zerbo présente d'abord un vaste matériau historique, couvrant la formation et le blocage foncier de l'empire mossi (noyau politico-démographique de l'actuel Burkina Faso), les migrations forcées de travailleurs voltaïques dans l'AOF, les stratégies de fuite vers la Gold Coast, puis la mise en place des flux migratoires vers la Côte d'Ivoire. Il soumet ensuite ce matériau à quatre grilles d'interprétation, en essayant de préciser la portée de chacune, ses limites, et les articulations possibles avec une perspective de géographie par le bas.

L'économie politique dépendantiste, première grille, accentue les relations de classes sans s'attarder sur les aspects ethniques et culturels de la migration. Dans les années 1970, un auteur comme Samir Amin, par exemple, voyait dans le migrant voltaïque le prototype du prolétaire exploité par la bourgeoisie ivoirienne compradore. L'école géopolitique de Libreville, autour de Marc-Louis Ropivia, évacue pour sa part la domination de classe en proposant des schémas d'intégration fondés sur des « aires » climatiques et culturelles. Une conception excessivement statique de la culture conduit cependant Ropivia à postuler un clivage entre Sahel et Forêt — qui ne résiste pas à l'analyse. Les sociologues de l'Institut (français) de recherche pour le développement tiennent plutôt l'économie de plantation pour la matrice de l'ordre postcolonial ivoirien, détournant les injonctions coloniales au profit d'une formation sociale certes stratifiée, mais composite et intégratrice — dont ils peinent à penser les déchirements actuels.

C'est finalement la théorie de l'État bifide (*bifurcated state*), avancée par Mamdani (1996) pour expliquer l'enchevêtrement de plusieurs régimes de domination, issus tantôt du droit colonial, tantôt de la codification des « coutumes indigènes », qui peut le mieux rendre compte de la condition doublement subalterne du migrant burkinabè : étranger face à l'État ivoirien ; allochtone aux terroirs dans lesquels il s'établit. Ce double assujettissement distingue radicalement sa migration des migrations internes à la Côte d'Ivoire, notamment du pays baoulé vers les terres de l'Ouest, qui constituent une autre dimension importante du conflit en Côte d'Ivoire. Bien qu'allochtone lui aussi, le migrant ivoirien en Côte d'Ivoire peut au moins jouer de sa nationalité pour amener l'État à disqualifier l'« étranger » dans la compétition foncière qu'il lui livre. Cette compétition ne devient pas moins aiguë entre « nationaux » pour autant, ni en Côte d'Ivoire ni au Burkina Faso. Enjeu politique majeur, la question foncière (concrètement, l'occupation des terres), ne peut espérer de solution légitime sans le concours des terroirs et de leurs structures de régulation, que les deux États, chacun en ce qui le concerne, maintiennent à distance du jeu légal-institutionnel.

Victor Adetula reprend le thème de la criminalisation, non plus des réfugiés somaliens au Kenya, mais des travailleurs migrants ouest-africains au Nigeria (chapitre 9). Attirés en masse par le boom pétrolier des années 1970, les travailleurs migrants ont fait les frais de la récession des années 1980. L'expulsion, en 1983, de plus d'un million d'immigrants ouest-africains se « justifiait », dans les discours officiels de l'époque, par la menace qu'ils présentaient pour la sécurité du Nigeria. D'autres vagues d'expulsions ont suivi, sans que la diminution du nombre d'étrangers ne se traduise par une baisse de la criminalité, pas plus que du chômage ou des émeutes religieuses — les trois principaux désordres qui leur étaient imputés. La construction de stéréotypes négatifs sur les étrangers au Nigeria a de quoi surprendre, si l'on considère la propre réputation des migrants nigériens, criminalisés eux aussi et harassés en conséquence, dans la sous-région et au-delà, à la plupart des postes-frontières.

Jusqu'à présent, les dispositions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) relatives à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement de tout citoyen ouest-africain dans tout État membre de la communauté, n'ont pas réussi à décourager les politiques discriminatoires contre les migrants. C'est que la CEDEAO, explique Adetula, reste prisonnière d'une vision micro-économique des migrations de travail. La théorie micro-économique, rappelle-t-il, postule un état de « perfection » du marché, par lequel la migration du travail devrait « naturellement » corriger les déséquilibres liés à l'inégale répartition des autres facteurs de production — le capital et les ressources naturelles — et stimuler ainsi une croissance d'ensemble, dans les régions exportatrices de travail comme dans les régions importatrices. Or le marché n'est pas parfait : l'offre excède la demande, et cette dernière, dans des économies tournées vers l'exportation, comme celles de l'Afrique de l'Ouest, reste subordonnée à des stimulations extérieures. Se perpétue ainsi le développement inégal institué par les migrations forcées de l'époque coloniale, puisant au Sahel, principalement, la force de travail nécessaire à la réalisation des infrastructures et aux programmes d'industrialisation situés, pour les besoins de l'économie métropolitaine, le long des côtes atlantiques.

Le Nigéria a longtemps conçu sa sécurité en termes essentiellement militaires. Ce n'est qu'en mai 1999 que l'administration Obasanjo a recentré son approche sur la sécurité humaine, cette dernière pouvant être entendue comme une situation de « non-menace » — dont l'objet devrait être de préserver les individus et les peuples de la crainte de la faim, de la maladie, du chômage, de la répression politique et, plus largement, de toute atteinte à leur bien-être. La nature compétitive du marché du travail dans la sous-région, et la mondialisation accélérée, désormais, de la déprotection sociale, ne laissent qu'une marge étroite pour renforcer la sécurité humaine des citoyens ouest-africains, migrants ou non-migrants. Adetula plaide pour une approche compréhensive des migrations de travail, qui engloberait les cultures migratoires endogènes, l'organisation sociale des régions exportatrices de main-d'œuvre et celle des régions importatrices, la commune dépendance qui les lie, et leur quête, elle aussi commune, de sécurité humaine.

Une dernière dynamique migratoire, indirectement abordée par Salimata Wade, est le transfert massif, par l'exode rural, de la pauvreté des campagnes vers les villes. Comment les néo-citadins, en quête de la sécurité humaine discutée par Adetula, s'insèrent-ils dans le tissu économique et social des villes africaines ? La dynamique associative des quartiers populaires, prévient Wade, pourrait représenter bien plus qu'un simple palliatif à l'asphyxie financière des États, et déboucher sur une véritable redéfinition, « par le bas », de l'intérêt public, de la citoyenneté, et des modèles politiques susceptibles d'exprimer ces valeurs (chapitre 10). À relativement court terme, le pouvoir, encore en

germe, des organisations populaires urbaines pourrait prendre de court, non seulement les gouvernements et les classes moyennes ou supérieures, mais les propres animateurs d'un mouvement associatif qui ne réalise pas encore sa puissance.

L'étude s'appuie sur une documentation considérable, souvent de première main, et sur une méthodologie originale qui associe les « enquêtés » à la définition des mots-clés de l'enquête. Des notions comme le « pouvoir », la « démocratie », et bien sûr l'« association », prennent un sens très pratique au fil des recoupements opérés parmi un échantillon de plus de 150 associations, principalement en Afrique de l'Ouest, avec quelques éléments de comparaison en Tanzanie. Sans gommer ni occulter le caractère très disparate des associations, les grandes tendances ainsi dégagées permettent de mieux appréhender le sens des dynamiques associatives et de repérer les décalages éventuels entre les objectifs proclamés et les performances effectives. L'étude stimule ainsi la réflexion des acteurs (et la nôtre) sur les conditions nécessaires au renforcement de leurs capacités d'intervention.

Le « pouvoir local » des associations, conçu comme la capacité d'améliorer le statut socio-économique des habitants des quartiers concernés, apparaît indissociable de la reconnaissance de leur « utilité publique » par ces mêmes habitants. Utilité publique, efficacité et légitimité, restent des qualités inégalement réparties. L'étude dessine un profil des associations les mieux susceptibles de faire émerger dans les quartiers populaires une sorte de « syndicalisme social », orienté vers l'intérêt public, tout en assumant leurs spécificités vis-à-vis des syndicats professionnels et des partis politiques.

La « crise » des années 1980 et 1990 a ouvert au mouvement associatif des possibilités inédites de participation *institutionnelle* au développement local. Les perceptions populaires du « local », se dérochant aux rigidités des découpages administratifs, fondent des stratégies originales de marquage territorial, où les quartiers « couverts » ne sont pas délimités d'avance mais s'étendent avec la progression de la reconnaissance publique et se chevauchent. S'y ajoutent, pour les associations dites d'« originaires » ou « de ressortissants », des passerelles en direction des lieux (souvent ruraux) d'origine. Ces reterritorialisations par le bas, et le capital d'expérience engrangé par les associations populaires, suggèrent une ré-articulation possible et de nouveaux emboîtements entre différentes échelles de pouvoir, du local au national, voire au-delà.

Nous reviendrons enfin, dans un bref chapitre de conclusion, sur les dynamiques de déterritorialisation et de reterritorialisation associées à la mondialisation : ces dynamiques périssent-elles la géographie par le bas, ou lui ouvrent-elles de nouveaux champs d'application ? Dans quelle mesure, et à quelles conditions, une critique africaine du territoire pourra-t-elle encore éclairer les termes et les enjeux de la lutte pour la géographie ?

Notes

1. Les lexicographes actuels rattachent plutôt le territoire à la *terra* (la terre, le sol) mais cela n'exclut pas un jeu de mots associant, en latin, la terre et la terreur mise en œuvre pour la défendre ou la conquérir (Tizon 1996:19).
2. L'empereur romain Auguste, héritier de Jules César, avait entrepris de délimiter des Provinces, mais celles-ci n'épuisaient pas le fonctionnement administratif de l'empire, dans la mesure où chaque citoyen romain appartenait aussi à des tribus, dotées de normes juridiques particulières, et où ces tribus ne présentaient pas de continuité géographique (Nicotet 1988:265-90). Des formations sociales aussi différentes que les empires soudanais (Ghana, Mali, Songhay), ottoman et austro-hongrois ont également privilégié un « fédéralisme personnel » caractérisé par l'autonomie culturelle des peuples éparpillés sur leurs territoires et la coexistence de plusieurs régimes juridiques. Aujourd'hui réputée utopique, cette forme de fédéralisme nourrissait jusqu'au début du XXe siècle d'intenses débats tant dans les cercles communistes que sionistes (Haupt et al. 1997 ; Plasseraud 2000 ; Messara 1987), à partir du cas libanais, et Ki-Zerbo (1998), dans une perspective panafricaniste, continuent d'y voir une alternative à l'autre type de fédéralisme, dit « territorial » ou « hamiltonien », quand les frontières communautaires ne correspondent pas à des frontières géographiques.
3. Titre emprunté à Christian Jacob (1992).
4. Mentionnons cependant, à titre de contre-exemple, les « tapis-cartes » du royaume de Danxomè (Akoha 1994). Il s'agissait d'assemblages de morceaux d'étoffe expédiés par les *agbajigbeto*, les espions du royaume, sur lesquels ceux-ci identifiaient à la fois les entrées des villes à conquérir (topographie) et leurs faiblesses occultes (cosmographie).
5. Rappelons contre un mythe tenace que les frontières coloniales de l'Afrique n'ont pas été tracées à la Conférence de Berlin de novembre 1884-février 1885, mais dans les vingt-cinq ans qui ont suivi (Brunschwig 1971; Phimister 1995; Katzenellenbogen 1996). 75,6 pour cent des frontières, soit 60 794 km sur 80 407, ont été délimitées entre 1885 et 1914 (Foucher 1991:101). La Conférence de Berlin a principalement fourni une base légale au découpage territorial — ce qui n'est pas moins lourd de conséquences — mais elle visait plutôt à perpétuer une domination impériale *conjointe* sur l'Afrique, afin d'y réduire les risques d'affrontement direct entre armées européennes. L'objet de la Conférence était de garantir à l'ensemble des puissances signataires — Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède, Norvège, Turquie — la « liberté de commerce » dans les grands bassins fluviaux. Sur les 38 articles de l'Acte général de la Conférence (reproduit in Brunschwig 1971:111-28), 24 portent sur cette « liberté » dans le bassin du Congo et 8 dans celui du Niger. Seuls 2 articles portent sur les « occupations nouvelles de territoires sur la côte occidentale d'Afrique » et ils subordonnent leur enregistrement à « l'obligation

d'assurer [...] une autorité suffisante ». L'aiguïsement croissant des rivalités inter-européennes a eu raison de cette dernière disposition, qui a été largement ignorée, ou interprétée comme un niveau « minimal » d'administration. C'est donc bien l'échec de Berlin sur ce point qui a accéléré le partage.

6. Les traités du XIIe siècle entre royaumes ibériques, par exemple, se partageant par avance, au départ des croisades, les terres à prendre sur l'Islam, portaient sur des axes de progression. De même, en Atlantique, le traité de Tordesillas (1494), par lequel le pape Alexandre VI établissait à 270 milles à l'ouest des Açores la ligne de partage entre domaines espagnols et portugais, anticipait des « possessions à venir » mais ne pouvait les circonscrire en surface.
7. Au XVIIIe siècle, la différence de niveau de vie entre un docker de Liverpool ou un sans-culotte français et un paysan de Sénégambie ou du Deccan chinois « était relativement négligeable par rapport à celle qui séparait chacun d'eux de sa classe dirigeante respective » (Davis 2003:23). De telles comparaisons sont restées valables, en gros, jusqu'à la seconde moitié du XIXe siècle. Par contre, « à la fin du règne de Victoria, l'inégalité entre les nations était [devenue] aussi profonde que l'inégalité entre les classes » (*Ibid.*).
8. En référence à la « paysannerie non capturée » de Goran Hyden (1980).
9. L'expérience de la *National Boundary Commission* (NBC) du Nigéria est à cet égard stimulante. La coopération initiée depuis 1987 par la NBC avec les autorités des pays voisins a été déterminante pour normaliser les frontières nigérianes, fortement militarisées au début des années 1980. L'apaisement des relations inter-étatiques, y compris avec le Cameroun après la guerre de 1993-94, est une condition nécessaire au développement des régions transfrontalières (Asiwaju 2002).
10. On retrouve ici un biais fréquent chez les africanistes, qui tendent à « justifier » une approche anachronique du réel africain par des exemples sélectivement puisés dans l'histoire, tout en appliquant aux situations historiques considérées des grilles de lecture excessivement présentéistes. C'est en ignorant la géographie relationnelle et les chaînes de sociétés sur lesquelles nous avons insisté plus haut, que Jeffrey Herbst ramène les polites africaines, anciennes ou nouvelles, à de « petits » espaces, limités par l'incapacité des dirigeants politiques à projeter leur autorité sur de longues distances. Les quelques exceptions reconnues — Égypte ancienne, empires soudanais, Monomotapa — ne suffisent pas à le détourner d'une apologie du *small is beautiful* fondée sur des généralisations hâtives.
11. Nous distinguons selon l'usage courant le terme « somali », qualificatif ethnique, du terme « somalien », réservé à l'État et à ce qui s'y rapporte directement.
12. Décrié par certains comme « une régression [...], un retour à l'Afrique des tribus » (Woldeghiorghis 2002:55), le fédéralisme à l'éthiopienne a été salué par d'autres comme un moyen avisé d'éviter le sort des « États-nations cliniquement morts » (Wole Soyinka, cité par Babu 1995:28). La Somalie d'après Siyad Barre entre à l'évidence dans cette dernière catégorie.

13. Cette notion d'imagination territoriale renvoie à un débat important lancé par Benedict Anderson (1991 ; 1996) et Partha Chatterjee (1993 ; 1996). Anderson appelle « communauté imaginée » toute communauté dont les membres sont trop nombreux pour se connaître personnellement. Considérant les nations comme de telles communautés, cet auteur avance à partir d'exemples asiatiques que la progression des imaginaires nationalistes et du sentiment national parmi les peuples colonisés s'est appuyée sur trois « institutions » principales : les cartes (des pays à décoloniser), les recensements de population, et les musées. Partha Chatterjee lui a répondu par une critique cinglante : si la voie du nationalisme était si balisée, et ses formes connues d'avance, que resterait-il alors à imaginer ? Les peuples anciennement colonisés peuvent-ils s'imaginer autrement que dans des cadres territoriaux dérivés de la cartographie coloniale ? La position de notre groupe de travail, dans ce débat, est que les territoires désormais « décolonisés » restent des espaces imaginés par différentes communautés imaginées, non seulement dans des contours dont l'ajustement s'avère plus ou moins problématique, mais selon différentes formes d'imagination territoriale. D'où la nécessité de décoloniser nos conceptions du territoire.

Bibliographie

- Agnew, John et Stuart Corbridge, 1995, *Mastering Space. Hegemony, Territory and International Political Economy*, Londres, Routledge.
- Ajayi, J.F. Ade et Michael Crowder, 1985, *Historical Atlas of Africa*, Ibadan, Longman.
- Akoha, Albert Bienvenu, 1994, « Les systèmes graphiques de l'Afrique précoloniale », pp.283-312 in P. Hountondji (éd.), *Les savoirs endogènes. Pistes pour une recherche*, Dakar, CODESRIA.
- Akokpari, John K., 2000, 'Globalisation and Migration in Africa', *African Sociological Review*, (4), pp.72-92.
- Amselle, Jean-Loup, 1985, « Ethnies et espaces : pour une anthropologie topologique », pp.11-48 in J.-L. Amselle et E. M'Bokolo (éds.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte.
- Anderson, Benedict, 1991, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2e édition revue et augmentée, Londres, Verso.
- Anderson, Benedict, 1996, 'Introduction', pp.1-16 in G. Balakrishnan (éd.), *Mapping the Nation*, Londres, Verso.
- Appadurai, Arjun, 1996, 'Sovereignty Without Territoriality: Notes for a Postnational Geography', pp.40-58 in P. Yeager (éd.), *The Geography of Identity*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Ardrey, Robert, 1967, *The Territorial Imperative. A Personal Inquiry into the Animal Origins of Property and Nations*, London, Collins.
- Asiwaju, Anthony I., 2002, *Fonctionnement et gestion des « pays-frontière » en Afrique de l'Ouest*, Dakar et Paris, WABI [West African Borders and Integration], document de travail.

- Augé, Marc, 1992, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.
- Ayoob, Mohammed, 1995, 'The New-Old Disorder in the Third World', *Global Governance*, 1 (1), pp.59-77.
- Babu, Abdulrahman, 1995, 'Time to Rebuild Africa', *New African*, November, p. 28.
- Badie, Bertrand, 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
- Bagayogo, Shaka, 1989, « Lieux et théorie du pouvoir dans le monde mandé : passé et présent », *Cahiers des Sciences humaines*, 25 (4), pp. 445-60.
- Balandier, Georges, 1988, *Le désordre. Éloge du mouvement*, Paris, Fayard.
- Bayart, Jean-François, 1996, « L'historicité de l'État importé », pp.13-39 in J.-F. Bayart (éd.), *La greffe de l'État*, Paris, Karthala.
- Bayart, Jean-François, Achille Mbembe et Comi Toulabor, 1992, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala.
- Bayenda, Emma, 2003, "Why Do Niggers Not Draw Maps? The Theories of 'Innate' Wayfinding, 1500-2000", *Studies in Landscape and Society*, 3 (2), pp.3-55.
- Bazin, Jean et Emmanuel Terray (éds), 1982, *Guerres de lignages et guerres d'États en Afrique*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
- Bello, Adebayo, 1995, 'The Boundaries Must Change', *West Africa*, 10 April, p.516.
- Bennafla, Karine, 1999, « La fin des territoires nationaux ? État et commerce frontalier en Afrique centrale », *Politique africaine*, 73, pp.25-49.
- Bennafla, Karine, 2002, *Le commerce frontalier en Afrique centrale. Acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala.
- Berman, Bruce et John Lonsdale, 1992, *Unhappy Valley. Conflict in Kenya and Africa*, vol. 1, *State & Class*, London, James Currey.
- Boltanski, Luc et Eve Chiapello, 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bond, Patrick et Mzwanele Mayekiso, 1996, 'Developing Resistance and Resisting "Development": Reflections from the South African Struggle', *Socialist Register 1996*, pp.33-61.
- Bonneuil, Christophe, 1997, « Le jardin d'essai de Conakry. Le lieu où s'inventent les tropiques », *La Recherche*, 300, pp.76-80.
- Boureima, Alpha Gado, 1993, *Une histoire des famines au Sabel. Étude des grandes crises alimentaires (XIXe-XXe siècles)*, Paris, L'Harmattan.
- Boyer, Robert et Daniel Drache (éds), 1996, *States Against Markets: The Limits of Globalization*, Londres, Routledge.
- Brunschwig, Henri, 1971, *Le partage de l'Afrique noire*, Paris, Flammarion.
- Buisseret, David (éd.), 1992, *Monarchs, Ministers, and Maps: The Emergence of Cartography as a Tool of Government in Early Modern Europe*, Chicago, University of Chicago Press.
- Cambrézy, Luc, 2001, *Réfugiés et exilés. Crise des sociétés, crise des territoires*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
- Castells, Manuel, 1998, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard.

- Chang, Kuei-Sheng, 1970, 'Africa and the Indian Ocean in Chinese Maps of the Fourteenth and Fifteenth Centuries', *Imago Mundi*, 24, pp.21-30.
- Chatterjee, Partha, 1993, *The Nation and its Fragments. Colonial and Postcolonial Histories*, Princeton, Princeton University Press.
- Chatterjee, Partha, 1996, 'Whose Imagined Community?', in G. Balakrishnan (éd.), *Mapping the Nation*, Londres, Verso, pp.214-25.
- Cissé, Daniel Amara, 1988, *Histoire économique de l'Afrique noire*, t. 3, *Economies et sociétés médiévales de l'Afrique noire sub-saharienne (de 622 à 1794)*, Abidjan et Paris, Presses Universitaires et Scolaires d'Afrique, L'Harmattan.
- Clapham, Christopher, 1999, 'Boundaries & States in the New African Order', in D.C. Bach (éd.), *Regionalisation in Africa. Integration & Disintegration*, Oxford et Bloomington, James Currey et Indiana University Press, pp.53-66.
- Colson, Elizabeth, 1971, 'The Impact of the Colonial Period on the Definition of Land Rights', in V. Turner (éd.), *Colonialism in Africa, 1870-1960*, vol. 3., *Profiles of Change: African Society and Colonial Rule*, Cambridge, Cambridge University Press, pp.193-215.
- Cooper, Frederick, 2001, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 10, pp.101-24.
- Cormack, Lesley B., 1997, *Charting an Empire. Geography at the English Universities, 1580-1620*, Chicago, University of Chicago Press.
- Crosby, Alfred, 1986, *Ecological Imperialism: The Biological Expansion of Europe, 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Das, Arvind N., 2002, 'The End of Geography', *Biblio*, numéro spécial : 'Cosmopolitanism and the Nation-State', mars-avril, pp.34-36.
- Davis, Mike, 2003, *Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales (1870-1900). Aux origines du sous-développement*, Paris, La Découverte.
- Deutsch, Jan-Georg et Brigitte Reinwald (éds), 2002, *Space on the Move. Transformations of the Indian Ocean Seascape in the Nineteenth and Twentieth Century*, Berlin, Klaus Schwarz.
- Dijkink, Gertjan, 1996, *National Identity and Geopolitical Visions. Maps of Pride and Pain*, Londres et New York, Routledge.
- Di Méo, Guy, 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- Diouf, Mamadou (éd.), 1999, *L'historiographie indienne en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris et Amsterdam, Karthala et Sefhis.
- Driver, Felix, 1992, 'Geography's Empire: Histories of Geographical Knowledge', *Environment and Planning D: Society and Space*, 10, pp.23-40.
- Edney, Matthew H., 1997, *Mapping an Empire. The Geographical Construction of British India, 1765-1843*, Chicago et Londres, Chicago University Press.
- Eyoh, Dickson, 1999, 'Community, Citizenship, and the Politics of Ethnicity in Post-Colonial Africa', in E. Kalipeni et P.T. Zeleza (éds), *Sacred Spaces and Public Quarrels*.

- African Cultural and Economic Landscapes*, Trenton et Asmara, Africa World Press, pp.271-300.
- Fall, Ibrahima, 1972, « Contribution à l'étude du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en Afrique », thèse de droit, Université de Paris I.
- Fall, Yoro K., 1982, *L'Afrique à la naissance de la cartographie moderne. Les cartes majorquines: XIVe-XVe siècles*, Paris, Karthala et Centre de recherches africaines.
- Farah, Nuruddin, 1986, *Maps*, roman, Londres, Picador, trad. française 1994 : *Territoires*, Paris, Le Serpent à Plumes.
- Foucher, Michel, 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, 2e édition revue et augmentée, Paris, Fayard.
- Fukuyama, Francis, 1992, *The End of History and the Last Man*, Londres, Hamish.
- Gascon, Alain 1995, « Les cartes, les mythes et la Bible. La manipulation des cartes ethnolinguistiques et religieuses en Éthiopie », in L. Cambrézy et R. de Maximy (éds), *La cartographie en débat. Représenter ou convaincre*, Paris, Karthala et Orstom, pp.31-46.
- Giddens, Anthony, 1985, *The Nation-State and Violence*, Cambridge, Polity Press.
- Godinho, Vitorino Magalhães, 1983, « Entre mito e utopia: os descobrimentos, construção do espaço e invenção da humanidade nos séculos XV e XVI », *Revista de História Económica e Social*, 12, pp. 1-43.
- Gregory, Derek, 1994, *Geographical Imaginations*, Cambridge [Mass.] et Oxford, Blackwell.
- Guenée, Bernard, 1986, « Des limites féodales aux frontières politiques », in P. Nora (éd.), *Les lieux de mémoire*, t. 2, *La Nation*, vol. 2, *Le matériel*, Paris, Gallimard, pp.11-34.
- Hagberg, Sten et Alexis B. Tengan, 2000, 'Introduction: Coping with Cosmology and Geography', in S. Hagberg et A.B. Tengan (éds), *Bonds and Boundaries in Northern Ghana and Southern Burkina Faso*, Uppsala, Acta Universitatis Upsaliensis, pp.9-30.
- Harley, J. Brian, 1988, 'Maps, Knowledge and Power', in D. Cosgrove and S. Daniels (éds), *The Iconography of Landscape. Essays on the Symbolic Representation, Design and Use of Past Environments*, Cambridge, Cambridge University Press, pp.277-312.
- Harvey, David, 1990, 'Between Space and Time: Reflections on the Geographical Imagination', *Annals of the Association of American Geographers*, 80 (3), pp. 418-34.
- Haupt, Georges, Michael Löwy et Claudie Weill, 1997, *Les marxistes et la question nationale*, Paris, L'Harmattan.
- Herbst, Jeffrey, 2000, *States and Power in Africa. Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton, Princeton University Press.
- Hirschman, Albert O., 1978, 'Exit, Voice and the State', *World Politics*, 31 (1), pp.90-107.
- Hyden, Goran, 1980, *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and Uncaptured Peasantry*, Londres, Heinemann.
- Jacob, Christian, 1992, *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*, Paris, Albin Michel.
- Jobe, Salamina E., 1995, 'Hutu State, Tutsi State', *New African*, juillet, p.20.

- Kain, Robert J.P. et Elizabeth Baigent, 1992, *The Cadastral Map in the Service of the State*, Chicago, University of Chicago Press.
- Katzenellenbogen, Simon, 1996, 'It Didn't Happen at Berlin. Politics, Economics and Ignorance in the Setting of Africa's Colonial Boundaries', in P. Nugent and A.I. Asiwaju (eds), *African Boundaries, Barriers, Conduits and Opportunities*, London, Pinter, pp.21-31.
- Kern, Stephen, 1983, *The Culture of Time and Space, 1880-1918*, Cambridge [Mass.], Harvard University Press.
- Ki-Zerbo, Lazare, 1998, « Marc au-delà de Marc : le fédéralisme personnaliste vu de Ouagadougou », *L'Europe en formation*, 309, pp.79-94.
- Kopytoff, Igor, 1987, 'The Internal African Frontier: The Making of African Political Culture', in I. Kopytoff (éd.), *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington, Indiana University Press, pp.3-84.
- Kuklinski, Antoni R. (éd.), 1990, *Globality Versus Locality*, Varsovie, University of Warsaw, Institute of Space Economy.
- Kureishi, Hanif, 1991, *The Buddha of Suburbia*, roman, London, Faber and Faber.
- Leach, Melissa et Robin Mearns (eds), 1996, *The Lie of the Land. Challenging Received Wisdom on the African Environment*, Oxford, James Currey.
- Lefebvre, Henri, 1974, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
- Lévy, Jacques, 1994, *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Lévy, Jacques, 2003, « Territoire », in J. Lévy et M. Lussault (eds), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, pp.907-10.
- Magdoff, Harry, 1978, *Imperialism: From the Colonial Age to the Present*, New York, Monthly Review.
- Mahjoub, Jamal, 1993, 'The Cartographer's Angel', *New African*, 306, pp.33-36.
- Malkki, Liisa H., 1995, *Purity and Exile. Violence, Memory, and National Cosmology among Hutu Refugees in Tanzania*, Chicago, University of Chicago Press.
- Mamdani, Mahmood, 1996, *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, Princeton University Press.
- Mazrui, Ali A., 1993, « Nouvelles frontières africaines », *Courrier international*, 16 septembre, pp.35-37.
- Mbembe, Achille, 1990, « L'Afrique noire va implorer », *Le Monde diplomatique*, avril, pp.10-11.
- Meagher, Kate, 1993, 'Informal Integration or Economic Subversion ? The Development and Organization of Parallel Trade in Sub-Saharan Africa', communication à la conférence de la CEDEAO et du CRDI sur L'intégration de l'Afrique de l'Ouest, Dakar, 11-13 janvier.
- Meillassoux, Claude, 1986, *Anthropologie de l'esclavage. Le ventre de fer et d'argent*, Paris, PUF.

- Messara, Antoine Nasri, 1987, « Principe de territorialité et principe de personnalité en fédéralisme comparé », in T. Fleiner-Gerster et S. Hutter (éds), *Fédéralisme et décentralisation*, Éditions universitaires de Fribourg, pp.447-80.
- Mukerji, Shandra, 1985, « Voir le pouvoir : la cartographie au début de l'Europe moderne », *Culture technique*, 14, pp.208-23.
- N'Gaidé, Abderrahmane, 2004, « Les territoires de l'exil. Pratiques de l'espace public en situation de diaspora », Bordeaux, CEAN, proposition de recherche.
- Nicotet, Claude, 1988, *L'inventaire du monde. Géographie et politique aux origines de l'Empire romain*, Paris, Fayard.
- Nugent, Paul et A.I. Asiwaju (éds), 1996, *African Boundaries. Barriers, Conduits and Opportunities*, Londres, Pinter.
- Nyamnjoh, Francis B., 2003, ' Globalization, Boundaries, and Livelihoods: Perspectives on Africa ', *Philosophia Africana*, 6 (2), pp. 1-18.
- O'Brien, Richard, 1992, *Global Financial Integration: The End of Geography*, London: Pinter.
- Obstfeld, Maurice et Alan M. Taylor, 2004, *Global Capital Markets. Integration, Crisis, and Growth*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Okoye, Ikem Stanley, 1997, ' History, Aesthetics and the Political in Igbo Spatial Heterotopias ', *Paideuma*, 43, pp.75-91.
- Parekh, Bikhu, 1995, ' Ethnocentricity of the Nationalist Discourse ', *Nations and Nationalism*, 1 (1), pp.25-52.
- Phimister, Ian, 1995, ' Africa Partitioned ', *Review*, XVIII(2), pp.355-81.
- Plasseraud, Yves, 2000, « L'histoire oubliée de l'autonomie culturelle », *Le Monde diplomatique*, mai, pp. 16-17.
- Ranger, Terence, 1983, 'The Invention of Tradition in Colonial Africa', in E. Hobsbawm and T. Ranger (éds), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, pp.211-262.
- Ranger, Terence, 1993, 'The Invention of Tradition Revisited: The Case of Colonial Africa', in T. Ranger et O. Vaughan (éds), *Legitimacy and the State in Twentieth-Century Africa*, London: Macmillan, pp.62-111.
- Retaillé, Denis et Elian Guillas, 1989, « Les identifications ethniques dans l'espace Sahara-Sahel. L'apport d'une géographie méridienne », in J.-P. Chrétien (éd.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala et ACCT, pp.61-75.
- Retaillé, Denis, 1993, « Afrique: le besoin de parler autrement qu'en surface », *EspacesTemps*, 51-52, pp. 52-62.
- Richeson, Allie Wilson, 1966, *English Land Measuring to 1800: Instruments and Practices*, Cambridge [Mass.], Society for the History of Technology, MIT Press.
- Ruggie, John Gerard, 1993, 'Territoriality and Beyond: Problematizing Modernity in International Relations', *International Organization*, 47(1), pp.139-74.
- Said, Edward W., 1994, *Culture and Imperialism*, Londres, Vintage.

- Saldanha, Arun, 1999, 'Notes on Place', <cal.ulb.ac.be/~jteurlin/Publications/Arunnotesonplace.html>, août.
- Schough, Katarina, 2004, 'Oral Geographies. Charting the Spatiality of Landscape Telling', European Social Science History Conference, Berlin, 24-27 mars.
- Sen, Amartya, 1984, *Poverty and Famines. An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Oxford University Press.
- Shore, A. F., 1987, 'Egyptian Cartography', in J.B. Harley and D. Woodward (eds), *The History of Cartography*, vol. 1, *Cartography in Prehistoric, Ancient, and Medieval Europe and the Mediterranean*, Chicago and London, University of Chicago Press, pp.117-29.
- Stone, Jeffrey C., 1995, *A Short History of the Cartography of Africa*, Lewiston [NY], Edwin Mellen Press.
- Storey, David, 2001, *Territory. The Claiming of Space*, Harlow, Prentice Hall.
- Tarrius, Alain, 2002, *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.
- Théry, Hervé et Roger Brunet, 1993, « Territoire », in R. Brunet et al., *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, 3e édition, Montpellier, Reclus, pp.480-81.
- Tizon, Philippe, 1996, « Qu'est-ce que le territoire ? », in G. Di Méo (éd.), *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan, pp.17-34.
- Tolmacheva, Marina, 1991, 'Ptolemaic Influence on Medieval Arab Geography. The Case Study of East Africa', S.D. Westrem (éd.), *Discovering New Worlds*, New York, Garland, pp.125-41.
- Uzoigwe, Godfrey N., 1989, « Partage européen et conquête de l'Afrique : aperçu général », pp.40-60 in A.A. Boahen (éd.), *Histoire générale de l'Afrique*, vol. VII, édition abrégée, Paris, Présence Africaine, EDICEF et UNESCO.
- Von Oppen, Achim, 2003, 'Bounding Villages. The Enclosure of Locality in Central Africa, 1890s to 1990s', thèse d'habilitation, Humboldt-Universität, Berlin.
- Wilks, Ivor, 1992, 'On Mentally Mapping Greater Asante: A Study of Time and Motion', *Journal of African History*, 33 (2), pp.175-90.
- Woldeghiorghis, Mebrahtu, 2002, 'The Geographical Imagination of Menelik II', *Geolab Newsletter*, 2, pp.39-55.
- Young, Crawford, 1989, 'Self-Determination, Territorial Integrity and the African State System', in F.M. Deng and W.I. Zartman (eds.), *Conflict Resolution in Africa*, Washington, Brookings, pp.320-46.
- Zezeza, Paul Tiyambe, 1993, *A Modern History of Africa*, vol. 1, *The Nineteenth Century*, Dakar, CODESRIA.
- Zezeza, Paul Tiyambe, 1994, 'Review Essay: African Studies and the Disintegration of Paradigms', *Africa Development*, XIX (4), pp. 179-93.
- Zezeza, Paul Tiyambe, 2003, *Rethinking Africa's Globalization*, vol. 1, *The Intellectual Challenges*, Trenton and Asmara, Africa World Press.

2

Identités ethniques et territorialisation en Casamance

Abderrahmane N'Gaidé

Le monde se globalise et simultanément se recompose. Les cartes et les atlas se brouillent. La figuration des frontières inter-étatiques et des identités nationales est apparue dans les années 1990 comme un exercice particulièrement délicat, vite périmé, toujours à recommencer. En 1995, Bertrand Badie observait que « chaque minorité tente de traduire dans une revendication territoriale intransigeante la volonté de s'affirmer et de se distinguer » (Badie 1995:7). Bientôt dix ans plus tard, le travail des cartographes n'est pas devenu moins compliqué.

Des territoires éclatent ou se diluent. Sur eux s'exercent des autorités concurrentes, chacune prétendant à l'exclusivité du « pouvoir », et alimentant ensemble une forte impression de désordre. De ce désordre, naîtront sans doute de nouveaux ordres, de nouvelles stabilités territoriales, dont la durée dépendra de l'équilibre des forces en présence et de leurs projets de société. D'ici là, bien des formes spatiales émergentes, aux contours encore imprécis, invitent à penser le mouvement, le provisoire, l'instable (Mbembe 1999). Tout ceci participe du brouillage de la carte du monde en réécriture permanente. Le « réveil des nationalités » pour ne pas dire des ethnies en Europe de l'Est, la crise du Kosovo, la partition de l'ancien Timor indonésien et la prise d'indépendance du Timor oriental suffisent à montrer que l'Afrique n'a pas l'apanage des dissidences territoriales.

À supposer qu'il y ait une spécificité africaine en la matière, elle résiderait plutôt dans la jeunesse des États du continent. Après quatre décennies d'indé-

pendance postcoloniale en moyenne, la diffusion de la « conscience nationale », tant magnifiée par les gouvernants, reste hésitante. Ces quatre décennies sont bien peu en regard de la croissance de certains États européens, qui mirent des siècles à contenir, sinon toujours à éliminer, les dissidences de leurs propres périphéries.

Devrait-on alors considérer que les dissidences territoriales africaines participent d'une croissance « naturelle » des États postcoloniaux ? Quatre décennies suffisent en tout cas à questionner le modèle de l'État-nation, massivement choisi aux indépendances : dans quelle mesure les dissidences territoriales en cours sur le continent sont-elles des conséquences de ce modèle, découlant d'une organisation de l'espace des sociétés qui a montré ses limites ?

Partout, les dissidences territoriales s'auto-légitiment par un ensemble de « singularités », de « spécificités » culturelles, historiques, économiques ou sociales, plus ou moins anciennes ou récemment (ré)inventées. En Afrique comme ailleurs, les dissidences se retranchent derrière ces « spécificités » pour rejeter l'autorité de l'État central, celui-ci étant tantôt accusé de « surexploiter » ses périphéries dissidentes (quand elles sont riches), tantôt de les « abandonner » (quand elles sont pauvres) et toujours de nier, de dévaloriser, de rejeter des identités singulières.

En retraçant leur histoire, on réalise que certaines dissidences territoriales, apparemment « neuves » dans leurs expressions contemporaines, sont en fait récurrentes dans la longue durée. C'est le cas de la Casamance. Pour en rendre compte, nous distinguons dans ce chapitre quatre grandes séquences, correspondant à quatre formes d'État qui se sont succédé sur tout ou partie d'un espace aux contours fluctuants.¹

Les États considérés sont par ordre chronologique le royaume du Gaabu (lui-même une dissidence de l'empire du Mali), le Fuladu (une dissidence du Gaabu), la « Colonie du Sénégal et ses dépendances » et, à partir de 1960, la République du Sénégal. Chacun recouvre des « territorialités » particulières, des modes différents d'organisation de l'espace, des stratégies territoriales et des représentations du territoire qui lui sont propres. Les logiques et les pratiques dissidentes ont varié en conséquence, selon les contextes et les circonstances. Nous proposons ici de vérifier, par-delà ces variations, que la dissidence territoriale est un phénomène récurrent, depuis environ huit siècles, dans l'histoire de la Casamance.

Le Gaabu : de la dissidence à la prédation

Il s'agit dans cette première partie d'évoquer brièvement la formation du royaume gaabunke, son organisation territoriale et son évolution.

Préalablement à la naissance du Gaabu, la Sénégambie méridionale et notamment la Haute-Casamance connaissaient déjà, malgré la faiblesse de leur peuplement, une présence humaine permanente. Celle-ci est attestée

par l'existence de sites troglodytes ayant servi de refuges, d'habitats ou d'entrepôts (Girard 1992). Il est également attesté que les premiers habitants étaient des agriculteurs, qui organisèrent l'exploitation et la gestion des vallées et des riches étendues de terres. Ces premiers habitants étaient, semble-t-il, les ancêtres de ce qu'on nomme aujourd'hui l'ethnie Bainounk, repoussée vers l'ouest par l'avancée progressive des Mandingues. Avec la formation du royaume gaabunke, les Bainounks se sont « mandinguisés » ou furent réduits à la condition d'esclaves et vendus aux négriers européens.

Tiramagan et la naissance du Gaabu

La formation du Gaabu résulte à la fois de l'expansion de l'Empire du Mali et de l'insolence d'un homme, Tiramagan, lieutenant de Soundjata Keita. Depuis Niani, sa capitale, le Mansa du Mali venait d'ordonner plusieurs expéditions victorieuses en direction de l'ouest. Il était parvenu à annexer les placers d'or du Bambouk, mais désirait aussi commander les voies fluviales menant à l'Atlantique (fleuves Gambie, Casamance, Cacheu, Geba, Corubal...) et offrir au Mali, pays encore agricole, de nouvelles étendues de terres fertiles. Tiramagan achève vers 1250 la conquête de ce qui va devenir le Gaabu. Soundjata lui demande de rentrer. Tiramagan n'obtempère pas. Il exige la signature d'un accord :

L'est de la rivière Koli appartiendrait au Mali [...] ; l'ouest formerait le territoire de Tyira Magan Ba reconnu par le Mali comme un État souverain ; le lieu de rencontre [...] deviendrait la frontière entre les deux États (Girard 1992:193).

Venu dans le but de guerroyer et de soumettre ses conquêtes à l'empire du Mali, Tiramagan démarque donc son propre territoire. Il ne peut, en ce milieu du XIII^e siècle, s'affranchir de la formidable puissance malienne. Celle-ci entre seulement, sous la conduite de Soundjata, dans son âge d'or. Mais les liens de vassalité sont d'emblée distendus par la distance avec Niani, lointaine capitale de l'empire, et ils continueront de se relâcher au fil des siècles.

Le Gaabu sous Tiramagan se caractérise par un chapelet de forts, permettant de résister aux attaques du Mansa mécontent de l'attitude de son lieutenant. En s'étendant vers l'ouest avec ses troupes, Tiramagan procède à la création de forts et de « grottes habitats » qui verrouillent toute la Haute-Gambie jusqu'aux contreforts du Fuuta Jalloo (*Ibid.*) et du pays badyaranke. S'étendant vers le sud, le Gaabu atteint le fleuve Casamance puis le fleuve Geba, au cœur de l'actuelle Guinée-Bissau. Par conquêtes successives, il s'étend aussi vers le nord, englobant par intermittence le bassin du Saloum. Toujours, les villages s'échelonnent le long des fleuves et des rivières.

Sous l'impulsion des troupes de Tiramagan, la langue malinké et les valeurs culturelles qui lui sont liées se diffusent, fusionnant avec d'autres cultures trouvées sur place. L'émergence du Gaabu, affirmant peu à peu son autonomie tout en restant dans l'orbite du Mali, marque selon Girard (*Ibid.*, p.193) les débuts de

« l'histoire de la civilisation sénégalaise ». L'originalité de cette civilisation naissante « bénéfique », comme souvent, d'un concours de circonstances. La dissidence de Tiramagan est en effet contemporaine d'un mouvement d'islamisation qui, sous la pression des Arabes, entretient la longue descente vers le sud des populations noires de la vallée du fleuve Sénégal. Parmi celles-ci, les populations aujourd'hui connues comme Sérères s'éparpillent à travers le bassin du fleuve Saloum, essayant en petits groupes sur ses îles. Plusieurs groupes, continuant leur route jusqu'au Gaabu, sont progressivement intégrés au royaume et se métissent aux mandingues.

Le Gaabu devient vraiment indépendant à partir de la fin du XVe siècle, à la faveur du déclin progressif de l'empire du Mali sous les pressions conjuguées de nouvelles poussées migratoires, de la pénétration européenne (portugaise) et des attaques d'un autre empire en formation, le Songhay. À son apogée, entre le XVe et le début du XVIIIe siècle, le royaume gaabunke se présente comme une confédération pouvant regrouper « selon les circonstances une trentaine de provinces » (Barry 1988:51) — chaque province étant contrôlée par des fortifications placées sous l'autorité d'un *kaanta-mansa* ou *farin-mansa* (Cissoko 1969:325). Le Gaabu domine alors « toute la partie méridionale de la Sénégambie depuis le fleuve Gambie jusqu'aux Massifs du Fuuta Jallon après le déclin définitif de l'Empire du Mali » (Barry 1988:46-47). Il s'étale sur un territoire vierge de toute emprise étatique concurrente.

Malgré son caractère guerrier, l'aristocratie dirigeante réussit à légitimer un processus d'unification politique, dont le principal référent est la culture mandingue — et dont les vestiges restent vivaces dans l'imaginaire collectif.²

Une territorialité guerrière

Tiramagan n'estime pas judicieux de reproduire intégralement, dans son nouveau royaume, l'organisation territoriale de l'Empire du Mali. Il renonce en particulier à deux formes de regroupement :

- le *jamana*, désignant les regroupements épisodiques d'un ensemble de territoires;
- le *faama*, désignant un groupement plus constant, mais aussi plus fragile de *kafu* (territoires) réunis par soumission obligatoire à un général et ses vassaux.

La particularité du *faama* malien est qu'après la mort du général qui le commande, le groupement éclate et chaque territoire reprend son indépendance (Girard 1992:223). Cette forme d'organisation est porteuse de recompositions permanentes, au gré des rapports de force. Tiramagan le sait et entend administrer son royaume sur des bases moins précaires. Sa culture mandingue, sa volonté de l'imprimer à l'espace conquis, mais en même temps l'immensité de ce dernier, la nécessité de le défendre, les contraintes et les opportunités liées à un réseau

hydrographique extrêmement dense — sans commune mesure avec celui du Mali — déterminent ensemble l'évolution des idées d'État et de territoire dans la conscience du conquérant.

L'administration du Gaabu va à la fois s'inspirer de la structure fédérale du Mali et s'en distinguer par un pouvoir local encore accru (Lopes 1988). Tiramagan octroie le pouvoir d'administrer territoires et populations à des familles qui résident dans les espaces considérés. Le commandement local devient héréditaire, de manière à sauvegarder l'unité de la province après la disparition du chef. Le royaume gaabunke couvre un ensemble de territoires lignagers qui se structurent autour d'une famille ou maisonnée (*korda* en mandingue, *galle* en pulaar). Il participe ainsi de l'« unité de civilisation [des sociétés sénégalaises] caractérisée par la liaison étroite entre le système politique et le système social qui reposent tous les deux sur une économie domestique d'autosubsistance » (Barry 1988:57). Dans le même temps, l'administration du royaume « tire » ces sociétés vers la « prédominance des rapports politiques sur les rapports fonciers » (Barry 1988:64).

L'organisation politique est coiffée par une aristocratie guerrière (les *nyanthio*) qui repousse différentes populations autochtones, Baïnounks et Diolas, vers les massifs du Fuuta Jalloo et les zones marécageuses de la Basse-Casamance. Les caractéristiques physiques de ces espaces les rendent difficiles d'accès. Montagnes et mangroves deviennent dès lors des territoires refuges, où se replient et se développent des sociétés tentant de défendre, par le confinement et l'évitement, leur existence et leurs spécificités culturelles.

Le Gaabu n'est que timidement peuplé. Il est parsemé de forteresses (*tata*) veillant au bon déroulement du commerce, notamment dans la province du Kantora, point de rupture de charges sur le fleuve Gambie et carrefour des pistes caravaniers. Chaque *tata* contrôle l'espace qui lui est contigu. Les villages découverts qui composent le reste du royaume sont soumis à la puissance militaire des forteresses. Ils sont l'objet de razzias et de pillages permanents par des guerriers chargés d'alimenter le commerce des esclaves.

Cette occupation discontinue de l'espace participe à une « territorialité guerrière » qui, tout en s'inscrivant dans un contexte historique et géopolitique dominé par le commerce des esclaves, répond aussi aux dimensions du royaume et à son mode de peuplement. La forteresse marque un domaine en dehors duquel s'exerce une pression militaire contraignante. Les territoires de déprédation sont soumis à la domination des *nyanthio* et administrés par le cheval et la lance.

Le caractère guerrier du royaume se double d'un caractère sacré. En même temps que les forteresses, des sanctuaires sont fondés, dont la particularité est d'associer la pierre et l'arbre. Chaque *tata* est lié à un *jalan* ou bois sacré. Les sanctuaires sont situés dans le *soutou*, c'est-à-dire la zone la plus dense de la forêt, domaine des prêtres initiés au langage des génies. Le nombre de sanctuaires

varie de village en village. Le seul village de Kansala, résidence des *nyanthio*, en comptait trente-trois (Girard 1992:198-99).

Jalan et *tata* organisent l'emprise sur le territoire. Ils ne sont pas seulement des points de repère, à partir desquels s'orientent et se dispersent les populations. Ils expriment les rapports sociaux, les inscrivent dans le sol, et jalonnent l'expérience historique des différents groupes. Les sanctuaires, revêtant des significations multiples, accompagnent la formation de nouvelles identités collectives : ils fournissent aux populations du Gaabu des clés d'interprétation et des signes entrant dans la construction de leur imaginaire, de leur cosmogonie et du corpus de légendes qui l'accompagne. Les sanctuaires deviennent, avec le temps, des lieux de mémoire dont la défense s'impose à tous.³

Le maillage territorial des sanctuaires et des forteresses paraît bien plus déterminant, dans l'organisation interne de l'espace gaabunke, que la subdivision en provinces au statut relativement flou et aux frontières mouvantes. L'autre caractéristique du Gaabu, liée à son étendue, est la faiblesse de son emprise sur les populations flottantes qui le sillonnent.

Vers le début du XVI^e siècle, un grand mouvement de population dirigé par le légendaire Koly Tengella mène les pasteurs peuls vers l'espace gaabunke. Ils s'infiltrèrent et s'installent progressivement dans les espaces vides laissés par les guerriers mandingues. Les maîtres des *tata*, moyennant des présents, permettent dans un premier temps aux pasteurs de nomadiser et de profiter des pâturages. Mais leur arrivée coïncide avec l'essor de la traite atlantique et les Peuls, eux aussi, en feront bientôt les frais.

Simultanément à la migration de Koly Tengella, la pression européenne se précise avec l'arrivée des Portugais sur la façade atlantique et dans l'embouchure du fleuve Gambie.

Prédation, coercition et déclin du royaume gaabunke

L'installation des Portugais entraîne des mutations qui, sans encore remettre en cause la domination du Gaabu, détournent les voies commerciales vers l'océan et incitent l'aristocratie *nyanthio* à prendre sa part de bénéfices dans la traite atlantique des esclaves. Au fil des siècles, le Gaabu devient un État de plus en plus prédateur, organisant à grande échelle la chasse à l'homme. À sa périphérie, les conflits se multiplient puis se resserrent, dans l'espace comme dans le temps. En surveillant les abords immédiats des *tata* et en agissant par *razzias* sporadiques, le royaume gaabunke ne voit pas se constituer au sein des provinces excentrées des forces qui contestent son autorité.

Tandis que le Gaabu continue d'observer son culte animiste, l'islam envahit les flancs du royaume. L'émergence, à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e, des théocraties du Bundu et du Fuuta Jaloo, deux États pullo-musulmans, consacre la victoire du parti maraboutique, dont « l'objectif majeur est

d'assurer la sécurité de la communauté musulmane » (Barry 1988:148). Dans un contexte dominé par la violence de la traite négrière, le Bundu et le Fuuta Jalloo avancent qu'il est de leur devoir impérieux « d'étendre le domaine de la paix islamique » (Girard 1992:228).

La volonté des nouveaux États musulmans de contrôler les voies de navigation provoque une concurrence territoriale sans précédent. L'aristocratie *nyanthio* se heurte de manière directe à la théocratie du Fuuta Jalloo qui, à peine constituée, tend à considérer l'espace gaabunke comme son prolongement naturel. Les pressions militaires du Bundu et du Fuuta Jalloo vont constituer un puissant stimulant à la révolte des Peuls du Gaabu. Sous la direction d'anciens esclaves, ceux de la province du Firdu mènent une guerre de sécession (N'Gaïdé 1999). Leur soulèvement fait suite à de longues années de frustrations et de soumission à la logique mandingue (N'Gaïdé 1997).

Par cette guerre, les Firdunke concrétisent leur volonté de se détacher du royaume multiséculaire des mandingues et de créer leur propre État : le Fuladu. Le Fuuta Jalloo, en soutenant leur dissidence territoriale, étend sa propre zone d'influence. Il entre ainsi en contact direct avec le commerce européen et ne tardera pas à y participer à son tour, en l'alimentant en esclaves non musulmans.

Le Fuladu : un territoire « libéré », un espace « ethnicisé »

Nous abordons dans cette deuxième partie l'histoire du Fuladu, ses dynamiques territoriales et leurs incidences.

Le territoire des Peuls, au sein du Gaabu, se résumait à la province du Firdu (*firi-dugu* : pays du commerce et donc de la prospérité, en langue malinké). Les habitants de cette province excentrée la désignaient eux-mêmes sous le nom de Ciïfol (*firdu ko ciïfol*). En pular, le terme *ciïfol* connote la petitesse, l'étroitesse, l'exiguïté spatiale. Il s'agissait en effet d'une des provinces les plus petites du royaume gaabunke, mais aussi d'une des plus riches, grâce à sa proximité du fleuve Gambie qui en faisait un espace de commerce du bétail et du cuir. Les populations du Firdu, tenues en respect par le *tata* de Kansonko, ont dû subir de plein fouet les vexations du régime gaabunke décadent.

Du Firdu au Fuladu

La puissance militaire du Gaabu, dominant l'ensemble de la Sénégambie méridionale, semble atteindre son apogée au début du XVIIIe siècle (Barry 1988:141). Le royaume se présente alors comme un immense terrain de chasse aux esclaves, ravagé par la brutalité de l'aristocratie *nyanthio*. Cet état de violence permanente renforce cependant la position des chefs de guerre au niveau provincial, qui entrent en concurrence directe avec l'aristocratie « centrale » pour le contrôle de la traite négrière et de ses profits (Barry 1988). Les tensions entre les différents groupes esclavagistes alimentent une grave crise politique,

marquée par des hostilités croissantes et l'installation de guerres civiles quasi-permanentes au XIXe siècle, jusqu'à l'effondrement définitif du Gaabu en 1867.

Brimés, spoliés, raziés pendant des siècles, les Peuls n'ont longtemps disposé, dans l'espace gaabunke, d'aucune organisation politique ou militaire susceptible de remettre en cause la domination mandingue. Mais l'affaiblissement du royaume, miné par les conflits internes, et la présence de théocraties musulmanes dans son voisinage immédiat, sont maintenant des circonstances favorables au soulèvement des Peuls du Firdu. En embrassant l'islam, ceux-ci se dotent d'un puissant levier idéologique. En mobilisant la religion pour des fins révolutionnaires, Alfa Moolo Balde sollicite et obtient non seulement l'aide militaire mais aussi la caution morale du Fuuta Jalloo. Dans l'imaginaire social peul, les bénédictions de Al hajji Umaar Taal ont été déterminantes dans les succès qu'allait rencontrer l'armée d'Alfa Moolo.⁴

Affaibli par le dysfonctionnement entre les pouvoirs central et provincial, le royaume mandingue n'arrivait déjà plus à présenter un front commun contre les attaques répétées des armées peules. Les *farin-mansa*, continuant d'exercer une domination sur leurs sujets, prenaient progressivement leur indépendance. De fait, dans une situation de désordre généralisé, le Gaabu a véritablement imploré, entraînant de profondes recompositions sociales et politiques. Une dimension majeure de ces recompositions est l'émergence, sur les ruines de l'ancien royaume, d'espaces « ethnicisés ». Le Fuladu ou Haute-Casamance devient le domaine des Peuls, le Pakao ou Moyenne-Casamance celui des mandingues et enfin la Basse-Casamance le domaine des Diolas — même si chaque domaine abrite des minorités, jouissant d'une relative autonomie.

Une version de la tradition orale soutient qu'après sa victoire, en 1867, Alfa Moolo aurait convoqué une assemblée de *rimbe* (nobles), composée des neuf plus grands éleveurs du Fuladu. Il leur aurait dit : « *Miin ko mi jaane kalbadi mon* » (« Je suis le rejeton de votre taureau »), signifiant par-là qu'il était un simple esclave et qu'il leur appartenait de choisir, parmi eux, un guide. Les *rimbe* lui auraient demandé de prendre lui-même la direction du nouveau pays et de leur octroyer, à eux, la responsabilité des provinces et des zones de pâturage, moyennant des contributions en cas de besoin pour la guerre.⁵ Selon une autre version, le Fuladu fut en 1870 subdivisé en quatre grandes provinces (N'Gaïdé 1999) :

- Le Firdu sous la direction d'Alfa Moolo Balde établi à Ndorna,
- Le Mamboa sous la direction de Jaaligi Mbodeeri établi à Marenakounda,
- Le Kamako sous la direction de Jubayru Kande établi à Bantankountou Mawnde et
- Le Patim Kibo sous la direction de Sammba Kendo.

Dans tous les cas, la nouvelle organisation territoriale présente deux caractéristiques importantes. D'une part, ceux qui dirigèrent les expéditions guerrières et qui payèrent de leur sang les engagements militaires, à savoir les esclaves, en recouvrant leur liberté, commandent l'ancienne province gaabunke du Firdu, géographiquement bien située par rapport aux axes du commerce. D'autre part, les éleveurs, ayant contribué à l'achat de la logistique (armes et entretien des combattants), bénéficient non seulement de larges espaces pour faire pâturer leurs troupeaux, mais aussi d'un pouvoir politique réel dans les provinces.

Pour assurer ce pouvoir, et pour étendre ses limites géographiques, les familles qui dirigent les provinces cooptent l'ensemble de leurs parents et de leurs anciens subordonnés. Les provinces s'élargissent en conséquence, et le Fuladu grandit à mesure. À l'image des autres États peuls, le Fuladu tente, sous le couvert de l'islam, d'augmenter son influence politique sur la contrée. Il se place ainsi dans une logique de guerre qui alimente de nouvelles recompositions territoriales à la fin du XIXe siècle dans tout l'espace de la Sénégambie méridionale :

L'État du Fuladu s'agrandit sous la direction d'Alfa Moolo et plus tard de son fils Musaa Moolo, englobant la plus grande partie de l'espace compris entre la Gambie, le Sénégal et la Guinée-Bissau. Alfa Moolo conquiert ou soumet l'essentiel de la région. Après sa mort, son fils continue de repousser les limites du Fuladu (Hawkins 1980:218).

L'expansion du Fuladu contribue à la dispersion des Peuls. Initialement confinés dans des zones de pâturage, ils se dispersent dans un espace « pacifié » et occupent les anciens sites des *tata* mandingues en conservant, très souvent, leurs noms.⁶ Les Peuls s'approprient au passage les *faro* ou bas-fonds pour pratiquer la riziculture. Ils se sédentarisent et développent des activités qui changent leurs rapports à l'espace. La carte foncière se transforme. Du *Firdu ko cijfol*, étroit et enclavé, on passe au *Leydi Fuladu* avec une connotation d'État, d'indépendance, et de territorialité à la fois rayonnante et plus sédentaire. En même temps que les Peuls « territorialisent », Alfa Moolo « ethnicise » son pouvoir en appuyant systématiquement la « pénétration » de la langue et des influences peules dans la vie sociale et culturelle des territoires nouvellement conquis (N'Gaidé 1997).

Frictions internes et dissidence des rimbe

La révolte des Peuls du Firdu contre le royaume gaabunke était une révolte d'esclaves. Le Fuladu naissant est perçu comme « le pays des esclaves » — *Leydi jyaabe*.⁷ Il est considéré comme un « territoire de liberté » par l'ensemble des esclaves de la Sénégambie méridionale et singulièrement, parmi eux, les évadés des *dume* (villages d'esclaves) du Fuuta Jaloo, qui rallient en masse le mouvement dirigé par Alfa Moolo. Jusqu'au début du XXe siècle, en 1916 et 1936 encore,

la région reçoit un afflux massif de populations d'origine servile en provenance de régions situées en territoire portugais et dirigées par la « noblesse » peule.

Cette image de liberté associée au Fuladu ne va toutefois pas sans problèmes. La révolte des esclaves *firdunke* n'a pas seulement contribué à éliminer la domination mandingue, elle engage également la restructuration de la société peule. Ayant mené la révolte du Firdu sous la bannière de l'islam, Alfa Moolo encourage les populations du Fuladu à se convertir et fait venir dans le pays des marabouts originaires, pour la plupart, du Fuuta Jaloo. Il recentre ainsi, dans le contexte particulier de l'époque, l'identité peule sur la foi musulmane. Mais cela ne suffit pas à gommer les stigmates attachés à son propre statut servile.

Des frictions subsistent entre nobles et esclaves, concernant l'exercice du pouvoir central. Dès 1879, les *rimbe* (nobles), sous la conduite de Samba Egge — ancien « maître » d'Alfa Moolo — entreprennent leur propre révolte. Ils obtiennent l'appui du Fuuta Jaloo, dont l'Almamy récuse les vellétés d'« indépendance totale » du Fuladu, et nouent des alliances avec les anciens dominateurs mandingues, retranchés en Moyenne-Casamance. Cette lutte entre Alfa Moolo et son ancien « maître » conduit au départ massif des *rimbe* pour le Pakao, en territoire mandingue, mais tarde à connaître une issue décisive.

Succédant à son père, Musaa Moolo mène à son tour une série d'expéditions contre les nobles qui contestent son autorité au motif de son statut de *jyaaado*. Vers la fin du XIXe siècle, il lance des attaques contre le Kolla, le Sankolla et le Kanadu (en Guinée portugaise), provinces dirigées par des nobles, avec l'objectif constant de libérer les esclaves et de renforcer la base sociale de son pouvoir. Il se heurte en particulier à Sellu Koyada, de la province du Koyada. La tradition orale retient que ce dernier organisa une fête où les jeunes scandaient :

Ko maccudo haari keo fop,

Dimo buri dum.

Diidalo diidi dido fop ko bambara'nke.

Quelle que soit l'aisance d'un esclave,

Il vaut toujours moins qu'un noble.

Celui qui porte des balafres aux tempes est un Bambara.

L'audace de Sellu Koyada conduisit à sa mise aux fers dans la prison de Ndorna, un ancien *tata* mandingue — dont les ruines, aujourd'hui, symbolisent l'histoire tumultueuse de la région. La tradition orale précise que Sellu Koyada, libéré, se fit fabriquer un anneau en argent et l'attacha à son pied droit pour marquer à jamais l'humiliation qu'un esclave lui a fait subir. Cet épisode illustre bien la fronde des *rimbe*, refusant de se soumettre à un pouvoir politique qui n'émane pas de leur propre classe sociale — et qui heurte leurs intérêts.

Par-delà les vicissitudes, l'expansion du Fuladu se poursuit. L'espace pullo-musulman se déploie le long des rives du fleuve Gambie et, au Sud, pénètre les

forêts de l'actuelle Guinée-Bissau. L'ensemble de la région vit au rythme des guerres, avec leur cortège de malheurs et de désolation, mais aussi avec l'« incorporation » progressive des ethnies vaincues dans la société peule. L'interpénétration des ethnies se traduit par une intercompréhension largement partagée entre les populations de la Gambie, de la Casamance et de la Guinée-Bissau.⁸ On assiste ainsi à la réécriture des frontières en même temps qu'à la naissance de nouvelles formes de négociation des différences, entre les ethnies de la région.

Le traité de protectorat (1883) signé entre la France et le Fuladu atténuera les mouvements internes de contestation et permettra à Musaa Moolo de mener de nouvelles expéditions militaires contre les provinces rebelles et les Almamy du Fuuta Jaloo, mais favorisera aussi l'expansion coloniale. Dès lors, Musaa Moolo deviendra un pion sur l'échiquier politico-stratégique de la France.

Le temps colonial : fixation des frontières et mythes d'encadrement

La phase coloniale marque un moment de transition et d'expérimentation d'un nouveau mode d'organisation et de gestion de l'espace. C'est au cours de cette période que la Sénégal commence à épouser les formes qu'on lui connaît aujourd'hui. Les empires européens (France, Grande-Bretagne, Portugal) modèlent et remodelent leurs « champs d'influence » en fonction de leurs propres rivalités, commerciales et géostratégiques, et des méthodes d'encadrement que chacun développe pour les besoins de la « pacification » et de la « mise en valeur » — dans le langage de l'époque et selon ses critères.

Cette période est largement dominée par le compas et la règle, deux instruments qui commandent le morcellement de l'espace sénégalais, durcissent les frontières et tendent à les imposer comme des limites fixes. L'incorporation, relativement tardive, de la Casamance dans « la Colonie du Sénégal et ses dépendances », appellation officielle, bloque des recompositions territoriales qui étaient, jusque-là, particulièrement fluides.

L'enjeu gambien

Le poste de Sédhiou, fondé en 1838, constitue l'un des premiers jalons de la pénétration coloniale en Haute-Casamance. Aux termes d'un traité entre le Gouverneur de Gorée et « les chefs du Boudhié », la France obtient « en toute propriété une surface de terrain de 250 mètres de longueur sur 100 mètres de largeur moyennant une coutume annuelle de 39 barres ou 195 francs ».⁹ En 1843, les populations soninkés se soulèvent et pillent les traitants français. Le capitaine chargé du commandement de Sédhiou renvoie du Boudhié les Soninkés, installe à leur place des mandingues et, « par acte du 25 mai 1849, déclare le Boudhié territoire français ».¹⁰ Le Gouverneur du Sénégal désapprouve l'acte. Il nomme un nouveau commandement et le charge de passer un autre traité avec

les Soninkés. Signé le 4 février 1850, celui-ci place « les habitants du Boudhié et leurs propriétés sous la protection et l'autorité de la France ».¹¹

Entre 1830 et 1870, avec l'abolition officielle de la traite négrière, souvent contestée, mais de plus en plus effective, le commerce de l'arachide se substitue peu à peu à celui des esclaves dans les échanges entre africains et européens. Sédhiou, comme point d'accès à la Haute-Casamance, est censé occuper une place déterminante dans le dispositif français. Ses activités ne donnent cependant pas les résultats escomptés. Comme l'explique Schnapper (1961:232) :

Sédhiou végétait car le poste n'avait pas de ressource propre et ne permettait même pas d'écarter du pays les traitants anglais qui périodiquement venaient visiter le village ou remonter la Casamance.

Au milieu du XIXe siècle, l'exploitation coloniale se résume à une simple affaire commerciale, une entreprise mercantile intégrée au négoce atlantique. L'édification de comptoirs et la construction de forts pour les défendre matérialisent les deux principes majeurs de la pénétration coloniale en Afrique : l'agressivité du commerce, et la force destructrice du canon qui soutient les marchands.

Les populations indigènes¹² continuent cependant, par des actions ponctuelles et sporadiques, de s'attaquer aux embarcations en exigeant le paiement de droits de passage. Les tentatives de construction de postes de contrôle dans le Pakao se heurtent au refus et à l'hostilité des mandingues. Les enjeux économiques de la région n'intéressent pas seulement les puissances coloniales, mais aussi les États locaux, à l'image du Fuladu qui prélève taxes et tributs sur les marchands de la région, jusqu'au Kanadu, en Guinée portugaise (Hawkins 1980:221).

Les français se convainquent que leur situation est délicate et requiert un « doigté » particulier (N'Gaidé 1998b:186). La région est riche mais des bancs de sable compliquent la navigation sur le fleuve Casamance. En comparaison, le fleuve Gambie s'avère facilement navigable. Il s'impose comme l'axe principal du trafic de l'arachide, après avoir été celui de la traite négrière. Or la Gambie, anciennement rattachée à la Sierra Leone, est devenue en juin 1843 « un secteur [...] réservé au commerce anglais » (Saint-Martin 1989:87).

Contre les visées expansionnistes des anglais sur la rive méridionale du fleuve Gambie, l'État colonial français déploie une politique de signature de traités qui lui assure une prééminence juridique dans la région. Le traité de 1883 avec Musaa Moolo entre dans ce cadre. Le Fuladu étant à cheval sur les deux rives du fleuve, Bourdiaux, le Gouverneur de la Colonie du Sénégal, se déclare satisfait : « Par cet acte, nous venons de nous assurer la priorité qu'a longtemps recherchée le gouvernement de Bathurst »¹³ (Roche 1985:222).

À cette époque, seules les rives des cours navigables font l'objet de convoitises. Les possessions anglaises, françaises et portugaises, se résument, pour l'es-

sentiel, aux forts et aux comptoirs de commerce édifiés sur des zones aisément accessibles et défendables. Hormis les rivages immédiats, les bassins de la Gambie et de la Casamance restent peu « explorés ». C'est dans ce contexte que se précisent les appétits territoriaux de la France. Le grand dessein de la Colonie du Sénégal est alors d'étendre et d'affirmer un contrôle effectif sur la Casamance, de pénétrer vers le Sénégal oriental et d'annexer le Fuuta Jaloo.

Une course s'engage avec les autres puissances coloniales, aucune d'elles ne faisant grande différence entre les territoires conquis ou à conquérir.¹⁴ La pénétration française bute, en Casamance, sur l'hostilité croisée des anglais et des portugais. Ces rivalités inter-impériales finiront par imposer, entre colonisateurs européens, la recherche de règlements négociés.

Pour faire sauter la « barrière » gambienne, qui entrave sa progression vers le sud, la Colonie du Sénégal se hâte d'annexer tous les territoires situés à ses alentours. Cette politique d'encercllement vise à circonscrire le territoire britannique aux rives du fleuve et à étouffer son commerce. Parallèlement, la France entame en 1866 des négociations visant à échanger la Gambie « contre Grand Bassam ou l'Assinie (dans l'actuelle Côte d'Ivoire), le Gabon, les Nouvelles Hébrides (Vanuatu), St-Pierre et Miquelon, les Afars-et-Isars (Djibouti), la Somalie française, etc. » (Sall 1992:7). Hostiles à l'idée d'un troc territorial, les marchands britanniques exercent sur leur gouvernement des pressions qui parviennent à bloquer tout projet d'échange. Appuyés par les députés de la Chambre des Communes, ils réclament l'institution de frontières fixes.

À défaut de troc, Français et Anglais signent le 10 août 1889 une convention qui précise les limites de la Gambie. Cette convention vient compléter la convention franco-portugaise du 12 mai 1886, qui cédait Ziguinchor à la France en échange du Rio Kasini et délimitait la frontière entre la Guinée portugaise, la Colonie du Sénégal et la Guinée française. La suprématie française dans la région est désormais établie en droit. La Casamance est délimitée. Reste à l'administrer.

L'embaras administratif de la France

La conquête coloniale de la Casamance « coïncide avec la fin du cycle de l'arachide et le début du cycle du caoutchouc » (Barry 1988:290-91). La chute des exportations d'arachide, au terme d'une série de mauvaises récoltes, et surtout l'essor du marché du caoutchouc en Europe, incitent la France à démarquer des zones économiques distinctes :

Le choix fait par la France de créer une ligne de démarcation entre la Ségambie septentrionale, vouée à la culture de l'arachide et la Ségambie méridionale, fournisseur des produits de cueillette comme le caoutchouc, est évident dans le cas de la Casamance. Ici, comme dans le reste des Rivières du Sud, la période 1880-1890 est caractérisée par l'abandon quasi général de la culture de l'arachide

au profit du caoutchouc exploité dans les forêts de la Basse Casamance (Barry 1988:292).

La spécialisation arachidière a durablement marqué les régions centrales du Sénégal. Avec la construction des lignes de chemin de fer reliant Dakar à Saint-Louis, achevée en 1885, puis surtout Dakar-Kayes, entre 1907 et 1923, ces régions sont devenues, non seulement le « plus important fournisseur » de la France, mais « l'exemple de la colonie prise dans l'engrenage de la monoculture et d'un commerce presque entièrement réalisé avec la métropole » (Johnson 1991:50).

Le bassin arachidier sénégalais, drainant des flux migratoires importants, s'est au passage imposé comme le creuset social et culturel du Sénégal moderne. Le brassage qui résulte des migrations de travail stabilise en effet une société relativement cosmopolite autour de trois grands piliers : la culture wolof, l'islam et l'agriculture. Le « modèle islamo-wolof » décrit par Mamadou Diouf (2001) se forge dans cette partie du Sénégal.

Les administrateurs coloniaux sont des observateurs attentifs de ce modèle émergent. Ils ne disposent pas, en revanche, de repères comparables en Casamance. Avec les royaumes locaux, ils continuent de rechercher des « compromis territoriaux » en signant des traités et des conventions qui leur permettent de négocier le « recensement », la « répartition », le « classement », l'« étiquetage », la « conscription » et l'« administration » des tribus et des ethnies africaines.¹⁵ Mais le fait marquant de la situation coloniale en Casamance reste l'indécision des structures administratives.

L'administration coloniale « hésite à réunir ou séparer la Haute et la Basse-Casamance » (Charpy 1994:486). Elle crée deux cercles distincts à Sédhiou (Haute-Casamance) et Carabane (Basse-Casamance) en 1869, les réunit en un seul en 1886, délimite à nouveau la Haute et la Basse-Casamance en 1890, les réunit l'année suivante, les sépare encore l'année d'après. Par arrêté du 11 mai 1895, le Sénégal est subdivisé en huit circonscriptions, soit sept cercles au nord de la Gambie et, au sud, le « district de Casamance [couvrant] tous les pays situés entre la frontière de la Gambie anglaise et de la Guinée portugaise jusqu'au Fouta-Djalon et la Haute-Gambie » (Ibid., p.487).

La création d'un « district » en Casamance, quand le reste du Sénégal est organisé en « cercles », illustre les difficultés de la France à reproduire dans les colonies son propre modèle d'organisation territoriale, caractérisé par une forte centralisation. L'image rendue par le cercle est édifiante. Le cercle suppose en effet un point central, à partir duquel rayonne et se diffuse le pouvoir. En théorie, les autorités s'échelonnent graduellement et les territoires s'emboîtent dans une continuité qui renforce l'emprise de l'administration sur les populations indigènes. Dans la pratique, la Casamance tarde à trouver un statut conforme aux attentes de la puissance coloniale (Darbon 1988).

Les connexions multiples (ethniques, géographiques, culturelles...) qui innervent l'espace casamançais tendent plutôt à affermir des solidarités transfrontalières — qui, plus tard, orienteront les rapports entre la rébellion casamançaise et les différents gouvernements postcoloniaux. Dans l'esprit des populations encerclées, émerge une nouvelle conception du territoire. Les processus endogènes d'unification de la Casamance, souvent heurtés, conflictuels depuis des siècles, inachevés mais vigoureux dans la longue durée, se trouvent contrariés par le découpage colonial mais pas abolis.

Pendant que la France reste préoccupée par sa remontée en Haute-Casamance et continue de rêver d'un contrôle unifié sur les populations colonisées, sa rationalité administrative peine à s'imposer. En Basse-Casamance en particulier, ciblée pour la production de caoutchouc, la logique coloniale connaît d'importants revers. Dispersés dans les forêts et les mangroves, les Diolas se singularisent en défiant toute forme d'autorité (Roche 1985).

Naissance du « particularisme » bas-casamançais

La géographie physique de la Basse-Casamance se caractérise par un réseau très dense de marigots entrecoupés de mangrove, d'où l'idée de « paysage amphibie » évoquée par Péliissier (1966:625). Un autre trait saillant de l'espace bas-casamançais est l'interpénétration des plateaux, couverts de forêt dense et des rizières dans les bas-fonds. Les forêts et le labyrinthe des marigots ont fourni dès la formation du Gaabu un refuge aux communautés fuyant les guerres précoloniales puis coloniales.

De la pénétration mandingue aux ravages de la traite négrière, de l'expansion du domaine islamique à la conquête européenne et à ses injonctions, la Basse-Casamance a recueilli pendant de longs siècles des communautés soucieuses, avant tout, d'échapper à la force militaire. Par vagues successives, ces communautés ont édifié des villages séparés par de vastes *no man's land*, constituant un véritable « peuplement en pointillé » (Ibid., p. 388) tout en développant des techniques agricoles, notamment de riziculture, qui leur assurent un degré élevé d'autarcie.

Les populations qui seront connues sous l'appellation de Diola constituent le peuplement majoritaire de la Basse-Casamance. Elles s'étendent au sud de la Gambie, au nord de la Guinée portugaise, mais n'entrent en contact direct avec les Européens que dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Le morcellement du peuplement diola pose d'emblée aux explorateurs un problème d'identification et de nomenclature. Le Dr Bérenger-Feraud recense neuf « peuplades » en 1879. Le Dr Maclaud dénombre « une dizaine de groupes » en 1906. Ces hésitations de l'ethnographie coloniale préfigurent une longue série de difficultés administratives.

De fait, la société diola n'a jamais constitué une entité politique homogène, regroupée sous la direction d'une autorité reconnue sur un territoire unifié. En l'absence de lien politique fort, les villages nouent des ententes provisoires face aux agressions extérieures, le temps de les repousser et de permettre à chacun de reprendre son autonomie. La France prolonge ses campagnes militaires, mais peine à trouver des interlocuteurs désireux de passer des traités avec elle et — surtout — capables de les faire respecter.

Le « cloisonnement topographique du pays » multiplie les « situations contradictoires entraînant tantôt le groupement et la défense, tantôt la fuite et l'émiettement » (Pélissier 1966:645). La puissance coloniale déplore régulièrement l'absence d'un « encadrement intérieur », sur lequel elle pourrait greffer ses propres agents. Un rapport daté de 1906 illustre bien les contestations endémiques de l'autorité administrative :

Nous devons nous efforcer d'augmenter l'autorité des chefs de village. Leurs sujets ne les écoutent pas et quand il faut les remplacer, on éprouve beaucoup de difficultés [...]. Les chefs de province ne sont plus écoutés, on les traite d'espions, de voleurs, on les menace et parfois on les maltraite. Ils n'ont pas comme dans certaines autres contrées les prestiges d'une naissance supérieure [...]. Ils sont comme le reste de la population, c'est-à-dire des individus on ne peut plus ordinaires, choisis tout simplement parce qu'ils ont paru un moment plus dévoués que les autres et animés de bonnes intentions.¹⁶

Cette citation reflète les difficultés de la France, non seulement à asseoir une quelconque forme d'administration, mais aussi à trouver des « chefs » indigènes susceptibles de relayer sa pénétration. Les « chefs » qu'elle coopte, même s'ils sont issus de la région, sont aussitôt combattus. Les rapports coloniaux reviennent régulièrement sur la « répulsion [des diolas] à tout principe d'autorité » (Charpy 1994:482). Les paysans de Basse-Casamance refusent de payer l'impôt en riz, attaquent les récolteurs de caoutchouc et défient sans discontinuer l'autorité coloniale. Celle-ci organise des ripostes souvent meurtrières, mais la résistance diola se prolonge bien au-delà de la période de conquête proprement dite — elle reste, en fait, endémique jusqu'au début des années 1950 (Ibid., p. 484).

Le flou administratif qui entoure la notion de « Casamance, dépendance du Sénégal » complique davantage la situation. Les gouverneurs généraux qui se succèdent à la tête de l'Afrique occidentale française (AOF) s'efforcent l'un après l'autre d'intégrer la Casamance, singulièrement la Basse-Casamance, à l'ensemble colonial. En 1916, le gouverneur général Clozel se demande « comment arriver à ce que cette circonscription ne constitue plus une exception et un anachronisme dans l'ensemble de nos territoires en Afrique ». ¹⁷ La même année, son successeur Angoulvant soutient que « l'administration de la Colonie du Sénégal s'est par trop désintéressée de cette portion lointaine, mais riche, de son domaine, et que c'est à cette négligence regrettable qu'est due la persistance

d'une situation intolérable ».¹⁸ L'année suivante, en 1917, Van Vollenhoven fait un nouvel aveu d'impuissance : « nous ne sommes pas les maîtres de la Basse-Casamance ». Velléitaire comme ses prédécesseurs, il lance la formule célèbre : « il faut que la Casamance ne soit plus une sorte de verrue dans la colonie dont elle doit devenir le joyau ».¹⁹ Mais comment ?

Une « solution » est envisagée. Elle consiste à introduire dans la région « des Sénégalais 'évolués', des Malinké et surtout des wolof » (Charpy 1994:492), qui auront pour charge de gagner les masses aux bienfaits de l'administration coloniale et de relayer cette dernière. À partir des années 1920, l'histoire administrative de la Casamance tournera donc autour du projet de faire ressembler les diolas aux « évolués » assimilés aux wolofs.

Les projets d'ingénierie sociale sont dans l'air du temps colonial. Au Sud-Cameroun aussi, par exemple, des « normes devaient être inculquées à l'autochtone de telle manière qu'intériorisées elles transforment non seulement ses 'mœurs', mais l'ensemble de son économie psychique » (Mbembe 1996:9). Partout où de tels projets sont mis en œuvre, ils appuient des oppositions schématiques et cristallisent des stéréotypes. Ainsi prend forme, au Sénégal, l'opposition caricaturale entre des casamançais « rebelles » et « frustes » et des wolofs plus « raffinés », civilisés et civilisateurs.

Paradoxalement, le premier grand mouvement de diversification ethnique de la Basse-Casamance, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, a été un temps appuyé par la France, puis réprimé par son artillerie. Il s'agissait de la guerre sainte proclamée par Fodé Kaba Doumbia contre l'aristocratie soninké, sur la rive sud de la Gambie, et surtout contre les populations diolas. S'alliant d'abord à Musaa Moolo puis guerroyant contre lui, Fodé Kaba bénéficie de la bienveillance française aussi longtemps qu'il contrarie les Anglais mais se heurte, après la délimitation de leurs territoires respectifs, à une coalition des deux puissances coloniales. Il meurt au combat en 1901, contre la colonne française venue l'arrêter (Barry 1988:326-31), laissant derrière lui des îlots de peuplement mandingue parmi la société diola. L'expansion de l'islam lui survit, relayée par les communautés mandingues qui, en s'établissant dans la région et en se mêlant aux diolas, continuent de transmettre leur mode de vie et d'organisation.

Les Wolofs arrivent eux aussi en Basse-Casamance dans la deuxième moitié du XIXe siècle. En comparaison avec le peuplement mandingue, ils ne prennent toutefois pas d'attaches durables dans la région. Tous les témoignages de l'époque précisent qu'ils retournent régulièrement dans leurs régions d'origine. Venus par la mer, en compagnie des français, ils s'installent avec eux sur l'île de Carabane, dans l'estuaire du fleuve. De leurs rangs sont issus les premiers administrateurs qui vont participer à l'« encadrement » politique et économique des paysans. Ceci peut, dans une certaine mesure, expliquer pourquoi ils sont vus comme des colons. Une deuxième vague de migrants wolofs, constituée d'agents des mai-

sons de commerce et de commis d'administration, arrive dans les années 1930 et surtout à partir de 1945. Eux aussi restent, la plupart du temps, à distance de la population paysanne : ils évoluent « dans un milieu où ils sont dépayés » (Pélissier 1966:671).

Les stéréotypes nés des codes d'observation et de classification coloniales s'érigent en normes et deviennent des grilles de lecture des réalités sociales et historiques de la Basse-Casamance. Le colonisateur français et, avec lui, ses relais subalternes, chargent la société diola de connotations négatives. Ensemble, ils polarisent leur « jugement » sur l'hostilité de cette société à toute autorité centralisée. Une telle polarisation, inhérente au temps colonial, tend à masquer d'autres dimensions, peut-être plus significatives. Elle néglige en particulier le fait que les diolas « se caractérisent par une particulière et remarquable adaptation au milieu où ils vivent et que leur intimité avec ce milieu importe davantage à leur signalement que leur organisation sociale fort élémentaire ou leur passé historique fort incertain » (Ibid., p.645).

Dans l'imaginaire diola, la terre est propriété de Dieu, Ata Emit, qui délègue son pouvoir à des *boekin* ou génies « répartis selon un principe d'organisation hiérarchique à la fois mythique, génétique et territorial » (Thomas 1960:11). Les *boekin* transmettent à leur tour le pouvoir aux *oeyi* ou rois-prêtres, dont l'intercession fait bénéficier chaque communauté d'un usufruit. La société diola — comme beaucoup d'autres — organise donc son territoire en fonction d'un bagage cosmogonique. Elle l'investit de représentations religieuses qui entrent dans l'organisation et la gestion de l'espace géographique. Un contrat sacré lie l'individu au micro-territoire dont il a la charge et aux prêtres qui veillent à ce que l'espace soit correctement « divisé au niveau des villages (zones de pâturage, terrain de chasse, lieu de culture ou de pêche) et reparté entre les principaux lignages ou segments de lignage » (Ibid., p.13).

Grâce à ce partage, la terre structure et organise les rapports sociaux. Chargée d'histoire, de symboles et d'attaches mystiques, elle se distribue en portions précisément délimitées, liées les unes aux autres par des fonctions complémentaires dans la reproduction de la société. L'identité spécifique de chaque entité familiale se déduit de l'espace qu'elle occupe dans le terroir villageois. Les espaces familiaux, en s'emboîtant, constituent ce qu'on pourrait appeler l'espace des possibles, autrement dit l'horizon géographique des initiatives susceptibles d'être prises sans engendrer d'hostilités ou de confrontations avec d'autres villages. Les rapports entre les différents terroirs s'ordonnent à leur tour selon des liens de parenté fondateurs de solidarités, d'alliances et de contre-alliances. La consanguinité règle, en partie, ces rapprochements et la territorialité qui en découle. Le maillage de l'espace se hiérarchise en fonction des facteurs historiques et des rapports de forces entre les différentes communautés.

L'irruption de l'État colonial engendre à l'évidence une fracture dans ce dispositif. La nouvelle rationalité administrative institue des modes de découpage et de commandement qui ignorent la cosmogonie locale et tendent à brouiller l'architecture territoriale et sociale de la Basse-Casamance. Dès lors, deux conceptions du territoire, de l'organisation de l'espace et de l'exploitation des terres, s'affrontent. Cette confrontation stimule la montée en puissance du modèle islamo-wolof tout en précipitant les replis identitaires des paysans diolas. Ces derniers, « subitement mis en contact avec des sociétés organisées et expansionnistes [...] se trouvent objectivement placés à leur égard en situation coloniale »²⁰ (Pélissier 1966:28). Le Sénégal indépendant à partir de 1960 héritera de cette situation délétère.

Le séparatisme postcolonial

Nous examinons dans cette dernière partie les rapports qui se nouent entre l'État postcolonial du Sénégal et l'émergence puis la trajectoire du séparatisme casamançais. Il ne s'agit pas ici de retracer en détail les péripéties de la construction de l'État, sur lesquelles existe déjà une littérature abondante et de qualité (Diop et Diouf 1990 ; Diop 1992 ; Cruise O'Brien et al. 2002 ; Diop 2002a ; Diop 2002b). De cette construction, nous retenons principalement le souci des élites politiques sénégalaises d'instaurer des mécanismes permettant d'établir, dans un territoire déclaré un et indivisible, une société égalitaire et homogène. De même, relativement au mouvement séparatiste, nous examinons en priorité la formation d'un discours visant, d'une part à asseoir l'idée d'une unité territoriale de la Casamance, et d'autre part à la distinguer du reste du Sénégal perçu comme une totalité étrangère. À bien des égards, ce sont en fait deux conceptions de l'unité, deux projets unitaires qui s'affrontent. Les relations de voisinage avec la Gambie et la Guinée-Bissau sont largement déterminées par cette confrontation.

Centre et périphérie (s) dans la construction nationale

À l'indépendance, les dirigeants sénégalais s'engagent — comme partout sur le continent — à bâtir un État-nation. Ils s'attachent à édifier un État unitaire et unificateur, capable d'organiser la représentation politique de toutes les communautés présentes sur le territoire national tout en « réduisant la diversité ethnique, culturelle et religieuse pour rendre la société plus gouvernable » (Diouf 1992:247). La nation en construction, ou plus exactement le souci d'« égaliser » ses différentes composantes, tient alors lieu de « légitimation à la production d'un discours identitaire et à la fabrication d'institutions et d'appareils devant servir à sa réalisation » (Diouf 1992).

Le premier élément de légitimation du projet national est le vote de la Constitution qui régit l'État, qui définit son fonctionnement et ses modalités d'intervention, qui organise son inscription spatiale et qui s'impose à tous les citoyens.

Dans le même esprit, la Loi 64-46 du 17 juin 1964 sur le domaine national puis la Loi 72-25 du 19 avril 1972 sur les communautés rurales instituent dans tout le Sénégal des formes identiques de gestion de l'espace. Il s'agit toujours de désacraliser les territoires, réels ou supposés, des différentes composantes de la nation, pour mieux les fondre dans un territoire national laïcisé. L'effort juridique de l'État est diversement apprécié. Les nouvelles lois abolissent *de jure* les conceptions autochtones de l'espace — et mettent littéralement hors-la-loi ceux qui continuent de s'y reconnaître. Ces derniers, notamment en Casamance, perçoivent dès lors l'État postcolonial comme un héritier de l'administration coloniale, avec toutes les charges négatives qui s'y attachent.

La construction de la nation sénégalaise se poursuit et se fonde sur le partage d'un fonds culturel supposé commun à tous les groupes ethniques. Au nom de la « symbiose » recherchée — un terme qu'affectionnait particulièrement Léopold Sédar Senghor, premier président de la République du Sénégal, de 1960 à 1980 — l'État postcolonial voit d'un bon œil la diffusion de la langue wolof. Son usage se généralise à travers le territoire national. En Casamance, comme l'observe Faye (1994:195), cette diffusion s'opère « au détriment des parlers d'unification locaux [tels que] le créole et le mandingue ». L'enjeu n'est pas seulement le wolof en tant que lingua franca, mais en tant que véhicule et support d'une culture urbaine dynamique et expansive.²¹ Les ethnies non-wolophones admettent progressivement de s'exprimer en wolof, sans pour autant renoncer à marquer leurs distances vis-à-vis de son caractère « envahissant ».

La volonté d'homogénéiser la nation sénégalaise prime sur les aspirations des minorités ethniques en général. Elle minimise a priori leurs doléances, que celles-ci soient légitimes ou illégitimes. Les relations qui se nouent entre l'État unitaire et ses périphéries sont marquées par deux types de distance. Il y a d'abord, sur les cartes de géographie, la distance entre Dakar, capitale de la République, et les régions frontalières — non seulement la Casamance, mais aussi le Sénégal oriental et la vallée du fleuve Sénégal, aux confins de la Guinée, du Mali et de la Mauritanie. Il y a ensuite la « distance sociale » entre Dakar et le bassin arachidier — qui constituent ensemble, dans les parties centrales du Sénégal, le berceau historique et le foyer de diffusion du modèle islamo-wolof — et les groupes minoritaires qui, dans les régions excentrées, se sentent marginalisés dans la construction nationale. Au total, les relations centre-périphérie définissent bien des rapports de pouvoir :

L'analyse des différentes péripéties de la construction de l'État postcolonial montre, d'une part, la volonté de domination de la classe au pouvoir à travers les réformes institutionnelles, les réorganisations successives de l'État et, d'autre part, les résistances de certains segments de la population à la domination (Diop et Diouf 1990:14).

Le président Senghor s'essaye à naviguer « dans les dédales du panafricanisme, du nationalisme et du désir de promouvoir une réforme économique et sociale » (Cooper 1999:471). Prenant l'an 2000 en ligne de mire, il promet régulièrement à ses compatriotes que cette année sera celle du décollage économique et qu'à cette date, « Dakar sera comme Paris ». Sa vision modernisatrice reproduit, peut-être inconsciemment, l'idée coloniale d'une « ville moderne et blanche » et d'une « brousse noire » (Biaya 1998:105). Pour autant, Senghor ne remet nullement en cause la centralité de l'arachide dans l'économie du Sénégal. Bien au contraire, il consolide son pouvoir en l'adossant aux réseaux d'encadrement de la filière arachidière, notamment aux réseaux confrériques et maraboutiques, qui forment sous sa présidence des « réseaux clientélistes traditionnels » (Diop et Diouf 1990:65) légitimés par leurs origines sociales. Ceux qui ne sont ni urbains, ni en prise sur l'économie arachidière se retrouvent à la remorque du jeu politique et de la construction nationale.

Tout ceci génère des frustrations en Casamance où l'on se persuade volontiers que la région intéresse les autorités seulement pour ses ressources primaires et son potentiel touristique. Les plages de sable fin, une verdure luxuriante et des traditions culturelles relativement « épargnées » par la modernité font de la Basse-Casamance le domaine des hôtels et des stations balnéaires. L'espace devient un décor, et ses habitants se sentent pris pour de simples objets de curiosité. L'idée d'une surexploitation des ressources halieutiques par les pêcheurs venus du « Sénégal » fait également son chemin. Tout ceci contribue à installer une situation dans laquelle les casamançais se sentent envahis par les « Nordistes », terme par lequel sont désignés sans distinction les Sénégalais venant des autres régions.

Le sentiment d'appartenance à une autre entité, distincte du Sénégal, est alimenté et vivifié par l'enclavement de la Casamance, prise en étau entre la Gambie et la Guinée-Bissau. Il est plus facile aux casamançais de rejoindre leurs proches dans les pays voisins que de se rendre à Dakar. L'éloignement de Dakar n'incite pas les habitants de la région, habitués à évoluer dans des espaces transfrontaliers, à s'identifier prioritairement, a fortiori exclusivement, aux autorités de la capitale.

Le Président Senghor ne peut ignorer la formation d'une identité régionale en Casamance. Dès 1947, un groupe d'intellectuels a en effet formé un parti régional, le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC), qui s'est ensuite fondu dans le propre parti de Senghor, le Bloc démocratique sénégalais (BDS).²² Le MFDC de cette époque n'est ni indépendantiste ni ethniciste, mais entend peser sur le cours de la décolonisation. Son objectif explicite est de promouvoir les intérêts économiques et la représentation politique des populations de Casamance dans le cadre du Sénégal bientôt indépendant. Senghor en prend acte et coopte plusieurs cadres du MFDC dans le BDS,

qui deviendra plus tard l'Union progressiste sénégalaise (UPS). Plusieurs animateurs du MFDC de 1947-48 continueront d'évoluer aux côtés de Senghor jusqu'à sa démission, le 31 décembre 1980.

Les frustrations qui s'accumulent dans les années 1960 et 1970 vont cependant concourir à la formation d'un autre MFDC, n'ayant guère que le nom en commun avec le MFDC originel. L'idée de se séparer du Sénégal semble voir le jour à la fin des années 1970, lors de réunions dans les forêts qui entourent Ziguinchor. Dès 1980 en tout cas, un mouvement séparatiste encore balbutiant récupère le sigle MFDC (Faye 1994:198). Le 26 décembre 1982, deux ans après la démission de Senghor, la détermination de ce mouvement éclate au grand jour. Ce jour-là, un millier de personnes partent du bois sacré de Diabir, marchent sur la gouvernance de Ziguinchor, siège de l'autorité administrative, et parviennent à y remplacer le drapeau du Sénégal par un drapeau blanc, présenté comme emblème de la Casamance (Darbon 1984:125). En tête du cortège, des femmes viennent se dévêtir devant le gouverneur, signifiant ainsi qu'elles défient la « virilité » de l'État.

La réponse du gouvernement d'Abdou Diouf, successeur de Senghor, se veut exemplaire. Les forces de l'ordre sont massivement déployées et les arrestations sont elles aussi massives. Parmi les personnes placées en détention préventive, figure l'Abbé Augustin Diamacoune Senghor, considéré comme le « cerveau » du MFDC et le principal instigateur de la marche sur la gouvernance. Les autorités pensent pouvoir venir sans trop de peine à bout d'un groupuscule d'égarés. Mais la violence des ratissages effectués en Basse-Casamance, surtout le long de la frontière avec la Guinée-Bissau, les disparitions inexplicables, les accusations de torture et d'exécutions extra-judiciaires radicalisent encore le mouvement séparatiste et étendent son audience.

À l'aube du 18 décembre 1983, alors que la Cour de Sûreté de l'État vient de prononcer des peines d'emprisonnement ferme contre l'Abbé Diamacoune et dix-huit de ses co-accusés, et des peines avec sursis pour treize autres, trois groupes d'assaillants armés de fusils, de haches, de machettes, d'arcs et de flèches, tentent de « prendre » les principaux bâtiments officiels de Ziguinchor (radio, police, gouvernance).

Le bilan des combats est incertain mais le quotidien gouvernemental, relève que « la morgue de l'hôpital fait le plein » (*Le Soleil*, 19 décembre 1983, p.1). Une nouvelle vague d'arrestations s'ensuit. La plupart des personnes arrêtées sont des paysans. Leur procès s'ouvre fin 1985. À l'exception d'Aladji Dramé, seul Mandingue du groupe, 104 prévenus sur 105 sont diolas. Les avocats de la défense font alors observer :

C'est quand même étonnant ! Avec tout ce qu'il y a comme ethnies en Casamance, il n'y a que les diola qui sont arrêtés [...]. Les prévenus l'ont dit. Il suffit

de dire que vous êtes peul ou mandingue pour être libéré aussitôt (LD/MPT 1990:36).

La partialité de l'État dans les arrestations n'est pas établie. Dans les représentations locales, elle est cependant « confirmée » par la Loi 84-22 du 24 mars 1984, portant réforme de l'administration territoriale. Aux termes de cette loi, les régions du Sénégal passent de 7 à 10. La Casamance est scindée en deux entités, désignée chacune par le nom de sa capitale administrative : Ziguinchor et Kolda. Ce redécoupage paraît motivé par le souci d'enrayer une jonction entre les rebelles de Basse-Casamance et les Peuls de Kolda, eux aussi frustrés par une longue marginalisation.²³ La réforme suscite d'ailleurs des protestations en milieu mandingue, où l'on conteste le choix de la ville de Kolda pour abriter la capitale d'une nouvelle région et lui donner son nom.

Le discours séparatiste sur l'unité et la différence

La disparition administrative du nom Casamance est interprétée comme une forme de négation de cet espace et, surtout, de son identité multiethnique. Aucune des nouvelles régions n'est habitée par une seule ethnie, mais celles de Ziguinchor et de Kolda correspondent à des peuplements majoritairement diola pour la première, majoritairement peul et mandingue pour la deuxième. Dans les représentations locales, tant en Casamance qu'ailleurs au Sénégal, l'image de la rébellion est souvent associée à Ziguinchor, son foyer initial — et, de là, aux Diolas.

Si l'État reprend à son compte ce raccourci, c'est d'abord pour circonscrire la rébellion et, ainsi, mieux la réduire. La réforme de 1984 restaure cependant un principe territorial que l'État entendait justement, depuis l'indépendance, supprimer : la Basse-Casamance devient, redevient ou est implicitement encouragée à (re)devenir le support d'une identité infra-nationale. Le redécoupage administratif fait de la région de Ziguinchor un territoire « à problèmes ». Le territoire, aussi arbitraire et incertain soit-il, paraît dès lors invité à « se conformer à l'ethnicité' qu'il est censé incarner » (Badie 1995:123).

En confinant les diolas dans ce que, de part et d'autre, on pense être leur « espace naturel », l'État recentre donc la rébellion sur une ethnie. Il porte un coup aux partisans d'une Casamance qui irait au-delà de Sédhiou et s'étendrait jusqu'à la Falémé.²⁴ Mais il fournit également un argument au MFDC: du moment que tous les Sénégalais sont en principe des citoyens à parts égales, et que les diolas sont — ou se sentent — l'objet d'un traitement spécifique, le mouvement séparatiste peut stigmatiser l'éthique morale de la construction nationale sénégalaise.

Au discours nationaliste de l'État, le MFDC oppose celui de l'unité territoriale de la Casamance et de l'identité de ses peuples. Son contre-discours s'efforce de déconstruire l'unité du Sénégal en exploitant les failles d'une rationalité

qui, tantôt considère les populations sénégalaises dans leur globalité, et tantôt isole des groupes spécifiques. La mise en place d'Atika, branche armée du MFDC, au début des années 1980, écorne l'image d'un Sénégal paisible, politiquement mature, exempt de tout problème identitaire (Diouf 1994).

L'entreprise du MFDC, bien que dramatique, porteuse de deuil et de désolation, est significative dans la mesure où elle parvient à fédérer des intentions diverses et des mobilisations qui débordent les cadres étroits de l'ethnie diola et de la région de Ziguinchor. Atika s'attache à ne pas recruter seulement des Diolas mais à étendre son recrutement parmi les autres ethnies de Casamance. Les résultats de cet effort, aussi marginaux soient-ils, aident le MFDC à contrer de l'intérieur, « par l'exemple », un système de gestion de la citoyenneté considéré comme marginalisant et inique. Ils l'incitent à asseoir un contre-discours visant à signaler, souligner et combattre le « mensonge » qui se dissimule dans le corpus de l'uniformité et de l'homogénéisation de la nation sénégalaise.

La mise en place d'un tel contre-discours bute néanmoins sur les réalités historiques qui, depuis la formation du Gaabu, ont concouru à différencier des sous-espaces parmi la Casamance revendiquée en bloc par le MFDC. La traite négrière, les révolutions islamiques, puis l'intervention coloniale n'ont pas été vécues par tous ni partout de la même manière. Les mémoires qui en sont conservées ou ré-élaborées ne sont pas non plus uniformes.

Cette histoire et ses dimensions géographiques, « naturalisées » par la réforme de 1984, placent les séparatistes devant un choix. Il leur faut soit accepter de se concentrer sur la Basse-Casamance — option « suggérée » par l'État sénégalais — soit se redéployer à une échelle élargie. Dans le premier cas, le MFDC s'exposera à un rapport de forces très défavorable. La deuxième option paraît plus praticable mais appelle un minimum de « théorie ». Dès lors, quiconque défiera les principes fondateurs de la sénégalité, exploitera ses failles et saura proposer une parole perturbatrice prendra une stature héroïque.

L'Abbé Diamacoune présente à cet égard le profil d'un leader charismatique. En tant que prêtre catholique, mais aussi comme descendant d'une lignée sacerdotale animiste du Kasa (dans le département administratif d'Oussouye en Basse-Casamance), il bénéficie d'emblée d'une large audience. L'Abbé joue un rôle prépondérant dans la mise en place des deux principaux fondements idéologiques du MFDC. D'une part, l'idée que la Casamance n'a jamais été colonisée.²⁵ L'idée, d'autre part, d'une spécificité qui l'éloigne des réalités socioculturelles du Sénégal. Pour argumenter ces deux points, les séparatistes élaborent une lecture singulière de la géographie et de l'histoire.

« Ils peuvent tuer tous les casamançais », affirme l'Abbé Diamacoune, « Dieu animera les pierres et les arbres pour chasser les Sénégalais » (cité in Marut 1992:210). La référence aux deux aspects religieux du *jalan* gaabunke, la pierre et l'arbre, est manifeste. Elle engage durablement le MFDC dans une valorisation systématique de l'histoire du Gaabu.²⁶ Le royaume mandingue, comme nous l'avons

vu, s'est pourtant construit en rejetant les actuelles populations de Basse-Casamance, notamment les Diolas, dans le refuge des mangroves. Mais la récupération sélective de son histoire s'explique par la volonté du MFDC d'asseoir une « vision » continue de la Casamance dans l'espace et dans le temps (en « sautant » au passage l'histoire du « petit » Fuladu).

En traçant dans leur esprit la géographie d'une Casamance imaginaire, les dirigeants du mouvement tentent d'extraire le paysan diola de son confinement dans le delta, les marécages, la mangrove et les rizières menacées par l'avancée de la langue salée. Leur démarche entremêle le mythe et une théorisation qui, ensemble, structurent les différents aspects de la revendication séparatiste. Ces deux éléments (mythe et théorisation) organisent le langage et la grammaire symbolique dont s'inspirent les jeunes rebelles, « protégés » par leurs gris-gris et leurs libations magiques, pour attaquer les positions de l'armée sénégalaise. Les frustrés et les indécis y trouvent une source de bravoure et de défis devant l'autorité étatique. Pour l'Abbé Diamacoune, il ne fait aucun doute que la Casamance a :

[...] une histoire dont les origines se perdent dans le temps, et où le mot Casamance, qui signifierait « pays des eaux » en diola,²⁷ recouvre un territoire s'étendant de l'Atlantique à la Falémé ; où les Diola, premiers occupants, avec les Baïnouk, auraient « accueilli » les nouveaux arrivants, Manding et Peul ; histoire marquée par 350 ans (1645-1960) de résistance aux Européens au XIXe siècle (Marut 1992:197).

Les Casamançais furent « conquis », admet-il, « mais pas soumis » (Marut 1992). Ce raccourci historique permet aux dirigeants séparatistes d'utiliser tous les matériaux à leur disposition — ethniques, linguistiques, cosmogoniques, territoriaux et autres — pour bâtir une identité casamançaise qui concurrence la « sénégalité » telle que pensée par les « Nordistes » (Awenengo 1999). Leur discours en direction des masses casamançaises manipule à la fois le passé, le présent et l'avenir.

En s'essayant à provoquer, sur un mode incantatoire, des réminiscences ou des souvenirs imaginés, le discours historiographique du MFDC se fige dans des évocations nostalgiques. Les dirigeants du mouvement, s'efforçant de parler à l'ensemble de leurs « compatriotes » casamançais, veulent démontrer la singularité d'un espace dont ils maîtrisent mal les contours et les réalités socioculturelles. En rejetant l'identité « nordiste » de l'État sénégalais, ils trouvent des échos favorables au-delà de la Basse-Casamance, mais l'adhésion au projet d'indépendance reste pour le moins incertaine.

Toutes les manifestations de l'État sénégalais perçues comme contraires aux normes de la civilité diola sont interprétées comme autant de provocations qui affectent le respect dû à l'ensemble des Casamançais. Le discours anti-étatique, se confondant avec un discours anti-sénégalais, incite à lutter pour la fondation

d'un nouvel État indépendant sur des bases particularistes assez confuses. Ceci est commun à la plupart des mouvements séparatistes. Comme beaucoup d'autres mouvements de ce type, le MFDC promet ainsi l'« autosubsistance » et beaucoup d'autres « changements », mais ne précise pas comment les atteindre, ni n'élabore en ce sens de programme politique cohérent.

La charge du discours séparatiste reste avant tout de l'ordre de l'auto conviction. Tout est mis en avant pour que les représentations se transforment en faits réels et que ces derniers acquièrent la valeur de « preuves » qui alimentent et vivifient le discours de la différence.

Imaginaires sociaux et réalités sous-régionales

La répression de la marche de 1982 a précipité le passage du MFDC à la lutte armée. Au fil des ans, le conflit en Casamance s'impose comme l'un des plus longs du continent (Marut 2002). Les attaques sporadiques lancées par Atika contre l'armée sénégalaise sont sans doute peu spectaculaires et peu médiatisées, mais suffisent à instaurer une situation d'insécurité permanente.

Après une première décennie d'embuscades et d'attaques contre tout ce qui symbolise l'État, certains segments du MFDC procèdent dans les années 1990 au minage de la région, rançonnent les civils et commencent à dépouiller les voyageurs. Cette dérive est favorisée par l'apparition de tensions internes au MFDC et par son absence de commandement unifié. L'Abbé Diamacoune tient plus lieu, en effet, de « chef spirituel » que d'organisateur vraiment écouté. S'il condamne les violences perpétrées contre des civils en les attribuant à des « pseudo-rebelles manipulés par Dakar », l'État observe, pour sa part, que leurs auteurs sont bien issus des rangs du MFDC — et les « pseudo-rebelles » eux-mêmes se prévalent d'une intransigeance qui, selon eux, fait défaut à l'Abbé. S'y ajoutent, au fil des ans, plusieurs groupes de coupeurs de route qui opèrent en francs-tireurs.

Les divisions du MFDC se dessinent d'abord entre les maquis du « Front Nord » et du « Front Sud », correspondant aux deux rives du fleuve Casamance, puis entre les différentes « ailes » (« politique », « combattante », « extérieure »...) du mouvement, chacune de ces « ailes » pouvant elle-même connaître des divisions assez sérieuses. Ces tensions internes, exploitées par le gouvernement sénégalais, conduisent certaines figures du mouvement séparatiste à reconnaître l'État comme une entité susceptible de leur octroyer, soit l'indépendance rêvée, soit des positions avantageuses sur l'échiquier politique local, national voire sous-régional. Certains transigent donc avec lui, d'autres feignent de négocier, d'autres encore s'y refusent absolument.

L'enlèvement du conflit est rythmé à partir de 1991 par une série d'accords et de « déclarations de paix », de cessez-le-feu non tenus et de négociations rompues.²⁸ Parallèlement à son engagement militaire, l'État s'efforce de trouver

une solution politique au conflit. On assiste sous la présidence d'Abdou Diouf (1981-2000) à un foisonnement de structures, commissions, comités et intermédiaires en charge du « dossier Casamance ».

L'actuel président Abdoulaye Wade, alors dans l'opposition, annonce à l'approche de l'élection présidentielle de mars 2000 qu'il détient une solution rapide — sans préciser laquelle. Sitôt élu, il dessaisit la commission chargée, par son prédécesseur, de rechercher une issue négociée, et fait de la Casamance l'une de ses multiples priorités personnelles. Un mois après son élection, il se rend à Bissau pour rencontrer son homologue Kumba Yalla, récemment élu lui aussi.

L'élection de Kumba Yalla est venue ponctuer une période de forte instabilité dans les rapports entre les deux États. Contrairement à ses prédécesseurs, le nouveau président bissau-guinéen ne paraît disposé, ni à laisser son territoire servir de base arrière aux maquisards du MFDC, ni à tolérer les trafics d'armes.²⁹ Une grande confiance se dégage de la visite d'Abdoulaye Wade, sanctionnée par un communiqué final optimiste. En présence de son homologue, le président sénégalais déclare à la télévision :

Notre objectif est d'arriver à la paix dans la sous-région. La paix dans la sous-région passe par la solution du problème de Casamance qui est un problème sénégalais. Mais en raison de la géographie, la Guinée-Bissau étant un pays frère, nous devons discuter ensemble pour voir comment la Guinée-Bissau peut nous aider, nous Sénégalais, pour résoudre un problème qui est à l'intérieur de notre pays. Donc je suis venu pour ces raisons parler au président Kumba Yalla qui m'a montré une disponibilité parfaite (Radio-Télévision du Sénégal, 30 avril 2000).

Pour autant, le MFDC ne dépose pas les armes. Au contraire, la multiplication des points de combat déborde rapidement la région de Ziguinchor. Courant 2000, l'insécurité aux frontières et sur les axes routiers provoque des déplacements massifs dans toute la région de Kolda. Les pillages et les vols de bétail par des bandes armées venues de Guinée-Bissau deviennent si chroniques qu'en juillet et en août, les jeunes des villages frontaliers prennent l'initiative de fermer la frontière. Le gouvernement du Sénégal parvient à la faire rouvrir après plusieurs semaines de blocage, mais en septembre, la même situation se reproduit dans la région de Ziguinchor.

En janvier 2001, l'armée bissau-guinéenne franchit un pas dans son soutien au Sénégal. Ratissant son propre côté de la frontière, elle livre maintenant bataille aux troupes de Salif Sadio, chef d'état-major (contesté) du MFDC. Cette situation inédite ouvre une crise profonde au sein de la rébellion. Elle débouche sur des luttes entre factions rivales d'Atika. Des combats meurtriers opposent les hommes de Salif Sadio, considéré comme hostile à l'autorité de l'Abbé Diamacoune, et ceux de Léopold Sagna, qui restent fidèles à l'Abbé et s'opposent aux actes de banditisme, notamment aux attaques contre les convois civils.

La Gambie aussi, dont la capitale abrite régulièrement les assises du MFDC, paraît disposée à appuyer la recherche d'une solution au conflit. En juin 2001, le mouvement séparatiste se prépare à renouveler ses instances dirigeantes. Ouvrant les travaux préparatoires à Banjul, le ministre gambien des Affaires étrangères accueille les délégués du MFDC par ces mots :

Il faut enterrer l'idée d'indépendance et vous consacrer à ce qui a été acquis lors de vos dernières assises, notamment la transformation du MFDC en mouvement politique, qui œuvrerait pour une *certaine autonomie*³⁰ (*Le Soleil*, 6 juin 2001, p.2).

Avant la fin de l'année, on note cependant une nouvelle recrudescence des braquages sur les axes routiers. Dans un communiqué remis, le 15 novembre 2001, à un voyageur dépouillé sur l'axe Ziguinchor-Kolda, le MFDC réaffirme qu'il « n'est pas un parti politique » et que les combattants demandent « l'indépendance totale ». Les combattants réitèrent leur engagement à lutter « au nom de l'indépendance » et rejettent l'idée d' « autonomie élargie », défendue depuis quelques mois par l'Abbé Diamacoune.

À la rébellion proprement dite, s'ajoutent des bandes armées qui opèrent au Nord de la région de Kolda et rançonnent la population. L'essor du banditisme armé trouve un terrain favorable dans l'insécurité entretenue, non seulement par la fragmentation d'Atika, mais aussi par des tensions croissantes en Haute-Casamance. Les flux migratoires en provenance du bassin arachidier, dont les sols s'appauvrissent, génèrent une série de conflits localisés. Des frictions entre « autochtones » et « Nordistes » dans la forêt de Pata, ou entre Peuls et Toucouleurs à Madina Gounass, tendent à fissurer l'équilibre inter-ethnique longtemps célébré en Haute-Casamance (N'Gaïdé 2002).

L'accroissement de l'insécurité illustre bien les difficultés rencontrées par les trois États — Gambie, Guinée-Bissau, Sénégal — pour contrôler leurs frontières et garantir la quiétude de leurs citoyens. Le banditisme armé, sa dimension transfrontalière, et les trafics d'armes et de drogue qui entourent le conflit participent à dynamique de privatisation de la violence qui s'étend à toute l'Afrique de l'Ouest (Ben Arrous et Wade 1998). Le nouveau gouvernement sénégalais reconnaît manifestement la nécessité d'une vision sous-régionale, mais cela ne suffit pas. Il manque encore, pour parvenir à restaurer une paix durable en Casamance, des relations plus confiantes à deux niveaux : d'une part entre États voisins, et d'autre part entre les gouvernements et les populations frontalières.

Le conflit casamançais dépasse les limites du Sénégal, mais l'orgueil national, alimenté par l'image d'un Sénégal exemplaire, homogène et démocratique, ne facilite pas la tâche des États limitrophes. Le « grand frère sénégalais » passe en effet pour regarder de haut ses « petits » voisins et entretenir une certaine condescendance à leur égard. L'image d'un Sénégal dominateur et fier de l'être ne frustre pas seulement les gouvernements de Banjul et de Bissau, mais entretient aussi, parmi les populations gambiennes et bissau-guinéennes, un senti-

ment d'agacement vis-à-vis de la prétendue « supériorité » sénégalaise. Cette image se nourrit de stéréotypes issus, dans une large mesure, de la période coloniale, mais ravivés par les interventions militaires du Sénégal en Gambie en 1981, pour restaurer le pouvoir de Sir Dawda Jawara (Faye 1994), et en Guinée Bissau en 1998. Le souvenir de ces interventions, dont l'opinion sénégalaise tire généralement fierté, rejaillit de manière négative sur les relations multilatérales qui unissent les trois États et leurs populations. Cette dimension qui relève des sentiments et des imaginaires n'est pas toujours prise en compte. Elle est rejetée sur le compte de la futilité et du fantasme, alors qu'elle pèse de manière incontestable sur la confiance réciproque.

Les imaginaires sociaux des populations frontalières, notamment en Basse-Casamance, ne peuvent non plus être disqualifiés sans dommage. L'aire d'expansion démographique des diolas — mais cela vaut aussi pour d'autres groupes ethniques — dépasse la seule portion casamançaise du Sénégal. Du sud de la Gambie au nord de la Guinée-Bissau, beaucoup de casamançais restent attachés à des imaginaires qui les situent dans un espace fluide, sans lignes-barrières, où les États modernes font figure de perturbateurs et d'instances à défier.

Les ramifications sociologiques transfrontalières dépassent les souverainetés étatiques et les orgueils nationaux qui les flattent. La porosité des frontières, les logiques sociales et les impératifs de solidarité et d'interdépendance compromettent fortement les possibilités de contrôle coercitif par les États. Les frontières étatiques structurent les cartes politiques héritées de la colonisation, mais ne périssent pas pour autant d'autres normes géographiques, difficilement « cartographiables », qui relèvent de l'imaginaire et d'une pratique intériorisée des espaces quotidiens.

L'animation des *loumos*, marchés hebdomadaires où se retrouvent marchands et acheteurs de différents pays, rappelle que les frontières ne se réduisent pas nécessairement à des sites de confrontation. Elles peuvent aussi organiser des espaces d'échange, de dynamisme social, voire d'imagination politique quand les directives de la Banque mondiale, du FMI et de leurs relais locaux se bornent à la restauration des « grands équilibres » macro-économiques (Dieng 1996).

Comment dès lors penser le devenir de sociétés éclatées et tiraillées entre des territoires sur lesquels s'exercent des souverainetés se voulant exclusives ? Les États peuvent-ils prendre appui sur les imaginaires sociaux et les pratiques spatiales qui s'y abreuvent ? Que leur manque-t-il pour tirer pleinement et légitimement parti du dynamisme des espaces frontaliers ?

Les réformes administratives et territoriales n'ont pas, à ce jour, produit les résultats escomptés. La dernière réforme en date au Sénégal est la décentralisation dite « effective » de 1996, qui a mis en place des conseils régionaux élus, chargés d'asseoir des politiques de développement local sur une participation « accrue » des populations. Des signes évidents de repli identitaire per-

mettent de douter de l'efficacité de cette réforme et de son incidence positive sur le processus de paix en Casamance (N'Gaidé 2002).

En 2001, le débat au Sénégal tournait autour d'un projet de « provincialisation » proposé par le président Wade. Le point le plus controversé était l'idée de réaménager les régions administratives de manière à les faire coïncider avec d'anciens ensembles précoloniaux, dans lesquels les populations locales pourraient mieux se « reconnaître ». Mais comment faire, quels noms et quelles limites retenir, quand, sur plusieurs siècles, telle ou telle « province » s'est trouvée vassale de royaumes successifs et que différentes parties de sa population ont tantôt tiré avantage, tantôt souffert des heurts de l'histoire ? De nombreuses voix inquiètes se sont élevées, pointant le danger d'une résurgence de particularismes contraires à la volonté de l'État de fonder une société soudée. Le souci d'unité et un regain de prudence vis-à-vis des possibilités d'explosion sociale ont conduit le gouvernement à suspendre son projet.

Plusieurs autres options restent possibles, pour peu que les États de la sous-région acceptent de se pencher ensemble sur la contradiction entre leur principe de souveraineté (objectivement entamée par le conflit) et les pratiques transfrontalières des acteurs dissidents, qui suivent d'autres logiques et s'inscrivent dans d'autres registres. Les dissidences territoriales, qu'elles revêtent la forme extrême du séparatisme ou prennent des distances plus symboliques vis-à-vis de l'autorité de l'État (des États), puisent toujours leur légitimité et/ou leurs subjectivités d'une dispersion territoriale et de la mémoire qu'en conservent ou qu'en reconstruisent les ethnies ou les communautés concernées.

Les transformations et les accommodements identitaires qui en découlent dépassent les aspirations des élites, tant nationales que locales. En Casamance, elles échappent à la fois au contrôle de l'État sénégalais, à celui des États voisins et à la propre autorité des « dirigeants » se disputant le contrôle du MFDC. Ces mutations et la violence qui les accompagne participent d'une renégociation diffuse des modèles visant à encadrer une diversité humaine, sociale et culturelle, résultant d'une longue histoire. Dans un tel contexte, des formes de gestion régionale (inter-étatique) et communautaire (par les populations riveraines) des espaces frontaliers pourraient plus aisément mobiliser, à la fois les légitimités issues de l'histoire ou de ses relectures, et les logiques sociales et économiques qui sous-tendent leur dynamisme. Mais les États peuvent-ils renoncer à leur fonction régaliennne de gestion et de surveillance des frontières ? C'est l'une des multiples questions fondamentales auxquelles reste confrontée l'Afrique contemporaine.

Conclusion

La Casamance a connu dans l'histoire plusieurs formations étatiques, correspondant à différentes formes de territorialité et des dissidences territoriales récurrentes. Nous avons successivement évoqué quatre grandes séquences, en nous attachant à restituer d'une part les logiques qui ont présidé (ou président) à l'organisation de l'espace, d'autre part les tensions entre différentes fonctions, significations et représentations du territoire.

Les dissidences évoquées dans ce chapitre constituent, chacune, un cas unique. Le contexte historique est chaque fois différent, et il en va de même des formes de pouvoir auxquelles elles s'opposent. Leur récurrence permet cependant d'observer un fait majeur et constant, qui est l'incapacité des États successifs à réunir totalement, sous une seule et même culture politique, les différentes communautés, ethniques ou autres, qui les composent. Par-delà leurs variations, les différentes dissidences témoignent du caractère toujours inachevé de cette unification, et de la contestation permanente des idéologies visant à légitimer l'homogénéisation de la société et de ses modes d'intégration à l'État.

L'espace casamançais était à la fin du XIXe siècle en profondes mutations. L'intégration des différentes civilisations et de leurs référents ethniques prenait un nouvel élan mais restait non achevée. Les rapports de force, qui n'étaient pas encore très stables, se modifiaient sous la poussée des armées musulmanes. La théocratie du Fuuta Jalloo entendait unifier la sous-région en mettant en place un espace foubéisé et musulman, pendant que le front mandingue se déployait lui aussi, avançant vers la Basse-Casamance, islamisait les populations et les assimilait en fondant des foyers dynamiques de peuplement. La césure coloniale a ralenti ces processus de socialisation.

La brièveté de la colonisation, son caractère superficiel et la politique différentielle d'assimilation ont contribué à établir, entre colonisés, des rapports différents au territoire colonial. L'administration coloniale n'avait ni la vocation, ni l'intention de diffuser l'idée d'un territoire unitaire et démocratique. Elle a plutôt singularisé les originaires des Quatre Communes (Saint-Louis, Rufisque, Dakar, Gorée), faisant d'eux des « citoyens » français et leur accordant des droits politiques qui étaient ailleurs refusés à l'ensemble des « sujets » coloniaux. C'est seulement après la Seconde Guerre mondiale que les droits politiques ont été étendus à l'ensemble du territoire colonial. Le caractère tardif de cette « égalisation » n'a pu aplanir les frustrations qui sont apparues dans les périphéries de l'État en gestation.

Les élites locales de ces périphéries, sentant le danger d'un accaparement de la gestion nationale, se sont mobilisées pour tenter d'enrayer la marginalisation de leurs régions. Mais au nom de l'unité nationale à construire, des compromis sont trouvés, l'indépendance acquise et l'État moderne érigé — sous la conduite

d'une classe politique « évoluée », secondée par des conseillers techniques métropolitains. Le nouvel État, inspiré par le modèle centralisateur de l'ancienne métropole coloniale, se veut le moteur du développement économique et de la construction nationale. Il présente cependant des limites, des faiblesses et de multiples failles. Naissent alors des forces dissidentes qui contestent sa légitimité et, notamment, sa capacité à garantir quiétude et harmonie.

La Casamance ne sera sans doute pas indépendante, même si quelques radicaux restent fermes sur cette revendication. Mais l'entreprise du MFDC montre que le Sénégal, « considéré comme le pays d'Afrique le plus développé culturellement », n'est pas à l'abri d'un « problème ethnique » (Diop et Diouf 1990:49). En contestant l'intégrité territoriale de l'État, et donc sa souveraineté, le mouvement séparatiste récuse les vertus unificatrices du modèle islamo-wolof, sur lequel le Sénégal en construction fonde sa stabilité sociopolitique.

La longue crise de l'économie arachidière (Mbodj 1992), entretenue par la baisse tendancielle de la pluviométrie et l'épuisement des sols, draine des flux migratoires importants en direction de la Casamance. La rébellion en Basse-Casamance compromet l'installation de défricheurs « nordistes » et musulmans. En revanche, depuis 1983, la migration gagne du terrain en Haute-Casamance et, avec la complicité des autorités locales, voire de l'administration centrale, des villages émergent dans la forêt classée de Pata, au Nord de la région de Kolda. Ces installations illégales conduisent à un défrichement systématique des espaces protégés, zones de pâturage pour les troupeaux des Peul.

L'intensification du peuplement wolof provoque des ressentiments qui se traduisent par des confrontations meurtrières. Face à l'accumulation de signes inquiétants en Haute-Casamance, on ne saurait ignorer le risque de voir apparaître un nouveau front de dissidence. Mais l'État semble encore peu préoccupé par cette situation d'insécurité croissante. Il tarde en tout cas à en prendre la pleine mesure. Ses communiqués se bornent à imputer les affrontements dans la région de Kolda, soit à des « bandits », soit à des « éléments » supposés appartenir au MFDC. Même s'il n'existe aucun lien organique évident entre la rébellion séparatiste et les tensions dans la région de Kolda, les frustrations qui ont cristallisé en milieu diola, poussant les plus radicaux à prendre les armes, semblent à présent s'installer et fermenter en milieu peuls.

Au total, les turbulences de la périphérie casamançaise, espace hétérogène et remuant, posent à l'État sénégalais une double question qui vaut aussi pour bien d'autres États du continent : comment, par quelles modalités, l'État voulu moderne peut-il, d'une part s'inscrire dans le quotidien des populations, d'autre part y asseoir sa légitimité ? Les réponses, variables selon les pays, devront toujours prendre en compte la modernisation en cours de la société, le caractère historiquement inachevé de ses formes d'encadrement, et surtout les convulsions qui caractérisent l'extension de ces dernières.

La reconnaissance de communautés distinctes dans le cadre d'une société multiethnique n'est pas contradictoire avec l'existence d'un État unitaire et centralisé. La nuance peut paraître ambiguë, mais les projets d'État-nation peuvent bien fonder leur légitimité sur des dynamiques de citoyenneté, autrement dit sur des droits, des devoirs et des possibilités égales pour tous les citoyens de participer à la gestion des affaires publiques, plutôt que sur une définition « primordiale », ethnique ou religieuse de la nation.

Les résistances à la formation d'un bloc ethno-religieux hégémonique ne sauraient, à cet égard, disqualifier les voix dissidentes. Il appartient à l'État sénégalais — comme à tous les autres — de « convaincre le peuple qu'il est possible [de] forger un esprit collectif de nature à faciliter une mobilisation au-delà des multiples différences sociales » (Cooper 1999:460). La crise de l'État-nation en Afrique ne signifie pas que sa greffe n'a pas réussi. Elle signale en revanche la nécessité de mieux l'adapter au quotidien des populations, à leurs mécanismes parallèles de pouvoir, à leur historicité et à la diversité des conceptions du pouvoir et du territoire qui en découlent. En d'autres termes, un État légitime ne saurait faire abstraction de la diversité, y compris ethnique et religieuse, dont il est issu. Son autorité ne consistera pas à faire taire l'une quelconque de ses composantes, mais bien à les unir « en reconnaissant leur égale dignité » (Schnapper 1998:119).

Notes

1. Par Casamance, nous désignons *approximativement* l'espace compris entre l'actuelle Gambie, l'actuelle Guinée-Bissau, l'Océan Atlantique et les confins du Sénégal oriental. L'expression « région naturelle de Casamance » est aujourd'hui la plus courante, au Sénégal, pour désigner l'ensemble formé par la Haute-Casamance, lieu des montagnes, la Moyenne-Casamance, domaine des forêts et des *faro* (dépressions) et la Basse-Casamance avec ses mangroves et ses multiples zones marécageuses. La simple juxtaposition de trois espaces « naturels » n'établit pas, entre eux, la moindre unité sociale ou culturelle. Les définitions purement physiques tendent à gommer les dimensions historiques et historiographiques — imaginaires sociaux, lectures et relectures sélectives de l'histoire — sans lesquelles on ne saurait comprendre les dynamiques identitaires, a fortiori apaiser leur charge émotionnelle. Comme l'a bien vu Jean-Claude Marut (1994:20), le nom même de Casamance est un enjeu. Plutôt que de le tenir pour acquis, nous chercherons ici à éclairer ses variations.
2. Ceci se vérifie dans les références des séparatistes casamançais à l'histoire du Gaabu. Leur discours (se plaçant dans l'hypothèse d'une indépendance préalable de la Casamance) évoque périodiquement le projet d'une union politique avec la Gambie et la Gambie-Bissau. Nkrumah Sané, l'un des chefs de file du mouvement séparatiste, mentionne volontiers la future « reconstitution » d'une « fédération du Gabou »,

- perspective également connue comme « union des 3B » : Banjul en Gambie, Bignona en Casamance, Bissau en Guinée-Bissau (Faye 1994 ; Marut 2002).
3. Le respect des *jalan* reste aujourd'hui vivace, y compris chez les Peuls qui adoptèrent les cultes animistes du Gaabu à leur arrivée dans la région.
 4. Il est attesté que le « prophète » toucouleur est passé par le Firdu où la famille d'Alfa Moolo l'a accueilli avec tous les égards (N'Gaidé 1998a).
 5. Information recueillie auprès de Mamadou Dia, le 11 décembre 1996 à Diaobé. Je souligne que cet informateur est d'origine noble.
 6. La plupart des provinces annexées ou contrôlées par Alfa Moolo conservent aussi des noms mandingues : Sofaganama, Pata, Kamako, Jeba, Marenakounda (Mambo), Kanfodiang, Patim, Koudouro, Kibo, Niampaïo, Pathiana, Sama, Pakane, Jimara, Sankolla, Kolla.
 7. *Jyaabe* est le pluriel de *jyaado* qui signifie esclave. Beaucoup de mes informateurs en Haute-Casamance retiennent que « le mouvement dirigé par Alfa Moolo revêtait une double dimension : c'était d'abord une lutte contre le dominateur mandingue ; ensuite une révolte contre les *rimbe* (nobles) ». Quelles que soient leurs origines, nobles ou serviles, tous retiennent aujourd'hui que *Fuladu ke leydi jyaabe* (« Le Fuladu est le pays des esclaves »).
 8. La majeure partie des populations de la région est polyglotte. Les relations conflictuelles du passé se sont transformées en relations de cousinage et de parenté à plaisanterie.
 9. Archives nationales du Sénégal (ANS), 1 G 193 : Note historique du poste de Sédhiou par M. Adam, 1894.
 10. Archives nationales du Sénégal (ANS), 1894.
 11. Archives nationales du Sénégal (ANS), 1894.
 12. « Dans le contexte colonial, l'indigène, c'est l'autochtone, bien sûr, mais l'autochtone vaincu : politiquement défait et culturellement discriminé. Il est donc considéré comme 'sans culture' et 'sans civilisation' », rappelle Harris Memèl Foté (Diouf, Mbembé et Memèl Foté, 1999:42). Achille Mbembe souligne que « le terme 'd'indigène' est la traduction juridique et politique des théories anthropo-biologiques qui, à l'époque du colonialisme triomphant, avaient pour fonction d'alimenter le racisme et de justifier l'assujettissement des Africains. Il y a donc une dimension presque biologique du terme dont il ne faut négliger ni la puissance, ni la symbolique » (Ibid., 1999:43).
 13. Bathurst est l'ancien nom de Banjul, l'actuelle capitale gambienne.
 14. Le gouverneur Jauréguiberry définissait l'arrondissement de Sédhiou comme « nos possessions et établissements en Casamance et tous ceux qui pourront être plus tard [adjoints] au sud de cette rivière » (cité in Charpy 1994:478).
 15. Termes empruntés à *L'Aventure ambiguë* de Cheikh Hamidou Kane (1961:60).
 16. ANS, 13 G 380. Rapport de fin d'année (1906) de l'administrateur supérieur de la Casamance au Lieutenant Gouverneur du Sénégal (cité in Péliissier 1966:678).

17. ANS, 13 G 383. Lettre du Gouverneur général de l'AOF au Gouverneur du Sénégal, 8 avril 1916.
18. ANS, 13 G 383. Le Gouverneur général au Gouverneur du Sénégal, 29 septembre 1916.
19. ANS, 13 G 384. Le Gouverneur général de l'AOF au lieutenant Gouverneur du Sénégal, 17 novembre 1917.
20. Souligné par moi.
21. Le phénomène de « wolofisation » du territoire sénégalais s'est développé à partir de la seconde moitié du XIXe siècle avec la culture et le commerce de l'arachide, puis s'est encore amplifié avec l'urbanisation. A plusieurs reprises lors de mes enquêtes dans la région de Kolda, il m'est arrivé de rencontrer de vieilles personnes parlant un wolof écorché comme pour me dire : « vous n'êtes pas plus 'citadin' que nous ». La langue et la culture wolof tendent à se confondre avec la citoyenneté, voire avec une certaine civilité (N'Gaidé 1998c). Cf. le chapitre de Francis Njubi dans ce volume pour des éléments de comparaison avec l'expansion du kiswahili en Afrique de l'Est.
22. L'intégration au BDS a provoqué une scission dans le MFDC, les mécontents choisissant de créer le Mouvement autonome de la Casamance (MAC). Le MAC situait lui aussi son action sur la scène politique sénégalaise. Dans les années 1950, il s'est allié à la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO, filiale africaine du Parti socialiste français) dirigée par Lamine Guèye, le principal rival de Senghor.
23. Le MFDC originel comptait parmi ses membres fondateurs des Peuls à l'image d'Ibou Diallo et Yéro Kandé (premier député de Kolda). Jusqu'à la fin des années 1990, le MFDC séparatiste comptait aussi des combattants Peuls dans sa branche armée.
24. Affluent du fleuve Sénégal, qui longe la frontière avec la République du Mali.
25. Cette approche peut être comparée à celle des chefs de la rébellion érythréenne à la même époque (années 1980 et début des années 1990, jusqu'à l'indépendance de 1993), affirmant qu'ils cherchaient seulement à restaurer une indépendance au temps confisquée.
26. Cette valorisation n'est cependant pas propre au MFDC. Le Président Senghor soutenait que la culture gaabunke est la « symbiose entre les cultures mandingue, diola, balanté, informée par l'agriculture et la civilisation peul conditionnée par l'animal, en l'occurrence le bœuf » (cité in Niane 1989:14) et il se réclamait lui-même d'une ascendance *nyanthio*. Le Président Wade, en visite en Guinée-Bissau en avril 2000, a lui aussi mentionné l'origine casamançaise de sa mère et l'histoire du Gaabu comme des « traits d'union » entre les deux pays (dépêche *PANA*, 30 avril 2000). Ces évocations du Gaabu illustrent le « prestige » qui s'attache aujourd'hui à une civilisation ancienne et « rayonnante ».
27. Dans une autre version, plus fréquemment admise, le nom Casamance serait d'origine mandingue. Il dériverait de *Kasa mansa* (littéralement : roi du Kasa), tributaire du *mansa* du Gaabu, lui-même tributaire du souverain du Mali ou *Mandi mansa*.

28. La liste est longue mais ne suffit pas à rassurer les sceptiques (Foucher 2003). Pour mémoire, citons : une première déclaration de paix en mars 1991 ; un accord de cessez-le-feu en mai ; des négociations à Bissau en novembre ; les accords de Cacheu (Guinée-Bissau) en avril 1992 ; un nouvel accord de cessez-le-feu en juillet 1993 ; l'ouverture de « pourparlers de paix » en janvier 1996 ; des négociations à Banjul suivies d'un accord de cessez-le-feu en décembre 1999 ; un nouveau round de négociations en janvier 2000 (Banjul II) ; la signature d'un accord de paix le 16 mars 2001 et sa « finalisation » le 23 ; une déclaration de l'Abbé Diamacoune, affirmant en mai 2003, au sortir d'une audience avec le président Wade : « Il est temps que le Sénégal retrouve son union et son calme afin que toutes les régions se lancent dans la construction d'une nation » (*Nouvel Horizon*, 9 mai 2003, p.8) ; une cérémonie d'« ouverture des négociations » à Foundiougne le 1er février 2005 ; la nomination d'un « Monsieur Casamance » (Mbaye Jacques Diop, président du Conseil de la République pour les affaires économiques et sociales, CRAES) chargé de préparer les « assises de Foundiougne II » (prévues en février 2006). En octobre 2005, Salif Sadio, présenté comme le Chef d'État-major-général du MFDC, réitérait néanmoins dans une interview à la radio privée Sud FM son désir de chasser le Sénégal de la Casamance » ...entraînant l'interruption des émissions de la radio et l'interpellation d'une trentaine de journalistes pour « atteinte à la sûreté et à la sécurité de l'État ». En janvier 2006 (dans la nuit du 21 au 22), la presse faisait encore état d'affrontements armés entre factions du MFDC. Le processus de paix ne pourra réellement se consolider que lorsque l'unité du mouvement sera réalisée et que le dossier sera dans les mains d'une instance stable reconnaissant toutes parties en compétition.
29. En juin 1998, l'ancien président Nino Vieira avait limogé son chef-d'état-major, le général Ansumane Mané, au motif de son implication (présumée) dans un trafic d'armes (réel) en direction du MFDC. Ce limogeage a provoqué une mutinerie, puis l'intervention immédiate de l'armée sénégalaise aux côtés du président Vieira. Après plusieurs mois de conflit, Nino Vieira et Ansumane Mané ont trouvé sous l'égide de la CEDEAO une entente de courte durée, permettant au Sénégal de retirer ses troupes. L'éviction définitive de Nino Vieira marque la fin de la guerre civile en mai 1999. Après quelques mois de gouvernement provisoire, Kumba Yalla est élu en janvier 2000 mais encore « surveillé » par le général Mané, qui contrôle une grande partie de l'armée. Suspecté de préparer un putsch, Mané est tué en novembre 2000 par les forces loyales à Kumba Yalla.
30. Souligné par moi.

Bibliographie

- Awenengo, Séverine, 1999, « De la marginalisation au séparatisme : les joola, sénégalais à part ou casamançais à part entière ? », communication à la conférence Être étranger et migrant en Afrique au XXe siècle. Modes d'insertion et enjeux identitaires, Université de Paris 7, 9-11 décembre.

- Badie, Bertrand, 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
- Barry, Boubacar, 1988, *La Sénégambie du XV^e au XIX^e siècle. Traite négrière, Islam et conquête coloniale*, Paris, L'Harmattan.
- Ben Arrous, Michel et Salimata Wade, 1998, « L'Afrique de l'Ouest en transition géographique : espaces, acteurs, conflits », rapport de recherche, Dakar, CODESRIA.
- Béranger-Feraud, Dr J.-B., 1879, *Les peuplades de la Sénégambie. Histoire, ethnographie, mœurs et coutumes, légendes, etc.*, Paris, Ernest Leroux.
- Biaya, Tshikala K, 1998, « Le pouvoir ethnique. Concept, lieux de pouvoir et pratiques contre l'État dans la modernité africaine. Analyse comparée des Mourides (Sénégal) et Luba (Congo-Zaïre) », *Anthropologie et sociétés*, 22 (1), pp.105-35.
- Charpy, Jacques, 1994, « Casamance et Sénégal au temps de la colonisation française », in F. G. Barbier-Wiesser (éd.), *Comprendre la Casamance. Chronique d'une intégration contrastée*, Paris, Karthala, pp.475-500.
- Cissoko, Sékéné Mody, 1969, « La royauté (mansaya) chez les Mandingues occidentaux d'après leurs traditions orales », *Bulletin de l'IFAN*, Série B, t. XXXI, 2, pp.325-36.
- Cooper, Frederick, 1999, « Divergences et convergences. Vers une relecture de l'histoire coloniale africaine », in M. Diouf (éd.), *L'historiographie indienne en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Amsterdam et Paris, Sefis et Karthala, pp.433-82.
- Cruise O'Brien et al., 2002, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala.
- Darbon, Dominique, 1984, « Le culturalisme bas-casamançais », *Politique africaine*, 14, pp.125-28.
- Darbon, Dominique, 1988, *L'administration et le paysan en Casamance. Essai d'anthropologie administrative*, Paris, Pedone.
- Dieng, Amady Aly, 1996, « Le Sénégal au-delà de l'ajustement structurel : pour une stratégie de développement fondée sur les forces populaires », *Africa Development*, XXI (2-3), pp.45-65.
- Diop, Momar-Coumba (éd), 1992, *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, CODESRIA.
- Diop, Momar-Coumba (éd), 2002a, *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala.
- Diop, Momar-Coumba (éd), 2002b, *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala.
- Diop, Momar-Coumba et Mamadou Diouf, 1990, *Le Sénégal sous Abdou Diouf*, Paris, Karthala.
- Diouf, Makhtar, 1994, *Sénégal. Les ethnies et la nation*, Paris, L'Harmattan.
- Diouf, Mamadou, 1992, « Le clientélisme, la 'technocratie' et après ? », in M.-C. Diop (éd.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, CODESRIA, pp.233-78.
- Diouf, Mamadou, 2001, *Histoire du Sénégal : le modèle islamo-wolof et ses périphéries*, Paris, Maisonneuve & Larose.
- Diouf, Mamadou, Harris Memèl Fotê et Achille Mbembe, 1999, « L'état civil de l'État en Afrique : conversation », *Bulletin du CODESRIA*, 1-2, pp. 42-50.

- Faye, Ousseynou, 1994, « La crise casamançaise et les relations du Sénégal avec la Gambie et la Guinée-Bissau (1980-1992) », in M.-C. Diop (éd.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar, Sociétés-Espaces-Temps, pp.189-212.
- Fourcher Vicent, 2003, « Pas d'alternance en Casamance », *Politique africaine*, 91, pp.101-19.
- Girard, Jean, 1992, *L'or du Bambouk. Une dynamique de civilisation ouest-africaine. Du royaume de Gabou à la Casamance*, Genève, Georg.
- Hawkins, Joye B., 1980, « Conflict, Interaction and Change in Guinea-Bissau : Fulbe Expansion and its Impact, 1850-1900 », thèse d'histoire, University of California, Los Angeles.
- Johnson, G. Wesley, 1991, *La naissance du Sénégal contemporain. Aux origines de la vie politique moderne (1900-1920)*, Paris, Karthala.
- Kane, Cheikh Hamidou, 1961, *L'Aventure ambiguë*, Paris, Julliard, réédition, 10/18.
- LD/MPT [Ligue démocratique/Mouvement pour le Parti du travail], 1990, *Casamance. La crise*, Dakar, Jallarbi.
- Lopes, Carlos, 1988, « Les Kaabunké, structures politiques et mutations », thèse d'histoire, Université de Paris I.
- Maclaud, Dr, 1906, « Étude sur la distribution géographique des races sur la côte occidentale d'Afrique, de la Gambie à la Mellacorée », *Bulletin de géographie historique et descriptive de Paris*, 21 (1), pp.82-119.
- Marut, Jean-Claude, 1992, « La Casamance : du particularisme au séparatisme », *Hérodote*, 65-66, pp.207-32.
- Marut, Jean-Claude, 1994, « Le mythe. Penser la Casamance », in F. G. Barbier-Wiesser (éd.), *Comprendre la Casamance. Chronique d'une intégration contrastée*, Paris, Karthala, pp.19-26.
- Marut, Jean-Claude, 2002, « Le problème casamançais est-il soluble dans l'État-nation ? », pp.425-58 in M.-C. Diop (éd.), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala.
- Mbembe, Achille, 1996, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun (1920-1960)*, Paris, Karthala.
- Mbembe, Achille, 1999, « Mouvements de populations, éclatements des États, recompositions géopolitiques. Les frontières mouvantes du continent africain », *Le Monde diplomatique*, novembre, pp.22-23.
- Mbodj, Mohamed, 1992, « La crise trentenaire de l'économie arachidière », in M.-C. Diop (éd.), *Sénégal. Trajectoires d'un État*, Dakar, CODESRIA, pp.95-135.
- N'Gaidé, Abderrahmane, 1997, « Domination politique et influences socioculturelles des Mandingues sur les Peuls du Fuladu (Kolda-Sénégal) », in M. de Bruijn et H. van Dijk (éds), *Peuls et mandingues. Dialectique des constructions identitaires*, Paris, Karthala, pp.147-65.
- N'Gaidé, Abderrahmane, 1998a, « Le Royaume Peul du Fuladu de 1867 à 1936. L'esclave, le colon et le marabout », thèse d'histoire, Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

- N'Gaïdé, Abderrahmane, 1998b, « Stratégies d'occupation de l'espace et conflits fonciers en Haute-Casamance (Kolda, Sénégal) », in D. Guillaud, M. Seysset et A. Walter (éds), *Le voyage inachevé... A Joël Bonnemaison*, Paris, Éditions de l'Orstom, pp.185-91.
- N'Gaïdé, Abderrahmane, 1998c, « Stigmates culturels et linguistiques. L'ambivalence de l'identité des Peuls du Fuladu (Kolda) », communication au séminaire de l'Institut de Gorée sur Les minorités africaines et les langues, Gorée, septembre.
- N'Gaïdé, Abderrahmane, 1999, « Conquête de la liberté, mutations politiques, sociales et religieuses en Haute-Casamance. Les anciens maccube du Fuladu », in R. Botte, J. Boutrais et J. Schmitz (éds), *Figures peules*, Paris, Karthala, pp.141-64.
- N'Gaïdé, Abderrahmane, 2002, « Les marabouts face à la 'modernité'. Le dental de Madina Gounass à l'épreuve », pp.617-52 in M.-C. Diop (éd), *Le Sénégal contemporain*, Paris, Karthala.
- Niane, Djibril Tamsir, 1989, *Histoire des mandingues de l'Ouest*, Paris, Karthala.
- Pélissier, Paul, 1966, *Les paysans du Sénégal. Les civilisations du Cayor à la Casamance*, Saint-Yrieix, Fabrègue.
- Roche, Christian, 1985, *Histoire de la Casamance. Conquête et résistance : 1850-1920*, Paris, Karthala.
- Saint-Martin, Yves-Jean, 1989, *Le Sénégal sous le second empire, naissance d'un empire colonial (1850-1871)*, Paris, Karthala.
- Sall, Ebrima, 1992, *Sénégalie : territoires, frontières, espaces et réseaux sociaux*, Bordeaux, Centre d'étude d'Afrique noire, Travaux et documents (36).
- Schnapper, Bernard, 1961, *La politique et le commerce dans le Golfe de Guinée de 1838 à 1871*, Paris, Mouton et Cie.
- Schnapper, Dominique, 1998, *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard.
- Thomas, Louis-Vincent, 1960, « L'organisation foncière des Diola », *Annales africaines*, pp.7-31.



3

The Future of the Nation-State Project in Africa: The Case of Nigeria

Nduba Echezona

As the Cold War cycle played itself out, some of the multinational nation-states which had been taken for granted such as the former Soviet Union, Czechoslovakia and Yugoslavia suddenly dissolved. Their splitting pointed towards a direction which had hitherto been a trend in world politics, namely that the nation's territory had to be synonymous with the territory of the state, the nation being made up of people with shared cultures and myths of blood ties. This direction in Europe might have set a worldwide pace. Africa has shown very little sign of complying with it.

Africa entered the post-Cold War era with seemingly high prospects of territorial disintegration. This was exemplified by many civil wars in recent years, some with genocidal features. But, except for Eritrea and, to a lesser extent Somaliland, the political map of Africa's states and borders has remained remarkably unchanged. Wars in Liberia, Sierra Leone, Rwanda, Burundi and the Democratic Republic of Congo have not caused these states to split. Nonetheless, wars have led to spatial recompositions, to emerging spaces of sovereignty within state territories and to renewed challenges to the official geography from above — the latter being defined by:

the various corporations that have or have had the political or technocratic vocation of establishing, defending or modifying foreign or internal (administrative) borders of established states and organizing their geographical space (regular armies, diplomatic corps, colonial or contemporary administrators) (Ben Arrous 1996:17).

In Nigeria, the colonial and postcolonial efforts to construct a nation-state from above rather than from below produced an 'uncertain' Nigerian; somebody with equivocal national feelings and many other allegiances. This 'uncertain' Nigerian has gone a long way to contest the state's sovereignty and its determination to mark up its borders.

Since the onset of civil, democratic rule in 1999, the duality of movement between geography from above and geography from below has shown itself in the competition for spaces between national, religious, ethnic and even 'resource' groups. This calls into question whether the resort to an authoritarian pattern can indeed be adequate in constructing a nation-state; whether a nation-state, artificial so to say, can be made to look like the European nation-state, its point of reference, when in fact, no nation-state in the world could be said to be mono-ethnic or made up of one social class.

One belief of the postcolonial state in Nigeria is that since a nation, a community of people who are culturally and linguistically the same, is much more a 'moral community' than say a collection of ethnic groups, the nation-state had to be constructed with a sense of being blind to Nigeria's ethnic and religious diversities. At the same time, the state assumed a narrow ethnic base and expected that a nation-state would simply appear through a *deus ex machina*. That has not been so and since the emergence of democratic rule in 1999, Nigeria has been awash with new identity manifestations and agitations.

This study wants to show, first, that Nigeria's recurring and worsening crisis of governance stems from the resort to geography from above rather than geography from below in constructing a Nigerian nation. Nigeria or indeed the aspiring nation-states in Africa are uniquely different from nation-states in Europe due, of course, to their origins and in fact, their experiences differ markedly from those of Europeans. In Nigeria, for example, almost every ethnic or religious identity claims to be marginalised by the state to the extent that the whole issue of marginalization appears like a myth when those who are the bearers of institutions of marginalization are difficult to identify.

Second, in the several years of authoritarian rule, federalism was jettisoned for commandism. This study argues that the present identity agitations are contesting commandism and calling for a return to true federalism, a federalism that would take into consideration the unique experiences of Nigerians, namely that there are nations which had hitherto achieved state structures of their own before they were frozen by colonial intervention; and that politicization of life in general has woken up other identities, that were hitherto dormant, into challenging the territorial framework of the nation-state project.

The Nation-State Project in Africa

With the experiences of African states since the end of colonial rule, it is justified to argue that the discourses and philosophy behind the formation of the nation-state, as a mode of territorial organization did not have Africa as a reference point. The notion of the nation-state as a unit of organization of human kind was forced into being in Africa and the political discourses which laid the framework for the organization of the nation-state in Europe were, like received doctrines, foisted on and accepted by Africans even where the material and social conditions which made such discourses relevant in Europe, did not exist.

Much of what is now attributed to the nation-state, a liberal phenomenon, came from the writings of such English thinkers of the seventeenth century as Thomas Hobbes and John Locke. Hobbes is credited with the theory of obligation. This theory tries to explain who is to have obligation, and how obligations arise. It also means to investigate the extent to which those who claim to rule should be obeyed and how those who have a legitimate claim to power should be recognized. Hobbes' imagination was woven around what he called 'the state of nature', a situation in which no power could 'overawe' everyone and make them submit to the power holder.

In what he referred to as 'the war of all against all', Hobbes drew a horrific picture where individuals warred against one another because of the scarcity of resources and the absence of an overriding power. Having singled out this absence as a basic element of insecurity, Hobbes propounded a 'law of nature' in which men abandon the state of nature so as to live under a common power, a sovereign, in political society. Consequently, they enter into a kind of contract with other men to give up some part of the right to govern themselves, and the sovereign becomes the beneficiary of their renunciations of power. As a result of this contract, a political society comes into being, and men living in this type of society are obligated to give their obedience to the sovereign, so long as he is able to overcome all of them (Lively and Reeve 1988:10).

It is important to note that in the seventeenth century in Europe, feudalism was collapsing under the weight of an emerging propertied class of capital owners. Hobbes had favoured monarchy at a time when it was being challenged by the new class of property owners who wanted a decentralization of power—hence, his picture of 'a war of all against all'. In other words, if power was decentralized, you would have one such 'war' and this was convincingly proved in the fall of late feudalism when workers, working class organizations and working class agitations competed with the burgeoning role of the bourgeoisie for the enlargement of democratic space in society.

One cannot locate similar events as taking place in Africa at that time. In fact, records of Africa emphasize the issues of slavery, the slave trade and the collaboration of African chiefs with white slavers in the enslavement of African

peoples. There were no recorded movements for social change especially against slavery except, perhaps, when one comes to the nineteenth century, when such movements were geared forward by what was happening in the slaving countries, by protest movements against slavery there. Hence, discourses about democratic space, sovereignty, power and obligation in Africa were far to seek, as the insecurity posed by the slave trade was enough to keep the society traumatized.

Moreover, those problems that sought philosophical solution, such as the early beginnings of the industrial revolution, which were eroding in Hobbes' time, were again far to seek in Africa. Africa might be said to be at a primitive developmental stage at that time and when imperialism came, it further eroded any movement towards such discourses that had taken place in Europe (Echezona 1998:122-23). Instead of noting that the material and social conditions in Africa differed markedly from that of Europe, every effort was made to fit the new units of political organization in Africa, the territorial states, into the European discourse. In this regard, the nation-state project, an outcome of Europe's subjugation of the continent:

not only reproduced the subjection of Africa and African history to Europe and European history, it also produced a system of alienation (as opposed to liberation) which reinforced a mentality of dependence on irrelevant European models (Laakso and Olukoshi 1996:9).

The common definition of a nation-state is that of 'a polity of homogenous people who share the same culture and the same language, and who are governed by some of their own number who serve their interests' (Tivey 1981:12). There is no nation-state in the world which meets these criteria. Even where you have homogeneity in ethnicity, you are likely to have heterogeneity in dialectical groups or ethnic subgroups and where the latter obtains, such groups are likely to behave like distinct ethnic groups with consequences for societal fragmentation. That is, there are people who could claim to belong to one group or another simply out of some emotion which is not related too shared culture.

Africa is estimated to have about six thousand distinct cultural, linguistic groups, some composed of something similar to states, others in 'principalities and empires at different stages of evolution' (Tivey 1981:13). When imperialism came, these groups were merged within delineated territories and ideas about European merger formed the framework of their evolution. In reference to the freezing of African borders that hitherto might have been very mobile, Ben Arrous (1996:14) points out that 'collective identities change faster than borders' and underlines the 'continuous reconstruction of memories around new colonial and post-colonial traumatic events'.

Right from the very beginning, the nation-state project in Africa was a top-down affair which meant far-reaching centralizing applications. Its elite base was narrow and it functioned through a system of patronage networks, which linked

other groups and some of their respective elites. It assumed that a diverse ethnic base was inimical to the project and sought either an eradication of these identities or their submission to those of the group that maintained state power (Laakso and Olukoshi 1996:13).

However, even though borders were frozen and some political centralization was achieved through people with local influence, the nation-state project did not succeed in preventing the physical or mental exit of people who thought that such a social system was too hostile to them (Hirschman 1978). Instead, the nation-state project has nurtured a 'geography of ups-and-downs', meaning that spatial and identity configurations are not a given but polarize differently, dynamically, in adaptation to changing events and conjuncture (Ben Arrous 1996:22-24).

Regarding Nigeria in particular, the dynamic nature of spatial and identity challenges to the nation-state project raises a whole lot of epistemological and pedagogical questions. Who is a Nigerian? Do the present borders of the federal states clearly delineate the clusters within Nigeria? How have religious spaces turned out to be political spaces? Are there legitimate spaces and where (or what) are they?

Who is a Nigerian?

Given the manner in which Nigeria and other African states evolved, a correct consideration of who is a Nigerian cannot emanate from the same framework as who is a British or who is a German or who is a French. Anthony Giddens (1998:134) writes that 'nations in the past were constructed in large part out of antagonism to others', which he illustrates by quoting Linda Colley's work (1992): in the case of Britain, that was done out of hostility towards Catholic France. Nigeria was not constructed out of hostility to any other country in Africa but out of jostling for power and position in world and African politics by European powers.

The process of making the Nigerian has given rise to many questions, especially during the long reign of military men, as to who negotiated the whole Nigerian enterprise with the British. Who did mobilise those who came to constitute Nigeria into the concept of the nation, and to what extent? In the area which came to be called Nigeria, were there nations in the strict sense of the term before the onset of British colonialism?

Going by the manner of the emergence of nation-states in Europe, one cannot say that a Nigerian nation-state existed or even was in the making. Colonial then postcolonial authorities engaged to construct one, albeit from above rather than from below. Under colonial rule, the British closed the North from influences of Christian missionaries, then fossilized the institutions of the North under Indirect Rule and finally treated the northern and southern portions of

Nigerian territory as two distinct, separate administrative territories. According to Chief Obafemi Awolowo (1968:63), the impact of all this was to create a psychological effect on those who came to constitute Nigeria — I am a Northerner, I am a Southerner or, further south, I am from the East or I am from the West.

Since the North was larger than the whole of the South combined, it meant in effect that Southerners would view with suspicion any postcolonial regime that was headed by a Northerner and vice versa. The completion of the triangular matrix is that Southerners were themselves divided along eastern (Igbo) and western (Yoruba) lines, thereby contributing to perpetuate northern (supposedly, Hausa-Fulani) rule in Nigeria. Mistrust went a long way to enhance colonial rule as the nation was constructed on suspicious lines. Many 'wes' and 'theys' emerged from the whole matrix — 'we' could mean the emerging Nigerians and 'they' the British colonialists; 'we' could mean the South and 'they' the North and vice versa; 'we' could mean the East and 'they' the West; 'we' could stand for one ethnic group and 'they' the rest of the ethnic groups in Nigeria.

Nigeria transitioned into independence in 1960 with a federal constitution. The Northern Peoples Congress (NPC), a party whose ideology was 'One North, One People', became the majority party at the federal level and went into a coalition government with the National Council of Nigeria and the Cameroons (NCNC), a party which started initially as a national party but ended up as an eastern party. The Action Group (AG), a party that was predominant in western Nigeria, together with other smaller parties, including the United Middle Belt Congress (UMBC), went into the opposition.

In January 1966, the first military coup occurred. With officers of Igbo origin masterminding the coup and the majority of those killed being of non-Igbo origin, the coup was seen in the eyes of other Nigerians as an Igbo coup. When the coup plotters were arrested but were not prosecuted and the new Head of State, General Aguiyi-Ironsi, an Igbo, climbed into power, the theory of an Igbo coup was validated. General Ironsi worsened matters by decreeing the abrogation of the federal structure, an initiative which was widely perceived as an attempt to eliminate any counterbalance to an Igbo rule. The constituent regions were abolished and replaced with provinces which were answerable to the central government. Tribal unions were banned. These were the early beginnings of centralization of authority in Nigeria.

A counter coup six months later brought Yakubu Gowon, a Northerner (and a Christian), into power. He immediately reversed Ironsi's centralization and reinstated a federal system of government. Within weeks, however, massive rioting in Northern Nigeria led to the killing of thousands of Igbos and other Easterners, apparently to avenge the death of many senior Northerners in the January coup. In May 1967, Gowon moved to decree a twelve states structure,

ostensibly to assuage the feelings of marginalization by minorities. The decree, which split the Eastern Region into three distinct entities, was also an attempt to curb the secessionist pressures that had been building up there, since the counter coup killings. Lt Col Ojukwu, the governor of the dissolved Eastern Region, ignored the decree and Eastern Nigeria seceded as the Republic of Biafra.

The federal government succeeded in prosecuting the civil war and bringing Eastern Nigeria back into the Nigerian fold. It then launched its three Rs — Reconciliation, Rehabilitation and Reconstruction — but the civil war had created a mutation in the notion of being a Nigerian. A new ‘we’ and ‘they’ could immediately be discerned: ‘we’ were the North and the West who fought as the federal forces to keep Nigeria one, while ‘they’ were the Easterners or Igbos who fought to divide it. After living for three years in a Biafra to which they might have given their loyalty, the Igbos were now compelled to transfer their loyalty once again to the federal centre. It is from this point that Igbos started to refer to their marginalization from the mainstream of Nigerian politics.

As Olukoshi and Agbu have argued, the state creation exercise that started from 1967 was key to the process of concentration and centralization of power (1996:84). It actually initiated the centralising trends in Nigerian federalism (Asobie 1998). Apart from a short spell of civil, democratic rule, the military continued to rule Nigeria until 1999. During this period, the number of states was multiplied to nineteen, then twenty-one, thirty and finally thirty-six. Many of the created states lack viability as instruments of governance and have thus been dependent on the federal government for ‘budgetary handouts’. The economic crisis which engulfed most of Africa led both to the start of structural adjustment programmes and to the entrenchment of ethnic and religious identities in the political processes, simultaneously. Authoritarian rule forced such identities, which had hitherto been submerged, onto the agenda of national discourse.

The postcolonial history of Nigeria from 1960 to 1999 was one in which Southerners viewed political power as exclusive preserve of the North especially the Hausa-Fulani stock.¹ Hence, most references by Southern elites to their marginalization in Nigerian politics and economics roughly meant Northern marginalization of the South. It is worth noting, however, that no general consensus exists about who marginalizes who in Nigeria. The Igbo elites after the civil war thought they were marginalized by the Yoruba and Hausa-Fulani elites. Yoruba elites claimed that they themselves were marginalized by Hausa-Fulani elites. Since the end of military rule, the latter have been complaining that it is the Southern, especially Yoruba elites that are marginalizing them. Finally, the minorities, especially Southern minorities, think that their own marginalization stems from the perception of the majority ethnic groups, i.e. Yoruba, Igbo and Hausa-Fulani that the Nigerian nation was meant for them in exclusion of any other group. Accordingly, minorities complain that they have been used as ‘cannon fodders’ by the big ethnic groups in their political power struggle.

Ethnic identities are constructed in much the same way as national identity: through the use of raw power and enculturation (Giddens 1998:133). In the case of Nigeria, raw power is neither casual nor benign but the outcome of an authoritarian adherence to geography from above. Rather than a Nigerian nation-state emerging in the same framework as nation-states in Europe, what appeared is a fundamental uncertainty about who is a Nigerian. In an interview with a Lagos newspaper, Ralph Uwazurike, leader of the Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB), put this uncertain Nigerian more pungently:

Nobody believes in Nigeria and nobody is working for Nigeria. There is Nigeria but there are no Nigerians. Nigeria is an amorphous structure but there are no inhabitants (*The News*, 22 May 2000).²

New Identities in the Imagined Nigerian Community

When we refer to new identities, we do not mean that the identities we deal with did not exist before. We refer to them as new because of the ways in which they manifest themselves today. This section is primarily based on extensive fieldwork which we undertook, in 2000 and 2001, throughout the six geopolitical zones that the federal government now uses for the share of administrative plum posts, namely North West, North Central, North East, South West, South South and South East.

The notion of an imagined Nigerian community is derived from Benedict Anderson's essay on nationalism (1991). In his words, an 'imagined community' is one in which its members are too numerous to know each other personally (*ibid.*, p.6). Going by this definition, all communities in the world are imagined communities. In the Nigerian case, the frame and spread of nationalism suffer from two layers of national imagination: breaking away from the presupposition that the many Nigerian communities are bound to integrate within a colonial, metropolitan construct; and then starting to construct their own national community in the way existing or emerging communities perceive it.

After decades of evolution and politicization of its various parts, Nigeria emerged as a morass of imagined communities. Even some groups which would not have imagined themselves as political communities started to perceive themselves as such. A typical example are the Igbos whose society had hitherto been described as acephalous (Green 1947). Colonial rule made Igbos interact more intensively with other Igbos and start to perceive themselves as a political community, a phenomenon which did not exist before colonial rule. It was not so with other ethnic groups such as the Yorubas, the Hausa-Fulanis or the Edos, which had had state structures before colonialism and lived under kingdoms or a fusion of theocracy and hegemonic rule of particular ethnic groups.

With an estimated two hundred and fifty ethnic groups³ one can possibly refer to the presence of two hundred and fifty political communities in Nigeria. At the same time, these ethnic groups are not homogenous and distinct in themselves. Heterogeneity borders on dialectical differences, complexity of origins and prejudices that were fostered by colonialism and postcolonial arrangements, some of which reproduce dissidences against the state. This means, in effect, that there are more than two hundred and fifty imagined communities in Nigeria. We shall now deal with the manner in which some of them manifest an identity in Nigerian contemporary politics and what they pose for the future of the Nigerian federation.

Niger Delta Identity

The Niger Delta includes the various ethnic groups that are scattered around the creeks of the river Niger. Such communities include the Ogonis, Ijaws, Ikwerres, Itshekiris, Urhobos, Isokos, Ibibios, Efiks and perhaps, Yoruba and Delta Igbos. They are spread in the following states: Rivers, Bayelsa, Akwa-Ibom, Cross River, Delta Ondo and Edo. What unites these states is that they provide the bulk of Nigeria's crude oil, which has, for a long time, been the mainstay of the federation. What they have got out of this oil wealth and what informs the Niger Delta identity is summed up by a civil society activist, Oronto Oro thus:

The coming of Shell was a coming of poverty, a coming of violence, destruction, dislocation and total annihilation of the Niger Delta People (*Africa Today*, February 2000).

While the agitation of the Ogonis has had many levels, the Movement for the Survival of the Ogoni People (MOSOP), founded by Ken Saro-Wiwa, came to be the lightning rod organization for a recognition of their rights to control the resources within their domain and to solve the environmental problems posed by the drilling of oil by Shell. All other groups within the area now have their own pressure groups. The most well known include the Ijaw Youth Council, the Ijaw National Congress, the Isoko National Movement, Urhobo Youth Forum and the Urhobo National Association. The Ogoni Bill of Rights includes the possibility of the formation of an Ogoni nation outside the framework of one Nigeria.

Such agitation has led to a permanent military presence in Ogoni land and to the 'judicial murder' of Ken Saro-Wiwa (Okanta and Douglas 2001). It has indeed led to a permanent military presence in most of the Niger Delta area and to frequent clashes between youths and military personnel over the abduction of foreign oil workers. In Odi, Bayelsa State, twelve policemen who were once sent to arrest some youths, were murdered in November 1999. A military

detachment that went there, razed Odi to the ground. This raised an uproar within the nation and when Lagos riots broke out a few weeks later in which the Oodua Peoples Congress (OPC) was involved, some Nigerian citizens drew parallels between Lagos and Odi, wondering why president Obasanjo, being a Yoruba, did not use the same punitive measures in Lagos, a Yoruba town as in Odi.

Why the Niger Delta identity has soared on the horizon has a lot to do with the interests which are involved in nurturing it, the alliances they have made in the Nigerian political equation and the opposition they have also encountered. Although it might not be said that there is latent cohesion among the Niger Delta peoples, they share a common cause in fighting for resources that are extracted from their desecrated land in a country in which they reason, three ethnic groups are dominant. While fighting a common fight for resource control, the Ijaws and Itshekiris have continued to quarrel over local government headquarters, the Itshekiris and Urhobos have a long standing dispute over who is the real owner of Warri, a major port town, and the Isokos (from where the major oil drilling takes place in Delta State) feel cheated by Delta administrations that seem dominated by Urhobos.

In the fieldwork I did in this region, I was really devastated to see the high degree of its neglect by successive military regimes. Although 'neglect' is a Nigeria-wide phenomenon, it was unimaginable that the Delta areas, which are the mainstay of the Nigerian federation have no electricity, running water and good roads. Interviewing people in this area especially the youth is a very herculean task as you stand the risk of being suspect as the agent of an oppressive state.

The alliances which incubate the Niger Delta resolve include a broader, Southern perception that the North benefited more from oil than the South since Northerners have remained in political power through military dictatorships for a considerably long time in Nigeria's political history. Accordingly, an institutionalized meeting of Southern governors was formed to pressure the Niger Delta for resource control, including bringing a formal case before the Supreme Court to decide whether in a federation, resources should be controlled by those from whom the resources are produced or by the federal government.⁴ The Southern governors' forum is also used to advocate for a return to true federalism after years of military dictatorship and massive human rights violations.

Oronto Oro is one of those who point out that a majority of wealthy Nigerians are either retired or serving generals. Their protracted stay in power has indeed been, according to him, an instrument of looting (*Africa Today*, February 2000). Tam David-West, a former minister of petroleum resources and a Rivers State indigene, also declared that if Rivers people went to Abuja, the federal capital, they would see where their money was dumped (*Newswatch*, 22 May 2000).

These and many more similar declarations have drawn flak from the North. There also, since the splitting of the Northern Region into eighteen states, governors had been meeting. They had preceded the Southern governors in institutionalizing their own forum by decades. Even the Middle Belt, which would want to carve its identity outside a Northern identity, unifies with the general North over the issue.

Most Northerners interviewed on this score go back to the secession of Biafra to ask the question, who died in the creeks of the Niger Delta to protect 'their so-called resources' during the civil war? This is an allusion to the fact that the bulk of the Nigerian army personnel who fought against secessionist Biafra came from the North, especially the Middle Belt. Some also put forward that there was a time groundnuts from the North were the mainstay of the Nigerian economy — a fact that has been disputed by Southern politicians.

In their own argument, Southern politicians point out that before the 1966 coup, Nigeria was truly a federation but since that coup and with a series of military governments, the country has hitherto been governed as a unitary state. Hence, Northern control of power and resources, including mineral resources and especially oil (*The Guardian*, 28 May 2001).

Resource control has been the object of immense debate in Nigeria: how much should communities from which a particular mineral resource, especially oil, is produced, receive in contradistinction to other Nigerians in the whole matrix of community, local government, state government and federal government set up? The federal government, moving from five per cent to thirteen per cent for the area of derivation, first established an Oil Mineral Producing Areas Development Corporation (OMPADEC, which was later abrogated) then, since the dawn of democracy, set up a Niger Delta Development Commission (NDDC) with billions of naira for the development of the area. But that has not quieted the debate.

Angered by what a writer had referred to as federal cheating of the 'Urhobo nation', a researcher from Ahmadu Bello University in the North pointed out that there were no nations in Nigeria before the 1914 project of amalgamation of Northern and Southern Nigeria. He went further to point out that the territories in the Niger Delta were mere reservoirs where nature had stored the oil and gas formed from dead animals and excrements of people living on the banks of the River Niger and River Benue. In his estimation, therefore, sixty per cent of revenue derived from oil should go to the North (*The Guardian*, 26-27 April and 21 May 2001).

Yoruba, Igbo and Hausa-Fulani Identities

The dawn of democracy in Nigeria could be seen as an era for the blossoming of ethnic identities. At independence in 1960, the Nigerian national anthem had

stated that 'though tribe and tongue may differ, in brotherhood we stand'. That phrase has since been changed to something that sounds more patriotic. Nevertheless, it aptly beckons to what has been unleashed in recent years in the name of ethnic rights.

With the benefit of events in Nigeria since the first military coup in 1966, it is not possible to refer to shared Nigerian collective memories of the past. In Nigeria, collective memories of postcolonial traumatic events are ethnic in character. Ernest Renan, the nineteenth century French philologist and critic, emphasized the importance of collective memories for both the construction of a nation and the understanding of what could be referred to as its nationalism. However, he cautioned, before shared memories may become national, they must attach themselves to a specified territorial space (Renan 1882). The process by which some shared memories become embedded in particular geographic spaces, fuse with them to become 'ethnic landscapes' or 'ethnospaces' then evolve into 'historic homelands', can be called the 'territorialization of memory' (Smith 1996:453).

Two such clear-cut territorializations in Nigeria are those of Oduduwa in Yoruba collective identity and Biafra in Igbo collective identity. One may argue that other territorialization processes are underway regarding the Ogonis, the Niger Deltans, the Hausa-Fulani Arewas, the Middle Belters and others, but those of Oduduwa and Biafra loom too large in the Nigerian political landscape.

The construction of recent Yoruba collective identity was a result of the traumatic events that preceded the immediate return to democratic rule. The decapitation in the Abacha era, especially of prominent Yoruba politicians, followed the denial of Moshood Abiola, a Yoruba, of his mandate to rule Nigeria after he won the 12 June 1993 presidential election, through a nullification of the whole electoral process by the military regime. These very events shaped the return to democratic rule in 1999 and the clarion call for a shift of political power to the South which a Yoruba, Olusegun Obasanjo finally won. On the other hand, the shared collective memories of the Igbos were forged in the civil war that lasted from 1967 to 1970 where the Igbos were forced from a secessionist bid back into Nigeria. The territorialization of an Igbo memory has manifested itself more recently in the democratic dispensation by a group which calls itself, Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB).

MASSOB and OPC

Why we are concerned with MASSOB and its Yoruba equivalent, the Oodua Peoples Congress (OPC), much more than the others is that in our estimation, these two possess the territorial dimension which Renan referred to. Oduduwa land is generally acknowledged as an ethnic landscape that predates colonialism. It was reincarnated in Nigeria's political history by chief Obafemi Awolowo who

formed his party, the Action Group, to represent the interests of the Yoruba people in a country he had aptly described as a geographical expression (Awolowo 1947).

The traumas of the 1990s confined credible dissidences against the Nigerian state to Yoruba land, including the whole of Oduduwa and the places of a wide range of traumatic events to Lagos, Ibadan, Abeokuta... Even though Moshood Abiola won the 1993 election across the board throughout Nigeria,⁵ the lines along which infuriated Nigerians protested the military annulment of his election came to be mostly Yoruba. This particular incident epitomizes the political history of Nigeria. To the extent that there were voices raised here and there against the denial of Abiola's mandate, dissidences in Yoruba land cascaded into a movement. That was how the Oodua Peoples Congress was born, comprised mainly of urban Yoruba youths who were dissatisfied with the course of the Nigerian federation and so sought the possibility of an Oduduwa Republic. They might have been calmed by the rise of Olusegun Obasanjo in power but became increasingly restive. As the OPC leader, Dr. Frederick Faseun said, referring to the new political dispensation:

Much as the Yorubas did not vote for General Obasanjo, they are supporting his government. I know we support his government. I personally, and my group support his government. We have warned those who wanted to upturn his government that if they did they will be in trouble (*Africa Today*, February 2000).

Biafran memories as well, underwent dynamic transformation recently. Hitherto, after the defeat of Biafra in 1970, the question received fleeting mention in Nigerian discourses. It was a taboo subject because secession through armed combat was a most serious attempt to break the Nigerian federation. With the demise of Sani Abacha in 1998, MASSOB arose. The Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra might have been formed in response to the Oodua Peoples Congress (Babawale 2001). The nomenclature, Biafra, had become an Igbo memorial. It had also become virtually synonymous with Igbo for those Nigerians who cared to remember that Igbos had used a Biafran symbol to dismember their imagined Nigeria. In comparison to the OPC, however, there was no upsurge among Igbos in welcoming MASSOB.

Like the OPC though, MASSOB is made up of youths, who were born several years after the defeat of Biafra. Their leader, Ralph Uwazurike was about ten years old during the Biafran war and, like boys of his age, then, had joined the Biafran Boys Company, which was a preparatory ground for enlistment in a future Biafran army. He later trained in India and imbibed the non-violent approach to dissidence of the late Indian leader, Mahatma Gandhi. All actions of MASSOB in that respect, including the planned introduction of a Biafran currency in the areas it defines as Biafran territory and hoisting the Biafran flag in Aba in February 2000, have met the stiff resistance of the state. In addition

to non-violent actions, shootouts with police are frequent in Okigwe, Owerri, Aba and other places in Igbo land. Just as the OPC would point to Yoruba marginalization as the cause of its rise, MASSOB would say the same for the Igbos. When told that others are also crying of marginalization in Nigeria, the MASSOB leader had the following reply:

That is why we say we want to go now. Why must almost everybody cry for the same thing? Nobody wants to be marginalized, isn't it? (*The News*, 22 May 2000).

What differentiates MASSOB from the OPC is that whereas the latter has the tacit support of Yoruba elites because of recent transformation of their postcolonial traumas, it is not so for MASSOB. Igbo elites distance themselves from MASSOB, including Chukwemeka Odumegwu Ojukwu, the leader of the Biafran war in the late 1960s, who pointed out that this movement was trivializing a Biafra which he led.

Ojukwu was nevertheless present at the opening of what MASSOB calls a 'Biafran embassy' in Washington. At this juncture, he explained that he was only there as a symbol — what he refers to as 'Biafra of the Mind' and had nothing to do with his faith in the Nigerian federation (*The Vanguard*, 4 November 2001). However, most Igbos would think that MASSOB should share the landscape with other similar organizations on the land like the OPC and others while, at the same point, leaving the stage of political pressure to such elitist organizations as the Ohaneze Ndigbo for the Igbos, Afenifere for the Yorubas and Arewa Consultative Forum (ACF) for the Hausa-Fulanis.

The Arewa Peoples Congress (APC)

None of the people we interviewed could refer to any activities of the Arewa Peoples Congress (APC) except to its stated purpose, which is 'to checkmate the militancy of the Pan-Yoruba Oodua Peoples Congress (OPC) and the threats of terror by the newly formed Igbo Peoples Congress (IPC)' (*The News*, 3 January 2000). One only knows that after a series of meetings in Kaduna and Kano, the organization resolved to carry out activities aimed at promoting the cultural, economic and political interests of the Northern states and their peoples' (ibid.). Its leader, Sagir Mohamed, argued that it was the North and the South East that voted Obasanjo into power but the new president turned out to favour the South West, his Yoruba ethnic base, which did not vote for him. Expatiating on what he denounced as Obasanjo's partiality and the marginalization of the North, the APC leader said he did not mean the entire North but the Hausa-Fulanis. He went further:

What we are saying is that in the politics of this country, you cannot, and should not, preclude this major tribe, because this major tribe plays an important role in shaping the democratic values of their country (Ibid.).

After these initial statements about its principles, nothing was heard of the APC again. It was not possible to verify its role in the religious riots that engulfed some of the Northern states but the statement on the Hausa-Fulani was enough to show that the APC was a fig leaf of one ethnic identity as was the case of OPC for the Yorubas and MASSOB for the Igbos and that a dent had been made on a monolithic Northern identity in the Nigerian political equation. This was amply demonstrated by the 'struggle' for a Middle Belt identity.

Middle Belt Identity

The concept of a Middle Belt identity may be as old as the nation-state project and, as its name indicates, might be harder to construct than say Igbo identity or Yoruba identity. A geographical zone, located in the northern part of Nigeria, the Middle Belt is the largest concentration of minority ethnic groups with a complex mix of Muslims and Christians, interspersed with Hausa-Fulani communities. This has made Southern politicians refer to the Middle Belt minorities as suffering from internal colonialism. The United Middle Belt Congress (UMBC), a political party led by the late Joseph Tarka in the 1960s, sought to carve out a Middle Belt identity outside a Northern identity. Whatever successes that move might have made were eclipsed by successive military regimes, which in their commandist character, put all identities including a Middle Belt identity into limbo.

The return to democratic rule in 1999 re-launched what might be called an agitation for the recognition of the Middle Belt as a specific zone in Nigeria, distinct from the perceptions of a monolithic North. What gave this agitation further impetus were the Kaduna riots of February 2000 in which Middle Belters were killed as well as Southerners, whether Christians or Muslims. In reprisals that followed in southeastern Nigeria, northern citizens were killed regardless whether they were of the Hausa-Fulani stock, Kanuris or Middle Belters. Middle Belters would have reasoned: 'In the North we were treated as outsiders, in the South we were treated not only as Northerners but as outsiders, why don't we construct our own identity outside the Southern and Northern blocks?'

Our travel within the Middle Belt shows that most ethnic groups in the zone speak Hausa as a first or second language. How this situation developed is something that baffles a researcher. Even where the Hausa language was not formerly taught at schools, Middle Belters spoke the Hausa language. Why then the agitation for a Middle Belt Identity? One Aminu Okpanachi in a letter to the editor of *The Post Express* wrote thus:

How can these people convince us that the so called Hausa-Fulanis are their problems when, after denouncing the Hausa-Fulanis in Aso Rock, Solomon Lar and others came out in a typical 'Core North' babanriga with tall caps to match while communicating in Hausa [...]. Are we sure that these people are sincere or are they acting out scripts written for them by others? (*The Post Express*, 9 September 2000).⁶

Many Middle Belters answer that to the extent that they lived in peace with the Hausa-Fulanis, quite often, in the share of national resources meant for the North, the Hausa-Fulanis and Kanuris divided them among themselves to their exclusion, yet they are referred to as Northerners. It was against this background that the appointments made in the Obasanjo administration of top ranking Middle Belters to sensitive positions — defence minister, chiefs of army, navy and air force — incensed the Hausa-Fulanis and they made it known. These appointments were not enough, however, to appease the Middle Belt Forum. One of its leaders, Dan Sulciman, asked to:

Look at the board of directors of federally owned companies and corporations. How many are Middle Belters? Look at federal parastatals, how many managing directors, directors-general, and general managers are from the Middle Belt? Name them. You can't name them because they are just not there. When you start talking about the wealthy people of Nigeria, you won't be able to refer to a single Middle Belter. You can't name them because they are also denied the patronage that other parts of the country enjoy (*The Comet*, October 2001).

One serious problem hinges upon who really is in and who really is out of the geographical configuration of the Middle Belt. Lawal Kaita, a prominent Northern politician, pointed out that:

If the worst comes to the worst, the entire Middle Belt will be split because those who are agitating for a separate identity know they cannot get Kwara, Kogi, Niger and Nasarawa [states] to their side. They can hold their Benue, Plateau and probably Taraba states but it is definite they cannot hold the four other states (*The News*, 3, January 2000).

For Bala Takaya, a Middle Belter:

It is the cultural Middle Belt that we are more interested in and this comprises the core central zone like Kogi, Nasarawa, Plateau, Benue, Kwara, the FCT Abuja inclusive and the so-called minority elements of Bauchi, Gombe, Southern Borno, Southern Yobe, the whole of Taraba, Adamawa and Southern Kebbi stretching from Zuru south-west across Mubi in the North-East (ibid.).

The heterogeneity of the region is compounded by frequent ethnic conflicts involving Tivs against Jukuns, Kutebs, Chambass, Domas, itinerant Hausa-Fulanis and Idomas. At the time of writing this chapter, the most recent ethnic conflict

between Tivs and Jukuns in October 2001 saw the killing of nineteen soldiers by Tivs and military reprisal which claimed more than three hundred Tiv lives (*The Guardian*, 28 October 2001). A split of identity has developed among the leading political figures in the region. Yakubu Gowon for instance, once Nigeria's president and a native of Lang Tang in Plateau State, is currently the chairman of the Arewa Consultative Forum (ACF), an umbrella Northern pressure organization, which is the Hausa-Fulani answer to Igbo Ohaneze and Yoruba Afenifere.

Religious Identity

Religion in Nigeria had hitherto been one dimension of identity that overlapped with other dimensions. It had often not been too clear when an ethnic crisis became a religious one due to the fact that some ethnic groups can be identified with particular religions. Most ethnic groups in the South of Nigeria are Christians except the Yorubas who are a mix of Christians and Muslims. In the North, the Hausa-Fulanis and Kanuris are predominantly Muslims. But the other ethnic groups — Tivs, Idomas, Jukuns, Igalas, Biroms, Nupes, Gwaris, etc. are split between Muslims and Christians.

However, most religious riots in Nigeria have so far originated from the North and that is why Southern residents in Northern Nigeria, who are predominantly Christians, get caught up in religious riots that occur. Successive Nigerian regimes have tried to hedge against religious identity. Hence, the Nigerian constitutions have harped on the secular character of the Nigerian state; Although Muslims had always sought the introduction of Shariah, a penal legal code, which took care of Muslim concerns in the constitution. This continued until the return to democratic rule in 1999 and the introduction of Shariah by some states in the North.

Why did the bulk of the Northern states, including those which some claim belong to the Middle Belt, such as Niger and Bauchi, decide to formally introduce Shariah law? A Fulani Christian, Yunana Shibkai Sokoto, summed up a widely held view:

It was a calculated attempt [...] to destabilize [president Obasanjo]. They are not happy with a Southern president or a Christian president (*Tell*, 12 March 2000).

This is what is referred to as a 'political Shariah'. El Zhak Zhaky, the Muslim fundamentalist cleric has even pointed to the spurious character of the Shariah issue. His argument that there is definitely a political agenda behind it was twofold. First, was the fact that those who introduced it are state governors and not Muslim clerics. Secondly, Shariah is what Muslims aspire to and therefore in a society which is a mix of Muslims and others, one cannot say Shariah has been introduced and it works (*The News* 12 June 2000).

Contrarily, most of the influential Northern or Hausa-Fulani politicians and the mass of Muslims in the North have supported the introduction of Shariah. Two of them — Alhaji Shehu Shagari and General Muhammadu Buhari — are former Nigerian presidents. Buhari has gone further to charge Muslims to vote for Muslims in the 2003 presidential and general elections and to prepare for a Jihad (*The Guardian*, 11 June 2001).

When Shariah was initially introduced by the Zamfara State government, the Nigerian nation was put into a state of frenzy. Was Nigeria going to break up? A subsequent Council of State meeting chaired by Obasanjo asked states which had done so or were about to do so to backpedal, but it failed to persuade them. Many more states followed in quick succession — Kaduna, Kano, Niger, Sokoto, Yobe, Bauchi, Jigawa, Borno, and so on.

Hundreds of people were killed during the Kaduna riots, which broke out in February 2000 and were certainly caused by the introduction of Shariah. Some analysts ventured the opinion that it was once again the agitation for state creation. The latter reason seems unlikely as it is plausible to argue that in fact, the introduction of Shariah might have caused the agitation for a new state of their own by Christians in Southern Zaria. The Kaduna riots tore the metropolis apart and kept Nigeria on the brink. More riots or scares of riots followed in other Northern states and cities — Minna in Niger State, Tafawa Balewa in Bauchi State, Kafanchan, Kano, Katsina, Sokoto, Benue and Taraba. The first Shariah victim was in Gusau, Zamfara State where one Mallam Jangedi had his hand amputated for stealing a cow. Other 'Shariah sentences' have been passed by some of the other states for cheating, lying, prostitution, alcoholism and adultery.

What have been the responses of the federal authorities? After the Northern governors refused to comply with the Council of State decision, they henceforth turned a blind eye to future introductions of Shariah by the rest of the Northern states where Muslims are a majority. Shariah seemed to have been contained but Christians in Shariah states or the Southerners among them, migrated down to the South. Those who remained bore the brunt of 'infidels' amidst 'believers' and were treated as outcasts.

The most recent riot in Jos in September 2001 which paralleled those of Kaduna are thought to have been instigated by those who were not happy that by turning a blind eye to Shariah introductions, the federal authorities had contained their political potential. Jos, capital of Plateau State is squarely in the Middle Belt region with a predominantly Christian population and had long been a haven for Southern migrants both from the South and from riots in other parts of the North. People thought it was the least place in the North where likely such events would take place. But they did.

Why political Shariah is held as the plausible reason for the introduction of Shariah in some of the Northern states is that though Muslims exist in the South West, notably in Yorubaland, Shariah law has so far not been introduced there. Only in those states in the North where the Hausa-Fulanis or the Kanuris or those who claim a Northern identity predominate, do we have the Shariah. As far as we know, no one has even mooted the Shariah in such 'core' Middle Belt states as Kogi, Kwara, Taraba, Benue and Plateau. That is why it might not be too far fetched to say that a majority of the Hausa-Fulanis identify with Shariah as much as they do with their identity as Northerners. In our perception, the agenda of Shariah partisans, including the Arewa Consultative Forum (ACF), could be not only the furtherance of Shariah, but the maintenance of a common Northern identity with Christians of Northern origin such as Yakubu Gowon from Plateau State in the Middle Belt, who has emphatically stated that he is Arewa and a Northerner (*The Guardian*, 22 October 2000 and 11 June 2001).

The Partitioning of Territories

As Denis Retaillé pointed out, whether it is regionalization, ethnic self-determination, exchanges of territories or any quest of some 'better way of carving up the land':

The model of partitioning territories [...] generates disorder [...] which we cannot even understand because our minds are overwhelmed by the pseudo-evidence of the need for partitioning (cited by Ben Arrous 1996:29).

That goes much more so for Nigeria. We have often mentioned that Nigeria was an artificial creation. How would we conclude that the present thirty-six states in Nigeria are not also an artificial creation? How could someone stay out there in Abuja or Lagos and decide that Nigeria should be divided into twelve or thirty-six states or more? To what extent has this partitioning of Nigeria solved the age-long problem of the 'imagined' Nigerian political community?

Nigeria started out as a federation of three regions. Pressures in the colonial period for an expansion of the regions in order to assuage minorities' fears that they would be dwarfed by three large ethnic groups, were rebuffed by the Willinks Commission of Inquiry. This Commission argued in the late 1950s that a Nigeria in which the rule of law prevailed, should be able to take care of these fears by the minorities. But fears persisted as Nigeria lacked a nationalities policy and the rule of law did not prevail.

The only state that was created in the postcolonial era through constitutional means, i.e. a referendum and plebiscite, was the Mid-West State, created out of Western Nigeria. All the other states that brought the total of states in Nigeria to thirty-six were created through military fiat. These creations have compounded rather than solved the nationality problems. True, there were jublations after

each wave of state creations but since created borders transverse through ethnospaces and historic homelands they at the same time create disorder which becomes very difficult for us, 'nomadic researchers' (Lonsdale 1981:206) in the identities sphere, to untangle.

The first problem is that there are new groups in a newly created state who perceive themselves as disadvantaged in a new status quo and they may start to articulate a new solution through the carving out of their own state. These new groups could be led by existing elites who may have been outmanoeuvred in a new power play in a newly created state and who hope that if they achieve the creation of yet an additional state, their power could be restored. They are therefore likely to mobilize their kith and kin for a new state creation by pointing to their dispersal in this or that state and by using all the language associated with nationalists to condemn a carving done from a distant centre.

The second problem that the partitioning of territories creates is that it tends to satisfy the power interests of the partitioner rather than solving the nationalities problem as a whole. When Yakubu Gowon announced a twelve states structure in 1967, prior to the civil war, it was a revolutionary decision but, at the same time, it served to pull the rug from under the foot of Eastern Nigeria, which was on the verge of declaring a secessionist republic of Biafra. By decreeing three new states (Rivers, East Central and Cross River) out of Eastern Nigeria, the intention was to confine the Igbos to one of them (East Central State), show the minorities that by declaring a republic of Biafra, Igbos were frustrating their yearnings for their own state and make minorities fifth columnists in the secessionist bid. It worked perfectly. But military dictatorships in the post-civil war era, saw the minorities becoming increasingly maltreated, as was exemplified by the looting of wealth accruing from oil, attitudes to environmental degradation in the Niger Delta, the crises in Ogoniland and the judicial murder of Ken Saro-Wiwa.

The third problem is the worst problem of all: identity crisis — 'I am from Anambra State or I am from Kano State'. That might have been the least intention of state creators but it went a long way to fuse ethnic identity with state identity and perhaps, even with religious identity. The phenomenon of state identity has gone paripasu with the proliferation of local governments. Currently, there are more than seven hundred local government councils in Nigeria and within a few years, the number could rise to more than two thousand. The creation of new local governments has poisoned inter- and intra-community relations and has been the cause of conflicts in Warri between the Itshekiris and Urhobos. In the first republic, people railed against 'northernization', i.e. the policy of the government of Northern Nigeria to exclude Southerners from its administration. But little did people know that state creation would be even worse. A number of state governments have now embarked on an enterprise to decree that non-indigenes could not work in their employment even if such

non-indigenes needed to work to support a spouse. If that is so, how many countries are Nigerians constructing out of Nigeria?

The fourth problem arises from the character of the federation. It was argued at the beginning that the three regions were so large that they held the federal centre to ransom, so it was necessary to multiply the regions or the states in order to make the centre manageable but the reverse is the case. In the military era, federalism was jettisoned for centralism. The centre became so powerful, with a firm grip on oil resources and the federal purse, that the only avenue its self-reproduction could open was that of widespread pauperization of ordinary Nigerians. Both the fiery debate on resource control and fiscal federalism, and the calls for a sovereign national conference, for Nigerians to discuss a return to true federalism, are resultant effects.

The Nation-State Project, Security and Geography from Below

We have argued that there was a social contract between the state and people in the evolution of Western societies. The development of a coercive apparatus, including the police, the army and the judiciary, went a long way to serve emerging nation-states in the maintenance of security. In Africa, or indeed in Nigeria, there were no such contracts between the peoples and the metropolis nor were there any between the peoples and the postcolonial state except, perhaps, a social contract in the sphere of provision of basic human needs. When a 'security contract' did not exist, the establishment of the coercive apparatus of the state, a phenomenon of geography from above, had no organic linkage with the people. The coercive apparatus of the state could, hence, become an instrument of alienation of the people and the people could look elsewhere for the provision of their own security.

Part of the goals of the Oodua Peoples Congress (OPC), Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra (MASSOB) and the Arewa Peoples Congress (APC) is to protect their people in the light of an insecure Nigerian environment. When the OPC struck in the Lagos area, the federal government threatened to impose a state of emergency on Lagos State. That threat was criticised by the governors of Southwestern states — Lagos, Ogun, Osun, Ondo, Oyo and Ekiti States — and was not carried out. Similar threats were issued when Kaduna riots erupted, when Shariah law was imposed in some states in the North. They were not carried out either.

Several challenges to the federal state took place since the inception of civilian rule in 1999 and hundreds if not thousands of people died. The response of federal authorities was to visit the areas of these challenges, send relief supplies to victims, assure citizens of the protection of their lives and property and implore them to go back to their businesses. Other rounds of killings ensued and the federal authorities engaged in similar rounds of assurances.

All this came to a head with the killings in Taraba and Benue States in October 2001. These killings fully illustrated the manner in which 'geographies of ups and downs' were played out in the political equation of Nigeria. Nineteen soldiers who had gone to keep the peace between the Tivs of Benue State and Jukuns of Taraba State were murdered by Tiv militants and their various parts displayed in some Tiv areas. Federal authorities were highly incensed and at the burial ceremonies of these soldiers, president Obasanjo ordered the army to fish out the culprits. The order became a blank cheque for the army to move into Tiv land and butcher hundreds of Tivs including burning down the house of a recently retired chief of army staff. Was it the intention of the federal state that specific Tiv areas be uprooted in the same manner as Odi in Rivers State? Was it the order of the minister of defence, a Jukun, to deal with Tivs? Since the conflict involved a long drawn feud between Tivs and Jukuns over Tiv settlement in Taraba State, what are citizenship rights in a country everyone claims he belongs to?

In addition to the disturbing fusion of ethnic and state identities, it should be underlined that the whole issue of Shariah also involves citizenship rights. Who is a citizen of Nigeria? What laws are you obligated to obey? What laws protect you as a citizen of a state? Are you protected by the law anywhere you reside in Nigeria?

In a further challenge to the federal state, some state governments, specifically those of Abia and Anambra have co-opted and appropriated a militia group, the Bakassi Boys as their internal security apparatus in place of the federal police. Hitherto, there was a debate over whether the police should be a federal or a state concern. This debate was sparked off by governments in the South West especially in the hey days of the OPC when it made headline news and was prominent in the crises in Lagos ports and other parts of Lagos such as Muslin and Ajegunle and in the South West as a whole. In southeastern Nigeria, life had become so insecure that governors sidelined the police for militias, only to the discomfiture of the federal state which itself failed to control the corruption of the police and other federal institutions, and therefore proved unable to give the citizens protection under the law.

The Bakassi Boys, who trace their origins to manufacturers of shoes in Aba became 'a resistance army to the criminal activities of armed robbers and hoodlums' (Babawale 2001:7). In Anambra State, they were integrated into the State Security network and given a legal imprimatur by the State House of Assembly. They were formally renamed 'Anambra State Vigilante Services'. The federal government protested against this incursion into its authority. The Bakassi Boys have run into frequent clashes with the police over their methods, which included prompt executions of civilian offenders and suspects. They would seem to be on the verge of disintegration in the face of internal contradictions and the setting of the stage for the 2003 national elections.

The Future

Venturing into the test of predicting the future of the nation-state project in Nigeria is not just a simple task. Suffice to say that major trends such as the explosion of new identities and frequent fragmentation point towards a doomsday for the Nigerian experiment. Nigerians have, however, come to accept the fact that the notion that 'I am a Nigerian' can share the stage with ethnic, state, clan, region, or religious identities.

By way of conclusion, we hypothesize that the nation-state project in Nigeria is likely to materialize when its many inner spaces of increasing sovereignty and according imagined communities are confronted on their own terms and their goals interposed with what would be considered as ideal types of human consciousness. In other words, as Nigerians try to forge a nation with an eye to the dominant mode of national or even supra-national formation in advanced industrial societies, national practices will emerge out of social facts, social and historical experiences peculiar to Nigeria.

The civil war was one of these experiences and a crucial one indeed. It led Nigerians to share collective traumas, out of which developed the widely-held view that war is definitely not the best means for solving the problems emanating from geography from above. Even Ojukwu, the leader of the Biafran venture, has explicitly agreed to this wisdom on a programme on the 30th anniversary of Biafra. True, in the light of subsequent military dictatorships, some Nigerians who had fought the civil war on the other side publicized that they regretted their involvement in 'keeping Nigeria one'. Nevertheless, they did not take the secessionist option when the chips were down between 1984 and 1998, which means that they actually subscribed, beyond circumstantial bitterness, to the nation-state project.

Tens of thousands of people may die in Nigeria, and yet, ethnic groups at war or those contesting new spaces of sovereignty seek settlement through proper power sharing arrangements within an African consensual framework (Mengisteab 1996:106). After Biafra or in spite of it, no ethnic group in Nigeria has sought for outright secession or independence. That is why, though the Igbos could politik about their marginalization, they have not taken MASSOB seriously. Ralph Uwazurike's reference to the uncertainty of the Nigerian is only exhuming the consciousness of Nigerians at the level of geography from below, a consciousness that was nurtured in the decades of territorial engineering from above. Being a Nigerian therefore means to refer to the Nigeria of the nation-state project since a nation-state seemingly remains much more a morally accepted community than a reference to one's ethnicity in a multinational society.

For all that, ethnic groups are not in any way less socially constructed than nation-states and other imagined communities. They are all very heavily, emotionally laden. As a multinational, multicultural society, it is expected that

the nation-state project in Nigeria, should it hold, would lead to the full acknowledgement of a cosmopolitan society. Nigeria is not too far from other similarly plural societies in the world such as India or Indonesia, all of which are colonial constructs that have held on, in spite of frequent crises.

Most Nigerians currently agree that a firm resolve is needed to keep the genuine precepts of federalism but those can only take shape with a Nigerian characteristic. Commitment to federalism goes far beyond sending Nigerian legislators to Switzerland to 'learn the art of creating states', as was done during the civilian rule of Alhaji Shegu Shagari in the late 1970s (Akinola 1996:669). A federalist solution to Nigeria's crises will not emanate from the constitutions of Switzerland, Australia, Canada or the United States, but from the universal and abundant desire of the peoples of Nigeria 'to cooperate with each other through national regulation of a limited number of matters' while, at the same time, retaining their separate identities and remaining 'the competent authority in their own territories for the regulation of other matters' (Ramphal 1979:xiv).

Nigerians feel federal. That is why Nigeria has been the only known remaining federation in the whole British incursion into Africa. Nigerians delight in being the largest concentration of the black race in the world and would therefore want a preservation of the federation. This can only happen through a devolution of power to lower levels, which are not just the newly proliferated local government, but the various ethnic and sub-ethnic groups, clans and villages, some of which are yet emerging as social constructs as communications among Nigerians deepen.

Notes

1. Although Hausa and Fulani are two distinct group identities, they are used as if they are one in Nigeria. The Fulanis had conquered the Hausa in a Jihad some centuries ago and since both languages share some similarities, the Fulanis who are smaller in number adopted the Hausa language in governance. Both groups have since shared similar perspectives on Nigerian politics.
2. All newspapers cited in this chapter are based in Lagos, except the London-based *Africa Today*.
3. This is really an estimation. Margaret Peil (1976:69), for example, points out that 'Nigeria has at least sixty major ethnic divisions and several hundred ethnic groups, depending on how one counts'.
4. A Supreme Court ruling on the case, gave control of offshore oil drilling to the federal government. This has caused a furore with oil producing states especially those with coast lines. The quest of new 'negotiated settlements' has remained on many political agendas ever since.

5. Including in Kano, home state of the purportedly Northern, military-backed candidate Bashir Tofa. On the context of both Abiola's countrywide victory and Yoruba-centered protest of the election annulment, read Ake (2000:97-109).
6. The Aso Rock hills are the seat of the presidential complex in the federal capital Abuja. Chief Solomon Lar, a former chairman of Obasanjo's People's Democratic Party, is a famous Middle Belter politician.

Bibliography

- Ake, Claude, 2000, *The Feasibility of Democracy in Africa*, Dakar, CODESRIA.
- Akinola, Anthony, 1996, 'Where and When Do We Stop?', *West Africa*, 29 April, p. 669.
- Anderson, Benedict, 1991, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 2nd ed., London, Verso.
- Asobie, H. Assisi, 1998, 'Centralising Trends in Nigerian Federalism', in T. Babawale, K. Olufemi and F. Adewumi (eds), *Re-inventing Federalism in Nigeria: Issues and Perspectives*, Lagos, Friedrich Ebert Foundation and Malthouse Press, pp. 14-56.
- Awolowo, Obafemi, 1947, *Path to Nigerian Freedom*, London, Faber and Faber.
- Awolowo, Obafemi, 1968, *The People's Republic*, Ibadan, Oxford University Press.
- Babawale, Tunde, 2001, 'The Role of Ethnic Militias, De-legitimization of the State and the Threat to Nigerian Federalism', paper presented at the 19th annual meeting of the Association of Third World Studies, Savannah Georgia, USA, 11-13 October.
- Ben Arrous, Michel, 1996, *Beyond Territoriality. A Geography of Africa From Below*, Dakar, CODESRIA Working Paper Series.
- Colley, Linda, 1992, *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*, London, Pimlico Press.
- Echezona, Nduba, 1998, *International Politics in the Post Cold War Era*, Akwa, Mekslia Publishers.
- Giddens, Anthony, 1998, *The Third Way: The Renewal of Social Democracy*, Cambridge, Polity Press.
- Green, M.M., 1947, *Ibo Village Affairs*, London, Sidgwick and Jackson.
- Hirschman, Albert O., 1978, 'Exit, Voice and the State', *World Politics*, 31 (1), pp. 90-107.
- Laakso, Liisa and Olukoshi, Adebayo O., 1996, 'The Crisis of the Post-Colonial Nation-State Project in Africa', in A.O. Olukoshi and L. Laakso (eds), *Challenges to the Nation-State in Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, pp. 7-39.
- Lively, Jack and Reeve, Andrew (eds), 1988, *Political Theory from Hobbes to Marx: Key Debates*, London and New York, Routledge.
- Lonsdale, John, 1981, 'States and Social Processes in Africa: A Historiographical Survey', *African Studies Review*, 24 (2-3), pp. 139-225.
- Mengisteab, Kidane, 1996, *Globalization and Autocentricity in Africa's Development in the 21st Century*, Lawrenceville [NJ], Africa World Press.
- Okanta, Ike and Douglas, Oronto, 2001, *Where Vultures Feast: Shell, Human Rights, and Oil in the Niger Delta*, San Francisco, Sierra Club Books.

- Olukoshi, Adebayo and Laakso, Liisa, (eds.), 1996, *Challenges to the Nation-State in Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.
- Olukoshi, Adebayo O. and Agbu, Osita, 1996, 'The Deepening Crisis of Nigerian Federalism and the Future of the Nation-State', in A.O. Olukoshi and L. Laakso (eds), *op. cit.* pp. 74-101.
- Peil, Margaret, 1976, *Nigerian Politics: The People's View*, New York, Macmillan.
- Renan, Ernest, 1882, 'What is a Nation?', in G. Eley and R.G. Grigor (eds), 1996, *Becoming National: A Reader*, New York and Oxford, Oxford University Press, (reprinted) pp. 41-55.
- Ramphal, Shridath, 1979, 'Keynote Address', in A.B. Akinyemi, P.D. Cole and W. Ofonagoro (eds), *Readings on Federalism*, Lagos, Nigerian Institute of International Affairs.
- Smith, Anthony D., 1996, 'Culture, Community and Territory: The Politics of Ethnicity and Nationalism', *International Affairs*, 72 (3), pp. 445-58.
- Tivey, Leonard (ed.), 1981, *The Nation-State: The Formation of Modern Politics*, Oxford, Martin Robertson.

Newspapers and Periodicals

Africa Today
The Comet
The Guardian
The News
Newswatch
The Post Express
Tell
The Vanguard

4

Remapping Kiswahili: A Political Geography of Language, Identity and Africanity

Francis N. Njubi

The great majority of those who speak the Swahili language are not themselves Waswahili. [But] since Kiswahili is still expanding in East Africa [...] there will come a time when future generations of those who are today non-native speakers will themselves be new native speakers (Mazrui and Mazrui 1999:32).

We chose Swahili as the most appropriate cultural language in 1965 for African Americans for three basic reasons. First it is 'non-ethnic' or 'non-tribal' [...]. Secondly [...] it is Pan African in character and so are we, African Americans, who claim all the people and the whole continent of Africa rather than one people or place on the continent. Finally, we chose Swahili as a matter of self-determination (Karenga 1997:123).

This chapter examines the erosion of a set of religious, racial, ethnic, national and class boundaries in East Africa as reflected in the diffusion of Kiswahili, a grassroots lingua franca that continues to spread despite the resistance of westernized elites and cultural nationalists. As Ali and Alamin Mazrui note in the quote above, a growing number of East Africans in the new multiethnic spaces created by the rapid urbanization of the late twentieth century are becoming 'native' Waswahili based on their use of Kiswahili as a first language. This process is most evident in Tanzania, where millions of postcolonial Africans now speak Kiswahili as a first language. As we shall see below, some Tanzanian scholars even believe that the distinctions between Waswahili and non-Waswahili have

been erased completely in Tanzania — even though the core group of Tanzanian ‘Waswahili’ themselves do not seem to accept this total erasure of boundaries.¹

The chapter argues that Kiswahili has facilitated both horizontal and vertical integration by fostering trade and popular-culture links across ethnic boundaries at the grassroots level. The language has facilitated vertical integration, not by eliminating class differences, but by making the socio-economic curve or hierarchy more gradual, rather than abrupt. The diffusion of Kiswahili goes against the grain of the dominant paradigms of globalization, panafricanism and regional integration schemes that seek to impose change from above rather than articulating policy to the reorganization of spatial and temporal relations spreading from below. This reformulation of cultural geographies is creating new linguistic and multiethnic spaces that may foreshadow a dramatic reordering of ethnic, class and state boundaries in East Africa and beyond.

How did Kiswahili become the most widely spoken African language in Africa and the African Diaspora? What is the source of the enthusiasm for Kiswahili in the African world? Why did this language travel from the Indian Ocean coast to the Atlantic coast and across the Atlantic into the African Diaspora in the United States? To answer these questions, we will examine the emergence of Kiswahili in East Africa and trace its evolution from the language of Islam and trade into the language of decolonization and Pan-Africanity. But first, we will examine a controversial question, one which illustrates the relationship between geography from below and the deconstruction of ethnic clichés: who is a Mswahili?

Who is a Mswahili?

The Kiswahili speaking peoples occupy a peculiar position in postcolonial Africa. Numerous groups on the Indian Ocean coast from southern Somalia to northern Mozambique have traditionally referred to themselves as ‘Swahili’. In Kenya, Tanzania and the eastern provinces of the Democratic Republic of Congo, a growing number of urban dwellers use Kiswahili as a first language and they too refer to themselves as Waswahili. The self-identification of the latter as Waswahili stands in stark contrast to the appeal to geography, ancestry or religion that characterized Swahili identity in the past. The result of such a ‘detrribalization’ and secularization process is that Kiswahili would be the unifying bond of a broad linguistic community without clear cut ethnic boundaries, not to speak of an ethnic background.

‘In’ and ‘Out’ Groups

Linguistically we can define anyone who speaks Kiswahili as a first language/mother tongue as a Mswahili. This continues to be a minority in eastern Africa. A minority within this minority, the traditional ‘Swahili people’, who have been speaking Kiswahili for generations, constitute the core group of Kiswahili speakers.

The setting of their communities extends approximately from Lamu to Kilwa for a minimalist appreciation, and from Mogadishu to the city of Mozambique for a maximalist one. However, these Kiswahili speakers tend to choose other identification terms than Swahili:

Nowadays, the term 'swahili' is rarely used by those who are the true members of the coastal mercantile society [...]. Instead identification terms derive from their towns and islands (e.g. waAmu, the people of Lamu, waTumbatu, the people of Tumbatu), more limited ethnic terms such as Bajuni or Hadimu, or ones based upon a shared origin myth, such as Shirazi (Horton and Middleton 2000:17).

Within the core group of native speakers, the term Mswahili has residual racial and class connotations. For many within this 'in' group, a Mswahili is a native speaker of the language who is not known to have any (especially paternal) Arab ancestry and who is a member of the historically underprivileged group of Africans — who were formerly slaves of those with Arab ancestry. The social construction of a negative perception derives:

from the need to label those of slave origins living on the coast and increasingly becoming Muslims. These groups of Muslim Africans came [...] to be known as 'Swahili', especially during the British colonial period when the Christian missionaries and colonial administrators drew 'ethnic' maps of Africa, marked boundaries around groups that appeared to have a single language and some kind of named identity, and then incorrectly assumed that these groups were primordial, stable and unchanging. No African societies have been so and the Swahili are no exception (ibid.:16-17).

Islam remains an important accompanying characteristic of mother tongue speakers. Yet, Islam is not a defining characteristic. In East Africa today, there is a substantial population of mother-tongue speakers of Kiswahili that are not Muslim in religious faith.

For many 'out' group individuals in Kenya, i.e. second or third language speakers, a Mswahili is any African who is, at the same time, a Muslim — even those recently converted to Islam. Islam seems to feature less in the 'out' group definition of Mswahili in Tanzania.² Overall, there is a genuine identification with the legacy of Kiswahili in Tanzania's nationhood without the Islamic qualification. Scholars like Fikeni E.M.K. Senkoro or Saidu D. Kiango, for instance, have repeatedly argued that the term Waswahili refers to all Tanzanians, not to an ethnic group. Kiswahili, they insist, is not the language of an ethnic group but the language of Tanzania and of all Tanzanians.

The diffusion of Kiswahili, a Bantu language, has actually led to the emergence of four groups of Kiswahili speakers:

- the core group, the traditional Swahili people who trace their heritage to the Swahili coast, though they may have migrated to other parts of the region;
- a second and larger group that uses Kiswahili as a second or third language but does not self-identify as Swahili;
- a younger postcolonial generation of East Africans who grew up speaking Kiswahili as a first language and are increasingly self-identifying as Swahili;
- and people of African descent in the United States who have adopted Kiswahili as the language of ritual and Pan-African solidarity.

Members of the postcolonial generation of East Africans and Diasporic Africans constitute the future of the language and are the primary focus of this paper. These new Kiswahili speakers are located in towns and cities that stretch from the Indian Ocean in the east to the Atlantic Ocean and the United States in the west, southern Ethiopia and Sudan in the north to Mozambique and Madagascar in the south. They occupy new multiethnic spaces that reflect both the evolution of regional integration at the grassroots level and the re-evaluation of africaness in the Diaspora.

Since the 1970s, Kiswahili has been used in Kwanzaa, an African American harvest celebration designed to reconnect Diaspora blacks with their African roots. Kwanzaa is observed by over 28 million people of African descent in the United States.³ Dozens of African American universities and colleges teach Kiswahili as a second language to black students (Mulokozi 2002:8). According to Maulana Karenga, the founder of Kwanzaa, Kiswahili was chosen as the most appropriate African language for African Americans because it reflects the syncretic nature of African Americans who claim all of Africa 'rather than one people or place'. Such a borderless claim of Africanity was a 'matter of self-determination', Karenga added. It is this agency that links the adoption of Kiswahili in the Diaspora to the diffusion of Kiswahili on the continent. Postcolonial East and Central Africans have adopted Kiswahili as an act of self-determination. They have adopted the language as an instrument of decolonization, trade and cross-cultural communication in spite of its historical association with slavery and colonialism.

Becoming Waswahili

Who is a Mswahili, then? Since the 1970s, there has been a major East African debate over the meaning of 'Kiswahili' and 'Mswahili'. The debate split Kiswahili scholars into two camps: the 'purists' who insisted that the Waswahili are a distinct ethnic group, and those who claimed that the term 'Mswahili' refers to a language community, not a distinct ethnic group. Scholars who trace their origins to the core group of Kiswahili speakers on the Indian Ocean coast tend to identify with the first category of 'purists'.

Shihabuddin Chiraghdin maintains that the Waswahili are a specific ethnic group. In two major articles titled 'Kiswahili ina Wenyewe' ('Kiswahili has owners') and 'Kiswahili Ubuntu na Ki-Standard Swahili', ('Bantu Kiswahili and Standard Kiswahili'), Chiraghdin (1974a; 1974b) insists that although many groups in the region use the language, it is nevertheless the language of a particular group. Like other 'purists', Chiraghdin claims that 'standard' Kiswahili was a creation of European colonialists and based on an 'underdeveloped' dialect, Unguja, the dialect spoken in Zanzibar. Another purist is Tigiti S.Y. Sengo who deplores the domination of Swahili scholarship by 'foreigners' and what he calls the 'corruption' of the language through de-Islamization and de-coastalization (Sengo 1987).

Among the second group of scholars who consider the Waswahili a linguistic community is Ibrahim Noor Shariff of the University of Dar es Salaam who argued in the early seventies that Swahili identity is based on culture and language use, not ethnic origin. The various Swahili groups, in his pluralistic understanding, include Swahili people of Indian, Arab and even European descent (Shariff 1973). Shariff's definition of Mswahili can be compared to the definition of the term 'Arab' which refers to a linguistic community that includes many 'races' and ethnic groups. This linguistic definition of community can also be seen in Latin America where people of many nationalities and 'races' refer to themselves as Hispanics based on the use of Castilian (Spanish). Thus Shariff defines the Swahili as a diverse community brought together by the use of the language and a shared cultural and political space. His perspective is typical of the nationalists who appropriated the Kiswahili language as a tool of mobilization and resistance during the independence struggle.

A nuanced perspective comes from Mazrui and Mazrui (1998) who argue that Kiswahili is an ecumenical language as opposed to a communalist one. Ecumenical languages, like English, are spoken by people of many nationalities or 'races' while maintaining racial exclusivity. Millions of African Americans speak English as a first language although they are not ethnically or racially 'English'. Communalist languages like Arabic are, in comparison, more inclusive. There are Arabs of many nationalities and colours because Arabism is based on language use and the Islamic religion rather than racial or ethnic origin. Yet it seems that Kiswahili has evolved from an ecumenical to a communalist language. Thus, although the core group of Kiswahili speakers tends to be insular and exclusionary, the growing numbers of first-language speakers of Kiswahili in Kenya, Uganda and the DRC are increasingly self-identifying as Swahili.

Swahili identity, like other African identities, is fluid and assimilative, in comparison to European identities that are race-based and exclusive. The disparate eastern African groups that have adopted Kiswahili as a first language become Swahili in a few generations while the Black citizens of the United Kingdom, who have spoken English as a mother tongue for centuries, cannot become English because Englishness is colour-coded. A Mswahili may simply be defined

today as one of the dozens of millions of Kiswahili speakers in eastern Africa and the Diaspora, among whom are many Christians.

Race, Religion and Patriarchy

Although Islam is a key element within the 'in' group of Waswahili, this religious identity is fractured by the caste implications of race and class. The Arab settlers in Kilwa, Lamu, Mombasa and Zanzibar were slave traders and slave masters who regarded their captives as unfit for the status of Islam. The slave masters nevertheless kept African concubines and considered their male offspring Arabs and Muslims. The female children remained in slavery and were not converted to Islam. Most of the famous Muslim missionaries in the region are not Arabs but former African/Black slaves who appropriated the religion from their unwilling masters.

Postcolonial dynamics have undermined both the racial and class dimensions of Swahili identity but there continues to be a residual racial caste system within the 'in' group that privileges families who trace their ancestry to 'Persian' settlers, the Al-Shirazi. This group of families ruled the region for centuries and maintains its identity through intermarriage. The Al-Shirazi consider themselves 'Persian' even though they are thoroughly integrated with Africans. Their imagined 'Persian' identity stands in contrast to the 'ethnic' identities of the former slaves and the hybrid identities of most Swahili people. The strong identification of the upper caste of Swahilis with Arabs and Persians waned during the immediate postcolonial period but there has been a powerful resurgence associated with the aggressive Islamic proselytization of the last two decades.

Despite this complexity, Swahili cultural studies tend to assign geography a determining role in the emergence of Swahili identity and the Kiswahili language. A closer investigation into this geographic determinism shows that the dominant school of Swahili studies, predominantly located in the West, focuses on the proximity of the Swahili coast to the Arabian Peninsula while marginalizing the actual cultural and geographic affinity of the majority of Kiswahili speakers to the continental mainland.

The case of gender is particularly revealing. During the slavery era, females were brought from the interior to the coast and islands to become the wives and concubines of the slave-trading elite (Eastman 1988). In the early period, the elite group was generally of Arab or Omani origin. The male offspring of these unions, following the ethnicity of their fathers, were thus free, and so adopted an Afro-Arab identity. The females generally remained in slavery although they continued to play the roles of wives, concubines and mothers to the free males. Over time, the paucity of 'pure' Arabs and the demographic predominance of African women led to the complete Africanization of the Swahili elite in complexion, behaviour and culture. As early as 915 AD, the Arab geographer Al

Masud who visited the region noted that the Swahili Muslims of East Africa were ‘very black’ (Nurse and Spear 1985:29).

Even the version of Islam practiced on the Swahili coast was Africanized under the influence of the African women in the upper caste of Swahili society. These women were responsible for introducing various traditions of spirit worship and possession associated with the interior. They also maintained their traditional naming practices, cuisine and dress particularly because only the elite, free Arabized Swahilis could afford the BuiBui (burqa) worn by Muslim women. In addition to this, the Maulidi Festival of Lamu, an annual celebration of the Prophet Muhammad’s birthday has no counterpart in the Middle East and is not accepted as an Islamic tradition by Islamic scholars in Saudi Arabia.

Unlike other Muslim cultures around the world, Swahili Islam is not based on the adoption of Arabic as the language of worship and instruction. Instead, Kiswahili became the language of proselytization throughout the region. The Swahili elite developed an Arab identity without the Arabic language, which is ironic because both the Arab and Swahili peoples share peculiar language-based identities that transcend boundaries of race, ethnicity and nationality.

The Dynamics of Kiswahili Diffusion in Eastern Africa

Throughout its history, Kiswahili has been a language of trade — a language of contact that allows trade across ethnic boundaries. This vehicular function has been the most effective mode of diffusion for the language. It is also the most spontaneous one, requiring no government, religious or educational encouragement from above. However, the advent of European colonization introduced a new dialectic, which made Kiswahili both the language of colonialism and the language of resistance. The language, therefore, is not value specific. That the language may serve many purposes has been confirmed after independence, with the adoption of dramatically different attitudes towards Kiswahili in Tanzania, Kenya and the Great Lakes region.

The Caravan Trade Routes

The geographic range of Kiswahili today closely follows the old caravan trade routes used by the Nyamwezi, Kamba, Yao and Swahili traders since the tenth century. These trade routes were greatly expanded by the nineteenth century slave and ivory trades. They formed the basis of European penetration into the interior after 1875 with Christian missionaries and colonial administrators setting their posts along the ancient paths. Both the Uganda railway and the modern roads built during and after World War I followed the same routes. The missionaries and colonial administrators depended on Kiswahili-speaking guides. Eventually the missionary schools, often built along the ancient trade routes, became portals for the diffusion of the language. Today, the geographic reach of Kiswahili closely resembles maps of the ancient trade routes.

The early diffusion of the language into the interior was facilitated by the trade in slaves, gold and ivory that flourished in the Indian Ocean perimeter tying East Africa, the Arabian Peninsula and India into one economic system. The Swahili were the middlemen of this trade system travelling into the interior of the continent to trade guns, ceramics and textiles for gold, slaves and ivory and delivering these commodities throughout the Indian Ocean region in their sail boats.

Kenyan archaeologist Chapurukha M. Kusimba (1999) shows that the Indian Ocean trade was already well established in the first century AD, when trade between the East Coast, Egypt and Ethiopia was mentioned in the *Periplus of the Erythraean Sea*.⁴ Archaeological evidence from eighth century sites, which includes cowry shells and pottery, testifies that the coastal region was in trade contact with the interior. By the ninth century, gold, ivory and slaves were being exchanged for cloth, ceramics and guns.

From the eleventh century onwards, trade between the interior, Madagascar and the Middle East increased, with pots, cowry shells, textiles and cereals being exchanged for cattle, honey, gold and ivory (Kusimba and Kusimba 2003). Cereals like rice were also being exported from East Africa to India and China. The twelfth century Arab geographer, Al Idrissi, claimed that Indians preferred East African iron. By 1300, Islam was a major dimension of the East African coastal culture connecting the Swahili peoples to the wider Islamic world. The years between 1300 and 1500 are considered the peak of East African civilization with city-states like Mogadishu, Pate, Lamu, Mombasa and Kilwa serving as cosmopolitan centres on the Indian Ocean rim.

It is this trade system that led to the widespread diffusion of the Kiswahili language and Swahili culture, including Islam, throughout the coastal region of eastern Africa between the seventh and sixteenth centuries. Swahili culture, however, never gave rise to a unified Swahili nation. The decentralization of the various city-states worked against their attempts to resist colonization by the Portuguese in the sixteenth century. The Portuguese introduced new and more destructive tactics that included scorched earth policies of burning villages and the enslavement of entire groups. This new colonial power disrupted the Red Sea and Indian Ocean trade and led to the decline of the East African civilization.

The Omani Arabs who replaced the Portuguese as colonial powers in the region in 1682 continued this destructive process of violence and the enslavement of entire communities. They established clove plantations and greatly increased the slave trade. By the mid-1800s, about 50,000 Africans were being sold in Zanzibar's notorious slave markets every year. The slave trade was so lucrative that the Sultan of Oman moved his capital to Zanzibar in 1832, establishing a dynasty that would last till 1964.

The sultan's agents penetrated deep into Central Africa, establishing outposts as far inland as Ujiji, on the shore of Lake Tanganyika. Non-Swahili traders

from groups like the Kamba, Mijikenda and Nyamwezi adopted Kiswahili as a language of trade and spread the language deeper into the hinterland. By mid-nineteenth century, when the German, British and other European colonial powers were moving into the region, Kiswahili was already the lingua franca from Mogadishu to Sofala on the north-south axis, and from the Indian Ocean to the Shaba Province in the present-day DRC on the east-west axis.

Colonial Codification and Its Failure

The spread of the Kiswahili language in eastern Africa during the colonial period illustrates the complex relationship between language and power. The missionaries initiated this process by learning Kiswahili and employing Kiswahili-speaking catechists in their proselytization efforts. German missionaries in Tanganyika territory transliterated the Kiswahili language from Arabic to Roman script and produced the first Kiswahili dictionary and grammar (Wright 1965). Codification served two purposes. One was practical: Kiswahili provided a means of communication between the missionaries and Africans. The other was ideological: by writing it down, the missionaries attempted to control the language and the discourse between them and the Africans.

The codification process went through a succession of genres. The earliest manuals were merely parallel lists of words in Kiswahili, several other African languages, and their English, Belgian or German translations. Such lists reflected the functional needs of geographic expeditions and military campaigns. The consolidation of colonialism in the twentieth century led to a shift, from descriptive appropriation to prescriptive imposition. Missionary educational systems and colonial administrations became established, and the purpose of Christian indoctrination in schools and churches was to create a subservient labour force for the colonial government. The missionaries were critical instruments of colonial hegemony. They constituted the propaganda brigades of the colonial government, charged with indoctrinating Africans through schools, churches and hospitals. Indoctrination was an important ideological component of the colonization process. As a 1924 report of the Ministry of Education in the Tanganyika Territory put it: 'the school is the centre of all government propaganda work'.

Colonial language policies in East Africa tended to change dramatically depending on time and space. In the British-controlled regions, the Europeans had very different ideas about the use of Kiswahili depending on whether they were administrators, settlers or missionaries. The settlers in Kenya strongly opposed the teaching of English to the Africans because they wanted to use language as a means of maintaining social distance. They insisted on using Kiswahili in dealings with Africans even in cases where the Africans were more proficient in English. In contrast to the settlers, the colonial administration felt the need to teach Africans rudimentary English because they needed literate workers to

maintain records in the schools, courts, police stations and other government offices. The Germans in Tanganyika were more consistent in their conviction that Africans must not be allowed to acquire European languages. As a result, the Germans promoted Kiswahili use as the language of administration more aggressively than the British.

Thus, European colonization de-coupled the language from its erstwhile association with Islam and Arabism. At the same time, the indirect rule system of colonialism established by the British elevated the Arabic-speaking Swahili minority a notch above the African Kiswahili speakers: the colonial ideology of racism re-inscribed the Arab identities of the elite Swahili families. This policy led to a reduction in the number of core Kiswahili speakers in the region because Swahili identity was associated with ex-slave status.⁵ Ironically, the use of Kiswahili as a lingua franca was expanding just as the core-Swahili identity was shrinking.

In addition to the emphasis on Kiswahili in colonial schools, churches and administrations, the language was adopted as a lingua franca in urban areas that became new multiethnic spaces during the colonial period. Rural-urban migrations were driven by the seizure of Africans' land by colonial settlers, the imposition of taxes and the emergence of a money-economy that forced former subsistence farmers to seek cash incomes. This new form of remuneration was available in the growing urban areas where the colonialists needed cheap labour in their homes, service industries and mines. One major challenge that faced the colonialists and the migrants, however, was the hundreds of languages that East Africans spoke. Kiswahili, a local language closely related to the Bantu languages spoken in the region, became the language of choice in the urban areas.

The case of Shaba Swahili, sometimes called Kingwana or Congolese Copperbelt Swahili,⁶ epitomizes this process. Kiswahili reached the Congo with Arab trade caravans of the eighteenth and nineteenth centuries. During the colonial period, thousands of workers from present-day Angola, Zambia, Malawi, Tanzania, Burundi and Rwanda migrated to the region to work in the copper mines. New multiethnic spaces emerged in mining communities (now cities) like Lubumbashi, Likasi and Kolwezi. Kiswahili was chosen as the solution to the linguistic diversity of the workers in the region, giving rise to Copperbelt Kiswahili, which was heavily influenced by local languages including Kiluba-Shankadi, Ciluba-Kasai, Kisanga, Kibemba and Kihemba.

In his study of Belgian attempts to regulate the introduction of Kiswahili in the Shaba province, Johannes Fabian (1990) argues that the manuals and vocabularies put out by the colonial government codified a language spoken by no one; not the Africans, who instead spoke a wide variety of context-specific versions of Kiswahili, and not even the whites, who quickly discarded the rules and vocabulary of the textbooks for individualized pidgins. The manuals themselves were not consistent. Some presented crude pidgins that allowed colonialists to shout orders at Africans while others presented a purified and

rationalized Kiswahili that was equally alien to Africans. Thus, the colonial attempts to control and domesticate Kiswahili through codification were a comical failure.

By 1910, Kiswahili had established itself as the lingua franca in the Katanga region. The Belgian colonizers gave it official recognition partly in an attempt to differentiate the region from the British territories in the south. Attempts to create language manuals to teach incoming Europeans resulted in varieties of Kiswahili ranging from the crude pidgins of the early years to complicated and improved forms of the 1930s.

This experience of the Belgians demonstrates that language is extremely difficult to control. Whatever the writers of the language manuals thought they were doing, they failed to impose their version of Kiswahili even on the white settlers.

Decolonizing the Language

After independence, Tanzania aggressively promoted Kiswahili as the language of national unity and the vehicle for its Ujamaa (self-determination) policies. Kenya also adopted Kiswahili as a co-national language along with English, but the government was much more ambivalent. Uganda is still a different case: while this country has never implemented a formal language policy that includes Kiswahili, the military regime of the 1970s used it as the language of command and the current government led by Yoweri Museveni also promotes the use of Kiswahili at every level. Beyond these policy differences, however, Kiswahili continues to spread in the region. Even in Uganda, where the language is associated with the military, Kiswahili's role as the lingua franca of the masses remains unchallenged. Indeed, the language has expanded its geographic reach into Rwanda, Burundi and the DRC, where it has become the language of the political elite in Kinshasa over the last decade. In the following pages, we examine the role of Kiswahili as the lingua franca of the masses and the ways in which this has forced postcolonial politicians and administrators in Tanzania, Kenya and Uganda to use it as the language of mobilization despite their preference for English as the language of prestige and education.

Kiswahili in Tanzania

The selection of Kiswahili as the national language in Tanzania and Kenya was unique on the African continent (Mazrui and Mazrui 1999). Yet, rather than being visionary, this selection was merely realistic because Kiswahili was already the lingua franca in the region. What was visionary was the decision by TANU⁷ (later Chama cha Mapinduzi) to articulate Kiswahili to Ujamaa, the innovative policy of socialism for self-reliance articulated in the Arusha Declaration of January 1967 (Nyerere 1968:231-50). The link between language and self-reliance was to prove critical for the hegemony of both Ujamaa and Kiswahili in the

postcolonial history of Tanzania (Pratt 1976). Here, we have a clear connection between language policy and the development of an indigenous African knowledge system that sought to 'decolonize the minds' (Ngugi wa Thiong'o 1986) of Tanzanians while delinking the country's political economy from the clutches of neo-colonialism.

The policy of Ujamaa enlisted the power of culture to advance the cause of liberation from neo-colonial economic structures. This holistic strategy of both cultural and economic liberation was discussed elsewhere under the rubric of 'national culture' but only implemented in Tanzania. While other countries like Kenya, Uganda and the Congo focused on the promotion of symbols of national culture such as flags, national dresses and patriotic songs, Tanzania's program of self-reliance actually plunged into the difficult process of building a 'national culture' and promoting a new way of life through the use of an African language.

Among the most successful of Tanzania's language programs, was the promotion of Kiswahili as the language of literature and popular culture. Tanzania has developed a vibrant indigenous literature and literary community that is unique on the African continent. This literary culture tapped into the centuries-old tradition of dialogic verse in the African communities of East Africa and built it into a national treasure. The poetic tradition of Mashairi, for instance, was appropriated by the anti-colonial forces and honed to perfection as a tool of decolonization. It was also used to promote Ujamaa after 1967 but had, by then, taken on a life of its own and become a dialogue between the poet and the politician. Thus, the poetic tradition mobilized to promote self-reliance became the conscience of the movement. In a tradition forged by the test of time, critics of Ujamaa programs turned to Mashairi to express the perspectives of the targets of government policies from above.

The major Kiswahili language newspapers publish local poetry in each issue. As early as 1967, a study found that the poetry was one of the major reasons for their popularity, with themes ranging from politics and moral or philosophical commentaries to observations of daily life (Condon 1967). The study showed that the level of awareness of the policies and meaning of Ujamaa was very high in the popular poetry published in the Kiswahili newspapers (ibid.:350-54). Poems are also read and sung on the radio and used in schools as a teaching tool.

According to Jan Blommaert, the attempt to control literature from above was ambiguous and contradictory (Blommaert 1997:5). Many Tanzanian intellectuals were committed to the radical course of Ujamaa and involved in nation building but were also critical of the implementation of the programs. Some of these intellectuals became a major source of annoyance to party officials. At the same time, however, the ideals of Ujamaa and African socialism struck a chord in the non-elite popular culture. The charismatic Julius Nyerere was himself a master in Kiswahili,⁸ and this skill has facilitated his communication with the populace.

Despite the limited success of Ujamaa in delinking Tanzania's economy from neo-colonial structures, the country's attempt to decolonize its culture and construct a new way of life based on indigenous African knowledge systems was much more successful than other Kiswahili speaking countries in the region. Its language for self-reliance program was also much more successful in forging national unity and horizontal integration across ethnic groups compared to Kenya, Uganda and the DRC. Tanzania has managed to avoid the ethnic frictions that have marred the independence era in the other three major Kiswahili speaking countries, even though it continues to face religion-based challenges in its federation with the islands of Zanzibar and Pemba.

Kiswahili in Kenya

In contrast with Tanzania, Kenya's elite is firmly Anglophone. Leaders tend to deride indigenous traditions and institutions and openly flaunt western lifestyles. Since the colonial period, Kiswahili in Kenya has remained a second-class language, used in the informal economy and to give orders to subordinates. The British settlers even developed a childish pidgin derisively called 'KiSettla' with a limited vocabulary and syntax that they used to communicate with Africans. They insisted on using KiSettla to maintain social/racial distance even when the Africans they were addressing were educated and spoke better English.

The British also tried to control the evolution of Kiswahili by codifying 'Standard Swahili', a process that stunted the growth of the language by favouring certain dialects and overlooking others (Marshad 1993). Even more disturbing is the intellectual insecurity of indigenous Kiswahili scholars who have been forced to defer to so-called 'experts' of the Kiswahili language from Europe and the United States. Thus, we find Kenyan scholars of Kiswahili language refusing to use authentic Kiswahili words because they do not appear in the Johnson Dictionary — a standard dictionary published in 1939 by the Inter-Territorial Language Committee of the East African Dependencies under the direction of its Secretary, Mr. Frederick Johnson.

The colonial intervention in the structural development of Kiswahili in Kenya was contradictory, episodic and self-serving. Language policy was adjusted frequently according to circumstances. The use of Kiswahili as the language of instruction in schools was not motivated by a need for mass literacy, but by the administration's need for literate workers in district offices, police stations and the military. The missionaries also adopted Kiswahili because they found a language already rich in religious lexicon and the settlers used it, as already mentioned, to keep Africans at a distance. Kiswahili seemed like a natural choice for the colonialists until they realized that the Africans were using it as an instrument of multiethnic mobilization against colonial rule. Determined to deny the Africans this tool of integration and resistance, the British reversed their language policies and introduced English as a mandatory language in schools.

Kiswahili became the language of multiethnic mobilization during the independence movement. Politicians, songwriters and journalists chose it as the medium of nationalism. After independence, however, the leadership embraced English in all spheres of Kenyan life. The expected social, political and linguistic changes relevant to the African heritage and environment never materialized. Instead, the independence era politicians adopted the parallel development schemes of the colonialists. They promoted English as the language of the educated elite and Kiswahili as the language of the masses, the result being that most Kenyans understand and speak Kiswahili but only the privileged speak English.

The position of the elite is that Kenya has been forced by circumstances to hold onto its colonial linguistic heritage because English is the language of technology, international trade, diplomacy and education. Thus, English is the language of instruction in schools with Kiswahili being taught as a subject. After decades of the promotion of English in Kenya, there is incontrovertible proof that students have been severely handicapped by the misguided choice of English as the medium of instruction. Millions of Kiswahili-speaking Kenyans have also been denied meaningful participation in the affairs of the state because of this linguistic barrier. They are forced to obey laws they cannot understand, sign documents they cannot decipher and live on streets with names they cannot pronounce.

The ambivalence displayed by Kenyan leaders in the promotion of Kiswahili has been a source of concern for nationalists. Although Kiswahili is spoken by over ninety per cent of the population and has been the national language since 1975, the political leadership has shown a profound ambivalence in its language policies. It is because of pressures from below that an English-speaking elite has been forced to learn and promote Kiswahili as the language of national integration.

At independence, the government of the late president Jomo Kenyatta strongly endorsed Kiswahili on both political and ideological grounds. Mzee Kenyatta's Kiswahili was superb. He gave most of his speeches outside the capital in Kiswahili. As a rhetorical device, his Kiswahili was more developed than his English (Mazrui and Mazrui 1999:205). Other politicians in Kenya followed suit. Kiswahili was, and remains today, a necessary requirement if one seeks national political office in Kenya. Yet the promotion of Kiswahili in Kenya was not motivated by egalitarianism as in Tanzania. Kenya promoted Kiswahili as a tool of horizontal integration and political expediency. The gap that English continues to create between the elite and the masses was acceptable to a regime that sought to develop a competitive African entrepreneurial class. Kiswahili was seen only as an instrument of 'political penetration and socio-economic intercourse at the grassroots level' (Ibid.:206).

Nevertheless, the Constitution of Kenya requires that members of parliament be bilingual in Kiswahili and English. This requirement did not increase the

number of non-English speakers in parliament, but it did strengthen Kiswahili by excluding those who only spoke English. In 1985, the Moi government made Kiswahili a compulsory examinable subject in the country's primary and secondary schools. This linguistic policy has strengthened Kiswahili's position in the nation and is likely to promote both vertical and horizontal integration.

Kiswahili in the Great Lakes Region

Kiswahili is widely understood and spoken in Uganda especially among Muslims in major urban centres. Its status is complicated, however, by religious (Christian-Muslim) and regional (north-south) conflicts, the latter having both ethnic and religious connotations. Kiswahili ran into resistance from the Baganda, the dominant ethnic group in Uganda, shortly after its introduction by the missionaries. Kabaka Daudi Chwa, the King of the southern kingdom of Buganda, declared:

It is quite unnecessary to adopt the Ki-Swahili language as the Official Native Language in Buganda, and I am entirely opposed to any arrangements which would in any way facilitate the ultimate adoption of this language in place of, or at the expense of, their own language (quoted in Whiteley 1969:70).

The Baganda have been resisting Kiswahili because it was the language of the northern dominated army during the colonial and immediate postcolonial periods. The resistance of the Baganda is also based on nineteenth century power struggles when Christians lost power to Kiswahili-speaking Muslims. For many Ugandans, Kiswahili was the language of the military and police.

There also remains a gender divide in Uganda where the majority of Kiswahili speakers are males because of their role in the colonial and postcolonial military structures. Kiswahili was the lingua franca of the King's African Rifles, an African army led by European officers that the British used to maintain their hegemony in the region (Mazrui and Mazrui 1998:16). During the postcolonial period, Kiswahili has continued to be associated with the military in countries like Uganda, Rwanda, Burundi and the Democratic Republic of Congo. In postcolonial Uganda, the military government of the 1970s gave Kiswahili a national status and expanded its use in administration, schools and the mass media. The remarkable relationship of the language to the Ugandan military continues today with its adoption as the official language of the National Resistance Army led by Yoweri Museveni.

Kiswahili became increasingly important in the NRA not only because many of the soldiers already had a command of the language, but also because of the secret participation of fighters from the Rwanda Patriotic Front, an Anglo-phone and Kiswahili-speaking army which is now the ruling party in Rwanda. The role of Kiswahili in the realignment of military and political power in the region is further underlined by its adoption as the language of command in the

multiethnic army of former president Laurent D. Kabila and eventually one of the official languages in the Democratic Republic of Congo.

Recent events in the DRC have seen a dramatic remapping of language in the region. The defeat of the Mobutu regime in 1998 by easterly opposition forces brought the language to the west and elevated it to a national status once enjoyed by Lingala. Kiswahili is now the language of the military and political administration. The current and former presidents of the DRC and their closest advisors are more comfortable with Kiswahili than either Lingala or French. Even the new currency in the DRC is issued in Kiswahili, French and Lingala.

The strengthening of political and military ties in the Great Lakes region has influenced the linguistic remapping process. These ties have brought political and military advisers and business relations with countries like Uganda, Burundi and Rwanda increasing the influence of Kiswahili speakers in the DRC. Thus, by historical accident, Kiswahili has played a prominent role in the current realignment of political forces in the region and the undermining of political boundaries inherited from the colonial period.

The Number Issue

The remarkable counter-penetration of Kiswahili in an era of globalization dominated by European languages is an unlikely story that has largely slipped below the radar of social scientists, in both Africa and the West. This ignorance is all the more stunning when one considers the number of people speaking Kiswahili.

Most studies of the language tend to underestimate the number of Kiswahili speakers. It was suggested in the 1980s that native speakers were about 5 million (Holm 1989) but none of the major studies of Kiswahili identity (Eastman 1971; Nurse and Spear 1985; Middleton 1992; Allen 1993; Caplan 1997; Mazrui and Mazrui 1999) gives any estimate of the total number of Kiswahili speakers. While this may be due to the fact that Swahili identity is always in a state of flux, the consensus in the West seems to be that there are no more than 50 million Kiswahili speakers worldwide. This figure is outdated because it does not take into account population movements since the 1970s. Kiswahili scholars in Dar es Salaam argue that Kiswahili speakers are 'about 80-100 million' (Mulokozi 2002:6). A re-examination of census data and secondary sources shows that the figure is actually closer to 120 million:

- Polome (1967) claimed that over 90 per cent of Tanzanians were competent speakers of Kiswahili. In mid-2003, Tanzania's population was estimated at 35.4 million.⁹ This means about 31.9 million Kiswahili speakers in Tanzania alone.
- Assuming that the same percentage applies in Kenya, a country with an estimated population of 31.6 million in 2003, there would be about 28.4 million Kenyan speakers of Kiswahili.

- In Uganda, it was suggested about three decades ago that 35 percent of the population could hold a conversation in Kiswahili (Ladefoged et al. 1972:35). If Uganda's population is now about 25.3 million, then we are talking about an estimated 8.9 million Kiswahili speakers in this country.
- Regarding the DRC, Mazrui and Mazrui (1999:15-16) note what follows: 'as independence approached, a quarter of the population [...] could speak Kiswahili at one level or another. Thirty years later the proportion is nearer a third of the population'. If the population in 2003 is 56.6 million, Kiswahili speakers in the DRC are about 18.8 million.

These four countries alone — Tanzania, Kenya, Uganda and the DRC — are thus host to about 88 million Kiswahili speakers. If we add at least another 30 million Kiswahili speakers (my estimate) in countries like Somalia, Djibouti, Comoros, Mauritius, Madagascar, Mozambique and Malawi, the total number of Kiswahili speakers increases to 118 million.

Most of the figures used in this rough survey are from the 1960s and 70s. Given the fact that the last two decades have seen massive population displacements and repatriation — especially from Tanzania and Kenya to Ethiopia, Rwanda, Burundi and the DRC — the population of Kiswahili speakers has continued to grow. According to the United Nations High Commission for Refugees, over one million Rwandans and Burundians spent decades in Tanzania and Kenya before being repatriated in the 1990s (UNHCR 2000). With another million refugees from countries like Ethiopia and Sudan, the total number comes to at least 120 million Kiswahili speakers in eastern Africa.

Add to this the growing numbers of Kiswahili speakers in the United States. As will now be seen, the spread of the language to the African Diaspora raises new and interesting questions about the nature of Africanity and its contributions to global culture in an era of globalization.

Return to the Source: The Language of Pan-Africanism

During the 1960s, the African Diaspora was rejuvenated by what Ronald Walters calls the 'new' or 'modern' Pan-Africanist movements (Walters 1993). Walters argues that the independence of African countries led to a re-evaluation of blackness in the United States. African American youth began to explore their cultural heritage in Africa and to adopt a Black/Pan-African identity.

This new generation was influenced by the African Consciousness of Malcolm X and the Black Power movement. Malcolm X had visited many independent African states, became the first African American to address an OAU Summit at Cairo in July 1964. He called on Africans to take on the African American cause at the United Nations and told Black Americans to join Africans in their fight for freedom. By 1967, the Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) and the Black Panthers had become anti-imperialist and

Third Worldist. Stokely Carmichael, for instance, emphasized the African dimension of the SNCC and defined the Black Power movement as a part of the Pan-African struggle for liberation. Bob Moses attended OAU meetings in 1965 and 1966. Cleveland Sellers also attended OAU meetings and was invited to organize the Dar es Salaam Pan-African Congress of 1974.

In this last part of our chapter, we will assess the role played by Kiswahili in the African American quest for an African identity.

'Bigger than Tanzania'

In the academic arena, the turn to Black Power led to a confrontation with liberal white-led organizations like the African Studies Association (ASA). In 1969 Black activists, scholars and students disrupted sessions at the ASA convention to underscore their demand for proper representation on the association's board. The group also wanted the ASA to take a more public and radical stand on apartheid and the situation in Southern Africa. When the ASA rejected their demands, the Black Africanists formed a separate organization called the African Heritage Studies Association (AHSAs). Led by John Henrik Clarke, the AHSAs adopted a radical, anti-apartheid and pro-armed struggle position from the outset. Africans and African Americans were re-establishing radical ties that had been severed by anti-communism in the United States. The theories and activities of African revolutionaries like Julius Nyerere, Amílcar Cabral, Agostino Neto, Nelson Mandela and Eduardo Mondlane heavily influenced African American activists (Walters 1993).

In September 1970 Imamu Amiri Baraka convened the Congress of African Peoples (CAP) which he linked to the long tradition of Pan-African congresses going back to the London conference of 1900 (Baraka 1972). He was one of the new black nationalists who were redefining Black identity in the Diaspora. As one of the founders of the Black Arts Movement, Baraka was a product of the 1970s Black Nationalism when playwrights, novelists, songwriters and artists reflected the rediscovery of Africa and their radical political critique.

The Congress of African Peoples was an expression of this Pan-African sensibility in the Diaspora. It included a remarkably diverse group of African American radicals, liberals and nationalists. Among the speakers were Guinea's Ambassador to the United Nations El Hajj Abdoulaye Toure, Whitney Young, Louis Farrakhan, Julian Bond, Mayor Richard Hatcher of Gary, Breadbasket's Rev. Jesse Jackson, Imari Omatere from the Republic of New Africa, Ralph Abernathy of the Southern Christian Leadership Conference (SCLC) and Kenneth Gibson newly elected mayor of Newark.

The theme of the congress was 'Unity Without Uniformity' bringing together activists and legislators of disparate ideological orientations. The participants were divided into eleven workshops discussing technology, economics, education,

communications and politics. An 'ideological statement' adopted by the delegates on 6 September asserted that 'all black people are Africans', and that 'as Africans, we are bound together Racially, Historically, Culturally, Politically and Emotionally'. The statement focused on the need to develop a program to ensure unified action in the Pan-African world. To achieve this unity the ideological statement outlined the 'Four Ends of Black Power':

- (1) self-determination and the development of alternative political and economic institutions;
- (2) self-sufficiency through cooperative economics (UJAMAA);
- (3) self-respect by building a global revolutionary culture;
- (4) and acceptance of the need for self-defence (Baraka 1972:vii).

Thus, the CAP manifested a new kind of Diasporic Pan-Africanism that was nationalist rather than the traditional liberal/reformist posture that had been adopted by the Pan-African Congresses organized by Du Bois. As Baraka indicated in his introduction to the proceedings, the coordinating committee of CAP wanted to move beyond the 'radical' perspectives influenced by Marxism. Its search for an 'African perspective' was heavily influenced by Julius Nyerere's theory of Ujamaa, a form of cooperative economics based on the tradition of collective ownership and work patterns of some African ethnic groups.

According to Charles E. Cobb Jr, many of those who had been involved in the southern civil rights movement were running out of ideas in the late 1960s. The white establishment in the United States had co-opted movement leaders and marginalized the more radical spokesmen. Meanwhile, African countries were forging ahead with decolonization and experimenting with exciting ideas about racial equality, human rights and economic development. Within this rubric of African thought, it was Julius Nyerere's ideas about Ujamaa and Pan-Africanism that most influenced African American activists (Cobb 2001). Although there were ideas and processes specific to Tanzania underway, it was Nyerere's commitment to Pan-African liberation movements, the Africanness of Tanzania, that reached out to African Americans. Nyerere's ideas about African socialism and education for self-reliance (Nyerere 1968:267-90) deeply influenced the new generation of African American activists. As Cobb puts it:

Self reliance, a term that reached many of us via President Nyerere's important writings on Education for Self Reliance, seemed bigger than Tanzania. And relevant to my neighborhood, too. Ujamaa seemed more than a Swahili phrase defining rural cooperative efforts in Tanzania. These two terms, 'ujamaa' and 'self reliance', became for a time part of the African American political lexicon (Cobb 2001).

Scores of African American activists travelled to Tanzania where they found a highly politicized nation that hosted several Pan-African liberation movements, opponents of neocolonial African regimes and progressive intellectuals.

Kiswahili and the Kwanzaa Movement

It is no surprise that African American activists chose Kiswahili as the language of contact with Africa. Kiswahili was chosen for Kwanzaa celebrations, says Maulana Karenga (1997:1), in an attempt to 'create, recreate and circulate African culture as an aid to building community, enriching black consciousness, and reaffirming the value of cultural grounding for life and struggle'. At the heart of the Kwanzaa celebrations of community and cultural heritage, are seven principles based on Mwalimu Julius Nyerere's philosophy of *Ujamaa*. These seven principles, or *Nguzo Saba*, are taught and discussed in Kiswahili. They are: *Umoja* (unity), *Kujichagulia* (self-determination), *Ujima* (collective work and responsibility), *Ujamaa* (cooperative economics), *Nia* (purpose), *Kuumba* (creativity) and *Imani* (faith). In addition to the seven principles, the Kwanzaa celebrations include several symbols for each principle and the use of Kiswahili for greeting and rituals during the celebration.

Kwanzaa is based on a creative cultural synthesis of continental African and African Diasporic cultures. The continental African elements are syncretic in that they are a synthesis of various cultural values and practices from different African peoples across the continent. The choice of first-fruits celebrations was based on the fact that such celebrations were prevalent throughout Africa and thus had a Pan-African character. These celebrations were also relevant to building community, family and culture because of their common aspects of ingathering and recommitment. Finally and most importantly for our purposes Kwanzaa is based on 'self-conscious commitment to tradition and reason' (Karenga 1997:13). Karenga stresses that the selection of Kiswahili, a 'non-tribal' and 'non-ethnic' Pan-African language, for Kwanzaa celebrations, rituals and naming practices is a matter of self-determination (Ibid.:123). This self-conscious selection of Kiswahili is rooted in a critical reason that enables Kwanzaa adherents to shape their future in conjunction with the most progressive trends on the African continent.

Kwanzaa emerged in the midst of the Black Freedom Movement of the 1960s. It reflected a desire among African Americans to resolve the crisis of 'double consciousness' by maintaining their identity as Africans. As Amilcar Cabral once put it, in a different context though, it is only through a spiritual and physical 'return to the source' that Africans in the Diaspora can build an 'identity with dignity in the context of national liberation' (Cabral 1973). This dignified identity is what Du Bois was referring to when he wrote that he wanted to merge his 'double self into a better and truer self' (Du Bois 1903). Du Bois

managed to build this dignified identity through Pan-Africanism and the commitment to the liberation of all people of African descent whether in the Diaspora or on the continent. The Kwanzaa celebrations and the adoption of Kiswahili as the language of Pan-African identity have taken this self-reflective and symbolic 'return to the source' one step farther (Warren 1990; Temu 1992). Kwanzaa has reconnected African Americans with both the past and the future of African cultural landscapes.

More recently, Kiswahili has been adopted in the commemoration of the 'Maafa' (Kiswahili for mass killing, destruction), an annual reflection on the impact of the slave trade on global Africa. Maafa ceremonies include music, plays and the placement of monuments in the Atlantic Ocean in memory of the lives lost during the Middle Passage. This association of Kiswahili with Africanity and its role as the carrier of memory and identity is among the most fascinating of the language's functions in the African world. The enthusiasm for Kiswahili reflects a need for Pan-African solidarity, a desire for reconnection with the homeland and with other people of African descent. In addition to its adoption as the language of ritual, Kiswahili has become the second language of choice in Black, Pan-African and Africana Studies programs throughout the United States. Over 37 universities in the United States are offering Kiswahili as a subject at both undergraduate and graduate level.

This interest in Kiswahili in the Diaspora has gone full circle with Kiswahili speakers in East Africa expressing intense interest in the study of Kiswahili in the Diaspora. At a recent Swahili cultural festival in Lamu, for instance, a renowned Kiswahili scholar and poet Sheikh Ahmed Nabhani warned that the centre for learning Kiswahili was shifting from East Africa to the Diaspora. 'If we are not careful, we might end up sending our own children to study Kiswahili in the US', Sheikh Nabhani warned.¹⁰ This transcontinental dialogue over the language marks a new stage in the evolution of Kiswahili into the language of Africanity.

Conclusion

In its formative stages, Kiswahili was the language of the Swahili people and East African Islam. This close identification with Islam soon waned, however, as Kiswahili became the language of trade and cross-cultural communication. The postcolonial governments of Kenya and Tanzania made Kiswahili an official language because it was widely spoken and understood in the region. From the outset, therefore, a geography from below has undermined colonial or postcolonial boundaries. In both Kenya and Tanzania, there were national elites who resisted the adoption of Kiswahili for a variety of class and nativist reasons. However, the language was useful on a day-to-day basis and its usefulness transcended its historical baggage as the language of the slave raider and the colonial administrator.

Since independence, the governments of Kenya and Tanzania have continued to use Kiswahili as the language of administration and political discourse. In some respects, therefore, the language continues to be implicated in the circuits of power. At the same time, however, it continues to be used by rebels in the Great Lakes region as a language of multiethnic mobilization. We argued in this chapter that the language is not value specific. Its standardization and use in the educational system has forged a national identity and contributed to political stability in Tanzania, a country that boasts 140 languages. In Kenya, Kiswahili is the language of government, commerce and popular culture.

The role of Kiswahili as the language of inter-ethnic trade and employment has been the most spontaneous of its historical functions because it depends on little formal education and government policy (Mazrui and Mazrui 1998:172). This economic role is closely related to the role of Kiswahili as the language of migrant workers and urban dwellers in the region. In the mineral-rich Shaba Province of the DRC, for instance, Kiswahili was adopted as the practical solution to the multiethnic spaces created by the establishment of mining towns.

Kiswahili has helped the horizontal integration of disparate ethnic groups at the grassroots level. This is a trend that is likely to continue in the years to come. The diffusion of Kiswahili across all sorts of boundaries is facilitated by transnational (often-illegal) trade and migrations. Rural-urban migrations and the massive refugee migrations of the 1970s and 1980s have made Kiswahili speakers of millions of urban dwellers and former refugees in Rwanda, Burundi, Sudan, Somalia and Ethiopia who spent decades in Kenya and Tanzania before returning home in the 1990s.

The rapid diffusion of Kiswahili from below is most evident in the multiethnic spaces created by the urbanization of the last few decades. The first generations of urbanized East Africans learned Kiswahili as a second language, as the language of work and multiethnic communication. Many of their children, however, were born in the cities and grew up speaking Kiswahili as their first language. Thus, a new postcolonial generation in the urban areas has been Swahilized. Islam and Arabism no longer circumscribe this new Swahili identity (Mazrui and Shariff 1994). Instead, we have a Swahili identity that goes beyond the boundaries of religion and geographic location. It is an identity based on a complex foundation of amalgamated traditional and popular cultures that is rapidly constructing a new language-based polity in the eastern African region.

Kiswahili evolved from the language of slavery and colonialism to the language of Pan-Africanism, migration and postcolonial national liberation movements. Kiswahili has continued to spread during the postcolonial period reaching the Atlantic coast of the DRC and across the ocean into the African American and African immigrant communities of the United States. In July 2004, the African Union's Council of Ministers endorsed Kiswahili as one of the official languages of the AU.

The uniquely African phenomenon of Kiswahili diffusion challenges common assumptions about the sources of social change. It interrupts the neat linear progression from pre-colonial to colonial to postcolonial posited by Western temporal theory. The diffusion of Kiswahili in East Africa, the Great Lakes region and the African Diaspora demonstrates the limitations of state-centred theories of identity and Africanity. The fact that ordinary East Africans have continued to adopt the language despite the emphasis on English in schools, businesses and government exposes the alienation of the westernized, English-speaking elites in contrast to the dynamic cultural evolution of the majority of the population.

Both Kenya and Uganda have emphasized the use of English in schools and government service while Rwanda, Burundi and the DRC have emphasized French. Even Tanzania, which promoted Kiswahili as the language of popular culture, education and government in the 1970s, continues to use English as the language of instruction in higher education (Roy-Campbell 2001:10-13). Yet Kiswahili has continued to spread because of its utility as a vehicular language — a language of trade and cross-cultural communication across ethnic, national and class boundaries for millions of people.

This parallel cultural evolution has profound social, economic and political consequences for postcolonial East African society. It suggests that social scientists and development agencies need to reconnect with the grassroots in an effort to understand how and why the culture of the ordinary East African has evolved at variance with the policies of postcolonial African governments and their international sponsors. The widespread adoption of Kiswahili at the grassroots level suggests that cultural processes are at least as important as political and economic factors in undermining colonial boundaries. The emergence of a new regional language community that transcends state and ethnic boundaries, calls for a renewing of research perspectives that could potentially transform scholarship in Africa and beyond.

Notes

1. The term Kiswahili refers to the language while Mswahili (singular) and Waswahili (plural) refer to the people.
2. Personal interview with Alamin Mazrui, 6 June 2000.
3. See www.officialkwanzaawebsite.org
4. The *Periplus* is a shipping guide written by a Greek merchant based in Alexandria (Vincent 1998).
5. Adriaan Prins (1961), for instance, argued that by the 1930s Swahili had become a euphemism for former slave, causing census figures in Kenya to plunge from 34,000 in the 1920s to 2,000 in 1931.

6. *Shaba* means copper in Kiswahili.
7. Tanganyika African National Union.
8. He translated two of Shakespeare's plays, *Julius Caesar* and *The Merchant of Venice*, into Kiswahili (Mazrui 1996).
9. All population numbers in this section are taken from the *World Population Data Sheet 2003* of the Population Reference Bureau (2003:5).
10. *Daily Nation* [Nairobi], 8 November 2001.

Bibliography

- Allen, James de Vere, 1993, *Swahili Origins: Swahili Culture and the Shungwaya Phenomenon*, London: James Currey.
- Baraka, Imamu Amiri, ed., 1972, *African Congress. A Documentary of the First Modern Pan-African Congress*, New York: William Morrow.
- Blommaert, Jan, 1997, *State Ideology and Language: the Politics of Swahili in Tanzania*, Duisburg, LICCA Papers (3), Gerhard-Mercator University.
- Cabral, Amilcar, 1973, 'Identity and Dignity in the Context of the National Liberation', *Pan-African Journal*, 6 (3), pp. 368-378.
- Caplan, Ann Patricia, 1997, *African Voices, African Lives: Personal Narratives from a Swahili Village*, London: Routledge.
- Chiraghdin, Shihabuddin, 1974a, 'Kiswahili ina Wenyewe', *Kiswahili*, 44 (1), 48 sq.
- Chiraghdin, Shihabuddin, 1974b, 'Kiswahili Ubantu na Ki-'Standard Swahili'', Dar es Salaam: Institute of Kiswahili Research.
- Cobb, Charles E. Jr, 2001, 'Africa Helped Shape Our Consciousness', allafrica.com/stories/200102020369.html
- Condon, John C., 1967, 'Nation Building and Image Building in the Tanzanian Press', *Journal of Modern African Studies*, 5 (3), pp. 335-354.
- Du Bois, William Edward Burghardt, 1903, 'Of Our Spiritual Strivings', in *The Souls of Black Folk: Essays and sketches*, Chicago: McClurg, www.bartleby.com/114/1.html
- Eastman, Carol M., 1971, 'Who are the Waswahili?', *Africa*, 41 (3), pp. 228-36.
- Eastman, Carol M., 1988, 'Women, Slaves, and Foreigners: African Cultural Influences and Group Processes in the Formation of Northern Swahili Coastal Society', *International Journal of African Historical Studies*, 21 (1), pp. 1-20.
- Fabian, Johannes, 1990, *History from Below. The 'Vocabulary of Elisabethville' by André Yav: Text, translations and interpretive essay*, Amsterdam: John Benjamins.
- Holm, John, 1989, *Pidgins and Creoles*, Vol. 2, *Reference Survey*, Cambridge: Cambridge University Press.

- Horton, Mark, and John Middleton, 2000, *The Swahili. The Social Landscape of a Mercantile Society*, Malden: Blackwell.
- Karenga, Maulana, 1997, *Kwanzaa: A Celebration of Family, Community and Culture*, Los Angeles: University of Sankore Press.
- Kiango, Saifu D., 1974, *Jeraba la moyo*, Nairobi: Foundation Books.
- Kusimba, Chapurukha M., 1999, *The Rise and Fall of Swahili States*, Walnut Creek: Altamira Press.
- Kusimba, Chapurukha M. and Sibel B., Kusimba, eds., 2003, *East African Archaeology. Foragers, Potters, Smiths, and Traders*, Philadelphia: University of Pennsylvania Museum of Archaeology and Anthropology.
- Ladefoged, Peter, Ruth Glick and Clive Criper, 1972, *Language in Uganda*, London: Oxford University Press.
- Marshad, Hassan A., 1993, *Kiswahili au Kiingereza? (Nchini Kenya): Utepuzi wa Maongozi ya Lugha Nchini Kenya*, Nairobi: Jomo Kenyatta Foundation.
- Mazrui, Alamin M., 1996, 'Shakespeare in Africa: Between English and Swahili Literature', *Research in African Literatures*, 27(1), pp. 64-79.
- Mazrui, Alamin and Ibrahim Noor Shariff, 1994, *The Swahili: Idiom and Identity of an African People*, Trenton: Red Sea Press.
- Mazrui, Ali A. and Alamin M. Mazrui, 1998, *The Power of Babel: Language and Governance in the African Experience*, Chicago: University of Chicago Press.
- Mazrui, Ali A. and Alamin M., Mazrui, 1999, *Political Culture of Language: Swahili, Society and the State*, 2nd ed., Binghamton: Institute of Global Cultural Studies.
- Middleton, John, 1992, *The World of the Swahili: An African Mercantile Civilization*, New Haven: Yale University Press.
- Mulokozi, Mugyabuso M., 2002, 'Kiswahili as a National and International Language', Institute of Kiswahili Research, University of Dar es Salaam, www.helsinki.fi/hum/aakkl/documents/kiswahili.pdf.
- Ngugi wa Thiong'o, 1986, *Decolonising the Mind. The Politics of Language in African Literature*, Nairobi: Heinemann.
- Nurse, Derek and Thomas Spear, 1985, *The Swahili: Reconstructing the History and Language of an African Society, 800-1500*, Philadelphia: University of Pennsylvania Press.
- Nyerere, Julius K., 1968, *Freedom and Socialism. Uhuru na Ujamaa. A Selection from Writings and Speeches 1965-67*, Dar es Salaam: Oxford University Press.
- Polome, Edgar C., 1967, *Swahili Language Handbook*, Washington D.C.: Center for Applied Linguistics.
- Population Reference Bureau, 2003, '2003 Population Data Sheet of the Population Reference Bureau', www.prb.org/pdf/WorldPopulationDS03_Eng.pdf.
- Pratt, Cranford, 1976, *The Critical Phase in Tanzania, 1945-1968: Nyerere and the Emergence of a Socialist Strategy*, Cambridge: Cambridge University Press.

- Prins, Adriaan Hendrik Johan, 1961, *The Swahili-Speaking Peoples of Zanzibar and the East African Coast: Arabs, Shirazi, and Swahili*, London: International African Institute.
- Roy-Campbell, Zaline Makini, 2001, *Empowerment Through Language. The African Experience: Tanzania and Beyond*, Trenton: Africa World Press.
- Sengo, Tigiti S.Y., 1987, 'Towards Maturity in Kiswahili Scholarship', *Kiswahili*, 54, pp. 215-24.
- Senkoro, Fikeni E.M.K., 1988, *Ushairi: nadharia na tabakiki*, Dar es Salaam: Dar es Salaam University Press.
- Shariff, Ibrahim Noor, 1973, 'Waswahili and Their Language: Some Misconceptions', *Kiswahili*, 43 (2), pp. 67-75.
- Tanganyika Territory, 1924, *Annual Report of the Ministry of Education*, Dar-es-Salaam.
- Temu, M.L. Nambuo, 1992, 'African American Students' Self-Awareness Through Kiswahili Language', *Journal of Black Studies*, 22 (4), pp. 532-45.
- UNHCR, 2000, *The State of the World's Refugees 2000: Fifty years of Humanitarian Intervention*, Oxford: Oxford University Press.
- Vincent, William, 1998, *The Commerce and Navigation of the Ancients in the Indian Ocean*, New Delhi: AES.
- Walters, Ronald W., 1993, *Pan Africanism in the African Diaspora: An Analysis of Modern Afrocentric Political Movements*, Detroit: Wayne State University Press.
- Warren, Nagueyalti, 1990, 'Pan-African Cultural Movements: From Baraka to Karenga', *Journal of Negro History*, 75 (1-2), pp. 16-28.
- Whiteley, Wilfred H., 1969, *Swahili: The Rise of a National Language*, London: Methuen.
- Wright, Marcia, 1965, 'Swahili Language Policy, 1840-1940', *Swahili* (35) 1, pp. 40-49.



II. L'illusion du découpage



5

The Politics of Frozen State Borders in Postcolonial Africa

Anatole Ayissi

The struggle for African independence was both a fight for sovereignty and a process of map-making. What was meant by sovereignty, after decades of colonial rule, seemed evident. There was no unanimity, however, concerning the territorial dimension of independence. The administrative territories that were established by the outgoing colonial powers had, more often than not, proved in contradiction with pre-existing African polities. A fundamental question thus was: what would or should be the real boundaries of the new African sovereign state?

Meeting in May 1963 in Addis Ababa, Ethiopia, to create a Pan-African organization — the Organization of African Unity — the new leaders of independent Africa decided to freeze the question of boundaries. After a tense debate, the OAU founding fathers used a subtle legal trick to get out of the territorial quagmire that threatened to tear the African community apart. The issue of borders would be considered as a given, and was not to be subject to discussion. Accordingly, the Charter that was adopted in Addis Ababa demanded ‘respect for the sovereignty and territorial integrity of each State and for its inalienable right to independent existence’ (Article III, paragraph 3).

This nascent doctrine was confirmed at the next OAU meeting, the following year in Cairo. On that occasion, the Assembly of Heads of State and Government adopted a Resolution on Border Disputes Among African States in which they ‘solemnly reaffirm[ed] the strict respect of the principles laid down in Article III paragraph 3’ of the Addis Charter and ‘pledge[d] themselves to respect the frontiers existing on their achievement of national independence’.

A new body, the African Union, has now replaced the OAU. Its Constitutive Act, adopted the 11 July 2000 in Lome, Togo, abrogated and replaced the OAU Charter but reaffirmed once again the ‘principles and objectives stated in the Charter of the Organization of African Unity’. One such objective remains to ‘defend the sovereignty, territorial integrity and independence of its Member States’ (Article 3, paragraph b). And this remains to be done in accordance with the principle of ‘respect of borders existing on achievement of independence’ (Article 4, paragraph b).

For ‘territorial integrity’ to be fully respected, one needs to know, first and foremost and as clearly as possible, of what territory and what borders one is talking about. The delineation as well as the demarcation of the borders in question have to be legally as obvious as possible for all (Brownlie 1999:125-67). That was not the case in 1963, and it is still not the case now, as we will see in the following pages.

This chapter is a pragmatic investigation into the freezing of boundaries ‘from above’. Our analysis evolves around three fundamental concerns: the circumstances under which the OAU decided to freeze state boundaries, the collective challenges that this decision was supposed to take up, and its actual effects and consequences. The study is based on the assumption that in a system of sovereign states, a working politics of state boundaries is one that fulfils the condition of territorial optimality. By territorial optimality, we mean the maximum effective control of state boundaries (by competent state institutions) that is compatible with the minimum long-term national and regional instability. We consider territorial optimality, or the optimum of a state’s territory, to rest on four pillars. Two of these are oriented inwards, namely, law and order (enforcement). The other two, national security and regional stability (enhancement), are oriented outwards.

What happens, then, to a territorial system of sovereign states in which members are not fully in control of their respective official boundaries, so that they can effectively enforce law and order within their national borders¹ and enhance national security and regional stability outside? And what are the consequences, within and among states, for a territorial system in which the official discourse on boundaries is at odds with the disruptive effects of trans-border dynamics?

No Border is Natural

State borders have been the subject of a heated debate for the last forty years, a nostalgic wing facing an accommodationist one. For those we term nostalgists, the freezing of colonial boundaries was a myopic and devastating policy that did not prevent territorial claims and violence escalation. Among other notorious voices in this category, there is Edem Kodjo — a former Secretary General of

the OAU — who fulminates that ‘instead of curing Africa, a continent sick of its colonial territorial heritage’, the OAU preferred to ‘dive into the legitimization’ of colonial and ‘artificial’ borders (Kodjo 1988).

Accommodationists, on the other hand, argue that the decision to freeze state boundaries was an act of courage and wisdom that has preserved Africa from the scourge of endless territorial claims and counter-claims. At the meeting establishing the OAU in Addis Ababa, President Modibo Keita of Mali declared:

We must take Africa as it is, and we must renounce territorial claims, if we do not wish to introduce what might be called black imperialism in Africa [...]. Against this, African unity demands of each one of us complete respect for the legacy that we have received from the colonial system, that is to say: maintenance of the present frontiers of our respective states [...]. It has been affirmed [...] that the colonial system divided Africa; that is true in one sense, but it may also be said that the colonial system permitted nations to be born.²

At the same conference and in the same vein, President Philibert Tsiranana of Madagascar added:

It is no longer possible, nor desirable, to modify the boundaries of nations on the pretext of racial, religious or linguistic criteria [...]. Should we take [these] criteria for setting our boundaries, a few States in Africa would be blotted out from the map. Leaving demagogy aside, it is not conceivable that one of our individual States would readily consent to be among the victims, for the sake of Unity.

A year later in Cairo, Sourou-Migan Apithy praised ‘the wisdom of African Heads of State’ who were ‘wise in recommending to keep borders as definitive as we inherited them at the time of independence’. Otherwise, said the then president of the Republic of Dahomey, the great ‘tidal wave of territorial claims would dive our continent in an apocalyptic chaos, which would sweep away our Organization like a straw in the wind’.³

This argument for frozen boundaries did not prove enough to soothe contrary sentiments. Now forty years into independence, sentiments remain strong that the ‘artificiality’ of boundaries ‘drawn haphazardly during the scramble for Africa’ is one of the main causes of violent conflict in Africa and that the OAU (now AU) policy of frozen state borders is nothing but a pervasive ‘political map drawn in Berlin regardless of the unity of African people’ (Herbst 2000:266; Kodjo 1988:3). Sentiments, however, are only emotional judgements.

Wondering whether sentiments are ‘right’ or ‘wrong’ changes nothing in the current political geography of Africa. Many conventional questions in the border debate are equally futile. Were African leaders ‘wise’ or ‘foolish’, for instance, when they adopted the OAU Charter? Or, are African borders ‘good’ or

‘bad’? Controversies around these questions add nothing to the understanding of our current situation. The same is true for a good part of the consequent literature on African ‘artificial’ borders drawn by colonial powers with no consideration for local realities, notably ethnic and linguistic ones. The emotional approach that condemns African boundaries *because they are artificial* does not make sense in a world system of territorial states, where the borders of every sovereign entity are man-made and therefore arbitrary.

In this study, we do admit that territorial claims emerge as a key factor (among many others) of violent conflict in Africa. However, we choose not to establish an explanatory link between the tendency of state borders to generate conflict and violence on the one hand, and, on the other hand, the ‘artificial’ nature of these borders. Such a linkage is in itself an artificial one and could not be a sufficient explanation of what really matters.

Professor Gaston Bouthoul, one of the best conflict analysts of the last century, insists on the fact that every state border, all over the world, results from a *rapport de force*. ‘All territorial borders were drawn by war’, he emphasizes, meaning that none of them is ‘natural’ (Bouthoul 1991:19). The only difference is that some borders are negotiated anew when peace and stability are back, and others are not — which is the case of most African borders. Experts dealing with the scientific analysis of the nature and meaning of state borders notice that a ‘good border’ can only be a ‘dead border’ (Foucher 1991:42).

The commonly accepted notions of ‘artificial’ or ‘natural’ borders impede the understanding of geopolitical phenomena [...]. It is not from the standpoint of its large-scale characteristics that one can tell what the ‘quality’ of a border is [...] but in function of the relationships existing among contiguous political entities. In reality, there is no absolutely good border [...]. What we have on the ground are real borders, which, in a given time in history, are either symmetrically recognized as legitimate, or present more political, strategic, economic advantages for some than for others (ibid.:42-43).

The sentiment that the borders of African states are ‘arbitrary’ mainly generates from the fact that African peoples were partitioned by remote imperialist deciders (Hertslet 1895; Katzenellenbogen 1996). But again, this is not specific to Africa. Less than 2 per cent of the European borders that were drawn in the 20th century, for instance, come from a plebiscite (Foucher 1991:43). On whatever continent, borderline peoples are scarcely ever consulted in the process of border tracing (Boggs 1940). However:

An arbitrary method of delineation [...] does not necessarily lead to arbitrary borders, that is, to borders that have no meaning. The remaining question is to elucidate the reasons why specific tracings are selected, when other, alternative tracings could be selected under the same circumstances [...]. All borders have a substantial part of arbitrariness and artificiality. They must not be compared to

an idealistic tracing — idealistic for whom? — but considered to be what they are: dated geopolitical constructions, or time engraved in space (Foucher 1991:43).

A major postulate of this chapter is that all borders are artificial. In the realm of sovereign states, no expression of homeland is 'natural'. Even when state borders are physically materialized by natural elements like a river or a mountain, the process through which these natural elements are endowed with a political meaning and legal reality is man-made. Hence, we simply take note that territorial status quo was an option that decision-makers deemed to be appropriate and compatible with sustainable peace, security and stability within and among African states.

A Policy and its Context

Why, and how, did the OAU founding fathers decide to maintain the sovereign states of independent Africa within colonial borders? What were their expectations and objectives? How 'consensual' was the nascent doctrine of frozen boundaries? A clear image of the international picture in the background of the Addis Ababa meeting will help to have a better understanding of the circumstances that influenced, oriented and finally determined the choice that was then made.

Africa in the Cold War Maelstrom

The intensification of the African liberation struggle, after World War II, coincided with the division of the world into two ideological blocs, East and West, confronting each other under the respective leadership of the Soviet Union and the United States. The dawn of African independence emerged as the bipolarization of the international system was transforming the post-1945 world into a manichean universe, in which one had to become an actual or a potential friend or foe for each of the two hegemonic blocs (Aron 1984; Gaddis 1998; Gilbert 1999). Between 1958 and 1962, at the very moment the first African states were conquering their independence back, there was a great escalation in the Cold War tension. To mention but just some of the most well known crises that shook the world then:

- In May 1960 the U2 crisis occurred, in which 'an American U2 spy plane was shot down over the Soviet Union' (Kissinger 1994:582). The pilot Francis Gary Powers was captured, made prisoner by Soviet authorities and sentenced to ten years' imprisonment for espionage (Gaddis 1998:244-48; Gilbert 1999:235).
- In April 1961, the Kennedy administration ventured to land a force of Cuban exiles, trained by the Central Intelligence Agency (CIA), at the Bay of Pigs in southern Cuba. The invasion aimed to spur a general anti-Castro uprising and thus to remove a 'bastion for communist influence' from the Caribbean (Evans 1998:46-48; Blum 1986:206-16). Its failure only brought the global atmosphere of confrontation to a higher level.

- October 1962 is a crucial turning point. That month the Cuban missiles crisis erupted, that is the placement in Cuba, 'less than one hundred miles off the coast of Florida, of medium and intermediate range ballistic missiles, capable of carrying nuclear weapons, by the Soviet Union' (Gaddis 1998:260-80).
- Meanwhile, in August 1961, the Berlin crisis had culminated in the erection of the Berlin Wall, at the initiative of East German authorities who said they wanted to protect their country from Western espionage and influence (Bahr 2002).
- In the general background of these various tensions the Vietnam war was escalating, the most disastrous experience of foreign intervention in American history (Schafer 1997; McNamara 1999).

As a consequence of the growing series of crises, the two superpowers intensified the recruitment of ideologically like-minded 'friends' around the world. The competition for allies led to the generalization of a hegemonic policy of *zones d'influence*. Africa, the potentially rich and actually weakest link in the Cold War whirlwind, was considered by each of the two blocs as an important 'stake for their international competition' (Lantier 1967:309).

It is within the context of this particularly nervous political struggle for world hegemony that most African states achieved their first steps as sovereign entities. Many African political leaders would be ideologically attracted by the Eastern bloc or seduced by the Western one, and would finally find themselves entangled in a bitter fratricide struggle that would let the continent be divided into 'Radicals or Progressive' (with 'left wings') on the one hand, and 'Liberals or Moderate' (with 'right wings') on the other hand (Lantier 1967; Benot 1969; Guevara 2000).

When gathering in Addis Ababa with this geopolitical background in mind, the OAU founding fathers knew very well that their challenge went far beyond the formal creation of a Pan-African organization. Their anxiety about a possible failure was all the more important given that all previous attempts at building an 'African unity' had ended up in shambles.

Haunted by the Spectre of Failure

The first Conference of Independent African States (CIAS) took place in the capital of Ghana, Accra, in April 1958. All Pan-African congresses since 1900 were held in Europe or the Americas, so it was the very first time that 'free Africans were meeting together, *in Africa*,⁴ to examine and consider African affairs' (Nkrumah 1963:137). Representatives of the eight countries that were then independent, namely Ethiopia, Ghana, Liberia, Libya, Morocco, Sudan, Tunisia, the United Arab Republic (which was the federation of Egypt and Syria) attended the conference, together with delegates of the Algerian *Front de Libération Nationale* and the *Union des Populations du Cameroun*.

In December of the same year 1958, and again in Accra, nationalist leaders from twenty-eight African countries, most of which were still colonized, attended the first All-African People's Conference (AAPC). Among them were Franz Fanon, Patrice Lumumba and Tom Mboya who acted as conference chairman. The AAPC resolved to establish itself as a 'permanent organization'. Besides accelerating the liberation of Africa, one of its statutory objectives was 'to promote understanding and unity among the people of Africa' and 'to develop a feeling of one community among the people of Africa [...] to work for the emergence of a United States of Africa'. The second AAPC meeting, at Tunis in January 1960, amended the constitution but reaffirmed the same basic objectives, including the 'emergence of a United States of Africa'. Cairo hosted the third and last AAPC meeting in March 1961. A fourth meeting, scheduled for 1962 in Bamako, was cancelled.

The two Accra conferences of 1958, the AAPC and the CIAS, were instrumental in making the Ghanaian president, Kwame Nkrumah, the symbol of Africa's quest for unity (Assensoh 1998). His proposal of a 'Union of African States' was rejected, however, at the second CIAS, held in June 1960 at Addis Ababa. The independent African states now numbered fifteen, and their leaders had no desire to surrender their new sovereignty. This second CIAS dismissed the idea of a continental union all the more categorically as emerging wing of 'moderate' heads of state was in a majority, and they had very little sympathy for Nkrumah's ideology of African Revolution.

Progress towards 'African unity' was hampered by the sharpening of ideological differences. The Congo crisis of 1960 was the main point of friction. As more African states achieved independence, they divided their support between the 'progressive' government of Prime minister Lumumba, the 'moderate' presidency of Joseph Kasavubu, and the Katanga secession led by Moïse Tshombe (Kizumbo 1978:650).

In December 1960, twelve Francophone heads of state met in Brazzaville. They issued a communiqué saying that the 'method they ha[d] chosen' was:

not to take sides — but to reconcile the sides, not to propose any compromise — but to invite both sides to a dialogue from which can only emerge [...] a positive progress for international peace and co-operation.

The same communiqué nevertheless added that the 'rival blocs' of the Cold War were 'trying to recolonise the Congo (Leopoldville) through the intermediary of certain Asian and African States' and there could not be, in the context of 1960, a clearer attack on the 'radical' supporters of Lumumba's government. This particular phrase made it known to everybody that the signatories of the Brazzaville Declaration had actually chosen, by way of a 'method', to attack one specific side. The 'certain African states' they alluded to were Nkrumah's Ghana and Sékou Touré's Guinea. The twelve of Brazzaville, led by President

Houphouët-Boigny of Côte d'Ivoire, were immediately known as the Brazzaville Group.⁵

It is at this juncture that the King of Morocco, Mohamed V, convened the famous Casablanca Conference of January 1961. Though Mohamed V himself was considered a 'moderate' leader, his guests were branded 'radicals' and they met at a critical time for the Congo — just a few days before Colonel Mobutu handed Lumumba over to his murderers in Katanga. The conference rallied to Lumumba, vowed to free Africa from all forms of colonialism and neo-colonialism, and adopted a Charter — the African Charter of Casablanca. The heads of state signing this document affirmed their 'will to safeguard [their] hard won independence, the sovereignty and territorial integrity of [their] States'. That was the first clear manifestation of an African policy of state borders.⁶

Then in May 1961, the 'moderates', now meaning those who opposed the Casablanca Group, held an equally famous conference in Monrovia. Their states became known as the Monrovia Group.⁷ They adopted a Resolution on the Means of Promoting Better Understanding and Cooperation towards Achieving Unity in Africa and Madagascar wherein they defined the principles that had to govern Africa's international relations. These principles were:

1. Absolute equality of African and Malagasy States whatever may be the size of their territories, the density of their populations, or the value of their possessions;
2. Non-interference in the internal affairs of States;
3. Respect for the sovereignty of each State and its inalienable right to existence and development of its personality;
4. Unqualified condemnation of outside subversive action by neighbouring States;
5. Promotion of co-operation throughout Africa, based upon tolerance, solidarity and good-neighbour relations, periodical exchange of views and non-acceptance of any leadership;
6. The unity that is aimed to be achieved at the moment is not the political integration of sovereign African States, but unity of aspirations and of action [...].

The draft Charter of an Organization of Inter-African and Malagasy States, adopted at Lagos in January 1962, repeated all the above-mentioned principles and, as far as state borders were considered, added the absolute 'respect for the sovereignty and territorial integrity of each State and for its inalienable right to independent existence' — a formula that the OAU Charter would repeat word for word.⁸

The Lagos Conference was actually intended to allow a dialogue between the Casablanca and Monrovia groups. At the last minute, however, the Casablanca Group boycotted the conference on the ground that the Provisional Government of the Republic of Algeria was not invited. Speakers like Governor-General Azikiwe of Nigeria stepped up the attack on the absentees. Ethiopia, for her part, worked at giving reconciliation another chance. The next conference of the Monrovia Group was set up for Addis Ababa in May 1963. Emperor Haile Selassie, in his speech at Lagos, openly positioned his country as a neutral party between the two groups.

In the run-up to the Addis Ababa conference, the Ethiopian minister of Foreign Affairs, Ketema Yifru, proposed that the Monrovia Group meeting be transformed into an all out African summit conference. His diplomatic skills and his personal friendship with President Sékou Touré were decisive in fostering an agreement between Guinea and Ethiopia (Ketema 2000). In June 1962, the heads of state of the two countries agreed to call a third Conference of Independent African States (CIAS). Ketema Yifru and the Guinean ambassador Diallo Telli (who would become the first Secretary General of the OAU) worked together to convince both groups to attend. This was how the Addis Ababa conference of May 1963, which was initially set for the Monrovia Group, evolved into the constitutive meeting of the OAU.

Addis Ababa, 1963: Adopting a Charter

The African leaders gathering in Addis Ababa in the month of May 1963 were aware of the fact that they were being observed from outside the continent by sceptical spectators, full of doubts about the capacity of Africans to stand up again and speak firm, with one voice. More than a simple diplomatic conference, their meeting was the very first official manifestation of the sovereign personality of a new, free and independent Africa. As Emperor Haile Selassie would put it:

This conference, without parallel in history [...], is indeed a momentous and historic day for Africa and all Africans. We stand today on the stage of world affairs, before the audience of world opinion. We have come together to assert our role in the direction of world affairs [...]. The period of colonialism [...] culminated with our continent fettered and bound; with our once proud and free peoples reduced to humiliation and slavery; with Africa's terrain cross-hatched and checker-boarded by artificial and arbitrary boundaries [...]. Today we look to the future calmly, confidently and courageously. We look to the vision of an Africa not merely free but united.

The Ethiopian monarch continued:

While we agree that the ultimate destiny of this continent lies in political union [...] no clear consensus exists on the 'how' and the 'what' of this union. Is it to be, in form, federal, confederal, or unitary? Is the sovereignty of individual

states to be reduced, and if so, by how much, and in what areas? On these and other questions there is no agreement, and if we wait for agreed answers, generations hence matters will be little advanced, while the debate still rages. We should, therefore, not be concerned that complete union is not attained from one day to the next [...]. Let us, here and now, agree upon the basic instrument which will constitute the foundation for the future growth in peace and harmony and oneness of this continent [...]. Let us not put off, to later consideration and study, the single act, the one decision, which is to emerge from this gathering if it is to have real meaning. This Conference cannot close without adopting a single African Charter.

Two issues were high on the agenda. Firstly, the decolonization of Africa was not over:⁹ it was both a political obligation and a moral duty for Africans to accelerate the pace of liberation and, in particular, to intensify the anti-apartheid struggle in Africa. Secondly, the top priority of a newly independent Africa was its economic and social development. This noble objective could only be achieved 'in a climate of peace' explained the President of Côte d'Ivoire. And if peace had to be achieved, the necessary condition was that 'Africa, after it has eliminated all those internal elements of discord, keeps out of the competition opposing the two rival ideological blocs'. Something confirmed by President Modibo Keita of Mali who warned:

It is no longer possible to tolerate the opposition cleverly fostered between groups of states. We should be threatened by the cleavage of our continent into antagonistic blocs and should be preparing the most fertile ground for the dangerous transplantation of the cold war to the soil of our common homeland.

The new African leaders thus had to avoid any factor of division among them. The question of state borders, considered by historians as 'the first great test for independent Africa' (Oliver 1999:262), was one such factor, and certainly not the least explosive. For the best interest of unity and for the sake of peace, both the existing boundaries and the controversy over their relevance had to be frozen.

This emerging policy was already apparent at the preparatory conference of Foreign ministers, and it was opposed by some delegations. One of the most vehement protestors was Morocco, which had a claim over Mauritania and was objecting its independence. Morocco also had a boundary dispute with Algeria. But King Hassan II did not attend the summit conference, a broadcast on Radio Rabat explaining that this was because of the Mauritanian question (Wolfers 1976:123).¹⁰ In his absence, the strongest opposition at the summit conference came from President Aden Abdulla Osman of Somalia:

Territorial disputes are issues that go straight to the hearts of the people [...]. It has been suggested by some that any attempt to adjust existing boundary arrangements would aggravate rather than ease the situation, and for that reason

matters should remain as they are. We do not subscribe to that view for several reasons. It would amount to us condoning actions and policies that we perfectly know are wrong and unjust. It would, too, admit a defeatist attitude and a lack of courage to solve African problems. Finally, it would show that we are shortsighted to think that African Unity can be achieved by side-tracking contentious issues that are the realities of the African scene.

Nkrumah's position was already well known: only a continental union 'functioning under a union government' would be strong enough to 'render existing boundaries obsolete and superfluous'. Unless this is done, he added, Africa 'shall have fought in vain for independence'. A talented speaker, Houphouet-Boigny first acknowledged that 'frontiers are the scars of history', then gave his Ghanaian homologue a broad hint:

The magicians of plastic surgery, which certain persons would claim they are, will employ their supposed extraordinary talents in vain. They will not succeed so soon in effacing these scars from the surface of the earth. That operation is not indispensable to the achievement of the unity with which we are concerned.

The Ivorian president advised his fellow heads of state to 'proceed by progressive stages, finding positive solutions to concrete problems', and leaving it to what he called the 'dynamism of unity' to settle later on the contentious issues that could not be solved in this year 1963. In the end, it emerged that the 'dynamism of unity' required two fundamental imperatives. One was non-alignment: Africans had to stay out of the whirlwind of the two ideological blocs quarrels. Second, the complete liberation of Africa required 'African solidarity' and this should not be hampered by territorial disputes.

Cairo, 1964: Freezing the Borders

Fourteen months after the Addis Ababa conference, in which the 'African unity' was saved in extremis and the OAU officially created, the first ordinary summit of the one-year old Pan-African organization took place in Cairo, Egypt. Like in Addis Ababa, the issue of borders continued to bother African leaders. It even now represented, as never before, a tremendous challenge for African peace and unity.

On the morning of 17 July 1964, President Gamal Abdel Nasser welcomed his 'dear brothers and friends'. The Egyptian leader, after acknowledging a legitimate 'feeling of friendship and hope', drew attention to the 'busy agenda' filled with 'important and grave issues' that they were going to deal with in the coming days. President Nasser announced that 'without any doubt, important decisions will be taken at this meeting' and these decisions had to be taken with two questions in mind: 'What must we do?' and 'What is the right way?'.

Among the ‘important and grave issues’ the Egyptian leader spoke about was, second on the list, right after decolonization, ‘the question of borders’. A year earlier, the OAU had adopted the principle of ‘territorial integrity’. Unfortunately, since there was no clear and unanimously accepted idea on what was exactly meant by those ‘territories’ whose ‘integrity’ had to be respected, territorial disintegration became one of the first great challenges with which the organization had to contend. The conflicts between Algeria and Morocco or Ethiopia and Somalia were just the most visible part of an immense iceberg. President Jomo Kenyatta of Kenya declared:

One of the most regrettable legacies of colonialism is territorial borders. These borders are a source of conflict, friction and misunderstanding among states. There is almost no African state that could keep untouched its current borders, these should be redrawn according to the repartition of tribal and ethnic groupings.

Kenyatta’s northern neighbour, Haile Selassie, refused, for his part, to reopen the debate. The year 1964 was one of military incidents between Ethiopia and Somalia at their common border, and the Ethiopian monarch did not deny the reality of territorial conflicts. In his view, however, the debate on state borders was closed a year earlier, when the OAU founding fathers adopted the ‘principle of territorial integrity’. This principle was considered so important, he observed, that it is ‘repeated no less than three times’ in the OAU Charter and it was therefore up to the member states to adhere to it ‘as scrupulously as it deserves’.

Kwame Nkrumah did not share any of these two views. The Ghanaian president argued that:

It is in our power to redress the terrible damaging effects of imperialism [...]. The decisions that we are going to take here will impact, not only on the life of 280 million inhabitants currently living in our continent, but also on the course of events for African generations to come. In the last year [...] events happened which proved to us that our problems, viewed from the angle of dispersed states would remain without solution. We were able to triumph over hostile elements that strive to divide us and our loyalty to the consented principles has resisted the diverse attempts to break it [...]. Manifestations of our weaknesses require great and urgent radical measures, which have not been taken during the Addis Ababa conference.

In one of the longest addresses to the summit, Kwame Nkrumah proceeded:

Measures that were considered appropriate to face our problems only years ago can no longer respond to the exigencies of African Revolution. Since our last meeting [Addis Ababa, 1963], grave and disturbing border conflicts have occurred on our continent. Fortunately, each time, African solidarity and good sense have prevailed. However, these conflicts are not solved, they are, at the very most, appeased, because the artificial divisions African states are suffering from are too

many and too irrational for harmonious and permanent solutions, except in the context of a continental union [...]. Let me repeat, there is a great risk that there will be an increase in border conflicts [in Africa].

Sir Albert Margai, the Prime Minister of Sierra Leone, noted that the debate was indeed about one question and this question was ‘to know whether or not African political or administrative borders inherited from the colonial era must be maintained’. For a durable peace and stability in Africa, Albert Margai proposed a solution of *juste milieu*: colonial borders would be kept ‘untouched in principle’, but African states should conclude ‘bilateral and multilateral agreements with their closest neighbours, with a view to demarcating their shared borders’. A Resolution on border disputes among African states was finally adopted. According to this resolution, the African leaders:

Considering that the frontier problem constitutes a grave and permanent factor of dissension;

[...] Considering that the borders of African States, on the day of their independence, constitute an intangible reality;

[...] Solemnly declare[d] that all Member States pledge themselves to respect the frontiers existing on their achievement of national independence.

Paddling against the tide of the nascent doctrine, Somalia and Morocco reserved their position on this resolution (Wolfers 1976:137). The delegations of both countries immediately made it clear that they did not regard the resolution as applying to existing disputes, notably their respective conflicts with Ethiopia and Kenya (for Somalia) and Algeria (for Morocco). In his closing speech, President Nasser admitted the reality of ‘varied and marked divergences’ but declared the summit a success. The concert of diverging opinions, he concluded, signalled ‘the vitality of the continent’.

A careful analysis of the minutes of the Cairo meeting shows that the myth of unanimity on the border issue does not stand the test of scrutiny. If there was unanimity in the official discourse, this unanimity was very tiny and fragile. This was not just the case for the Cairo meeting. One remembers that in 1963 in Addis Ababa, at the very moment the OAU was ‘unanimously’ adopting the principle of territorial integrity within the context of colonial borders, some official African voices in the meeting room were against what they perceived as an ‘imposture’.

A Politics of Unachievable Expectations

The majority of African leaders, when deciding in favour of territorial status quo in the early 1960s, were moved by a legitimate fear of opening the Pandora’s box of territorial claims. Though understandable in itself, this reactive policy

remains highly questionable as far as its basic objective, namely African peace and stability, is considered. Obviously, endeavours were focused on preventing territorial claims and little effort was made in the sense of pre-empting potential border conflicts and regional instability. African leaders preferred to be event followers instead of striving, certainly amidst possible great difficulties, to become event makers. By firmly sticking to the colonial borders, they hoped to achieve better control of the African territorial system. Under the conditions and circumstances this choice of territorial status quo (which, once more, we do not judge per se) was made, it would inevitably prove to be an illusory hope. Keeping firmly locked, under such specific circumstances, the Pandora's box of uncertain colonial borders would unfortunately not make the box itself disappear.

Legally and Literally Intangible Borders

African state borders were declared intangible. Did they really become so? In international law, the word 'intangibility' is synonymous with inviolability, immunity, immutability. What is, legally, intangible, must never be modified nor undermined (Cornu 1987:448-49). The irony of the situation is that outside the legal context the word 'intangibility' literally means 'that cannot be easily understood, difficult to define'. It has as synonymous the words 'vague, obscure, imprecise', that is, what exactly most African borders are all about. Literally speaking, the consecrated boundaries inherited from colonization were among the most intangible reality in Africa. Most of these administrative colonial lines were and continue to be 'vague, obscure and imprecise'.

A boundary is juridically defined as 'the legal line that marks the limit of a territory, and which separates it from the territory of another state or an international space' (Thierry et al. 1979:246). The legal establishment of boundaries consists of two steps: first, boundaries must be delineated, and second, they have to be demarcated (ibid.:247). Both steps are necessary to transform an abstract geographical line into a legal constraint. Once this is done, territorial sovereignty is a matter of effective institutional capacity to control the legal border. The higher this capacity, the more we approach territorial optimality and the more a state is able to assume its 'territorial integrity', enforcing law and order inside and guaranteeing national security and regional stability outside.

Referring to the imprecise nature of African colonial borders, President Sourou-Migan Apithy of Dahomey observed at the OAU Cairo summit, in 1964, that 'there is in Africa no territorial limit left by our former colonizers, which cannot be contested by neighbouring countries'. In 1988, experts found that 41 per cent of African borders have never been demarcated (Foucher 1991:168). This percentage concerns not only the desert areas but also, and indeed principally, inhabited regions with a stable population. As for the 59 per cent of the total borders that are more or less demarcated, a third of them

coincide with a lake or a river, which does not make them easier to manage. The rest of the demarcated borders are 'very loose, imprecise, and more often than not they need to be marked out again' (ibid.) — which is to say they are, literally speaking, very 'intangible'.

The lack of effective institutional capacity to control borders gives African boundaries one of their commonly shared characteristics: their porosity. As President Sourou-Migan Apithy put it, 'borders in Africa are so extensive, so porous [...] that it is difficult for governments to guarantee complete security against infiltration'. That was said in 1964. Not a lot has changed since then. For some borders, the situation has even worsened.

President Nkrumah was right to predict an increase in border conflicts. The border question emerged as a major 'bone of contention among African leaders' in the very first years of independence (Benmessaoud Trédano 1989:11). The list of border disputes grew steadily in the following decades, leading a number of scholars to mention 'ill-defined territory' as a key cause of conflict and violence in Africa (Zartman 1985:12-15), if not the very first cause (Gonidec 1978:255). Documenting the 'causes of conflict among African states', Professor D.K. Orwa of the University of Nairobi found territorial conflicts to be among 'the most explosive' (Orwa 1985:135). These converging analyses highlight the gap that exists between the legitimate expectations of the OAU founding fathers and the tangible outcome of their border policy.

Today, with the benefit of historical hindsight, one can clearly see two self-evident consequences of the African politics of territorial status quo. One is the practical impossibility of sustainable stability and, consequently, of long-term peace and security within and among states. The other consequence is the fatal inevitability of regional instability and violence, such as in the Mano River basin, the Great Lakes region or the Horn of Africa.

Most African states and regions are currently caught in a web of multifaceted territorial tensions, against which they can only present an ultimately weak and illusory resistance. In terms of law and order enforcement, there is pressure from below, made up of bottom-up grassroots tensions transmitted across frontiers and at work beneath the stumbling blocks or blatant failures of the official discourse on borders. In terms of national security and regional stability, there is a lateral pressure, made up of destabilizing dynamics from neighbouring countries and leading to the regionalization of armed conflicts and their consequences — including organized crime, illicit trafficking in guns, diamonds, woods, children and women, emergence of 'African world wars' and proliferation of refugees.

Borders Under Threat

Territorial status quo was supposed to preserve Africa from war and insecurity. Yet, war and insecurity have just become the daily experience of too many Africans. In the past, civil wars were fought in conformity with the definition of this kind of war, that is, an organized armed conflict in which actors, stakes and battleground remain essentially national. Today's African conflicts are increasingly regional. What remains 'national' in the process is the 'spark' that set fire to a whole region. Once the dynamics of violence is activated, it takes a life of its own and neighbouring states are progressively engulfed in the whirlwind.

The Western and Central parts of Africa offer two illustrations of the regionalization of armed violence. The web of violence that engulfed West Africa throughout the 1990s broke out in December 1989 as a civil war in Liberia. In March 1991, the turmoil crossed the northwestern border of Liberia and spread over Sierra Leone, transforming this country into one of the greatest human tragedies of the last century (Ellis 1999; Ayissi and Poulton 2000). The literal 'intangibility' of African borders is substantiated by the fact that, in these two wars, the first shot was fired, not within the country itself, but across its borders, from a neighbouring country. In December 1989, Liberian rebels attacked their country from neighbouring Côte d'Ivoire. In March 1991, Sierra Leonean rebels followed suit, attacking from neighbouring Liberia.

As a consequence of its disruptive neighbourhood, Guinea bent under the heavy burden of hundreds of thousands of refugees. When addressing the 54th United Nations General Assembly in September 1999, President Lansana Conté stressed that the number of refugees amounted to 10 per cent of the country's population, and this represented an immense load for one of the poorest countries in the world, already ridden with internal, social, political and economic problems. At the end of 1999, the Republic of Guinea, host to the majority of both Sierra Leone and Liberia refugees, was first on the UNHCR list of 'top four refugee-hosting countries in Africa' (UNHCR 1999:1-2).¹¹

Guinea is a typical example of the depreciation of African borders. Refugee camps in this country were militarized and transformed into safe havens by Liberian insurgent guerrillas striving to overthrow Charles Taylor's government. This militarization of Liberian refugee camps in Guinea was first and foremost a consequence of the incapacity of the Guinean government to control its borders. However, the government of Liberia interpreted the situation as 'support' given to Liberian guerrillas by the government of Guinea. Consequently, Liberian armed forces struck back, beyond the border and inside the territory of the state of Guinea.¹²

These incursions led to waves of forced displacement, even though the total number of internally displaced persons remains unclear. The Guinean government officially reported 395,000 IDPs in 2002, when humanitarian agencies gave

estimates closer to 200,000 (Norwegian Refugee Council 2003:19-22). The official end of Sierra Leone's war, at the beginning of 2002, permitted the repatriation of large numbers of Sierra Leonean refugees, but the security situation deteriorated again towards the end of the year, with renewed fighting and widespread conflict in Côte d'Ivoire, involving Liberian and Sierra Leonean fighters. The escalation of combats in Côte d'Ivoire and Liberia, and of cross-border incursions between these two countries — from Liberia into Côte d'Ivoire, and vice versa — caused the influx of tens of thousands of new war victims in Guinea. Among them, Guinean returnees arrive 'by the same means and in the same conditions as refugees and third country nationals' and are 'potential IDPs' (ibid.:6).

Central Africa is another example of the demystification of the official borders in Africa (Lanotte 2003). The 1994 genocide in Rwanda and its aftermath set fire to what has been called by some commentators 'the first African world war'. Here, we have the same scenario, the same tactics and the same consequences as in West Africa: Rwandese and Ugandan rebels attacked their respective countries from neighbouring Zaire/Congo whose government was obviously incapable of effectively controlling its borders. Rwanda's and Uganda's armed forces struck back the rebels' safe havens inside the Congolese territory.

The difference with West Africa is the absence of an ECOMOG-like peacekeeping force.¹³ The surrounding countries that intervened to 'save' the Congo from the 'hegemonic ambitions' of its two small neighbours, Rwanda and Uganda, did not send troops according to a regional scheme, but, basically, in pursuit of their perceived national and short-term interest.

Throughout the continent, the violent and chaotic process of state boundary demystification goes hand in hand with a vibrant trafficking in arms and natural resources. Law and order enforcement are severely jeopardized by this situation. In the end, entire areas are transformed into 'no state lands', which are grey or black areas of anarchy and lawlessness (Reyntjens 1999; Mbembe 1999; Tshiyembe 1999).

West Africa and Central Africa give us a real taste of what happens to a state system in which there is no optimal effective control of borders by members. One recalls that many African states have a tradition of subversive ambition over neighbours. In an attempt to put an end to this, the OAU leaders adopted in October 1965 a Declaration on the Problem of Subversion, in which they 'solemnly' undertook not to tolerate 'any subversion originating in [their] countries against another Member State'. In the current situation in West Africa, it has been said that ULIMO-K rebels attacking Liberia from neighbouring Guinea are 'ethnically of Guinean origin'. Similarly in Central Africa, stories about an invisible 'Bantu connection' versus 'Tutsi hegemonic ambitions' can be found. Whether this information is well grounded or not, it is doubtful that the 'hidden

agendas' of the Congolese or Guinean governments are any more a key factor. Nowadays, it is first and foremost the incapacity of these governments to control their borders that is at the heart of the matter.

Should the Republic of Guinea in West Africa, or the Democratic Republic of Congo in Central Africa, currently decide to stop harbouring subversive elements from their neighbouring states, such a decision would have no effect on events on the ground. None of these states can fully guarantee an optimal control of its porous borders.

State, Territory and (In)Stability: Does Size Matter?

For Africans to build sustainable economic prosperity, speak with a strong voice in the concert of nations and live in peace, Kwame Nkrumah was convinced that the continent had to create the biggest state of all, which would be the 'United States of Africa'. Most of the studies that describe the African state as a 'ghost state', a 'fictitious state' or a 'quasi state' agree that bigger states would be stronger (Tchivounda 1982; Michalon 1984; Jackson 1990). The weak and small African state, considered by Mwayila Tshiyembe to be 'the ghostliest political organization of the second half of the 20th century', also appears to be the main 'factor of instability' on the continent (Tshiyembe 1990:11). As far as territorial optimality is concerned, most scholars agree that the gap between rhetoric and reality would be bridged, not through fragmentation — states getting smaller — but through groupings — states getting bigger — in such a way that states become economically viable and can guarantee economic growth and prosperity, political stability, peace and security to their people.

In 2000, Professor Jeffrey Herbst of Princeton University published a provocative book, in which he reaches exactly the opposite conclusion. Herbst's main (hypo)thesis is that African states are generally too big to be viable and should, therefore, be made smaller. In the interest of our 'geography from above' and 'territorial optimality' hypotheses, his book deserves to be discussed at some length.

Many studies are insightful analysis, but with no clearly defined way out from the turbulent African state. One virtue of Herbst's *States and Power in Africa*¹⁴ is precisely to propose a territorial 'alternative'. The current UN system is wrong, the author argues, when it assumes that the formal sovereignty of African states is equal to making them viable. To be viable, a state needs to develop infrastructure to broadcast power and to gain the loyalty of its citizens so as to control the territory defined by its boundaries. This not being the case for many 'failed' or 'failing states' in Africa, Herbst maintains that they are too big to do so (SP:3-7) and he seeks to prove it by an analysis of 'the evolution of state power' (SP:35-136).

Comparing the broadcasting of power across the centuries, Herbst notices that the 'problem of low population densities' remained 'almost' constant (SP:251). The most important discontinuity, in his view, is in the role of boundaries and the state system:

While many colonial leaders ruled core and periphery in a manner similar to their precolonial successors, their boundaries no longer reflected how far power could be broadcast but rather, how far leaders believed their power should extend. The African successors to the colonialists [...] created a new state system, based on the Addis rules, that was dedicated to reinforcing the salience and visibility of the received boundaries [...]. The boundaries have been singularly successful in their primary function: preserving the territorial integrity of the state by preventing significant territorial competition and delegitimizing the norm of self-determination. As a result, weak states have been able to claim sovereignty over sometimes distant hinterlands because no other state could challenge their rule [...]. The fundamental problem with the boundaries in Africa is not that they are too weak but that they are too strong. It is not that they are artificial in light of current political systems but that they are too integral to the broadcasting of power in Africa. It is not that they are alien to current African states but that African leaders have been extraordinarily successful in manipulating the boundaries for their own purposes of staying in power rather than in extending the power of their states (SP:252-53).

Drawing attention to the fact that African 'large countries have often failed to broadcast power across their entire national territory', Herbst considers big size to be the primary cause of state failure. What disturbs him, is the 'contradiction of states with only incomplete control over the hinterlands but full claims to sovereignty' (SP:253-54). To address this issue in an effective manner, it thus becomes 'imperative' to look for 'new organizational forms' that can bridge the 'yawning gulf between the legal theories and the facts on the ground' (SP:261).

Then comes the therapy. In order to consolidate state stability and live in peace, Herbst opines that Africa needs *smaller* states. Lilliputian states would be good for Africa since 'smaller states, given the particular political geography of Africa, actually have certain advantages in consolidating power' (SP:266-67). The 'reality on the ground' being that 'subnational groups are already exerting authority in certain regions', Herbst recommends that the international community should act by 'recognizing and legitimizing those groups' (SP:268). Legally, this means shifting the minds to 'a better and more constructive appreciation of the right to secession' (SP:267) and 'granting the right to secession to at least some groups that are able to establish order within their own areas' (SP:268). In practical terms, this means that:

At least parts of Africa [have] to be reordered around some organization other than the sovereign state [...]. In areas far from the capital, other actors, including

traditional leaders and local ‘warlords’ who have moved into the vacuum created by the collapse of the local branches of the state, may exercise substantial control, provide security, and collect taxes (SP:269-70).

This way of recognizing new entities because some of the current states have failed or are failing, the author calls it a ‘return to reality and an abandonment of the fictions of international law’ (SP:270). While admitting that ‘criteria’ for the recognition of new — and smaller — states ‘have to be created’ (SP:266), Herbst proposes that any current African state that cannot ‘prove’ that it effectively controls its territory be deprived of its sovereignty through a ‘process of decertification’. The ‘decertified’ states would be replaced by ‘new states because no obvious authority exercises clear control over a defined piece of land’ (SP:270). If it happens that the government of a ‘decertified’ state protests against this decision, this government would ‘be forced to prove that it can actually govern the region’ (SP:271).

As to the question of who would be the judge endowed with the almighty and terrifying power to ‘decertify failed states’, Herbst thinks that the United States of America would serve as an inspiration. Just as ‘the US government decertifies countries [...] that are not attempting to stop the production and transshipments of narcotics’ (SP:264), it could decertify states that are not exercising ‘other aspects of sovereign control, including the failure or inability to project authority and to provide basic services in large parts of [their] territory’ (SP:265).

His book being a study on why Africa’s weak states collapse,¹⁵ Herbst insists that he only aims at preventing further descent into what contemporaneous disciples of Joseph Conrad call ‘the heart of darkness’ (Kaplan 1996; Kaplan 2000; Tayler 2000; Wrong 2000).¹⁶ Decertification would have the additional advantage, in his view, of ‘correctly stating that the US, or other important actors, understand that some countries are not sovereign even if it is not clear as to what they are’ (SP:265).

Our hypothesis on optimal control of state territory has, by far, a different meaning from Professor Herbst’s (hypo)thesis of effective sovereign control. The two are antinomic. Were this study about finding territorial alternatives to current African fragile states, our conclusion would have been exactly the opposite of Herbst’s: Africa needs larger and stronger states — larger populations, larger markets, larger industries... — in order to survive as a sovereignty.

For the Democratic Republic of Congo, rightly mentioned by Herbst as a blatant case of state failure, the solution would not be to create many smaller states within the territory of this country, by recognizing and legalizing for instance the control of ‘warlords’ over Eastern Congo. It seems to us, as it does to others, that a realistic way out of the Great Lakes region quagmire would be to create, if not a political entity that would include the DRC, Uganda, Rwanda

and Burundi, at least a regional scheme guaranteeing human security in all these countries. Such an option would have the virtue to solve both the power projection problem of the Congolese government, and the legitimate security concerns of Uganda and Rwanda. Let us conclude this section by a quotation of another American citizen writing on his field experience with African reality: 'the problem with Africa is that nothing is ever quite as it seems' (Richburg 1998:139).

African Union: A New Border Policy is Not Yet Born

From the birth of the OAU to its replacement by the AU, the doctrine of intangible borders was constantly challenged by both territorial claims from neighbouring states (challenges from above) and subversive 'informal' dynamics from non-state actors (challenges from below). The border issue has become so serious that many states rank the 'porosity of boundaries' among the key factors of insecurity they have to face (Ayissi 2001; Hennop et al. 2001).

The process of border decay has been dramatized by the regionalization of armed violence as well as non-military threats to state authority. Changes in the geopolitical environment have completely altered the meaning of most African borders. However, there is no substantial evidence that the physical obsolescence of borders is matched up by appropriate changes in official discourse and practice. These strangely remain both highly challenged and stubbornly unchanged.

In the introduction to his *Philosophy of History*, a posthumous book first published in 1837, Friedrich Hegel observed: 'What experience and history teach is [...] that peoples and governments never have learned anything from history, or acted on principles deduced from it'. This seems to apply to the postcolonial history of state borders in Africa. For African political leaders, it very much looks like the question 'what is the appropriate African border?' (that is, the one compatible with a state of durable peace and security) has exactly the same answer in 2002 as in 1963.

Meeting in Sirte, Libya, in March 2001, the OAU leaders decided to 'proudly declare the establishment of the African Union by the unanimous will of Member States'. One year later in Lome, Togo, they adopted the Constitutive Act of the AU, saying that the new Pan-African organization is established 'considering the principles and objectives stated in the Charter of the Organization of African Unity'. In this document, member states declared themselves:

conscious of the fact that the scourge of conflicts in Africa constitutes a major impediment to the socio-economic development of the continent and of the need to promote peace, security and stability as a prerequisite for the implementation of [their] development and integration agenda (Preamble).

Then, Article 4 enumerates sixteen fundamental principles of cooperation within the new AU. The very first of these principles is 'sovereign equality and

interdependence among Member States of the Union'. And right after, in the second place, appears the 'respect of borders existing on achievement of independence'.

In the light of this renewed act of faith in the 'intangibility' of colonial borders, one might conclude that African decision-makers have not learned much from history. This would not be, however, a totally fair appreciation. The AU Constitutive Act introduces some innovations indicating that despite the unchanged politics of frozen state borders, there is an effort to adjust to the spirit of the time. Even though they are not radically at odds with the past, some of the AU's principles enumerated in Article 4 of the Constitutive Act constitute new 'rules of the game' that, if fully and faithfully applied, would seriously challenge the old sacrosanct principle of intangible borders, as well as others, like the non-interference in internal affairs of states. Three of these new principles that ideologically subvert the ancient political order in Africa are:

- the right of the Union to intervene in a Member State pursuant to a decision of the Assembly in respect of grave circumstances, namely: war crimes, genocide and crimes against humanity;
- the right of Member States to request intervention from the Union in order to restore peace and security;
- condemnation and rejection of unconstitutional changes of governments (Article 4, paragraphs h, j, and p).

Other changes in the Constitutive Act of the AU include five principles related to democratic governance. These principles are:

- participation of the African peoples in the activities of the Union;
- promotion of gender equality;
- respect for democratic principles, human rights, the rule of law and good governance;
- promotion of social justice to ensure balanced economic development;
- respect for the sanctity of human life, condemnation and rejection of impunity and political assassination, acts of terrorism and subversive activities (Article 4, paragraphs c, l, m, n and o).

In addition, Article 5 mentions the creation of two important 'Organs'. One of them is the Pan-African Parliament, which should 'ensure the full participation of African peoples in the development and economic integration of the continent' (Article 17, paragraph 1) and which held its first session in Addis Ababa in March 2004. The other is an Economic, Social and Cultural Council, which 'shall be an advisory organ composed of different social and professional groups of the Member States of the Union' (Article 22, paragraph 1). These are not yet genuine supra-national mechanisms of cooperation, but, compared to the

defunct OAU Charter, the AU Constitutive Act is obviously more audacious in terms of the demystification of both the ‘intangibility’ of state borders and the absoluteness of sovereignty.

Likewise, the Conference on Security, Stability, Development and Cooperation in Africa (CSSDCA, now a ‘mechanism’ of the AU) reminds the African leaders of the *literal* intangibility of their state borders. Without surprise, the first ‘general principle’ enunciated in the CSSDCA Solemn Declaration of June 2000 is ‘respect for the sovereignty and the territorial integrity of all member states’. More decisively, the OAU admitted in the same document that ‘states should, in times of peace, undertake the delimitation and demarcation of their common borders’,¹⁷ and it agreed to a plan of action that includes ‘negotiations for the delimitation and demarcation of disputed borders’.

At the OAU/AU conference of July 2002 in Durban, South Africa, the African leaders even agreed to a deadline. A Memorandum of Understanding on Security, Stability, Development and Cooperation was adopted at this conference. In it, the OAU/AU member states agreed to adopt ‘key performance indicators’. One of these indicators is to:

conclude by 2012, with the assistance of the UN cartographic unit where required, the delineation and demarcation of borders between African states, where it has not been done, to strengthen peaceful inter-state relations.

It now looks as though state territories, in the African imagination, are no longer these self-evident and absolutely closed geographical spaces within which the state is supposed to have an unconditionally exclusive privilege of ownership. ‘History has always been conceived as the movement of a resumption of history, a diversion between presences’, wrote Jacques Derrida (1978:291). This is definitely true concerning the creation of the OAU and that of the AU. But, as far as the fate of the African state’s territory and sovereignty are specifically considered, the most important thing is that the second ‘presence’ (AU) seems not to be the simple resumption of the first one (OAU).

Notes

1. For the sake of simplification, we use as synonymous the expressions ‘state borders’ and ‘national borders’, even though we do not lose sight of the fact that a state is not always a sociological equivalent of a nation. On ‘territory’ as an appropriated geographical space produced by and under the effective control of communities, see Bailly and Ferras (2001).
2. The open session speeches at the 1963 conference were published in *Proceedings of the Summit Conference of the Heads of State and Government*, Addis Ababa, OAU Provisional Secretariat, 1963. Facsimiles of these speeches are also posted on the UNECA website, www.uneca.org/adfiii/riefforts/ref.htm.

3. The speeches at the 1964 conference are quoted from *Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, 17-21 juillet 1964, Le Caire: textes des discours prononcés à la Conférence*, Cairo, Information Department, 1964.
4. Emphasis by Kwame Nkrumah.
5. The Brazzaville Declaration was signed by the presidents of Cameroon, Central African Republic, Chad, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Madagascar, Mauritania, Niger, Senegal and Upper Volta, who later formed the African and Malagasy Union (UMA).
6. The 'Casablanca Group' involved Ghana, Guinea, Libya (who later joined the 'Monrovia Group'), Mali, Morocco, United Arab Republic, and the Provisional Government of the Republic of Algeria (invited as a full-fledged member). The Casablanca Charter was also supported by the Pan-African Freedom Movement of East and Central Africa (PAFMECA), another 'progressive' grouping formed in 1958.
7. The 'Monrovia Group' involved the twelve states of the Brazzaville Group plus Ethiopia, Liberia, Libya, Nigeria, Sierra Leone, Somalia, Togo and Tunisia.
8. The Lagos and Casablanca Charter can be found in Sohn (1971). All the other pre-OAU documents quoted in this section are taken from Mutiso and Rohio (1975).
9. Only 32 African states were independent in May 1963, of which 31 participated in the Addis Ababa conference (the absentee was Togo, in the confusing aftermath of its first coup d'état, in which President Sylvanus Olympio was assassinated). On the other hand, all the lusophone countries, Kenya, Zanzibar, Mauritius, Seychelles, Comoros, Djibouti, The Gambia, Equatorial Guinea, Western Sahara and the whole of Southern Africa were still under colonial or white minority rule.
10. Morocco only signed the OAU Charter in September 1963, and then under reservation of rights and without recognition of existing boundaries (Benmessaoud Trédano 1989:140). Morocco ultimately withdrew from the OAU in November 1984 to protest the admission of the Sahrawi Arab Democratic Republic.
11. The list of four as on November 1999: Guinea: 489,000; Sudan: 391,000; Tanzania: 343,900 (not including 200,000 Burundi who have been in Tanzania since the 1970s and are not assisted by the UNHCR). In 2003, the main refugee-hosting country in Africa was Tanzania, with an estimated 700,000 persons, including the 200,000 unassisted Burundi from the 1970s (UNHCR 2003:14).
12. *La Lance* (Conakry), 15 September 1999, front page: 'Guinée/Libéria: Taylor attaque en forêt'.
13. The ECOMOG interventions in Liberia and Sierra Leone (and also Guinea Bissau in 1998-1999) are not the focus of this chapter. What should however be underlined, regarding the Economic Community of West African States (ECOWAS), is the move from a state-centric regional organization towards a supranational mechanism that enforces peace agreements in sovereign countries (Olonisakin and Aning 1999; Adebajo 2002).
14. Hereby quoted as SP.

15. To paraphrase Jackson and Rosberg's famous title 'Why Africa's Weak States Persist' (1982).
16. In reference to Joseph Conrad's novel, *Heart of Darkness*, first published in 1902.
17. This is exactly what Albert Margai called for in Cairo at the OAU meeting of 1964.

Bibliography

- Adebajo, Adekeye, 2002, *Building Peace in West Africa: Liberia, Sierra Leone and Guinea-Bissau*, Boulder: Lynne Rienner.
- All-African People's Conference, 1958, 'Statutes', Accra, 5-13 December, reprinted in Mutiso and Rohio (1975:361-62).
- All-African People's Conference, 1960, 'Amended Constitution', Tunis, 25-30 January, reprinted in Mutiso and Rohio (1975:362-63).
- Aron, Raymond, 1984, *Paix et guerre entre les nations*, 8th ed., Paris : Calmann-Lévy.
- Assensoh, Akwasi B., 1998, *African Political Leadership. A Comparative Study of Jomo Kenyatta, Kwame Nkrumah, and Julius K. Nyerere*, Melbourne [FL]: Krieger Publishing Company.
- AU, 2000, 'Constitutive Act of the African Union', Lome, 11 July, www.africa-union.org/About_AU/AbConstitutive_Act.htm.
- Ayissi, Anatole, ed., 2001, *Cooperating for Peace in West Africa: An Agenda for the 21st Century*, New York and Geneva: United Nations.
- Ayissi, Anatole and Poulton, Robin-Edward, 2000, *Bound to Cooperate: Conflict, Peace and People in Sierra Leone*, New York and Geneva: United Nations.
- Bahr, Christian, 2002, *Divided City. The Berlin Wall*, Berlin: Jaron Verlag.
- Bailly, Antoine and Robert Ferras, 2001, *Éléments d'épistémologie de la géographie*, Paris: Armand Colin.
- Benmessaoud Trédano, Abdelmoughit, 1989, *Intangibilité des frontières coloniales et espace étatique en Afrique*, Paris : LGDJ.
- Benot, Yves, 1969, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris : Maspero.
- Blum, William, 1986, *The CIA: A Forgotten History*, London: Zed Books.
- Boggs, S.W., 1940, *International Boundaries. A Study of Boundary Functions and Problems*, New York: Columbia University Press.
- Bouthoul, Gaston, 1991, *Traité de polémologie: sociologie des guerres*, Paris: Payot.
- Brownlie, Ian, 1999, *Principles of Public International Law*, Oxford: Oxford University Press.
- Conference of Brazzaville, 1960, 'Communiqué', 19 December, reprinted in Mutiso and Rohio (1975:390-91).
- Conference of Casablanca, 1961, 'The African Charter of Casablanca', 7 January, reprinted in Sohn (1971:42).

- Conference of Monrovia, 1961, 'Resolution on the Means of Promoting Better Understanding and Cooperation Towards Achieving Unity in Africa and Madagascar', 12 May, reprinted in Mutiso and Rohio (1975:392).
- Conrad, Joseph, 1902, *Heart of Darkness*, reprint edition 1995, London: Penguin Books.
- Conté, Lansana, 1999, 'Allocution de M. Lansana Conté, Président de la République de Guinée, à la 54e Assemblée générale des Nations Unies', New York, 24 September, AG/918.
- Cornu, Gérard, ed., 1987, *Le vocabulaire juridique*, Paris: PUF.
- Derrida, Jacques, 1978, *Writing and Difference*, Chicago: University of Chicago Press.
- Ellis, Stephen, 1999, *The Mask of Anarchy*, New York: New York University Press.
- Evans, Graham, 1998, *Dictionary of International Relations*, London: Penguin Books.
- Foucher, Michel, 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, 2nd ed., Paris: Fayard.
- Gaddis, John Lewis, 1998, *We Now Know. Rethinking the Cold War*, Oxford: Clarendon Press.
- Gilbert, Martin, 1999, *Challenge to Civilization. A History of the 20th Century: 1952-1999*, London: Harper Collins.
- Gonidec, Pierre François, 1978, *Les systèmes politiques africains*, Paris: LGDJ.
- Guevara, Ernesto Che, 2000, *The African Dream. The Diaries of the Revolutionary War in the Congo*, London: Harvill Press.
- Hegel, Friedrich, 1837, *The Philosophy of History*, www.marxists.org/reference/archive/hegel/works/hi/
- Hennop, Etienne, Jefferson, Clare and McLean, Andrew, 2001, *The Challenge to Control South Africa's Borders and Borderline*, Pretoria: ISS.
- Herbst, Jeffrey, 2000, *States and Power in Africa. Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton: Princeton University Press.
- Hertslet, Sir Edward, 1895, *The Map of Africa By Treaty*, London: Frank Cass, (new edition 1967).
- Jackson, Robert H., 1990, *Quasi-States: Sovereignty, International Relations and the Third World*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Jackson, Robert H. and Rosberg, Carl G., 1982, 'Why Africa's Weak States Persist: the Empirical and the Juridical in Statehood', *World Politics*, 35 (1), pp. 1-24.
- Kaplan, Robert D., 1996, *The Ends of the Earth. A Journey to the Frontiers of Anarchy*, New York: Vintage Books.
- Kaplan, Robert D., 2000, *The Coming Anarchy. Chattering the Dreams of the Post-Cold War*, New York: Random House.
- Katzenellenbogen, Simon, 1996, 'It Didn't Happen at Berlin. Politics, Economics and Ignorance in the Setting of Africa's Colonial Boundaries', in P. Nugent and A.I. Asiwaju (eds), *African Boundaries, Barriers, Conduits and Opportunities*, London: Pinter, pp. 21-31.

- Ketema, Makonnen, 2000, 'Ethiopia and the Two Opposing Groups', www.oau-creation.com/PartTwo.htm.
- Kissinger, Henry, 1994, *Diplomacy*, New York: Simon & Schuster.
- Ki-Zerbo, Joseph, 1978, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris: Hatier.
- Kodjo, Edem, 1988, 'L'Organisation de l'Unité Africaine et la gestion des crises africaines', *Cahier de l'IPRI*, 2, pp. 1-9.
- Lanotte, Olivier, 2003, *Guerres sans frontières en République démocratique du Congo*, Bruxelles: Complexe.
- Lantier, Jacques, 1967, *L'Afrique déchirée*, Paris: Planète.
- Mbembe, Achille, 1999, 'Mouvements de populations, éclatement des Etats, recompositions géopolitiques. Les frontières mouvantes du continent africain', *Le Monde diplomatique*, November, pp. 22-23.
- McNamara, Robert, 1999, *Argument Without End: In Search of Answers to the Vietnam Tragedy*, New York: Public Affairs.
- Michalon, Thierry, 1984, *Quel Etat pour l'Afrique?*, Paris: L'Harmattan.
- Mutiso, Gideon-Cyrus M. and Rohio, S.W., eds, 1975, *Readings in African Political Thought*, London and Nairobi: Heinemann.
- Nkrumah, Kwame, 1963, *Africa Must Unite*, London: Panaf.
- Norwegian Refugee Council, 2003, *Profile of Internal Displacement: Guinea*, Geneva: Global IDP Project.
- OAU, 1963, 'OAU Charter', Addis Ababa, 25 May, <www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_Conventions_Protocols/OAU_Charter_1963.pdf>.
- OAU, 1963, *Proceedings of the Summit Conference of the Heads of State and Government*, 2 vols., Addis Ababa: Provisional Secretariat.
- OAU, 1964, 'Resolution on Border Disputes Among African States', Cairo, 21 July, AHG/Res. 16 (I).
- OAU, 1964, *Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA, 17-21 juillet 1964, Le Caire: textes des discours prononcés à la Conférence*, Cairo : Information Department.
- OAU, 1965, 'Declaration on the Problem of Subversion', Accra, 25 October, AHG/Res. 27 (II).
- OAU, 2000, 'CSSDCA [Conference on Security, Stability, Development and Cooperation in Africa] Solemn Declaration', Lome, 12 July, AHG/Decl. 4 (XXXVI).
- OAU, 2001, 'Decision on the African Union', Sirte, 2 March, EAHG/Dec. 1 (V).
- OAU/AU, 2002, 'Memorandum of Understanding on Security, Stability, Development and Cooperation in Africa', Durban, 9 July.
- Oliver, Roland, 1999, *The African Experience*, London: Phoenix Press.
- Olonisakin, Funmi and Emmanuel Kwesi Aning, 1999, 'Humanitarian intervention and human rights: the contradictions in ECOMOG', *The International Journal of Human Rights*, 3 (1), pp. 16-39.

- Organization of Inter-African and Malagasy States, 1962, 'Draft Charter', Lagos, 23 January, reprinted in Sohn (1971:56).
- Orwa, D.K., 1985, 'Causes of Conflict in the Relations of African States', in J.C.B. Ojo, D.K. Orwa and C.M.B. Utete, *African International Relations*, London: Longman, pp. 129-41
- Reyntjens, Filip, 1999, *La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique Centrale*, Paris : L'Harmattan.
- Richburg, Keith B., 1998, *Out of Africa. A Black Man Confronts Africa*, New York: Harcourt Brace and Company.
- Schafer, John C, 1997, *Vietnamese Perspectives on the War in Vietnam. An Annotated Bibliography of Works in English*, New Haven: Yale Center for International and Area Studies.
- Sohn, Louis B., ed., 1971, *Basic Documents of African regional Organizations*, vol. 1, New York: Oceana Publications.
- Taylor, Jeffrey, 2000, *Facing the Congo: A Modern-Day Journey into the Heart of Darkness*, New York: Three Rivers Press.
- Tchivounda, Pambou, 1982, *Essai sur l'État Africain Post-colonial*, Paris : LGDJ.
- Thierry, Hubert, Serge Sur, Jean Combacau and Christian Vallée, 1979, *Droit international public*, Paris : Montchrestien.
- Tshiyembe, Mwayila, 1990, *L'État postcolonial, facteur d'instabilité en Afrique*, Paris: Présence africaine.
- Tshiyembe, Mwayila, 1999 'Ambitions rivales dans l'Afrique des Grands Lacs', *Le Monde diplomatique*, January, pp. 10-11.
- UNHCR, 1999, *Africa Fact Sheet*, November, Geneva.
- UNHCR, 2003, *Refugees by numbers 2003*, September, Geneva.
- Wolfers, Michael, 1976, *Politics in the Organization of African Unity*, London: Methuen.
- Wrong, Michela, 2000, *In the Footsteps of Mr Kurtz: Living on the Brink of Disaster in the Congo*, London: Fourth Estate.
- Zartman, I. William, 1985, *Ripe for Resolution. Conflict and Intervention in Africa*, New York: Oxford University Press.



6

Whose Self-Determination? Conflicting Nationalisms and the Collapse of Somalia

Inyani K. Simala and Michel Ben Arrous

Self-determination, state-building and the national question have become major problems in Africa. In the early 1960s, when a majority of ex-colonies attained independent statehood, self-determination was broadly understood to be synonymous with decolonization. Rapidly, however, dissident groups claiming to be nationalities rose to question the legitimacy of either their incorporation into a particular state or their territorial partition among two or more states. These groups have not only grown in numbers in past decades, they have also become more and more insistent on invoking the right to self-determination to justify their disengagement from state-driven nation-state projects. By seeking some form of autonomy or even, in some cases, outright secession from relatively new states whose boundaries and *raison d'être* are part of the colonial legacy, an ever-growing list of territorial dissidences has challenged the whole political matrix of postcolonial Africa.

Whether ethnic groups and other forms of indigenous polities or communities should be acknowledged as peoples, nationalities or nations is the object of unending debate (Smith 1986; Kellas 1991; Parekh 1995). In this chapter, dissident demands for self-determination are simply considered as representing an alternative nationalism in competition with that of the states. The point is that dissident groups and the states from which they attempt to disengage bring up equally exclusive claims.

Given that the territorial state has become the dominant form of political organization in Africa, an investigation into the influence of state boundaries

upon indigenous peoples and their response to the placing of such boundaries through their ancestral territories deserves primary consideration. This chapter specifically discusses the case of Somalia. It is a particularly interesting case on a number of accounts:

- First, Somalia is generally regarded as one of the few culturally homogeneous countries in Africa, if not the world. Its cultural homogeneity admits some exceptions, to which this chapter will later return, but most Somalis, both in Somalia and neighbouring countries, speak the same language, organize communal life around similar social institutions, enjoy a rich oral literature centred on poetic forms, believe in their common descent from a founding ancestor and manifest a powerful devotion to Islam.
- Second, the Somali-speaking people form one of the largest single ethnic blocs in Africa. Though sparsely distributed on the ground, they live in continuous occupation of a great expanse of territory covering almost 400,000 square miles in the Horn of Africa.
- A third remarkable feature of the Somalis is their multiple colonization by three European powers and an African one. Boundaries 'arrangements' between Britain, France, Italy and Ethiopia led not only to the partition of a single people amongst a number of unevenly assembled colonies, but also to the creation of two self-contained and exclusively Somali territories: the British Somaliland Protectorate and Italian Somalia, of which merger at independence gave birth to the new state of Somalia.
- Fourth, the Somali sense of community differs from the state-centred nationalism of most nation-states projects in Africa. The traditional Somali consciousness of cultural exclusiveness and national identity was gradually transformed from a purely cultural phenomenon into a vigorous political force. Over the last hundred years, an indisputable shared sense of nationhood has prompted the Somalis 'to brave overwhelming odds repeatedly in an attempt, so far unrewarded, to re-unify what they regard as their 'dismembered nation' (Samatar 1985:161).
- Fifth, postcolonial Somalia is a country marked by a history of serious conflict with her neighbours. Somali reunification, as championed by Somalia, could only be achieved at the territorial expense of neighbouring states. Here might be an archetypal case of inter-state conflicts brought by colonial borders, but with an extremely high human cost.
- Sixth, Somalia served as an active arena of superpower antagonism during the Cold War. To say the least, Cold War politics have greatly contributed to intensify protracted warfare in the Horn of Africa, a region that has been dogged by separation, irredentism, and secessions based on absolute interpretation of the right to self-determination.

- Lastly, clanism in Somalia is deployed much more openly and programmatically than, perhaps, anywhere else in the world. Multiple colonization, the uneasy reunification of British and Italian Somalilands at independence and the personal dictatorship of Siyad Barre (1969-1991) have all contributed to transform the significance of clan ties, from loose expressions of relatively undemanding loyalties, into the dividing lines of political groupings and armed factions.

Against this background, and in the wake of violent and seemingly chaotic disintegration of Somalia, this chapter examines the connections between different understandings of self-determination, conflicting nationalisms, and the processes of state-building and fragmentation. It begins with a few necessary landmarks on Somali unity, colonial partition, and the evolving conceptual framework of self-determination in the twentieth century. Then, the central part of the study focuses on the changing uses and meanings of self-determination in recent Somali history. It discusses the role played by the state of Somalia in the production of state and clan nationalisms, of which contradictions have ultimately led to state collapse. The conclusion offers a few additional remarks on the inadequacy of state-centred approaches to self-determination in Somalia and, possibly, beyond.

Somali Unity and Partition in Historical Context

Many political dynamics in Africa can only be understood within the changing context of land accessibility. Prior to colonization, established polities were 'surrounded by large tracts of land that were open politically or physically or both' (Kopytoff 1987:10). Together, these tracts made up a continent-wide interstitial network of thousands of political local frontiers, allowing the earliest recorded form of indigenous self-determination. Whether discontent people sought to move away from unfriendly rulers or simply looked for better ecological resources, they could move into this internal African frontier and set up their own social order in the midst of what was effectively an institutional vacuum.

Millennial migrations on the one hand, intermarriages between the inhabitants of the Horn of Africa and Arab and Persian traders on the other hand, concurred in the formation of the Somali people. In addition to large-scale historic migrations, seasonal migrations provided a livelihood to Somali pastoralist communities. The social order that best expressed a shared ecological culture and, at the same time, most effectively organized the political processes of decision-making, developed as a clan-centred kinship system.

For centuries, this system conciliated Somali unity and spatial mobility. Both were considerably disrupted by the colonial partition of Africa. At the beginning of the 20th century, when externally defined borders were forced on the Somalis, their ecologically integrated area was severed into five different territories.

Then, as the international system of territorial states generalized worldwide, the avenues for Somali self-determination became increasingly intricate.

Mobility and the Kinship System

Historians differ regarding when the different Somali clans took up their modern name — Somali. Ancient Egyptians used to call present-day Somaliland the Land of Punt. Linguists consider that the Somalis form a sub-group of what they call the ‘Eastern Cushites’, a group that probably began to spread southwards from an original homeland in southern Ethiopia highlands and reached the plains of northern Kenya in the first millennium BC. Then the Samaale or Somalis as some of them came to be called, moved again northwards.

There is linguistic evidence that the Samaale first occupied the Haud (or Ogaden, part of present-day Somali Region of Ethiopia) before reaching the shores of the Gulf of Aden, that is the Land of Punt, by the middle of the 5th century AD. According to Bernd Heine (1979:29), ‘by around 1000 AD, if not earlier, the entire Horn including what Arab writers had referred to as the [Berber] Coast had been occupied by the Samaale’.

The earliest coastal city-states — Zayla, Berbera, Mogadishu, Merca, Brava, as well as a series of smaller settlements — emerged after the 8th century with a distinctly Swahili and Arab influence. Coupled with Islamic proselytism, a rising interest in upland trade motivated another great migration, this time from northeast to southwest, which probably began in the 13th century. This new migration was still in progress in the 19th century, when the Europeans arrived at the Horn (Samatar 1985:156-64).

In the meantime, Somali clans had joined to realize a common cause for the first time by successfully capturing large parts of Abyssinia under the guidance of Ahmed Ibn Ibrahim al-Ghazi, also called Ahmed Gran, in the first half of the 16th century. The subsequent and rapid evaporation of their highland conquests, which reached within 50 miles of present-day Addis Ababa, foreshadowed the implausibility of a strong state enduring within the realities of Somali social and ecological culture. It is nomadic pastoralism that provided a livelihood to the Somali people, through seasonal migrations from the coast to the Haud during the rainy season and back to the coast during the dry season.

Rather than state structures, and more relevant to a nomadic way of life, the kinship system flourished as the most significant representation of society. Membership in a variety of kin-based groups of diverse sizes is based on the claim of descent, through the male line, from a common male ancestor. The largest of these descent groups is what modern anthropologists refer to as the clan-family, a unit that many observers and most Somalis call a tribe.

According to some classifications, the major clan-families or ‘tribes’ that make up the Somali people are Darod, Hawiye, Isaq, Dir, Digil and Mirifle (or Rahanwein).¹ Each one comprises of a number of individual clans, which in

turn are subdivided into subclans and sub-subclans, all the way down to tertiary, secondary and primary lineages and extended families.

Within this 'series of concentric and interconnected circles, with kaleidoscopic and diffuse attachments', *dijya*-paying groups are the most binding and most frequently mobilized subunits (Adam 1995:69-70). They consist of close kinsmen who are united by a contractual alliance stipulating that they should collectively pay or receive blood compensation (*dijya*) if one of their members commits or is victim of a crime. However, loyalty to *dijya*-paying groups does not preclude the formation of wider kinship alliances as occasion demands. Thus, within a clan, *dijya*-paying group opposes its opposite group; but when the clan is attacked, its various sections unite in common cause to protect clan interests.

With populations ranging from ten thousand to over one hundred thousand people, the clans have long been the largest effective political units. They are formally led by sultans but this title ill accords with the actual position of Somali clan leaders, who are normally little more than convenient figureheads and lack any firmly institutionalized power. The position of sultan, though often hereditary, is hardly more than an honorific title dignifying a man whose effective power is often no greater, and sometimes less than that of other clan elders. It is the elders, meaning all adult men — *not* women — who 'traditionally' control clan affairs.²

For their part, the clan-families or 'tribes' are generally too large, too widely scattered, and too unwieldy to act as effective corporate political units. The political and social affairs of traditional Somali society, including conflict resolution, were managed rather by councils (*shir*) whose legal foundations were based on informal contracts (*beer*). Through participatory deliberations, the clans usually managed to solve legal and political disputes amicably. With a few exceptions, a hierarchical pattern of authority is foreign to pastoral Somali society, which in its customary processes of decision-making is democratic almost to the point of anarchy (Lewis 1961).

Somalia Torn Apart: One Nation, Four Empires

About mid-nineteenth century, Somalia became the focus of inter-imperial rivalry involving Britain, France, Italy, and Ethiopia. After meeting in Berlin in 1884, the European powers issued the Berlin Act in 1885, which promoted the doctrine of effective occupation of claimed territories. Its hinterland clause stated that whichever power occupied a coastal area was entitled to claim exclusive rights to exercise political influence for an indefinite distance inland. In the wake of the rush to apply this clause, European powers began to declare spheres of influence.

Between 1884 and 1886, the British succeeded in formalizing their influence on the northern Somali coast by declaring the area a British protectorate, to which were added, in the south, the Jubaland Province and the Northern Frontier

District (NFD) of Kenya. The French, who had acquired Obock on the Danakil coast in 1862, signed an agreement with Britain in 1886 delineating their boundaries between Zayla and Djibouti. Italy took possession of the Eritrean coast from Assab to Massawa and the Benadir coast along the Indian Ocean.

In 1889, Italy and Ethiopia signed the Treaty of Wuchale. This treaty formally recognized Italy's protectorate over Eritrea but Article XVII was litigious: its Amharic version stated that Ethiopia *may* rely upon Italy for her relations with Europe, while in Italian it said that Ethiopia *would* do it. Emperor Menelik denounced the Treaty and Ethiopia defeated Italy at the famous battle of Adowa in 1896. French and British envoys immediately rushed to Addis Ababa and made pacts with Menelik which recognized their colonial boundaries, while placing the Ogaden under Ethiopian suzerainty (Samatar 1985:167-70).

The ensuing Ethiopian occupation of Ogaden was harsh. Livestock raids, taxation and repression brought the reaction of the poet Sayyid Mahammad 'Abdille Hasan, precursor of modern Somali nationalism, between the late 1890s and 1920. The Dervish resistance movement he led had a strong religious dimension embodied in the prominent role played by the popular Salihyya brotherhood, one of the militant wings of the Sudan's Mahdist movement. Insofar as Britain and, to a lesser extent, Italy, offered Ethiopia their assistance to suppress the Dervish movement, it became apparent to the Somali Dervishes that a Christian alliance was fighting an Islamic people. At least 200,000 Somalis — or one third of the population of British Somaliland — lost their life in what was one of the earliest anti-colonial guerrilla movements in Africa. The movement was only ended by air-bombing in 1920 (Beachey 1990).

Somalia was then officially 'pacified' by the occupation of four empires: Ethiopia, Britain, France, and Italy. As Britain hoisted her flag over two Somali territories — the Somaliland Protectorate and the NFD in Kenya — the single Somali nation was indeed severed into five pieces. Britain ceded part of the Jubaland Province, including the town and port of Kismayu, to Italy in the mid-1920s.

Inter-imperial boundaries made seasonal migrations singularly arduous. Depending on where they happened to be at a given time, nomads were answerable to competing and conflicting regulations and liable to multiple taxation. Yet, seasonal migrations remained a crucial necessity, if only because water sources were scattered under different European jurisdictions while most grazing areas were on the Ethiopian side. As will be argued later, it is not simply a coincidence that the strongest opposition to the centralizing trends of postcolonial Somalia has come from the north, where nomadic pastoralism is still predominant.

Early in World War II, the British were forced out of the Somaliland Protectorate by Italian troops but they recaptured it in 1941, along with Italian Somalia. The same year, British East and West African troops dislodged the Italians from Ethiopia, which they had invaded in 1935. Thereafter, all the

Somali territories, with the exception of French Somaliland, were for a while united under British military administration. In the Four-Power Commission and later UN debates concerning disposal of Italy's former colonies, the British Foreign Secretary, Ernest Bevin, proposed that all the Somalilands should be placed under a single administration, preferably British, but the three other Allies — France, USSR and the United States — accused Britain of seeking imperial gains and the idea had to be abandoned. In 1948, Britain turned the Ogaden and additional Somali areas over to Ethiopia. The UN General Assembly voted in November 1949 to make ex-Italian Somalia a trusteeship territory for ten years, with Italy as the administering authority.

Like in many other parts of partitioned Africa, colonial administrations shared little more than a commitment to colonial business and an ambition to change the behaviour of colonized peoples. Beyond this common denominator, many significant differences existed in terms of legal status, taxation, communication networks, spread of official languages and western medicine, and other colonial policies. Each colonial administration shaped its models of subservience and methods of coercion according to the peculiarities of its own imperial centre, including political history and values, strategic agenda, economic wealth and demands. Although colonial rule typically relied on the institutionalization of a number of regimental techniques, some of which were said to be customary while others were more directly borrowed from the traditions of the modern state in Europe, many elements varied and so did their overall configuration (Young 1994). Both the British and the Italians, for instance, stipulated that the Somalis be governed by customary law but they fixed distinct versions of Somali custom. Both managed anyway to set up a rudimentary apparatus of native authorities, in which they differed from the Ethiopians who also tried to appoint Somali chiefs but failed to counterbalance the clan assemblies and other legitimate social institutions. As Said S. Samatar points out:

The key difference between European and Ethiopian methods of colonization seems to have hinged on the difference between their technical and economic resources. Unlike the Europeans, the Ethiopians possessed neither an industrial home base nor a vast accumulation of monopoly capital to finance their colonial enterprises [...]. Theirs was a subsistence economy and this meant that the army of conquest had to live off the land (Samatar 1985:171-72).

Multiple colonization meant a great variety of stratification processes, all of them classically based (by colonial standards) on descent groups, but within different colonial frameworks and at different rates. Over a period of sixty to seventy years, the significance of Somali descent groups was considerably expanded into the strengthening of clan lines, the sharpening of clan rivalries and the emergence of clan-based forms of political 'ethnicity', so to speak. It was during the colonial era that clanism evolved as 'the Somali version of the generic problem of ethnicity or tribalism' (Adam 1995:70).

However, despite colonial policies of divide and rule, some of the many side effects of World War II were to stimulate a new conception of Somali nationalism, to foster the nationalist aim of unifying the several Somali territories, and to provide conditions under which this aim could have been realized (Laitin and Samatar 1987). The United Nations Organization was three years old when it received the petition below:

Whereas we, the undersigned Somali Sultans, members of the Somali Youth League, Central Committee and deputations from various parts of the Somali territories stated under have held an All Somali Conference in Mogadishu on 1 February 1948, where it has been unanimously decided to address the following petition to the UN Assembly.

That as we Somalis are all Muslims of the same race and language and have the same mode of living and culture, and are all known by the same name 'Somali', we do hereby resolve that it is against the true interests of our people to remain separated by *de facto* frontiers; that in as much as we have the natural urge for national self-determination and for the preservation of human rights, we wish to live as one with our brother Somalis; that we do hereby record the deeply rooted desire of the Somali peoples that all the Somali territories, namely Ex-Italian Somaliland, French Somaliland, NFD (Northern Frontier District of Kenya), British Somaliland and Ethiopian Somaliland be united into one political, administrative, cultural and economic unit.

We earnestly appeal for the sympathy and support of the UN to help us put an end to the unnatural situation of one race being divided by external influences into five enclosures against its true interest and welfare (cited in Fitzgibbon 1982:96).

In Mogadishu again, Somali delegates from political groups and parties in the British Protectorate and the Italian Trusteeship Territory launched a National Pan-Somali Movement in 1959. This new organization embraced in its Charter the twin aims of campaigns by peaceful means for the independence and unification of all the Somali territories, and of creating firm ties with other African and Asian states.

At that time, Pan-Somalism was indeed in line with Pan-Africanism. The All-African People's Conference (AAPC), holding its constituent meeting in Accra in December 1958, had called for 'the abolition or adjustment of [...] artificial frontiers drawn by imperialists [...], particularly those which cut across ethnic groups and divide people of the same stock' (cited in Mutiso and Rohio 1975:365). The second AAPC meeting, at Tunis in January 1960, passed a resolution on Somaliland 'artificially divided', in which it 'hail[ed] and support[ed] the struggle of the people of Somaliland for independence and unity in order to give birth to a bigger Somaliland' (ibid., p.373). Significantly, the AAPC did not refer to one particular Somaliland, whether British or Italian, but to Somaliland in general, just as Pan-Somali nationalists did.

Matters worsened rapidly from 1961 onwards, when the Monrovia meeting of some African heads of state adopted the principles of respect for the sovereignty of all states and non-interference in their internal affairs. Two years later, preoccupation with sovereignty was strongly evident in the OAU Charter, emphatically affirming the inviolability of African ex-colonial boundaries. The OAU again reinforced the dogma of territorial integrity at its 1964 Cairo Summit. But how could Somalia and the Somali people in other territories pursue their self-determination goal of achieving and belonging to a Greater Somalia without violating the sovereignty and territorial integrity of other states? And how could the states of Ethiopia, Kenya and later on Djibouti forbid aggression from Somalia and legitimate action against Somali populations that claimed a right to self-determination?

Self-Determination in the 20th Century

The doctrine of national self-determination was the compelling rationale of nationalism in the 20th century. Its history actually began around the time of the French Revolution, when self-determination was considered a democratic ideal, meaning that 'people were not to be any more a mere appurtenance of the land' (Sureda 1973:17). If governments were to be based on the will of the people, not that of the feudal monarch, a radical strain of political thought advanced that discontent people should be able to secede and organize themselves as they wish — a principle which could compare with the exit option in precolonial Africa. From its inception in the Enlightenment era, therefore, self-determination represented a threat to the legitimacy of the established order (Starovoitova 1997). However, it was still to become a principle of international law.

Despite many demands in Europe, self-determination was long met with extreme suspicion by kings and rulers. Only after 1918, when the Austro-Hungarian and Ottoman Empires began to disintegrate, did it receive prominent sympathizers. International figures as ideologically diverse as Lenin and US president Wilson championed a conception of self-determination that saw it as an autonomy granted to nationalities or minorities within a state. Even so, the League of Nations did not recognize self-determination as applicable to all humankind. The League's Covenant stipulated, under Article 22, that mandated territories were to be guided by 'advanced nations' — which essentially legitimized the colonial system. Beyond those territories that were placed under the League's mandate, most colonized peoples were definitely excluded from the scope of self-determination.

A much different conception emerged with the establishment of the UN in 1945. Difference was twofold. First, self-determination now applied to states rather than nationalities or minorities. In the aftermath of World War II and the early days of the Cold War, the state-centred conception was meant to protect the autonomy and sovereignty of UN members, so as to forbid international

aggressions and to legitimate, when necessary, state action against internal groups that locally happened to disrupt the universal peace project of the League's successor. Second, self-determination was selectively accepted as a basis for attaining independent statehood. In the decolonization context of the 1950s and 1960s, the right to self-determination was more or less regarded as a preserve of ex-colonies, now filling the ranks of the UN as newly-independent members. As indicated by the first article of the UN Charter, one purpose of the international organization was and remains:

[...] to develop friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples, and to take other appropriate measures to strengthen universal peace.

The UN nonetheless lacked a clear definition of what a people or a nation is. The use of these two terms raised many practical and political difficulties during work on the Charter. What was reached in the end was an implicit and ambiguous consensus:

'Nations' is used in the sense of all political entities, states and non-states, whereas 'peoples' refers to groups of human beings who may, or may not, comprise states or nations (Sureda 1973:100).

In practice, the UN still had to decide on a case-by-case basis when claims to self-determination were applicable and when they were not. This was and remains so because international law provides no clear guidelines for determining exactly who or what the right to self-determination applies to (Starovoitova 1997). Conciliating people-centred and state-centred conceptions of self-determination has proved an uneasy task. That the two conceptions respectively threaten and protect the territorial integrity of existing states is the key contradiction. By way of compromise, most decolonization-related UN documents expressed both views. In December 1960, that was how the General Assembly adopted, after much debate, the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples. The second article of this Declaration emphasized, on the one hand, that:

All peoples have the right to self-determination; by virtue of that right they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development.

Yet four articles later, the same Declaration warned:

Any attempt aimed at the partial or total disruption of the national unity and the territorial integrity of a country is incompatible with the purposes and principles of the Charter of the United Nations.

From the mid 1960s onwards, as the decolonization era drew to a close, the UN juridical framework gave increasing precedence to territorial integrity (Shivji 1989:72-81). Throughout the 20th century, and in sharp contrast with the original

conception of self-determination, which, in the Enlightenment era, allowed and even envisaged secession as a democratic right, the world has thus ordered its affairs within an international system increasingly based on the prominence of states whose borders, no matter how they were originally determined, are considered inviolable.

For all that, political boundaries do not always coincide with national groupings. Few, if any states have borders that unambiguously encompass one nation or people, or even several peoples who voluntarily agreed to become part of one state. In most parts of the world, dissident groups have been or felt sufficiently dominated or oppressed to protest their subjugation taking arms. In so doing, they have called attention to the shortcomings of the state-centred conception of self-determination, as far as the UN project of universal peace was concerned. An apparent paradox, in this regard, is that many of them have claimed a right to a state of their own. But the paradox is largely explained by a twofold fact: modern states are generally 'unwilling to provide secure spaces of growth to their cultural minorities' and international bodies 'pay little attention to the needs of non-states' (Parekh 1995:46). Accordingly, demands for independent statehood have increased rather than decreased since the end of decolonization.

Dissident groups worldwide have collectively contributed to the emergence of one more conception of self-determination, so far the latest, of which the implicit slogan is 'one nation, one state'. Its proponents actually fuse the ethnic and cultural rights of the inter-war years with the territorial absolutism of decolonization. Though not accepted as such in international law, this newest trend of thinking was indisputably given impetus by the collapse of the former Eastern bloc and the redrawing of borders in Eastern and Central Europe.

A globalizing ethnonationalist discourse tends to result in the biased statement that every distinctive nation should be entitled to its own state. What makes this trend of thinking disputable, is the underlying assertion that all nations seek to become states. Not only is the assertion over-simplistic, it may indeed run counterproductive, in many instances, to the aspirations of the very nation one seeks to 'liberate'. As Bhikhu Parekh correctly argues (*ibid.*, p.45) and the Somali case illustrates, 'nation and state have very different structures and are created and preserved in very different ways'. Running a state under the current international system involves a central bureaucracy, rigid boundaries, a minimum homogenization of ways of life and modes of production, all sorts of requirements that may disorientate a nation away from its cherished culture and values.

What Does Self-Determination Mean for Partitioned Somalis?

Whatever conception of self-determination is theoretically dominant at a given point in time, the term always encompasses several more meanings under concrete circumstances. In former Yugoslavia, for instance, Vesna Pestic identified three

fundamental types of claims that Serbian nationalists have simultaneously associated with self-determination. These are:

- (1) the right of a nation [...] to create its own state; (2) the right of a national homeland (whether sovereign state or republic within a federation) acting through its diaspora either to monitor the relative status of its conationals elsewhere, or to demand national unification and the redrawing of borders; and (3) the rights of members of national minorities to resist the majority's formation of a new nation-state either by seeking cultural or political autonomy or by seceding in order to unite with their own national homeland (Pescic 1996:v).

In the Somali case, four overlapping meanings of self-determination may be distinguished as: the reunification of British and Italian Somalilands at independence; Somali irredentism in Somalia's neighbouring states; regional autonomy in Ethiopia; and the fragmentation of Somalia herself.

Self-Determination as Partial Reunification

On June 26, 1960, the British Somaliland Protectorate achieved full independence and five days later, when the Italian Trusteeship Territory on its turn became independent, merged with it to form a unitary Republic with northern and southern regions. Though the Act of Union was never legally ratified (Adam 1998:363), the cultural unity of the new country, tied by a common ancestor, language, religion, and Pan-Somali ideal was regarded as an outstanding asset towards the construction of a nation-state. By Pan-Somali standards, however, the birth of Somalia established a state that was inherently incomplete. It left outside the goal of Somali nationalist aspirations the remaining Somali communities then under foreign rule in French Somaliland, the Ogaden, and the Northern Frontier District of Kenya. Moreover, the north and the south remained separate in many respects.

The Legacy of Dual Colonization

The two regions had almost no economic relations. The long experience of partition had left them with separate infrastructures and institutions, whose merger raised considerable difficulties. Britain and Italy had set up different education, health, and fiscal systems that were retained for a while, as well as different currencies, police and administrative frameworks. Public affairs as a whole were conducted according to different procedures in different languages.³ An international, UN-sponsored Consultative Commission for Legislation was set up at independence. A national Consultative Commission for Integration, composed of Somalis, took over in 1964. Both worked at a slow pace (Contini 1969).

A popular assertion among southern, Italian-speaking Somalis was that the experience gained under the Italian Trusteeship had granted them a 'natural

leadership' on self-government. Apart from Mogadishu being the capital and seat of parliament, southern Somalis also held major posts in the government, and a majority of parliamentary seats. That the northern premier, Muhammad Ibrahim Egal, became minister of Defence in Somalia's first cabinet and later on, in 1967-69, Prime minister of the Republic, was not enough to appease northern Somalis who, in their majority, were quite reluctant to admit the binding nature of decisions taken in Mogadishu.

Northerners were not the only ones disillusioned with the way of the Union, but also the Rahanwein, who grappled with language problems and systematic discrimination in both the educational and governmental sectors. Opposing the mainstream vision of a centralist Republic, their party, the Hizb al-Dastuur Mustagil al-Somal (HDMS), advocated that 'the only method of unifying the Somalis [...] is through a federal constitution which accords full regional autonomy' (cited in Touval 1963:96-97). The desirable form of government, whether unitary or federal, indeed was a key issue but HDMS was only a minority party in southern Somalia and even more so in the re-united Republic.

It was in the interest of unity, the Northerners said, that they initially accepted the conditions demanded by southern leaders. One year after independence, the June 1961 referendum on the constitution clearly revealed their dissatisfaction. Over 60 per cent of the northern electorate voted against the draft, while the majority of southern voters approved it (Bulhan 1999:14). Everyone in the north could agree to the three basic principles the constitution sought to guarantee, namely the unity of the two regions, pursuit of the Pan-Somali ideal and, much banally at that time, adherence to European standards of democracy. But Northerners felt 'southernized' and sent an alarm signal.

The Anglo-Italian border, though suppressed, had all-pervading repercussions on clan politics and political alliances. The borderline roughly corresponded to the southern limit of Dir presence and Isaq demographic preponderance, while separating the northern part of the Darod clan-family from its greatest part down south. The Isaqs, who constituted a numerical majority in the British Protectorate but only a small minority in the new unitary Republic, largely supported a party called the Somali National League (SNL). In the north, the hegemony of this party was only challenged by the United Somali Party (USP), which the Dirs and Darods jointly supported. With the suppression of the border, most northern Darods chose to join their southern kinsmen in the ruling Somali Youth League (SYL). At independence, the main opposition party was the Greater Somalia League (GSL) and it too was southern-based. The SNL and what remained of the USP became its northern allies against the SYL (Samatar 1993).

Beyond regional cleavages, there was also substantial antagonism between 'pro-Arab' parties, as the most radical militants of a Greater Somalia came to be known, and the 'modernists' who sought to favour economic development and

to improve relations with other African countries. As the 1960s went by, problems of national integration, growing nepotism, corruption and unequal development led to many shifts in alliances and encouraged a proliferation of political parties to the point where Somalia had more parties per capita than any other country except Israel (Laitin and Samatar 1987:69):

During elections, parties multiplied, as organizations and clans splintered; and following elections, there was a rush to join the leading party in order to obtain ministerial positions and other official perquisites. The parliamentary edifice, built on sand, was bound to collapse (Adam 1995:69).

In the country's last multi-party elections, held in March 1969, more than 60 parties contested but very little civil governance or service delivery existed. Adding to the unfulfilled devotion to Pan-Somalism, the 'growing suspicion that civil electoral politics had become a nauseating swindle' made the liberal Somali state 'the object of widespread ridicule and popular execration' (Samatar 1994:115). It is against this background that president Abdirashid Ali Shermarke was assassinated by one of his bodyguards on 15 October 1969. The National Assembly was supposed to choose his successor but failed. Parliamentary democracy came to an abrupt end in the early hours of the 21 October, when the army seized power in a bloodless coup.

From 'Clan Burial' to Clankatura

Major General Muhammad Siyad Barre, a former policeman, immediately suspended the constitution, banned all forms of political and professional associations, and proclaimed a new 'revolutionary' government. Promising to cure all of the country's ills, he decreed in the following year the adoption of scientific socialism, an ideology that he claimed was fully compatible with Islam and the reality of the nomadic society (Lewis 1994:150).

Under the slogan 'socialism unites, tribalism divides', nepotism, corruption, lineage genealogies and their use to identify people in terms of clan and kinship ties were officially banned. Any reference, verbal or written, to clanship was prohibited. New provinces, cutting across traditional clan boundaries, were established. The universal term of address 'Cousin', implying clansmen, was replaced by the term *Jaalte* (comrade). Staging a 'burial of clanism', the Head of State became 'Father' of the nation, whose 'Mother' was the Revolution (Ibid., p.152). To consolidate power, Siyad Barre established a formidable propaganda machinery that published and broadcast revolutionary rhetoric through countless posters, poems, songs of praise and speeches.

According to Basil Davidson (1992:309-10), efforts to build a modern, socialist-oriented Somali Democratic Republic based on self-consciousness, self-help and self-initiative had 'promising aspects' in the early 1970s. Perhaps the

most impressive achievement was the introduction of an effective alphabet, utilising a modified version of the Latin script, for the Somali language (Adam 1980). The writing of the Somali language for the first time in history went together with declaring it the official medium of communication in 1972. This in turn was made to serve the cause of widespread urban (1973) and rural (1974) adult literacy campaigns; the promotion of national self-development through labour-intensive projects, including the construction of schools, hospitals and roads where none had existed before; and, at the family level, the promotion of women's rights through the application of new marriage and family laws banning polygamy.

Somalia's brand of socialism was short-lived, however. A treaty of friendship and cooperation with the USSR was concluded in 1974 then abrogated in 1977 during the Ogaden war (see next section), when the Soviet Union switched its support to Ethiopia and Siyad looked to the West. More constant in Siyad Barre's twenty-two years of power, was a form of political control that Hussein M. Adam defines as 'clankatura':

Nomenklatura involves appointing loyal political agents to guide and control civil and military institutions. The introduction of nomenklatura to Somalia by the Soviets involved politicization of institutions that were beginning to function well, relying on education and training, technical competence, specialization and experience [...]. Siyad soon substituted clanism for ideology as criteria for such appointments. Clankatura involved placing trusted clansmen and other loyalists in positions of power, wealth, control/espionage (Adam 1995:71-72).

While the measures directed at eliminating clan divisions and establishing robust bonds of national solidarity were vigorously promoted in state propaganda, Barre himself was covertly relying on older, time-honoured ties of loyalty (Adam 1998:377-83). He constructed his inner power circle of members from three related clans, all of which belong at a higher level of segmentary grouping to the Darod clan-family. Hence the clandestine code name MOD given to his regime:

M (Marehan) stood for the patrilineage of the President, O (Ogaden) for that of his mother, and D (Dulbahante) for that of his principal son-in-law, head of the National Security Service. [Although] no one could utter the secret symbol of General Siyad's power openly, the MOD basis of his rule was public knowledge and discussed and criticized in private (Lewis 1988:222).

The Somali state as fashioned by Siyad Barre proved inherently incapable of coping with the economic, political and security demands of the modern era. Only the clans that supported his regime became beneficiaries of a wave of nationalizations of all medium-sized business, including the utilities. This resulted in the creation of many new state-owned agencies maintaining absolute monopolies, with the exception of the livestock and transport sectors, within which the regime refrained from nationalizations.

Many observers noticed that livestock exports to Arab countries and Italy, being the mainstay of the Republic's economy, might have been worth some form of state control, had the regime been serious about economic planning; but Siyad Barre found it wiser to conciliate large livestock merchants, many of whom belonged to his own clan (Samatar 1988). In time, pastoralism came to be 'treated less as a distinct way of life and more as an economic resource to be tapped' (Doornbos and Markakis 1994:84).

The second source of export value, commercial agriculture in the inter-riverine region, was targeted for large irrigation projects that disregarded the existing land tenure systems and property rights of the Rahanwein and other small-scale farmers. In fact, the regime continued a deprivation policy that had started under Italian rule but it accelerated it to the extent that, 'by the mid-1980s, there was not a single piece of arable land along the two rivers that remained unclaimed by state-sponsored projects' (Mukhtar 1996:550).

One good illustration of the ruthlessness of the MOD system was the resettlement scheme of about 120,000 drought-stricken nomads in the mid-1970s. The drought crisis provided Barre with an outstanding opportunity, both to transform nomadic society and to reward supportive clans at the expense of the inter-riverine peasantry. Darod groups were resettled in the most fertile parts of the Shabelle and Juba valleys in the place of previous landowners, who were expropriated without any compensation (ibid.).

As long as the state was a colonial one, its mismatch with society was patent and, in a sense, unproblematic. The colonial state remained an artificial power suspended above a society that would never have produced it and did not demand it (Luling 1997:287). That the successor, postcolonial state, retained the same authoritarian pattern and even strengthened it was much more disturbing. By way of self-determination, only the ruling elite felt free to determine what hardships should be imposed on what segments of society.

Self-Determination in Pursuit of Greater Somalia

Despite Somalia's problems of national integration, the unification of all areas populated by Somalis into one country — a Greater Somalia — long remained a central issue in post-independence politics. A Pan-Somali symbol, the five-pointed star on the national flag was said to represent the five colonial territories that the newly-born Republic strove to bring together: the ex-British and ex-Italian Somalilands (now northern and southern Somalia), the Ogaden, NFD and Djibouti. The constitution adopted in 1961 stated prominently in its preamble that 'the Somali Republic promotes by legal and peaceful means the union of the territories'. It also provided that all ethnic Somalis, wherever they resided, were citizens of Somalia. Accordingly, the exact size of the National Assembly remained unspecified, to facilitate the future inclusion of representatives of the contested areas (Samatar 1993).

However, Somalia did not directly claim sovereignty over adjacent Somali territories. It rather consistently demanded that alienated Somali communities living in neighbouring countries be granted the right to decide by themselves what their status would be (ibid.). Pan-Somali activists, both in Somalia and abroad, actually stuck to a conception of self-determination that became increasingly outdated as decolonization progressed. Up to the late 1950s, no one seriously doubted that Ethiopian and Kenyan Somalis, were they given an opportunity to freely determine their political status, would opt for secession in order to join a Pan-Somali state. As early as 1963, however, when Kenya became independent, it had become equally doubtless that the emerging practice of the OAU was to uphold the intangibility of colonial borders at any cost. While Somalia and her neighbours selectively appealed to contradictory provisions of the same juridical framework and official pronouncements, it was quite clear that the OAU and the UN had both chosen to favour the territorial integrity of their member states.

Somali Irredentism in Kenya

The Northern Frontier District had a long history of separate administration under Kenya's colonial and postcolonial governments. Since the early part of the twentieth century, movement into and out of the NFD had been carefully controlled, primarily to prevent any further Somali migration southward. Colonial legislation resulted in the creation of ethnic reserves, without enough resources to support all the people. Geographical concentration and isolation shielded the communities from the anti-colonial struggles that were going on in other parts of Kenya.

Because of colonial policies, by 1960 the NFD remained the most isolated portion of Kenya and indeed, with the exception only of the Ogaden, the most poverty-stricken of all the Somali territories. Kenyan Somalis, who made up about two thirds of NFD's population, almost unanimously favoured secession from Kenya with the object of ultimately joining the Somali Republic.⁴ They announced their intention of seeking self-determination independently of the rest of Kenya in order that they could unite with their kinsmen in Somalia. The British government rather envisaged a federal constitution, arguing that the federal format would provide an alternative to secession through the degree of autonomy it allowed the predominantly Somali NFD. Be that as it may, the modicum of federalism disappeared when the new Kenya government opted for a centralized constitution in 1964.

The denial of Somali claims led to hostility between the Kenyan military and armed Somalis in the NFD. Confrontations multiplied. Radio Mogadishu showered propaganda praise on the self-determination cause of the NFD. Although Kenya and Somalia signed a peace pact in the mid 1960s, their common

border experienced just a fragile peace. Barre's government in Somalia never formally renounced its claim to the NFD, later Northeastern Province (NEP) of Kenya. Pan-Somali dissidents in Kenya continued their battles with Kenyan security forces, with incidents of cattle rustling, arson, and general banditry characterizing the border situation. Unwarranted arms build-up beyond Somalia's internal defence needs convinced Kenya that Somalia was bent on territorial expansion. A joint Kenya-Somalia Border Commission was established in 1976 to restore tranquillity and peace between the communities living in the area but it failed to address unambiguously the issue of Somali irredentism.

Somali Irredentism in Ethiopia

The letter 'O' in Barre's MOD system stood, as already mentioned, for the Ogaden clan of his mother. This connection gave him a privileged relationship with the Ogaden Pan-Somali activists in eastern Ethiopia — or western Somalia from a Somali point of view. Since Ethiopia imposed its effective rule on the Haud and its pasture land, in the late 1940s, Ogaden nationalists had invoked the principle of self-determination and attempted to secede.

Open conflict between Somalia-backed Ogaden Somalis and Ethiopia erupted in 1964. Throughout the 1960s, some 3,000 guerrillas grouped in the Western Somali Liberation Front (WSLF) received support from Somalia. When Barre seized power in 1969, he formally disbanded the WSLF but cynically revived it in the mid-seventies. To 'liberate' the Somali-speaking peoples of Ethiopia, Somalia declared war and invaded the Ogaden area in July 1977. The WSLF, aided by troops from Somalia, began to push the Ethiopians out of the Ogaden. The intense fighting led thousands of Ethiopian Somalis to flee across the border into Somalia.

Behind Somalia's declaration of war were two main motives. First, Barre's popularity was vanishing and he needed to regain some form of Pan-Somali legitimacy. Second, Ethiopia was considerably weakened at that time. The overthrow of Emperor Haile Selassie in September 1974, followed by the abolition of monarchy and a definite decrease in US and other Western support, in the aftermath of massive drought, not to forget the escalating war between Ethiopia and Eritrean separatists, provided the perfect fault lines along which Barre expected a rapid victory.

What Barre failed to take into account was the opportunistic dimension of Cold War politics. Somalia could only be sure of USSR support as long as there was no other 'socialist' leadership in the Horn. Now, the uneasy and somewhat anarchic coalition of students, workers and soldiers who had just overthrown Haile Selassie was being replaced by the increasingly stiff rule of Mengistu Haile Mariam (the 'Red Negus'). The USSR chose to shift alliances and gave full political, diplomatic, and military support to Ethiopia in December 1977.

With the decisive help of some 16,000 Cuban troops operating Soviet weapons, the Ethiopians promptly pushed back Barre's forces. After Somalia's retreat in March 1978, the Ethiopian military began to forcibly relocate the Ogaden population in 'protected camps' and villages and staged punitive actions against those outside their control. Herds were machine-gunned, wells poisoned and villages bombed with napalm (Africa Watch 1991:81-100). Whereas the war itself had led an estimated 85,000 Ethiopian Somalis to seek refuge in Somalia, the counter-insurgency campaign swelled the number of refugees to 'perhaps 800,000 by the end of 1980' (Van Brabant 1994:11). An indeterminate but large proportion of Ogaden refugees stayed on in northern Somalia until the fall of Siyad Barre in 1991.

Declining Irredentism: The Case of Djibouti

Djibouti is a special case in many ways. This tiny state only became independent in June 1977 — that is, a few days before Somalia declared war on Ethiopia. It is inhabited by two groups who are about equal in numbers, the Issas, who are ethnically related to Somalis, and the Afars, who are related to communities in Ethiopia. Together with a Yemenite minority, these two groups make up a total population of less than a million. The first Djiboutian president, Hassan Gouled Aptidon, was born in British Somaliland and was Somali-related but he began to harass Pan-Somali activists immediately after independence. He later changed his mind, as Somali and non-Somali opponents alike took arms to oppose his increasingly repressive government. Gouled ultimately attempted to attract Somali military support throughout the Horn, but the heyday of Pan-Somalism was gone.

As a succession of colonial names illustrates, the policy of manipulating one group against the other can be traced to French rule. The earliest colonial name of present-day Djibouti was 'Territory of Obock', referring to a forlorn port where French presence, though acknowledged by rival European empires, long remained unobtrusive. This initial name was changed into 'French Somali Coast' when the French struggled to subdue the Afars (also called Danakils at that time), then again into 'Territory of the Afars and the Issas' when they felt the need to keep Somali irredentism in check (Kadamy 1996:512). Only a couple of weeks into independence, in 1977, prominent Pan-Somali activists were imprisoned. Most leaders of the *Front de Libération de la Côte Somalie* (FLCS) — an organization that was kept in a tight grip by the Mogadishu-based Somali Youth League and could never develop its own dynamism — were assassinated (ibid., p.513). One could only speculate about French covert support to the assassinations, but the simple fact that Djibouti was — and still is — hosting France's main military base in Africa was enough to point out a neocolonial connivance.

Hassan Gouled quickly transformed his regime into a personal dictatorship and targeted the Afars as well, accusing them of plotting against the state, and even of seeking to establish a 'Greater Afar land' (ibid., p.518). Underground rebel groups joined forces and established a predominantly Afar military force in August 1991, the Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie (FRUD). At this point, Gouled tried to set up the Issas and Somalis against the Afars. He declared a 'general' mobilisation (of all the Issa men) and sent out a call to all Somalis outside Djibouti to join the government forces. A law was passed in October 1991, which provided for automatic acquisition of Djibouti nationality by any foreigner recruited in the army or the security force. An unknown number of Somali mercenaries were recruited but Pan-Somali support remained far below Gouled's expectations. Among the many factors that prevented his regime from playing the Pan-Somali card successfully, were of course the escalation of conflict in Somalia herself, and the inter-clan divisions it exacerbated (ibid., p.520). In this regard, the Djibouti case illustrates the decline of Somali irredentism from the late 1970s onwards and the limits of Pan-Somali solidarity in a troubled sub-region.

The Djibouti government and FRUD signed a peace accord in 1994 but civil war continued. In 1999, Hassan Gouled's Chief of Staff and key advisor for twenty years, Ismael Omar Guelleh, was elected to the presidency with FRUD support and 74 per cent of the vote. Ironically, it is in Djibouti that some 2,000 Somalia delegates worked out a power-sharing agreement in mid-2000 and a national constitution to see their war-torn country through a three-year transitional period. At the invitation of Omar Guelleh, the Somalia delegates met in Arta, in eastern Djibouti, under the aegis of the Inter Governmental Authority for Development (IGAD). There, they appointed an interim president, Abdulkassim Salat Hassan — whose transitional government, since then, has hardly controlled more than parts of Mogadishu.

Self-Determination as Regional Autonomy in Ethiopia

Ethiopia and Somalia only reached a formal peace agreement in April 1988. Mengistu was hard pressed and took the initiative. The Soviet Union and Cuba were now withdrawing their support to his regime. Just two weeks before the peace agreement, the Eritrean Peoples Liberation Front (EPLF) had overrun a government garrison in Afabet, putting 20,000 Ethiopian troops out of action. The agreement engaged Somalia and Ethiopia to stop harbouring, financing or otherwise supporting insurgent groups against each other. This enabled Mengistu to transfer troops from the Ogaden to Eritrea and other battlefronts, but he faced too many dissidences and was losing ground on all sides. After nearly two decades of armed struggle, the Ethiopian Peoples Revolutionary Democratic Front (EPRDF), a coalition of ethnically-based movements, the core of which

was the Tigray Peoples Liberation Front (TPLF), finally took control of Addis Ababa in May 1991.

The new rulers convened a national conference, which established the Transitional Government of Ethiopia (TGE) and adopted a National Charter. Focusing on the nationalities question and issues of regional development planning, the Charter went far beyond previous attempts at regional decentralization.⁵ It definitely made a radical break, not only with Ethiopia's past but also with the broader and sacrosanct political principle whereby no African government could accede to a secessionist agenda, especially not on an ethnic basis (Young 1996). Challenging the continent-wide supremacy of the nation-state project, Article 2 of the Charter proclaimed:

The right of nations, nationalities and peoples to self-determination is affirmed. To this end, each nation, nationality and people is guaranteed the right to:

a/Preserve its identity and have it respected, promote its culture and history and use and develop its language;

b/Administer its own affairs within its own defined territory and effectively participate in the central government on the basis of freedom, and fair and proper representation;

c/Exercise its right to self-determination of independence, when the concerned nation/nationality and people is convinced that above rights are denied, abridged or abrogated (*Negarit Gazeta* 1991:2).

The Charter, being used as an interim constitution, allowed Eritrea to opt for independence after a referendum in April 1993. Other calls for referendums on secession were turned down, however, and many armed groups continued to fight the EPRDF troops. One such group in eastern Ethiopia was the Ogaden National Liberation Front (ONLF), formed in the 1980s by 'defectors from the veteran WSLF who had exchanged Somali irredentism for Ogaden nationalism and aspired to set up their own state' (Markakis 1996:567). The ONLF won an absolute majority in the first regional elections, held in 1992, but it soon proved to be riven with factionalism and this made it easier for the TGE to remove the more radical elements of the ONLF from the regional parliament (*ibid.*).

Also in response to the ONLF, which they said represented only one clan, other Somali clans formed their own political parties and set up the Ethiopian Somali Democratic League (ESDL) in February 1994. The ESDL wanted the possibility of secession retained in the constitution but recognized that the devolution of full political powers to regional governments had promising aspects and that this process was not an opportune time for secession. A third, major grouping emerged shortly after the formation of the ESDL when surviving elements of the WSLF merged with an Islamic party, Tadamun, to form the Western Somali Democratic Party (WSDP). The notion of a 'Greater Somalia' was conspicuously revived at their founding meeting (Van Brabant 1994:16).

As the end of the transitional period was nearing, these three parties thus promoted very different visions of Somali self-determination. The ONLF fought for an independent state dominated by the Ogaden clan. The ESDL supported the legal decentralization process in Ethiopia as a whole. And though the neighbouring state of Somalia had already collapsed (see below), the WSDP still pursued a Pan-Somali agenda.

The transitional period came to a gradual end in 1994-95 with a new series of elections. The election of a national, constituent assembly came first. Most opposition parties chose to boycott this election, ensuring a landslide victory for the ruling EPRDF. The newly-elected assembly confirmed the EPRDF policy of ethnic federalism. It adopted the national constitution under which the autonomous regions of Ethiopia now have their own constitutions, their own flags, and their regional governments are empowered to decide policy and planning issues, to raise and spend their own revenues, and to safeguard law and order. The new constitution also confirmed the right to secession — at least in theory. Article 39 proclaims: ‘every nation, nationality and people in Ethiopia has an unconditional right to self-determination, including the right to secession’. In practice, secession requires a two-thirds vote of the regional parliament, followed by a majority vote in a referendum organised by the federal government and a mutually agreed division of assets.

At the regional level, the ESDL took electoral advantage of both the financial backing of the EPRDF and an ONLF split on the issue of participation. In the run-up to the regional election, one splinter group registered as the ‘legal ONLF’ while the rest of the party opposed participation. Of the 139 seats in the regional parliament, the ESDL won 75, the ‘legal ONLF’ 18, the WSDP 15, and 31 seats went to smaller parties and independents. At the Founding Congress of the Somali Region, the task of the ESDL was once again made easier by the absence of the (minority) ONLF and WSDP representatives. The Founding Congress adopted the region’s name, Somali National Administrative Region; it retained Somali as the official language; and more importantly, it shifted the regional capital from Gode, inside Ogaden clan territory, to Jijiga, near Isaq grounds — which was widely understood as the emergence of an Isaq rule (Markakis 1996:569-70).

Following the Founding Congress, the ESDL, WSDP, and ONLF announced on several occasions the conclusion of an agreement to work towards unification. One faction of the ONLF actually joined the ESDL, while another remained opposed both to ESDL rule and the unity of Ethiopia, declaring an ‘holy war’ on the Ethiopian government. The military command of the ONLF has since that time concluded alliances with other armed movements in the Somali Region, notably al-Itihad al-Islam — a fundamentalist movement that is closely linked to its homonymous group in Somalia — as well as the Oromo Liberation Front

(OLF) and the Islamic Front for the Liberation of Oromiya (IFLO) in the neighbouring Oromo Region.

As a result, low-intensity warfare, rather than economic and social development, continued to characterize the Somali Region. Yet, there is no doubt that the Somalis in Ethiopia now have a level of autonomy unprecedented in this country's history. 'Opposition to the threat of Ogaden dominance is what brought the other clans together in the ESDL', John Markakis commented, adding that 'it was also inevitable that Isaq prominence would make it the target of other clans' (ibid., p.570). Endemic conflict between competing clans may well be seen as a Somali way of doing politics — what the same author calls a 'characteristic Somali fashion' (ibid., p.567). However, the political marginalization of the Ogaden clan in the 1990s should be viewed in the context of Barre's overthrow in Somalia, state collapse, and deep-seated resentment against his ousted MOD regime.

Self-Determination as Fragmentation of Somalia

Somalia's defeat in the Ogaden war of 1977-78 had serious and far-reaching consequences. It brought about unparalleled levels of state violence, which in turn precipitated the outbreak of civil war in Somalia, the fall of Siyad Barre and the disintegration of post-Barre Somalia.

In March 1978, when Barre ordered his troops to pull out, many wounded soldiers had to be abandoned in Ethiopia for lack of transport, vehicles or fuel, and this was very demoralizing for both the army and the general public (Mohamed 1996:5). Rather than acknowledging his responsibility for the defeat, Barre chose to put the blame on military officers and powerless soldiers, many of whom were executed under the supervision of his Minister of Defence (ibid., p.6). Then, in April 1978, when a group of officers attempted an unsuccessful coup d'etat, Barre responded by imprisoning hundreds of soldiers and civilians alike. Seventeen army officers were executed in Mogadishu. Twelve of them belonged to the Majerteen clan, a sublineage of the Darod clan-family in northeast Somalia, and this provoked a large number of Majerteen officers and soldiers to flee to Ethiopia — the very country they were still fighting only weeks ago. In Ethiopia, they were given military support and recruitment bases to fight Barre's regime. It was not long before their rebel group, the Somali Salvation Front (SSF, later renamed SSDF), started armed incursions inside Somalia.

The Somali National Movement (SNM), predominantly of the Isaq clan, was founded three years after the SSF in northwestern Somalia, corresponding to the area that once was the British Somaliland Protectorate and would later on become the self-declared Republic of Somaliland. The Isaqs had long been disenchanted with the way of the Union and southern politics. Nomadic

pastoralism remained their main source of livelihood and the defeat in the Ogaden war complicated their access to the grazing lands in Ethiopia. Furthermore, the defeat had provoked a large influx of refugees belonging to the Ogaden clan, which they associated with Barre's MOD system. The SNM too, like the SSF, established military bases in Ethiopia and got military support from it.

SNM incursions inside Somalia increased gradually until 1988, when Mengistu and Barre, as mentioned above, struck a peace agreement. In fact, the peace deal between the two dictators led directly to an escalation in the intensity of Somalia's civil war. The SNM, fearful of being forced to withdraw from the border, deeper in Ethiopia, moved its troops within northwestern Somalia. In a surprise attack, they captured the headquarters of government forces in Burao and Hargeysa. The government's response was a wholesale indiscriminate aerial and ground bombardment of all major Isaq towns and villages, coupled with the persecution of all members of the Isaq clan throughout the whole of Somalia. Such brutality, amounting to genocidal violence, only succeeded in uniting 'a mixture of Isaq nationalists, northern separatists and Islamists' behind the SNM (Van Brabant 1994:11; Gilkes 1993).

Further south, the bloody suppression of a mutiny of Hawiye soldiers in 1989 led to another clan-based insurgency. The Hawiye-based United Somali Congress (USC) appeared in late 1989. The death of its leader Ismael Jumale, in 1990, left a bitter conflict between the USC's military leader, General Muhammad Farah Ayyid (a Hawiye of Habra Gedir clan) and its Mogadishu 'Manifesto'⁶ representative, Ali Mahdi (a Hawiye of the Abgak clan). An all-out popular uprising of USC supporters in Mogadishu finally overthrew Siyad Barre in January 1991 — but his fall marked the start of a new phase of civil war. The only principle that united rebel groups in Somalia was their determination to oust Barre. With the dictator out of the way, no clan or subclan-based faction had the necessary legitimacy to claim a nationwide, political leadership (Mohamed 2001). Thus, when USC political leaders, only two days after the fall of Siyad Barre, unilaterally proclaimed the formation of a national government headed by Ali Mahdi, they angered all other groups, including the supporters of Ayyid within the USC itself.

It is against this background that Somaliland declared its independence from the rest of Somalia on 18 May 1991. The former British Protectorate remained the one and only separatist entity during most of the 1990s. Nevertheless, many other regions were actually ruled as independent territories. The fragmentation process acquired new momentum in 1998, when the northeastern part of Somalia renamed itself the Puntland State, and again in 2002 when Southwestern Somalia declared its independence.

Together, these three breakaway states — Somaliland, Puntland, and Southwestern Somalia — amount to more than half the territory of fragmented Somalia. In contrast, the UN-backed Transitional National Government (TNG) that was put in place in 2000, following the aforementioned Arta conference in Djibouti, controls only part of the capital Mogadishu and pockets of the rest of the country.

The Rebirth of Somaliland

The decision to renounce the union with southern Somalia was taken at a grand *shir* — an inter-clan, consultative process of peace-making (Menkhaus 2000) — in Burao. Clan elders emphasized that the union treaty was never ratified. They recalled that Somaliland had gained independence from Britain a couple of days before Italians granted the same to the South, and had joined the union voluntarily in pursuit of Greater Somalia. Since southern politics not only failed to advance the Pan-Somali project but indeed led to the collapse of Somalia herself, they argued, Somaliland was betrayed and had to restore its sovereignty.

According to this line of reasoning, the rebirth of Somaliland ought not to be seen as illegal in international law but, instead, as the expression of an inalienable right to self-determination. The argument proved insufficient, however, to win international recognition. A few countries, including Djibouti and Saudi Arabia, have since developed trade links with the self-styled republic but no one, so far, has recognized Somaliland as an independent state.

Despite a few bouts of civil strife, Somaliland, over the past decade, has by and large managed to move away from conflict (Bulhan 1999:19-21; Menkhaus 2000:188-90), while the rest of Somalia has been locked in extensive warfare. Somaliland also managed to establish a functional administration over most of its territory, including police and defence forces, a judiciary, and a parliament incorporating the elders as an upper house. The economy, mainly based on livestock exports to Saudi Arabia and other — undisclosed — destinations, has been surprisingly buoyant (IRIN 1999:2).

Along with peace and stability, perceptible signs of economic recovery confirmed Somalilanders that their secession was the right path (World Bank 1999; Bulhan 1999). Conversely, the continued failure of recognition by the international community provoked their indignation. The international isolation of Somaliland steadily emerged as a burning issue in Somaliland internal politics — with critics of the government claiming that the failure to establish internationally is deliberate. Somaliland president Muhammad Ibrahim Egal was until his death in 2002 suspected of being ambivalent over independence.

It is plausible that Egal, who was Prime Minister of Somalia under Shermarke before being imprisoned when Barre climbed into power, became an icon of Somaliland nationalism against his own will (IRIN 1999:1; IRIN 2001:5).

Somaliland elders appointed Abdurahman Ali Tur, the first president, in 1991, then Egal in 1993 and again in 1997. A former SNM leader, ex-president Abdurahman Tur eventually allied himself to south Mogadishu warlord Hussein Aydid, a former US Marine and son of General Farah Aydid, the USC military leader, and he explicitly called for the reunification of Somalia (*Middle East Times*, 13 August 1999). Remarkably enough, separation from the rest of Somalia was not the initial aim of the SNM but was forced on its leadership by broad-based popular opinion. In this respect, the secession of Somaliland stands as one rare instance, in the modern history of Somali society, of people-driven self-determination.

More Breakaway States and the Building Blocks Theory

The Puntland State of Somalia proclaimed its establishment in May 1998; that is, seven years after Somaliland. In the meantime, the UN intervention in Somalia had 'become synonymous with the prevailing mood in many quarters against international intervention in far-flung civil conflicts [...] and against the United Nations in general' (Jan 1996:1); the US-led Operation Restore Hope suffered military humiliation and withdrew hastily (Hirsch and Oakley 1995); and a dozen peace initiatives were held, all to no avail (Mohamed 2001). At a 'constitutional conference' in the northeastern town of Garowe, about six hundred delegates, most of them from Majerteen and other Darod clans, ascribed this stalemate to a top-down approach, meaning that too much emphasis was laid on the dubious restoration of a central government. Accordingly, they justified the formation of Puntland as a first step in a reverse, bottom-up approach to national reconciliation. Unlike Somaliland, they did not see Puntland as secessionist. Its independence, they stressed, was only 'temporary':

The Puntland State is not [...] seceding from the rest of Somalia. But, instead, the Puntland State will champion for Somali unity and territorial integrity. This State is committed to work tirelessly for the speedy restoration of a Central Somali Government as it will always remain a part and parcel of a future Federal Somali Republic [...]. The Puntland State of Somalia is convinced [...] that any future Somali National Reconciliation Talks shall be conducted on Bottom Up Approach: the creation of Regional States leading to negotiations between them on the formation of a Federal State. This approach is not only practical, it is the only way to establish legitimate representative leadership with a mandate to negotiate on the national level (Puntland 1998a).

At that time, the UN, IGAD, and the Somali Aid Co-ordination Body (SACB) were also looking for a decentralized approach. The idea of using 'building blocks' to restore the unity of Somalia arose from the SACB's identification of some local administrative bodies as more 'responsible' and 'responsive' than others, and the UN's identification of zones of 'recovery', 'transition', and 'crisis':

The appeal of 'building blocks' lies in the realisation that any unitary Somali state is improbable for the indefinite future. It allows for other alternatives, a loose federal structure, even a confederal alternative modelled on the United Arab Emirates. It also allows for greater participation and accountability [and] suggests that Somali factions are being replaced by responsible and responsive local administrations arising out of genuine consultative process. [...] The possible units are frequently identified with the major clan-families, which would allow for five or six territories [albeit most of these] regions have yet to make any significant progress in providing structures which have public support or realistic alternatives to the warlords (IRIN 1999:1-4).

In September 1998, the Somali Patriotic Movement (SPM), predominantly of the Ogaden clan, and elders of the Digil and Rahanwein clans announced the establishment of one more state, Jubaland, in the Juba Valley around Kismayu. Consistent with the new trend of thinking in favour of regional 'building blocks', SPM leader Mohamed Siyad Hersi, also known as General Morgan and Siyad Barre's son-in-law, took great care to declare that the new breakaway state was 'part of his effort to find a bottom-up approach to Somalia's problem' (*Kenya Times*, 4 September 1998). Before he could organise his administration, however, General Morgan was driven out of Kismayu by supporters of Hussein Aydid, who themselves were later on ousted by the Ethiopian-backed Rahanwein Resistance Army (RRA).

Jubaland became integrated in yet another self-proclaimed state in April 2002, when the 52 members of the Central Committee of the RRA and a council of 70 elders set up the Southwestern State of Somalia. The assembly opted for a 'temporary independence', paralleling the status of Puntland. The RRA leader, Colonel Hassan Mohamed Nur, who had been one of the founders of the UN-backed transitional government in 2000, was sworn in as president for a four-year term. A spokesman of the new state explained that the Southwestern State would 'reconnect with any credible Somali national government if this came into existence within four years' (*Afrol News*, 2 April 2002). Only six months later, Colonel Nur lost control of his stronghold Baidoa. Actually, the very existence of the Southwestern State remains as uncertain as was that of Jubaland.

The reason why southern 'building blocks' appear more fragile than Somaliland and Puntland in the north lies in the 'issue of invasion' (Menkhaus 2000:191). We have already mentioned that the appropriation of land from the agro-pastoral society in the inter-riverine region started under Italian rule and was ruthlessly accelerated under Barre's dictatorship. When Barre was overthrown and fled Mogadishu, the struggle for control of land and water in and around the inter-riverine region made it one of the most war-torn areas. Up to the late 1990s, the inter-riverine region was the only one controlled by armed forces that were not indigenous to it (Mukhtar 1996; Besteman and Cassanelli 1997). So, when the

RRA managed to recapture part of the alienated land, its proclamation of a Southwestern State was totally unacceptable to contending exogenous factions. The latter, while fighting each other, have since proven capable, through occasional alliances and combined blows, of disrupting the self-declared independence of their mutual battlefield. This state of affairs comes very much against the establishment of a stable and peaceful 'building block'.

In effect, the building blocks theory remains fragile almost anywhere. Somaliland is widely acknowledged as the most successful breakaway state and the cornerstone of a future, bottom-up rebuilding process — notwithstanding, obviously, its broad-based public opinion in favour of 'permanent' independence. Yet, its own administrative rebuilding is still characterized by poor quality of social services, low coverage, and endemic corruption (Bulhan 1999:62-82). Furthermore, in April 2003, the main opposition party, Kulmiye (Solidarity), rejected the results of Somaliland's first multiparty presidential election, which the incumbent president, Dahir Riyale Kahin (Egal's constitutional successor) officially won with a difference of only 80 votes. A new round of civil strife in the short or medium term is a possibility that cannot be ruled out.

In neighbouring Puntland, heavy fighting flared up in August 2002 between the forces of Colonel Yusuf Ahmed and Jama Ali Jama, who had been at each other's throat for the presidency of Puntland since its establishment. Adding fuel to an already volatile situation, the authorities in Puntland have accused Somaliland of supporting and arming dissident forces, in the context of a territorial dispute over the ownership of Sool and Sanaag regions at their common border. The two disputed regions clearly fell within the borders of the former British Somaliland... but most of their inhabitants are associated with Puntland-based clans. Here again, territorial vs. cultural understandings of self-determination lead to political stiffness and conflict.

Besides conflicting brands of nationalism, the building blocks theory raises one crucial question: what should be built or rebuilt? In other words, what might or should a future Somalia look like? To what kind of (re)building can the so-called 'building blocks' legitimately — and effectively — contribute? Or are they just stumbling blocks?

The agro-pastoral communities in the inter-riverine region have called for a federal arrangement since Italian rule. Being the most subaltern level in the Somali hierarchy of clans, they view federalism as a prerequisite for their own social emancipation and group protection. In a much more ephemeral manner, the draft constitution of Puntland also supported the idea of Puntland being a regional state in a future federation. In the final version, however, the federal option was replaced by references to the restoration of a more unitary and centralized state of Somalia (Puntland 1998a; Puntland 1998b). This shift in agenda lent credence to the suspicion that Puntland leaders have their eyes

more on Mogadishu and the leadership of a reunited Somalia than just local constituencies (IRIN 1999:2). Perhaps one of the most influential — though unavowed — advocates of federalism was Somaliland's president Egal. Up to his death in 2002, an ever-growing body of opinion believed he could renounce the independence of Somaliland in exchange for the leadership of a federal Somalia. Indications are that his successors may be more intransigent on Somaliland's independence — but will still advocate a federal option for the rest of ex-Somalia.

The strongest opposition to federalism comes from faction leaders and warlords in and around Mogadishu and the central regions. Competing leaders in these areas reject not only the federal option but also the building blocks and bottom-up approach as a whole. Their ambitions clearly lay with the control of a centralized Somalia. Can this be restored? No clan, coalition of clans, or alliance of factions has won control of Somalia since 1991. As Abdirahman Mohamed underscores, the remaking of a centralized state is all the more unrealistic when its toughest supporters organize along clan and subclan lines: 'clanism is not a unitary-rational entity; it breaks down into anarchic and divisive smaller and smaller cellular entities, hence a clannish political leader is unlikely to be endowed with a national loyalty above his group' (Mohamed 2001:21).

So long as contending clannish leaders and warlords disregard a federal arrangement, there indeed cannot be any rebuilding of the collapsed state of Somalia. Their power appetites and the occasional alliances they entail can merely allow a *de facto* consociation of unstable entities. Of all possible configurations, this is the loosest one, and there is some irony in the fact that the quest for a centralized state is what makes it the likeliest outcome of conflict.

Concluding Remarks

This chapter endeavoured to account for the making and unmaking of one of the most highly homogeneous states in Africa — Somalia — and why its decomposition is characterised by protracted internecine wars. The descent of Siyad Barre into personal rule and tyranny took advantage, it was argued, of an international system that had raised state sovereignty above peoples' rights. State violence was significantly exacerbated by the financial support and military assistance of Western and Eastern powers alike, as their alternate patronage prolonged Barre's rulership. All this allowed his *clankatura* to wage wars against what were called 'rebel clans'. His regime utilized the military to bomb villages and cities, destroyed vital water sources in so-called 'enemy territories', relied on terror squads and assassination units to harass, jail and murder whoever dared to protest, and still enjoyed the 'international legitimacy' conferred by the OAU charter.

Clan-based persecutions backfired with the rise of clan-based opposition movements arming themselves in order to end years of repression and state violence. When Barre was finally overthrown in January 1991, Somalia virtually 'returned to its pre-colonial starting point, a 'stateless' society of autonomous clans, organised democratically for peace and war but today militarised in a manner alien even to the unusually warlike historical traditions of the country' (Adam 1998:362). Contending factions are still far from re-establishing a state that can meet the current standards of juridical statehood.

So great was Barre's malevolence and abuse of power that virtually all Somalis now hold a deep-seated fear and distrust of any centralized authority. In fact, some people hold the view that the old unitary Somalia state is dead and can never be resurrected (Dualeh 1994:2). From the beginning of the civil war, 'suspicion has mounted among the Somali communities due to fear of a clan-dominated regime, which might subjugate the rest' (Mohamed 2001:21).

As in many other parts of colonially-partitioned Africa, the bone of contention in Somalia is state power. The borders that colonial administrations erected for their administrative convenience have largely remained a factor of political mistrust and dissidence. At independence, their intangibilization raised crucial matters of citizenship, including rights provided by the state, duties expected of citizens, and identity politics. In their modern form, ethnicity or ethnic/clan nationalisms are partly a response to increased group interaction and competition for scarce resources. This kind of nationalism is notoriously reactive and infectious, running so deep and strong that it has appeared to possess a gravitational quality. Making things worse, the exit option is generally no longer available to groups of people who wish to move away from ill treatment from any other group and set up their own social order. Territorial partition and borders do not allow such free movement, which is actually viewed as a threat both to the losing state and the receiving one.

Neither the (partial) reunification of ex-Italian and ex-British Somalilands, nor the irredentist pursuit of Greater Somalia could acknowledge the fundamental fact that Somali communities and individuals are self-determining moral agents fully capable of regulating their personal and common affairs. Instead, these two state-centred understandings of self-determination contributed to fuel both intra- and inter-state conflict in the Horn of Africa. Another practice of self-determination emerged in post-Mengistu Ethiopia, where regional autonomy and self-rule, though not putting an end to guerrilla warfare, regave Somali communities a level of cultural and political autonomy they had not experienced since the 19th century.

In post-Barre Somalia, the rebirth of the ex-British Somaliland, forcefully encouraged by popular support, was one other example of state-centred self-determination. Seemingly, the rest of the collapsed country is now heading to an

Ethiopian-like situation, as much as regional self-rule is concerned. That the nominal, Transitional National Government of Somalia has no effective say in this evolution, surely makes a difference with the federal arrangement in Ethiopia's constitution, but one may wonder if Somalia's ongoing statelessness is not yet another form of self-determination.

This is not to deny that statelessness in post-Barre Somalia derives, to a very large extent, from the inability of any warring faction to win military control of the country, nor that the majority of ex-Somalis are deeply fatigued with the activities of warlords. However, the Somali society cannot be seen as purely passive spectators. Given their historical experience with colonial borders and postcolonial statehood, it cannot be ruled out that ex-Somalis are evolving a practice of self-determination where renewed possibilities of exit option, rather than state-making, are the central element.

In any case, the emergence of appropriate forms of self-determination is 'only plausible if it can operate without external interference, and can get a degree of sympathetic and careful international support, not yet apparent' (IRIN 1999:4). One question mark in this regard is getting increasingly big: the Islamic factor. A significant, though not dominant, element in the Somali political scene, are the fundamentalist movements — which have granted the collapsed state of Somalia the dubious honour of being considered an Al-Qaeda sanctuary, and an upcoming target for US strikes.

An early generation of Islamic movements actually started to flourish during Siyad Barre's time, in place of the banned political parties. Then, the power vacuum since 1991 led to a mushrooming of so-called 'sharia authorities', which performed basic governance tasks in a number of geographic areas, including the provision of basic social services and some policing functions. The International Peace Academy, an independent think-tank close to the UN General Secretariat, recommended in one of its reports a 'policy of constructive engagement with the emerging sharia authorities' (Jan 1996:19), arguing that 'unlike the centrifugal politics of clan division, [they] demonstrate a latent centripetal political tendency for integration' (ibid., p.8). However, state collapse also made room for some fundamentalist groups, the most well-known being Al-Ittihad with alleged links to Al-Qaeda, and they polarized attention.

While fundamentalism was not, up to recently, a central question in collapsed or self-remaking Somalia, it became one in the days following 11 September 2001. Within weeks, the US listed Al-Ittihad as a terrorist organization, the result being a notable increase in the number of anti-fundamentalist militias. Sadly enough, *The Estimate*, a US-based intelligence newsletter, is not very far from truth when it observes:

If indeed Somalia is 'next' in line as a potential target for the US war against Al-Qaeda, its welter of competing clan leaders, warlords, secessionist leaders, and

UN-backed government are all already competing to be the 'Northern Alliance' or Hamid Karzai of the next campaign. Several have openly proclaimed their willingness to help the United States rid the country of Usama bin Ladin's followers, but skeptics wonder if ridding the country of their rivals is not also part of their expectation (Dunn 2002).

Whether collapsed Somalia becomes the US' next Afghanistan or Iraq, or not, its demonisation has already become a regional issue. Ethiopia's Prime Minister Meles Zenawi made it clear on several occasions that he considered the transitional government in Mogadishu as pro-fundamentalist, and wanted to get rid of it. Ethiopian military raids against Al-Ittihad, both in Ethiopia and inside Somalia, particularly Puntland, are on the increase. Somalis crossing inside Ethiopia are routinely arrested. Historically, Somali communities in the Horn have always sought alliances when they were in conflict among themselves or with their neighbours. From colonial rule onwards, they were bitterly paid, however, to know that the responsibility for staging, managing and ending conflict lies primarily with themselves. Even if some of the causes of the crisis emanate from without, a legitimate solution can only be cultivated within.

Notes

1. The Digil and Mirifle are sometimes referred to as 'farming clans' in contrast with other, nomadic clans. They have settled in the relatively fertile area between the Shabelle and Juba rivers in southern Somalia, where their dominant mode of livelihood is agro-pastoralism. Living among fishermen, hunters and cultivators of Bantu origin, they have developed a language of their own, known as Mai, that combines Somali, Kiswahili and Bantu inputs and is used as the lingua franca in and around the inter-riverine region. Social, ecological and cultural peculiarities have resulted in a significantly lower status for the Digil and Mirifle on the Somali social scale of clan-families. This has gone a long way to fuel the ambition of nomadic clans to impose cultural and political hegemony on the sedentary groups (Mukhtar 1996). As will appear later in this chapter, the competition between distant clans, specifically the Darod and Hawiye, for the control of inter-riverine resources (land and water) is a major factor in the current Somali conflict.
2. The patriarchal — and gerontocratic — features of this control are central to all of Nuruddin Farah's novels. On the role of Somali women in peace efforts and the transformation of gender relations, see Bryden (1998).
3. Somali was still to become a written language. The search for a suitable script began a few months after independence, when a Somali Language Commission was instructed to compare the advantages and disadvantages of many possible scripts, most of them Latin- or Arabic-based plus some unique ones such as Osmaniya (named by its inventor, one Kenadid Osman in the early 1920s). Each possibility had factionalistic supporters and political implications. Political rulers refrained from

deciding on one, the result being that official documents were throughout the 1960s written in three foreign languages, namely Arabic, Italian and English.

4. The next chapter by Godwin Murunga will analyze Somali isolation in colonial Kenya and the ensuing Kenya-Somalia relations at greater length.
5. In 1987–1989, a cautious version of decentralization had involved the creation of two ‘Autonomous Regions’ in eastern Ethiopia, one around Dire Dawa (the second largest city after Addis Ababa, on the commercial lifeline with Djibouti) and the other the Ogaden. A Nationalities Institute drew up their boundaries. Being war zones for many years, the economic activities of both regions were not only weakened but destroyed. In the absence of a rehabilitation policy, their ‘autonomy’ meant very little (Van Brabant 1994:3).
6. In June 1990, a group of former politicians, high-ranking civilian and military officers of the Shermarke era in the 1960s, signed a petition known as ‘Manifesto’ in which they openly accused Siyad Barre of mismanagement and treason. The ‘Manifesto group’ was widely seen, however, as ‘a powerless retired group wanting to grasp the momentum of Siyad’s fall and steal the power’ and indeed it ‘contributed nothing to prevent the rampage and stop the already visible clan motivated bloodshed’ (Mohamed 2001:8-9).

Bibliography

- Adam, Hussein M., 1980, *The Revolutionary Development of the Somali Language*, Los Angeles: University of California, African Studies Center Occasional Paper (20).
- Adam, Hussein M., 1995, ‘Somalia: A Terrible Beauty Being Born?’, in I. W. Zartman (ed.), *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder and London: Lynne Rienner, pp. 69-89
- Adam, Hussein M., 1998, ‘Somalia: Personal Rule, Military Rule and Militarism’, in E. Hutchful and A. Bathily (eds), *The Military and Militarism in Africa*, Dakar: CODESRIA, pp. 355-97
- Africa Watch, 1991, *Evil Days: 30 Years of War and Famine in Ethiopia*, London: Human Rights Watch.
- Beachey, Ray, 1990, *The Warrior Mullab: The Horn Aflame, 1892-1920*, London: Bellew.
- Besteman, Catherine and Cassanelli, Lee V. (eds.), 1997, *The Struggle for Land in Southern Somalia: The War Behind the War*, Boulder: Westview.
- Bryden, Matt, 1998, *Somalia Between War and Peace: Somali Women on the Eve of the 21st Century*, Nairobi: UNIFEM, African Women for Peace series.
- Bulhan, Xuseen Cabdillahi, 1999, *A Self-Portrait of Somaliland: Rebuilding from the Ruins*, Hargeysa: Somaliland Centre for Peace and Development.
- Contini, Paolo, 1969, *The Somali Republic: An Experiment in Legal Integration*, London: Cass.
- Davidson, Basil, 1992, *The Black Man’s Burden: Africa and the Curse of the Nation-State*, London: James Currey.

- Doornbos, Martin and Markakis, John, 1994, 'State and Society in Crisis: What Went Wrong in Somalia?', *Review of African Political Economy*, 59, pp. 82-88.
- Dualeh, Hussein Ali, 1994, *From Barre to Aideed: Somalia, Agony of a Nation*, Nairobi: Stellagraphics.
- Dunn, Michael C., 2002, 'A Who's Who of Somali Players', *The Estimate*, 15 (1), www.theestimate.com/public/011102a.html
- Fitzgibbon, Louis, 1982, *The Betrayal of the Somalis*, London: Rex Collings.
- Gilkes, Patrick, 1993, *Two Wasted Years: The Republic of Somaliland 1991-1993*, London: Save the Children Fund (UK).
- Heine, Bernd, 1979, 'Linguistic Evidence of the Early History of the Somali People', in H. M. Adam (ed.), *Somalia and the World: Proceedings of the International Symposium*, Mogadishu: National Printing Press, pp. 23-33
- Hirsch, John L. and Oakley, Robert B., 1995, *Somalia and Operation Restore Hope: Reflections on Peacemaking and Peacekeeping*, Washington DC: United States Institute of Peace.
- IRIN [Integrated Regional Information Network], 1999, 'Somalia: Are 'building blocks' the Solution?', Nairobi, 17 July, UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.
- IRIN, 2001, 'Somalia: IRIN Special — A Question of Recognition', Nairobi, 10 July, UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
- Jan, Ameen, 1996, *Peacebuilding in Somalia*, New York: International Peace Academy.
- Kadamy, Mohamed, 1996, 'Djibouti: Between War and Peace', *Review of African Political Economy*, 70, pp. 511-21.
- Kellas, James, 1991, *The Politics of Nationalism and Ethnicity*, London: MacMillan.
- Kopytoff, Igor, 1987, 'The Internal African Frontier: The Making of African Political Culture', in I. Kopytoff (ed.), *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington: Indiana University Press, pp. 3-83.
- Laitin, David D. and Samatar, Said S., 1987, *Somalia: Nation in Search of a State*, Boulder: Westview.
- Lewis, Ioan M., 1961, *A Pastoral Democracy*, Oxford: Oxford University Press.
- Lewis, Ioan M., 1988, *A Modern History of Somalia: Nation and State in the Horn of Africa*, revised edition, Boulder: Westview.
- Lewis, Ioan M., 1994, *Blood and Bone: The Call of Kinship in Somali Society*, Lawrenceville [NJ]: The Red Sea Press.
- Luling, Virginia, 1997, 'Come Back Somalia? Questioning a Collapsed State', *Third World Quarterly*, 18 (2), pp. 287-302.
- Markakis, John, 1996, 'The Somali in Ethiopia', *Review of African Political Economy*, 70, pp. 567-70.

- Menkhaus, Ken, 2000, 'Traditional Conflict Management in Contemporary Somalia', in I. W. Zartman (ed.), *Traditional Cures for Modern Conflicts. African Conflict 'Medicine'*, Boulder and London: Lynne Rienner, pp. 183-99.
- Mohamed, Abdirahman, 2001, 'The Peace Process in Somalia', paper to the Somali Symposium at La Trobe University, Melbourne, 12 May.
- Mukhtar, Mohamed Haji, 1996, 'The Plight of the Agro-pastoral Society of Somalia', *Review of African Political Economy*, 70, pp. 543-53.
- Mutiso, Gideon-Cyrus M. and Rohio, S. W., (eds.), 1975, *Readings in African Political Thought*, Nairobi and London: Heinemann.
- Negarit Gazeta*, 1991, 'Transitional Period Charter of Ethiopia', Addis Ababa, 22 July.
- Parekh, Bhikhu, 1995, 'Ethnocentricity of the nationalist discourse', *Nations and Nationalism*, 1 (1), pp. 25-52.
- Pesic, Vesna, 1996, *Serbian Nationalism and the Origins of the Yugoslav Crisis*, Washington DC: United States Institute of Peace.
- Puntland, 1998a, *Principles and Position of Puntland State of Somalia*, Garowe, May, www.members.tripod.com/~Puntland/position.htm
- Puntland, 1998b, *Axdiga Maamul Goboleedka Puntland* [Constitution of the Puntland State], Garowe, October, www.members.tripod.com/~Puntland/axiga.htm
- Samatar, Ahmed I., 1988, *Socialist Somalia: Rhetoric and Reality*, London: Zed Books.
- Samatar, Ahmed I., 1994, 'The Curse of Allah: Civic Disembowelment and the Collapse of the State in Somalia', in A. I. Samatar (ed.) *The Somali Challenge: From Catastrophe to Renewal?*, Boulder and London: Lynne Rienner, pp. 95-146
- Samatar, Said S., 1985, 'The Somali Dilemma: Nation in Search of a State', in A. I. Asiwaju (ed.), *Partitioned Africans. Ethnic Relations Across Africa's International Boundaries, 1884-1984*, Lagos: University of Lagos Press, pp. 154-193
- Samatar, Said S., 1993, 'Historical Setting', in H.C. Metz (ed.), *Somalia: A Country Study*, Washington DC: US Library of Congress, hdl.loc.gov/loc.gdc/cntrystd.so.
- Shivji, Issa G., 1989, *The Concept of Human Rights in Africa*, Dakar: CODESRIA.
- Smith, Anthony D., 1986, *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford: Blackwell.
- Starovoitova, Galina, 1997, 'Contemporary Nationalism and the Problem of Self-Determination', chap. 2 in *Sovereignty after Empire. Self-Determination Movements in the Former Soviet Union*, Washington DC: United States Institute of Peace, www.usip.org/pubs/peaceworks/pwks19/pwks19.html
- Sureda, A. Rigo, 1973, *The Evolution of the Right to Self-Determination: A Study of United Nations Practice*, Leiden: Sijthoff.
- Touval, Saadia, 1963, *Somali Nationalism: International Politics and the Drive for Unity in the Horn of Africa*, Cambridge [MA]: Harvard University Press.
- United Nations, 1945, *Charter of the United Nations*, www.un.org/aboutun/charter.

- United Nations, 1960, *Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples*, 14 December, www.un.org/depts/dpi/decolonization/docs/res1514.htm
- Van Brabant, Koenraad, 1994, *Bad Borders Make Bad Neighbours: The Political Economy of Relief and Rehabilitation in the Somali Region 5, Eastern Ethiopia*, London: Overseas Development Institute, Relief and Rehabilitation Network Paper (4).
- Young, Crawford, 1994, *The African Colonial State in Contemporary Perspective*, New Haven: Yale University Press.
- Young, John, 1996, 'Ethnicity and Power in Ethiopia', *Review of African Political Economy*, 70, pp. 531-42.
- World Bank, 1999, *Consultations with the Poor. National Synthesis report: Somaliland*, www.worldbank.org/poverty/voices/reports/national/somalil.pdf



III. Rencontres urbaines et migratoires



7

Refugees at Home? Coping with Somalia Conflict in Nairobi, Kenya

Godwin R. Murunga

Being a neighbour of Somalia and having a sizeable ethnic Somali population within its borders, Kenya can barely escape some consequences of the internal strife in Somalia (*Weekly Review*, 17 November 1989, p. 20).

The paradox is that these pathetically uprooted war victims are refugees in a state [partially] based on their own ethnic identity: they are, as it were, refugees at home (Lewis 1993:63).

Whether we like or not, the Somali problem will continue to adversely affect us (*Daily Nation*, 3 July 1999, p. 2).

The Republic of Somalia (henceforth Somalia) is one of the few states in the world that had, until recently, totally collapsed. Despite numerous peace initiatives and efforts at restoration, the institutions of central government still remain ineffective in the face of marauding warlords who have parcelled up the country and taken control of their respective spaces. The manner in which the respective territories are divided up and allocated has depended almost entirely on the power of each warlord and their ability to maintain control over those territories. Predictably, this has given up arbitrarily defined territorial spaces whose nature and shape keep changing, though clan organizations have been dominant factors in their definition. In this scenario, normal and organized life is difficult to

maintain and territorial markers cease to have their traditional meaning. The determination of the citizenship of the ethnic Somalis is subject to numerous influences, many of which still do not constantly lend themselves to specific and constant criterion. This is because the constant movement in and out of the specific warlord territories and of Somalia as refugees has complicated the picture.

The movement in and out of Somalia and its implications on the formation and transformation of Somali identity out of their country are the concern of this study. Refugees are the dominant concern when Somalia, like many other countries in Africa, is under discussion. Refugees are an issue because the war situation in Somalia has forced citizens of this country to find alternative residences in view of the conflict situation and the break-up of organized and normal life at home. According to president Ismael Omar Guelleh of Djibouti, Somalia has had 'the longest period of State collapse in the modern era' (Guelleh 2000:1) and the challenge of this to Somali people is unmatched anywhere else in the world. What makes the Somalia question more complex is the spread of people of Somali ethnicity across five sovereign states in the region — Somalia, Djibouti, Eritrea, Ethiopia and Kenya.

Introductory Background

The movement of the Somalis across borders is not a new phenomenon. The installation of colonial boundaries introduced a pattern of territorial demarcation that not only split the Somalis into different jurisdictions, but also ignited spontaneous processes of territorialization and de-territorialization hardly conceived of previously. These processes have acquired a momentum that both the colonial state and independent governments continue to grapple with to date. Consequently, since the turn of the nineteenth century, the Somalis have relied extensively on the spread of people of Somali ethnicity in the Horn of Africa to keep moving across countries with no regard to these territorial markers that ought to define their citizenship. While these movements complicate the question of citizenship in the region, it at the same time feeds on this complexity to cope with the vagaries of war and conflict in Somalia and neighbouring countries.

A dichotomous view of the Somalis has formed in the context of this spread that is relevant to this study. First is the perception of the Somalis by other people within the region and second is how the Somalis perceive themselves and struggle to develop and institutionalize their identity amidst crisis at home and suspicion from others abroad.

Suspicion and tensions have characterized the relation between Somalia and most of its neighbours especially Kenya and Ethiopia who are concerned to identify aliens from Kenyan or Ethiopian Somalis. The case of these two countries remains notable because, for some time after independence in the 1960s, regional

peace was upset by the historical fight for the attainment of a Greater Somalia; that is, the achievement of the unity of people of Somali ethnicity into one political unit. This fight owes largely to the colonial boundaries that split the ethnic Somalis into the various territories administered by different colonial powers — Italian Somaliland (now southern Somalia), two British Somalilands (now northern Somalia plus Northeastern Province of Kenya), French Somaliland (now Republic of Djibouti), while Emperor Menelik took part of what is currently Region Five of Ethiopia. In so doing, a perception of the Somalis as defined from above was formed and led to the unwarranted split of the Somalis when only the Italian and part of the British administered Somali territory united at independence in 1960. This left out other ethnic Somalis leading to tensions that have on occasion turned violent and on other occasions, led to hate and suspicion of ethnic Somalis in countries other than their own.

In Kenya, the Somalis have been treated with suspicion and aloofness, as non-citizens to be precise largely because they supported the move for Pan-Somalism and also because they were often administered as a separate and closed region from the rest of Kenya. We hope to demonstrate later in this study that the reasons for this treatment were imagined and not real. One can conceptually and even practically attribute the conflict situation in Somalia and the attendant disputes over ethnic Somali citizenship in the region to the definition from above of their spread and identity, the definition issuing from the 'official' nature of historically dominant producers of territories especially regular armies, colonial or contemporary administrators and so forth (Ben Arrous 1996:16-17).

The results of the tensions and conflicts within Somalia and between it and Kenya have exacerbated, generated or sustained the constant movement of people of Somali ethnicity across the Kenya-Somalia border. Being pastoralists, this movement is not just generated and restricted to the causal effect of the Somalia conflict. It is also a result of the pastoralist mode of livelihood that encourages constant movement in search of grazing land and food for their animals (Samatar 1985). Also, given the changing nature of local economies, migrations into the urban centres are a new attraction for the Somalis, as it is for many other groups. Indeed, the urban centres like Nairobi have become conduits of illegal and, at times, illicit movement of people and goods to western metropolises and some local destinations. In particular, conditions of economic hardship or scarcity in Northeastern Province of Kenya provide opportunity for rich and well-to-do Somalis to trade and redefine their place in Somalia, in Northeastern Province and Kenya in general.

For many Somalis, Eastleigh Estate in Nairobi has become a home away from home and a base from where business is launched and political decisions affecting Northeastern Province are made. It is a place where ethnic Somali identity in relation to Kenyan citizenship is negotiated, strengthened or even

invented. It was the scene of celebration and jubilation in mid-2000 when the Arta conference in Djibouti announced that Abdulkassim Salat Hassan was the new president of Somalia. The magnitude of the Somali presence in Eastleigh was demonstrated by the widespread hosting of Somalia flag, as illegal and offensive to Kenya as this may be.

Conflict, pastoralism and changing nature of contemporary economic and political developments have therefore combined to give new impetus to Somali movements and identity. What is indisputable is that the Kenya-Somalia border has remained very porous since its inception. In fact, the colonial attempts to impose territorial limits and maintain it were not seriously felt on the Kenya-Somalia border until the late 1940s. Thus, the territorial definition from above has constantly been subject to questioning. The definition of Somaliness in Kenya seems, from a cursory look, to be largely subject to local level struggles and negotiations, a fact that is practically manifest in the tensions over who the Kenyan ethnic Somalis are. While the Somaliness from below seeks to assert itself within the Kenyan state, the state contests this by generating and adducing a criminal status to all Somalis until they can prove beyond the normally accepted Kenyan legal requirements that they are really Kenyan (Human Rights Watch 1991). It is the context and process of determining those Somalis who belong to Kenya that is central to the argument of this study.

Hypothetically, it seems that the determination of who the Kenyan Somalis are has been and will remain, for a long time, a difficult issue to solve. And the difficulty lies at the heart of Kenya's attempt at defining the Somalis from above. The state-sanctioned view does not, in actual practice, cohere with the process of Somali identity formation on the ground, which is very dynamic and mobile. To analyze this hypothesis, this study will centre on the criminality of Somali citizenship in Kenya and deconstruct the various identities that make the legal definition of ethnic Somalis a Kenya-Somalia contest. The study hopes to show that the criminalization of Somali identity is not exclusively embedded in the experience and predicaments of the Somalis, but that it is also, in part, the product of state imagination. This is reinforced by local Kenyan connivance in the activities that the Somalis engage in to survive the hardships of their environment in Northeastern Kenya and conflict in Somalia. The arena where this contest has been conspicuously played out is Eastleigh and that is why we will pay specific attention to its urban content and implications.

To achieve this objective, we aim first to establish how the spread of the ethnic Somalis in the Horn of Africa is by itself so challenging to the notion of citizenship and territorial identity. By the same analysis, we may be able to establish the sense in which this spread has generated tensions and conflicts among nations in the region and how this has led to the assertion or otherwise of a Somali territorial space and collective consciousness whose geographical extent refuses

to cohere with established notions of territorial integrity or fixed boundaries. Then, the study will explain how internal conflict in Somalia affects Kenya by aggravating confusion over the citizenship of the ethnic Somalis, whether Kenyan or non-Kenyan citizens. This, in turn, should enable us to understand and explain the origins and sustained attachment of a criminal identity to the Somalis in Kenya in view of the conflict in Somalia, its historically porous boundaries with Kenya, the legal or illegal flow of goods and weapons and the permissive habits of Kenyan law enforcement officers with whom the non-Kenyan Somalis negotiate to invent Kenyan citizenship. How does the nature of Eastleigh Estate in Nairobi add weight to this criminal identity? Are there reasons of challenging this criminal identity especially for those Kenyan Somalis who are victims of the situation?

Three Focal Points of Understanding Somali Ethnicity and Criminalization

There are three broad focal points for understanding how the criminal identity of the Somalis in Kenya has been generated. These arise from:

- the nature of colonial spatialization of the Somalis into five entities;
- the pastoralist Somali mode of life and the underlying social and political organization;
- the conflict situation in Somalia.

The Nature of Colonial Spatialization of the Somalis

This focal point has already been alluded to in the introduction. But its history will help understand the aloofness many Kenyans have towards the Somalis. Further, the implications of this will demonstrate that, beyond the superpower interests, Somalia has been of little significance to external forces interested in the country. For a long time, Somalia remained a battleground among the imperial nations. The final objective of the battles, both physical and non-physical, was for the exclusive benefit of the imperial interests. Thus, Somalia was never an end in itself; that is, the battles over Somalia did not contain in them beneficial crumbs that would make Somalia a better place. Rather, it was divided up among the British, French, Italians and the Ethiopians all with a view of satisfying specific imperial objectives. Eventually, at independence, Somalia was left to itself, with a destructive imperial legacy that 'imposed on [them] a level of fragmentation that was also unusual, even by African standards' (Adam 1998:361).

By recognizing colonial boundaries, the Organization of African Unity (OAU) and related international organizations, in fact, imposed a definition of the Somalis from above; a definition that pitted territorial integrity against societal notions of self-determination.¹ The recognition of these boundaries became instrumental for the elite leadership in Somalia. They used the boundary issue to

rally the Somalis into Pan-Somalism and also to gain access to international help under the Cold War framework. This severally upset peace with neighbouring countries especially Kenya and Ethiopia. The effect of the search for Pan-Somalism included horrendous conflicts between Somalia and Kenya from 1963 to 1967 and between Somalia and Ethiopia in 1964. Kenya spent US\$ 70,000,000 in this conflict that was been dubbed the *shifita* war (Orwa 1989:234).²

The *shifita* problem grew out of the struggle by ethnic Somalis in Kenya to re-unite with others in Somalia. Its genesis can be traced to the colonial administration. It is clear from the archival records that the colonial state in Kenya failed completely to crystallize the Kenya-Somalia border and to effectively police it. It also failed to effectively hem into limited locales most of the pastoralist communities of Northeastern Kenya. Indeed, the colonial state in Kenya had a chequered history with the Somalis, treating them as allies whom they employed in the police in early colonial days but later characterizing them as ‘people whose demeanour is frequently insolent in the extreme’.³ This confused the position of the Somalis in the racial hierarchy in colonial Kenya, where they were increasingly regarded as a distinct, ‘non-native’ (non-African) group.

Further, because the Somalis lay astride the Kenya-Somalia border, it had been easy for them to evade colonial control by constantly crossing the border depending on where the policy was favourable to them. Indeed, one major problem in controlling the Somalis was the lack of any substantial interchange of information between the three East African territories for whom the mobility of the Somalis was an issue of concern. The Isaq Somalis in particular were so mobile that controlling them ‘proved more than a little difficult’ (Turton 1974:337). Thus, they remained largely out of effective colonial control, playing the British administration in Kenya against the Italian administration in Italian Somaliland. Their mobility came under serious scrutiny in the 1940s, when, due to the World War II, it became necessary to isolate ‘alien Somalis’⁴ from genuinely Kenyan Somalis. This is a task that has been repeated a couple of times but has proved daunting to date.

The correspondence relating to the isolation of ‘alien Somalis’ reveals the difficulty the British in Kenya faced in relation to the citizenship of the Somalis. Britain, Italy and Ethiopia ‘tried to demarcate their Somaliland sphere in no fewer than ten official conventions — in 1908, 1924, 1928, 1929, 1934, 1937, 1942, 1946, 1954 and 1955 — all to no avail’ (Samatar 1985:175). The explanation of the failure lies in ‘Somali ecology and social organization which the administering powers failed [...] to take note of’ (ibid.). As a result, the border Somalis were bundled into a closed district where entry was restricted only to those in possession of a valid pass — the *kipande*. Northern Frontier District (NFD) was, for the most part of the colonial period, a marginal district where the Somalis lived a ‘marginal life’, separated from the rest of Kenya and

with relatively heavy security presence. The paradox is that though the Somalis have been under comparatively heavier state surveillance, they have remained mobile and elusive to this dominant producer of regulations (the state). The presence of state security has ironically led to the marginality of the Somalis in Kenya. This marginality thwarted the development of the feeling of belonging to Kenya. Instead, the various colonial administrations (Italian, French, British and Ethiopian) struggled over the citizenship of the Somalis as the Somalis themselves rejected loyalty to any of these administrations.

The contestations over the citizenship of the Somalis continued into the independence era only that the players changed. It dovetailed with the nationalist struggles of Sayyid Mahammad 'Abdille Hasan, the Somali poet, mystic and nationalist who led the Dervish movement against colonialism from 1895 to 1920. The drive for Greater Somalia and the attempts to secede drew inspiration from the nationalist endeavours of Sayyid Mahammad 'Abdille Hasan whom the British labelled 'the Mad Mullah'. It also drew from the marginal life the Somalis led under respective colonial and independent administrations in Kenya. As Kenya strove for independence, the Somali problem continued to stalk the new administration.

Already in 1962, the commission inquiring whether the Kenyan Somalis wished to remain in Kenya or join Somalia found that about 87 per cent wished to merge with Somalia. Towards this cause, the Somalis sent delegations to various forums to fight for their re-union with Somalia. This was a contest they fought for relentlessly and received support from the various administrations in Somalia; a contest that pitted two geographies from above against each other. Kenya argued that colonial boundaries had been accepted as the framework of independent African statehood (Makinda 1982). Of course the Kenyan leadership at independence had more leverage over the British than Somalia and the British granted independence in 1963 without resolving the NFD issue.

In frustration with the refusal to cede NFD to Somalia, demonstrations in NFD degenerated into acts of sabotage and physical confrontation against the independent state in Kenya. From independence up until the mid-1980s, the NFD, later Northeastern Province (NEP) of Kenya has not only remained marginal to Kenya, but it has also suffered the consequence of remoteness, high-handed central administration that often uses force, poverty, drought and famine. All these further underlined the view among the Somalis that they did not belong to Kenya. A review of the events following the granting of independence will help underscore the continuing remoteness of NEP.

Following intensified acts of physical aggression launched against Kenya within and from Somalia in support of irredentism, Prime Minister Jomo Kenyatta requested the Governor-General to declare a state of emergency in NFD, then called Northeastern Region, on 25 December 1963. According to Kenyatta,

this action was made necessary by 'a mounting wave of terrorism and banditry' in the region (Adar 1994:66). Kenyatta was referring to the *shifita* attacks that had begun on 13 November 1963 and led to a total of 33 attacks using firearms. He further disclosed that 2,000 bandits were operating from Somalia while about 700 were based in Northeastern Region. Indeed, it was after Kenyatta's explanation of the state of emergency that the term *shifita* became an official referent to acts of violent campaign for Somali secessionism.

On 12 December 1964, Kenyatta declared amnesty for the *shifitas*, without emphasizing that these were merely a comparatively small group of armed bandits. He released those detained under emergency regulations. As a follow up to suggestions from some parliamentarians, Kenyatta issued a policy requiring all residents of the region to register afresh as Kenyans between 1 and 31 July 1966. In the process, he expected them to renounce their loyalty to any other country. He then introduced the policy of villagization in which the Somalis were to live in specified villages. Relative calm returned to NEP in 1967 following the Arusha Agreement between Kenya and Somalia. However, this post-Arusha era still had to face the challenge of non-Kenyan Somalis in Kenya. Given the porous border, further infiltration of non-Kenyan Somalis into Kenya posed more security threats. The need to isolate them from Kenyan Somalis became more urgent. Regrettably, due to the obvious difficulty in isolating citizens from non-citizens, and because of the stigma of irredentist troublemakers, reference to *shifita* spread in daily and political talk to indiscriminately apply to all Somalis. The criminalization of the Somalis in Kenya was established and continues to be evidenced in terms like *shifita* and alien.

Fortunately, Kenyatta's efforts dovetailed with growing disillusionment among some Kenyan-Somalis in NEP with the activities of the *shifitas*. 'The morale of the Somali populations in these areas (NEP) was low, and they gradually ceased to provide the *shifitas* with the local support they needed' (Adar 1994:77). Already, about 5,000 Somalis had lost their lives in the *shifita* attacks between 1963 and 1967. There was also undisputable support for the Kenyan government by most elected Somali leaders. This caused some calm in the 1970s and 1980s. While intermittent attacks occurred in 1981 and 1982, Somalia under Siyad Barre moved from consistent support of secessionism to commitment to good neighbourliness. In 1980, Barre had argued that 'Somalia does not have any acute disputes with Kenya whatsoever, but all are images and reflections of the past European colonialism' (Adar 1994:132). Barre was able to impose a softening of public opinion at home in relation to Pan-Somalism because of his dictatorial rule. His ability to 'end irredentism' did not emerge from a consensus among the Somalis. Rather, it reflected his authoritarian will. Thus, Barre's personalized rule occupies a strategic place in the 'end' of the state-sponsored border skirmishes between Kenya and Somalia. His dictatorship also made Somalia less attractive

as a destination for the Kenyan Somalis. The conflict that followed the end of his rule was the final straw to irredentism, for it reversed the Somalia attraction and made the peace in Kenya attractive to refugees.

There are other reasons why Kenya was a favoured settlement for Somalia refugees. The presence of people of Somali ethnicity in Kenya, many of whom were relatives of migrating refugees, explains why it has been easy for Somalia refugees to enter and settle in Kenya. This underscores the paradoxical aspect of the migrating Somalia refugees. The paradox was that 'these pathetically uprooted war victims [became], as it were, refugees at home' (Lewis 1993:63). They were 'refugees at home' because though away from home, they settled in societies based on their own culture. Further, the Kenya-Somalia border is not adequately policed. It is remote and inaccessible to police officers who are ill-equipped and are not used to the surrounding ecology. Consequently, the border has allowed the Somalis to easily cross between territories. They carry with them goods and items across the borders without serious restrictions. While it is true that the *shifita* menace has not completely ended in NEP, this has not been a deterrent to the migrating Somalia refugees for they are hardly targeted for attack by *shiftas*.

Today, the *shifita* problem has adopted different forms that are not a serious threat to the Somalis. *Shiftas* attack motorists along the main highways to any part of NEP especially from Nairobi to Garissa, Wajir, Mandera, Isiolo and Marsabit towns and loot whatever property they find. In many such instances, people are robbed and killed but the target does not seem to be exclusively the Somalis. In fact, some buses belonging to prominent Somalis are rarely attacked on the highways. The attackers are normally heavily armed with very modern weapons, most of them being superior to those held by the local Kenyan police. The weapons include mines, hand grenades and sophisticated guns. Commenting on the effects of these weapons in Kenya, John Keen, then an Assistant Minister in the Office of the President noted that 'Soviet-made machine guns had been supplied to the *shiftas*' and cautioned the developed countries, 'particularly the Eastern bloc, not to use North-Eastern Province or Africa as a testing ground for their weapons' (*Daily Nation*, July 1981).⁵

The Pastoralist Somali Mode of Life

The other forms of modern day expression of the Somali problem in Kenya emerge from the pastoralist Somali mode of life and the underlying social and political organization in the Horn. The Somalis are basically a nomadic pastoralist people adapted to a transhumance mode of living. This form of livelihood is generally dictated by the ecological and climatic conditions in the area; that is, the arid and semi-arid conditions. Scattered shrubs and long stretches of dry land characterize an environment that does not easily support a sedentary mode

of life. Occasional rainfall is inadequate to good cropping due to the nature of the soil in the area. Short but heavy rains cause heavy flooding and diseases like malaria while low rainfall explains the intermittent drought and famine that are the main causes of malnutrition among the Somalis and related pastoralists. As a means of mitigating this, cattle and camels are the main sources of food. They are therefore reared in large stock. Goats supplement cattle because these are mainly browsers and together with camels will feed on leaves from tall shrubs. Camels can do without water for ten to fourteen days.

The harsh climate and inhospitable environment have generated levels of scarcity that are inimical to the national unity of Somalia and harmony in Northeastern Province. According to Alice Hashim:

Nature has conspired to keep the Somali pastoralist on the move in search of pasture. The transhumance strategies that allow a way of life to develop do not permit theoretical speculation about the greater good [of the nation-state]. Tough, decisive action is required to move herds of animals and hundreds of people. One relies on face-to-face interrelationships (Hashim 1997:531).

These face-to-face interrelationships are responsible for the development and reinforcement of the clan affinities as more important than the nation-state. The defence of the clan has come as a practical necessity — as ‘the routinization of survival’ (ibid.). But the growing importance of the clan is not a modern day development arising from the coercive centralization of the nation within the state; rather, it feeds from a long historical reality of the formation of Somali identity from below.

Somali identity is a result of the growth of the newborn baby into the herding group called the *reer*. It is this that gives the male or female baby the necessary obligations and responsibilities that define their being Somali within specific territories. From the *reer*, the male child learns about the care of camels and cattle and the need to offer protection not only to the extended family, the *reer*, and the clan but importantly to the stock of animals in his custody. It also teaches about trade, politics and war. The female will learn about child rearing, care of the elderly, food preparation and storage and care of animals. Awareness of the importance of the *reer* is therefore the first level of societal consciousness (ibid., p.528). Thus, there is a very strong way in which Somali identity and consciousness comes from below since it grows from the roots of Somali livelihood and seeks to protect this. The nature of this development is enshrined in the horizontal interlocking roots that form the basis of the collective consciousness of the Somalis. ‘Somali identity’, argues Hashim (ibid., p.529), ‘is not something that is imposed from above — it grows out of its rhizome’. Indeed, it is because of the rhizomic basis of Somali identity⁶ that their political organization has remained at odds with the centralizing tendencies associated with the modern nation-state; the geography from above.

Given the scarcity in the Somali society, cattle, sheep, camel and their products form the main menu for their livelihood. In times of extreme scarcity, one way of acquiring supplementary food was to trade their animals with neighbouring crop producers. This mode of operation was however seriously affected by the imposition of land tenure systems and monetization of local economies. The other strategy the Somalis and other pastoralists employ has been to raid neighbours and other pastoralists in order to obtain extra cattle for their own subsistence. Further, these raids are made necessary by the deteriorating environment that has greatly reduced the resources for grazing and watering the animals. The Somalis have a formidable tradition of staging raids against their neighbours and it is important to note that many of the conflicts and inter-clan raids in Northeastern Kenya become protracted during harsh seasons occasioned by drought. Resources for grazing and watering animals combine with sedentary based land tenure systems to explain the conflicts in the area. These have made the *shifto* raids more protracted. In a way, banditry has become part of the economy of a people whose environment inadequately caters for their basic needs.

The Conflict Situation in Somalia

Mohammed Siyad Barre inaugurated his personalized and dictatorial rule by attempting to develop the state laws to supersede the customary ones. His rule did not fulfil most of its promises and acted as a threat to the face-to-face loyalty the rhizomic clans assured. While the state laws were felt from above through regulations and taxes, they did not cushion the Somalis from the serious consequences of their harsh environment from below. In fact, it was a further drain on the Somalis since it threatened the very basis of their sense of belonging.

Barre took over power in a bloodless military coup in October 1969, barely a decade after Somalia gained political independence from Britain and Italy. He remained in power for 21 years until 1991 when he was also deposed by a coalition of groups opposed to his dictatorial rule. Upon assuming power, Barre suspended the constitution, dismissed parliament and instituted a Supreme Revolutionary Council (SRC) under his leadership. He civilianized his regime in July 1976 when he replaced the SRC with the Somali Revolutionary Socialist Party (SRSP) of which he became the Secretary-General. His rule had mixed fortunes though the dominant legacy was one of authoritarianism, dictatorship, corruption and the active promotion of regional and clan factionalism. Between 1969 and 1976, Barre consolidated and legitimized his rule through popular moves in health provision, education, rural development and resettlement of drought victims. He achieved this using the military, the very institution he had used to assume power. Although Somalia was a military state, the innovative leadership and socialist approach Barre adopted won him affection in several

quarters. During a visit to Somalia in 1974, Mwalimu Julius Nyerere remarked that 'The Somalis are practising what we in Tanzania preach' (Farer 1976:95).

With the advantage of hindsight, we can now perceive the strategy entailed in the changing nature of Barre's rule. According to Hussein Adam, Barre began on a populist stance in order eventually to build personal rule. Personal rule, Adam insists, does not always proceed outside existing institutions of governance and is not averse to institutionalization (Adam 1998:369). Barre built his rule through the military where he had a solid base. He used the military to establish his popularity within the wider Somalia society between 1969 and 1974. The military presence in civilian service increased as the army built new barracks, dormitories, mess facilities, theatres, playgrounds and even got involved in relief efforts following the 1974/75 drought. The state and society were almost completely militarized by 1970 when Barre declared socialism as the ideology of the military regime. For him, the Somalia National Army (SNA) constituted the Revolutionary Vanguard. He propounded and used an ideology that emphasized socialist terminology to back up his initiatives, a fact that elicited concern among the contending Cold War adversaries.

There is a particular aspect of the East-West interest in Somalia that has relevance to understanding the security situation in the Horn and East Africa. Barre expended enormous resources on arms acquisition with the connivance of the Soviet Union, Italy, France and the US. First, it must be emphasized that Somalia has historically been valuable to the western powers because of its strategic location in relation to India, the Middle East and the Suez Canal (Turton 1974:325-26; Adam 1998:358-61). In 1960 when Somalia gained independence, the interest of western powers was in its strategic location. For the incoming Somali elite, the drive to unite people of Somali ethnicity in one nation-state generated neighbouring enemies, a fact that called for vigilant alert against possible external threats. These two factors (regional strategy and irredentism) combined to make military preparedness a Somalia priority especially following the Kenya-Ethiopia defence pact of 1963. Somalia went all out for military aid and, for a while, managed to attract military assistance from Britain, Italy and later the USA. However, the US included political strings to its aid, a fact that was unacceptable to the Somalia elite who had also been making overtures to the East. When Barre took over and propounded 'scientific socialism', US and West Germany aid was frozen. Barre looked to the USSR for this help, which he easily got.

Pushed by the drive for irredentism, Barre increased expenditure on the military to unprecedented levels. SNA grew both in numbers and in armament from a force of 10,000 in 1963 to 37,000 in 1978. The army further expanded to 96,000 in 1980, then 115,000 and eventually 123,000 by 1984/5 (Adam 1998:372-73). But by this time the previous mask of military discipline and

public/civilian service had been shed off. Instead, overt repression, authoritarianism and corruption took over. Such oppression created disaffection that exploded into open rebellion and ended Barre's rule in 1991. Even more disastrous for the post-Barre era was the level of militarization of society and the ease with which arms, especially, but not exclusively, guns, were accessible in Somalia society. The proliferation of arms in the wider Somalia society had accompanied the militarization of civilians during Barre's rule. According to Adam (*ibid.*:375), military expenditure rose at the rate of 10 per cent per year between 1963 and 1973 while the Gross National Product grew at the rate of as little as 3 per cent. The military took about 27 per cent of the total government expenditure between 1972 and 1977, 37.1 per cent in 1978 and 39 per cent in 1979 (*ibid.*).

Just how sustainable the military budget was depended more on external support than on internal resources. Most of the time, the aid came as debt. Thus, when the US suspended its aid, the USSR took over until 1978 during the Somalia-Ethiopia war in which the USSR supported Ethiopia. Barre stopped all engagements with the USSR. Instead, he began to rely on Italian support. In the 1980s he began to look to the US for aid. But the US was more interested in providing economic not military aid in exchange for using the naval installations at Berbera and the adjacent airfield. With Italian and American support, SNA gradually fell in deep trouble especially because of incompatibility of the changing military technology from the Soviet artillery to the Italian and American ones.

Further, dwindling economic fortunes added another dimension to the problems afflicting Barre's rule. His military budget, then ranked among the highest in Africa, could not be sustained. The privileges and allowances, the uniforms and equipment to SNA could only be sustained with outside help; help that began to steadily dwindle with the increasing autocracy of Barre. When Barre used the military to repress society, promote clanism, and to destroy channels of debate and dissent, some of his creditors, who were moving into a New World Order and had just realized that dictatorship was anathema, quickly slapped conditions for further aid. Such conditions like devaluation, the floating exchange rate and an end to trade restrictions, were added to high levels of inflation that had hit the 400 per cent mark between 1978 and 1982. By 1985, Somalia was not only weak, it was also poverty-stricken, highly militarized and in general chaos.

Between 1985 and 1991 when Barre was deposed, state tyranny along clan lines was rampant. Widely perceived as ruling through his Marehan clan of Darod, Barre visited untold terror on perceived 'rebel clans', followed by open massacre of the youth in urban places. These culminated in the massacres at Mogadishu, Somalia's capital city in July 1989, followed by terror against the Hawiye clans and then the North where he focused largely on the Isaq

clan-family. All these contributed to the suspension of US military aid in 1988 and economic aid in 1989. Unlike other countries in Africa where such stoppages were gradual, 'in Somalia, an abrupt stoppage of all aid followed a history of too much aid' (Adam 1995:75). All these happened in a highly militarized context that was susceptible to easy collapse. By 1993, 'there [were] more arms than food in Somalia', Boutros Boutros-Ghali commented. As he further emphasized, 'these arms were not fabricated by Somalis [...]. They were given by the outside world, to serve outside interests. Those who provide arms are partners in the crime' (Harsch 1993:18).

The Somali problem lies 'squarely at the juncture of internal and international politics' (Ayoob 1995:66). At the international level, the move from the Cold War to the New World Order has indeed complicated internal dynamics within Somalia society:

Many Third World states owed their independent existence within their colonially constructed boundaries to a major norm that had governed the international system since the end of World War II. [This] norm decreed that once a postcolonial state acquired juridical sovereignty and was extended international recognition [...] its territorial integrity was assured under international law (ibid.).

It is such recognition that has assured 'juridical statehood' to states even if their internal working were fragile and ineffective. During the Cold War era, this norm was guarded once self-determination was granted to colonial peoples within colonial boundaries. However, with the move to a New World Order, the sanctity of state territories has increasingly been challenged as previously fragile states fragmented. Moreover, the increased spate of state failure has intensified, fired by the unguarded proliferation of uncontrolled arms into private hands. This is also a carry over of increased armament of factions within weak states during the previous Cold War era. The collapse of Barre's rule was accelerated and this led to an increase in free-floating guns in unauthorized hands.

The violence that was visited to the Somalis was harsh and brutal. Between November 1991 and March 1992, an estimated 41,000 people were killed (Ayittey 1994). The brutality witnessed at the time was aggravated by external conditions, many of them historically associated with the Cold War and further complicated by changes to the New World Order. It has already been noted that there was more ammunition in Somalia at the time than food and medicine. Also, Africa Watch indicated that 'the level of discipline among the troops [was] so low, the number of free guns so high and the need to loot for food so great that fire-fights [would] undoubtedly continue' (*Washington Times*, 2 March 1992, p. A9). As a consequence of deteriorating inter-clan relations and the heavy militarization of society, 'violence and the control of weapons had become the only form of employment and the only assurances of survival in Somalia' (Ihonvbere 1994:13).

The conflict in Somalia in the earlier 1991 developed against a background of a porous boundary between Kenya and Somalia. While the movements of the Somalis in search for pastures had developed and promoted the habit of crossing the borders with minimal or no control, the supervision by the Kenyan government against illegal entry was hardly enforced. For one, the borderline between Kenya and Somalia was 500 miles long making it one of the longest and difficult to police. Further, the harsh nature of the region made it difficult to police because the area was prone to bandit attacks, was very hot, had scattered human dwellings and such remoteness caused heavy casualties to the Kenyan forces. Kenya remained a target for Somalia refugees mainly because of its stability and willingness to accommodate the refugees. The conflict in Somalia in 1991 onwards made Kenya a safe place to migrate to.

Conditions in Northeastern Province also mitigated the ability and capacity of the law enforcement officers to police the entry of the Somalia refugees into Kenya. The ethnic Somalis resembled all the others in the region in physique, language, culture, religion and historical tradition. Many of the Somalis found Kenya safe to relocate given the level of relative stability in the country and the presence of kinspeople with whom they could cohabit. While some found it prudent to identify themselves as refugees and stay in refugee camps, many melted into the Somali community in Kenya, especially in the urban centres in Northeastern Province like Garissa, Wajir and Mandera. From here, others increasingly moved to Nairobi despite the presence of Kenyan police officers along the highway to check such illegal entry. Their safest residence in Nairobi was Eastleigh Estate where the Somalis are dominant. By the beginning of the year 2000, there was an estimated 105,000 Somali refugees in Kenya in the officially designated refugee camp at Dadaab (Crisp 2000:602). But many more evidently reside illegally within the larger Kenyan population, disguising their true citizenship under the common markers of a wider Somaliness. From here, some have negotiated and renegotiated their identity across the border, claiming a Kenyan citizenship whenever necessary while others have sought to use the Kenyan identity to relocate to western metropolises. It is this that has made the issue of territorial boundaries fluid in relation to the Somalis.

Somaliness in Flux

The influx of Somali refugees in Kenya was a development that reversed the irredentist impetus of the 1960s. The war in Somalia made it unattractive and unpopular as a destination for the ethnic Somalis who were supportive of Pan-Somalism. As the war escalated and conditions in Somalia deteriorated further, the promise of Pan-Somalism became even more bleak and unattractive for many Kenyan Somalis. This contrasts with the earlier enthusiasm and claims in which Kenyan Somalis had supported and fought for their reunion with other

Somalis in Somalia. The settlement of Somalia refugees in Kenya, and Eastleigh in particular, benefited from the failed promise of Pan-Somalism and the collapse of Somalia. A community of ethnic Somalis has consequently formed in Eastleigh, a mixed community of both Kenyan and non-Kenyan Somalis. As a result, Eastleigh has been nicknamed 'Mogadishu Ndogo' (Little Mogadishu). If the name Mogadishu Ndogo has come to refer to Eastleigh, in practice, it fulfils the irredentist moves of the 1960s in reverse and in miniature. If Somali irredentism implied the creation of a Somali state based on their nationhood (ethnicity), the case of Eastleigh provided the refugees space to easily move where other Somalis were in the city of Nairobi, settle there and feel at home. Eastleigh has provided the space for the creation of a mini-Greater Somalia though with mixed consequences to Kenya.

Negotiating Somali Identity in Eastleigh, Kenya

Eastleigh Estate in Nairobi has an intriguing racial history. The capital of Kenya is basically a colonial city, established in the interest of British settlers who hoped to make it a settler city. Legal restrictions on the entry of Africans abound in the colonial regulations governing Nairobi. In 1913, a sanitary commission recommended the radical separation of people in Nairobi on the basis of race.⁷ Following the recommendation, the Public Health Ordinance was enacted on 15 October 1913 laying out the racial plan of the town. Eastleigh was proclaimed a township by gazette notice of 13 April 1921. The notice amalgamated formerly Egerton Estate, Nairobi East Township and the areas known as Egerton, Eastleigh and Eastleigh Extensions into Eastleigh Township. Nairobi East Township housed a predominantly Somali population. The main aim of amalgamating these was to create a place where Indian artisans could be settled to relieve the crowding and 'dangers', in terms of public health, that the Indian Bazaar posed to white settlers because it was located in the city centre.

The creation of Eastleigh was therefore the result of the protracted struggle to relocate the Indian Bazaar from the city centre. Eastleigh was laid out as 'a residential area for better class artisans and traders and workers' (Parker 1959:71). But the township amalgamated areas hitherto occupied by Indians, Somalis and Africans — according to the racial terminology by which the Somalis were increasingly differentiated, as already noted, from 'native Africans' in colonial Kenya. The rules governing Eastleigh Township were supposed to ensure that only Indians inhabited the area. Rather, other groups like Somalis inadvertently came to find themselves within Eastleigh. Previously, the township had been a site of struggle between the colonial state and the Somalis. In 1917, Dr Chervitt, the Medical Officer of Health in Nairobi had tried to falsify — that is, inflate — the plague records in order to provide a good reason to relocate the Somalis from Eastleigh (White 1990:47). Because of the embarrassing facts of this

fiasco and the determined resistance of the Somalis, the latter were allowed to settle and own property in Eastleigh.

The inadvertent presence of Somalis in Eastleigh was reinforced by the fact that when the colonial state established Eastleigh, plot owners and the administration failed to provide 'amenities' for its settlement. The terrible state of the roads to the township deterred the higher class Indians who were expected to settle there from doing so. Thus, Eastleigh degenerated into a mere 'location' dirty and unkept. The higher class Indians refused to settle there, preferring either to remain in the Bazaar or drift into Parklands area. This gave the Somalis a chance to inhabit the township. Over time, Eastleigh has become a place where Kenyans and non-Kenyans especially of Somali ethnicity stay and eke out a living. The few Indians in the area moved to the predominantly Indian residences of Parklands towards independence in the 1960s.

Eastleigh became the biggest settlement of Somalis in Nairobi from the 1930s and 1940s. In this process, it also turned out to be their main centre of operation in Kenya and the East African region. Eastleigh was the headquarter of the Isaq Somalis in Kenya during the Poll Tax agitation in 1936-41 (Turton 1974). Thus, it acquired both the imprint of the Somali identity and therefore the stigma that criminalized the Somalis as troublesome and insolent. In relation to Kenyan Africans, this stigma was further reinforced by the racist and arrogant perception the Somalis maintained towards 'natives' (Africans), a perception that opened the way for a dubious distinction between the Somalis and Africans. Even the Poll Tax agitation was itself provoked by the insistence of the Somalis that they were not Africans and could not pay tax at the same rate as 'natives', whom they thought racially inferior. The Somalis hoped to demonstrate their 'superiority' by paying higher taxation (*ibid.*:324-38).

According to the United Nations High Commission for Refugees Mid-Year Report for 2000, there were about 8,371 refugees in Nairobi. Many of these are Somalis and live in Eastleigh — a place with a mixture of cultures and modes of living that cannot be found elsewhere in Kenya. Legality and illegality, the licit and illicit and the legitimate and illegitimate co-exist in Eastleigh in profound interaction. One of the reasons for this mix is the existence of Kenyans and non-Kenyans of Somali ethnicity in the area, some of whom nurture a long time hope that Somalia stabilizes so that they can cross back home or, may be, resume their irredentist struggle. As a result of this hope, life in Eastleigh is lived in a temporary and ephemeral manner.

Few people are interested in permanence and stability. Investments, especially for the Somalis, cater for that tentative goal, not permanence. The people in Eastleigh are either often on the move or seem always ready for some mobility. Out of this, one can easily understand why planning for Eastleigh has also been left to chance. It seems that the government in Kenya has acceded to the

uncertainty and tentativity and for long lacked a plan to enforce the law, invest in infrastructural development and maintenance. Uncertainty may be said to characterize life in Eastleigh in the sense that official rules are inoperative and instant negotiation between the licit and illicit is operationalised daily.

The nature of Eastleigh Estate has allowed the government in Kenya to overlook its duty to maintain order, rehabilitate and maintain infrastructure, provide for the necessary basic services and, most importantly, check and curb crime. While such collapse may be true of government obligations across the city and the country, the level of degradation in Eastleigh has gone beyond limits and the agenda for renovation in the country has hardly made Eastleigh a priority area. Thus, the neglect so common of government policy in NEP seems to have been extended to Eastleigh with an attempt to marginalize Eastleigh just like NEP. The area has quickly become a pale shadow of an urban suburb. The face of the estate got deformed in the mid-1980s. Formerly well-designed roundabout spaces have turned into huge garbage heaps frequently inhabited by street children. Indeed, some street children have turned them into 'homes' because they often have leftovers dumped there for their food. The streets have also turned into dirty, sandy potholed paths unrecognizable anymore as streets.

Crowded roundabouts and streets have turned into thriving places for crime. They consequently support criminal activity ranging from petty pick pocketing to big time drug trafficking and trade in sophisticated weapons. While there is no clear evidence of the source of the drugs and weapons, suggestions that they come from the heavily militarized Somalia society cannot be overlooked. Also, suggestions that the situation in Eastleigh has been made worse since the large influx of Somalia refugees in Kenya cannot be assumed away.

Indeed, on numerous occasions, the Kenya-Somalia border has been closed to trade and other movements on the excuse that increased cases of armed robberies in Nairobi receive sophisticated weapons from Somalia. The latest closure of the Kenya-Somalia border was slapped on 28 July 2001, when President Moi argued that 'the move was aimed at curbing the inflow of small arms, which are believed to contribute to the growing wave of crime in the country' (*Sunday Nation*, 29 July 2001, p. 1). This ban came barely two years after another August 1999 ban that was lifted, six months into operation. What is important to add is that the presence of Somalia refugees has aggravated a situation that was developing and the present state of Eastleigh has worsened with the connivance of Kenyans and non-Kenyans. One can hardly overlook the active, almost enthusiastic participation of Kenyans in the collective subversion of law and order in Eastleigh, as in many other places.

The issue as to whether the Somalis still wish to be reunited in Somalia is not yet concluded and is closely tied to the temporary nature of life in Eastleigh.

Interviews with unsuspecting Kenyan-Somali itinerant traders in Nairobi confirmed that some Kenyan-Somalis still nurture the hope that Somalia stabilizes so that they can be re-united. Yet beneath this hope is a dilemma. The wares some of these traders sell are cheaply acquired from Somalia and brought into Kenya for sale. The prices are ridiculously low compared to items imported through officially recognized means into the country. Thus, for some Somali dwellers in Eastleigh, the war in Somalia is a disguised boon. It allows them to import items from Europe and Asia untaxed and sell them very cheaply, though at a good profit, to Kenyans. This is made possible by the long and porous boundary in NEP, which in many places remains unpoliced. Because of the business opportunities, an increasing number of Somalis prefer living out of the designated refugee camps in Kenya. Interestingly, they hardly take up decent and permanent residence in the city. Since the camps are located near the Kenya-Somalia border in NEP, they have in fact bolstered the increased cross-border trade.⁸

Trade is a lucrative activity in Eastleigh among Somali refugees. Within the estate, sprawling informal markets have emerged where people of Somali ethnicity sell numerous items originating from Somalia. These range from clothing materials and cloths imported from China and Italy to electrical equipment like radios, televisions, and video. These items go at comparatively very low prices. Other items include shoes, mattresses, vehicle tyres, spares for toys, furniture and household utensils. Eastleigh supplies most of Nairobi businesses with such items and it is more profitable to buy from Eastleigh and resell within the city centre than it is to buy legally imported goods and sell them at an equivalent price.

In a sense, Eastleigh is redefining from below the business landscape in most of Nairobi and related towns like Thika and Nakuru. Somali traders are a notable presence in Nakuru at any time of the day or night. They hawk imported items like shoes, watches, belts, perfumes, leather jackets, and radios. Their nightly presence in petrol stations in Nakuru is reflective of the life in Eastleigh and the mobility of the ethnic Somalis. The human traffic to Eastleigh is heavy because of the attraction these high quality though cheaper goods have for Nairobians. This has also reformed the nature of business premises in Eastleigh. Unlike Kenyan hawkers who sell toys, clothing material and related cheap items imported mainly from China, Somali hawkers sell rather sophisticated, high quality and expensive items imported mainly from Europe.

Such businesses in Eastleigh are housed in a cluster of shopping 'malls' collectively called Garissa Lodge; Garissa being the provincial headquarters of NEP. These were initially rental houses that have been converted into shops. At night they turn into residential houses for the traders while during the day they are centres for booming trade. A total of about 400 rooms can be counted in

Garissa Lodge, most of them being operated mainly by Somalia refugees. Some of the items for sale are housed in small rooms that initially had been bathrooms or toilets. Indeed, there is no evidence of garbage dumping sites in the Lodge. Toilets or bathrooms are hardly noticeable. The nature of these rooms shows that their current occupants are temporary residents. They have no separate residential houses and neither are they interested in finding 'decent' housing for long term residence. Further the clothing items they sell act as chairs and beds and there is no private space for private life or even cooking. A visit to these places reveals that non-Kenyan Somalis occupy them. Many of them hardly communicate in Kiswahili and are reluctant to answer 'suspect' questions. While this may be explained by lack of understanding of Kiswahili, it is possible that the illicit activities that go on in these places also explain the reluctance.

Eastleigh has one of the highest crime rates in Nairobi. Incidents of carjacking, gun fighting, and robbery are common in the estate. The ease with which these take place is also very amazing. On several occasions, police officers have been shot dead in Eastleigh while bank robberies have been staged in amazing circumstances and dramatic styles. One businessman in Eastleigh confirmed that 'it is only 'life' that we do not sell here' (*Sunday Standard*, 7 November 1999, p.16).

When other estates in Nairobi go to sleep, Eastleigh remains awake twenty-four hours a day. It is therefore not far fetched to argue that many of the Somali traders in Eastleigh have no places to sleep. Most of them take turns to sleep at their business premises, and those who rent residences do so in groups of several families and also take turns to sleep. It is the only estate in Nairobi that has twenty-four hours operation of *matatus* (small private-owned public transport vehicles). The Somalis are avid consumers of *miraa* (khat), which supposedly keeps one from sleeping. *Miraa* is supplied from Meru in Eastern Kenya by pick-up vehicles and offloaded in Eastleigh. Part of this is then airlifted to Somalia and NEP by flights whose booking offices can only be found in Eastleigh. In a sense, Eastleigh serves and is in constant connection with Somalia and NEP in myriad ways.

The peculiar lifestyle in Eastleigh and its largely illicit nature is best expressed in the way monetary transactions are carried out among Eastleigh traders. Few of the traders in Garissa Lodge have the necessary documents needed to hold a bank account in Kenya. The requisite documents include Kenyan identity card, a passport or a driving license. Most traders have easily crossed into Kenya through NEP but are not holders of valid Somalia passports. Thus, they rely on mobile one-man banks to keep their money or keep large sums of money in their business premises. 'Bankers' are always inconspicuous and only known to their clients. The transaction being mainly based on trust, most clients bank with a 'banker' who belongs to their clan. As one trader put it:

Many people have no valid documents to do business in Kenya and so we cannot use banks. We bank with people from our clan who we really trust (*Sunday Standard*, 7 November 1999, p. 16).

What is intriguing is that these one-man mobile banks are able to 'take money and give back at short notice' (*ibid.*). On the other hand, some traders keep their own cash. For instance, in the fire that razed Garissa Lodge on 14 December 2000, some traders alleged that a large sum of hard cash was also burned in the inferno. According to media reports, one trader however managed to rescue from the fire US\$ 80,000 in cash (*East African Standard*, 16 December 2000).

Given the difficulty of establishing exactly who among these Somali traders is Kenyan, the law enforcement agencies in Kenya have opted for sporadic and unregulated raids to residential houses in Eastleigh. During a raid, failure to identify oneself with a valid Kenyan identity card constitutes proof of illegal entry into the country. This haphazard approach has often elicited other problems. As a matter of fact, it is possible for non-Kenyans to obtain Kenyan identity cards through manipulating and corrupting the officers charged with issuing identity cards or passports.

One such case was disclosed in August 2000 and involved 100 Somalis who were caught with Kenyan passports on their way to Europe through Dubai. Since one does not need a visa to enter Turkey from Dubai, many use this route to get into Europe as refugees (*Daily Nation*, 18 August 2000). It is instructive that from the Kenyan side, those involved in the syndicate of issuing passports included immigration officers, a politician from Nairobi and some officers of the Criminal Investigation Department. But this is not the first time such a syndicate was revealed. Other cases were noted in 1985 and 1989 (*Weekly Review*, 17 November and 8 December 1989).

Secondly, given the regularity with which Kenyan police raid Eastleigh Estate, many Kenyan Somalis have regularly complained and protested against the government for unfair and unjustified harassment. This complaint is legitimate though it complicates the situation. Clearly, the police target the Somalis because their ethnicity is likely to produce a 'beneficial' culprit. They also target them because of the stigma of stubbornness and the criminalization of their identity. This raises the question of what the appropriate manner of confronting the problem of alien Somalis in Kenya should be given the acrimony between Kenya and Somalia?

The possibility that genuine and law abiding Kenyans get unnecessarily harassed for residing in Eastleigh is very high. Indeed, the police hardly raid the residences with the focused intention of screening to flush out non-Kenyan aliens. 'Hordes of police officers who patrol the estate nightly never seem to be looking for the real criminals' (*Sunday Standard*, 7 November 1999, p. 6). Many of them seek to exploit darkness for corrupt practices. To this end, they always try to find any

fault, real or imagined, to justify such harassment. At times they demand receipts for very old items or they implant illicit drugs on an unsuspecting person in order to extract a bribe.

Media reports in 2000 publicized a complaint by Samira Waithira Najim who lost her handbag together with her identity card. Najim is half Kikuyu and half Indian Kenyan though she looks like an Ethiopian. She complained that after she lost her identity card she has been in trouble because she had 'to deal with the police who roam the Eastleigh area, and who think I'm a refugee. They want nothing but money, which I don't have' (*Sunday Nation*, 22 July 2000, p.10). This is just one among the many unrecorded cases that mark out the corrupt nature of police interest in Eastleigh during their patrols. As a consequence of this and other forms of harassment, those who live in Eastleigh are on high alert against the police.

Eastleigh Estate is the place of constant conflicts between the law enforcement officers in Kenya and the dominant ethnic Somalis in the estate. It will be of interest to explain further the dynamics of this conflict and analyze emerging trends in terms of how the Somalis in Eastleigh have sought to assert themselves in the face of a state-defined criminal identity and especially the permissiveness of the police. To be sure, the state criminalization of the Somali identity in Kenya and the permissiveness of the law enforcement officers feed and reinforce each other against the assertiveness of the Somalis in Eastleigh.

The implication of this contest between the Somalis and the state on their citizenship provides important lessons for the notion of geography from below especially in terms of how people fight from below and effect changes to the dominant definition of territories from above. This fight takes many forms and they include open confrontation with the police, defiance and unnoticeable acts of negotiation with law enforcement officers, corrupt government officials and connivance with locals to flout the laws. The screening of Somalis in 1989, which led to a protracted war of words and street demonstrations against the Kenyan government will illustrate this better. But before venturing into that, it is important to discuss President Moi's strategy of integrating the ethnic Somalis into the collective Kenyan consciousness by recruiting prominent Somali politicians and professionals into the government. This was done with the hope that more Somalis would identify with Kenya and relinquish their Pan-Somali identity and hope.

Patronage and State Integration of the Somalis

One strategy adopted by President Moi to defeat the irredentist move was the recruitment of prominent Somali leaders into his government. This strategy was in line with an old patron-client system of reward deployed by Kenyatta in putting together what Joel Barkan describes as a governance realm. This involved the creation of 'a semi-competitive system in which patron-client networks linked

the state to civil society'. Pointing out the centrality of *harambee*⁹ as an avenue of dispensing reward for those who built their own regional political following and at the same time supported his regime, Barkan argues that the system entailed Kenyatta's tolerance of the 'activities of local bosses so long as they did not challenge his authority as head of KANU [Kenya African National Union] and later head of state' (Barkan 1992:171). The Moi regime, according to Barkan, has dismantled this governance realm.

Ignoring the more debatable tenets of this argument for the time being, it is indisputable that Kenyatta did not do much to involve the Somalis in his governance realm (see Ajulu 2000:134-35 for an excellent critique of Barkan). Perhaps, it would be more accurate to say that Moi has merely reorganized the ethnoregional bases of his version of a governance realm and in this the Somali patrons have come to occupy a comparatively more significant place than hitherto.

For example, after the 1988 general elections, Hussein Maalim Mohammed was appointed Minister in the Office of the President where he was in charge of internal security. His brother General Mohammad Mohammed had earlier been appointed to the position of Chief of General Staff (CGS) of the Kenya Armed Forces to replace the retiring General Jackson Mulinge. In the provincial administration, Yusuf Haji had risen to the powerful position of provincial commissioner. These became President Moi's pillars in Northeastern Province. In line with the patronage driven politics in Kenya, these appointments were meant to induce the suggestion that the Somalis were indeed part of Kenya and were included in its governance structure. As Minister in the Office of the President, Maalim Mohammed had access to the top echelons of the state and its redistributive functions. As CGS, General Mohammed was at the nerve centre of the security-regulating arm of the state.

A crucial aspect of such appointments is for the patrons to become conduits of redistributing resources to their regional bases. It was therefore expected that these patrons would use their connections to extend resources to people in Northeastern Province because of their support of the state. Further, this would impress upon them that more support meant access to more resources. There is no doubt that this patronage contributed to a noticeable increase in the number of ethnic Somalis in the armed forces. But it is doubtful that it has created adequate sense of belonging to Kenya. This is more so because patronage resources never always trickle down to the mass of Kenyans.

As is obvious with patronage networks, they are double-edged swords. The process of building a clientele involves another process of exclusion especially of rivals and their supporters. This is especially true of politically motivated clienteles who have to juggle between political opponents to their benefit. In the case of the Somalis, rivalries with the Galla of whom the Boran are a subsection have generated negative consequences in Northeastern Province. The Boran,

to some extent viewed the appointments as an elevation of the Somalis at their expense. Further, the appointments were construed to be partisan in a clan dimension because Maalim Mohammed and General Mohammed are brothers. The appointments may also have generated business rivalries. Consequently, the presence of these two in Moi's government may have been ineffective in generating a sense of belonging to Kenya, though it certainly was an improvement on the Kenyatta era. As brothers, the spread of their influence was certainly limited.

Beyond politics, the attempt to build business bases for themselves opened their initiatives to rivalries. It came as no surprise in December 1988 when Maalim Mohammed complained that 'illegal immigrants were engaged in a number of criminal activities such as poaching and smuggling' (*Weekly Review*, 17 November 1989, p. 15). It is this charge and many subsequent ones that led to the unprecedented move to screen all ethnic Somalis above 18 years in November 1989. While this was not the first time to screen the Somalis in Kenya, the context and effects made it unparalleled. The aim of the screening exercise was 'to establish those of Kenyan origin against those from neighbouring countries' (*ibid.*). The government statement restated that a considerable number of illegal aliens had not only infiltrated the country but had fraudulently acquired Kenyan identification by corrupt means. 'In the midst of these happenings', the statement correctly noted, 'it has been difficult for the authorities to differentiate the Somalis of Kenyan origin from the aliens' (*ibid.*).

There is no denying that aliens were partly responsible for the criminal activities in parts of Kenya. Ample evidence existed to show that some unnamed alien Somalis were involved in acts of banditry and smuggling. For instance, Dr Richard Leakey, then director of wildlife conservation noted that most poachers captured by law enforcement officers could not communicate in Kiswahili and were therefore relying on local support. Dr Leakey had been appointed to head the wildlife conservation body to protect elephants, which were facing extinction due to poaching for ivory. Somali aliens were implicated in the poaching and some who had been captured were confirmed to be Somalia soldiers. Since some of them had more sophisticated weapons, Dr Leakey was charged with implementing a shoot-to-kill policy against the poachers.

The move to hire Dr Leakey, and with a stern brief, had been necessitated by the effect of poaching to Kenya's international reputation as a secure tourist destination. Bandits and poachers were responsible for many acts of aggression in Kenya. In 1989, they attacked villages in an operation that led to the death of four tourists in a Kenyan game park including one American, two Frenchmen and a Belgian. It seems clear that the main reason for the attacks was ivory which was offloaded to the illicit international ivory centres especially Hong Kong. Most of the ivory in Hong Kong was said to originate from Somalia yet

Somalia has 'virtually no elephant herds to sustain the volume of ivory it has been accused of off-loading on the illicit market' (*Weekly Review*, 17 November 1989, p.19). It is the level of success in poaching, the relative sophistication of their automatic weapons, the organization and export of ivory that lends credence to the view that some of the bandits in Kenya were working for sections of the warring clans in Somalia.¹⁰

Furthermore, the banditry and poaching was accompanied by increasing rates of Somalia attacks into Kenya. In September 1989, Somalia forces attacked a remote police post at Liboi on the border in Kenya. Four security men died and a cache of firearms were stolen. Earlier, on 20 February, Somalia forces invaded the Sebule border area wounding a number of Kenyans and killing six elephants. An attacker who was captured had an AK-47 automatic rifle with 189 rounds of ammunition. These exceptions may not prove the rule, but they gave the Kenyan government reasonable grounds to initiate a screening exercise.

The screening upset the initial sense of belonging to Kenya that some Somalis were developing. It also seems that the screening was targeted against non-Kenyan Somali businessmen. The stated purpose of 'weeding out the illegal Somali aliens from the country' was hardly achieved after the end of the exercise. But two prominent Somali businessmen, Mohammed Kanyale Afrah and Yusuf Osman Gabaire were deported (*Weekly Review*, 26 December 1989, p. 7). It is unlikely that these were the only alien Somalis in Kenya at the time. In fact, this action viewed in relation to the business interests of the leading Somali leaders demonstrates an underside to the screening. In November 1988, Hussein Maalim Mohammed had clearly complained of aliens from a neighbouring country who had 'infiltrated Kenya and proceeded to illegally acquire citizenship, later accumulating enormous wealth through the transport and hauling business, in clearing and forwarding, in export and import and in real estate' (*Weekly Review*, 17 November 1989, p. 19).

Of greater significance, however, is the larger import of the screening exercise. The exercise clearly marked the Somali identity as an alien identity and in turn generated contestation from the Kenyan Somalis. That the screening was orchestrated by leading Somali politicians who fervently supported it was a sign that some co-optation of leading Somali politicians had taken place, an indication of the 'success' of Moi's patronage. But this was not translated into integration of the Somalis. Most of these leaders did not only support screening but were in fact the first to appear at screening centres to be screened. That appearance was itself a performance of political brinkmanship with no consequence to the persons in question. After all, they had to be screened before contesting for parliamentary election. As such, they only sought to rally the support of ethnic Somalis to a course that turned the Somalis into second-class citizens. It is clear that their performance did not eclipse all avenues of contestation and resistance.

There was a section of Kenyan Somalis who contested this screening exercise fervently. In Nakuru, a group of Somalis viewed the exercise as amounting to 'selective aggression against a particular section of the Kenyan community' (*Weekly Review*, 17 November 1989, p. 15). The secretary-general of the Supreme Council of Kenyan Muslims and a former Member of Parliament, Ahmed Khalif, himself a local Somali, was perhaps the most incensed and outspoken. He saw the exercise as meant to 'antagonize loyal citizens of Somali extraction and affect their sense of belonging' (ibid.). Khalif even refused to appear before the screening panel and likened the choice of Somalis for screening as casting a general blanket of suspicion 'over the whole community'. For him, screening ought to have covered all other Kenyans since, in all probability, there may be aliens in other communities 'who need to be flushed out' (ibid.). In a nutshell, it seems that the screening exercise did in fact reveal the inability of the government to seriously enforce the rules of citizenship, which in a way suggests that the geography from above is not as definitive and fixed as it has been assumed to be.

Other Forms of Resisting the Criminal Identity

The reaction of Khalif mirrors that of many other Somalis against the criminalization of their identity in Kenya. The typical reaction evident at the time was mass mobilization to demonstrate against screening. Within such demonstrations, there were other issues addressed. One of these was to invoke a religious strategy. The other strategy was to blow out the instance of screening to include other previous acts perpetrated by the state against the Somalis. Further, given that this was a time when Kenyans were furiously fighting for a multi-party political dispensation, the agenda of dissent came to include issues apart from screening of the Somalis. The screening provided one instance of human rights abuse, at least for the pressure groups and pro-democracy proponents. That is why support for the Somalis came from unlikely quarters like the Law Society of Kenya, which was composed of both pro-democracy activists and opportunists whose credentials for democracy resided merely in being confessed critics of Moi (Murunga 2000).

The religious issue sought to rally Muslim sympathy and support for the Somalis. The Somalis are predominantly Muslim and by invoking Islam, they hoped to gain support from other Muslims. In this regard, the argument was turned in such a way that it appeared that Somali/Muslim identity was the object of state attack. Islam would in turn enlarge the ethnic response into a religious one. But by far the most enduring of these reactions was mass mobilization for persistent demonstration and violence against the state whenever it reacted or acted against the Somalis. During the screening exercise, a group of about 250 protestors gathered in Nairobi to condemn the screening exercise.

Most of these protestors came from Eastleigh and aimed to publicly demonstrate their opposition to screening. The slogans of the demonstration were meant to challenge the criminality the state associated with their identity, to distance themselves from alien Somalis, to insist that just as it was difficult for the state to isolate an alien Somali from a Kenyan Somali, so it was for the state to distinguish an alien African from a Kenyan or a law abiding police officer from a corrupt one. The protestors likened the certificate of verification issued after screening to the colonial *kipande* (pass) and protested 'being subjected to such harassment' in their own country through double identification (*Weekly Review*, 24 November 1989, p. 17).

The above argument has merit on the basis of the fact that Kenya has only been concerned about isolating Somalia refugees, not Ugandan, Sudanese, Rwandese and, more recently, those from the Democratic Republic of Congo. Historically, this is explained by the fact that Kenya perceives ethnic Somalis as potential threat to state security. In contrast, during the years of political turmoil in Uganda in the 1970s and 1980s, about 15,000 refugees entered and were largely absorbed in the Kenyan labour market and commercial sectors. As secondary school students in the mid-1980s, Ugandan teachers taught most of us. Indeed, Ugandans were accepted in Kenya and were not subjected to harassment despite the open knowledge that they were non-Kenyans. They gained relative access to social services such as health, education and housing on almost equal terms with Kenyans, and many of them even acquired Kenyan identity cards. However, Ugandan refugees tended to be generally less armed and the Kenyan-Ugandan border was more accessible and less prone to insecurity. This was not the case on the Kenya-Somalia border.

To be sure, Eastleigh had previously been the scene of demonstrations against the state but these hardly dovetailed with collective national struggles for freedom. One significant aspect of the screening exercise was that it introduced the Somalis to such struggles. Prior to this, the vibrant pro-democracy groups in Kenya hardly took up issues related to the citizenship of the Somalis and non-Kenyans. Crisp is generally correct in arguing that 'while Kenya has a lively human rights movement, it has been largely preoccupied with 'domestic' issues and has therefore not become substantially involved in refugee-related questions' (Crisp 2000:618).

At the time, these groups were not keen about the issue of Somali citizenship leaving this struggle largely to the Kenyan Somalis. That the screening exercise attracted the attention of human rights groups and other concerned governments was perhaps the main success of the demonstrators. These included local and international groups like Human Rights Watch and the Canadian government. In fact, the involvement of Canada soon embroiled them in a diplomatic war with Kenya. But true to the authoritarian mood in the country, President Moi

issued a statement that clearly stipulated the state's stand. He confirmed the illegal presence of alien Somalis in Kenya, linked them to rampant acts of banditry and poaching and insisted that screening was a way of isolating alien Somalis from indigenous ones. He blamed alien Somalis for instigating the protests, for abusing the hospitality accorded to them and sternly warned that 'no form of opposition would change [the government's] decision' (ibid.).

President Moi's warning and the obstinacy of its verdict was characteristic of his highly authoritarian and undemocratic rule and the ruling party, KANU, at the time. The leadership was so rigid and undemocratic that it did not hesitate to use the law enforcement agencies to enforce compliance. This hardened the movements and groups fighting for democracy and opened the state to local and international pressure to democratise. As the law enforcement agencies became more visible, offensive, intimidating and closed down the existing spaces for free expression, the public and legal space for expression was passed over to informal, private and, at times, illegal arenas. Most of these spaces were utilized for the common good of challenging authoritarian rules and decrees while others passed over for illicit and illegal activities.

As demonstrations in the towns increased, funerals, churches, makeshift garages and *matatus* became spaces for challenging state control. But the underside of it was the use of sabotage and corruption to beat the law enforcement system. As more and more police officers went to networks of special branch spying and fighting the democratic pressure, fewer were left to enforce the law against common criminals and some among these few were susceptible to corruption because their remunerations rates were ridiculously low. Thus, the Somali case in Eastleigh was neither exclusively criminal nor unique to the Somalis. It simply dovetailed with internal dynamics involving greater social pathologies arising from urban decay, infrastructural and institutional collapse, growing poverty and corruption.¹¹

It is clear today that on many occasions, the residents of Eastleigh have demonstrated that the law enforcement officers hardly ever want to flush out alien Somalis. In fact, whenever these are found, they are released after bribing the officers. The situation has become cyclic in the sense that many officers target Eastleigh merely to apprehend people, extract bribes and release them. The spate of harassment has therefore become burdensome to the residents of Eastleigh who are constantly raided both by the law enforcement officers and criminal thugs in a manner that hardly differs. Since the police never fully apprehend the aliens, they perpetuate both the harassment and crime.

In some cases, it has been found out that the police officers stage unlawful checks and raids even during daytime and are themselves involved in robberies in Eastleigh. They have been known to harass legally sanctioned businesses in Eastleigh and extract bribes by force. Given the daring manner of their acts,

residents have also become conscious of this. They often raise alarm that triggers confrontation with the police that eventually encompasses the whole estate. The residents are hardened by acts of aggression, harassment and robbery from those whose duty is to protect them and enforce the law. Consequently, Eastleigh has witnessed skirmishes and open confrontations between the police and residents.

In the event, it is becoming increasingly clear that the police are in fact part of the problem. They are attracted to Eastleigh because they have taken up the assumption that it is a den of criminality. As such, Eastleigh has become the best site for police who want to be bribed. Since the police hardly police against criminals, they abet crime in the estate. Also, some police officers have been found guilty of perpetrating crime in Eastleigh. Since they are not Somali, it becomes very difficult to sustain the blanket criminal identity so often associated with the Somalis in Eastleigh.

Conclusion: Implication for a Geography from Below Perspective

It is important in this section to reconcile the main thrusts of the geography from below perspective with the empirical issues contained in the study of Somali identity across the border. This is important in order to investigate the extent to which geography from below is a viable framework of recasting the notion of territoriality and unfreezing the African boundaries. Once boundaries are seen as mutable, the possibility of understanding the dynamism of life across territories will help create a transnational outlook that respects cross border dealings as part of the real life for which the immutable boundaries have been a transgression.

It has been emphasized time and again that notions of dissidence assume a priori that borders are sacred, that the notion of territory issuing from the state is legitimate and that anything else that does not submit to the notions of territory issued from the state perspective is either illicit or illegal. Using such a perspective derived from Max Weber's idea of order and bureaucratic organization, Chabal and Daloz (1999) have gone ahead to talk about political instrumentalization of disorder suggesting that chaos, uncertainty and disorder are the elements that characterize political life in Africa. There is need to adjust this perception because across the borders of many nation-states are separated brothers, cousins, families and ethnicities. Some of these ethnicities rely on each other for help in times of need, for assistance in times of scarcity and for the sense of belonging and togetherness that is so important for the human gregarious instinct and prosperity.

There are two definitions of territory that are at the base of the study of geography from below. The first argues that territories are 'the spatial expression of a collective consciousness' while the second sees it 'as a surface limited by fixed boundaries (or bodies of water) to which allegedly corresponds one

and only one all-encompassing identity' (Ben Arrous 2000:4). The first definition has often been collapsed into the second thereby generating the assumption that collective consciousness only fits and can only acceptably express itself within fixed boundaries. The dominant producers of boundaries have in turn arrogated themselves the right to determine the boundaries within which specific expressions of collective consciousness can occur thereby generating notions of dissidence and illegitimacy that cohere with their whimsical interests. States, religious orthodoxies, armies etc. have been challenged from many fronts by notions of collective consciousness that refuse to take, in total, the dominant notion of territory. The notion of geography from below thus is useful in suggesting that fixed boundaries encapsulate social reality but this reality does not always conform to the imagined territories contained in fixed boundaries. The geography from below perspective is a good reminder that we are not living by the forces that shape our very being.

What seems true of the Somali case is that in their notion of collective consciousness is a contest that pits geography from below against geography from above. But, as contradictory as this may sound, the notion of Somaliness in flux does not accede to either of these geographies; that is, both geography from below and from above are important to being Somali depending on the exigencies of given circumstances. The growth process of a Somali child emphasizes the rhizome which rotates around the clan and the need for security. But beyond the notions of sufferers in a harsh environment as a rallying point for Somali togetherness, Bwana (1964:14) has argued, there is nothing else that cements the Somalis together as an ethnic community. Their claim to a Greater Somalia is, in a sense, an expression of geography from above since this move received considerable impetus from the state in Somalia starting with the activities of Sheikh Muhammed Abdullah Hassan. Somali irredentism came to rotate around sponsorship and impetus from the Somalia state. But within this very territory were forces gradually and systematically tearing each other apart. Thus, the argument, so often aired that territorial unity and state harmony is achievable if people of same ethnicity, religion and race are bound together in one nation-state has been rendered suspect by the Somali experience. Today, one must wonder if it is necessary for the Somali nationality to continue with the search for the Somali state. Is the Somali state the ultimate panacea of the problem of Somali conflict?

While tearing the Somalia state apart, the Somali rhizome demonstrates that geography from above does not have absolute sway over the identity of the Somalis from below. The hegemony of the Somalia state was always tentative and subject to being unmade. It is true that within the definition of the Somalis from above was contained the seed of its own unmaking since the Somalis were present beyond Somalia and were therefore subject to attraction from Kenya

and Ethiopia. Kenya and Ethiopia were places contesting the geography from above expressed by Somalia. It is important, then, to stretch the dialect Ben Arrous uses by suggesting that the unmaking of geography from above is not confined to the dialectical conflict of above as opposed to below. It may also involve above against above and below against below.

The conflict between Kenya and Somalia and between Ethiopia and Somalia contributed to unmaking the geography from above pursued by Somalia. While the Somalis in Kenya or Ethiopia may have preferred to be in Somalia with their kinspeople, the tearing and collapse of Somalia suggested to them that they were better off in Kenya. The refugee issue was not just about flight to any destination, but for many Somalis in Kenya, it was also about where they had kinspeople and where they would eke out a living while waiting for the conflict to end. It is in this sense that Kenya under Moi has been keen to attract Kenyan Somalis into a sense of belonging to Kenya. This in itself has been a project against Somali irredentism. The alliances between Kenya and Ethiopia were also projects from above against a similar project from Somalia (Makinda 1982). This may also be true of the conflict in the Great Lakes region where diverse projects from above are engaged in redefining the geography of the region. This has been done simultaneously with and against the geography from below of dissident groups and social movements.

An important aspect of geography from below has been to contest the criminalization of its identity. As Ben Arrous correctly shows, part of the literature on geography from below has accepted the illegitimacy, violence, illegality and criminality of forces asserting their presence from below. This has been done by valorising violence, the illicit and illegitimate as the character of these groups or forces. It is hardly important to such analysts that these groups have introduced new conceptions of legitimacy by questioning archaic, ill-advised notions of territoriality and the fictitious presence they maintain. It is, for instance, important to ask why state officials and wealthy citizens should institute mechanisms of evading taxation when they import expensive vehicles that furnish their own forms of conspicuous consumption while a poor citizen is heavily taxed for buying imported maize.

The moral of this argument is that evading taxation in the Kenyan port town of Mombasa, for example, is no more immoral and wrong than smuggling an Italian made shoe across the Kenya-Somalia border. What is at stake is that rules defined from above are broken. But the problem is that the state may consider the illegal cross-border transfer of an Italian made shoe illegal and punishable and effectively pursue that line of action while at the same time assuming away the importation of six Mercedes Benz vehicles tax free by a well-connected and rich son of a president. Indeed, even courts and parliament become complicit in defence of the son of a president or a minister thereby participating in the collaborative endeavour of subverting the project from above.

Such a scenario as highlighted above is hardly the exclusive case for African countries, as Chabal and Daloz (1999) seem to insinuate. There is no amount of order and institutionalization of governance rules and separation of power that has eradicated such corrupt tendencies even in the west. Thus, the state, or geography from above everywhere is not about morality. It is about expediency and self-interest. People, who in a true Hobbesian sense are egoistic constitute the state. A lesson that 'dissidence' drives home is not just violence for the sake of it but violence to challenge the dominance of the state to instruments of violence or to violence itself. Also, the geography from below does not deploy the illicit for its own sake but to show that the state is not the all-consuming perpetrator of illicit activities. The same applies to illegality, which remains a domain where not only dissidents partake of but even those charged with the duty of policing against illegality. It is here that again, the dichotomy between geography from above and geography from below blurs the intricate overlap between the two. As Ben Arrous (1996:26) shows, 'it is quite difficult to distinguish between geography from above and geography from below when the same actors take part in both'.

In Kenya, the issue may not just be about high-ranking officials and wealthy Kenyans. It is also about the average common person, the opposition politician who represents the alternative to the sitting government, the policeman who is charged with overseeing the security of all, and the religious leaders whose vocation is to constitute a citizenry that is God-fearing and moral. The moral probity of all these constituents is wanting. The Kenyan territory may be living in a context of moral mediocrity, despite pretensions to the contrary. No one thinks of the Kenyan territorial space as one and self-respecting entity.

The common person has resigned to the trickster that government officials too often are. Common people in Kenya have resigned to rationalizing the illicit and criminal as a practical consequence of scarcity and want. The policeman will rationalize partaking to bribery and harassment of law-abiding citizens as a practical consequence of low remuneration from the state. The religious leaders will adopt the 'do as I say not as I do' dictum, while the opposition politician may be a trickster merely waiting to assume the apparatus of state power. In this sense then, it is difficult to understand where geography from below is more dissident than geography from above. It is difficult to understand how the illegal presence of the Somalis in Eastleigh is more illegal than the police involvement in harassment and bribe taking. Everyone partakes in the illicit and, by that, encourages criminalization of the entire spatial environment.

Notes

1. For detailed discussions of the OAU's policy of intangible boundaries and the meanings of self-determination in the Somali case, see chapters 5 and 6 in this volume.
2. *Shifita* is an Amharic word referring to a bandit. This name was applied to the dissident Somali fighters who laid and ambushed the Kenyan military forces throughout most of the 1960s and 1970s. It is cautiously used in this essay to refer only to these groups of bandits, not to the whole Somali community in Kenya.
3. See letters in Kenya National Archives (KNA), AG/19/12.
4. The term 'alien Somalis' was used by the colonial state to isolate non-Kenyan Somalis from Kenyan Somalis. This was specifically, though not exclusively, used in relation to the Isaq Somalis settled in Isiolo Township as opposed to their kinspeople in Italian Somaliland. Over time, and for reasons that are central to this chapter, the term alien has wrongly been indiscriminately applied to all Somalis. This is not the sense in which we use it in this chapter, rather, we mean to illustrate how the Somalis have been criminalized in Kenya by the spreading of such dubious terms.
5. These words of caution were uttered during a tour in which an assortment of weapons recovered from the *shifitas* had been displayed.
6. The rhizome metaphor is used in this chapter with reference to Somali identity to emphasize its botanical centrality in ensuring rootedness and cementing the sense of belonging.
7. The Nairobi Sanitary Commission blamed the 'dangerously insanitary' condition of Nairobi on 'insufficient drainage, over-crowding, and non-segregation of races'. The Commission concluded that 'the evidence in favour of the principle of segregation is overwhelming and the Commissioners have no hesitation in accepting it' (East African Protectorate 1913:12 and 20). See also Simpson (1915:53).
8. The initial coastal location of the refugee camps was moved to the present location in NEP (Kakuma and Dadaab) because refugee camps at the coast had become centers of economic activity selling untaxed imported items. This robbed some Mombasa traders of viable business, thus eliciting complaints that forced the government to relocate the refugees. It is no wonder that in the late 1980s, a similar complaint came from NEP. With the relocation from Mombasa to NEP, traders in Eastleigh have continued to benefit from supply of untaxed items from Somalia.
9. Kiswahili for 'let's pull all together at once'. Jomo Kenyatta based his mandate in this motto, which he initially gave to Kenyan workers for the purposes of national development. Over years, this celebrated cry increasingly acquired the meaning of 'bargained exchange', both in labour and inter-ethnic relations.
10. For a study on the connections between such illicit trade and the international market, one may benefit from the insights provided by Bayart et al. (1999) and Chabal and Daloz (1999). However, these two books ought to be read with caution given the way in which they portray the problem of criminalization as a uniquely pathological issue of Africa.
11. For a discussion of such social pathologies and how they have reconfigured urban spaces under conditions of structural adjustment, see Zeleza (1999) and Salimata Wade's chapter.

Bibliography

- Adam, Hussein M., 1995, 'Somalia: A Terrible Beauty Being Born?', in I. W. Zartman (ed.), *Collapsed States. The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*, Boulder: Lynne Rienner, pp. 69-89.
- Adam, Hussein M., 1998, 'Somalia: Personal Rule, Military Rule and Militarism', in E. Hutchful and A. Bathily (eds), *The Military and Militarism in Africa*, Dakar: CODESRIA, pp. 355-97.
- Adar, Korwa G., 1994, *Kenyan Foreign Policy Behavior Towards Somalia, 1963-1983*, New York: University Press of America.
- Ajulu, Rok, 2000, 'Thinking Through the Crisis of Democratisation in Kenya: A Response to Adar and Murunga', *African Sociological Review*, 4 (2), pp. 133-57.
- Ayittey, George B. N., 1994, 'The Somali Crisis: Time For An African Solution', *Cato Policy Analysis*, 205, www.cato.org/pubs/pas/pa-205.html.
- Ayoob, Mohammed, 1995, 'The New-Old Disorder in the Third World', *Global Governance*, 1 (1), pp. 59-77.
- Barkan, Joel D., 1992, 'The Rise and Fall of a Governance Realm in Kenya', in G. Hyden and M. Bratton (eds), *Governance and Politics in Africa*, Boulder: Lynne Rienner, pp. 167-92.
- Bayart, Jean-François, Ellis, Stephen and Hibou, Béatrice, 1999, *The Criminalization of the State in Africa*, Oxford and Bloomington: James Currey and Indiana University Press.
- Ben Arrous, Michel, 1996, *Beyond Territoriality. A Geography of Africa from Below*, Dakar: CODESRIA Working Paper Series (4/96).
- Ben Arrous, Michel, 2000, 'Mapping Contemporary Africa: A Geography from Below Perspective', paper presented at the ECAI [Electronic Cultural Atlas Initiative] conference in London, 26-28 June.
- Bwana, Rhoda, 1964, 'Nationalism or Land Grabbing? Somali Irredentism', *East African Journal*, 5 (8), pp. 13-16.
- Chabal, Patrick and Daloz, Jean-Pascal, 1999, *Africa Works: Disorder as Political Instrument*, Oxford and Bloomington: James Currey and Indiana University Press.
- Crisp, Jeff, 2000, 'A State of Insecurity: The Political Economy of Violence in Kenya's Refugee Camps', *African Affairs*, 99 (397), pp. 601-32.
- East African Protectorate, 1913, *Nairobi Sanitary Commission, 1913: Report and Evidence*, Nairobi: The Uganda Railway Press.
- Farer, Tom, 1976, *War Clouds on the Horn of Africa: A Crisis for Detente*, New York: Carnegie Endowment for International Peace.
- Guelleh, Ismael Omar, 2000, 'Speech of H.E. Ismael Omar Guelleh to the United Nations General Assembly', New York, 12 September.
- Harsch, Ernest, 1993, *Somalia. Restoring Hope*, Africa Recovery Briefing Paper (7), New York.
- Hashim, Alice, 1997, 'Conflicting Identities in Somalia', *Peace Review*, 9 (4), pp. 527-31.
- Human Rights Watch, 1991, *Kenya: Taking Liberties. An Africa Watch Report*, New York: Human Rights Watch.

- Ihonvbere, Julius O., 1994, 'Beyond Warlords and Clans: The African Crisis and the Somali Situation', *International Third World Studies Journal and Review*, 6, pp. 7-19.
- Lewis, Ioan M., 1993, *Understanding Somalia. Guide to Culture, History and Social Institutions*, London: HAAN Associates.
- Makinda, Samuel, 1982, *Kenya's Role in the Somali-Ethiopian Conflict*, Canberra: Strategic and Defense Studies Centre, Australian National University, Working Paper (5).
- Murunga, Godwin R., 2000, 'Civil Society and the Democratic Experience in Kenya: A Review of 'Constitution-Making from the Middle: Civil Society and Transition Politics in Kenya, 1992-1997'', *African Sociological Review*, 4 (1), pp. 97-118.
- Orwa, Katete, 1989, 'Foreign Policy, 1963-1986', pp. 234-41 in William R. Ochieng' (ed.), *A Modern History of Kenya, 1895-1980*, Nairobi: Evans Brothers Ltd.
- Parker, Mary, 1959, *Political and Social Aspects of the Development of Municipal Government in Kenya, with Special Reference to Nairobi*, London: Colonial Office Library.
- Samatar, Said S., 1985, 'The Somali Dilemma: Nation in Search of a State', pp. 154-93 in A. I. Asiwaju (ed.), *Partitioned Africans. Ethnic Relations Across Africa's International Boundaries, 1884-1984*, Lagos: University of Lagos Press.
- Simpson, W. J., 1915, *Report on Sanitary Matters in the East Africa Protectorate, Uganda, and Zanzibar*, London: Colonial Office Library.
- Turton, E. R., 1974, 'The Isaq Somali Diaspora and Poll-Tax Agitation in Kenya, 1936-41', *African Affairs*, 73 (292), pp. 325-46.
- White, Luise, 1990, *The Comforts of Home. Prostitution in Colonial Nairobi*, Chicago: University of Chicago Press.
- Zezeza, Paul T., 1999, 'The Spatial Economy of Structural Adjustment in African Cities', pp. 43-71 in E. Kalipeni and P. T. Zezeza (eds), *Sacred Spaces and Public Quarrels. African Cultural and Economic Landscapes*, Trenton [NJ] and Asmara: Africa World Press.

8

BFCI : un laboratoire politique à la croisée des chemins

Lazare Ki-Zerbo

Nous parlons de BFCI (Burkina Faso Côte d'Ivoire) pour désigner l'entité virtuelle, politique mais non-étatique, que constituerait *une certaine forme* d'union entre les espaces ivoirien et burkinabé. Non pas la somme des deux États, mais une union entendue comme partage de compétences, tant entre les citoyens que les institutions, sur des questions communes telles que les politiques foncières, la coopération décentralisée, la sécurité aux frontières, la gestion des ressources naturelles, l'information et la communication, la circulation des personnes... ou de biens tels que l'électricité.

L'idée de nommer ainsi cet espace en crise nous est venue en passant et repassant devant le siège de la société de transport « BFCI — Sans frontières » à Ouagadougou. À l'heure où nous écrivons, cette société au nom slogan est en difficulté à la fois pour des problèmes de gestion interne et à cause de la baisse du trafic passager entre les deux pays. Par-delà les turbulences sociopolitiques qui secouent actuellement la Côte d'Ivoire et, par contrecoup, ses voisins, nous considérons l'espace BFCI comme une entité « substantielle », au sens que Jacques Lévy donne à la « substance » :

La substance [...] affiche l'idée d'une transversalité de l'espace par rapport à l'ensemble des phénomènes sociaux. La société est spatiale de bout en bout — comme elle est sociologique, économique, politique ou historique de bout en bout. Ce qui signifie que l'expression « relations espace/société » n'a de sens que comme un rapport de la partie avec son tout. Dès lors, il faut s'appliquer à chercher — à tisser — les liens qui unissent la dimension spatiale aux autres dimensions du social (Lévy 1994:78).

Ces liens, nous les repèrerons d'abord dans le processus multiforme, démographique et économique essentiellement, mais également culturel, par lequel les sociétés burkinabé ont donné à la Côte d'Ivoire et à son économie de plantation des millions de bras valides. Les migrations de travail du XXe siècle ont conféré au monde voltaïque une extraterritorialité structurelle, l'insérant dans l'espace géographique qui va du bassin des rivières Volta à la côte atlantique, bien au-delà, donc, des frontières d'État officielles. À cet égard, les migrations du siècle écoulé, tout en prolongeant, chronologiquement, une pratique migratoire multiséculaire, en ont bouleversé la trame.

La première partie de ce texte proposera une description empirique des migrations voltaïques, anciennes et contemporaines, et de leur incidence sur la configuration géographique des formations politiques ouest-africaines centrales, autrement dit celles qui gravitent à l'intérieur de la Boucle du Niger. La deuxième partie reprendra le matériau empirique ainsi présenté mais en le soumettant, cette fois, à quatre grilles d'interprétation qui, toutes, accentuent une problématique spécifique :

- l'économie politique dépendantiste, par laquelle Samir Amin considère le migrant voltaïque sous l'angle de son exploitation par une bourgeoisie ivoirienne relayant le capitalisme international ;
- le corpus d'études sociologiques de l'Orstom/Ird¹ sur l'économie de plantation en Côte d'Ivoire, qui tend à ériger cette dernière en matrice de l'ethnicité et de l'ordre politique postcolonial ;
- la « géopolitique de l'intégration » construite par Marc-Louis Ropivia autour de la notion de « charnière fédérative » et, en ce qui concerne BFCI, l'hypothèse d'un antagonisme primordial entre Sahel et Forêt ;
- la théorie de l'État bifide avancée par Mahmood Mamdani, centrée sur un dualisme citoyenneté-assujettissement où le travailleur migrant occupe par excellence une position subalterne.

Une discussion critique de ces quatre grilles d'interprétation, de leur portée et de leurs limites, nous permettra d'examiner les apports, à la fois théoriques et pratiques, de la géographie par le bas. Apports théoriques, en ceci que la géographie par le bas permet de trier parmi les modèles d'interprétation disponibles, tout en jetant des passerelles cohérentes entre leurs objets spécifiques respectifs, préalablement disparates. Apports pratiques, dans la mesure où elle suscite un renouvellement en profondeur de plusieurs questions engageant le devenir des peuples africains. En fin de chapitre, nous examinerons plus particulièrement deux de ces questions : la question foncière, et l'intégration africaine. Dans l'examen de la première, nous accentuerons particulièrement la dimension phénoménologique de la géographie par le bas. Pour la deuxième, nous nous efforcerons d'explicitier les enjeux d'un projet fédéral implicite.

L'espace BFCI, où nous puisons la matière empirique de ce chapitre, représente à nos yeux un laboratoire politique, institutionnel de l'Afrique de demain. Qu'il se laisse gagner par les bruits de bottes et les replis fascisants, ou qu'il se déploie au contraire en espace civil et politique supranational, sera en partie déterminé par les manières de voir ou d'ignorer, d'appréhender, de comprendre et donc d'accompagner les dynamiques sociospatiales qui le fondent et y interagissent. Nous nous inscrivons à cet égard dans une perspective intellectuelle délibérément engagée, visant à constituer BFCI en entité spatiale exigeant un fondement politique spécifique.

Formation et décrues du bassin voltaïques²

La migration vers la Côte d'Ivoire, phénomène multidimensionnel, est l'objet d'une littérature historique et sociologique abondante. Cette migration concerne l'ensemble des sociétés voltaïques mais plus particulièrement la société mossi, qui constitue au Burkina Faso un noyau à la fois démographique et politique important. La formation de l'empire mossi et son organisation sociale sont elles aussi l'objet de nombreux travaux. En rapprochant ces deux branches de la littérature, on voit apparaître, entre le phénomène migratoire et la dynamique des rapports de pouvoir, une série d'interactions qui sont exemplaires de la relation complexe entre le haut et le bas en géographie politique.

L'historicité des migrations sahéliennes

La grande mobilité des populations, surtout sahéliennes, est une caractéristique majeure de l'espace ouest-africain. Elle le façonne dès les premiers temps historiques. L'on attribue par exemple à l'assèchement du Sahara, à la fin du néolithique, d'importants déplacements de populations, d'une part vers la Vallée du Nil, d'autre part vers les vallées fertiles du Sénégal et du Niger, ces dernières migrations aboutissant à la formation du Ghana antique (Mauny 1959 ; Devisse 1993).

Les scènes de vie figurées par les peintures rupestres expriment de façon imagée combien la liberté de mouvement, en tant que ressource individuelle mais aussi collective, structure l'existence sociale. *Freiheit gehört doch zum künstlerischen !* Cette exclamation d'Edmund Husserl, pour le moins étonnante sous la plume de l'austère philosophe allemand, peut se traduire simplement : la liberté, c'est le mouvement ! En première approche, la formule paraît applicable aux populations sahéliennes.

La liberté de mouvement n'est pas seulement façonnée par l'abondance relative des espaces vides ou la faiblesse du peuplement. Elle est étroitement liée à la production du social, au sens où l'appartenance à une société lignagère, villageoise ou fortement étatisée relève au fond de l'écologie politique. Ainsi, dans la mesure où le commerce de longue distance correspond à l'échange de produits provenant de zones écologiques différentes, et où la production d'ex-

cédents agricoles constitue une base de reproduction des formations sociales émergentes, le réseau hydrographique ouest-africain a probablement « canalisé » les déploiements impériaux successifs du Soudan, ou du moins leur a fourni une trame (Raffestin et Bresso 1979 ; *Cahiers d'études africaines* 1980 ; Broch-Due 2000).

Le cosmopolitisme inhérent aux empires est bien le fruit d'une interaction entre des facteurs écologiques, sociaux et politiques. Dès que l'un des facteurs change, les autres suivent. L'émergence de la bureaucratie centralisée d'Égypte, porteuse d'un code social rigide très éloigné des rapports sociaux entretenus par le nomadisme sahélien antérieur, est contemporaine de la concentration humaine sur l'espace réduit de la Vallée du Nil. La restructuration en profondeur des rapports sociaux correspond en l'occurrence à la double mutation des conditions naturelles (réduction drastique de l'espace vital) et du travail (agriculture intensive). Les processus de conquête, souvent qualifiés de façon quelque peu romanesque d'envahissement, constituent un indice, parmi d'autres, d'une modification de l'équilibre hommes/nature.

Tant que la transformation de la nature reste primitive, l'expansion spatiale lui tient lieu de palliatif. L'accumulation par le pillage des surplus agricoles des voisins ne favorise pas l'évolution du mode de production. Elle se comprend « par défaut », dans un contexte où les techniques élémentaires de la forge, l'existence de mines de fer ou d'or ne font pas partie des compétences ou ressources d'une société. Une division du travail fondée sur la distribution spatiale des établissements humains et des ressources naturelles à leur disposition oriente les rapports sociaux vers un type particulier de domination. Elle conduit les groupes les plus armés à contrôler de plus grands espaces et à y fonder une hégémonie nobiliaire, s'imposant autant que faire se peut à une masse, une majorité paysanne.

Pendant des siècles, ceux qui refusaient une telle domination ont eu le loisir de s'en aller ailleurs. Les Dogon par exemple auraient migré vers les falaises de Bandiagara au Mali et vers la plaine du Gondo en réaction à l'islamisation du monde mandé. Leurs voisins Samo ou Sanan ont sans doute fait de même en direction de l'actuel Burkina Faso.

L'émergence du Moogo

L'expansion impériale des conquérants mossi vers le site burkinabé actuel a probablement commencé au XIV^e siècle, à partir du nord du Ghana actuel (Gambaga), selon un axe sud-est/nord-ouest.³ On admet généralement qu'elle s'est appuyée sur des groupes de cavaliers *nakomsé* ou nobles, appartenant au lignage Ouédraogo originel, accompagnés de *talsé* ou hommes libres, ces derniers étant des fantassins à pied. La nuance est nécessaire parce que la stratification sociale est, pour l'essentiel, contemporaine de la sédentarisation.

Le bassin voltaïque était alors habité par différentes communautés. Il abritait selon toute vraisemblance des communautés Nyonyose au Nord-Ouest (peut-être les Samo ou Sanan, les Bissa et Dogon actuels), Bwaba à l'Ouest, Ninigo au Centre et Gourounsi au Sud.

Une contrainte majeure pénalisait l'ensemble de ce site : l'eau y était rare. Les trois Volta y passent, mais sans retenue majeure jusqu'au lac du même nom (Volta), au Centre-Sud du Ghana actuel, où elles finissent par se jeter. Le fleuve Niger est lui aussi parcimonieux pour les pays de sa Boucle. L'éloignement des grandes étendues d'eau allait néanmoins constituer une ressource pour la formation de l'empire mossi : son espace serait relativement peu disputé. Séparé des formations maliennes à l'est, nigériennes à l'ouest, Ashanti au sud, l'empire mossi s'est retrouvé au centre de tout le dispositif impérial ouest-africain sans en être le pôle. Il allait en conséquence servir d'espace de transit réputé pour sa sécurité et sa stabilité.

« Grâce aux tribus primitives qui les entouraient comme un rempart, les Mossi furent protégés contre les incursions », résume Skinner (1972:219). La formulation est douteuse mais l'idée certainement juste : les empires sahéliens se ménageaient de vastes marches ou zones tampons, empêchant le contact direct qu'allaient plus tard instaurer les frontières coloniales rigides. Espaces d'évitement ou de fuite, les périphéries étaient également pourvoyeuses d'excédents céréaliers et d'hommes (Amselle 1976).

Les rapports de l'empire mossi naissant avec les peuples déjà installés dans le bassin voltaïque ont épousé un large spectre. Les affrontements avec les Bissa et les Samo ont conduit à des alliances à plaisanterie, notamment avec le Yatenga et sa capitale Ouahigouya, qui sera fondée au XVIII^e siècle par Naba Kango. Les Nyonyose et certains segments Bissa furent intégrés au bloc mossi. La relation, principalement économique, avec les voisins méridionaux Gourounsi a surtout été une relation de domination. D'autres populations du bassin voltaïque, comme les Bwaba ou les Lobi, n'ont pas institutionnalisé de relation spécifique avec le conquérant mossi.

Les premiers contacts eurent lieu avec les Bissa, dans la région de Tenkodogo. Littéralement, Tenkodogo signifie la vieille terre — ce qui donne une indication spatio-temporelle sur la trajectoire des Mossi. Allant vers le nord-ouest, cette trajectoire aboutira aux marches de l'empire du Mali. Au seuil des falaises de Bandiagara, elle constituera un « nouveau monde » — *Moogo*.

La configuration spatiale du Moogo se présente de façon intuitive comme un cône : une figure pyramidale, symboliquement révélatrice de la structure très hiérarchisée de l'ordre social mossi. L'ordre politique est fondé sur une discipline sociale étendue, s'exprimant surtout par la soumission au chef. Les lignes de fuite ne peuvent être ouvertement exprimées contre l'autorité mais seulement de manière clandestine ou par sécession spatiale et donc migration, même provisoire.

L'économie du Moogo se constitue autour de l'agriculture et de l'imposition des sujets, l'impôt étant prélevé par des chefs provinciaux qui le restituent partiellement à l'empereur, le Mogho Naba (Skinner 1972:243-80). À la différence des formations maliennes, par exemple dans le royaume bambara de Ségou avec sa classe d'agriculteurs-soldats (Bazin 1975), ce ne sont donc pas directement la production agricole et le commerce qui fondent la base matérielle de l'État mais bien leur captation par le biais de la bureaucratie. Visitant le pays mossi à la fin du XIXe siècle et le comparant au Mali, le capitaine Binger relève d'abord que les Mossi ont plus d'ânes que de chevaux (Binger 1980:480), que leur industrie et leur commerce sont « en retard » (ibid., p.495-97), et finalement qu'ils sont de piètres calculateurs :

Il n'y a peut-être pas dans tout Wagadougou un homme pouvant compter séance tenante 20 000 cauris. Dès les premiers jours, je m'en suis rendu compte: je comptais plus rapidement les cauris que les Mossi, tandis que les gens de Kong et les Mandé dioula en général comptent avec une dextérité que je n'ai jamais pu atteindre (ibid., 1980:498).

S'intéressant plus récemment à l'histoire de la ville de Ouagadougou, Jaglin (1995:29-31) note également :

Le Burkina Faso est un pays sans tradition urbaine. Malgré la densité du peuplement sur le plateau central, malgré le rayonnement du puissant empire mossi et de son roi, Ouagadougou, capitale d'un pouvoir politique fort, ne fut longtemps qu'un gros bourg villageois. Sans doute faut-il voir dans cette particularité un effet spatial des structures de la société mossi.

La paysannerie et le commerce étaient, somme toute peu, capturés. Ils l'étaient assez, néanmoins, pour entretenir une reproduction relativement stable du système sans expansion impériale démesurée.⁴ C'est que le despotisme des chefs et ministres locaux s'exprimait de manière suffisamment capillaire, irriguant à petites doses la stratification sociale sans la noyer, pour asseoir et massifier l'espace du Moogo parmi des formations hostiles à toute capture despotique, autrement dit rétives à toute intégration directe et donc assujettissement dans un État.

Si l'on se demande rétrospectivement pourquoi les migrations mossi aboutirent à une espèce de citadelle, démographiquement imposante mais, longtemps, territorialement statique, au cœur de l'Ouest africain, il faut à la fois tenir compte du caractère impérial du Moogo et de l'organisation interne des formations sociales qui l'enserrent.

Le blocage foncier

La densité démographique résultait de la pacification des régions conquises, mais aussi d'une situation d'enclavement. Pôle de stabilité, le Moogo permettait

aux populations refusant l'islamisation de prendre leur place dans un espace privilégiant les alliances. Espace fédéral, au sens premier du terme,⁵ il reconnaissait en outre une « personnalité » distincte à certaines communautés comme les Peul et les commerçants d'origine mandingue, qui pouvaient dès lors jouir d'une large autonomie, notamment juridique, religieuse et culturelle. Ce n'était pas là pratique exceptionnelle. Bien des anciens empires africains et, plus largement encore, la plupart des polites non encore conquises par la colonisation européenne, pratiquaient alors des versions comparables d'un même fédéralisme « personnaliste » (Messara 1987 ; CIFAN 1998 ; Ki-Zerbo 1998 ; Roy 1998).

Au niveau intérieur, la base foncière de la reproduction matérielle de l'État était garantie par l'institution de maîtrises de terre détenues par les autochtones Nyonyose. Sans trop forcer le trait, on pourrait, à leur égard, parler d'expression quasi cosmique de la géographie par le bas, dans la mesure où la maîtrise de terre recouvrait en fait la maîtrise des divinités « souterraines » ou puissances « d'en bas ». Opérant une coupe dans l'ordre social Moogo, Izard (1985a:31) distingue les composantes suivantes :

- les gens de la terre et les forgerons, collectivement institués comme autochtones ;
- les gens du pouvoir, appartenant à la chefferie ou simplement hommes libres, institués comme migrants ;
- les serviteurs de la Cour, tambourinaires ou griots, institués comme captifs ;
- les minorités ethno-professionnelles, comme les Silmisé éleveurs ou les commerçants et tisserands Yarsé d'origine Mandé, jouissant de droits extraterritoriaux ou personnels, notamment de la liberté de mouvement.

Dans ce bloc, tous travaillent, mais seule la chefferie reçoit et redistribue les biens et les femmes (Izard 1985b:510-28). « Le roi reçoit et donne, il n'a rien », dit-on pour exprimer que la souveraineté sur la terre relève, au moins symboliquement, des maîtres autochtones. L'on dit aussi que « le roi règne et la coutume gouverne » (Ki-Zerbo 1978:255).

Or les pactes ne s'appliquent que dans l'aire d'extension impériale. Le fait que le statut des gens de la terre soit défini par cette extension a ses conséquences. Au-delà, et sauf conquête, la terre échappe à la compétence du Moogo. D'où une forme de blocage géographique, foncier, du processus impérial quand l'expansion vers l'ouest aurait signifié la rencontre — l'affrontement territorial — avec les empires soudanais si étendus de la Boucle du Niger.

Naba Kango, dont on dit qu'il voulait apercevoir le fleuve Niger depuis les remparts de son palais à Ouahigouya, représentait la pointe avancée du Moogo. Il ne put s'étendre autant que les maîtres de la rivale Ségou car les bases écologiques et humaines n'étaient pas les mêmes. Au moins autant que les pactes inter-communautaires, la décentralisation « obligée » de l'administration du Moogo,

codifiant les rapports entre ministres locaux (*Kudgɛɛndba*) et chefs provinciaux (*Kombere*), fit persister l'austérité guerrière de l'empire mossi dans une posture défensive jusqu'à l'arrivée des colons français au XIXe siècle (Pageard 1995). Avant le Code napoléonien, l'accès à la terre n'était pas envisageable en dehors des alliances mentionnées : la terre restait ici un lien et non un bien (Kouassigan 1966).

Une autre raison empêchait le Moogo de jouer un rôle plus actif dans le façonnement de l'Ouest africain : le commerce transsaharien, processus structurant s'il en est, était depuis longtemps capté par un bloc hégémonique islamo-soudanais. Le Moogo, prenant tardivement conscience de son propre blocage foncier, n'avait plus guère de chances de s'y faire une place.

La Fortune était dans la puissance — littéralement un potentiel en incubation — mais l'expansion velléitaire du Yatenga septentrional n'eut pas lieu. Que restait-il ? Selon Izard, deux grands espaces de liberté s'ouvraient aux individus : la guerre — devenir un *gangaogo*, un guerrier rançonneur — ou bien le commerce — devenir un commerçant musulman, choisir « la liberté d'entreprendre et de s'enrichir ».

Le seul espace de liberté des sociétés segmentaires serait cette déviance doublement héroïque : de procéder du libre choix d'une rupture sans retour, d'avoir pour premier horizon, combien incertain, la guerre de conquête. Dans la société, la propension à la marginalité a ses exutoires propres, qu'évoque la figure du *gangaogo* dont les Mossé disent « qu'il se fout de tout » : la guerre et le pillage à l'extérieur, les frondes aristocratiques à l'intérieur. Mais nous avons là des phénomènes que l'État ne cesse pas de contrôler, ou dont son fonctionnement ne peut faire l'économie. S'il existe un espace de liberté dans la société à l'État, il faut le chercher ailleurs, et précisément nous l'identifions à l'activité commerciale entre autres (Izard 1985a:32).

L'histoire effective n'allait cependant pas retenir l'option commerciale comme un choix massif — du moins jusqu'à la conversion du début des années 1990, d'autant plus violente, selon nous, que le principal commerce est alors devenu celui de la force de travail (Ki-Zerbo 1999). L'histoire allait plutôt s'emballer autour de l'intervention coloniale qui, tour à tour et selon sa propre logique de géographie par le haut, créerait et exploiterait la colonie de Haute-Volta, la démembrerait parmi ses voisins entre 1932 et 1947 puis accepterait, sous l'impulsion de la féodalité du Moogo, de la reconstituer. L'intervention coloniale, symbolisant la fin de l'empire, a été décrite sur le mode traumatique d'un « assassinat de tous les Mossé » (Pacéré 1994):

S'il n'est pas mutilé par l'âge ou les psychoses, s'il peut encore fuir, le Moaga [singulier de Mossi] s'engagera dans la seule voie qui reste : l'exode ; celui-ci achèvera l'ethnocide du mogho, en le vidant de toute sa force vive ; le problème de l'argent qui le nécessite détruira tout l'humanisme de l'Empire et sera la base de toutes les perversions (Pacéré 1994).

En fait, au rebours de cette vision éminemment conservatrice,⁶ la colonisation donna la chiquenaude qui fit sortir le bassin voltaïque de son glacié. Des mutations radicales vont suivre, à partir desquelles se transformera le corps social et se reconstitueront de nouveaux champs de conscience. L'axe d'expansion du « cône » impérial va alors se renverser, se tournant désormais au sud, vers où partiront de nouveaux courants migratoires.

La géographie coloniale par le haut

L'étude de Madiéga (1981) reste ici indépassable. Elle commence par géométriser le tableau ethno-politique du pays. À l'est du bassin voltaïque, les formations sociales à structure politique centralisée : mossi, gourmantché, peul. À l'ouest, les formations villageoises ou lignagères : bobo, bwaba, dafing, san, lobi, dagari, gouin... Le pays san se distingue par son alliance cathartique séculaire avec le Moogo, tout en étant lié culturellement au monde mandé, ce qui en fait un espace frontalier, tant au sens précolonial que colonial du terme : à la fois lien et limite (Ki-Zerbo 2000).

La colonisation fut relativement facile dans les dernières années du XIXe siècle dans la mesure où le Yatenga, miné par les querelles de succession, opta pour l'arbitrage français, autrement dit l'abandon volontaire de souveraineté (Madiéga 1981:220) et où le Mogho Naba de Ouagadougou s'exila dans la terre de ses ancêtres, le pays dagomba. La cristallisation d'États islamiques, depuis Sokoto et Hamdallaye jusqu'aux dérivés locaux tels que les Sidibé de Barani à l'Ouest, Karantao ou Balobo, accentua par ailleurs la pression du Jihad et accéléra la reddition.

Le contrôle acquis au sommet impliquait la conquête immédiate du territoire, au sens militaire, puisque le Haut-Sénégal-Niger était d'abord un territoire militaire, avant d'être une colonie soumise à l'administration civile (Ouedraogo D. 1994). La conquête vise alors l'ensemble constitué par le Moogo — fortement individualisé à cause de sa structuration administrative très poussée et de sa densité démographique — et, parmi les formations environnantes, celles qui ne sont pas vassales des empires voisins.

Au même moment, toutefois, des agressions extérieures s'intensifient. Les Zaberma venus du Niger s'installent en pays gourounsi kassena (Duperray 1978). Les Peul de la Dina du Macina harcèlent le pays samo et bwaba, menaçant le Yatenga. L'Almamy Samori Touré et ses sofas entrent dans le Sud-Ouest. Bientôt, le Sud sera également le théâtre d'une course poursuite, riche en rebondissements, entre Français et Anglais (Madiéga 1981:233 et 244-45).

Le scalpel colonial divise déjà les peuples, par exemple les Bwaba, Lobi, Dagari, Gourounsi, Gourmantché, Peul et Dogon (Asiwaju 1977). Mais dans les années qui suivent la Conférence de Berlin et précèdent la Première Guerre mondiale, les modalités du partage territorial colonial restent incertaines. Typi-

quement, cette indécision conduit les Anglais, qui sont d'ailleurs les premiers à « signer » un accord avec le Mogho Naba, et les Français à envisager une vaste zone franche couvrant la Côte d'Ivoire, la Gold Coast, le Dahomey et le Nigeria occidental (Madiéga 1981:244).

Les conceptions du territoire se différencient. Dans son dualisme structurel entre « gens de la terre » et « gens du pouvoir », selon la juste formule de Izard (1985b), l'intégralité du Moogo recouvre la somme des espaces politiquement régis par les chefs *nakomse* et spirituellement maîtrisés par les autochtones Nyonyose. Une autre formule de Izard exprime toute la logique de la géographie par le haut du colonisateur : le Moogo est cette fois vu comme « un bloc compact et difficilement prenable, aussi étranger au monde akan-ashanti de la zone forestière dominée par les Anglais, qu'au monde islamisé de la Boucle du Niger » (cité par Madiéga 1981:220).

La Première Guerre mondiale survient sur ces entrefaites. La puissance colonisatrice, déstabilisée, doit faire appel aux colonisés pour repousser l'envahisseur. La conscription s'abat sur les populations, en particulier celles du bassin voltaïque considéré comme un réservoir d'hommes. La révolte gronde et tourne à l'insurrection, entre 1915 et 1916. C'est le schème de la contagion par en bas : la narration des excès coloniaux alimente de village en village, clandestinement, la machine de la conspiration.

Une violence extrême s'installe aux marches du Moogo mais le Moogo lui-même, avec son ordre politique construit sur le respect scrupuleux, par chacun, du pouvoir en place, ne s'insurge pas. Le modèle conceptuel élaboré par Mahmood Mamdani et sur lequel nous reviendrons dans la deuxième partie, est ici opérant. En effet la révolte épouse des contours ethniques, ceux des espaces habités par des communautés dites segmentaires ou sans État, où la discipline coloniale ne peut s'appuyer sur aucune tradition similaire connue :

The two great revolts against the imposition of a state hierarchy in the colonial period was the Maji Maji rebellion in Tanganyika and the great revolt against warrant chiefs in Igboland, so-called because these were chiefs created by warrant of the colonial governor. Similar revolts echoed across the range of stateless communities, even if the protest did not always break into the open with an equivalent force (Mamdani 1996:41).

Pour le colonisateur, l'équilibre géopolitique dont nous avons esquissé les contours dans le contexte plus vaste de la métaformation Boucle du Niger, et dont Madiéga dessine plus régionalement la ligne de faille est/ouest, est menacé. Le projet d'une *pax franca*, censée mettre fin à d'interminables guerres indigènes, court à l'effondrement dans une brutalité inouïe.⁷ La création du territoire de la Haute-Volta, le 1er mars 1919, se veut une réponse. La décision est d'ordre politico-militaire : il s'agit de contrôler définitivement les populations vaincues et désarmées. Les fondements culturels et économiques, en revanche, sont négligeables.

Bien que la Haute-Volta représente à elle seule la moitié de la population de l'AOF, on y compte seulement un fonctionnaire colonial pour 88 235 habitants contre une moyenne de un pour 20 281 dans l'ensemble de la colonie (Madiéga 1981:211). Au plan culturel, la Volta Noire constituait une frontière entre les peuples de l'Ouest (plus proches à l'époque du Kéné Dougou ou des communautés linguistiques bobo, bwaba, marka-dafing) et le Moogo central.

La faiblesse de l'investissement colonial et la manipulation sélective des cultures locales vont ensemble précipiter l'avènement d'un « despotisme décentralisé » (Mamdani 1996:37-61), dans lequel l'encadrement direct des populations sera confié aux structures « traditionnelles » à condition que celles-ci renforcent encore leurs capacités de coercition. En Haute-Volta comme ailleurs, le Pacte colonial est celui des néo-féodalités pseudo-traditionnelles avec le nouveau pouvoir.

La migration de travail voltaïque, axe fondateur de BFCI

De 1919 à 1946 : abetara Kumas⁸

La Première Guerre mondiale étant achevée, Albert Sarraut, ministre des Colonies et idéologue du capitalisme colonial trace un programme : l'économie des colonies devra avant tout servir à relever la métropole des misères de la guerre. C'est le début de l'exploitation intensive du gisement humain voltaïque. À la politique d'expédients et d'improvisations qui caractérisaient, jusque-là, les réquisitions de main-d'œuvre, il s'agit de substituer des travaux publics à grande échelle afin de fournir à la France les produits tropicaux nécessaires à son industrie. Le Code de l'Indigénat du 30 septembre 1887 avait donné la base légale pour l'organisation du travail forcé (Fall 1993:47-52). Le décret du 31 octobre 1926 institue la deuxième portion : une partie des appelés au contingent servira de main-d'œuvre.

Il est un temps question de créer un « nouveau Yatenga » en terre malienne. Le rêve de Naba Kango, en quelque sorte, mais réalisé comme double cauchemar des populations du Yatenga et du Sourou. Le périmètre de Kolongotomo, par exemple (Kohler 1974), paraît s'inspirer de la pratique des migrants pré-coloniaux consistant à conserver le nom des localités d'origine. L'on retrouve alors Ouahigouya, Gourcy, Toma, Tougan, etc. au cœur du pays bambara mais c'est bien la férule coloniale qui en est la cause : en réalité, une telle toponymie était auparavant impossible puisqu'elle aurait exigé soit une assimilation dans le fonds humain local, soit une conquête. De fait, la migration forcée vers le Soudan français échoue, et avec elle, l'ensemble des plans grandioses visant à implanter des pôles économiques moteurs :

C'est ainsi que l'Office du Niger, qui, d'après l'ingénieur Bélime en 1920, devait irriguer 1 750 000 hectares dans la boucle du Niger, cultivés par 1 500 000 Voltaïques à déplacer, pour produire 300 000 tonnes de coton, se rétrécit comme une

peau de chagrin pour ne compter finalement en 1953 que 13 000 colons [travailleurs indigènes], la production annuelle ne dépassant pas 4 000 tonnes (Kizerbo 1978:432).

Les conditions de travail sont pour beaucoup dans l'échec du projet de mobilisation de la force de travail voltaïque (Magasa 1978). En ajoutant le refus de l'impôt et la sécheresse chronique des années 1920, on comprend l'importance du mouvement de désertion et de migration vers la Gold Coast.

La ville marchande de Kumasi, berceau de l'Ashanti, est le pôle de convergence des fugitifs, au point que les chemins du Moogo vers la terre des ancêtres, *abetara Kumasi*, sont parsemés de haltes arborées appelées *Kumasi kakanga*. Les Bissa et les Gourounsi n'ont qu'à traverser la frontière pour pénétrer en territoire britannique, réputé plus libéral, où les seconds retrouvent d'ailleurs leurs parents. Dès 1917, le Gouverneur général de l'AOF, Van Vollenhoven, s'était plaint :

Notre administration s'est faite tracassière et tatillonne ; elle intervient dans les plus petits actes de la vie ; des règlements compliqués gênent ceux qu'elle prétend protéger ; nous exigeons des impôts, nous exigeons des prestations, nous exigeons des soldats. Comment s'étonner que nos sujets [...] nous quittent pour aller chercher de l'autre côté de la frontière une tranquillité que nous n'avons pas su ou pu leur donner.

La réponse la plus radicale à la désertion de la main-d'œuvre voltaïque tombe de Paris en 1932 : la Haute-Volta est supprimée. Elle est, par décret, partagée entre les colonies voisines. Le principe revient en fait à fusionner le pays de la main-d'œuvre et celui où la mise en valeur paraît envisageable. Après l'échec de la migration forcée vers le Soudan, c'est au Sud, au cœur du pays ivoirien, qu'est activement déportée la fraction la plus importante des travailleurs voltaïques — avant de s'y rendre spontanément, à partir de 1946, après l'abolition du travail forcé (Skinner 1960 ; Mandé 1995). Dans les années qui suivent le démembrement de la Haute-Volta, l'administration coloniale s'emploie à créer en pays gouro, dans la forêt ivoirienne, des « villages de colonisation voltaïque » prévus pour attirer des migrants saisonniers et constituer des noyaux de peuplement permanent.

En 1937, le « contingent » de travailleurs à fournir par les cercles de la Haute Côte d'Ivoire est fixé à 5 pour cent de la population. De 1940 à 1944, pendant l'effort de guerre, ils sont quelque 100 000 à être recrutés sous la contrainte pour satisfaire les besoins de « main-d'œuvre » de la Basse Côte d'Ivoire (Schwartz 1995:280).

Le Gouverneur de Côte d'Ivoire, Reste, affirme avoir « voulu créer des centres d'attraction, des noyaux de cristallisation pour les populations du Nord ». Du pays mossi, « au Nord », il dit qu'y « végète une race admirable qui a besoin d'air »

(cité par Chauveau et Dozon 1987:247). Son option ralentit le flux des fuyitifs, mais ne l'arrête nullement. Elle installe en revanche, de façon décisive, le processus qui allait aboutir à l'épanchement naturel, si l'on peut dire,⁹ du bassin voltaïque vers « la Côte ». Les segments occidentaux du pays mossi, qui se trouvent être les plus islamisés, ayant entretenu des relations osmotiques anciennes avec le vaste monde dioula et malien précolonial, sont les plus présents dans ce nouveau mouvement de décrue.

La Gold Coast n'en reste pas moins attrayante. Alors que le flux voltaïque vers la Côte d'Ivoire n'atteint le pic de 51 000 migrants qu'en 1951 (cinq ans après l'abolition du travail forcé), il oscille déjà annuellement entre 40 000 et 75 000 migrants vers la Gold Coast dans les années 1930 et s'élève, en 1951, à 130 000 (Fall 1990:86 ; Mandé 1995:335). Remarquons aussi qu'en tant que territoire de l'empire britannique, la Gold Coast abritait pendant la Seconde Guerre mondiale l'Union africaine de la France libre : c'était là une raison supplémentaire, pour les autorités coloniales soumises au fascisme pétainiste, de lutter contre l'Anglais. Au-delà de cette conjoncture peu glorieuse de l'histoire de France, l'administration coloniale française reprochait de manière générale aux Anglais de ne pas savoir contrôler les mouvements de population. Comme le montre Mamdani, c'est l'appartenance culturelle, en d'autres termes une frontière sociale, qui importe dans l'*Indirect rule* plus que la frontière territoriale.

De 1946 à 1983 : l'intégration par le travail

Le 11 avril 1946, le travail forcé est aboli par l'Assemblée nationale française sous l'instigation de Félix Houphouët-Boigny. Le leader du Syndicat agricole africain puis du Rassemblement démocratique africain (RDA), fondé à Bamako en octobre de la même année 1946, est allié à Ouezzin Coulibaly. Ce dernier est en même temps reconnu comme un « homme politique de la Côte d'Ivoire » (Fall 1993) et, dans la mémoire collective des Voltaïques puis des Burkinabé, comme un de leurs propres leaders, d'une stature exceptionnelle. L'historiographie reconnaît ainsi BFCI.

Les luttes politiques pour l'abolition du travail forcé et pour la reconstitution de la Haute-Volta étaient étroitement liées. Le soutien d'Houphouët-Boigny à la classe politique voltaïque — Ouezzin Coulibaly donc, mais aussi Nazi Boni et d'autres, notamment l'élite féodale mossi, représentée par exemple par François Bouda — contribua grandement à la reconstitution, obtenue en 1947.

L'engagement voltaïque d'Houphouët-Boigny n'était certes pas dénué de calculs électoraux domestiques (Ouédraogo 1994:12-15), mais l'important est qu'il pouvait s'appuyer sur l'interpénétration des sociétés elles-mêmes. Cette interpénétration, fondée sur la migration de travail voltaïque, fournissait à l'action commune un cadre transnational, confortant notamment l'opposition des planteurs ivoiriens aux Européens, et la rendant plus entreprenante.

Pour régler la migration, librement consentie désormais, un Syndicat interprofessionnel pour l'acheminement de la main-d'œuvre (SIAMO) est créé en 1950. D'environ 50 000, au départ, les migrants voltaïques en Côte d'Ivoire passent rapidement à 80 000 par an, se détournant donc de Kumasi (Rémy 1973:55). Près de quatre migrants sur cinq viennent alors de la partie occidentale du pays mossi traditionnel (Boutillier et al. 1977:369-79). Cette proportion mérite d'être soulignée car elle permet de voir que la décrue s'insère dans un mouvement général orienté vers l'ouest, y compris sur le territoire national voltaïque, ce qui justement lui donne une signification d'ordre plus topologique que territoriale.

La destination première est le sud forestier. Les domaines des plantations et du pôle abidjanais n'émergent à l'échelle ouest-africaine qu'à partir de 1950 avec l'aménagement du port de Vridi et la construction du chemin de fer Abidjan-Niger. En 1964, les plantations familiales de Côte d'Ivoire emploient 127 000 étrangers, dont 91 000 Voltaïques qui, à eux seuls, représentent plus du double des 47 000 employés ivoiriens. Au milieu des années 1970, le chiffre de 3 000 000 de Voltaïques en Côte d'Ivoire, avancé par Samir Amin (1976), donne une indication sur le bilan du processus entamé essentiellement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En novembre 2001, les premiers résultats du recensement général de 1998 publiés par l'Institut national de la statistique mentionnent officiellement 2 238 548 Burkinaabé en Côte d'Ivoire, représentant la moitié de la population étrangère et un peu moins de 15 pour cent de la population totale (INS 2001).

Au-delà des chiffres et de la violence de l'exploitation, c'est sur le plan domestique que se produit un profond processus d'acculturation. Nous avons eu sur ce sujet une série d'entretiens, en 2001 à Ouagadougou, avec des migrants de retour. Les principales dimensions de l'acculturation, telles qu'elles ressortent de ces entretiens, sont les suivantes :

- l'adoption par les migrants d'une langue véhiculaire ivoirienne : le dioula, notamment à Abidjan, mais aussi le baoulé, l'attié ou l'ébrié dans les zones d'immigration ;
- l'adoption de religions ivoiriennes : l'initiation chez les Agni, par exemple, pour un de nos jeunes interlocuteurs, émigré de la seconde génération ;
- des mariages mixtes, notamment entre migrants et femmes baoulé ;
- des relations interpersonnelles, notamment en milieu scolaire urbain ou dans les quartiers populaires ;
- l'intégration dans la vie politique ivoirienne, par exemple dans le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) à l'époque, sous Houphouët-Boigny, quand il était de facto parti unique ;
- le changement, pour certains, de nationalité ;
- le déracinement social et culturel vis-à-vis du pays d'origine.

Cette dernière dimension s'exprime par exemple par l'absence de lieu d'hébergement pour les migrants de retour, traduisant le relâchement des liens familiaux. Elle recouvre également une « façon d'être » qui singularise et crée un sentiment d'étrangeté, à tel point qu'une association dénommée Le Tocsin fut créée dans les années 1980, sur le campus de Ouagadougou, dans le but d'amener les migrants à « mieux » s'identifier à leur pays d'origine.

La dégradation accélérée des relations ivoiro-burkinabé

Au cours des années 1980, une série de changements affectent les deux pays, qui infléchissent les relations ivoiro-burkinabé et préfigurent leur dégradation. En Haute-Volta, c'est d'abord, sous la pression des syndicats, le renversement du pouvoir du général Lamizana, ami personnel d'Houphouët-Boigny. Un Conseil militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) lui succède en novembre 1980, mais l'agitation syndicale se poursuit. Elle est surdéterminée par un antagonisme politique : l'opposition entre instituteurs réformistes et fractions révolutionnaires, ces dernières étant composées d'enseignants du supérieur, d'étudiants et de cadres.

L'antagonisme entre les tendances est transposé au sein de l'armée, provoquant une série de crises politico-militaires qui s'achèvent, le 4 août 1983, avec l'avènement du Conseil national de la révolution (CNR) de Thomas Sankara. Le 4 août de l'année suivante, la Haute-Volta est rebaptisée Burkina Faso — littéralement la patrie (Faso en dioula) des hommes libres (Burkina en moré).

Le changement de nom exprime la volonté du régime sankariste, totalement hostile au pouvoir ivoirien mais proche, en revanche, de celui de Jerry Rawlings au Ghana, de rompre avec le cadre de l'exploitation coloniale puis postcoloniale. Le CNR, donnant le mot d'ordre d'un retour de toute la nation à la terre natale, montre symboliquement l'exemple en recevant les ambassadeurs dans les communautés rurales du Faso.

L'une des mesures les plus spectaculaires du CMRPN, mais sans grand effet, avait été de prendre une ordonnance suspendant purement et simplement l'émigration (Nana 1993). La politique du CNR, revendiquant la restauration d'une dignité historiquement bafouée par l'exportation du travail national, marque une rupture plus profonde dans le dispositif ivoiro-voltaïque. Le 11 septembre 1985, Thomas Sankara, de retour d'un sommet extraordinaire du Conseil de l'entente à Yamoussoukro,¹⁰ harangue la foule :

Lorsque le peuple burkinabé aura décidé de marcher, seul le Burkina Faso, seul le peuple burkinabé pourra décider de la ligne où nous allons nous arrêter [...]. Nous voulons construire un Conseil de l'entente, un Conseil révolutionnaire de l'entente [...]. Et nous pouvons compter sur les peuples [...] de la Côte d'Ivoire (cité par Gakunzi 1991).

Les peuples ivoiriens sont encore mentionnés, mais l'insurrection populaire prend, à nouveau, le visage d'une décrie. La fougue révolutionnaire illustre bien la présence de deux Sud pour le Burkina Faso, espace radicalement hétérogène. Le premier Sud, celui des origines et des ancêtres, est, alors, au Ghana : il reste perçu avec une connotation affective positive.¹¹ L'autre est le Sud, plus récent et oppressant, du travail en Côte d'Ivoire.

Cette vision et cette pratique schizoïdiques et romantiques de l'espace culmineront avec la supranationalité en germe (surtout au plan militaire) avec le Ghana de Rawlings, s'opposant au glacis constitué de facto par les « États réactionnaires » voisins. Le dépassement du clivage territorial avec le Sud ghanéen passe alors par une logique de contagion populiste s'opposant au lien d'asservissement censé caractériser la relation avec l'autre Sud.

De fait, la part des migrations internationales dans l'ensemble des mouvements migratoires burkinabé baisse sensiblement à partir des années 1980. De 70 pour cent en 1973-74, moment de grande sécheresse, elle passe à 53 pour cent en 1985 puis à 47,7 pour cent en 1996 (Dabiré 2001:100).

En Côte d'Ivoire, le boom économique a de toute façon vécu, cédant la place à une crise multiforme :

- baisse des prix des produits agricoles de rente ;
- augmentation de la pression foncière en milieu rural, notamment à l'Ouest ;
- dégradation accélérée des écosystèmes, tant au Sud qu'au Nord ;
- exténuation des capacités financières de l'État, avec pour corollaires une contraction drastique de la régulation de type clientéliste et une croissance exponentielle de la corruption ;
- forte agitation sociale et politique, rythmée par une série d'élections qui peinent à établir, de façon convaincante, qui doit légitimement gouverner et qui doit patienter dans l'opposition.

Le fait majeur de la conjoncture actuelle est l'expulsion de milliers de Burkinabé de Côte d'Ivoire, jusqu'ici relativement épargnés par les séquences successives ayant frappé les Dahoméens en 1957, les Nigériens en 1963, ou les Ghanéens en 1985 et 1992. En mars 2001, le ministère burkinabé de l'Action sociale avançait le nombre de 7 200 migrants de retour volontairement, tandis qu'un millier d'autres étaient expulsés de Tabou.

De surcroît, les Burkinabé se trouvent indirectement impliqués dans la polémique sur la nationalité du leader du Rassemblement des républicains (RDR), Alassane Dramane Ouattara, ancien Premier ministre d'Houphouët-Boigny et candidat à la présidentielle ivoirienne de l'an 2000, mais déclaré inéligible par le Conseil constitutionnel. La polémique a été stimulée par la doctrine de l'ivoirité, prônée par les partisans du président de l'époque Henri Konan Bédié (*Politique africaine* 2000), puis reprise de manière opportuniste par ses successeurs à la tête

de l'État). Sous couvert d'une « simple » revendication d'autochtonie, l'ivoirité, cristallisant en idéologie xénophobe, est vite devenue un problème véritablement ouest-africain (Ben Arrous 2001).

C'est dans ce contexte de polarisation du champ politique et du *champ social* autour de figures essentiellement identitaires, ethniques, géographiques et religieuses, y compris dans l'administration, que survient le coup d'État du général Guéi le 24 décembre 1999. Début 2001, une nouvelle tentative de coup d'État est présentée comme ayant été appuyée par les autorités burkinabé.

Jusqu'ici, nous nous sommes volontairement abstenus de mettre en exergue des thèmes plus généraux, susceptibles d'apporter un surcroît d'intelligibilité théorique. Nous voulions d'abord décrire la matière d'un processus géographique et historique. Il convient maintenant d'examiner en quoi les principaux modèles d'interprétation disponibles éclairent plus spécifiquement quatre questions-clés : l'exploitation de la force de travail voltaïque, sa relation à la société ivoirienne, l'assujettissement du migrant et, enfin, les ressorts culturels d'une possible intégration.

Quatre modèles d'interprétation

Au risque de les caricaturer, nous présenterons donc dans cette partie les principes théoriques des modèles déjà disponibles par rapport à l'entité BFCI. Nous soulignerons si nécessaire en quoi ils contribuent, tant à la formulation de l'antagonisme foncier dans la constitution matérielle (économique et sociale) de BFCI, qu'aux moyens de le surmonter. Cela nous permettra d'apprécier la portée heuristique — très variable — de chacun. De là, nous pourrons alors tenter de montrer pourquoi et comment la perspective de la géographie par le bas, dans laquelle nous nous inscrivons, peut contribuer à fonder une supranationalité africaine.

Samir Amin et l'économie politique dépendantiste

Il y a presque trente ans déjà, Amin (1976) consacrait au cas de la migration voltaïque de longs passages de son étude sur « les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest ». Prolongeant son ouvrage antérieur sur la croissance sans développement de l'économie ivoirienne (Amin 1967), il voyait dans le migrant voltaïque un prototype du prolétaire exploité par la bourgeoisie ivoirienne, elle-même relais de l'impérialisme et du capitalisme étranger.

Dans ce modèle, la figure collective déterminante est celle du Travailleur, pour reprendre la notion du controversé Ernst Jünger dans son essai de 1932. Le régime conceptuel de l'économie politique ne considère pas, en revanche, l'ethnicité comme une détermination pertinente : ce qui compte, c'est la position dans la configuration antagonique des classes.

Ce ne sont pas les Mossi qui émigrent, alors que les Bassari n'émigrent pas. Ce sont certains Mossi. Et l'on ne peut savoir qui parmi les Mossi qu'en analysant le mode de production de la région considérée, ses déformations par son intégration dans le système capitaliste colonial (Amin 1976:198).

Toujours dans le cadre de référence qu'est l'économie politique, mais anticipant sur ses récentes réflexions relatives à l'ethnicité, Amin (ibid., p.218) aborde le « problème national » à la fin de son étude :

Il n'en reste pas moins que les migrations en Afrique de l'Ouest sont, pour une très large part des migrations internationales au sens du droit public contemporain, qu'elles sont aussi, encore plus largement, des migrations interethniques au sens que les sociologues peuvent donner au concept riche et varié d'ethnie en Afrique. Il n'est pas non plus possible d'ignorer que les migrants comme les populations des régions d'accueil constituent des groupes sociaux qui peuvent être des sujets de la vie politique, et/ou des objets de manipulations politiques (ibid., p.218).

La matrice théorique de base occultait les paramètres culturels, par exemple la langue véhiculaire des migrants et les logiques d'assimilation. Les soulignant, Samir Amin note qu'à ce propos, les États voltaïque et ivoirien ne sont pas parvenus à « régler la question des migrations [...]. Le projet de convention entre la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire qui n'a jamais vu le jour en porte témoignage » (ibid., p.221).

L'alternative à ce blocage serait alors de déterminer « quelle allocation géographique des ressources pourrait assurer à l'Afrique de l'Ouest de demain un développement réel intégré, indépendant, autocentré » (ibid., p.225). Si l'on tient compte en particulier de l'exemple récurrent chez Amin de la mise en valeur de la Vallée du Sénégal, l'on peut penser à une stratégie de ce genre, tournée vers les productions vivrières, dans les Vallées du Sourou ou du Kou à l'Ouest du Burkina Faso.¹²

Signalons que Fauré et Médard (1982), appréhendant l'économie ivoirienne comme phénomène d'accumulation et d'expansion matérielle, voient également dans le Voltaïque et l'étranger en général la figure économique du Travailleur. Mais même si le « poids de l'étranger » (ibid., p. 30-31) se décline en termes essentiellement macro-économiques, et même si la prospérité ivoirienne s'est bâtie sur l'exploitation intensive de la masse de travailleurs disponibles par le fait de la migration, ces auteurs avancent que le « seuil de tolérance » est dépassé (ibid., p.80-82).

Orstom/Ird : Économie de plantation, creuset de la société civile ivoirienne

Alors que Capron et Kohler (1975), de la section voltaïque de l'Orstom, considèrent l'émigration voltaïque en Côte d'Ivoire sous l'angle de la « saignée »

et de l'« aliénation »,¹³ Chauveau et Dozon (1987) l'apprécient sous celui d'une appropriation endogène des injonctions coloniales. Selon cette deuxième perception, l'économie de plantation serait non seulement le fruit d'un processus d'appropriation mais, en même temps, le creuset de la société civile ivoirienne. La conception de la société civile chez ces auteurs est finalement assez proche de la célèbre définition de Marx dans *L'idéologie allemande*, selon laquelle la société civile est le terreau réel de l'État.

À cela il faut ajouter une attention accordée à la dimension symbolique : l'identité, le jeu de perception en miroir ou *looking glass effect* (Ki-Zerbo 1994), l'énonciation collective à travers des associations. Économie matérielle et économie symbolique se fécondent mutuellement de telle manière que la division spatiale et sociale du travail et la diversité ethnique sont deux séries congruentes. Par exemple, des entités telles que les ethnies, les syndicats, les partis et les zones de production se combinent de manière cohérente autour des axes est (groupe akan : Baoulé et Agni)/ouest (Bété) ou nord (Dioula, Sénoufo, Mossi)/sud (forestiers), allochtones/autochtones.

Selon cette conception, il n'y a pas de déterminisme extérieur mais une formation sociale composite et dynamique qui répond aux politiques coloniales en les détournant à son propre profit. Par exemple, la genèse d'une hégémonie sociale et économique baoulé malaxe en même temps des faits inhérents à la constitution d'une bourgeoisie de planteurs et des éléments hérités de l'objectivation rudimentaire des ethnies ivoiriennes par le colon-ethnologue. Il n'y a pas non plus de transcendance de l'État par rapport à la société civile. Les sociologues de l'Orstom/Ird anticipent en cela sur l'hypothèse de Mamdani : la société politique postcoloniale a capté la société civile. Seulement ils diraient plutôt que la société politique a été captée dès le départ par une société civile ethniquement polarisée.

Le parti d'appréhender l'économie de plantation selon une approche « compréhensive » centrée sur la « politique intérieure » (Chauveau et Dozon 1987:258) constitue en quelque sorte une inflexion weberienne — Économie et Société — par rapport aux modèles d'économie politique de Samir Amin ou de Faure et Médard. Les différenciations socioculturelles sont à la fois reçues comme des effets et des facteurs de cristallisation de l'économie de plantation.

Entérinée au passage est l'idée que l'espace public et politique serait structuré de façon plus ou moins sous-jacente par des figures ethniques collectives. Dès lors, le problème politique de la citoyenneté peut encore se poser en termes de pouvoir/opposition, voire majorité/minorités démographiques, mais certainement pas en termes de souveraineté du peuple dans un système démocratique. C'est que le peuple manque : il est la figure absente de l'économie de plantation parce que la société politique a colonisé la société civile.

La marginalisation des régions traditionnelles Bété est soulignée (Chauveau et Dozon 1987 ; Chauveau 2000 ; Sidibé 1994) mais elle confirme seulement, dans ce modèle, le rabattement de la sphère politique sur la sphère de l'économie agricole, avec ses lignes de faille spatiales et ethniques. Mamdani, en revanche, s'efforce de penser aux mouvements sociaux qui permettraient de dépasser les clivages inhérents à la mise en valeur d'espaces agricoles sur une base ethnique. C'est chez lui que la figure de l'Étranger recevra sa pleine détermination historique et conceptuelle.

Mamdani : l'État bifide ou le dualisme citoyenneté-assujettissement

Chauveau et Dozon considèrent donc, à la fois, que société civile il y a, dans la mesure où des organisations d'originaires sont créées pour défendre des intérêts, et que ces regroupements concrétisent a posteriori une subjectivité assignée par un autre. De ce moment de subjectivation, Mahmood Mamdani propose une lecture politique qui rompt avec la posture qualifiée de structurale : Centre impérialiste capitaliste/Périphérie dépendante et dominée.

Citizen and Subject (Mamdani 1996) cherche à rendre intelligible le mode de domination politique des peuples africains de la colonisation à maintenant. Ce mode de domination repose sur une perspective raciste et tribaliste : est citoyen dans un premier temps le colon puis l'Africain urbanisé. Est sujet l'indigène (*native*), pour qui ce n'est pas l'État de droit qui s'applique, mais la coutume dite ancestrale, telle qu'elle fut édictée par la colonisation et objectivée ensuite par des autorités dites traditionnelles. Une détermination essentielle de la régulation politique en Afrique est l'assignation du résident d'un territoire à l'une des deux catégories, le migrant et l'étranger en constituant une troisième dans laquelle l'assujettissement est double : sujet face à l'État, sujet dans le face-à-face avec l'autre, l'autochtone, qui revendique une appartenance au lignage des maîtres de la terre.

Nous avons mentionné plus haut le Travailleur de Ernst Jünger (1932) en tant que personnage-clé de l'économie politique. Avec Mamdani c'est vers la figure de l'Indigène, comme création politique des deux derniers siècles, qu'il faut se tourner. Nous référant à la théorie des multiplicités sociales (Ki-Zerbo 1994 ; Cefai 1998:237-44), nous pourrions mobiliser à la fois la version holistique de l'Indigène comme communauté sociale fermée ou bien la version interactionniste et pragmatique, celle d'Alfred Schütz précisément. Au centre de sa théorie des relations sociales se trouve la réciprocité des perspectives, avec des effets de miroir qui font par exemple que l'Indigène veut devenir citoyen, pour être dans le Nous moderne, blanc et civilisé qui l'opprime. Ce faisant, il intériorise le regard réifiant de l'autre et en est le prisonnier.

Au fond, expliciter en termes phénoménologiques toute la théorie de l'État bifide (*bifurcated state*) revient à y reconnaître une relecture du politique africain et de sa crise comme production autoritaire de catégories dont l'opposition est

le lieu de la négation de la démocratie. Le politique apparaît ainsi comme une ontologie sociale fabriquée par le droit et mise en œuvre par l'administration. C'est bien par le combat démocratique que l'ambivalence du Travailleur et de l'Étranger (l'Indigène assujetti) pourra être dépassée.

Mamdani (1996:215-16) ne fait référence à notre champ d'étude qu'à propos du CNR de Thomas Sankara, dans la mesure où ce dernier voulut lutter contre l'aliénation du monde paysan rural, notamment à travers le remplacement des chefferies traditionnelles par des Comités de défense de la révolution. La dimension linguistique d'une nouvelle alliance entre le rural et l'urbain lui échappe, bien qu'elle ait constitué sinon une réalisation du CNR, du moins une préoccupation de son leader (Gakunzi 1991).

De façon plus exemplaire, ce sont les mouvements sociaux sud-africains ou la saga de la *National Resistance Army* (NRA) en Ouganda qui signalent ou illustrent une possibilité de dépasser le moule despotique colonial. À travers la description de la manière dont les sédimentations culturelles sont mobilisées en fonction de la conjoncture historique, scandée par les différentes phases de l'*Indirect rule* ou de l'apartheid, c'est une perception émancipatrice de l'ethnicité qui est sinon proposée, du moins attestée (Mamdani 1996:183-284), au rebours de la théorie de la reproduction endogène implicite dans le modèle précédent.

Ropivia : la charnière fédérative

Marc-Louis Ropivia est l'auteur qui s'attache le plus systématiquement à remettre en question la spontanéité et le rêve qui caractérisaient l'ambition initiale des ténors du panafricanisme : une fédération de tous les États africains, fondée sur un substrat socioculturel et historique commun. La troisième partie de sa *Géopolitique de l'intégration en Afrique noire* (Ropivia 1994:151-206) conceptualise un outil important, visant à remplacer cette grande union fédérale par des fédérations régionales fondées sur des unions de deux États : la « charnière fédérative ».

Son postulat de base est l'affirmation d'un pluralisme culturel profond en Afrique, à la différence par exemple de Cheikh Anta Diop (1974) qui, après certes des hésitations, s'était résolu à considérer l'unité culturelle comme un point de départ. L'unitarisme de Kwame Nkrumah (1963) était sans doute de nature plus politique que chez Cheikh Anta Diop, mais Ropivia les condamne tous les deux :

Il est clair qu'ils se fourvoient dans la mesure où, en dépit de la diversité culturelle fondamentale des populations négro-africaines, ces théoriciens établissent une prémisse socioculturelle unitaire pour postuler à partir d'elle une unification.

Insistant sur la nécessité d'affinités culturelles pour tout regroupement d'États, Ropivia (1994:161-62) définit la « charnière fédérative » comme « le lieu géographique situé entre deux États où des forces de liaison historiques et

socioculturelles s'expriment de la manière la plus vivace ». De part et d'autre de telles charnières, des communautés divisées par les frontières coloniales puis post-coloniales seraient susceptibles de se reconstituer, instituant ainsi, dans un premier temps, des sous-espaces trans-étatiques. Les unions de base constituées par les paires d'États ainsi liés ou reliés constitueraient les « dyades fédératrices » ou « molécules bi-étatiques » à partir desquelles pourraient s'envisager, dans un deuxième temps, des regroupements plus larges.

Les limites géographiques de l'intégration proposée par Ropivia seraient celles de quelques grandes « aires culturelles », avec lesquelles quelques grandes « régions », classiquement considérées comme additions d'États, devraient s'efforcer de coïncider au mieux. Mais Ropivia donne aussi aux régions un contenu climatique, topique, et cela met sérieusement en cause la validité de tout son modèle. Selon lui, les États sahéliers pourraient bien constituer une fédération, les États forestiers une autre, mais il y aurait entre les deux une frontière naturelle indépassable.

Notre espace BFCL, auquel Ropivia dénie a priori toute substance, est concerné au premier chef. Si charnière fédérative il y a, elle ne peut être ni climatique ni mémoriale, mais *historiquement produite* par l'épreuve du travail et de la migration. Les peuples anciennement voltaïques font ainsi partie du paysage culturel et ethnique de la Côte d'Ivoire : leur langue y est parlée aux quatre coins du pays. De même, l'industrie musicale et la programmation des radios invitent à considérer une sorte d'« ivoirisation culturelle » des populations sahéliennes, principalement en milieu urbain mais pas seulement. Un entretien avec un animateur de Ouaga FM nous a permis de confirmer l'audience extraordinaire de groupes ivoiriens comme Magic System dont certains refrains — « Le renard passe, passe... » — rappellent les chants mobilisateurs du Collectif burkinabé contre l'impunité, constitué en réaction à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo (Ouédraogo 1999). Si l'ivoirité qualifiait les sonorités entraînantes de Magic System, puisant son style « zouglou » dans un folklore traditionnel, si elle recouvrait aussi des produits alimentaires comme l'atiéké ou l'aloko, appréciés bien au-delà des frontières de la Côte d'Ivoire, alors cette ivoirité là serait un trait d'union et non un instrument de division et d'exclusion...

Les objections les plus évidentes par rapport au modèle de Ropivia tiennent à son caractère a-historique, qui fige le mouvement des peuples dans une posture précoloniale et disqualifie l'examen de toute dynamique ultérieure, et à la part trop marginale qu'y occupe le facteur économique. Le géopolitiste critique du reste ouvertement l'économie politique dépendantiste au motif qu'en faisant de l'Afrique une périphérie dominée, elle occulte les relations géographiques entre les États africains et leurs incidences politiques et économiques (Ropivia 1985:281-82). Mais sa propre méthode d'intégration, centrée sur les ressources propres à chaque région climatique, constitue une dénégation de la culture marchande séculaire basée sur la complémentarité.

Quoiqu'en dise Ropivia, les pratiques des agents économiques jouent sur les hiérarchies entre pôles de développement. Ces hiérarchies ne sont pas des données statiques et n'ont pas non plus, par elles-mêmes, de valeur séparatrice mais organisent au contraire des occasions d'échanger. Le concept de « domination » économique d'un pôle régional, corollaire spatial des asymétries étudiées par Amin et Mamdani, ne saurait être résorbé sous l'égide du climat.

La simple présence de populations d'origine sahélienne au Sud de la frontière ivoiro-burkinabé relativise considérablement la portée des facteurs « naturels », interdit en tout cas d'y voir des critères de séparation politique (Retailé 2000). Des phénomènes d'endossement culturelle, de syncrétisme linguistique ont probablement eu lieu ou sont en cours, dont la valorisation permettrait justement de montrer ce qui a changé et ce que les générations à venir devront assumer comme partie intégrante d'un patrimoine cosmopolite.

BFCI comme laboratoire de géographie par le bas

Nous disposons donc de quatre modèles d'interprétation centrés tour à tour sur l'économie politique ou le monde de la production (Samir Amin) ; sur la société comme mode de production et de reproduction des catégories socioculturelles (Orstom/Ird) ; sur le mode de production et de reproduction de la domination politique (Mamdani) ; et enfin sur une méthode de régionalisation inter-étatique durcissant par principe la frontière ivoiro-burkinabé (Ropivia).

La géographie par le bas peut-elle offrir des perspectives pour trier parmi les différents corpus, assembler ce qui est assemblable et dans le même temps, objectivant l'objet épistémologique, contribuer à l'avènement d'une entité transnationale démocratique ? Dans un contexte de banalisation de la violence armée et d'enchevêtrement progressif des guerres civiles le long de la côte atlantique, ne pouvant donc écarter la perspective d'une implosion de l'Afrique de l'Ouest depuis sa partie méridionale, l'on ne saurait en effet se contenter d'une simple préoccupation de cohérence théorique. Celle-ci doit être à la mesure du minimum de cohésion et de cohabitation constitutif dans la vie réelle d'un ordre politique démocratique. Or, au fond, BFCI est emblématique d'une géographie par le haut indissolublement liée à la géographie par le bas qu'incarnent des peuples ou groupes socioculturels ou professionnels anciennement différenciés dans le cadre de la vaste métaformation ouest-africaine. Dans chacun des modèles présentés, des médiations permettent d'articuler les deux géographies.

Pour l'économie politique dépendantiste, le *push effect* que constitue l'injection du développement de l'économie de plantation provoque logiquement un *pull effect* chez les paysans mossi insérés comme nous l'avons vu dans un contexte historico-politique, culturel et écologique potentiellement en expansion. Seulement, le mécanisme économique laisse de côté le facteur identitaire. Ropivia insiste sur l'importance des affinités culturelles, comme critère de faisabilité de

tout regroupement étatique, mais son approche exagérément statique de la culture fige la frontière ivoiro-burkinabé plus qu'elle ne la transcende. Les sociologues de l'Orstom/Ird intègrent la dimension identitaire mais ne peuvent saisir en quoi elle participe de la production d'un espace politique clivé, structurellement en crise et incapable de susciter une refondation démocratique — car fondé sur une « naturalisation » de l'inégalité économique et politique. Les ressorts historiques de cette inégalité et de sa reproduction, Mamdani les perçoit et c'est en prenant appui sur les dynamiques réelles qui modulent la citoyenneté et l'assujettissement qu'on appréciera le mieux la portée d'une perspective de géographie par le bas.

Dans cette dernière partie, nous choisissons de repartir de la question foncière car ses enjeux empiriques dans l'espace BFCI constituent le moyen d'une articulation progressive du corpus de la géographie par le bas avec une perspective démocratique sur l'intégration africaine.

La question foncière

L'un des premiers processus structurants de l'espace BFCI est l'expansion vers l'Ouest, commune aux deux peuples affectés par l'émigration, Mossi et Baoulé, tous deux en quête de terres (Chauveau 2000:98-111). L'un au nord de la frontière coloniale, l'autre au sud, les deux corps sociaux ont été impliqués de manière analogue dans l'émergence d'une hégémonie politico-économique au sein de leurs États respectifs. La frontière historique qu'ils ont en partage est bien celle de l'Ouest, une frontière épaisse au sens anglo-saxon de *Frontier*, front pionnier et front migratoire, avec tout ce que cette épaisseur implique en termes de densité d'échanges inter- et intra-sociétaux (Kopytoff 1987).

À elle seule, l'expansion ne détermine pas un type particulier de relation entre les groupes qui s'étendent et ceux qu'ils rencontrent. Les groupes trouvés sur place peuvent intégrer l'ordre social du groupe en expansion, comme on l'a vu dans la formation du Moogo. L'intégration peut également s'opérer en sens inverse, à l'image des migrants voltaïques en Côte d'Ivoire aux beaux jours de l'économie de plantation. Les rapports peuvent aussi être antagoniques, comme le montre chaque jour un peu plus la multiplication des conflits fonciers, tant en Côte d'Ivoire qu'au Burkina Faso. Dans tous les cas, ce qui paraît bien plus déterminant que la seule expansion, c'est la question foncière : concrètement, l'occupation des terres.

En la matière, le pouvoir sankariste préparait en 1987 une réforme agraire et foncière qui devait permettre l'appropriation libre de la terre par les paysans. Cette réforme aurait légitimé, au moins au Burkina Faso, le vaste mouvement d'appropriation foncière qui couvre en fait tout l'espace BFCI. Après l'assassinat de Sankara, la même année, le texte de la réforme a été expurgé de son contenu socialiste (la terre appartient au peuple) et amendé.

Sous l'impulsion de la Banque mondiale, un Programme national de gestion des terroirs (PNGT) a été lancé, où l'enjeu, pourtant crucial, de la démocratie paysanne est devenu secondaire (Engberg-Pedersen 1995). Les nouvelles priorités, reflétant l'alliance insolite du patriotisme républicain d'extraction révolutionnaire et du néo-libéralisme, sont désormais la pacification du monde rural et la promotion des activités génératrices de revenus. Par pacification du monde rural, il faut entendre le projet de réduire les tensions structurelles qui accompagnent l'expansion démographique, culturelle et politique du « bloc mossi » (lui-même clivé entre le Yatenga et le Moogo central de Ouagadougou) en direction de l'Ouest, de ses formations sociales « autochtones » et de leurs terres vacantes.

Le PNGT entreprend donc de normaliser les relations entre « migrants » et « autochtones », mais en exténuant la légitimité des structures locales et traditionnelles de régulation du foncier. La promotion au moins verbale d'un développement à la fois « communautaire » et « participatif », principes a priori consensuels, tend, toujours a priori, à mettre en œuvre une neutralisation du politique, considéré comme expression des antagonismes sociaux (Sylva et Ben Arrous 1998). Cependant, l'emprise du PNGT sur l'ensemble du territoire national reste faible et il n'est pas sûr que l'approche « gestion des terroirs », quoi qu'en dise son nom, soit en consonance parfaite avec les rapports locaux entre populations. Le terroir, articulant espace et mémoire historique est en effet le foyer d'une ethnicité vécue comme le symbole d'une identité citoyenneté endogène, peu entamée par l'étatisation post-coloniale.

Nous rendant en août 2001 au sud-ouest du pays, sur les marches de la Côte d'Ivoire, nous avons pu constater que les populations autochtones, tout en désertant les aménagements hydro-agricoles ambitieux de l'époque sankariste, refusent l'implantation massive de migrants sur les terres vacantes. Au nord-ouest, dans le Sourou, autrefois rattaché au Soudan français, les populations se sont mobilisées de manière inédite au sein d'un comité d'initiative couvrant toute la province, pour que le siège de l'Autorité de mise en valeur du Sourou (AMVS) soit construit dans la zone même et non dans la capitale Ouagadougou. Le regroupement identitaire, valorisé et « naturalisé », est apparu comme le leitmotiv des différentes assemblées générales de ce comité auxquelles nous avons pu assister. C'est que la problématique du développement régional inégal est appréhendée « à la base » comme une monopolisation de la rente étatique par un groupe, selon une configuration qui pourrait être analogue à celle de la Côte d'Ivoire si l'on retient le couple structural société segmentaire/société centralisée, minorité/majorité dont la genèse doit beaucoup à la raison ethnologique et cartographique du siècle dernier (Ben Arrous 1996:16-21).

Les instruments de politique foncière ne sont certes pas les mêmes en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Sacrifiant à la fois à la doctrine de l'ivoirité et à la religion du marché, la nouvelle loi ivoirienne sur le domaine rural¹⁴ organise la généralisation de la propriété privée foncière en la réservant aux seuls Ivoiriens.

Elle exténué différemment les institutions coutumières de gestion foncière, mais elle le fait toujours en neutralisant a priori leur potentiel politique. Dans un premier temps, jusqu'en janvier 2009, tout exploitant, privé ou communautaire, devra faire reconnaître ses droits éventuels pour obtenir un certificat foncier qui pourra ensuite, en 2012, être converti en titre définitif de propriété privée. Le statut foncier des Ivoiriens « allochtones » sera en principe suspendu à la disponibilité de terres vacantes, laquelle disponibilité restera néanmoins médiatisée par l'État, géomètre suprême. Quant aux non-Ivoiriens, il leur restera seulement à prétendre à un bail, soit auprès des titulaires « autochtones » de titres fonciers, soit auprès de l'État quand la terre est immatriculée à son nom.

En Côte d'Ivoire comme au Burkina Faso, le glacis ou blocage cartographique se double d'un glacis civique : la carte dessine le territoire, et celui-ci est l'espace d'un pouvoir suprême, l'État. C'est cette vision transcendante du réel des terroirs qui rend aveugle les polarisations identitaires dont Mamdani (1996:183-217) nous rappelle qu'elles peuvent ou pourraient participer à un processus démocratique. Une preuve a contrario de ce constat serait un autre exemple de mobilisation identitaire au Burkina Faso : l'expulsion de militants du Collectif contre l'impunité, de certaines localités burkinabé comme Yako, Fada N'Gourma, Koudougou, Séguénéga. Là encore, une manipulation sélective de l'allochtonie sert à dénier la citoyenneté la plus élémentaire, dont l'État post-colonial revendique pourtant l'instauration par-delà les anciens clivages.

Une citoyenneté tronquée, passée au crible de l'analyseur des terroirs, apparaît comme l'instrument privilégié par les détenteurs du pouvoir d'État pour désamorcer les conflits potentiels et avérés que nous avons évoqués, en essayant de satisfaire une majorité dont la spécificité culturelle et sociale est tout au plus escamotée « sous le blanc manteau »¹⁵ d'une nationalité.

Tout au long des années 1990, la démocratisation constamment repoussée de l'espace BFCI a buté sur la négation du caractère éminemment politique des terroirs : au Burkina Faso, sous le couvert de la libéralisation d'un régime d'exception ; en Côte d'Ivoire derrière la façade houphouëtiste, vite brisée, du rassemblement économique pour forger « l'éléphant d'Afrique ». Comme le percevait Bayart (1989) à la fin de *L'État en Afrique*, il s'est agi d'un tournant : si la stabilité avait perduré une décennie encore, alors un bloc historique aurait réussi sa percée hégémonique et laïcisé son espace vital en espace civique républicain. L'État-nation aurait pu naître.

Mais l'on voit difficilement, à présent, comment un républicanisme formel — et contesté comme tel, pour son formalisme — pourrait légitimer à la fois l'amalgame du territoire et l'expansion d'une autocratie. Des lignes de faille, des plaques « tectoniques », en l'occurrence sub-étatiques, empêchent la surrection du Léviathan. Elles l'empêchent d'autant plus que l'État, affaibli par l'ajustement et la mondialisation, se redéploie sur les espaces sociaux les plus infimes :

collectivités locales, terroirs. Au départ d'une hégémonie de l'histoire, support de la fabulation nationaliste, forcément partielle et partielle dans un contexte toujours multiethnique, l'on évolue vers une autre forme de discours dominant, empreint de culturalisme. En lieu et place du mythe de la Nation, c'est de plus en plus l'état de culture qui prime sur l'état de droit — ce qui revient pour ce dernier peu ou prou au même, dans la mesure où la frénésie des découpages territoriaux continue de privilégier l'encadrement des populations hors de toute régulation mutuellement acceptable et consentie.

Les deux sociétés ivoirienne et burkinabé, parmi les plus imbriquées de l'Afrique postcoloniale se retrouvent ainsi confrontées au défi de l'Isis antique: rassembler des morceaux juxtaposés, des logiques anciennes dont les traces orphelines survivent mais en désaccord avec les contraintes d'aujourd'hui. D'où l'urgence d'un projet politique véritablement démocratique, adéquat à la figure du Travailleur, à la longue durée du cosmopolitisme social et aux dimensions sociales, relationnelles et symboliques ou spirituelles qui traversent aussi bien la question foncière que celle du travail agricole.

L'entremêlement de l'historicité et de la mémoire des terroirs, particulièrement saillant dans les rapports entre « autochtones » et « migrants », est une donnée qui appartient aux cultures politiques endogènes et qu'on ne peut réduire par des artifices idéologiques et la violence. Les récits d'origine opposant migrants (même de la troisième génération) ou « étrangers » aux possesseurs de terres fournissent l'arrière-plan de narrations collectives qui peuvent et doivent être assumées de manière collective, au besoin ré-élaborées pour les plus sclérosées.

L'interpénétration linguistique, les articulations entre sociétés segmentaires et sociétés centralisées et, au fond, l'infinie richesse des interactions se déployant à partir de toute différence, façonnent un espace pluraliste — auquel contribuent tout autant les minorités hors terroirs et les migrants déracinés incapables de rester au « bercail ». ¹⁶ Là réside précisément la substance de l'entité BFCI. Là réside aussi la matière d'un projet démocratique qui ne s'énoncerait pas (et n'aurait pas à échouer) d'en haut mais depuis une ethos partagée.

Intégration africaine : pour des espaces de liberté supranationaux

Alors que les communautés arrivent à désamorcer les risques inhérents à la réelle différenciation ethnique, soit simplement par la pratique très répandue du multilinguisme, soit par la plaisanterie et plus simplement encore par la tolérance, le concept juridique de nationalité amène une classification moins souple, qui se prête aux instrumentalisation politiques de l'ethnicité et à des polarisations Ami/Ennemi. L'hétérogénéité constitutive du social peut alors être canalisée vers des pratiques auto-destructrices, telles que les expulsions de populations et l'épuration ethnique. Sur ce plan, l'idolâtrie des découpages territoriaux, étatiques ou autres,

est véritablement l'un des plus sérieux obstacles dressés sur la voie de l'émancipation des peuples africains.¹⁷

Partout en Afrique, on connaît et reconnaît les particularismes communautaires, les quartiers à forte connotation ethno-religieuse et les territorialisations identitaires, mais ce qui empêche le durcissement de la différence en opposition — sauf en cas de crises, elles-mêmes éléments de régulation — ce sont des normes coutumières, qui peuvent du reste évoluer. Ce capital social fondé sur la nécessité *d'échanger* est susceptible de tarir sous l'effet des propagandes fascistes. C'est pourtant à travers lui que les peuples africains façonnent une Union africaine par en bas, malgré les intégrismes ethniques et religieux ou leur corollaire, le despotisme centralisé des appareils d'État répressifs.

Faut-il en conclure que les communautés sont les acteurs compétents pour faire advenir BFCI comme une réalité institutionnelle et politique ? De là, élargir ensuite l'horizon au Mali, au Ghana, à la Guinée... ? Sur le modèle d'une union graduelle à la Ropivia, à partir d'une molécule bi-étatique BFCI ? Mais alors, qui arbitrera les conflits inter-communautaires ? Une communauté plus puissante ? BFCI comme fédération consociative de type néerlandais, dans laquelle il faudrait que la puissance publique soit unanimement répartie entre Mossi, Baoulé, Bété, Sénoufo, etc. ?

L'observation directe au Burkina Faso nous a montré que des crispations identitaires deviennent de plus en plus récurrentes dans le processus autochtone de la *Frontier* à l'Ouest, avec comme acteurs communautaires les Mossi, les Peul et les autochtones anciens et plus récents. Par ailleurs, où s'arrête l'identité culturelle et où commence la vie citoyenne ? Dans une perspective d'intégration, le citoyen appartient non seulement à une aire culturelle, mais à l'entité « omniglobante » à venir.

Ici, l'on pourrait sans doute expérimenter à petite échelle d'abord, pour déterminer l'efficacité d'une approche socioculturelle dans des domaines de plus en plus larges de la vie civile (éducation, industries culturelles, santé...) avant d'étendre à des dimensions relevant jusqu'ici de la réglementation officielle, et subissant la puissance du marché et de l'économie internationales : le droit privé, l'organisation du territoire, les langues officielles, l'administration publique, bref les domaines de « souveraineté ». Mais il est peu probable que les médiations et réconciliations locales puissent partout être généralisées. Il est en tout cas certain que l'idée d'une isonomie de la loi sur tout un « territoire » restera formelle si l'on néglige les contrats inter-communautaires au niveau local.

Une communauté de travail ne se décrètera pas automatiquement en fonction des potentialités naturelles et économiques, mais certainement en fonction des aspirations des acteurs et de leurs intérêts. Le fait est que des Burkinabé revenus au Burkina Faso le quittent à nouveau en affirmant qu'ils préfèrent « mourir dans la mer que dans le feu ». Des acteurs comme l'association Le Tocsin, ou le Conseil des Burkinabé de l'Étranger (CBE), rattaché au

ministère des Affaires étrangères, n'y prêtent pas suffisamment attention. Les synergies qu'ils entendent créer ou renforcer entre les expatriés et leur pays d'origine ne sont pas toujours compatibles avec les logiques des premiers concernés.

Les exhortations à « revenir investir au pays », par exemple, s'adressent surtout à la bourgeoisie émigrée, mais rien n'indique que celle-ci soit désireuse de renoncer à ses propres plantations ou à ses investissements immobiliers en Côte d'Ivoire. Plus fondamentalement, l'approche centripète du Tocsin et du CBE bute sur l'absence croissante d'enracinement au Burkina Faso et, pour de nombreux Ivoiriens d'adoption, sur les défis réels de l'intégration en Côte d'Ivoire. En termes de choix de résidence, la Côte d'Ivoire reste l'espace légitime de référence pour de nombreux Ivoiriens d'origine étrangère. Dans tous les cas, les appartenances multiples sont précisément l'un des facteurs qui appellent l'émergence d'entités supranationales.

Ropivia avance que le sentiment patriotique des Burkinabé ne les incite nullement à une intégration poussée avec la Côte d'Ivoire. Il existe en effet de nombreux Burkinabé qui ont refusé de prendre la nationalité ivoirienne. Eloi, l'un de nos informateurs, est dans ce cas. Nanti d'un simple certificat d'études, cet émigré parti au début des années 1960 s'est retrouvé vingt ans plus tard clerc de notaire dans l'un des plus gros cabinets d'Abidjan. Avec un salaire de 200 000 Fcfa, équivalent au traitement d'un cadre supérieur au Burkina Faso, plusieurs parcelles et sa propre voiture, Eloi aurait pu choisir de rester en Côte d'Ivoire. Un Sénégalais ivoirisé, préfet d'une ville moyenne de Côte d'Ivoire, lui aurait même offert de prendre la nationalité ivoirienne. Vivant de façon parcimonieuse, Eloi a pris femme au pays et a préféré rentrer au Burkina Faso avec ses enfants. Mais son témoignage ne saurait constituer la règle. En réalité, Burkinabé et Ivoiriens sont déjà intégrés, par le bas, en dépit de tous les raidissements visant aujourd'hui à les séparer et les distinguer. Eloi lui-même se décrit comme « intégré » lorsqu'il vivait à Bingerville.

De nombreux Burkinabé de seconde génération n'éprouvent pas le sentiment d'appartenance sur lequel s'appuie Ropivia pour considérer qu'une charnière fédérative BFCI est impensable. Il est vrai que Ropivia pourrait aussi s'appuyer sur l'insignifiance du flux d'Ivoiriens vers les pays sahéliens, sans commune mesure avec le flux inverse.¹⁸ Mais là encore, il faut compter avec certaines mobilités particulièrement « intégratrices », celle des artistes par exemple, celle aussi des croyants qui, toutes confessions confondues, visitent de plus en plus le Burkina Faso.

L'intégration africaine a une dimension nécessairement symbolique « imaginée ». Celle-ci réside dans les schèmes permettant d'accepter et de chérir les valeurs de diversité culturelle, de tolérance, de conjugaison des efforts pour une libération effective de l'Afrique. Les propagandes fascistes, alimentant les préju-

gés et le mépris de l'Autre, en sont l'exacte négation. S'il y a urgence à lutter contre elles, ce n'est pas seulement par souci de prévention des conflits. Ce qui est en jeu, c'est bien la possibilité d'une reconstruction radicale de l'espace public, civil et politique, au moins à l'échelle ouest-africaine.

Les quatre modèles analytiques que nous avons présentés, notamment ceux de Samir Amin et de Mahmood Mamdani, conduisent à un constat : il y a coupure entre le BFCI légitime, dont la « substance » irrigue la commune *Frontier* de l'Ouest, et le BFCI légal-institutionnel, arc-bouté sur sa propre ligne de démarcation coloniale. L'expérience BFCI est un analyseur, une expérience cruciale. Pendant que les appareils politiques étatiques et statiques s'enferment dans des rodомontades, déclarations haineuses et autres manœuvres d'intimidation, les affrontements et épisodes répressifs se multiplient et se banalisent.

De longs processus de socialisation centrés sur l'interculturalité, mille expériences positives de métissage, de brassage ne sont pas suffisamment capitalisées dans l'enseignement, l'éducation ou les médias, encore moins dans l'institutionnalisation du vivre ensemble. La vision statonationale et même xénophobe prend le dessus. Prenant la parole devant le « Forum pour la réconciliation nationale » en Côte d'Ivoire, réuni entre octobre et décembre 2001 à Abidjan, Ferro Bailly, vice-président de l'Union nationale des journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI) affirme ainsi :

Dans la fracture du tissu social, dans l'exacerbation des rivalités politiques, religieuses et tribales, dans la dissémination de la haine, pour tout dire dans la dégradation des relations entre Ivoiriens, nous avons notre part de responsabilité que nous assumons, et nous voulons humblement et courageusement plaider coupables.

Cette prise de conscience salutaire vient souligner la balkanisation scandaleuse du paysage médiatique ouest-africain. L'écran télé est un appendice de la formidable machine de l'écran national qui détruit l'écologie sociale, en particulier la mémoire collective et donc les bases subjectives de l'engagement pour un sursaut collectif.

Ni BFCI ni une intégration africaine démocratique n'advieront d'en haut ou d'en bas uniquement. Seule la réconciliation progressive du légal et du légitime pourra permettre l'institutionnalisation d'espaces civiques et politiques transnationaux. Pour BFCI au moins, une telle réconciliation ne pourra se dérouler qu'au milieu de trois instances : la Terre commune (Foncier), le Discours qui tisse les liens au lieu de fragmenter irrésistiblement (Théorie), le Temps (Mouvement).

Notes

1. L'Institut de recherche pour le développement (IRD) est depuis 1998 la nouvelle dénomination de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération, héritier de l'Office de recherche scientifique et technique Outre-Mer (ORSTOM).
2. Par bassin voltaïque, nous désignons le cours supérieur des trois Volta (Noire, Blanche et Rouge) rebaptisées respectivement Mouhoun, Nakambé et Nazinon par la Révolution sankariste de 1983-1987, qui rebaptisa également la Haute-Volta coloniale pour en faire le Burkina Faso. Nous reviendrons plus loin sur la sémantique du terme « burkinabé » mais conservons d'ici là et de manière générale la qualification « voltaïque » parce qu'elle est historiquement connotée dans le couple HVCI puis BFCI.
3. Selon les traditions orales, les Mossi « naissants » étaient en fait des métis Mandé.
4. Contrairement, par exemple, aux voisins mandingues. On peut raisonnablement admettre, en effet, que le voyage à La Mecque de l'empereur Mansa Moussa s'inscrivait par nécessité dans une dynamique pré-capitaliste.
5. Du latin *foedus* : alliance.
6. Conservateur à plus d'un titre, F. T. Pacéré l'est d'abord au sens professionnel du terme, au musée de Manéga non loin de Ouagadougou : lieu de mémoire s'il en est puisqu'on y conserve les pierres tombales. Sa perception est conservatrice aussi dans la mesure où, faisant l'impasse sur les dynamiques de changement social, elle réduit l'histoire à une séquence de déclin de l'entité Moogo posée comme donnée originelle.
7. Madiéga (1981:259-61) rapporte l'épisode révélateur du meurtre d'un soldat colonial qui avait battu une femme enceinte, au point où, alors que la population était rassemblée et occupée aux travaux forcés, « elle donna le jour à un enfant sur la route même, au vu de tout le monde ».
8. Littéralement, en dioula : il s'en va à Kumasi. On peut noter que le recours à la langue dioula pour nommer ainsi la migration vers la Gold Coast (Mandé 1995:336) incarne et accentue la dimension commerciale de cette migration, plutôt que sa dimension « affective », également politique, de retour vers la terre des ancêtres.
9. Nous refusons en tout cas de tomber dans le schéma mécanique des vases communicants de l'économie classique : le travail irait là où se trouve le capital. En effet, pourquoi le capital n'irait-il pas, à l'inverse, vers le travail (Amin 1995 ; Adenikinju et Oyeranti 1999 ; Dabiré 2001) ?
10. Le Conseil de l'entente, organisme inter-gouvernemental, regroupe le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Niger. La réunion de Yamoussoukro fut marquée par l'explosion d'une grenade peu avant l'arrivée de Sankara.
11. Le travail au Ghana est souvent apprécié sous l'angle, valorisant, de la débrouillardise, alors que le jeune Burkinabé est stéréotypé comme peu entreprenant et peu habile. Sous le CNR, un slogan était précisément que « le peuple burkinabé saura bâtir de ses mains ». La représentation positive du Ghanéen débrouillard est tellement

ancrée qu'on ajoute volontiers « le Ghanéen ne vous trahira pas sans vous le dire ». L'on peut également risquer l'hypothèse que, plus prosaïquement, dans la psyché collective, le Ghana maternel reste vivace en milieu urbain aujourd'hui, à travers les travailleuses de bar et/ou du sexe.

12. Le CNR de Sankara prendra cette option au milieu des années 1980, avec de grands aménagements hydro-agricoles dans le Sourou.
13. Noter le discours moralisateur et accusateur : « La société mossi semble peu apte à se penser elle-même et à mesurer les conséquences que peuvent avoir sur son avenir les échappatoires d'ensemble. [...] Elle s'abandonne à la merci des forces qui la sollicitent et la vident de sa substance propre. [...] La société mossi connaît maintenant une nouvelle forme d'aliénation plus dangereuse que la précédente [pré-coloniale] : le développement capitaliste des pays côtiers soumet les sociétés de la savane à une exploitation intense de leur main-d'œuvre, les privant de la force de travail et du dynamisme de leur jeunesse » (Capron et Kohler 1975).
14. La loi (n° 98750) a été votée le 23 décembre 1998 et publiée au Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire le 14 janvier 1999. Ses décrets d'application ont été signés le 13 octobre 1999.
15. « Avoir de notre pays l'image d'une nation qui ait réussi une synthèse culturelle originale et féconde sous le blanc manteau de l'ivoirité », aurait écrit l'ancien président ivoirien Konan Bédié (CURDIPHE 1996:37).
16. Lors d'une sortie dans le Sud-Ouest burkinabé, en août 2001, nous avons aperçu des cars bondés retournant vers la Côte d'Ivoire.
17. Lors du dernier atelier de notre groupe de travail sur la géographie par le bas, Abderrahmane N'Gaidé parlait à propos du modèle de Ropivia de « charnier fédératif »... Lapsus sévère, mais pas infondé.
18. Un recensement partiel réalisé entre 2000 et 2001 donnait le chiffre de 499 résidents ivoiriens au Burkina Faso, la plupart travaillant dans la restauration et l'artisanat. L'ambassade de Côte d'Ivoire au Burkina Faso avançait plutôt une fourchette de 600 à 700 ressortissants, mais cela reste très peu de toute façon.

Bibliographie

- Adenikinju, Adeola F. et Olugboyega Oyeranti, 1999, *Characteristics and Behaviour of African Factor Market and Market Institutions and Their Consequences for Economic Growth*, Center for International Development at Harvard University, Working Paper (31).
- Amin, Samir, 1967, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Minuit.
- Amin, Samir, 1976, « Les migrations contemporaines en Afrique de l'Ouest », in *Impérialisme et sous-développement en Afrique*, Paris, Anthropos, pp.163-225.
- Amin, Samir, 1995, « Migrations in Contemporary Africa. A Retrospective View », in J. Baker et T. A. Aina (eds), *The Migration Experience in Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, pp.29-40.

- Amselle, Jean-Loup (ed.), 1976, *Les migrations africaines : réseaux et processus migratoires*, Paris, Maspéro.
- Asiwaju, A. I., 1977, « Political Aspects of Migrations in West Africa: The Example of French Colonies with Particular Reference to the Ivory Coast and the Upper Volta up to 1945 », *Afrika Zamani*, 6-7, pp.73-101.
- Bayart, Jean-François, 1989, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- Bazin, Jean, 1975, « Guerre et servitude à Ségou », in C. Meillassoux (ed.), *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, Maspéro, pp.135-81.
- Ben Arrous, Michel, 1996, *L'État, ses dissidences et leurs territoires. La géographie par le bas en Afrique*, Dakar, CODESRIA, document de travail (3/96).
- Ben Arrous, Michel, 2001, « L'ivoirité, un problème ouest-africain », *Le Soleil* [Dakar], numéro hors-série sur la Côte d'Ivoire, octobre, p.20.
- Binger, Cap. Louis Gaston, 1892, *Du Niger au Golfe de Guinée par le pays de Kong et de Mossi (1887-1889)*, 2 volumes, Paris, Hachette, réédition 1980, Société des africanistes.
- Boutillier, Jean-Louis, André Quesnel et Jacques Vaugelade, 1977, « Systèmes socio-économiques mossi et migrations », *Cahiers Orstom*, série sciences humaines, 14 (4), pp. 361-81.
- Broch-Due, Virgis et Richard A. Schroeder (eds), 2000, *Producing Nature and Poverty in Africa: Continuity and Change*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet.
- Cahiers d'études africaines*, 1980, numéro thématique, 77-78: « Écologie, économie, pouvoir ».
- Capron, Jean et Jean-Marie Kohler, 1975, « Économie, pouvoir et migrations de travail chez les Mossi (Haute-Volta) », séminaire FAO-FNUAP sur La planification agricole et la population, Tanger, 3-15 novembre.
- Cefai, Daniel, 1998, *Phénoménologie et sciences sociales. Alfred Schütz, naissance d'une anthropologie philosophique*, Genève, Droz.
- Chauveau, Jean-Pierre et Jean-Pierre Dozon, 1987, « Au cœur des ethnies ivoiriennes... l'État », in E. Terray (ed.), *L'État contemporain en Afrique*, Paris, L'Harmattan, pp.221-96.
- Chauveau, Jean-Pierre, 2000, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, 78, pp.94-125.
- CIFAN [Comité d'initiative pour le fédéralisme en Afrique noire], 1988, Manifeste pour le fédéralisme en Afrique noire, Paris, multigr.
- CURDIPHE [Cellule universitaire de recherche et de diffusion des idées et actions politiques du président Henri Konan Bédié], 1996, *L'ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social du Président Henri Konan Bédié*, Presses universitaires d'Abidjan.
- Dabiré, Bonayi, 2001, « Analyse constitutive de la migration au Burkina Faso : l'influence des caractéristiques communautaires et familiales sur les comportements migratoires au Plateau Central et au Sud-Ouest », thèse de démographie, Université de Louvain.
- Devisse, Jean (ed.), 1993, *Vallées du Niger*, Paris, Réunion des musées nationaux.

- Diop, Cheikh Anta, 1974, *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*, éd. revue et corrigée, Paris, Présence africaine.
- Duperray, Annie M., 1984, *Les Gourounsi de Haute-Volta. Conquête et colonisation, 1896-1933*, Wiesbaden, F. Steiner.
- Engberg-Pedersen, Lars, 1995, *Creating Local Democratic Politics from Above. The 'Gestion des Terroirs' Approach in Burkina Faso*, Londres, IIED, Drylands Programme Issue Paper.
- Fall, Babacar, 1990, « Les migrations en Afrique occidentale : l'exemple des Mossi du Burkina Faso », *Studia Africana*, 1, pp.83-88.
- Fall, Babacar, 1993, *Le travail forcé en Afrique occidentale française (1900-1945)*, Paris, Karthala.
- Fauré, Yves-André et Jean-François Médard (eds), 1982, *État et bourgeoisie en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- Gakunzi, David, 1991, « Oser inventer l'avenir ». *La parole de Sankara*, Paris et New York, L'Harmattan et Pathfinder.
- Husserl Edmund, 1952, « Phänomenologische untersuchungen zur konstitution », trad. 1982 par Eliane Escoubas: *Recherches phénoménologiques pour la constitution*, Paris, PUF
- INS [Institut national de la statistique, Côte d'Ivoire], 2001, *Résultats provisoires du RGPH 98* [Recensement général de la population et de l'habitation], novembre, Abidjan.
- Izard, Michel, 1985a, « Des sociétés pour l'État », *Cahiers Orstom*, Série sciences humaines, 21 (1), pp.25-33.
- Izard, Michel, 1985b, *Gens du pouvoir, gens de la terre. Les institutions politiques de l'ancien royaume du Yatenga (Bassin de la Volta Blanche)*, Cambridge et Paris, Cambridge University Press et Editions de la maison des sciences de l'homme.
- Jaglin Sylvie, 1995, *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Paris, Karthala et Orstom.
- Jünger Ernst, 1932, *Der Arbeiter*, traduit en 1989 par Julien Hervier : *Le travailleur*, Paris, Christian Bourgois.
- Ki-Zerbo, Joseph, 1978, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier.
- Ki-Zerbo, Lazare, 1994, « Contribution à une problématique de l'ontologie sociale phénoménologique à partir de Husserl », thèse de philosophie, Université de Poitiers.
- Ki-Zerbo, Lazare, 1998, « Marc au-delà de Marc. Le fédéralisme personnaliste vu de Ouagadougou », *L'Europe en formation*, 309, pp.79-94.
- Ki-Zerbo, Lazare, 1999, « Évolution ou involution des valeurs : de la Haute-Volta au Burkina Faso », colloque de l'Unesco sur L'éthique universelle, Porto-Novo, 10-12 mai.
- Ki-Zerbo, Lazare, 2000, « Étude régionale de Ouahigouya », Ouagadougou, Coopération suisse au Burkina Faso et CEDA [Centre d'études pour le développement africain], multigr.

- Kohler, Jean-Marie, 1974, *Les Mossi de Kolongotomo et la collectivisation à l'Office du Niger (notes sociologiques)*, Paris, Orstom, Travaux et documents (37).
- Kopytoff, Igor (ed.), 1987, *The African Frontier: The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press.
- Kouassigan, Guy-Adjété, 1966, *L'homme et la terre. Droits fonciers coutumiers et droits de propriété en Afrique occidentale*, Paris, Orstom.
- Lévy, Jacques, 1994, *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Madiéga, Y. Georges, 1981, « Esquisse de la conquête et de la formation territoriale de la colonie de Haute-Volta », *Bulletin de l'IFAN*, série sciences humaines, 43 (3-4).
- Magasa, Amidu, 1978, *Papa-Commandant a jeté un grand filet devant nous : les exploités des rives du Niger 1902-1962*, Paris, Maspero.
- Mamdani, Mahmood, 1996, *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton University Press.
- Mandé, Issiaka, 1995, « Les migrations de travail des Voltaïques, une panacée pour l'économie ivoirienne de 1919 à 1960 », in G. Massa et Y. G. Madiéga (eds), *La Haute-Volta coloniale. Témoignages, recherches, regards*, Paris, Karthala, pp.313-39.
- Mauny, Raymond, 1959, « Tableau géographique de l'ouest africain au moyen-âge d'après les sources écrites, la tradition et l'archéologie », thèse de lettres, IFAN.
- Messara, Antoine Nasri, 1987, « Principe de territorialité et principe de personnalité en fédéralisme comparé. Théorie générale et conséquence en matière de décentralisation: le cas du Liban », in T. Fleiner-Gerster et S. Hutter (eds), *Fédéralisme et décentralisation. Problèmes constitutionnels de la décentralisation territoriale dans les États fédéraux et centraux*, Éditions Universitaires de Fribourg, pp.447-80.
- Nana, Mathias, 1993, « Les politiques des régimes face aux mouvements migratoires : l'exemple des migrations externes burkinabé vers la Côte d'Ivoire (1960-1987) », *Droit et cultures*, 24, pp.161-82.
- Nkrumah, Kwame, 1963, *Africa Must Unite*, Londres, Heinemann.
- Ouédraogo, A., 1994, « Les relations politiques et diplomatiques entre la Côte d'Ivoire et la Haute-Volta de 1960 à 1974 », mémoire de maîtrise en histoire, Université de Ouagadougou.
- Ouédraogo, D., 1994, « Migrations et intégration régionale en Afrique de l'Ouest », in E. Grenon et A. Vuillet (eds), *Processus régionaux en Afrique de l'Ouest: rapprochements institutionnels ou espaces spontanés ?*, Québec, Centre Sahel de l'Université Laval, pp.69-81.
- Ouédraogo, Jean, 1999, « Burkina Faso, autour de l'affaire Zongo : prises de position, tracts et libelles », dossier documentaire, *Politique africaine*, 74, pp.163-84.
- Pacéré, Titinga Frédéric, 1994, *Ainsi on a assassiné tous les Mossé : essai-témoignage*, Ouagadougou, Fondation Pacéré.
- Pageard, Robert, 1995, « Dim Delobsom (1897-1940) et le Laralle Naaba Abgha (1907-1982), deux présentateurs et historiens du Moogo central », in G. Massa et Y. G.

- Madiéga (eds), *La Haute-Volta coloniale. Témoignages, recherches, regards*, Paris, Karthala, pp. 547-55.
- Pocock, J.G.A, 1985, *Virtue, Commerce and History*, Cambridge University Press.
- Politique africaine*, 2000, dossier thématique : « Côte d'Ivoire, la tentation ethno-nationaliste », 78, pp.5-156.
- Raffestin, Claude et Mercedes Bresso, 1979, *Travail, espace et pouvoir*, Lausanne, L'Age d'Homme.
- Rémy, Gérard, 1973, *Les migrations et les mouvements de colonisation Mossi : recueil bibliographique*, Paris, Orstom, Travaux et documents (20).
- Rettaillé, Denis, 2000, « Afrique : le territoire entre identité et développement », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 211, pp.189-211.
- Ropivia, Marc-Louis, 1985, « La géopolitique africaine et le fédéralisme nucléaire. Critique et reformulation des fondements conceptuels et géographiques des organisations africaines », thèse de géographie, Québec, Université Laval.
- Ropivia, Marc-Louis, 1994, *Géopolitique de l'intégration en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- Roy Christian, 1998, « 'L'espace ami de l'homme' : L'Afrique vue par Arnaud Dandieu? », *L'Europe en formation*, 310, pp.53-76.
- Schwartz A., 1995, « La politique coloniale de mise en valeur agricole (1919-1960) », in G. Massa et Y. G. Madiéga (eds), *La Haute-Volta coloniale. Témoignages, recherches, regards*, Paris, Karthala, pp.263-91.
- Sidibé S., 1994, « Importations et mal-développement : l'exemple de la Côte d'Ivoire coloniale 1945-1960 », thèse d'histoire, Université de Paris I.
- Skinner, Elliott P., 1960, « Labour Migration and its Relationship to Socio-Cultural Change in Mossi Society », *Africa*, 30 (4), pp.375-401.
- Skinner, Elliott P., 1972, *Les Mossi de la Haute-Volta*, Paris, Éditions Internationales.
- Sylva, Evelyne et Michel Ben Arrous, 1998, « L'État, l'environnement et le politiquement correct », in P. Utting et R. Jaubert (eds), *Discours et réalités des politiques participatives de gestion de l'environnement. Le cas du Sénégal*, Genève, Unrisd, pp.21-61.

9

West African Labour Migrants and National Security in Nigeria

Victor A.O. Adetula

The economic recession of the 1980s led to a decline in the overall demand for foreign labour in many of the migrant-receiving countries in West Africa. During this period, public opinion and government pronouncements became sensitive to the presence of undocumented migrants. Nigeria, arguably the main receiving country in West Africa with Côte d'Ivoire, embarked on anti-immigration measures which included intensified control on the influx of immigrants, expulsion of 'illegal aliens' and also border closures. The Immigration Act of 1963 and the Nigerian Enterprises Promotion Decree of 1972 were used to 'explain' the expulsion of an estimated 1.3 million immigrants in 1983, including 700,000 Ghanaians (Afolayan 1988:21). The then Minister of Internal Affairs, Alhaji Ali Baba, explained that:

An insignificant number of aliens employed in the private sector possessed residence permits or were included in approved expatriate quota. The vast majority were in violation of section 8 (1) of the 1963 Immigration Act which prohibits private sector employment of non-Nigerians unless with the written consent of the director of immigration. This flagrant abuse of our laws can no longer be tolerated (*West Africa*, 7 February 1983, p. 245).

At that time, many other African countries had already become notorious for expulsion orders. To mention only a few well-known cases, Côte d'Ivoire in 1958 and 1964, Guinea in 1968, Sierra Leone in 1968 and 1982, Ghana in 1969, Equatorial Guinea in 1974, Chad in 1979, had all expelled various categories of immigrants prior to the Nigerian mass-expulsion of 1983 (Adepoju 2001).

The list of African countries embarking on expulsion orders has kept growing ever since.

African governments tend to justify anti-immigration measures just as other governments worldwide do. They advance economic reasons, such as the protection of local jobs and industries from foreign competition, as well as security motives. At least, some portions of the expelling societies usually agree with the expulsion orders issued by their governments. It does not seem to matter much if the expelled 'aliens' are African neighbours, nor even in West Africa, if they are ECOWAS citizens.¹

The Nigerian government and some sections of Nigerian opinion were convinced of the appropriateness of the 1983 expulsion for law and order motives (Onwuka 1993:198). Between 1975 and 1982, Nigeria had received an estimated two to three million undocumented migrants, mainly from Ghana, Togo and Benin. Their stigmatisation was orchestrated by parts of the press, who entangled all categories of foreigners with drug trafficking or prostitution (Anarfi 1982:208). When the expulsion order was published, xenophobia degenerated into physical aggressions against foreigners who were then labelled as job stealers and criminals.

Against this background, the focus of our chapter is twofold. First, we aim to document the international migratory flow of labour in West Africa. Labour migration here implies a dimension of the larger subject of population movement or mobility across international boundaries, whereby the migrants are working people in the broadest sense, including workers, sharecroppers, traders etc. Secondly, we seek to assess the implications of migrant labour in West Africa for national security and political, social or economic 'disorder' in Nigeria.

The notion of disorder is used in the sense of 'partial or total obliteration of instituted order' (Ben Arrous 1996:1). The term 'security' simply refers to a condition of freedom from danger and threat. Threat is any form of interference with security in any of its spheres (economic, social, military, territorial, political, cultural, etc.). Threats to national security are ideally assessed in terms of the extent of risk they constitute to the pursuit of a country's national interests or any of its attributes — territory, population, government, and sovereignty. It is in this sense that the security of a country is seen as a function of its ability to initiate, accommodate and effectively respond to threats. The way the term security is routinely used by governments has, however, a narrower meaning. With security conceived 'in geopolitical terms as spatial exclusion of threats' (Dalby 1992:98), emphasis is mostly on military threats, maintenance of the instituted order, and regime security. The social counterpart of this conception of security is the human security embodied, for instance, in employment security (Fashoyin 1990:660). There is an important difference between national and human security:

States have always construed security as a top-down concept [because] security threats were assumed to originate from other states [...]. Human security, by contrast, is a bottom-up concept; what matters are the people and their well-being [...]. Human security is the security people should have in their daily lives, not only from the threat of war but also from the threat of disease, hunger, unemployment, crime, social conflict, political repression and environmental hazards (Boafo-Arthur 2002:7).

Our analysis takes cognizance of the growth and spread of migrant networks, usually woven around unofficial (or parallel) economic activities. These activities represent, in the words of A.I. Asiwaju (1985:12), ‘an enormous movement of men and material across the boundaries’. They are intimately linked to the quest of human security by the migrants who challenge the official modes of West African integration. Migrant networks in West Africa contribute to the dynamism of a series of market centres, ‘which normally attract business transactions from remarkably extensive areas without much regard for international boundaries’ (Asiwaju 1992). These, to us, represent potent forms of geography from below. It is in the same regard that we note the growing cross-border spread of cultural, religious and linguistic solidarities in the sub-region. The question to ask therefore is in what ways are the activities of West African labour migrants contributing to insecurity and disorder in Nigeria, or to the erosion of any attribute of Nigerian statehood.

What aspects of labour migration threaten Nigeria? What is Nigeria’s concept and practice of national security? What are the dominant forms of control of the influx of West African migrants available to Nigeria? Admittedly, the movement of labour and population across frontiers does have political, social and economic implications, but in most cases, host governments have used immigration as a cheap excuse to cover up their own failure to advance the well-being and human security of their citizens. To what extent is this true for Nigeria?

Four underlying assumptions are central to our analysis. First, modern migratory movements in West Africa are essentially conducted outside state-centric regulatory frameworks. Secondly, the occurrence of such population movements is indeed a challenge to statehood — but, thirdly, the claim of the Nigerian State that insecurity and ‘disorderliness’ are caused by migrants is a myth. And, fourthly, the existing regional schemes such as the ECOWAS programmes are rather too formal, showing little regard for the realities of cross-border interactions in the sub-region. These four assumptions will be outlined and developed successively, following a brief review of theoretical perspectives on labour migration.

Theoretical Perspectives on Labour Migration

The distinction between the two dominant schools of thought on labour migration is not easily missed in the literature. The microeconomic perspective assumes that the labour market and economic conditions are the deciding causes of migration, while the historical-structuralist framework of analysis emphasizes the importance of broader transformations in a particular society.

The Microeconomic Perspective

This first perspective, which includes many theoretical models (De Jong and Gardner 1981), is mainly a product of North American scholarship. Its basic argument is that 'the migrant labour system was historically a stimulus to economic growth, and that it represents an optimum allocation of resources under existing conditions' (Berg 1965:176). In the microeconomic perspective, both the factors of production (labour, capital, natural resources and land) and their unequal distribution are taken a priori. Labour is assumed to be moving in the direction where it gets the highest remuneration, thereby responding to imbalances in the spatial distribution of the factors. Equilibrium is to be achieved through the migrant labour system whereby the rational calculus of the individual migrant is presumed.

The thesis in the above framework is that by redistributing human capital from places of low productivity to places of high productivity, migration represents a system of labour utilization and a means of fostering development, correcting rural-urban, inter-urban and inter-regional imbalances in factors returns (Spengler and Myers 1976). Furthermore, the microeconomic perspective sees the remittance of migrant labour as the instrument for restoring a balance of payments, and for stimulating savings and investment at the place of origin. As will be seen later in this chapter, this is the basic framework of analysis behind ECOWAS policies on population movement.

Some classical studies on migration in Africa have used as their point of departure variants of the microeconomic perspective (Mabogunje 1972). According to John Arthur, a number of reasons justify such approaches to labour migration in West Africa. These reasons include: (i) that the microeconomic models emphasize the importance of labour market and economic conditions in migration decision-making; (ii) that they examine the role of family structure, kinship, and community organizations in the migratory process; (iii) that they are capable of explaining the major forms of migration (circular, stepwise, and chain migrations) without the need to rely on any particular assumptions about human behaviour; and (iv) that they explain migration as part of the general theory of economic development based upon a sectoral approach, which recognizes the transfer of labour from one economic sector to another (Arthur

1991:67-68). The conclusion that the displacement of labour is for the re-establishment of an 'equilibrium' between the different factors however leaves some questions unanswered. Samir Amin thus observed:

Capital is much more mobile than labour. Why does capital not go where labour would be cheaper? [...] The 'function of production' of the conventional theory has three factors (capital, labour and nature) and not just two and it is not possible to resolve the question of geographic disequilibrium in the distribution of the two mobile factors (labour and capital) without taking into consideration the third (Amin 1974:85).

The following questions are also relevant: why the choice of export-oriented economy (especially in the case of West Africa)? Why is capital available for certain types of economic activity, localized in certain regions and not others? Why is it labour that moves into areas where capital has decided to install itself? Contrary to the assumption of the microeconomic analysts, the displacement of labour is deep rooted in the overall strategy of development (Singer 1975), which historically has never been the result of pure economy rationality. Amin has further proved that the modern migration process in West Africa is essentially a product of the integration of the sub-region into the world economy and the pattern of accumulation and reproduction this entails.²

Economists like Michael Todaro or Elliott Berg have developed various models that focus on the individual who migrates for better income. Such models leave out the fundamental issues of *who* in the society of origin migrates, and why. The who and why questions can only be answered in relation to changes in the socio-economic organization, and this in turn calls for an understanding of the relationship between men organized in a structured society and involved in a struggle with nature (Amin 1974:91). Therefore, the motivations for migration must be analysed in relation to social transformation both at the source and at destination. It is in this way that the role and importance of the integration within the world economy system is revealed.

The Historical-structuralist Perspective

The historical-structuralist perspective is a response to the limitations of microeconomic analysis. It does not regard migration as a discrete dimension of social reality that could be subjected to separate investigation. Rather, it assumes that the study of population movement requires a historical analysis of the broader structural transformation underway in a particular social formation (Wood 1982:302). The central argument is that population movement, as a phenomenon, cannot be discussed in isolation from the socio-economic and political changes of which it is a part:

The causes of migration cannot be separated from their consequences, for migration is not just the consequence of unequal development due to 'natural'

causes (the natural potentialities of different regions). Migration is also an element of unequal development, reproducing the same conditions and contributing in this manner to their aggravation (Amin 1974:93).

Structuralists explain population movements in the context of the pressures and counter-pressures, both internal and external, on the national economy that lead to changes in the organization of production. Labour migration, they argue, is mainly a macrosocial rather than an individual process, because structural factors influence labour mobility through their impact on the degree and the spatial distribution of the demand for labour, labour recruitment and remuneration. The historical-structuralist perspective thus stresses the following: the emergence and expansion of the capitalist mode of production; the style of development that is pursued; a country's role in the international division of labour; the unequal development within and between countries; and the articulation of capitalist and non-capitalist formations as it affects the distribution of the maintenance and reproduction costs of labour (Wood 1982:303).

Microeconomic analysts, for their part, accuse the historical-structuralist school of paying scanty attention to socio-cultural factors that motivate individual actors (ibid.:307). The existence of an 'ethnic pull', whereby labour migrants tend to migrate to areas with high concentration of members of their ethnic origin is worth noting. However, this consideration has tended to elevate the cultural component into omnibus explanation.

The emphasis, then, is on cultural determinants, and social relations become restricted to small group settings, such as family, kinship, and household relationships, with little or no effort made to encompass the broader social structure. Yet, the mobilization and coming together of these groups constitute, in the main, strategies that are defined in relation to the economic and political problems of modern society. More often than not, they are invoked according to circumstance and demand of the strategies in question (Amin 1974:116). Therefore, to regard such relationships (family, kinship, household etc.) as the causes of labour migration is a major contradiction in theoretical terms.

Continuity and Change in the Geography of Labour

This section confirms that changes in the general conditions for political and economic development in West Africa have implications for population shifts. Both the causes of labour migration and their far-reaching consequences have become increasingly differentiated over time. We distinguish below between the age-long mobility of specific professional groups, the migrations associated with colonial forced labour, and the geography of economic development in contemporary times, particularly the vicissitudes of the oil economy in Nigeria.

Occupational Migrations and Mobility

Across West Africa are many communities of traders and occupational groups of the same ethnic and cultural origin. Hausa, Dyula, Mandika, Ewe, Wolof, Mende and Yoruba traders, for instance, have a long experience of long-distance business relations. In Abidjan, Côte d'Ivoire, or in Accra and Tamale, both in Ghana, Yoruba migrants use their position in the retail and wholesale trade to provide firms like the Lever Brothers of Nigeria access to sub-regional markets. Some Yoruba women from Nigeria are prominent in this business area where success depends on social networks based on socio-cultural support systems.

Since the end of the Nigerian Civil War, Igbo networks have also joined in establishing trading posts along the West African coast, notably in Yamoussoukro and Abidjan which serve as western termini, while Cotonou in Benin and Lagos in Nigeria serve as mid-stations in a re-exportation business that has its unofficial 'headquarters' in Aba. This city in Eastern Nigeria serves as the point of distribution for many products for re-exportation that are in transit from other West African states, notably Benin.

Other occupational groups in the sub-region include fishermen communities such as the Bozo of Mali, the Fante of Ghana, the Ogu of Benin Coastal, the Itshekiri in the Niger Delta or the Efik and Ibibio. It is not likely that their activities in West African waters respect the state-centric notion of 'international' boundaries. The same can be said of Fulani cattle-herders, whose occupational engagements involve cross-border movements through Niger, Nigeria and Northern Cameroon.

Many patterns of population distribution and composition in present day West Africa attest to the historical importance of population movements. Prior to the modern state system, neighbours who shared cultural and religious values moved among themselves and across community boundaries with little or no restriction. Religious activities and the transfer of goods — slaves, gold, salt — were the motor of their activities. The trans-Saharan trade linked the Mediterranean Sea to West African cities such as Timbuktu, Jenne, Kano, Kintampo, Kumasi.

Most of these cities were located at the junction of ecological areas: desert, savannah and forest. Until now, the crossing of ecological areas remains a factor in determining the direction of labour migration within the sub-region. A structural movement from the Sahel in the north to the humid areas in the south can be observed. Migratory movements in contemporary times have in many respects followed these age-old patterns of mobility.

Forced Labour Leading to Structural Imbalance

The new political and economic order that European colonization introduced in the nineteenth century created the conditions for massive population movements in West Africa. The British, French and Portuguese colonialists needed soldiers

for their armies and manpower for their plantations. Where labour was needed but not locally available, they brought it in from distant areas. This was often done by force and with the connivance and assistance of local chiefs (Zachariah and Condé 1981:31). The largest migrations ever recorded in West Africa were in the early colonial period. At this stage, migration was not of people, but of labour (Amin 1974:66). The balance between richer and poorer areas was structurally altered in this process.

The early developments of a cash economy were based on forced labour, conscription and taxation. These were enforced with particular brutality in areas of labour surplus, which became source regions of out-migration to the colonial cities, mining areas or regions of cash crop agriculture where labour supply was deficient. In French West Africa, savannah areas such as Upper Volta provided migrant labour to the coastal towns and farms of Senegal and Côte d'Ivoire. Similarly, Northern Nigeria exported labour to Western Nigeria and the Gold Coast.

The colonial economic system resulted in the development of new administrative and economic centres, especially in the coastal areas. Colonization favoured the urban areas with the development of infrastructures that were meant to sustain an export-based economy. Railways were built to link Upper Volta to Côte d'Ivoire, French Sudan to Senegal, northern cities in Nigeria to Lagos and Port Harcourt. This precipitated the influx of migrants who came in search of 'European jobs' in the railway and port constructions as well as in the gold mines (Chukwurah 1984:489).

Unequal distribution of economic and industrial programmes led to the displacement of millions of people. Population movements usually took the form of internal migrations, which were facilitated by a common language administration and policy within each territory. Those long distance movements within such areas as French West Africa were considered inter-territorial movements that were not international in the strict sense, and not distinct from internal migration.

Aside from the above, migrations between different colonial blocs were spurred on by a series of inter-colonial agreements meant to balance supply of and demand for labour. The climax of these inter-colonial movements was in the 1940s and 1950s, with heavy flows of labour migration from French West Africa to the Gold Coast and from Eastern Nigeria to the Spanish Island Colony of Fernando Po.

There were also protest migrations during the colonial period. Politically discontented West Africans resorted to emigration, as protest against requisition and taxation (Asiwaju 1984:31-35). Those who were colonized by the French tended to escape from the French *travail forcé* (forced labour) and sought better

conditions in British colonies. Writing on the Niger-Nigeria boundary, David Collins notes that:

The masses [...] in their response to the relatively harsher policies of the French, often migrated in their thousands into the adjacent areas on the British side of the border, causing a higher population density there at the expense of the French side of the border. Such cross-border exodus spanned the whole of the colonial period up to the post-World War II reforms in French West African administration (Collins 1985:198).

While the flows of international labour migration have been much reduced in recent years, the spatial patterns that originated during the colonial period have continued to date with their attendant problems. Notably, the displacement of labour continues to be determined by the differences between countries of unequal economic weight, and by the rapidly varying success of their development strategies.

The Changing Geography of Prosperity

Ghana in 1957 was the first colonized African country to gain its independence. The former Gold Coast inherited the export-based economy, and for as long as it remained the world's leading producer of cocoa, the producing areas of Ashanti and Brong-Ahafo received migrant labour from Nigeria, Sierra Leone, Togo, Benin and Upper Volta. These countries were sources of cheap labour for Ghana's growing industrial, construction, and agricultural sectors. Immigrant labour was thus received for the Akosombo Dam project, especially from displaced populations which settled in the Volta basin area to take advantage of the employment opportunities offered by the aluminium processing plants. In the same way, the mining deposits at Obuasi and Konongo drew a migrant labour population from Liberia, Nigeria and Mali. This flow of immigrants was interrupted in the late 1960s, when the crisis in the economy of Ghana led to anti-immigration measures, culminating in massive expulsions after the Alien Compliance Order of November 1969.

The plantations in Côte d'Ivoire and Senegal had also experienced labour immigration from Mali, Burkina Faso, Niger and Guinea in the 1960s. But by the mid-1970s, most of Africa had started sinking into the growing crisis of global capitalism, and its export-oriented economies directly experienced the volatility of commodity markets. Clandestine, illegal or undocumented migrations have since become rampant, and it has also assumed much significance on the policy agenda of most state authorities, as they acquired a new perception on the phenomenon.

It is during this period, however, that the exploitation of rich oil and natural gas resources began in Nigeria, and Nigeria took over from Ghana as a major destination of West African labour migrants. Ghana was deep in economic crisis

and migrants were easily attracted from Ghana to Nigeria for work in the oil fields and the construction industry. Many construction works in Nigeria took off around this time, notably the Kainji Dam and the new capital city of Abuja, which stimulated the West African flow of migrant labour. In addition to the primary sector industries, the economic recession in Ghana also facilitated the brain drain of Ghanaian teachers who became registered aliens in Nigeria under the auspices of the Federal Ministry of Education.

The presence of migrant labour in the formal sectors of the economy of receiving countries in West Africa has necessarily fluctuated with the intensity of economic crises since the 1980s. Meanwhile, informal transborder trade and regional business transactions and networks have flourished, most especially as aspects of border economy that have become consolidated as variants of 'free trade areas'.³ Examples of such areas with links with Nigerian towns and cities include the Badagry-Porto Novo, Imeko-Ilara-Ketu and Chikanda-Tchicandou axes across Nigeria-Benin border, linking large market centres such as Lagos, Abeokuta and Ilorin on the Nigerian side, with Cotonou, Bohicon-Abomey and Parakou on the Beninese side. There are also the Katsina-Maradi and Illela-Birni Konni sector across Nigeria-Niger border and the Kamba (Nigeria)-Gaya (Niger)-Malanville (Benin) triangle around the tripartite point on the Niger River.

A.I. Asiwaju (1992) considers some of the currently vigorous networks of informal economic activities to be 'survival elements' of pre-colonial regional trade. This is illustrated, for instance, by the east-west trade route linking Benin City, capital of present Edo State of Nigeria, with Kumasi in present-day Ghana via Ketu in present-day Benin (*ibid.*). Another well-documented example is the city of Kano in northern Nigeria, an important centre for cross-border trade and the parallel currency market, which is still providing the link with northern West Africa, notably Niger, Chad and Benin.⁴

Nigeria's Oil Boom and its Aftermath

As already mentioned, Nigeria became a major receptionist of West African migrant labour in the early seventies. The buoyancy of its economy made the country attractive:

The Nigerian economy achieved a high rate of growth up to the end of the 1970s. During the period 1965-80, GDP grew at an average of 8 percent a year [...]. Whereas the extractive sector (primarily petroleum) accounted for 1.2 percent of total GDP in 1959, by 1971 its share had risen to 15.1 percent [...]. Oil revenue rose from 172 million naira in 1969 to N507 million in 1970, an increase of 194 percent in just one year, and since the 1970s has accounted for between 80 and 98 percent of total government revenue (Fashoyin 1990:650).

Nigeria was then recovering from the Biafra War (1967-1970). The government had decided on a policy of good neighbourliness in West Africa, in order to ward off any form of third level threat. The drought that affected the Sahel throughout the 1970s contributed to a steady flow of immigrants from Mali, Upper Volta and above all Niger. Oil prices were high. Migrant labour was needed, and it was welcome.

This period would last until the early 1980s, when the collapse of the oil market, in a context of worldwide surplus, triggered off a lasting crisis. The 'very high and ever growing import-dependence of local industry' was a hallmark of Nigeria's industrial and import-substitution strategies (Olukoshi 1995:163). Following the 1973 war in the Middle East, a decade of high oil prices had helped 'both to conceal and to fuel' this import-dependence and other contradictions in the pattern of accumulation, including the 'virtual non-existence' of the intermediate goods sectors and the channelling of 'massive amounts of money [...] into 'modern' agricultural production to the neglect of the small-holder farmer' (ibid.:161-63).

As foreign debt increased and the fiscal crisis deepened, the successive governments of Shehu Shagari (1979-1983), General Buhari (1983-1985) and General Babangida (1985-1992) sought various means to avoid devaluation of the naira, which the International Monetary Fund recommended insistently. The Economic Stabilization Act of 1982, the use of Special Drawing Rights from Nigeria's reserve with the IMF, the introduction of import restrictions, monetary controls and border closures, or, in 1985, the declaration of a state of national economic emergency, only deferred the adoption of a Structural Adjustment Programme. Companies were facing poor business results, and they too resorted to various types of 'solutions', including salary cuts, 'flexibility' in manpower utilisation, shorter leaves, shorter working hours, reduction in employee compensation, and delayed renewal of collective agreements (Fashoyin 1990:656). All this failed to prevent the introduction of a comprehensive SAP in 1986, with immediate currency devaluation.

The mass-expulsion of 1983 was just one of the early measures that were supposed to help economic recovery. The Shagari government officially targeted 'illegal aliens', meaning immigrants who had overstayed the permissible period of ninety days and in the majority of cases had taken up employment without the necessary papers (Aluko 1985; Fashoyin 1985). Most of them were unskilled labourers.⁵ Some trade unions, complaining of cheap labour, welcomed the expulsion order. The National Union of Construction and Civil Engineers Workers (NUCCEW), for instance, was in the lead in rationalizing the action, adducing economic and security reasons (Gowon 1984:545).

The expulsion was internationally condemned, especially in West Africa where public opinion accused Nigeria of not being her 'brother's keeper'. In a face-

saving action, the Nigerian government made a donation of N600,000 to ECOWAS member states affected by the expulsion. The grant was to assist them in resettling the expelled people. Ghana rejected this grant, and the Lagos magazine *Newswatch* reported that most of the expelled Ghanaians wished that millions of Nigeria immigrants spread all over West Africa be so expelled (*Newswatch*, 27 May 1985, p. 16). A commentator from Nigeria, writing in *West Africa*, sarcastically criticized the expulsion order:

At last those illegal aliens are gone. Unemployment has become a thing of the past. Millionaires can now go to bed with their golden doors thrown wide open without the fear of a Ghanaian gun or a Chadian arrow; prostitutes are now gone and our country can bounce back to moral health. What's more since the invaders left, NEPA [National Electric Power Authority] hasn't suffered a single bout of epilepsy; uninterrupted water supply has greeted every home; no more gubernatorial acrimonies, no more inferno in public buildings; above all, Africa still remains the centre-piece of our foreign policy (*West Africa*, 7 March 1983, p.591).

The expulsion order made no noticeable impact on crime and disorder.⁶ It did not stop nor diminish the unemployment crisis either. But resentment against foreigners remained. Considering the effect of smuggling on the economic crisis, the government closed Nigeria's borders in April 1984:

Some commentators claimed that up to 40 percent of cargo handled in Cotonou and Lome ports and a significant part of what passed through Douala in the Cameroon, were ultimately destined for Nigerian markets. The resentment was so great that it was not unusual to find claims that smuggling was the major contributory in the financial crisis that has affected the country from 1982 [...]. Nigerians were [also] complaining that they were paying the foreign exchange costs of a large number of goods consumed in the neighbouring countries without getting any foreign exchange back (*West Africa*, 3 September 1984, p. 1770).

The Nigerian government continued to carry out periodic expulsions, although with less publicity and much caution towards ECOWAS immigrants. Commenting on a new wave of expulsions in 1985, *Newswatch* magazine questioned the very capacity of the state to effectively control immigration. Wondering 'if the expulsion achieved any of its intended effects', the magazine commented:

No matter whether the borders are open or not, illegal immigrants would still come in droves, because the conditions which propel them towards the black world's biggest nation are still there. And there is no hope of effective policing of the vast borders (*Newswatch*, 27 May 1985, p. 16).

The analysis in *Newswatch* could not be faulted considering the effect of the 1983 expulsion exercise. Immigrants that were legally resident in Nigeria continued,

after the expulsion, to be far less than the 'illegal aliens', of which a substantial fraction were from the West African sub-region.

Two questions arise from the above. First, to what extent are Nigeria's perceptions of immigration and practices of immigration control consistent with her policy of good neighbourliness? Second, how can a regional 'giant' like Nigeria be or feel threatened by her neighbours? With an estimated 130 million inhabitants, when no other country in West Africa has a population above 25 million, Nigeria accounts for more than half of the total population of ECOWAS. Her size, natural resources, and maritime coastline have made the influence of Nigeria on her neighbours a favourite topic of West African international studies. No other country in the sub-region, and very few in Africa as a whole, can compare with Nigeria in terms of military capabilities. So, what does threaten Nigeria? Answers to these questions must of necessity be considered in relation to the host country's conception of national security.

Concerns for National Security in Nigeria

Threat can be referred to as 'a feeling, whether real or imagined, by one country that another country, person or group of persons, has hostile intentions against it' (Imobighe 1979:634). The definition of what constitute threats to a country thus derives, at least to some extent, from both 'public opinion' and the psychological environment of the decision-making process, i.e. the own perception of the decision-makers.

Perceptions of Immigration and Insecurity

The insecurity of lives and property in Nigeria has gained much ground since the 1980s and it continues to deepen. Courtesy of media reports, all sorts of crimes are revealed even to a day visitor. Many people outside Nigeria would be astonished, however, at reading local reports that tend to blame this situation on immigrants from neighbouring countries. Such reports are indeed surprising if one considers the bad reputation of Nigerians themselves outside their borders. A long list of stereotypes, including fraudulent business transactions (otherwise known as 419), immigration frauds, and drug trafficking, is attached to Nigerians in a number of African countries and around the world. Many Nigerians rightly complain that such stereotypes are unjust and unacceptable. The notion that foreigners are responsible for Nigeria's high levels of crime and violence is just as stereotypical. Yet, without any recourse to crime statistics, some political leaders, law enforcement officials, and local media, especially government-owned media houses, have found easy scapegoats in West African migrants.

The three main areas in which West African migrants allegedly threaten the security of Nigeria are economic 'disorder', criminal violence, and religious sectarianism:

- Economic ‘disorder’, in the Nigerian context, revolves around everything that aggravates the unemployment crisis in the formal sectors of the economy. There is no doubt that the networks of parallel trade along Nigeria’s porous borders, the non-payment of taxes and tariffs, and illegal foreign exchange transactions, contribute to this crisis. Additionally, the illegal mining of solid materials has gained much ground in parts of Central Nigeria, notably Plateau, Nassarawa and Taraba States. Nationals of Guinea, Niger, Mali and Senegal were found to be involved in this latter activity. Foreigners are also reportedly involved in illegal mining in Oyo and Osun States in Western Nigeria.
- Violent crimes such as armed robbery, car theft and smuggling in northeastern border regions are allegedly linked with the presence of immigrants from neighbouring countries, especially Niger and Chad around the fringes of Lake Chad Basin and in cities like Jalingo, Jimeta-Yola, Gashua, Dikwa, Mubi, Gembu, Damaturu, Maiduguri etc. Local media are full of reports where assailants are said to speak languages unknown in Nigeria.
- The Kano, Maiduguri and Kaduna religious disturbances in the 1980s are usually cited as instances of lawless activities by immigrants. The leader of the Islamic movement that started the Kano disturbances in December 1980 was an illegal immigrant named Muhammadu Marwa (alias Maitatsine) from Cameroon. His followers rejected the authority of the state and demanded absolute obedience to Marwa. Thousands of death resulted, including that of Marwa. Over 1,000 persons were arrested, among which 224 foreigners. Amidst the break of ethno-religious crises in parts of Northern Nigeria in October 2001, officials of the Immigration Department again arrested some foreigners in Benue State capital with fake immigration documents. They were suspected of planning a religious crisis.

These many instances of ‘disorder’ reportedly caused by migrants from neighbouring West African countries warrant noting. Their enumeration is not sufficient, however, to justify generalizations. One does not know the proportion of foreigners who are actually engaged in reprehensible activities. Consequently, one does not know either how it would compare with the proportion of Nigerians engaged in similar activities. Only a systematic data gathering effort could allow the generation of credible statistics. To our knowledge, no such figures exist in Nigeria. In their absence, the overall stigmatisation of ‘illegal aliens’ is bound to rely on xenophobic stereotypes, which are, in essence, sponsored by segments of the press and state officials.

The researcher’s observations in six communities of northeastern Nigeria challenge some of these stereotypes. The six communities are Jimeta-Yola (Adamawa State), Toro (Bauchi), Gombe (Gombe), Jalingo (Taraba), and Damaturu (Yobe). About 500 persons were interviewed between January and

July 2001, including 278 Nigerians, 97 Cameroonians, 69 Chadians, 48 Nigeriens and 6 others not listed. The majority of interviewed Nigerians disagreed that immigrants represent a 'stumbling block to the realization of the lofty ideas of Nigeria's moral standards'. Such stereotype dated back to the presidency of Shehu Shagari, when all the evils were attributed to 'illegal aliens'. Although some of those interviewed felt that 'strangers' may have affected social values in their communities, the claim that migrants are responsible for moral decadence remained vague and could not be supported on the basis of facts.

On the claim that most migrant workers do not have the necessary immigration documents, a significant number of the people interviewed admitted that they did not have such papers. They explained that they were 'helped' by border post officers. Generally, these undocumented migrants did not see a reason why they should be subjected to official bureaucracy on their journey to Nigeria where some of their kith and kin live.

Only very few of the interviewed Nigerians — usually those residing in urban centres — felt that the presence of immigrants from neighbouring countries had aggravated the problem of unemployment. They claimed that the migrants, who are usually ready to settle for less adequate conditions of service, are competing with Nigerian citizens to secure jobs. However, the ECOWAS Treaty recognizes citizens of ECOWAS countries as Community citizens with certain rights and privileges, including the right of entry, residence and establishment. Thus, the competition for jobs in any ECOWAS country by Community citizens cannot be considered as a security threat in Nigeria.

Additionally, the inadequacy of Nigeria's law enforcement capabilities cannot be overlooked. Shortly before the Kano disturbances of 1980, Sam Oyovbaire observed that religious sectarianism had at different times challenged the secular nature of Nigeria,

to the point of dramatizing the fluidity of the country's colonial boundaries, the movement of [...] dangerous weaponry across the borders, the emptiness of our intelligence gathering and security networks, the ease with which external forces of destabilisation can penetrate and exploit our social and political structures and the poverty of Nigeria's civil defence system (Oyovbaire 1980:16-17).

Most of the above still remains valid in the mid 2000s. It is therefore likely that immigrants will continue playing a role in Nigeria's share of religious revivalism, for instance.

Looking for a Security Policy

Nigeria long lacked a blueprint on national security. In 1975-76 — that is, in times of economic boom — the Adedeji Panel, which reviewed foreign policy since independence did identify a series of values not relevant to security as

such, but to national interest. These values were: (i) the defence of the sovereignty, independence, and territorial integrity of Nigeria; (ii) the creation of the necessary conditions in Africa and the rest of the world which would facilitate the defence of Nigeria's sovereignty, independence, and territorial integrity; (iii) the creation of the necessary conditions in Africa and the rest of the world which would foster Nigeria's national self-reliance and economic development; (iv) the achievement of collective self-reliance in Africa and the rest of the world; (v) the promotion and defence of social justice and respect for human dignity.

When the economy of Nigeria started to decline in real terms in the 1980s and undocumented migrants became perceived as a problem, the government evolved a new perception of immigration and cross-border dynamics (Nwokedi 1985; Ukpabi 1987; Osieke et al. 1989). Just as interests and values overlap or conflict in international relations, the introduction of anti-immigration measures on various economic, health, security and political reasons, resulted in tensions with the neighbours at the expense of previous achievements in the fields of trade and security cooperation.

Since the inauguration of Olusegun Obasanjo's presidency in May 1999, the discourse on national security has again become more comprehensive. The Obasanjo administration, holding a Retreat on National Security in August 2001, came up with what it called a 'Grand Strategy for National Security'. On that occasion, President Obasanjo announced that:

the concept of National Security which will apply during [his] presidency shall be the aggregation of the security interests of the individuals, political entities, human associations and ethnic groups, which make up the nation [...]. The security interest includes safety of life and property, economic, physiological and mental well-being and the freedom to pursue the attainment of legitimate objectives without hindrance. [The primary objective of national security is] to strengthen the Federal Republic of Nigeria, to advance her interests and objectives, to contain instability, control crime, eliminate corruption, enhance genuine development, progress and growth, improve the welfare and well-being and quality of life of every citizen (Obasanjo 2001).

Interestingly, national security is here conceptualised within a framework where the question of migrants being essentially the trouble-makers has no place. The Obasanjo's Grand Strategy went further to elaborate on some core elements of national security, including foreign policy, defence, and economy. Referring to 'neighbouring West Africa', President Obasanjo thus added:

The magnitude of attention paid to national security may invariably be graduated in concentric circles of proximity, shared interest, and like-mindedness. I believe strongly in economic integration of the ECOWAS sub-region. This is why we are pursuing the Fast Track Integration of the Community with other members (*ibid.*).

The importance accorded to sub-regional integration in the Grand Strategy for National Security has historical antecedent in Nigeria's efforts at floating the ECOWAS in the 1970s. The ECOMOG (ECOWAS Monitoring Group) interventions in Liberia, Sierra Leone and Guinea-Bissau in the 1990s are not addressed in this chapter but they also illustrate the will to link the national security of Nigeria with sub-regional security. Actually, there should not be any contradiction between the vision of human security and national or sub-regional security, in so far as the plight of any West African citizen represents a virtual threat to the global security of ECOWAS and the national security of its member states.

ECOWAS on Population Movement

Nigeria is a founding member of the Economic Community of West African States (ECOWAS), an inter-governmental organisation meant to promote balanced development through market integration. Towards this aim, ECOWAS decided to remove all obstacles to the free movement of persons, services and capital. To what extent has this decision been respected? How consistent are ECOWAS rules and policies with the existing patterns of labour migration in West Africa?

A Microeconomic Vision

ECOWAS was established in 1975 to promote cooperation and development in all fields of economic activity likely to raise the standard of living of West African peoples. The original Treaty establishing the ECOWAS was signed at Lagos in May 1975, and later revised at Cotonou in July 1993. Both the original and revised versions of the treaty recognize the need to maintain and encourage intra-regional migration as a way of rationalizing and optimizing resources used at the regional level, toward the liberalization of trade and improved competition. The central assumption of this microeconomic orientation can be summarized with the words of the then Nigerian president Yakubu Gowon:

Even more than the promotion of trade, the mobility of labour [...] was central to ECOWAS and exemplified what the community was about. The free movement of persons within the region was both a repudiation of colonial frontiers in so far as they impeded the economic development of the new States, and an affirmation of the spirit of cooperation and mutual assistance (Gowon 1984:536).

General Gowon, whose government took an active role in the floating of the ECOWAS, explained the rationale for West African integration in his Ph.D. thesis:

It was our intention in creating ECOWAS that free movement of labour, like trade liberalisation, would proceed gradually being accompanied by other measures to secure promotion of trade, the replacement of competitive by

complementary economies, an increase in industrial specialisation and agricultural differentiation, and a programme of industrial location specially designed to prevent excessive movement across frontiers. Our first concern was to give security to those already living and working abroad in the interests of stabilising production and increasing economic growth. The relaxation of control could also channel skills and labour to countries where they were in short supply and provide at least temporary relief for those states without adequate employment opportunities (ibid.:537).

The treaty establishing the ECOWAS in 1975 conferred the status of 'Community citizen' on the nationals of member states and it accordingly provided that obstacles to their free movement should, 'by stages', be abolished. Article 3.2.d.iii. of the revised treaty reaffirmed that:

The Community shall, by stages, ensure [...] the removal, between Member States, of obstacles to the free movement of persons, goods, services and capital, and to the right of residence and establishment.

However, removing the obstacles to labour migration has proved uneasy (Chukwurah 1983). Questions arising from the notion of 'removal' led to the signing of a protocol in 1979 and no less than three additional protocols in 1985, 1986 and 1990. The main idea in the ECOWAS Protocol relating to Free Movement of Persons, Residence and Establishment was that, at the end of a maximum transitional period of fifteen years, any ECOWAS citizen would be free to enter, reside and establish in the territory of any member state. The transitional period was trilaterally phased:

Phase 1 — Right of entry and abolition of visa (1980-85)

Phase 2 — Right of residence (1985-90)

Phase 3 — Right of establishment (1990-95).

The transition from one phase to the next, according to Article 2 of the Protocol, had to be 'based upon the experience gained from the implementation of the first phase'. Ratification and to a larger extent implementation were to be a difficult and protracted exercise.

'ECOWAS Not Here!'

The delays in ratifying the Protocol were certainly due to 'the concern with security and possible problems [...] rather than the administrative difficulties' cited by many states (Gowon 1984:542). Aboubakar Diaby Ouattara, the first Executive Secretary of ECOWAS had cause to complain of the 'unsatisfactory manner in which the Protocol is being implemented' (ECOWAS 1981:21). Dr Ouattara noted that 'the Protocol itself is not a problem. The question is how it is being implemented' (*West Africa*, 1 June 1981, p. 1209). He further explained:

We made sure that there were specific directives for member countries to follow, so that the Protocol, which is the first important measure to affect ECOWAS citizens, should not produce unexpected problems. But time is needed. We anticipated that there would be some free [undocumented] movement of people, but that is not the fault of the Protocol. The member countries have to find their feet in this new situation. It is the first real decision they have had to implement. It is the first that affects the ordinary citizen. There will be many more (Ibid.).

Implementation was evidently a serious problem. For example, whereas the Nigerian government welcomed the Protocol as ‘a great step forward’ and ordered immediate implementation (Obasanjo 1979), there were complaints that visas were still required by immigration officials for entry into Nigeria. The following story captures the issue well :

A Sierra Leonean arriving at Murtala Muhammed Airport without a visa tried to persuade the immigration man that under ECOWAS rules visas were no longer needed. He received the uncompromising reply: ‘ECOWAS for your President and my President. ECOWAS not here!’ (*West Africa*, 1 June 1981, p. 1209).

The Protocol provides that all Community citizens, excluding those defined by law as undesirable aliens, may enter without a visa and reside in any member state for a maximum of ninety (90) days. The only requirement for ECOWAS citizens is a valid travel document and an international yellow fever vaccination certificate. While the visa and entry permit requirement has been abolished in all ECOWAS member states, it was observed that ‘nearly all the States still maintain numerous check-points [where] ECOWAS citizens are subject to administrative harassment and extortion’ (ECOWAS 2000:15). Table 1 below shows how checkpoints dot the major West African highways.

Table 1: Checkpoints along some West African highways

	Distance	Centre	Checkpoints per 100 km
Lagos-Abidjan	992 km	69	7
Cotonou-Niamey	1036 km	34	3
Lome-Ouagadougou	989 km	34	4
Accra-Ouagadougou	972 km	15	2
Abidjan-Ouagadougou	1122 km	37	3
Niamey-Ouagadougou	529 km	20	4

Source: ECOWAS Executive Secretariat, December 2000.

Beyond the abolition of visa and entry permit requirement for Community citizens, the ECOWAS took several other decisions to facilitate population movement. Considering their low level of implementation (see Table 2.), however, these decisions appear to only beg the questions rather than address them.

The establishment of an ECOWAS travel certificate was meant to simplify the formalities for cross-border movement. So far, the travel certificate has entered into circulation in only seven countries, meaning that the eight other member states of ECOWAS are still to introduce this document. According to the Executive Secretariat of ECOWAS, 'high printing costs are a prohibiting factor for some Member States', and financial assistance is being sought from a number of donors for such countries (ECOWAS 2000:18).

Part of ECOWAS migration rules is that Community citizens travelling with their national passport or an ECOWAS travel certificate may have these documents stamped without filling out any immigration or emigration form. Only in 'exceptional cases' (ibid.), should they fill out harmonised immigration and emigration forms. Such forms were printed and widely distributed, but no member state has introduced them into use. There is also the ECOWAS Brown Card Motor Vehicle Insurance Scheme, which was introduced as both an accompanying measure to the other provisions on free movement of peoples and goods, and a useful tool to address the issue of road safety. Twelve countries currently apply the scheme. The problem is that two motor vehicle insurance systems coexist in the sub-region, namely the ECOWAS Brown Card and the CIMA code in 'francophone' countries,⁷ and they are still to be harmonised. In this regard, one should mention that it is only in 2003 that Senegalese and Gambian insurance companies began talking about using the Brown Card scheme.

To monitor implementation of ECOWAS decisions and protocols on free movement of persons and vehicles, the Authority of Heads of State and Government adopted a decision requiring member states to establish national committees. Ten countries have set up their committees. However, 'given the numerous [remaining] obstacles to the free movement of persons and goods in Member States', the ECOWAS Secretariat opined in 2000 that 'the monitoring committees have failed in their set objectives' (ibid., p.21).

Table 2: Implementation of ECOWAS Decisions Relevant to Population Movement

	Abolition of visa and entry permit	ECOWAS travel certificate	Harmonised immigr./ emigr. forms	Motor vehicle insurance brown card	National committees
Benin	Yes	No	No	Yes	Yes
Burkina Faso	Yes	Yes	No	Yes	Yes
Cape Verde	Yes	No	No	N/A	No
Côte d'Ivoire	Yes	No	No	Yes	No
Gambia	Yes	Yes	No	No	No
Ghana	Yes	Yes	No	Yes	Yes
Guinea	Yes	Yes	No	Yes	Yes
Guinea-Bissau	Yes	No	No	Yes	No
Liberia	Yes	No	No	No	No
Mali	Yes	No	No	Yes	Yes
Niger	Yes	Yes	No	Yes	Yes
Nigeria	Yes	Yes	No	Yes	Yes
Senegal	Yes	No	No	Yes	Yes
Sierra Leone	Yes	Yes	No	Yes	Yes
Togo	Yes	No	No	Yes	Yes
Summary	Yes = 15 No = Nil	No = 7 Yes = 8	Yes = 0 No = 15	No = 12 Yes = 2	Yes = 10 No = 5

Source: ECOWAS Secretariat website, www.sec.ecowas.int, latest update October 2002.

Final Observations and Policy Recommendations

The migration of labour across West African borders will certainly continue for a long even amid the erection of restrictive state policies to curb it. One major feature of market globalization is skill exchange across the globe. It is unlikely that the majority of people in West Africa will be able to take advantage of the opportunities for skilled personnel to move relatively freely worldwide. This may be because of the cost of international travel, or even the ability to communicate with the other parts of the world. Of course there are other social and cultural factors to contend with. For indeed many reasons, the continuation of intra-regional migration is the likely option for the majority in West Africa who will not be lucky with globalization. This makes the need to review the policies and programmes on labour migration and population movements imperative.

Obstacles to labour migration are a key dimension of geography from above. The material well-being and economic security of West African labour migrants have not been effectively protected within the official framework of sub-regional integration programmes but through an endogenous migration culture. The responses of the latter to official neglect have often been criminalized and interpreted as causing 'disorder' in Nigeria and the sub-region.

In dealing with the question of labour migration in West Africa, a new conception is required — a conception that would bridge the human security of the migrants and the national security of receiving states. On the one hand, large numbers of migrant workers in a country place an inordinate burden on the state, adversely affecting its ability to promote human security for the people — whether national or migrants — and thus national security for the whole country. On the other hand, labour migrants do not really want to leave their countries of origin but feel compelled to because they find that the ‘push’ factors are so great that it leaves them with no option but to cross state borders.

The problems associated with international labour migration in West Africa are far too broad for a narrow strategy that cannot address the structural crisis of the sub-region, especially those conditions which propel labour to move from areas with low levels of socioeconomic development to areas with higher levels. Meanwhile, it is our observation that most of the time, domestic policies, national laws and political conditions run in conflict to the provisions of regional schemes like the ECOWAS. Reasons of ‘national security’ or protection for the domestic economy can indeed be advanced by any state, not only Nigeria, to restrict labour migration.

The competitive nature of the economies of the ECOWAS sub-region further compounds the problem. As Ralph Onwuka (1993:208) has rightly observed, ‘the conflict between national interests and community aspirations in the liberalization of movement of persons is generated by the competitive nature of the labour market’. Thus, while it is plausible to argue that most of the contemporary labour migration in West Africa remains outside the framework of the ECOWAS treaty and protocols, the continuous initiation and application of discriminating policies against non-citizens (including Community citizens) by the various ECOWAS countries, at best, ridicule the claims on the liberalization of population movement.

Research on the relationship between regional economic integration and intra-regional migration is still largely underdeveloped in Africa. But thoughts on the specific conditions of regional integration in West Africa in the 1970s viewed migration as a crucial aspect of the international division of labour. To the founders of ECOWAS, migration was the result of unfair distribution of income. Free movements of factors of production among integrating units were expected to optimize the utilization of resources, to accelerate economic growth and to foster development at the sub-regional level. The limitations of this microeconomic vision may explain, at least to some extent, why the actual implementation of the relevant ECOWAS provisions and protocols has dragged far behind the ideals.

In the microeconomic analysis, the ‘cost-benefit’ effects of migration are overemphasized, especially in the identification of the benefits expected to ac-

crue to both regions of emigration and immigration. Microeconomic analysts normally expect that the availability of cheap labour will lead to increased productivity in labour-importing countries, and that labour-exporting ones will benefit from sizeable remittance flows, increased domestic savings and/or investment, and lower unemployment. As was seen in this chapter, however, the absorptive capacity of export-oriented economies, their vulnerability in the face of trade-of-terms changes in a globalizing market, as well as changes in political situations, can seriously limit such expectations.

The ECOWAS treaty, migration rules and other related decisions leave out very fundamental issues that make the actualization of microeconomic prescriptions irrelevant to West Africa. Microeconomic analysts assume a state of 'perfection' of the labour market since the sellers of migrant labour are more than the buyers. But the latter have historically enjoyed state support — especially through contradictory immigration policies, which in every country tend to favour the national elites and employers who are the actual beneficiaries of the surplus value extracted from the labour migrants.

A rectification of the situation requires a broader understanding of the relationship between labour migration and regional integration in a less developed region. That this requirement should at the same time tame the rules of the market is no doubt an enormous task in West Africa, given the fact that recipient countries are those most permissive towards international capitalism, especially in the form of export-oriented economy whereby labour demands have to be initiated outside the ECOWAS sub-region.

The major migrant labour sending countries in West Africa are land-locked Sahelian countries with relatively low levels of economic and industrial production, higher levels of illiteracy and poor infrastructure. Worst still, their 'gift' of cheap labour has continued to ensure stagnation in their development, and their stagnation has in turn perpetuated the conditions for the reproduction of the pattern of unequal development in West Africa. In this way the inequality in the allocations of factors is produced and reproduced socially. Indeed, there is little or no hope for as long as the internal and external dynamics in West Africa are not disposed towards evolving appropriate means or mechanism for challenging and destroying the structure of dependency and underdevelopment in the sub-region.

Finally, we advocate an in-depth understanding of the effects of migration in terms of structural transformation. There is a need to examine the dynamics of dependence at both source-areas and destinations in West Africa to improve our theories, understanding, and integration policies. In other words, it is not enough to focus attention on regimes and institutional frameworks for migrant labour management and control without adequate consideration of other dimensions of the migratory phenomenon. Such dimensions include the specific

situations of migrant fishermen and pastoral workers, the difference and relationships between refugee flows and labour migration, the development and attitudes of public opinion, and the activities of corrupt security officials at the borders.

Notes

1. The Economic Community of West African States (ECOWAS) officially recognizes a common West African citizenship for nationals of its member states. ECOWAS regulations and programmes on population movement are discussed in the last section of this chapter.
2. Senegal, where the foreign capital imposed a particular type of agriculture against all economic rationality, is a case in point. The selection of the groundnut-based option made the redistribution of population inevitable. Nevertheless, what was irrational from the point of view of the country's real development was perfectly rational from the point of view of the world market system (Amin 1974:87).
3. The use of the expression 'free trade areas' to refer to West African border economy is credited to John Igue of Université Nationale du Bénin (Cotonou) and Johnny Egg of the Department of Rural Economics at the Institut National de la Recherche Agronomique (INRA, Montpellier, France).
4. Hashim and Meagher (1999:80-81) suggest 'a figure of about 110 billion FCFA in cross-border trade between northern Nigeria, Niger and Benin, and one could estimate as much as 150 billion FCFA, or US\$ 280 million, in 1995 for the whole of northern Nigeria's cross-border trading activities, including trade with Cameroon and Chad'.
5. An estimated 35,000 teachers, doctors, lawyers, accountants, engineers and other qualified personnel were actually exempted from expulsion (*West Africa*, 7 February 1983, p. 245).
6. According to available figures, reported crimes rose from 210,000 in 1981 to between 330,000 and 355,000 in 1985. See www.carnelian-international.com/nigeria/Trends_in_Crime.htm.
7. CIMA is the French acronym of the Inter-African Conference on Insurance Markets, which involves Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinea-Bissau, Mali, Niger, Senegal and Togo in West Africa, as well as Cameroon, Central African Republic, Chad, Comoros, Congo, Gabon and Equatorial Guinea.

Bibliography

- Adepoju, Aderanti, 2001, 'Fostering Free Movement of Persons in West Africa: Achievements, Pitfalls and Prospects for Intra-Regional Migration', www.iussp.org/Brazil2001/s20/S26_P03_Adepoju.pdf.
- Afolayan, Alice Adejumoke, 1988, 'Immigration and Expulsion of ECOWAS Aliens in Nigeria', *International Migration Review*, 22 (1), pp. 4-27.
- Aluko, Olajide, 1985, 'The Expulsion of Illegal Aliens from Nigeria: A Study in Nigeria's Decision-Making', *African Affairs*, 337, pp. 539-60.
- Amin, Samir, 1974, 'Modern Migrations in West Africa', pp. 65-124 in S. Amin (ed.), *Modern Migrations in West Africa*, London: Oxford University Press.
- Anarfi, John K., 1982, 'International Labour Migration in West Africa: A Case Study of the Ghanaian Migrants in Lagos, Nigeria', M.A. thesis, University of Ghana, Legon.
- Arthur, John A., 1991, 'International Labour Migration Patterns in West Africa', *African Studies Review*, 34 (3), pp. 65-87.
- Asiwaju, A.I., 1984, 'Socio-Economic Integration of West African Sub-Region in Historical Context: Focus on the European Colonial Period', pp 31-45 in A.B. Akinyemi, S.B. Falegan and I.A. Aluko (eds.), *Readings and Documents on ECOWAS*, Lagos: Macmillan and Nigerian Institute of International Affairs.
- Asiwaju, A.I., 1985, 'The Conceptual Framework', pp. 1-18 in A. I. Asiwaju (ed.), *Partitioned Africans. Ethnic Relations Across Africa's International Boundaries, 1884-1984*, Lagos: University of Lagos Press.
- Asiwaju, A.I., 1992, 'West African History: The Significance for the Consolidation of ECOWAS', paper presented at the national seminar on Research Priorities and Integration in ECOWAS, Nigerian Institute of International Affairs, Lagos, 27-28 February.
- Ben Arrous, Michel, 1996, *Beyond Territoriality: A Geography of Africa From Below*, Dakar: CODESRIA Working Paper Series (4/96).
- Berg, Elliot J., 1965, 'Economics of the Migrant Labour System', pp. 160-81 in H. Kuper (ed.), *Urbanization and Migration in West Africa*, Berkeley: University of California Press.
- Boafo-Arthur, Kwame, 2002, 'NEPAD and Human Security: Questioning the Ideological Basis of a Development Strategy', paper presented at the roundtable on Strengthening Regional Capacity for Conflict Resolution in West Africa: A Response to NEPAD, African Security Dialogue and Research, Accra, 23-25 October.
- Chukwurah, Oye A., 1984, 'ECOWAS: Obstacles to Labour Migration and Residence', pp. 483-503 in A.B. Akinyemi, S.B. Falegan and I. Aluko (eds.), *Readings and Documents on ECOWAS*, Lagos: Macmillan and Nigerian Institute of International Affairs.
- Collins, David, 1985, 'Partitioned Culture Areas and Smuggling: The Hausa and the groundnut trade across the Nigeria-Niger border from the mid-1930s to the mid-

- 1970s', pp. 195-221 in A. I. Asiwaju (ed.), *Partitioned Africans. Ethnic Relations Across Africa's International Boundaries, 1884-1984*, Lagos: University of Lagos Press.
- Dalby, Simon, 1992, 'Security, Modernity, Ecology: The Dilemmas of Post-Cold War Security Discourse', *Alternative*, 17, pp. 95-134.
- De Jong, Gordon F. and Gardner, Robert W., eds, 1981, *Migration Decision Making: Multi-disciplinary Approaches to Microlevel Studies in Developed and Developing Countries*, New York: Pergamon.
- ECOWAS, 1975, 'Treaty of ECOWAS', Lagos, 28 May.
- ECOWAS, 1979, 'Protocol Relating to Free Movement of Persons, Residence and Establishment', Dakar, 29 May, A/P.1/5/79.
- ECOWAS, 1981, *Annual Report of the Executive Secretary of the ECOWAS, 1980-1981*, Lagos: ECOWAS Secretariat.
- ECOWAS, 1985, 'Supplementary Protocol on the Code of Conduct for the Implementation on the Protocol on Free Movement of Persons, the Right of Residence and Establishment', Lome, 6 July, A/SP.1/7/85.
- ECOWAS, 1986, 'Supplementary Protocol on the Second Phase (Right of Residence) of the Protocol on Free Movement of Persons, the Right of Residence and Establishment', Abuja, 1 July, A/SP/.1/7/86.
- ECOWAS, 1990, 'Supplementary Protocol on the Implementation of the Third Phase (Right of Establishment) of the Protocol on Free Movement of Persons, the Right of Residence and Establishment', Banjul, 30 May, A/SP.2/5/90.
- ECOWAS, 1993, 'Treaty of ECOWAS' [revised], Cotonou, 24 July, www.sec.ecowas.int/sitecedea0/english/stat-1.htm
- ECOWAS, 2000, *Silver Jubilee Anniversary (1975-2000). Achievements and Prospects*, Abuja: ECOWAS Secretariat.
- Fashoyin, Tayo, 1985, *Public Policy and Labour Markets in the ECOWAS: A Case Study of the Alien Expulsion Order by Nigeria, 1983*, University of Lagos, Faculty of Business Administration Working Paper.
- Fashoyin, Tayo, 1990, 'Economic Recession and Employment Security in Nigeria in the 1980s', *International Labour Review*, 130 (4), pp. 649-63.
- Gowon, Yakubu, 1984, 'The Economic Community of West African States: A Study in Political and Economic Integration', Ph.D. thesis, University of Warwick.
- Hashim, Yahaya and Meagher, Kate, 1999, *Cross-Border Trade and the Parallel Currency Market — Trade and Finance in the Context of Structural Adjustment: A Case Study from Kano*, Nigeria, Uppsala: Nordiska Afrikainstitutet.
- Imobighe, Thomas A., 1981, 'The Security Aspects of Nigeria's Relations with her Northern Neighbours', paper presented at the seminar on Nigeria and Her Neighbours, Staff College, Jaji, 7-11 July.

- Mabogunje, Akin L., 1972, *Regional Mobility and Resource Development in West Africa*, Montreal: McGill University Press.
- Nwokedi, Emeka, 1985, 'Sub-Regional Security and Nigerian Foreign Policy', *African Affairs*, 335, pp. 195-209.
- Obasanjo, Olusegun, 1979, 'Address to the Opening Session of the Authority of Heads of State and Government of the ECOWAS', Dakar, 28 May.
- Obasanjo, Olusegun, 2001, *Grand Strategy for National Security*, Abuja.
- Olukoshi, Adebayo, 1995, 'The Politics of Structural Adjustment in Nigeria', pp. 157-185 in T. Mkandawire and A. Olukoshi (eds.), *The Politics of Structural Adjustment in Africa*, Dakar: CODESRIA.
- Onwuka, Ralph I., 1993, 'Free Movement of Persons, Goods and Services and the Right of Establishment', pp. 188-211 in M.A. Ajomo and O. Adewale (eds.), *African Economic Community Treaty: Issues, Problems and Prospects*, Lagos: Nigerian Institute of Advanced Legal Studies.
- Osieke, E.F., Igweike, K.I. and Adetula, V.A., 1989, 'Aliens in Nigeria: Legal Status, Control and National Security', pp. 2-61 in B.J. Takaya (ed.), *Security Administration and Human Rights: Prospects for Nigeria's Third Republic and Beyond*, Abuja: Federal Ministry of Internal Affairs.
- Oyovbaire, Sam Egite, 1980, 'The Atlantic Ocean, Gaddafi, Maitatsine and Rice: On Security and Nigeria's African Policy', *Nigerian Journal of International Studies*, 4 (1-2), pp.16-21.
- Singer, Hans W., 1975, 'The Distribution of Gains from Trade and Investment Revisited', *Journal of Development Studies*, 11 (4), pp. 376-82.
- Spengler, Joseph J. and George C. Myers, 1976, *Migration and Socio-economic Development: Today and Yesterday*, Durham, Working Paper (5), Center for Demographic Studies, Duke University.
- Ukpabi, U., 1987, 'Perception of Threat and Defence Priorities for Nigeria's Frontiers', pp. 114-26 in T.A. Imobighe (ed.), *Nigerian Defence and Security: Issues and Options for Policy*, Kuru: National Institute for Policy and Strategic Studies.
- Wood, Charles H., 1982, 'Equilibrium and Historical-Structural Perspectives on Migration: A Comparative Critique with Implications for Future Research', *International Migration Review*, 16 (2), pp. 298-319.
- Zachariah, Kunniparampil Curien and Condé, Julien, 1981, *Migration in West Africa*, Oxford: Oxford University Press.



10

Les associations urbaines et le pouvoir local dans les quartiers populaires

Salimata Wade

Cette étude tente de lire et de réinterpréter la dynamique associative des cités africaines comme un facteur qui structure et organise les relations entre les acteurs des quartiers populaires et leur environnement. Il s'agit de présenter en quoi et comment les associations sont ou deviennent des espaces de pouvoir local. Il s'agit également de réfléchir sur les conditions de leur qualification pour devenir de nouveaux lieux d'expression de revendications urbaines, de réinvention de modèles de citoyenneté active — à travers l'apprentissage d'une sorte de syndicalisme social peut-être typiquement citadin (Borja 1975).

L'évolution des contextes nationaux de nombreux pays africains pendant les années 1990 et, plus indirectement, celle de l'environnement politique mondial, ont fait émerger des opportunités inédites de participation populaire et institutionnelle au développement local. L'observation des changements de tous ordres qui en ont découlé nous a conduit à penser que les anciennes politiques étatiques de prise en charge des problèmes de développement les plus primaires (services de base) seraient plus vraisemblablement relayées par la montée des initiatives populaires de type informel et collectif que par le développement immédiat et massif d'un secteur privé moderne, structuré selon un modèle libéral occidental — du genre qu'envisagent les Programmes d'ajustement structurel (PAS). Dans le contexte de la décennie écoulée, on annonçait l'imminence d'une domination totale du modèle libéral de développement économique, résultant d'un système politique devenu unipolaire à l'échelle de la planète. Or, des modèles alternatifs de production économique tendent à se mettre en place, par exemple en Afrique de l'Ouest, qui privilégient l'entreprise de type communautaire.

Notre recherche est exclusivement dédiée aux associations populaires urbaines, qui sont véritablement différentes des associations de type plus élitaire, tant dans leurs préoccupations, leurs motivations, leurs objectifs, que leurs moyens d'intervention sur la scène publique. Notre postulat est que ces associations constituent des cadres de création et de diffusion de nouveaux registres et règles de solidarité relatifs à de nouveaux domaines d'intervention communautaire. Aux cadets sociaux et aux groupes marginalisés, elles procurent des opportunités d'intégration socio-économique et des expériences de prise de responsabilité — qui leur valent la reconnaissance de compétences socialement gratifiantes. Elles favorisent l'émergence de l'Individu, par une émancipation tout à la fois économique, morale et politique, tout en prolongeant l'« ancestrale tradition » des initiatives communautaires. À la masse des (néo-)citadins africains, les associations des quartiers les plus défavorisés offrent des espaces de revendication et d'expérimentation sociale.

Jusque-là, on a plutôt voulu croire les associations populaires cantonnées dans des actions temporaires ou saisonnières, de portée anodine, le plus souvent à visée socioculturelle (sport, divertissement, activités confessionnelles) et dans la génération de — petits — revenus (petit commerce, activités faiblement rémunérées). Autrement dit, peu de gens supposent que les associations populaires urbaines pourraient être en mesure de figurer parmi les nouvelles forces organisées capables de participer à l'exercice démocratique du pouvoir dans la Cité.

Il y a une pointe de provocation à résumer ainsi nos hypothèses de travail et nos premières conclusions. Il n'en reste pas moins que dans un futur proche, les effets de l'amplification des mouvements associatifs populaires pourraient prendre de court beaucoup de monde, y compris ceux qui en sont les principaux acteurs. Pour l'heure, eux-mêmes ne paraissent pas conscients de la force potentielle du mouvement qu'ils animent.¹

Éclairer cette force potentielle requiert de commencer par dresser un état des lieux des dynamiques associatives. Dans un second temps, nous examinerons les rapports susceptibles d'exister entre les associations populaires et le développement d'un processus de formation de cultures urbaines et d'exercice de (nouveaux) pouvoirs locaux, dans une Afrique en quête d'identité et de modèles sociaux, culturels, politiques et économiques plus démocratiques et mieux adaptés aux aspirations d'un nombre croissant d'individus et de communautés.

Une méthode expérimentale pour un travail exploratoire

La vérification de notre postulat de recherche s'est appuyée sur une grande masse de données, couvrant plus de 150 associations dans une vingtaine de villes, principalement dans des pays d'expression francophone en Afrique de l'Ouest, mais pas exclusivement. La période documentée par cette étude va de 1995 à 2001.

Dégager des notions par le bas

Les mots-clefs de notre recherche — association, pouvoir, démocratie, citoyenneté, cité, quartier, ville, local... — ont été soumis à une partie de l'échantillon des personnes interrogées et discutés avec elles. Ceci a influencé l'interprétation qui en a été retenue pour définir des notions déterminantes, susceptibles d'établir la substance du « pouvoir local » et de préciser le type de processus pouvant permettre aux néo-citadins de se construire des cultures urbaines propres, fondatrices de cultures sociopolitiques démocratiques et participatives.

Le parti pris d'associer les « cibles » de l'étude à ce travail d'analyse s'explique par la nécessité de comprendre les perceptions que les acteurs des associations populaires urbaines ont d'eux-mêmes et celles qu'elles suscitent chez d'autres groupes sociaux, ainsi que les enjeux des « prises de positions » matérielles (et notamment spatiales) et symboliques, de part et d'autre. Cette démarche expérimentale paraît particulièrement indiquée dans un exercice de géographie par le bas, voire tout simplement dans la restitution d'une réflexion collective par le bas. Dans les deux cas, les perceptions des acteurs de terrain — surtout quand elles sont croisées — peuvent se révéler enrichissantes, en donnant du sens aux relations entre différents types d'espaces et entre différents groupes sociaux.

Tout au long de nos développements, nous produisons des conclusions qui a priori concernent l'ensemble des situations étudiées. Nous utilisons alors les termes génériques d'État, de ville, de cité, de quartier, de communauté, sans nécessairement plus de précisions, avec parfois des illustrations quand un cas particulier reflète l'ensemble des situations rencontrées. Quand un pays, une ville, une communauté présente ponctuellement une tendance qui diffère du reste des cas, cela est signalé et éventuellement illustré par des notes infra-paginales.

Les données « centrales »

L'essentiel des données exploitées concerne les villes de Fada Ngourma, Banfora, Bobo Dioulasso, Ouagadougou (Burkina Faso) ; Abobo, Korhogo, Daloa (Côte d'Ivoire) ; Bamako (Mali) ; Maradi, Tahoua, Niamey (Niger) ; Cotonou (Bénin) ; Conakry et Kankan (Guinée) ; Pikine, Thiès, Saint-Louis, Kédougou, Bambey, Kébémér et Kaffrine (Sénégal). On peut, avec prudence,² y ajouter des données partielles concernant Nouakchott (Mauritanie), Ibadan (Nigeria) et les villes tanzaniennes de Dar es Salam, Mwanza et Dodoma.

La collecte des données s'est appuyée sur plusieurs sources d'informations dont la plus importante s'est révélée à l'occasion d'une mission de coordination d'études urbaines réalisée pour un programme de coopération inter-ONG.³ Le travail d'investigation a été complété à plusieurs reprises entre 1997 et 2001, avec des épisodes d'interviews et de visites de terrain. Les termes de référence ont été produits par nos soins pour toutes les enquêtes dont les données sont

exploitées dans ce travail. Dans une majorité de cas, les questionnaires ont cependant été appliqués par des tiers. Ils ont également connu des ajustements successifs : chaque génération de questionnaires a pu compléter et parfaire la précédente ou permettre de recentrer l'intérêt sur les points qui se révélaient progressivement comme les plus déterminants à comprendre.

L'échantillon étudié représente 150 à 200 structures,⁴ implantées dans les quartiers populaires où résident des couches sociales considérées comme moyennes ou pauvres, relativement aux réalités locales et nationales. Les associations ont été sélectionnées grâce à des enquêtes préliminaires sur leur lieu d'implantation, pour identifier celles qui fonctionnaient de manière effective, avec au moins une année d'existence et quelques réalisations à leur actif. Malgré cette précaution, leurs membres ont manifesté des limites dans leur capacité de contribuer à documenter cette étude de leurs expériences. Il a fallu s'accommoder de ces insuffisances et les réduire en recourant à des questionnaires orientés, afin que les personnes interrogées puissent interpréter leurs expériences de manière à en capitaliser et à en généraliser les enseignements.

Selon le cas, un diagnostic plus ou moins sommaire a été entrepris, visant à mesurer la consistance des associations, apprécier l'effectivité de leur fonctionnement et la coïncidence (ou le décalage) entre leurs objectifs annoncés et leurs réalisations sur le terrain. Ceci s'est avéré utile pour atteindre la finalité de cette étude — qui est de comprendre lesquelles d'entre elles sont ou seraient en mesure de jouer un rôle moteur dans la production de cultures, de pouvoirs et de modèles de citoyenneté adaptés aux cités africaines.

Chaque fois que de besoin, nous avons complété et vérifié le premier réservoir originel d'informations, par un travail documentaire à base de textes « pratiques » (lois et règlements, rapports et notes diverses émanant de ministères, de bailleurs de fonds, d'institutions internationales en charge de questions de développement, procès-verbaux, statuts et règlements intérieurs d'associations, etc.).

Les maillons « faibles »

Des insuffisances au niveau de la collecte des données mauritaniennes et nigérianes, ainsi que des problèmes de comparabilité pour les données tanzaniennes, marquent les limites de notre approche généralisante. Nous avons cependant retenu d'exploiter ces données, pour des raisons et avec des réserves qui sont exposées ci-dessous :

- Nouakchott. Parmi les villes de l'échantillon en Afrique de l'Ouest, la capitale de la Mauritanie constitue un cas particulier et intéressant d'hyper concentration du phénomène d'urbanisation : plus de la moitié de la population mauritanienne vit dans la capitale.

Avec un double ancrage en Afrique de l'Ouest et du Nord, la Mauritanie est également l'unique pays de l'échantillon où l'on rencontre une forte communauté se réclamant d'une origine arabe, coexistant avec une importante

communauté noire, qui se réclame de culture négro-africaine. Au niveau des deux communautés, il aurait été intéressant de voir si les facteurs culturels jouent sur les formes d'organisation et d'intervention. Il aurait également été intéressant de voir si la dynamique associative a, oui ou non, joué un rôle dans la « normalisation » des relations entre les deux communautés après ce que l'on nomme pudiquement les « événements de 1989 » (Omaar et Fleischman 1991).

Malheureusement, toutes les dimensions du questionnaire de référence n'ont pas été administrées. Seules les données relatives à la fourniture de services d'utilité publique ont été prises en compte. Les données manquantes auraient dû permettre de savoir si les associations de Nouakchott, plus qu'ailleurs, constituent des espaces (même informels) d'expression citoyenne, dans un pays où la libéralisation politique semble moins effective que dans la majorité des autres pays de la sous-région. Les incertitudes et interrogations restent donc entières et nous ne saurions affirmer que les associations nouakchottoises sont en mesure d'agir sur les types de problèmes susmentionnés, puisque que nous n'avons déterminé de manière factuelle que leur contribution à la prise en charge de problèmes basiques et matériels de survie quotidienne (Préfal 1998b).

- Ibadan. L'idée de prendre largement en compte les réalités urbaines du Nigeria est a priori très séduisante. Le poids démographique de ce pays, le nombre des villes importantes et la taille de leur population sont tels qu'une analyse plus poussée des associations nigérianes aurait permis d'équilibrer notre échantillon ouest-africain et de le rendre plus représentatif à l'échelle sous-régionale.

Toutefois, l'entreprise que représente une collecte de données de grande ampleur au Nigeria ne pouvait être matériellement envisagée dans le cadre du présent travail. Nous n'avons pu disposer que de données produites sur la ville d'Ibadan. Ceci permet tout au plus une présentation du contexte national nigérian, ainsi qu'une rétrospective sommaire des étapes du développement des initiatives communautaires urbaines, ce dernier point étant illustré par l'étude d'une association de quartier qui promeut l'accès à des services primaires (Préfal 1998p ; Karim 1998).

Le cas des associations nigérianes n'a donc été qu'effleuré, quand d'intéressantes problématiques — autant liées aux dynamiques de production de cultures urbaines et citoyennes qu'aux dynamiques populaires de participation à la gestion des affaires publiques — devraient être creusées pour prétendre esquisser une image sous-régionale. Le Nigeria est en outre l'un des rares pays à abriter des communautés musulmanes et chrétiennes dans des proportions relativement comparables. Il y avait là un terrain d'étude intéressant pour connaître le rôle des associations religieuses dans le processus

de production et de gestion des tensions intercommunautaires dans les centres urbains.⁵ Enfin, dans un système politico-administratif de type fédéral, il aurait été utile de comparer les réalités urbaines d'un État à l'autre et de préciser les conditions dans lesquelles l'échelle locale prend ou non une réelle importance — cette échelle d'intervention correspond-elle à des espaces auxquels les associations conçoivent de se limiter, ou peut-on aussi y voir un point d'ancrage dans des stratégies de rayonnement plus vaste, éventuellement sur un ou plusieurs États ?

- Les villes tanzaniennes. L'incorporation des données recueillies à Dar-es-Salam, Mwanza et Dodoma pose plusieurs problèmes auxquels nous n'avons pu trouver de solutions méthodologiques totalement satisfaisantes. La Tanzanie est le seul pays d'Afrique orientale pour lequel nous disposons d'informations, ce qui est insuffisant pour dégager des conclusions généralisables à l'ensemble de cette sous-région. Nous ne pouvons non plus nous prévaloir, comparativement à notre expérience de l'Afrique de l'Ouest, d'une connaissance suffisante du contexte social, politique, économique, etc., de l'Afrique de l'Est, pour envisager de procéder à des comparaisons argumentées entre les deux sous-ensembles. Les niveaux d'informations sont trop disparates pour dresser une situation commune aux deux sous-régions ou faire ressortir la diversité des réalités locales.

Le coordinateur et les autres membres de notre Groupe multinational de travail (GMT) sur la « Géographie par le bas » ont pris acte de nos réticences à intégrer la Tanzanie dans la liste des pays dont les données sont prises en compte. Leur demande de traiter le cas tanzanien a néanmoins été retenue avec des arguments qui se résument en deux points. D'une part, les travaux du GMT portent en majorité sur l'Ouest du continent, dans une moindre mesure sur l'Est, et notre contribution permet une ouverture, aussi modeste soit-elle, d'une sous-région sur l'autre. D'autre part, cette contribution est la seule à documenter l'exercice populaire d'une forme de pouvoir local, à un moment où l'État n'assume plus ses charges les plus essentielles, les plus coûteuses et les moins immédiatement « rentables » : la promotion des ressources humaines. De cette insistance d'ouverture sur l'Afrique de l'Est, nous avons retenu le souci du GMT d'établir si les objectifs et les stratégies des associations populaires urbaines pouvaient être rapprochés, entre l'Est et l'Ouest du continent, au moins sur un certain nombre d'aspects.

Par exemple, en Tanzanie comme en Afrique de l'Ouest, les associations étudiées tendent à investir l'espace public pour y promouvoir des intérêts relativement étroits, tout en affirmant qu'elles existent d'abord, sinon exclusivement, pour le bien de la Société toute entière. Sont-ce les mêmes contextes institutionnels, sociaux, culturels, politiques, économiques, qui produisent des stratégies identiques de justification et de légitimation sociale ? Ou des stratégies apparem-

ment similaires ont-elles des causes différentes ? Les interventions des associations populaires dans la sphère des affaires publiques procurent-elles un surcroît de pouvoir (et de quelle nature) à leurs initiateurs ? Et comment cela s'exprime-t-il localement, ici et là, dans la recomposition des rapports de tous ordres entre les individus, les groupes et les institutions ?

Profil et tendances générales des associations urbaines

Dans les villes considérées, l'effervescence associative frappe par son caractère dynamique (c'est un « mouvement »), plutôt que par son aspect « structuré » — renvoyant à une capacité démontrée de s'organiser et de fonctionner efficacement. La confrontation entre les objectifs formels et les domaines effectifs d'intervention permet de progresser dans l'identification des associations susceptibles de se qualifier comme vecteurs de développement social. La connaissance des motivations des membres renseigne également sur la disponibilité des associations à porter des revendications urbaines et civiques et à s'investir pour satisfaire une partie de la demande sociale. Le recours à la notion d'intérêt général, utile en première approche, s'avère cependant insuffisant pour distinguer, d'une part, les associations centrées sur la promotion de leurs adhérents, d'autre part les associations plus ouvertes à des communautés élargies — le quartier, la ville...

La « philosophie » des regroupements, entendue comme l'ensemble des normes et valeurs présidant à leur création, à leur fonctionnement interne et à leurs interventions, permet d'établir une distinction plus fine, plus conforme aux réalités de terrain. On peut ainsi distinguer des associations qu'on dira — faute de mieux, c'est-à-dire faute de termes moins connotés — plutôt « modernes », ou plutôt régies par « la tradition ». Ces deux catégories cohabitent plus qu'elles ne s'excluent, avec des expériences intéressantes d'hybridation. Quand la plasticité et l'efficacité des cercles traditionnels atteignent leurs limites, il n'est pas rare de voir les membres desdits cercles créer en parallèle une ou plusieurs associations de type moderne, déclarant au besoin d'autres objectifs mais les poursuivant en s'assurant certains avantages (sécurité du statut d'association déclarée, accès à des financements et appuis institutionnels, possibilité de signer des contrats formels).

L'exploitation des questionnaires et des interviews fait ressortir des éléments moins immédiatement perceptibles, mais empiriquement soulignés par de nombreux interlocuteurs : différences d'« ouverture » à la Communauté, motivations de l'adhésion et critères d'admissibilité, modulation des registres d'identification et de solidarité. Après analyse, nous retenons ces derniers éléments comme des critères discriminants, largement plus déterminants que la nature des activités ou le statut administratif de l'association (déclarée ou informelle).

Le boom associatif

L'explosion des mouvements associatifs urbains est en relation étroite avec l'évolution des contextes nationaux pendant la crise multiforme des années 1990.⁶ Par-delà quelques particularités des histoires locales, ces contextes présentent de nombreuses caractéristiques communes.

Au plan économique, une récession persistante et sévère gonfle les flux de l'exode rural, intensifie une urbanisation artificielle et transfère la pauvreté des campagnes vers les villes. La détérioration des conditions de vie du plus grand nombre jette le discrédit sur l'État, asphyxié par les institutions financières internationales, et contesté de l'intérieur. Au plan politique, les bras de fer entre les partis au pouvoir vieillissants et les partis d'opposition précipitent une série de coups d'État et de régimes d'exception. Avec des heurts variables, il se dessine cependant une nouvelle tendance d'ouverture et de diversification politique, marquée par le phénomène des Conférences nationales, le retour au multipartisme et l'exigence d'une alternance électorale effective. Ce « moment démocratique » (Ben Arrous 2003), légitimant l'hétérogénéité du social et la liberté d'expression, libère les énergies et les initiatives collectives. Selon les pays, il favorise aussi l'institution ou le renforcement de la décentralisation politico-administrative, avec une plus grande participation des communautés au développement de leur localité. Ces paramètres apparaissent rétrospectivement comme des catalyseurs ou des accélérateurs des dynamiques associatives.

L'ouverture, contrainte et forcée, du marché des prestations de services publics a largement contribué au succès des associations auprès des couches populaires des cités africaines. Les associations sont apparues comme des opportunités de prendre en charge les problèmes de survie et d'accès au mieux-être, quand le libéralisme économique et la préoccupation de réduction des dépenses publiques ont poussé l'État à renoncer à ses fonctions d'assistance sociale, et à faire de la place à des acteurs émergents, dynamiques et porteurs de changements. De simples cadres de convivialité, de retrouvailles et d'activités ludiques, les associations populaires sont ainsi devenues des cadres d'actions utilitaires, avec des finalités tant matérielles qu'humaines.

« Entreprendre quelque chose »⁷

Les associations, mettant en commun des énergies (investissement personnel) et des ressources (créativité, savoir-faire, biens matériels), visent à produire des réponses aux besoins précis de communautés. Sous le terme générique d'Association, nous englobons toutes les formes de regroupement rencontrées dans les quartiers populaires : non seulement les « associations » en tant que telles, mais aussi les groupements de promotion féminine (GPF), les fédérations de groupements, les groupements d'intérêt économique (GIE), les coopératives, les organisations communautaires de base (OCB), les organisations non-

gouvernementales (ONG),⁸ les « groupes de... (prière, lecture...) », les tontines, les « communautés de... », ainsi que des appellations locales telles que les *tons* (regroupements à base villageoise, dans les villes du Mali), les *dabiras* (associations religieuses musulmanes), les *mbotayes* (regroupements traditionnels de femmes, au Sénégal)...

En théorie, l'association suppose l'adhésion des membres aux principes du volontariat et du bénévolat. C'est ainsi que dans les pays francophones — ayant largement hérité de la législation coloniale — la définition juridique de l'association correspond généralement à la loi française dite « de 1901 » (*Le Monde* 2001). Elle s'applique si la structure réunit au minimum deux personnes désireuses de mettre en commun leurs connaissances ou leurs activités, dans un but autre que celui de partager des bénéfices. Pour pouvoir opérer, l'association ne doit pas nécessairement être déclarée. Il lui faut cependant se soumettre à cette exigence de déclaration auprès des autorités administratives compétentes de son siège social, si elle souhaite conduire certaines activités, variables selon les pays, ou jouir de certains avantages comme des subventions, publiques ou privées. Elle doit alors annoncer explicitement son titre, son objet, le siège de ses établissements, ainsi que l'identité, la profession, le domicile, parfois la nationalité de ceux qui sont chargés de son administration ou de sa direction, à titre gracieux ou rémunéré.

C'est sur l'ambiguïté de ce dernier point que la grande majorité des dynamiques populaires identifiées et étudiées ici semblent jouer. Leurs animateurs interprètent à leur avantage la possibilité de rémunération des membres (leaders ou toute personne aidant à l'atteinte des objectifs de l'association) : si une structure « à but non lucratif » permet de générer des recettes, et si celles-ci servent à faire face à des charges de fonctionnement et à des investissements, à l'exclusion de tout profit redistribué — ce qui correspondrait précisément aux objectifs des entreprises économiques — alors la structure doit pouvoir se prévaloir du statut associatif, avec toute la liberté d'action et la souplesse d'intervention qui s'y attachent.

Les objectifs annoncés

Dans l'ensemble, les objectifs affichés par les associations frappent par leur nombre et leur imprécision. Schématiquement, on parvient à les répartir en deux grandes catégories, selon deux orientations dominantes : la génération de revenus ou la défense de causes d'intérêt général (et surtout à caractère « social »). Mais l'imbrication des aspects économiques et sociaux constitue la règle plutôt que l'exception, avec un décalage entre la pratique et le discours. Dans le discours, on affiche volontiers des engagements altruistes, visant à résoudre les problèmes du Quartier ou à satisfaire d'autres Communautés géographiquement plus étendues (la ville, la nation, l'Afrique...). Dans la pratique, prévaut la recherche de revenus, pour les intérêts bien sentis de l'Association ou de quelques membres prépondérants.

Que les regroupements soient formellement déclarés ou non, leurs objectifs annoncés se ressemblent beaucoup et se renouvellent au rythme des modes institutionnelles, lancées par les bailleurs de fonds et les grandes ONG susceptibles de (faire) financer les projets associatifs. Tour à tour, se sont ainsi succédées, au fil des années 1990, des vagues de projets de protection / gestion de l'environnement ou d'amélioration du cadre de vie, d'épargne et de micro-crédit, de transformation de produits primaires (fruits, légumes, céréales, etc.), de promotion de la santé (avec notamment la lutte contre le Sida), de promotion de l'alphabétisation des adultes en langues locales, de lutte contre la pauvreté, de création d'emplois pour les jeunes, etc.

En rapprochant l'offre de service des associations aux besoins recensés sur le terrain, on est frappé par la rareté des projets de coopératives de production d'habitat ou de réhabilitation des quartiers sous-intégrés, la confidentialité des associations de défense des droits des consommateurs, la pénurie de projets de crèches communautaires. Les initiatives de centrales d'achat de denrées de première nécessité sont rares, alors que l'accessibilité des produits de consommation courante est partout une préoccupation permanente. À l'inverse, la demande en instruction civique reste quasi-inexistante tandis que les plus « militantes » des associations prétendent constituer un contre-pouvoir aux partis politiques ou veulent se présenter comme des partenaires « naturels » des pouvoirs institutionnels.

Les domaines effectifs d'intervention

La pérennité et l'efficacité des associations urbaines tiennent à leur capacité à motiver durablement leurs membres et à produire ce que les développeurs appellent des « résultats ». Dans un contexte de pauvreté, les résultats en question, pour être socialement reconnus comme tels, renvoient indissolublement à la génération de revenus. Lorsque l'association n'en génère pas, il est important, au moins pour ses membres, qu'elle dispose d'autres ressources permettant de financer son fonctionnement, d'engager éventuellement des investissements, mais surtout de rémunérer quelques-uns de ses animateurs ou prestataires de services ou, à tout le moins, de leur procurer des avantages.⁹ C'est éventuellement parmi les associations ayant réussi à mettre leurs membres à l'abri des besoins primaires que l'on trouve des structures se souciant d'intégrer des activités d'utilité publique. Il semble logique que celles qui ne peuvent assurer de revenus à leurs adhérents ni même assurer leur autonomie financière ne puissent prétendre s'investir, ni dans le long terme, ni dans des préoccupations d'intérêt général. L'impératif de financement détermine fortement l'orientation des domaines d'intervention — qui, comme les objectifs, peuvent être classés selon qu'ils permettent ou non de générer des revenus et/ou qu'ils incluent ou pas des activités d'utilité publique.

La génération de revenus

Les associations qui s'occupent principalement ou exclusivement de génération de revenus, de « lutte contre la pauvreté » ou d'« insertion socio-économique » mettent en place des projets économiques « ordinaires » dans les secteurs de la production primaire, de la transformation (artisanale) et de la prestation de services.¹⁰ On ne perçoit guère, en effet, ce qui fait l'originalité des activités économiques menées dans le cadre associatif, par rapport aux activités conduites à titre individuel ou sociétaire, de manière déclarée ou informelle, dans un but ouvertement lucratif. Ceci apparente beaucoup les activités associatives à des entreprises économiques déguisées, qui éludent le formalisme administratif et la fiscalité imposée aux autres régimes d'entreprise économique.

Les activités génératrices de revenus peuvent être pratiquées, de manière indirecte, connexe ou annexe, couplées avec des activités dites d'« utilité publique » ou d'« intérêt général ». C'est le cas des prestations de services assurées contre rémunération par les adhérent(e)s des associations, par exemple dans un créneau comme le ramassage des ordures ménagères, qui participe tout à la fois à la « bonne gestion de l'environnement », à l'« amélioration du cadre de vie » et à la « promotion du développement humain ».

La recherche de revenus est si avérée que même chez les associations témoignant du souci d'améliorer la situation du quartier — au-delà donc de la seule satisfaction des besoins et préoccupations des membres — le volontariat et le bénévolat résultent de situations plus souvent subies que désirées. Dans le principe, ces deux dimensions de l'engagement associatif ne sont acceptées que pour les activités requérant un investissement personnel et matériel mineur, portant sur le court terme.

Quand les services rendus à l'association — et à travers elle au quartier — sont fournis de manière habituelle ou fréquente par des personnes de faible statut social et de situation économique précaire, le bénévolat est mal vécu et devient source de démobilisation et de frustration. Les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds aiment à le magnifier, singulièrement chez les associations de jeunes, mais le volontariat est plutôt une stratégie de lutte contre le désœuvrement et d'intégration socio-économique. En créant ou en rejoignant une association, il s'agit souvent d'acquérir de la pratique et de l'expérience dans un créneau d'activité, de manière à se faire connaître dans le quartier et à se faire ainsi reconnaître un rôle, voire une compétence susceptible d'être ultérieurement monnayée dans un autre cadre.

La gestion de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie

L'engagement environnementaliste des associations présente deux grandes facettes. Les projets associatifs de restructuration et d'équipement des quartiers sous-intégrés contribuent, d'une part, à renforcer les sentiments d'identification

aux espaces considérés. La distribution d'eau (plus ou moins) potable, l'implantation de latrines et de puisards, l'aménagement de voies de desserte, la réservation d'emplacements pour des places publiques — favorisant la convivialité — suscitent, entretiennent ou accentuent l'exigence des habitants vis-à-vis des élus. Les « per-formances » des associations incitent les quartiers à se mobiliser pour obtenir la délivrance de services publics en contrepartie du paiement des taxes locales — et légitiment leurs mobilisations en ce sens.¹¹

La fourniture de tels services exprime, d'autre part, la recherche d'un statut de prestataire rémunéré. La collecte et la transformation sommaire des ordures ménagères, le nettoyage de lieux publics, l'assainissement, l'entretien ou la préservation du couvert végétal dans les zones urbaines ou périurbaines, la promotion d'énergies domestiques alternatives au charbon de bois (Préfal 1998s), constituent des activités rémunérables. Elles sont rémunérées dans la mesure du possible, selon les moyens et les dispositions des populations bénéficiaires et des organismes d'appui. Une partie des revenus ainsi perçus est censée financer la part complètement bénévole de l'investissement associatif.

Le développement humain

Dans le domaine de la santé, il est devenu assez banal de voir des associations s'investir dans la construction de dispensaires ou dans le fonctionnement de leurs comités de gestion. On admet aisément aussi, parmi leurs fonctions courantes, de les voir créer des brigades sanitaires et « sensibiliser la population » à divers problèmes de santé publique, parmi lesquels la prévention des maladies sexuellement transmissibles, la « santé reproductive » et diverses campagnes de vaccination.

En matière d'éducation, laïque ou religieuse, l'engagement associatif vise surtout à adapter les compétences de la population active aux besoins du marché, à propager des valeurs socioculturelles et des commandements idéologiques, ainsi qu'à dessiner un cadre de socialisation pour des groupes mal intégrés ou au statut social défavorisé.

Il s'agit par exemple de promouvoir la scolarisation et la formation professionnelle des femmes et des jeunes filles, insuffisamment intégrées au système éducatif conventionnel. Les enfants constituent une autre cible importante. De nombreuses associations proposent des cours de soutien scolaire, interviennent dans des écoles communautaires, construisent ou réfectionnent des salles de classe, collectent des fonds pour acheter et distribuer quelques fournitures, offrent des spectacles à vocation éducative.

De manière générale, les États rechignent cependant à accepter les initiatives associatives en matière d'éducation. Les écoles communautaires sont souvent considérées comme des « écoles parallèles », donc en marge du système conventionnel — dont on sait pourtant qu'il ne peut scolariser tous les enfants. Les associations des quartiers populaires bénéficient en revanche d'une reconnais-

sance institutionnelle croissante pour leur implication dans le domaine de la santé. À l'image des Associations de santé communautaire (Asaco) du Mali, leurs interlocuteurs se multiplient — services techniques déconcentrés, autorités locales, ONG, bailleurs de fonds — et les crédibilisent.

La défense d'intérêts corporatifs (et masculins)

La défense d'intérêts de groupes socioprofessionnels par de petites associations de quartier constitue un phénomène particulièrement masculin. Il existe bien, ici ou là, des associations d'employées de maison, de teinturières ou de tresseuses mais, hormis quelques métiers présumés féminins, les intérêts corporatifs sont généralement pris en charge par des associations dont les leaders, les principaux animateurs et une majorité d'adhérents sont des hommes adultes.

C'est d'ailleurs une caractéristique des associations exclusivement ou majoritairement masculines, quand elles interviennent dans la génération de revenus, plutôt que d'être à tendance corporatiste. Les regroupements de commerçants, de diplômés de l'enseignement secondaire, technique ou universitaire, et de chômeurs à la recherche de projets d'insertion, fournissent de nombreuses illustrations. Leurs préoccupations ne relayent pas nécessairement celles des syndicats « classiques », d'envergure nationale, qui comptent selon les branches d'activité (principal critère d'adhésion) des pourcentages plus ou moins conséquents de femmes syndiquées.

Par-delà les engagements corporatistes, d'autres associations présentant une forte dimension identitaire restent essentiellement masculines. C'est le cas des associations de « ressortissants de... » et d'une majorité de regroupements confessionnels. Comparativement aux associations de femmes (*mbotayes* au Sénégal, groupements féminins, tontines, quelques coopératives...), les associations d'hommes revendiquent plus volontiers, et avec plus d'aplomb, une « influence » dépassant le cadre du quartier voire de la ville. Il demeure, dans tous les cas, que les associations populaires urbaines exercent plus sûrement une pression sociale sur leurs lieux d'implantation que sur les agents de l'État central et les équipes municipales.

Les activités culturelles

Les activités culturelles s'articulent ou s'« accrochent » à des entreprises ludiques, éducatives, confessionnelles et sportives. Historiquement, les premières associations d'influence coloniale se sont inscrites dans le champ politique ou dans un registre religieux.

Si les regroupements associatifs à caractère politique ont théoriquement disparu ou se sont reconvertis après les indépendances nationales, les associations religieuses chrétiennes et musulmanes sont restées dynamiques (Wade 2002). Premières venues, les associations chrétiennes continuent d'entretenir des rela-

tions plus ou moins étroites avec leurs clergés respectifs et tendent à prolonger, par des actions caritatives, un engagement missionnaire. Les associations religieuses musulmanes, généralement plus tardives (ne serait-ce que dans leur formalisation administrative), se déclinent le plus souvent sur des bases confrériques. Elles s'affirment comme des relais d'autant plus stratégiques que les capitales religieuses des confréries locales restent à distance des principaux centres urbains — où se situent les plus forts « potentiels » de conversion, et les plus importants « bassins de recrutement » associatif.

Les activités sportives et ludiques ont longtemps été dominantes au sein des regroupements de jeunes hommes. Depuis le milieu des années 1990, on observe des tentatives de diversification et de réorientation, avec une recherche d'insertion économique et de reconnaissance sociale — via, dans bien des cas, un positionnement religieux. Beaucoup d'associations sportives et de loisirs prétendent désormais, au même titre qu'un nombre croissant d'associations religieuses, au statut d'associations « de développement ».

Les identités associatives

Les membres commencent le discours sur leurs associations en les nommant et en les qualifiant. La qualification et la localisation constituent deux éléments déterminants de l'identité de l'association : « Groupement des femmes de... (tel ou tel quartier) », « Association des jeunes de... », « Fédération des teinturières de... », « Association culturelle et sportive de... », « Association des ressortissants de... », « Association des jeunes musulmans de... », « Cercle chrétien de... », « Co-opérative des couturières de... », « Groupe de défense de... (telle cause) de... (tel quartier) », « Initiative des personnes du troisième âge de... », etc. Remarquablement, les hommes adultes sont ceux qui se soucient le moins de spécifier leur appartenance à un groupe sociodémographique dans la dénomination de leur structure. Au mieux, ils s'annoncent à travers une profession : « Associations des artisans de... ».

Des différences plus sensibles courent cependant entre des regroupements qualifiables de « traditionnels », fonctionnant sur la base de référents culturels partagés par les membres, pas toujours déclarés et ne disposant pas non plus nécessairement de statuts écrits, et d'autres, se voulant ou s'affichant plus « modernes », régis par des procédures plus formelles. Les associations de ressortissants, certaines organisations confessionnelles et une partie des associations féminines peuvent ainsi se définir (et souvent s'auto-définissent) comme « traditionnelles ». D'autres associations religieuses et d'autres organisations de femmes peuvent être qualifiées de modernes, au même titre que les associations de jeunes, les fédérations d'associations et les ONG.

- Les associations de « ressortissants de... » tiennent d'abord lieu de cadres de retrouvailles puis éventuellement d'outils de mise en réseau, visant à faciliter l'intégration urbaine des néo-citadins. Les villes capitales comptent plus

d'associations de « ressortissants de... » que les capitales régionales et celles-ci à leur tour en comptent plus que les petites villes, comme si leur nombre était proportionnel à la masse des migrants issus de l'exode rural et à leur degré de déracinement.¹²

Instrumentalisées de manière plus individualiste, les associations de ressortissants peuvent également servir de tremplin à des migrants en mal d'autorité et de prestige, dans leurs stratégies de conquête du pouvoir, au niveau du village ou de la ville (provinciale) d'origine. Dans tous ces cas, elles servent de cadres de gestion de flux d'informations, d'argent, de personnes, de valeurs morales et culturelles. En cohérence avec leurs objectifs de convivialité et de regroupement ethnique et régional, l'aire de recrutement et le rayonnement de ces associations peuvent aller bien au-delà de leur quartier d'implantation.

- Au sein des associations confessionnelles, un premier type de regroupement se définit comme traditionnel en relayant des centres religieux d'implantation rurale ou nationale. Les domaines d'intervention débordent cependant le cadre purement religieux et tendent, sur la période étudiée, à se diversifier. Les associations de ce type s'adonnent de plus en plus ouvertement à des activités génératrices de revenus, même si elles manifestent pour cela une certaine gêne et se soucient, plus que d'autres, de justifier ces activités profanes par la nécessité de financer leurs nobles objectifs (instruction religieuse, organisation de manifestations, actions caritatives pour les nécessiteux, construction et entretien de lieux de culte).

D'autres regroupements confessionnels, se présentant cette fois comme modernes, s'emploient à relayer des centres d'influence plus lointains, qui constituent à la fois leurs sources d'inspiration et de financement (notamment l'Arabie Saoudite et l'Iran pour l'influence islamique, les USA et l'Europe pour les églises chrétiennes). Ces associations sont les plus enclines au prosélytisme et à l'intolérance religieuse, l'intégrisme musulman n'apparaissant d'ailleurs pas plus vif, sur le terrain, que l'intégrisme chrétien. Sur cette base, elles militent pour un ordre social qui engage, non seulement leurs membres, mais l'ensemble de la Cité. Nous sommes alors face à des partis politiques déguisés ou qui ne prennent plus la peine de se déguiser.¹³

En termes de composition sociale, le point commun à ces deux types d'associations confessionnelles est de permettre, par l'adhésion à leurs objectifs, un recrutement relativement diversifié. De manière générale, les regroupements populaires peinent en effet à transcender les clivages ethno-culturels et, surtout, socioprofessionnels. Les associations confessionnelles sont celles qui les atténuent le plus nettement — à cette réserve près qu'elles ont rarement assez d'influence pour recruter leurs membres au-delà de l'échelle du quartier, et que les quartiers populaires ne réunissent pas les extrémités de la hiérarchie sociale.

- Les associations de femmes, rarement déclarées dans leur versant traditionnel, tiennent le discours le plus ouvertement prosaïque. Elles visent avant tout à prendre en charge les difficultés quotidiennes de leurs adhérentes, l'orientation de leurs activités étant guidée par des besoins pratiques : collecte de l'épargne des membres, distribution de micro-crédits (pour conduire des activités génératrices de revenus), constitution de caisses de solidarité (pour les cérémonies familiales), retrouvailles et loisirs. Peu enclines aux réflexions théoriques sur le statut des femmes, elles peuvent néanmoins apparaître, dans la pratique, comme des instruments d'émancipation. En mettant leurs adhérentes en situation de mener des activités de production et d'échange, elles suscitent en effet des occasions d'opérer dans le champ public et de participer à l'économie marchande (plutôt qu'exclusivement domestique). Les femmes expérimentent alors de nouvelles façons de valoriser leur force de travail, leur créativité et leurs savoir-faire — et d'obtenir une reconnaissance communautaire par-delà le cercle familial.

Les règles de fonctionnement des regroupements féminins de type traditionnel font généralement appel à la confiance, à la censure interne, à la pression sociale. Leur fonctionnement est relativement fluide et consensuel, même si des élections formelles ne sont pas systématiquement organisées. Les tensions relatives au leadership ou à la gestion financière s'observent plus fréquemment dans les associations féminines de type moderne. Les règles, écrites ou non, y semblent moins souvent respectées, d'autant que leurs leaders paraissent parfois inamovibles. Ces faiblesses n'empêchent pas les associations de femmes, de type moderne ou traditionnel, de fonctionner avec sensiblement plus de rigueur et moins de heurts que les associations d'hommes, de « jeunes » ou mixtes.

Nous avons noté qu'aucune association de (jeunes) femmes ne se présente comme une association « de jeunes », alors que de nombreux regroupements féminins comptent une majorité de membres aussi jeunes que ceux des associations « de jeunes » hommes. Quand les jeunes filles sont membres d'associations « de jeunes » numériquement dominées par les garçons, elles y jouent des rôles dits pratiques (confection et vente de produits destinés à alimenter les caisses de l'association, accueil pendant les manifestations culturelles payantes, petite restauration...) mais en réalité subalternes.

- Les associations « de jeunes » sont majoritairement constituées de jeunes hommes dont les limites d'âge vont, dans notre échantillon, de quinze à quarante ans. Interrogés sur ce qui fait leur qualité de « jeunes », les membres de ces associations considèrent qu'un acteur socio-économique se classe dans la catégorie des « jeunes » tant qu'il n'est pas socialement et financièrement autonome, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il ne peut assumer les rôles conventionnellement attribués aux « adultes » — lesquels passent par le mariage, la constitution d'une famille, la participation aux réseaux usuels de socialisation (cérémonies, redistribution).¹⁴

Dans certains cas extrêmes, plus de la moitié des membres d'une association se déclarent inactifs et demandeurs d'emploi. Depuis le milieu des années 1990, un nombre croissant d'associations « de jeunes » voudraient donc accélérer et faciliter l'insertion économique de leurs membres. Elles réorientent et diversifient leurs interventions, naguère marquées par des préoccupations exclusivement sportives, culturelles et ludiques, en passant à des préoccupations de génération de revenus, d'emploi, et plus généralement d'amélioration des conditions de vie : nettoyage des lieux publics, ramassage des ordures ménagères, cours de soutien scolaire, animation culturelle au sein de troupes théâtrales pour des spectacles à visée éducative (sur des thèmes comme la bonne gestion de l'environnement, la santé publique, l'hygiène et la propreté...), etc.

C'est parmi les associations créées au cours de la dernière décennie qu'on trouve des associations dites « de développement ». Elles sont ainsi qualifiées par leurs membres, sans que ceux-ci ne proposent une définition de cette expression. Ils y rangent pêle-mêle l'ensemble de leurs activités économiques, sociales, culturelles — avec la conséquence que presque toutes les associations (pas seulement « de jeunes ») peuvent théoriquement revendiquer cette appellation globalisante et floue.

Le cadre de socialisation privilégié que constituent les associations, revisité par les réalités du chômage et de la pauvreté urbaine, est en tout cas réaménagé de manière à entreprendre des activités d'utilité publique. Cette réorientation des associations « de jeunes » est massivement perçue, par leurs adhérents, comme bénéfique à plus d'un titre, dans la mesure où elle multiplie les opportunités de prestation de services (rémunérés) et leur procure une reconnaissance sociale à l'échelle du quartier.

- Les fédérations d'associations constituent des structures d'ancrage local mais de préoccupation et d'inspiration souvent exogènes au quartier. Leurs activités tournent autour de l'organisation, de la mise en relation et de la collaboration des regroupements adhérents, pour aboutir à la mise en cohérence et en synergie de leurs projets et de leurs moyens d'intervention. Il s'agit d'atténuer ou de désamorcer les conflits potentiels entre associations de quartier, de définir et d'atteindre une efficacité d'ensemble optimale. L'échelle des fédérations, dépassant l'étendue de petits quartiers, rejoint au moins celle de quartiers étendus, de communes, voire de départements ou plus, mais n'épouse pas nécessairement les découpages administratifs.¹⁵

Certaines fédérations présentent les mêmes objectifs que les petites associations de quartier, les mêmes domaines d'activité, et les mêmes niveaux d'expertise et de moyens d'intervention. Cela les discrédite dans leur ambition d'apparaître comme des structures supra-associatives, avec des rôles « supérieurs ». De fait, il arrive qu'elles se comportent en rivales des associations

de quartier et qu'elles les gênent plus qu'elles ne les aident, en faisant écran entre les structures de base et les diverses institutions susceptibles d'appuyer (financer) des projets communautaires.

- Les constats établis pour les fédérations d'associations valent largement pour les ONG qui opèrent dans les quartiers populaires des cités africaines. Beaucoup d'associations cherchent à muer en ONG pour jouir de certains avantages : exemption de droits de timbre, de taxes douanières ou de TVA, appui financier plus facilement acquis auprès des agences de coopération internationale, statut institutionnel aidant à s'imposer comme partenaires légitimes et compétents de différents pouvoirs publics (ministères, municipalités...).¹⁶

Les ONG internationales et leurs démembrements, filiales ou équipes locales, rencontrent de fréquents problèmes de légitimité : leurs actions peuvent être contestées, accusées de servir des intérêts extérieurs qui ne coïncident pas avec les besoins ou les aspirations des habitants des quartiers populaires. On leur reproche alors de n'exister qu'en profitant d'une position d'intermédiation, en absorbant une partie des crédits officiellement destinés aux « populations bénéficiaires », et en maintenant ces dernières en situation de dépendance. Une partie des associations appuyées par les grandes ONG finit par se dire capable de leur succéder dans le quartier. Ces petites associations-là sont prêtes à postuler pour offrir leurs services, lorsque la mise en place des projets des grandes ONG est suivie d'une seconde phase.

- Un assortiment d'associations atypiques a été repéré. Il est difficile de classer tant ces structures sont marginales par leur nombre et originales dans leurs objectifs. Leurs membres ne se définissent par rapport à aucune des catégories précédentes. Conscients du caractère atypique de leur positionnement, ils (elles) se contentent de décrire leurs activités et de justifier leurs objectifs par rapport à un contexte spécifique, où un certain type de problème qui attend une réponse : cliniques juridiques, banques communautaires de céréales, défense des droits des consommateurs, reconversion d'anciens combattants en jeunes opérateurs économiques, etc.

Au regard du mimétisme ambiant et de la dispersion générale des activités associatives, ces associations attirent l'attention par la netteté de leurs créneaux d'intervention. Elles présentent, plus nettement qu'une majorité d'autres associations, une dimension d'intérêt général mais, paradoxalement, comptent parmi celles qui s'identifient le plus faiblement à leurs quartiers (et auxquelles les quartiers s'identifient le moins).

Le degré d'ouverture : motifs et critères d'adhésion

Les associations d'inspiration traditionnelle n'affichent pas l'ambition de bénéficier à l'ensemble du quartier ou de la cité ni a fortiori d'en transformer les réalités sociales. Se présentant comme des espaces de socialisation et de solidarité, elles

tendent, délibérément ou non, à conserver l'ordre établi — y compris lorsque celui-ci s'avère peu favorable aux groupes défavorisés qui constituent, dans les quartiers populaires, la majorité des adhérents. Le genre de relations qu'elles tissent entre leurs membres est influencé par des référents familiaux aux sociétés rurales (regroupement par classe d'âge, par parenté, par sexe, par activité, etc.).

Transplantés dans les villes, ces référents canalisent les objectifs associatifs en les inscrivant dans des registres dûment limités, répertoriés et aussi stables que possible au fil des générations (avec l'exemple extrême des sociétés initiatiques). La place que ces associations assignent ou permettent à leurs membres se déduit peu ou prou de la place que ceux-ci occupent au sein des groupes dont ils relèvent « naturellement ». Le propre rôle des associations traditionnelles, leur place et leur statut parmi la société d'appartenance, renvoient de même à un jeu de normes et de conceptions acceptées des rapports intra-communautaires, d'une part, et à un imaginaire lui aussi partagé des rapports inter-communautaires, d'autre part.

Les regroupements de type moderne se donnent plus volontiers de nouveaux référents de solidarité : le voisinage, les difficultés partagées pour accéder à des services de base (eau potable, éducation, santé, voirie, salubrité du quartier), le militantisme social sinon politique,¹⁷ la promotion communautaire d'activités économiques visant la génération de revenus, etc. Les affinités s'y expriment en fonction d'objectifs formellement annoncés, ce qui rend les adhésions à la fois plus volontaires et plus ouvertes. La cooptation à l'unanimité des membres y est une procédure exceptionnelle, contrairement aux associations traditionnelles. C'est parmi les associations de type moderne qu'on trouve les regroupements les plus soucieux de permettre un large brassage social — même si les résultats en la matière sont parfois minces.

Il reste à déterminer si les identités associatives, en plus de susciter ou d'entretenir une forte référence territoriale (au quartier de résidence ou à la localité d'origine) manifestent suffisamment de vivacité, de créativité et d'efficacité, pour influencer significativement les évolutions de la société à des échelles élargies. Sont-elles en mesure de servir de ferments au processus de production de cultures politiques participatives et démocratiques, nécessaires à une véritable expression locale de la citoyenneté ?

Exercer un pouvoir : Quel pouvoir ? À quelles conditions ?

Cette seconde partie est introduite par un exercice de définition. Il s'est agi de s'entendre, avec les animateurs de mouvements associatifs, sur le contenu à donner au « pouvoir » susceptible d'être localement exercé par des organisations communautaires, et sur la « culture citoyenne » que cela suppose. Les associations des quartiers populaires apparaissent en effet comme des éléments fondateurs de nouvelles cultures urbaines de masse. Confusément ou très explicitement, selon les interlocuteurs, ces cultures de masse sont ressorties dans les entretiens comme le point de départ de toute réflexion de fond sur l'exercice « citoyen » ou

« démocratique » (adjectifs récurrents) d'un pouvoir dans la cité. De là, deux questions essentielles : les associations populaires urbaines sont-elles capables de devenir un cadre privilégié d'exercice du pouvoir souhaité ? Si oui, lesquelles d'entre elles seraient qualifiées pour exercer une force d'entraînement ?

La capacité des associations à participer à l'exercice d'un pouvoir local peut commencer à s'apprécier à travers leur capacité à comprendre l'importance du sujet et à en débattre. Aussi, avons-nous choisi de les impliquer dans la définition, non seulement du « pouvoir » en question ? mais du profil des associations les mieux susceptibles de l'exercer. Trois situations se sont présentées. Dans un premier cas de figure, pour la période antérieure à 1998, la discussion des définitions n'a pas été menée de manière explicite. C'est en analysant les motivations des personnes enquêtées à créer ou à rejoindre des associations, leurs capacités à les faire fonctionner, les types d'activités conduites, l'impact des interventions sur le quartier ou la ville, l'existence ou non d'une ambition claire de contribuer à l'évolution sociopolitique de la communauté locale en améliorant les conditions de vie et de production au sein de l'environnement immédiat, etc., que nous avons esquissé des profils de regroupements et d'individus pouvant être pris en compte dans cette réflexion. Dans un second cas, après 1998, les personnes interviewées ont proposé leurs définitions, en réponse à des questions explicites. Le troisième cas, toujours après 1998, est celui où les personnes interviewées n'étaient pas en mesure de participer à la définition des notions importantes : elles ont alors constitué progressivement leurs éléments de réponse grâce à des questions orientées.

La formation par le bas de cultures urbaines de type participatif

Pour une majorité de membres des associations populaires, les notions de « pouvoir local » et de « culture citoyenne » s'apprécient en termes pratiques, particulièrement sous certains aspects de leur propre expérience : la légitimité sociale, un rôle et un statut socio-économique satisfaisants, de même qu'une « participation au développement » effective et responsable.¹⁸ Le tout se rattache à une forte inscription territoriale, matérielle et symbolique, au niveau du quartier ou de la ville. Ainsi ébauché par le bas, le pouvoir citoyen souhaité pour les cités africaines intègre l'économie, le social, le culturel, le politique et le cadre de vie. L'échelle locale reste cependant un premier niveau qu'il faut concevoir, articulé avec d'autres échelles et d'autres formes de participation civique. De ce fait, l'analyse doit également porter sur le nécessaire rapport des échelles (de pouvoir) : entre le local et le supra-local (le pays, le reste du monde), entre les intérêts particuliers des « groupuscules » associatifs et l'intérêt général au sein de la Communauté élargie, entre les organisations les plus populaires de sociétés civiles en cours de constitution et l'État, etc. En définitive, comment penser les rapports entre localité et citoyenneté ? Parle-t-on de citoyenneté locale ou d'expression locale de la citoyenneté ?

Définitions

La *légitimité sociale* d'une association renvoie à la reconnaissance de son existence et de son utilité pour le Quartier ou la Ville. Toutes les associations s'accordent sur l'importance pour elles de jouir de la *reconnaissance des habitants du quartier* où elles sont implantées.¹⁹ Cette préoccupation peut avoir deux causes — qui ne s'excluent pas. D'une part, la satisfaction de la demande sociale exprimée au niveau du Quartier peut bien constituer l'objectif sincère des membres de l'Association. D'autre part, la majorité des regroupements espère une *reconnaissance institutionnelle*, perçue comme un gage d'accès à des subventions et à des moyens d'intervention plus conséquents. Or, la meilleure façon d'intéresser des institutions d'appui, agences de coopération ou ONG internationales, semble être de présenter une (apparence de) légitimité sociale, qui commence par la reconnaissance locale.

En direction des institutions d'appui, la reconnaissance locale est supposée témoigner d'un ancrage populaire, voire d'une représentation démocratique de la demande sociale. Symétriquement, l'association en quête d'une telle reconnaissance se soucie d'obtenir des appuis financiers et techniques, qu'elle pourra faire valoir à la manière d'une caution morale, tout en accroissant son capital de relations publiques, de compétences et d'argent, prouvant ainsi son dynamisme.

Les institutions dont l'appui est recherché peuvent occasionnellement relever de l'État central ou des collectivités locales. Mais les associations qui recherchent trop ostensiblement leurs faveurs sont vite suspectées d'opportunisme, voire de corruption et perdent alors le capital de sympathie et de crédibilité qu'elles avaient acquis dans le quartier — et qui leur valait de se faire connaître comme ses représentants légitimes.

Cette qualité de « représentants légitimes » s'acquiert patiemment. Des actions destinées à procurer une certaine visibilité à leurs initiateurs contribuent à la faire émerger. Néanmoins, les stratégies de recherche de visibilité ne vont pas toujours de pair avec la crédibilité, car les associations qui choisissent les actions d'éclat se soucient rarement de constance et de pérennité. Parmi celles qui présentent, au-delà du cercle restreint de leurs membres,²⁰ une réelle utilité sociale, bien peu ont des stratégies de communication qui leur permettent de capitaliser leur expérience. Peu visibles, sitôt franchies les limites du quartier, elles peinent à s'affirmer comme des espaces de revendication sociale, capables d'interpeller les autorités sur leurs devoirs, d'exprimer ou de relayer une demande et de proposer leur collaboration dans la détermination de solutions optimales (rapport entre coût financier et opportunité sociopolitique) en termes d'intérêt public.

Les membres des associations populaires urbaines cherchent à se faire reconnaître un statut socio-économique en rapport avec la place qu'ils prétendent occuper effectivement dans le fonctionnement des sociétés, particulièrement à l'échelle du quartier. De fait, le mouvement associatif leur fait éprouver concrè-

tement, par l'expérience sur le terrain, l'articulation nécessaire de leurs rôles sociopolitique et socio-économique. Constituant la majorité du corps social, les femmes et les jeunes ont massivement investi les associations populaires parce que celles-ci leur sont apparues comme de nouveaux espaces d'expression de leur volonté, de leur capacité d'initiative communautaire et d'investissement personnel pour l'amélioration des conditions de vie au niveau du quartier. En saisissant les opportunités de s'y créer des activités, des revenus et des emplois, ils tendent à s'émanciper d'un ordre social qui les destinait à rester d'éternels mineurs, des citoyens de second ordre — peu consultés et presque jamais associés, en tout cas pas de manière significative, aux décisions qui orientent la vie publique locale.

Si, plus largement, les mouvements associatifs africains exercent une telle attirance sur l'ensemble des cadets sociaux, c'est aussi parce qu'ils permettent de s'affirmer en tant qu'Individu.²¹ Dans le contexte de sociétés de traditions rurales qui, en s'urbanisant, ont gardé un solide fond communautariste et, parfois, anti-individualiste (Marie 1997), l'Association représente à la fois un prolongement des pratiques communautaires et un début de rupture.

En effet, la Communauté reconstituée au sein de l'association n'existe et ne fonctionne que sur la base du volontariat. C'est un Individu qui affirme seul son choix d'adhérer à un groupe et d'en suivre les règles collectives, pour des objectifs qu'il a identifiés comme compatibles avec ses préoccupations, voire bénéfiques. Par l'expression de son libre arbitre, il « débranche », ne serait-ce que ponctuellement, les automatismes socioculturels de l'allégeance à des autorités réputées « inquestionnables ». La dynamique associative ouvre ainsi sur des perspectives d'émancipation et de responsabilisation civique — même si le caractère massif de cette émancipation reste incertain. Pour chaque Individu que l'expérience associative parvient à révéler à sa dimension d'acteur sociopolitique responsable, combien restent-ils soumis à toutes sortes d'emprises conventionnelles ? On se contentera ici de s'interroger sur le sens à donner aux simulacres de démocratie électorale, quand les citoyens s'isolent devant l'urne, en votant selon les convictions et les prescriptions de leurs « tuteurs sociaux » (époux, aînés, chefs traditionnels et religieux) même quand les intérêts que défend leur bulletin sont sans rapport avec ceux de la communauté dans laquelle vivent les citoyens-disciples, électeurs par procuration ou par délégation. Les associations populaires, qui sont les lieux de mobilisation de jeunes et d'autres groupes sociaux défavorisés et donc potentiellement influençables,²² sont particulièrement concernées par ces problèmes de tutelle sociale et de récupération politique.

Ailleurs dans le monde, en d'autres temps, des modèles de pouvoir politique effectif et responsable — caractérisant l'exercice de la citoyenneté dans un système démocratique — sont nés dans la cité²³ : peut-on aussi l'envisager en Afrique, moyennant quelques adaptations ? L'autorité des pouvoirs publics varie sensiblement, dans les cités considérées, selon les singularités locales de l'his-

toire politique et institutionnelle, mais ses manifestations expriment dans tous les cas une culture politique qui syncrétise des expériences étrangères et des valeurs culturelles endogènes. Or les premiers bilans de ce qu'on a appelé, dans les années 1990, les « transitions démocratiques » africaines, sont loin de confirmer que les modèles « démocratiques » importés, occidentaux, présentés comme les « meilleurs » et les plus universels,²⁴ soient les mieux à même de répercuter, a fortiori de satisfaire, les demandes populaires (Ake 2000 ; Ben Arrous 2003). La question est alors de savoir si les conditions sont localement réunies pour que les masses populaires urbaines participent à la production de valeurs et de modèles démocratiques propres et pertinents.

Qu'apportent, et que pourraient apporter, les associations populaires à la fabrique sociale ?

- Aux déracinés de l'exode rural, les associations offrent une opportunité d'insertion. Dans un environnement globalement défavorisé, elles constituent, pour le plus grand nombre, un moyen de lutter contre la pauvreté et contre de nombreuses formes d'exclusion.

Il en va de la cité, de l'urbanité et de la citoyenneté comme du territoire du quartier, de la culture associative et des revendications qui s'y rattachent. On les adopte et on les maîtrise en apprenant à les connaître et en les pratiquant en mille circonstances : en se déplaçant, en exerçant un métier, en participant à des cérémonies sociales et à des événements culturels, en votant, en adoptant des codes (un langage, un accent, une manière de s'habiller et de marcher, d'être), en apprenant à s'organiser pour se faire reconnaître des droits puis les faire valoir (auprès de ses voisins, de ses collègues et de diverses institutions), en oubliant certaines traditions (pour mieux en réinventer d'autres), en s'identifiant à un espace, en le marquant de ses pratiques et en y projetant son imaginaire, en décidant du régime et du modèle de gouvernance en place ou à venir, en décidant de prendre son destin en main au sein d'une association.

Pour les petites gens des quartiers marginalisés (en terme de localisation comme en terme d'accessibilité à des équipements et à des services de base), mille contraintes existent, qui rendent improbables sinon vaines toutes les opportunités théoriquement offertes à chacun de s'affirmer pleinement citoyen: le statut socio-économique inférieur, le statut illégal du quartier, la condition de néo-citadin qui ne procure pas grande légitimité face aux groupes autochtones, l'incapacité d'exercer ses droits civiques en connaissance de cause... Pour une part importante des habitants des quartiers populaires, il y a pire que de n'être jamais du « bon côté » : n'être nulle part, déraciné, sans identité garantie, sans même être assuré de se faire reconnaître une existence sociale (avec des droits) ni compter assez pour être mis face à ses responsabilités.²⁵

Si les associations populaires favorisent autant la fonctionnalité physique des quartiers que la fluidité des rapports sociaux entre membres et voisins de quartier et entre les communautés des quartiers avec le reste de la société urbaine, c'est parce qu'elles procurent l'occasion à chacun, et particulièrement aux néo-citadins, de se choisir des règles de vie en commun, dans des villes aux codes d'intégration difficiles à saisir sans une longue initiation. Cette double fonction affective et utilitaire (Borja 1975) s'apprécie particulièrement à travers les opportunités qu'offre l'Association à ses adhérents de se découvrir des intérêts communs, susciter des aspirations collectives, et résoudre les problèmes posés par la compétition de tous contre tous dans des centres urbains de plus en plus grands. Ira-t-on jusqu'à voir en ces regroupements populaires un moyen de recomposer le tissu social à l'échelle de la Ville ou d'un pays, en suscitant l'embryon de ce qu'on pourrait appeler un « syndicalisme social urbain » ?²⁶

- Les micro-sociétés que constituent les associations s'inventent de nouvelles raisons et règles de vivre ensemble. Leurs membres prennent conscience des problèmes que peuvent poser la poursuite de leurs objectifs et intérêts de communauté restreinte, par rapport à l'intérêt général entendu à l'échelle du Quartier et de la Ville. À cette occasion, peuvent émerger des redéfinitions de la « chose publique »²⁷ qui prennent en compte l'hétérogénéité du social et favorisent, mieux que les projets d'État-nation à marche forcée, la production d'une identité plurielle et partagée.

Les associations, intervenant parmi des communautés forcément composites, peuvent-elles à la fois satisfaire leurs membres et préserver l'intérêt général ? Et que signifie « l'intérêt général » pour des associations qui prétendent le servir ? Si l'on ramène la compréhension qu'elles ont de cette notion aux illustrations qu'elles en donnent sur la base de leurs actions de terrain, alors l'intérêt général se résume à la fourniture (si possible rémunérée) de services publics de base. Dans ce cas, qui est habilité dans le quartier ou la cité à établir la liste, le contenu et les conditions de délivrance de tels services ? Concrètement, qui arbitre entre les associations, les habitants qui bénéficient de leurs prestations, mais aussi le reste de la communauté du quartier ou de la ville qui, sans être directement concerné par le contrat en subit éventuellement des conséquences non souhaitées ?²⁸ Toute activité de prestation de services est-elle à caractère public et d'intérêt général ?

Des définitions plus fines de l'intérêt général devraient permettre de mieux orienter et réglementer certaines des activités de prestation de services conduites dans le cadre associatif, notamment dans des domaines sensibles qui touchent à l'ordre public. Sur fond de montée de l'insécurité, quand la puissance publique renonce ou ne parvient plus à contrôler l'exercice de la force, les associations de gardiennage prolifèrent dans tous les centres urbains considérés.

En l'absence de garde-fous pour prévenir les abus de la privatisation et de la marchandisation de la violence et de la sécurité (qui est une forme d'organisation de la violence), l'existence de nombreuses pratiques informelles, tant au niveau des associations que de la population, est une source potentielle de tensions et de conflits.

L'enjeu associatif, en ce domaine, est de contribuer à l'émergence de valeurs unificatrices, capables de lier des communautés néo-citadines hétérogènes. Celles-ci, sous la pression de l'exode rural, sont en effet appelées à subir une cohabitation forcée, en attendant de se trouver des raisons de vivre ensemble et un *modus vivendi* acceptable. Or, de la latitude d'improvisation laissée aux associations populaires, il peut sortir le pire comme le meilleur.

La relecture de la *diatiguiya*, l'hospitalité malienne, par les associations de quartier de Bamako, à l'occasion de l'édition 2002 de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), illustre bien le meilleur. Les organisateurs de la CAN 2002 ont unanimement salué l'initiative des associations de jeunes, qui ont spontanément décidé de coordonner leurs efforts pour mettre à l'aise les supporters de tous les pays participant au tournoi continental de football. Ainsi, chaque quartier a parrainé une équipe, assistant ses supporters pour leur logement, leur nourriture, leur transport, et même l'animation des matches. Cet exemple symbolique et pédagogique d'intégration régionale par le bas, éminemment valorisé par de nombreux médias en mal de sujets de reportage, a sûrement plus frappé les esprits que tous les discours et traités de la CEDEAO et de l'UEMOA réunis en faveur de la tolérance et de l'hospitalité inter-communautaires. Les associations ont montré que l'affirmation de l'identité d'un groupe social (les jeunes), d'un quartier ou d'une ville, pouvait se réaliser dans des pratiques d'ouverture et de convivialité plutôt que d'exclusion. Cette démonstration, même ponctuelle et circonstanciée, témoigne qu'à certaines conditions, les cités africaines peuvent devenir des creusets où se parfonde en harmonie l'identité nationale, locale, régionale.

Le pire ou quelques aspects inquiétants des dérives qui peuvent être observées dans des pratiques associatives totalement laissées à elles-mêmes, est quotidiennement illustré dans les quartiers populaires par des cas d'exclusion d'allogènes par des autochtones, ou des cas de rivalité entre des groupes récemment arrivés et des communautés qui les avaient simplement devancés dans le quartier (Bayart et al. 2001). C'est par exemple, à Abidjan, une association de femmes d'Abobo-Baoulé Nord-Est qui initie un projet dont le caractère d'utilité publique est incontestable, puis qui interdit aux personnes étrangères à « sa » communauté d'accéder aux équipements et aux services à des conditions aussi favorables que celles qu'elle réserve à ses membres. La même association voudrait se faire reconnaître par les autorités centrale et locales le monopole du pouvoir de décision au sein du comité de gestion du projet, en interdisant

l'accès aux communautés allogènes qui ne se sont pas impliquées dès la première heure à ses côtés (Wade 2001).

- Les associations valorisent la participation à la vie publique des groupes au statut défavorisé et la complémentarité des rôles sociaux, selon des schémas inédits. Face à la crise durable et multiforme que traversent les sociétés africaines, les associations populaires innovent en générant des rôles inédits pour les femmes, les jeunes et d'autres groupes à la recherche de reconnaissance sociale et de participation à la vie publique.

Cette valorisation des catégories vulnérables ne sera toutefois pas optimisée sans un soutien institutionnel conséquent — qui donnerait aux associations populaires les moyens de conserver un minimum d'autonomie. Faute de cela, les associations resteront des proies faciles pour des groupes d'intérêt organisés (partis politiques, équipes municipales) qui les instrumentalisent en les plaçant, si besoin, en porte-à-faux par rapport aux intérêts des communautés dont elles sont issues (groupe social d'origine, quartier). Fournir un appui institutionnel aux associations et particulièrement aux groupes défavorisés qui forment l'essentiel de leurs rangs, ce serait témoigner un début de reconnaissance de la valeur de l'investissement social.

Certains pays développés commencent à voir d'un œil neuf la valeur économique de l'investissement social, en employant les énergies concentrées dans le milieu associatif et en rétribuant des groupes précaires, au bénéfice d'autres groupes précaires et de l'ensemble du corps social. Les Emplois Jeunes créés en France en 1997 renouvellent en profondeur la perception du travail social. Le secteur associatif, constituant dans ce pays 5 pour cent des emplois rémunérés (*Le Monde* 2001:xiv), n'est plus perçu comme le domaine exclusif du bénévolat et de la philanthropie. On considère désormais qu'il peut à la fois favoriser l'insertion économique des jeunes et améliorer la prise en charge sociale de certains problèmes (par exemple fournir à moindre coût des services de soutien aux personnes âgées). Cette approche constitue un retour à des valeurs sociales oubliées au nom de la productivité économique. Elle illustre la capacité de proposition, par la classe politique d'un pays européen, de nouveaux rôles sociaux réconciliant solidarité sociale et productivité économique.

Pour des sociétés africaines encore très imprégnées des valeurs d'entraide et de solidarité, et qui sont en train d'apprendre à y renoncer — justement au nom de la « performance économique » — cet exemple devrait être une occasion de méditer sur la manière de valoriser des énergies sociales encore inexploitées, notamment parmi les associations populaires. Un préalable reste, bien entendu, de pouvoir apprécier la contribution (même potentielle) de ces associations, tant à la fabrique sociale qu'à la production économique et, en villes, à la redéfinition citoyenne de l'intérêt général.

La qualification des associations citoyennes

Le repérage, parmi un mouvement associatif très composite, des associations populaires susceptibles d'entraîner avec quelque chance de succès une dynamique revendicative et citoyenne de grande ampleur, suppose qu'il soit possible, avant même de comparer les forces et faiblesses des divers regroupements, d'en dresser un tableau relativement exhaustif. En termes pratiques, cela passe par une simplification et une clarification de leur statut juridique, de manière à inciter à une officialisation des structures et à une plus grande « transparence » (autre notion récurrente dans les entretiens) — en cohérence avec la « transparence » que les associations réclament souvent de la part des pouvoirs publics.²⁹ Quels modes d'organisation et de fonctionnement associatif pourraient-ils tenir lieu de modèles de démocratie politique et sociale ?

L'organisation et le fonctionnement internes des associations

- Les modèles d'organisation interne se répartissent en deux grandes catégories. De manière classique, l'association peut se structurer selon le modèle « standard » qui lui est fourni (en même temps que des statuts types) par l'administration locale ou nationale de tutelle. Un Bureau est alors élu, avec un(e) président(e), un(e) vice-président(e) (ou plusieurs), un(e) secrétaire exécutif(ve), un(e) trésorier(e). Il est éventuellement complété par des commissions spécialisées ou personnes ressources mandatées pour superviser des actions spécifiques, selon les objectifs et les domaines d'intervention de l'association : affaires sociales, affaires sanitaires, hygiène et propreté, relation avec les institutions ou avec les autres associations, médiation (en cas de conflits), etc. Dans le second cas de figure, le modèle d'organisation est propre à la structure et s'inspire de modèles socioculturels plus ou moins spécifiques aux communautés concernées, avec un(e) président(e) tantôt élu(e) tantôt désigné(e) de manière consensuelle — assisté(e) d'une ou plusieurs personnes elles aussi élues ou désignées selon les mêmes procédures admises comme légitimes.

Déclarées ou non, les associations d'inspiration moderne tendent à épouser les standards administratifs en vigueur. Les associations d'influence traditionnelle suivent tantôt un modèle traditionnel, tantôt s'inspirent des statuts types fournis par l'administration, notamment quand elles sont déclarées. Au total, le type moderne ou traditionnel du regroupement ne permet donc pas de préjuger de son modèle d'organisation. Il est toutefois remarquable que les structures traditionnelles sont souvent plus cohérentes dans leur choix d'organisation et de fonctionnement, car elles appliquent plus souvent les règles qu'elles adoptent. Parmi les associations de type moderne, qui se donnent des règles en apparence plus démocratiques, beaucoup ne les appliquent pas systématiquement. Les

membres accusent alors les leaders de gestion peu transparente ou de mauvaise gestion.

- Relativement aux modèles de fonctionnement des associations, on note que plus de la moitié de celles qui sont enregistrées n'est pas fonctionnelle — et autant de celles qui ne sont pas déclarées fonctionnent de manière effective. Les associations étudiées suivent rarement un modèle « démocratique » dans la désignation des leaders (membres du Bureau), la prise de décisions et, plus largement, l'ensemble des modalités de fonctionnement. Pourtant, elles donnent volontiers d'elles-mêmes l'image d'espaces de débats, de partage de la prise de décisions (à travers la procédure du vote, que l'on y pense répandue, et par le recours supposé à des techniques de négociation, pour aboutir à des consensus ou au moins à des majorités). Loin des représentations idéalisées de micro-sociétés démocratiques, l'analyse de leur fonctionnement interne révèle des réalités contrastées.

Les associations d'inspiration traditionnelle, parce qu'elles mobilisent des registres de solidarité qui sont « normalement » et habituellement sollicités dans les relations sociales courantes, apparaissent particulièrement stables dans leur fonctionnement.³⁰ C'est d'ailleurs au sein des associations de femmes, où l'on épargne pour faire face à diverses obligations familiales et sociales, qu'on se réunit le plus régulièrement. Les associations traditionnelles s'embarrassent rarement de formes démocratiques mais fonctionnent néanmoins, dans la plupart des cas, de manière consensuelle. L'adoption de règles de désignation des leaders et de prise de décisions respectant les pratiques socioculturelles éprouvées réduit les conflits, avec des modes de prévention, de régulation et de solution également codifiés par la tradition. L'absence fréquente de règlement intérieur écrit ne signifie pas, en effet, l'incapacité des membres à se doter de règles puis à les respecter. Les associations de femmes, encore une fois, observent en général une réelle discipline : stricte observance et contrôle des cotisations, répartition au franc près des crédits et diverses aides accordées aux membres et à leur proche famille (cérémonies familiales, fournitures scolaires, vivres, ordonnances), sanction des infractions.

En comparaison, les associations de type moderne éprouvent plus de difficultés à respecter les règles qu'elles se fixent formellement, avec des statuts et un règlement intérieur écrits. Dans la pratique, on note fréquemment une confiscation du pouvoir par les membres fondateurs, ce qui provoque des rivalités et éventuellement des scissions, quand les membres se répartissent dans des « clans » par trop antagonistes. Si les règles de fonctionnement ne sont pas rigoureusement appliquées, si elles ne sont pas suffisamment explicites, ou si elles le sont trop (ne laissant pas suffisamment de latitude à la gestion de tensions imprévues), les problèmes tardent rarement à surgir quand le premier cercle des membres fondateurs s'agrandit.

Les structures de composition hétérogène (en termes de sexe, de classe d'âge, de catégories socioprofessionnelles) tendent à reproduire les pesanteurs sociales dominantes. Elles confient rarement des postes de responsabilité à des femmes ou des jeunes. Quand des femmes sont néanmoins membres du Bureau, c'est généralement au poste de trésorière — en vertu, semble-t-il, de leur réputation d'honnêteté et capacités de bonne gestion. Les regroupements mixtes qui comptent des femmes à d'autres postes de décision fonctionnent pratiquement comme des associations de femmes, où les hommes, stratégiquement admis pour leur soutien matériel (cotisations, droits d'adhésion, éventuellement l'image d'une mixité socialement « rassurante ») restent des membres peu influents, peu impliqués dans les tâches courantes.

- La personnalité du leader ou du petit groupe d'animateurs d'une association, leurs compétences (qui sont souvent fonction du niveau de scolarisation) et leur capacité à comprendre l'environnement local s'avèrent déterminantes. Les adhérents déplorent parfois les stratégies individuelles et individualistes de certains leaders et leur reprochent d'utiliser leur position privilégiée pour « monnayer » le capital social de l'Association contre divers avantages personnels.

Quand ces accusations sont fondées (ce qui n'est pas toujours le cas), les leaders incriminés prospèrent en fait sur une double culture — sur la maîtrise de deux systèmes qui *pourraient* se renforcer mutuellement mais ne savent pas encore le faire. Ils mobilisent, d'une part, des référents culturels et techniques (droit, comptabilité, formalisme épistolaire) relativement inhabituels dans les quartiers populaires, mais nécessaires à toute incursion dans l'univers institutionnel des États (administration centrale ou locale), des agences de coopération et des grandes ONG nationales ou internationales. D'autre part, ils savent valoriser leurs compétences en poussant une majorité de membres à les élire ou à les désigner, « pour le bien de l'Association », comme les interlocuteurs « naturels » de tout partenaire institutionnel (potentiel), par exemple pour représenter l'Association à des séminaires ou négocier et signer d'éventuels contrats.

Ces leaders-là ont peu ou prou été à l'école, parfois à l'université. Certains disposent seulement d'un bagage rudimentaire, d'autres peuvent se prévaloir d'une formation supérieure et/ou d'une expérience de quelques années dans le cadre d'une administration publique, d'un Projet de l'État (un temps financé par des bailleurs de fonds) ou d'une ONG. Leur formation et/ou expérience leur permet de maîtriser suffisamment les langues étrangères et officielles³¹ pour identifier des interlocuteurs potentiels, entrer en relation formelle avec eux (lettres, téléphone, fax), constituer et suivre des dossiers, contracter, établir des programmes d'action et des projets ou pré-projets qui sont ensuite proposés, amendés et transformés en fonction des desiderata des partenaires sollicités. Issus du « peuple », leur imprégnation de la psychologie populaire les autorise à s'arroger le statut de représentants légitimes du Quartier ou de la Communauté.

Leur position de « courtiers du développement » (Le Meur 1996) fait parfois dire que les mouvements associatifs sont en train de constituer un ascenseur social, économique et même politique³² pour certains leaders populaires.

Face à la réticence à déléguer, constatée chez de nombreux leaders, comment les adhérents peuvent-ils s'initier au fonctionnement d'un pouvoir démocratique (tel qu'une Assemblée générale est supposée le permettre) ? Comment peuvent-ils se forger une expérience de prises de décision, sinon collectives, unanimes ou consensuelles, à tout le moins négociées ? En généralisant — dans une tentative de rapprocher le fonctionnement des micro-sociétés associatives et de la Société au sens large — devrait-on admettre que la participation démocratique à la vie de la communauté (de l'association, du quartier, de la ville, du pays) reste réduite ou différée, le temps de préparer la base des citoyens (adhérents d'associations) à une participation pleinement informée et responsable ? Ou devrait-on faire prévaloir les apparences conventionnelles de la démocratie, la formation d'une majorité numérique et sa comptabilité automatique, sur la capacité de discernement, de compréhension des enjeux du vote par la masse des membres/électeurs qui prennent d'importantes décisions ? Le pouvoir de décision peut-il faire l'économie d'une opinion publique exigeante et avertie, sachant s'informer à des sources pluralistes et se déterminer en toute connaissance de cause³³ ?

Peut-on imaginer que l'intelligence des situations, la capacité de vision, de proposition et de revendication de quelques leaders du monde associatif transforment leurs mouvements en contre-pouvoirs effectifs, capables d'inciter — d'amener — les dirigeants politiques à intégrer la demande sociale dans le contenu de leurs programmes de gouvernement ? Dans l'affirmative, cela signifierait que les mouvements associatifs réussissent à animer des espaces publics supra-partisans, à distance des partis politiques classiques — qui semblent aujourd'hui frappés d'un discrédit croissant, quand la libéralisation somme toute récente de la vie politique (multipartisme) aurait pu laisser penser le contraire.³⁴

Autonomie ou discrédit

Souvent consternés, parfois louangeurs, usuellement pris de cours, les pouvoirs publics tendent à laisser les associations populaires s'agiter dans leur coin. Nul ne reste indifférent à leur potentiel, tantôt valorisé comme la promesse de nouvelles « démarches citoyennes » encore floues (dans les forums internationaux où se rencontrent les principaux bailleurs de fonds), tantôt décrié *mezza voce* entre gens de confiance des partis au pouvoir.

À ces mêmes pouvoirs publics, variablement disposés à leur égard, les associations demandent un appui institutionnel — comme soutien à leur souci d'éviter toute « récupération » politicienne ou autre. La question reste de savoir comment s'assurer que les associations ainsi « appuyées » par les pouvoirs pu-

blics ne seront pas caporalisées par leurs partenaires. Sans appui institutionnel — et donc, compte tenu de la disette financière des quartiers populaires, sans moyens réguliers de se doter d'une autonomie plus ou moins durable — les associations s'exposent en tout cas à des instrumentalisation qui obèrent à la fois leur crédibilité, leur pérennité et leur efficacité.

Dans quelques-uns des pays considérés, en Tanzanie et en Mauritanie, les associations sont délibérément propulsées en interface entre la poignée d'opérateurs économiques des quartiers populaires qui paraissent en mesure de s'acquitter des impôts locaux, d'une part, et d'autre part des autorités municipales plus ou moins miséreuses, peinant à arracher par elles seules le paiement de taxes locales en échange d'hypothétiques équipements ou services à vocation collective. Les associations consentantes sont alors ristournées pour leurs bons et loyaux services mais l'on ne saurait assurer que de telles prestations renforcent leur légitimité dans le quartier.

Vers l'organisation de mouvements populaires spontanés

- Les mouvements associatifs se démarqueront des entreprises économiques en clarifiant leurs objectifs et en orientant leurs domaines d'intervention vers des causes d'utilité publique. De nombreuses associations expriment le souhait d'être agréées — souvent pour pouvoir légalement opérer dans le créneau de l'enseignement communautaire (soutien scolaire, alphabétisation d'adultes). Ce rôle d'auxiliaire de la puissance publique ne leur est qu'exceptionnellement reconnu de manière officielle. L'État et les pouvoirs décentralisés laissent faire (comme sur d'autres plans, par incapacité de contrôler la situation), sans que leur mutisme puisse être distinctement interprété, ni comme un encouragement officiel, ni même comme une reconnaissance tacite.

Certains regroupements peuvent se prévaloir d'un niveau de scolarisation honorable, sinon élevé. Si l'État sénégalais, à partir de 1995, s'est résolu à baisser ses standards de recrutement pour engager des « volontaires de l'éducation », en échange d'une précarisation des emplois, pourquoi ne pas envisager de reconnaître et d'agréer les associations qui présentent des garanties de compétence, d'expérience et de sérieux ? L'État central pourrait inciter les associations à faire homologuer leurs programmes ou à suivre ceux de l'enseignement public, avec un contrôle régulier du déroulement normal des cours et du niveau des enseignants.

Dans notre échantillon, certains leaders d'associations ainsi « qualifiables » suggèrent une période probatoire de quelques années, puis un test de vérification des compétences et une déclaration formelle d'engagement à respecter strictement un cahier des charges explicite, avec un contrôle conjoint de la puissance publique et d'associations de parents d'élèves ou d'autres associations de quartier (qui auraient déjà reçu leur agrément). Cette approche pourrait être

étendue à l'ensemble des structures déclarées qui conduisent des activités d'utilité publique.

- Les mouvements associatifs devront assumer leur spécificité vis-à-vis des partis et des syndicats. Les associations n'ont pas encore démontré un rôle comparable à celui des syndicats et des partis politiques, en tant que cadres d'expression de revendications sociales. En l'état actuel, leur positionnement n'exprime pas toujours assez nettement (sans même parler d'efficacité) les revendications du plus grand nombre — autrement dit la masse des non-partisans et non-syndiqués. Là, pourrait ou devrait cependant résider, si elles s'organisent en conséquence, l'avantage comparatif des associations populaires.

L'émergence, la maturation et la dissémination de modèles associatifs de démocratie politique et *sociale*³⁵ passent concrètement par la définition de plateformes de revendication et de proposition, ce qui exige beaucoup de la part de mouvements populaires peu organisés, notamment en terme de conceptualisation et de capitalisation des expériences locales, de renforcement et de structuration d'initiatives pour l'heure disparates.

L'incapacité des associations à produire un discours sur elles-mêmes, à capitaliser leurs pratiques, à « communiquer » par-delà les limites du quartier, à diffuser des images valorisantes susceptibles d'amener d'autres acteurs sociaux ou politiques à collaborer avec elles, marque un échec provisoire. Les associations populaires ne savent généralement pas présenter leur expérience pour ce qu'elle est — un trésor de pragmatisme, infiniment précieux pour quiconque veut bien prendre au sérieux les contextes parfois très compliqués (sociaux, psychologiques...) dans lesquels doivent nécessairement s'inscrire des réponses valables à des questions précises.

Le rôle et la spécificité des partis politiques et des syndicats professionnels ne sont pas fondamentalement mis en cause. Les associations urbaines n'en ont aujourd'hui ni les compétences (internes) ni l'audience (supra-locale). Elles laissent le militantisme politique aux partis, le syndicalisme socioprofessionnel aux syndicats, selon des schémas convenus qui délimitent la surface d'intervention des principaux groupes organisés — et où elles n'ont pas encore de place assurée. Le vieillissement des délimitations conventionnelles (partis, syndicats) alimente ou exacerbe cependant des imbrications inavouées avec d'autres instances de pouvoir, notamment le pouvoir religieux, qui vident de leur sens les modèles institutionnels et les principes de gouvernance officiellement chéris.

On évoque souvent au Sahel l'« aristocratie » maraboutique, comme on parle un peu partout des « barons » de la politique, toutes choses surprenantes en République. Si les associations doivent leur faire allégeance en mettant à leur disposition une part décisive du vote populaire, pour servir des intérêts qui sont rarement ceux du peuple, alors l'explosion des mouvements associatifs n'aura pas changé grand-chose dans la cité. Revoici posées les questions de l'intérêt

général, de la citoyenneté, du bien public. Si les associations populaires continuent de se mouvoir dans un vide pas seulement juridique, mais de simple reconnaissance (sociale, institutionnelle), il ne fait guère de doute qu'elles seront tentées de s'allier à qui saura leur témoigner de l'intérêt — quitte à fausser leur expression de la demande sociale.

- Les réseaux d'associations et leurs liaisons avec d'autres forces sociales organisées incitent les mouvements populaires à articuler plus efficacement les niveaux et les formes de revendication sociale, du quartier au pays, et peut-être même de l'échelle nationale à l'échelle supra-nationale. L'une des stratégies de renforcement des associations populaires est la constitution en fédérations communales, départementales, régionales, nationales, voire supra-nationales quand les processus d'intégration africaine s'y prêtent.

Les interventions à l'échelle nationale témoignent de la capacité grandissante des mouvements associatifs urbains locaux à s'imposer aux États — à l'instar de certaines associations rurales (Sarr 2002). Au Sénégal, le Conseil national de concertation des ruraux (CNCR) a réussi à se faire considérer comme un interlocuteur de la Banque mondiale dont une mission est venue à Dakar, en 1999, négocier les conditions de reconduite d'un important prêt avec le gouvernement sénégalais. Le même CNCR a initié une plate-forme sous-régionale des producteurs ruraux avec le Réseau des organisations paysannes et producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), qui est devenu un interlocuteur privilégié de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine).³⁶ Il est vrai que les partenaires internationaux au développement portent traditionnellement plus d'intérêt au monde rural qu'aux villes africaines. Ni cette inclination historique, ni l'ancienneté des traditions d'organisation communautaire dans les campagnes, ne suffisent cependant à expliquer le surcroît de visibilité des associations du monde rural. Si le poids économique des exploitations agricoles et des structures qui les fédèrent et les représentent est de mieux en mieux reconnu, il reste encore aux associations urbaines à faire admettre la valeur économique de l'investissement social et son immense potentiel, ainsi que l'étendue et la légitimité de la demande sociopolitique qu'elles représentent tout aussi valablement.

D'autre part, et sans vouloir comparer directement les capacités d'organisation, de revendication et de proposition des sociétés civiles occidentales à celles des sociétés africaines, il convient d'observer le caractère très marginal de la participation des associations populaires africaines aux réseaux associatifs internationaux, unis autour de causes d'intérêt « mondial » (Lévy 1996). Les incursions africaines sur la scène activiste mondiale restent en effet timides, comme l'illustre la rareté persistante des participations africaines aux diverses éditions du Forum social de Porto Alegre (en 2001, 2002 et 2003). Certes, les réseaux antimondialistes ou altermondialistes entrouvrent de nouveaux espaces d'ex-

pression et d'intervention aux associations africaines — certaines d'entre elles étant par exemple affiliées au mouvement ATTAC.³⁷ Mais entre le local et le mondial, c'est à l'échelle nationale que se situent encore les lieux de pouvoir les plus décisifs. La section française du mouvement ATTAC a récemment démontré sa capacité à animer une alternative militante aux partis politiques (qui en Occident aussi traversent une crise de confiance) en présentant une plate-forme de propositions à l'intention des candidats à l'élection présidentielle d'avril 2002. On imagine mal, pour l'instant, des associations populaires africaines prendre ce genre d'initiatives. Il demeure qu'elles parviendront difficilement à faire valoir les revendications du plus grand nombre sans opérer, dans un avenir proche, des sauts d'échelle.

La localité et la citoyenneté

La notion de « localité » a paru abstraite aux personnes interrogées. Au fil des questions orientées, elles ont cependant déterminé, de manière unanime, que le Quartier en était l'illustration la plus tangible. La Ville, autre « localité » envisageable, s'est avérée une échelle plus exceptionnelle : nos interlocuteurs ne la créditent d'un caractère « local » que lorsqu'il leur faut traiter avec les pouvoirs publics, pour la prise en charge de problèmes qui ne peuvent être gérés à la seule échelle du quartier par les associations. Quant aux différentes échelles administratives intermédiaires entre le quartier et la nation (et qui, dans l'exemple de l'Afrique francophone peuvent être le district, le département, la région, la province, etc.), seul un nombre réduit d'associations en fait mention, et à la condition expresse que leurs membres aient eu des expériences précises à ces niveaux. Ainsi, ce sont les associations les plus expérimentées qui ont éventuellement conscience des rapports susceptibles d'exister entre la notion d'échelle, la notion de pouvoir, et l'espace (physique, sociopolitique, économique, institutionnel, etc.) dans lequel elles interviennent.

Identités, pouvoir et territoire

Les stratégies de marquage territorial et d'appropriation de l'espace public sont généralement le fait de groupes désireux de faire prévaloir leurs droits (ou certains privilèges) vis-à-vis d'autres groupes, extérieurs au quartier. Cet espace public est envisagé comme à la fois physique et social, objectivé, symbolisé, intériorisé, perçu, représenté, projeté.³⁸ Il inclut, de fait, une forte dimension symbolique. C'est cette combinaison de rapports physiques et symboliques qu'entretiennent les associations urbaines avec leurs « aires d'influence » — leurs territoires.

Les associations de jeunes expriment leur territorialisation à travers divers défis inter- ou intra-quartiers. Il peut s'agir de tournois sportifs, de concours de théâtre, de musique et de danse, de compétitions pour la salubrité et l'hygiène,

d'opérations ponctuelles de nettoyage des rues, de ramassage des ordures et d'embellissement des lieux publics.³⁹

Les associations de prestation de services (rémunérés) tendent à revendiquer un accès privilégié aux clients potentiels habitant leurs quartiers d'implantation. La notion d'échelle renvoie ainsi à la notion de limites, l'une et l'autre déterminant la dimension locale des identités associatives. Les limites du Quartier sont perçues comme un facteur de légitimation des initiatives des regroupements. Ces limites peuvent être établies conventionnellement, sans être toujours institutionnalisées par un tracé administratif qui leur donnerait une sorte de matérialité et d'intangibilité. Mais en aucun cas, les textes de lois et de règlements nationaux ou locaux ne réservent aux associations autochtones et endogènes l'exclusivité des interventions dans « leur » Quartier.

Le Quartier représente le cadre de référence identitaire le plus fréquent — mais on note des exceptions. Les associations de « ressortissants de... » et, plus généralement, de migrants récemment arrivés en ville, mesurent leur efficacité à la capacité d'influence que leurs membres conservent ou acquièrent dans leurs terroirs d'origine (par exemple en y investissant l'épargne de leurs revenus urbains). Les formes de pouvoir délocalisé qui en résultent paraissent d'une efficacité croissante, à mesure que se renforcent les facilités de communication et de circulation de divers flux (d'argent, d'informations, etc.).

Certaines associations populaires cherchent donc moins à influencer l'espace géographique dans lequel elles s'inscrivent physiquement qu'à constituer des cadres d'identification et de concentration de personnes ressources et de moyens d'intervenir sur des espaces distants. Il n'est alors pas rare de voir parmi leurs membres des maires et conseillers de communes distantes. Le pouvoir souhaité reste local mais le « local » en question est celui de la circonscription d'origine, l'enjeu étant de pouvoir apparaître comme son porte-parole privilégié dans la ville d'adoption ou de résidence.

Autre cas particulier, les associations confessionnelles rattachées à des confréries musulmanes, à des sectes chrétiennes, et toutes confessions confondues à des centres d'influence religieuse distants de leur lieu d'implantation (à la campagne, dans un autre centre urbain du territoire national ou très loin à l'étranger) relayent des normes et des valeurs qui peuvent générer des tensions ou des heurts. C'est alors *contre* de telles associations, dans la suspicion sinon l'hostilité, que les habitants du quartier se construisent une identité commune.

Du local au national (et au-delà)

L'échelle est une notion dont les acteurs locaux sentent confusément l'importance, dans la détermination de la consistance du pouvoir local qu'ils revendiquent, sans pouvoir pousser très loin leur réflexion. Elle détermine la taille des territoires associatifs, qui détermine à son tour, au moins partiellement, les performances

des associations, dans la mesure où les territoires qu'elles prétendent couvrir doivent être en rapport avec leurs capacités réelles d'intervention.

À chaque échelle de pouvoir correspondent des acteurs urbains potentiellement complémentaires mais qui, souvent, s'ignorent. Chaque catégorie d'acteur urbain se réfère à l'échelle qui le concerne le plus directement, pour s'identifier à un lieu ou pour conduire ses activités à sa convenance. Les mairies programment à une échelle qui n'est ni celle des services de santé, ni celle de l'éducation nationale, ni celle du développement communautaire, et aucune de toutes celles-ci n'est l'échelle où opèrent les associations.⁴⁰ La superposition d'échelles et de limites administratives de différentes sortes provoque de nombreuses incohérences dans la prévision, la réalisation et la gestion des équipements.

La question de l'échelle est donc importante mais souvent éludée, y compris par les sociétés civiles émergentes, qui ne disposent pas toujours de cadres appropriés pour approcher toute la chaîne des pouvoirs institutionnels (pouvoir central ou fédéral, régional, municipal, etc.). Il demeure que les revendications urbaines ne peuvent être valablement défendues sans tenir compte de l'emboîtement des niveaux de pouvoir allant du local au national, voire au-delà.

Si l'échelle locale est à considérer avec beaucoup de sérieux dans une réflexion sur les villes africaines — jusqu'ici exclusivement conçues depuis le « haut », sans prendre suffisamment en compte la façon de vivre et les besoins des habitants — il importe également de débusquer l'instrumentalisation du local par des acteurs en quête de pouvoir à une échelle supérieure. Le local peut en effet constituer une simple « porte d'entrée ». C'est le cas lorsqu'un mandat de maire ou de conseiller municipal est habilement « mis en valeur » par des leaders associatifs et apprentis politiciens, soucieux de séduire ou d'impressionner les partis politiques, et de se faire classer en position avantageuse sur leurs listes lors de futures élections nationales.

En définitive, l'articulation des échelles de revendication sociale et de pouvoir appelle des stratégies concertées, de la part des différents protagonistes du Quartier, de la Cité, du pays, afin de prévenir les antagonismes entre les différents niveaux et formes de citoyenneté et d'autorité. Si un intérêt général, supérieur aux intérêts particuliers localement identifiés, existe et doit être respecté, seul un État suffisamment crédible peut en assurer la défense explicite. Mais l'autorité longtemps associée à l'échelle nationale se dilue dans deux directions opposées, à deux échelles extrêmes : d'une part, le local — avec la systématisation et le renforcement des politiques de décentralisation — et d'autre part le sous-régional — avec la diversification des politiques d'intégration auxquelles les États souscrivent librement. Les États renonçant à des parcelles de leur autorité à ces deux échelles, les mécanismes d'articulation entre acteurs de l'espace public — au rang desquels figurent désormais les associations populaires — semblent appelées à connaître une phase d'instabilité relativement prolongée, peut-être avant de se fixer dans de nouvelles configurations inédites.

Remarques finales

De l'échantillon des villes africaines considérées, ce sont les tendances dominantes, relevées sur le terrain, qui ont d'abord été présentées ici. Elles ont servi de substrat à l'exercice de « réflexion géographique par le bas », qui a ensuite été entrepris dans la seconde moitié du document. L'image générale qui en ressort ne cherche pas à gommer ni même à estomper les différences parfois fortes qui existent entre les associations, en « forçant » sur une homogénéité illusoire. Plus que l'histoire — ou les histoires toujours singulières — des mouvements associatifs populaires urbains, ce sont les perspectives qui s'offrent à eux qui ont retenu notre attention.

En reprenant l'exemple du niveau d'organisation, de visibilité et d'efficacité stratégique atteint par les organisations paysannes au Sénégal (CNCR) et en Afrique de l'Ouest (ROPPA), on peut raisonnablement avancer que les associations populaires urbaines disposent d'un capital d'expériences susceptible de déboucher, à relativement court terme, sur un engagement dépassant les limites des quartiers populaires. L'explosion démographique et le transfert de la pauvreté rurale dans les villes ont provoqué de pénibles situations de déracinement, ainsi que d'intéressantes expérimentations populaires. En accompagnant l'émergence de nouvelles cultures urbaines, en produisant de nouveaux registres de solidarité et de nouvelles formes de sociabilité, en explorant des modes de production économique qui valorisent les jeunes et les femmes, les associations des quartiers populaires lient des communautés issues d'horizons différents — à qui l'autorité, la clairvoyance et l'efficacité de l'État ont fait défaut.

Les carences des pouvoirs publics amènent à réfléchir sur des paradoxes. Pour pallier ces carences, tant structurelles que conjoncturelles, on admet généralement la nécessité de sociétés civiles dynamiques, sachant s'impliquer dans la vie publique avec d'autant plus d'inventivité que les États perdent leurs repères et ne sauraient donc leur en proposer à court terme. Mais dans le même temps, le fonctionnement normal de sociétés civiles très organisées, éclairées et capables d'assister les gouvernements nationaux et locaux dans des missions qui dépassent leurs seuls moyens institutionnels, suppose des États effectivement détenteurs d'autorité, c'est-à-dire capables d'imposer celle-ci à l'ensemble des acteurs de la vie nationale et locale, au nom d'un intérêt général déterminé par un projet de société et par des stratégies (négociées sur la base d'un consensus minimal) susceptibles de le réaliser. Le préalable est bien, pour les États, de renaître de leurs cendres en se forgeant une vision historique pertinente et en restaurant leur crédibilité. Sans quoi, comment pourraient-ils ne serait-ce qu'arbitrer entre des forces sociales organisées, représentant toutes sortes de communautés en compétition pour l'accès à toutes formes de ressources et de pouvoirs ?

Nous tenons à souligner ce qui nous apparaît comme une des causes profondes des situations conflictuelles qui prévalent et menacent partout des paix nationales fragiles : le décalage entre les modèles institutionnels officiellement suivis par les États et leurs pratiques réelles. Au formalisme des références au bien public, à la construction nationale et au primat de la Nation sur les communautés censées la composer, s'oppose l'absence de définition et de respect de l'intérêt général. Ce décalage nous paraît être au cœur des difficultés des sociétés africaines contemporaines à se créer des modèles de démocratie authentique, appropriée et fonctionnelle. Le continent tout entier bruisse d'urnes bourrées, de Constitutions raturées, froissées et réécrites sur mesure pour des pouvoirs autocratiques ou quasi monarchiques. Des éclats d'obus et des tirs de mitraillettes accompagnent les bruits de botte jusqu'au cœur des villes, ainsi que les colonnes de réfugiés qui s'en enfuient ou s'y réfugient.

En Côte d'Ivoire, l'invention du concept d'ivoirité appelait un débat national. La question, sensible, a été esquivée, et les tensions se sont exprimées par la violence des agressions physiques mutuelles, quand le dialogue et la négociation — répandus dans les sociétés africaines traditionnellement riches d'expériences de gestion et de résolution des conflits — ont fait défaut. L'horreur du tristement célèbre « charnier de Yopougon » a pu survenir et rappeler qu'il ne faut pas tenir trop vite pour acquis que les villes sont des lieux privilégiés d'intégration réussie de l'exode rural national et de l'immigration des pays frontaliers (Vidal 2002).

Les États africains plagient les apparences de la démocratie, en n'en respectant pas l'esprit. La recherche de la légalité formelle semble les dispenser de la quête de légitimité, puisqu'ils ne prennent pas la peine de puiser dans les traditions et les cultures locales pour créer de nouveaux modes de gouvernement. Après le « trop d'État » des décennies de Partis uniques, le laminage des pouvoirs publics par l'ajustement structurel continue d'exacerber l'absence de règles sociales, économiques, politiques, etc., claires, justes, connues, acceptées de tous, et dont l'application serait supervisée par une Autorité au-dessus de tout soupçon de mollesse, d'impuissance, de négligence, de corruption et de favoritisme.

Il ne saurait pour autant s'agir, symétriquement, par dépit ou par paresse, d'idéaliser en bloc des sociétés civiles émergentes — dont nous avons souligné le manque d'autonomie et la corruptibilité. Il importe et il urge au contraire de repérer et d'appuyer, institutionnellement, les organisations les plus capables de porter sur la scène publique, d'une manière représentative, critique et constructive, les revendications sociales urbaines du plus grand nombre. Sans cela, la confusion des genres risque de s'installer durablement, à propos de « sociétés civiles » qui prennent volontiers des apparences opportunistes et partisans, en jetant le discrédit sur l'ensemble des initiatives non institutionnelles, jaillies du peuple.

Les exemples sont innombrables, de leaders potentiels en mal d'une base sociale pourvoyeuse de légitimité et d'un droit d'entrée dans le cercle des élites

politiques. Un minimum d'habileté suffit à se positionner simultanément sur plusieurs registres, en parlant plusieurs langues et langages, en orchestrant un réseau de mouvements supposés œuvrer pour l'élargissement de la démocratie participative. Entreprises économiques inavouées fuyant la fiscalité et les exigences légales, partis politiques déguisés, pouvoirs religieux « sécularisés » par leurs épisodes de compromission ou de compétition avec le pouvoir politique, etc. Seule la connaissance approfondie des phénomènes qui traversent les mouvements associatifs, et plus singulièrement ceux des sociétés urbaines africaines, aidera à faire la part des choses.

Notes

1. La remarque contraire s'impose pour les associations de type élitaire, qui se supposent une capacité d'influencer le cours de la vie socioculturelle, politique, économique, au moins sur le moyen ou le long terme.
2. Voir infra.
3. Il s'agit du Préfal (Programme régional de formation et d'appui aux associations locales et aux initiatives de base en milieu urbain ouest-africain), conçu et mis en œuvre par une équipe (Ecopop) de l'ONG Enda-tiers monde. L'ensemble des informations issues de ce programme regroupe un échantillon intéressant près d'une cinquantaine de cas. Une série d'études générales portant sur la dynamique associative dans seize villes et huit pays (Préfal 1998a à 1998p) et une synthèse sous-régionale (Préfal 1999) ont été complétées par une trentaine de documents de travail et autant d'études monographiques.
4. L'imprécision du nombre tient à ce que l'ensemble des données n'est pas exploitable sur chacun des points pris en charge pas les questionnaires.
5. Cf. le chapitre de Nduba Echezona.
6. Nous situons le paroxysme de la crise économique, politique et socioculturelle à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Jusque-là, le nombre d'associations était proportionnellement très réduit, dans tous les pays considérés. On peut donner l'exemple symptomatique de Maradi au Niger où, avant la Conférence nationale de 1991, il n'existait qu'une seule association, créée en 1975 à l'instigation du régime militaire (Préfal 1998n).
7. Cette expression revient fréquemment dans les entretiens. Elle laisse entrevoir que le souci d'entreprendre des activités (quelles qu'elles soient) l'emporte sur celui de définir précisément les objectifs du regroupement et la nature des activités qui sont conduites en son sein.
8. Les ONG sont prises en compte parce que dans de nombreux pays, elles ne bénéficient pas d'un statut différent de celui des associations ordinaires et ne témoignent pas non plus de compétences ni d'un degré d'organisation plus avancé. Les rares d'entre elles qui sont implantées dans les quartiers populaires n'ont souvent d'ONG que le nom. Même quand existe un statut d'ONG (c'est selon les pays), les structures des quartiers populaires s'apparentent plus à des associations ordinaires. Par contre, les syndicats et d'autres formes d'organisation et d'intervention de la société civile

n'ont pas été retenus ici, car ils ne peuvent être assimilés à des initiatives « populaires », plus spontanées et moins structurées.

9. Peu en importe la forme. Les revenus sont essentiellement en argent et très exceptionnellement en nature. Dans ce dernier cas, il peut s'agir de produire des biens dans le cadre d'activités communautaires et de les partager entre membres (par exemple les produits d'un champ périurbain).
10. La valorisation d'activités artisanales recouvre un large éventail de métiers : menuiserie (bois ou métallique), cordonnerie, poterie, vannerie, mécanique générale, électricité, coiffure, teinture, tissage, etc. Une part importante des activités de génération de revenus se déploie cependant dans le secteur primaire — que l'on suppose généralement, mais à tort, marginal dans les villes, surtout dans des capitales nationales et régionales. La réalité témoigne de la singularité de ces cités africaines où les aspects ruraux sont parfois frappants, dans la mesure où la population urbaine reste majoritairement composée de néo-citadins qui influencent la répartition sectorielle des activités de production.
11. À Thiès (Sénégal), l'Association de développement du quartier Hersan, appuyée par une ONG canadienne, propose par exemple, depuis des années, de construire un marché à la gestion duquel les commerçants seraient associés, aux côtés de l'équipe municipale. Ce projet bute sur les réticences de la commune à partager son pouvoir de décision avec des opérateurs économiques. Au Bénin, des associations de Cotonou se sont heurtées à des réticences comparables puis ont réussi à infléchir le plan d'aménagement du marché de Cadjéhoun (Préfal 1998q). À Mwanza en Tanzanie, les commerçants du marché de Mwaloni (Ibanda Fish Dealers Coop. Society) ont travaillé avec la mairie pour améliorer l'accessibilité des services de base (eau, électricité, édicules publics) et pour sensibiliser les marchands à la nécessité de s'acquitter des taxes locales (sur lesquelles la municipalité leur reverse une ristourne). Comparativement aux initiatives de construction ou d'aménagement de marchés, les initiatives de lotissements concertés restent rares, alors que les villes considérées sont toutes aux prises avec l'extension des zones d'habitat spontané, insalubre, sous-équipé, ainsi qu'avec une sévère crise du logement. Dans notre échantillon, le seul cas bien documenté de ce type d'action communautaire est le lotissement du quartier de Godomey-Sud à Cotonou (Préfal 1998r).
12. La proportion de ce type de regroupement manifeste cependant une tendance à la baisse sur la période d'étude considérée (selon l'opinion des membres d'associations, qui n'a pu être confortée par une source documentaire plus impartiale). Cette baisse tient, d'une part, au fait qu'il se crée moins d'associations de ressortissants que d'associations « de développement » et aussi, d'autre part, au fait que certaines associations de ressortissants ne se présentent plus comme telles parce qu'elles se sont reconverties ou ont élargi le champ de leurs préoccupations et interventions. Les jeunes urbains ne semblent pas privilégier ces structures d'« originaires de... », même s'ils ne les boudent pas systématiquement, comme en témoigne la présence d'associations de ressortissants jusque dans les universités.
13. « Nous avons [...] compris que pour résoudre certains problèmes dans ce pays, il ne faut pas être à la périphérie des centres de décision. Il faut être au contraire au cœur du pouvoir ou gérer totalement le pouvoir [...]. L'Islam proscrit l'indifférence et la passivité

devant le mal. Nous voulons présenter la politique sous son véritable visage comme l'art de construire la cité. Et une telle œuvre ne peut exclure la majorité des citoyens qui croient en cette religion [...]. Nous sommes sortis des mosquées pour participer d'une manière ou d'une autre à la gestion des affaires de la cité », déclarait par exemple, en décembre 1999, sans être le moins du monde inquiet, le président de l'ONG Jamra à l'hebdomadaire sénégalais *Nouvel Horizon* (Guèye 1999:13).

14. Les femmes, dans les quartiers populaires, semblent plus précocement intégrées au groupe des adultes, peut-être parce que leur fonction de reproduction (plus précoce que chez les jeunes hommes) est privilégiée par rapport à leur fonction de production économique.
15. C'est par exemple le cas du Collectif d'associations constitué au début des années 1990 à Guinaw Rails, dans la banlieue dakaroise de Pikine. La mairie de Pikine considérait alors que les limites entre quartiers étaient « informelles » et ne se souciait pas de les tracer avec précision. Guinaw Rails a depuis lors été scindé en deux communes d'arrondissement distinctes mais le Collectif d'associations s'est maintenu et continue d'enjamber les frontières administratives.
16. Outre la reconnaissance ou non d'un statut spécifique, variable selon les pays (cf. *supra*), les avantages réservés aux ONG semblent être en fonction de leur capacité à se mobiliser de manière corporatiste, ainsi que de leur implantation (quantitative) dans le pays. Proportionnellement peu nombreuses en Tanzanie et en Guinée, les ONG sont beaucoup plus présentes (et attractives) au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, au Bénin et au Nigeria.
17. Le militantisme politique ne s'exprime pas ouvertement dans des structures d'essence populaire, même si de nombreuses associations populaires sont « sous influence », habituellement ou occasionnellement soutenues (financièrement) par des partis politiques.
18. Le pouvoir local tel que le promeuvent les politiques nationales de décentralisation est perçu comme inconsistant. On peut en déduire que ces politiques ne sont pas connues et comprises, même dans leurs grandes lignes, par le plus grand nombre, ou qu'elles ont suscité beaucoup d'espoirs pour l'heure insatisfaits — auprès du public qui a la chance d'être informé de leur existence.
19. Cela ne signifie pas que l'obtention d'une telle reconnaissance soit pour toutes une priorité. Il y a le cas particulier des associations qui minimisent délibérément l'indifférence, la méfiance voire l'hostilité suscitée par leur présence. Certaines associations confessionnelles en constituent de bons exemples.
20. La génération de revenus pour les adhérents est un facteur d'attrait et de crédibilité interne des associations, mais peut s'avérer un facteur de discrédit auprès de la population. L'association apparaît alors comme une affaire privée, permettant à quelques individus de prospérer en revendiquant une utilité publique fallacieuse.
21. L'affirmation de l'Individu n'est pas seulement importante au plan sociopolitique mais aussi pour l'émergence d'un entrepreneuriat privé animé par des acteurs économiques capables de prendre des initiatives et d'en assumer les responsabilités. Si l'association est un cadre collectif qui permet à des groupes défavorisés de se lancer dans des activités économiques, elle conduit fréquemment les plus dynamiques à évoluer vers des entreprises individuelles ou sociétaires de type intermédiaire ou

- moderne (déclaré). Cette dimension d'entreprise économique populaire est essentielle, si l'on admet que le véritable pouvoir local recouvre un développement économique assuré par l'ensemble de la société — dont les couches populaires.
22. Ces groupes sont défavorisés tant en termes d'autonomie financière que d'instruction scolaire et civique, ce qui explique leur vulnérabilité et leur corruptibilité.
 23. Citoyenneté vient de cité. Tout en sachant combien les cités africaines considérées ici ne sont pas la Cité grecque, nous nous référons au concept de cité parce qu'il renvoie implicitement au citoyen, à l'urbanité, à la polis et au politique (Weber 1982).
 24. Pour une analyse incisive du discours « pro-démocratique » des institutions financières internationales et des agences de coopération, de leurs « conditionnalités démocratiques » présumées « incontournables », et de leur impasse systématique sur les spécificités locales et la demande sociale du plus grand nombre, lire Abrahamsen (2001). Pour notre part, nous soulignons simplement qu'il ne saurait exister un unique modèle de démocratie, et que les modèles dominants dans un contexte donné ne sont pas forcément émancipateurs pour le plus grand nombre (la démocratie athénienne, par exemple, s'accommodait de l'exclusion des esclaves et des résidents barbares). Sans poursuivre ici ce genre de débat, il s'agit seulement de garder à l'esprit que « la » démocratie à laquelle les rapports politico-économiques Nord-Sud engagent l'Afrique n'est pas nécessairement un moyen efficace de prévenir les conflits (internes, frontaliers), ni un gage d'émancipation significative ou de justice sociale. D'où nos interrogations sur le type de démocratie à définir : élective, participative, représentative de qui et de quoi (et comment) ?
 25. Plusieurs personnes enquêtées manifestent leur réserve vis-à-vis de l'Etat qui les a « abandonnées » à des équipes municipales impotentes et sans moyens. Ne pas payer ses impôts à l'Etat central et aux pouvoirs locaux, et *ne pas être sommé de s'en acquitter*, est vu comme la preuve qu'il n'existe pas d'autorité publique capable d'amener les citoyens à remplir leurs devoirs et, en retour, de remplir ses obligations vis-à-vis d'eux.
 26. Le contexte dans lequel Jordi Borja élabore cette notion est celui de l'histoire urbaine, politique et sociale de l'Espagne d'après la seconde guerre mondiale, où les mouvements populaires urbains et tout particulièrement les associations de quartier ont servi de cadre de mobilisation pour des revendications qui orientent — et que prolongent ou amplifient — les luttes syndicales et politiques (Borja 1975 ; Borja et al. 1977). Cela explique l'importance du rôle politique des associations en Espagne, en comparaison d'autres pays européens à la même époque. Des études comparatives avec des situations africaines contemporaines seraient bienvenues.
 27. Tous les pays considérés souscrivent officiellement, à la fois au modèle de la République et à celui de la construction nationale par l'Etat, celui-ci étant souvent confondu avec le pouvoir exécutif. La tension entre ces deux modèles tend à faire de la *res publica* l'affaire d'une partie seulement de la nation à construire, si ce n'est d'un groupe momentanément hégémonique.
 28. Par exemple en cas de nuisances, ou lorsque la délivrance d'un service introduit un changement qui compromet les avantages acquis par certains groupes implantés dans le quartier ou la ville.

29. La nécessité d'une telle réforme ne saurait cependant servir de prétexte pour entraver la liberté d'association. Au Sénégal par exemple, les nouvelles dispositions de la procédure de déclaration, marquées, depuis 2001, par un surcroît de formalisme, semblent témoigner d'un souci de contrôler plus étroitement la latitude d'action du mouvement associatif.
30. Au moment de l'enquête, l'Association (de femmes) Dembagnouma Sofitex de Bobo Dioulasso, par exemple, existait depuis cinq ans. Son Bureau n'avait jamais été renouvelé. Les adhérentes questionnées sur ce point ont proposé l'interprétation suivante : la présidente ayant été élue à l'unanimité, dès la création de la structure, sur la proposition d'une membre fondatrice, et ayant toujours conservé la confiance des adhérentes, le simple fait de demander à renouveler le Bureau risquerait d'être perçu comme un acte de défiance de la base en direction des leaders.
31. Ces langues, dans notre échantillon, sont surtout le français et l'anglais, héritées du colonisateur et inaccessibles à la majorité des habitants des quartiers populaires et des associations qui s'y trouvent. Dans notre échantillon toujours, les associations de Tanzanie, maîtrisant le kiswahili, et celles de Nouakchott, maîtrisant le hassania, proche de l'arabe officiel en Mauritanie, sont les moins touchées par cette barrière linguistique.
32. En témoigne l'élection d'un nombre record de « purs produits » du mouvement associatif — n'ayant aucun passé partisan connu, ni au pouvoir ni dans l'opposition — lors des municipales de novembre 1996 au Sénégal. Les candidats étaient légalement contraints de se présenter sous une étiquette partisane, le législateur ayant retenu, après d'âpres débats (et en contradiction avec l'esprit des lois de décentralisation qui favorisent théoriquement l'émergence d'élus « vraiment représentatifs »), que nul ne pouvait postuler à une fonction élective sans base partisane. Les leaders associatifs qui réussirent, en expédiant cette exigence formelle, à se faire élire comme maires ou conseillers (conseillères), étaient forcément du type qu'on vient de décrire.
33. La multiplication, à partir de la deuxième moitié des années 1990, des radios privées offrant des émissions en langues locales a considérablement augmenté le public des médias. Chaque station FM s'appliquant à devancer sinon copier l'autre dans les mêmes créneaux (world music, sermons religieux), la croissance du nombre des médias n'équivaut pas de manière mécanique à un plus grand pluralisme de l'information (Roape 1998).
34. Le militantisme partisan, si l'on se fie à ses mesures électorales (intentions de vote, sondages pré-électorales quand ils sont autorisés, taux d'abstention), recule tendanciellement dans tous les pays considérés (Bakary 1998). Sur les ressorts éthiques de ce recul, cf. Guèye (1997) et Ben Arrous (2003).
35. Ake (2000) insiste fortement sur la complémentarité de ces deux termes dans notre temps présent africain. Il y a aussi beaucoup à apprendre des travaux de Jordi Borja sur les associations espagnoles. Dans le contexte des luttes anti-franquistes, cet auteur montre que les associations de voisinage (en espagnol, les associations de quartier, *asociaciones de vecinos*, sont littéralement des associations de voisins) représentaient objectivement les formes de citoyenneté les plus poussées et les plus subversives (pour le pouvoir franquiste). Au principe — éminemment démocratique — de la participation volontaire de tous les membres à des activités (parfois clandestines) définies en commun, elles alliaient par choix politique des méthodes électives de

désignation, de rotation et de renouvellement des leaders — ce qui a fait d'elles un excellent exemple à proposer pour tout exercice d'un pouvoir local dans les cités africaines. Borja critique vertement la « démocratie de façade » des associations qui laissent leurs membres les plus vulnérables déposer un quelconque bulletin dans toutes sortes d'urnes (associatives, syndicales ou formellement politiques), sans les entraîner à exercer leur rôle de citoyen entre deux scrutins, au jour le jour et selon des positionnements non pas mécaniques mais dûment pesés, réfléchis et assumés (Borja 1975; Borja et al. 1977).

36. En septembre 2001, le ROPPA et l'UEMOA ont conjointement organisé un atelier de réflexion stratégique à Ouagadougou.
37. Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens.
38. Ceci rejoint la définition que propose Brunet (1990:34) de l'« espace géographique » : l'« ensemble des populations, de leurs œuvres, de leurs relations localisées, c'est-à-dire considérées dans leur étendue et dans leurs lieux [...]. Il contient l'ensemble des relations localisées et localisables, à la fois les rapports des lieux entre eux, et les rapports aux lieux qu'entretiennent les individus ».
39. Il s'agit en général d'opérations peu fréquentes. Une fois par mois, par trimestre ou par an, ou à l'approche des grandes fêtes, les jeunes se mobilisent pour donner la meilleure image possible de leur quartier. Les mairies ne savent pas encore utiliser cette émulation entre associations sans les caporaliser. L'exemple du mouvement Set Setal, en 1990 au Sénégal, est bien connu : quelques mois ou quelques semaines durant, selon les cas, les jeunes des quartiers populaires se sont lancés dans un concours spontané de nettoyage et d'embellissement des places publiques... jusqu'à ce que les partis politiques, par le biais des mairies, tentent de récupérer leur mouvement (Diouf 1992). Que s'est-il ensuite passé ? Soit les jeunes se sont laissés embrigader et se sont discrédités auprès des habitants de leurs quartiers — dans un contexte d'affrontement politique qui a vu le principal parti d'opposition inviter la jeunesse à lui manifester son soutien par des actions de rue (ce qu'elle a fait, surtout dans les quartiers populaires). Soit les jeunes ont refusé de sympathiser avec quelque parti politique que ce soit et ont alors été privés de tout appui public. Dans les deux cas, par corruptibilité ou par absence de soutien, le mouvement Set Setal n'a pas pu survivre à un éphémère engouement. Il aura toutefois permis aux jeunes des quartiers populaires de se révéler comme des acteurs sociaux à part entière. Sur ce fond de reconnaissance sociale naissante, les plus clairvoyants ont alors tenté de reconvertir leurs Associations sportives et culturelles (ASC) en associations « de développement », ou de créer des Groupements d'intérêt économique (GIE) pour se donner la possibilité de passer des contrats formels avec des mairies, des ONG, voire des entreprises.
40. Prenons l'exemple du Sénégal. Le ministère de la Santé considère le district sanitaire, le ministère de l'Éducation nationale cale ses programmations sur les inspections départementales, le ministère de la Jeunesse et des Sports raisonne sur la base du département (avec des CDEPS, Centres départementaux d'éducation physique et sportive), etc. Les communes travaillent sur la ville, subdivisée en communes d'arrondissement et en quartiers. Les équipes municipales établissent parfois d'autres subdivisions encore, en fonction du nombre de délégués de quartier qui les représentent localement. On peut y ajouter les partis politiques qui ont leur propre division du territoire des communes — et leurs propres débats sur le découpage des circonscriptions électorales.

Bibliographie

- Abrahamsen, Rita, 2001, *Disciplining Democracy. Development Discourse and Good Governance in Africa*, Londres et New York, Zed Books.
- Ake, Claude, 2000, *The Feasibility of Democracy in Africa*, Dakar, CODESRIA.
- Bakary, Tessa, 1998, « La démocratie en Afrique : l'ère post-électorale ? », *Bulletin du CODESRIA*, 3-4, pp.9-15.
- Bayart, Jean-François, Peter Geschiere et Francis Nyamnjoh, 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, 10, pp.177-94.
- Ben Arrous, Michel, 2003, *Coalition, dispersion. Un moment démocratique en Afrique de l'Ouest 'francophone' (1988-96)*, Dakar, CODESRIA.
- Borja, Jordi, 1975, *Las asociaciones de vecinos*, Barcelone, Gaya Ciencia.
- Borja, Jordi, et al., 1977, *Por una política municipal democrática*, Barcelone, Avance.
- Brunet, Roger, 1990, « Le déchiffrement du monde », in R. Brunet et O. Dollfus, *Géographie Universelle*, t.1, *Mondes nouveaux*, Paris et Montpellier, Hachette et GIP Reclus, pp.9-271.
- Diouf, Mamadou, 1992, « Fresques murales et écriture de l'histoire. Le set/setal à Dakar », *Politique africaine*, 46, pp.41-54.
- Guèye, Abdou Latif, 1999, « Nous sommes sortis des mosquées pour gérer la Cité », *Nouvel Horizon*, 3 décembre, pp.13-14.
- Guèye, Sékou Pathé, 1997, « La sphère publique et la démocratie délibérative », *Bulletin du CODESRIA*, 4, pp.31-41.
- Karim, A.M., 1998, « An Appraisal of a Community Based Social Infrastructural Development: A Case Study of the Sustainable Ibadan Projects (SIP) Odo-Akeu Community Water Works », thèse non publiée, Center for Urban and Regional Planning, University of Ibadan.
- Le Meur, Pierre-Yves, 1996, « Les courtiers locaux du développement - Synthèse », *Bulletin de l'APAD* [Association euro-africaine pour l'anthropologie du changement social et du développement], 12, pp.103-08.
- Le Monde*, 2001, « 1901-2001. Je m'associe, tu t'associes, nous nous associons », supplément au *Monde* du 21 juin, pp. i-xiv.
- Lévy, Jacques, 1996, *Le monde pour Cité*, Paris, Hachette.
- Marie, Alain (ed.), 1997, *L'Afrique des individus*, Paris, Karthala.
- Omaar, Rakiya et Janet Fleischman, 1991, « Arab vs. African », *Africa Report*, 36 (4), pp. 34-38.
- Préfal [Programme régional de formation et d'appui aux associations locales et aux initiatives de base en milieu urbain ouest-africain], 1998a, « Étude sur la dynamique associative à Cotonou (Bénin) », février, multigr.
- Préfal, 1998b, « Étude sur la dynamique associative à Nouakchott (Mauritanie) », mars, multigr.
- Préfal, 1998c, « Étude sur la dynamique associative à Pikine (Sénégal) », mars, multigr.
- Préfal, 1998d, « Étude sur la dynamique associative à Thiès (Sénégal) », mars, multigr.
- Préfal, 1998e, « Étude sur la dynamique associative à Saint-Louis (Sénégal) », mars, multigr.

- Préfal, 1998f, « Étude sur la dynamique associative à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) », août, multigr.
- Préfal, 1998g, « Étude sur la dynamique associative à Banfora (Burkina Faso) », août, multigr.
- Préfal, 1998h, « Étude sur la dynamique associative à Fada Ngourma (Burkina Faso) », août, multigr.
- Préfal, 1998i, « Étude sur la dynamique associative à Bamako (Mali) », août, multigr.
- Préfal, 1998j, « Étude sur la dynamique associative à Daloa (Côte d'Ivoire) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998k, « Étude sur la dynamique associative à Abobo (Côte d'Ivoire) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998l, « Étude sur la dynamique associative à Korhogo (Côte d'Ivoire) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998m, « Étude sur la dynamique associative à Niamey (Niger) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998n, « Étude sur la dynamique associative à Maradi (Niger) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998o, « Étude sur la dynamique associative à Tahoua (Niger) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998p, « Étude sur la dynamique associative à Ibadan (Nigeria) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998q, « Aménagement du marché de Cadjéhoun (Bénin) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998r, « Lotissement concerté à Godomey-Sud (Bénin) », octobre, multigr.
- Préfal, 1998s, « La crise du bois de feu à Niamey et les alternatives énergétiques », octobre, multigr.
- Préfal, 1999, « Études sur la dynamique associative : synthèse sous-régionale », janvier, multigr.
- Roape [*Review of African Political Economy*], 1998, « Whose News? Control of the Media in Africa », n° thématique, 78 (25), pp.545-641.
- Sarr, Abdou, 2002, *Le mouvement associatif du milieu rural en Afrique subsaharienne. Les péripéties d'une révolution tranquille*, Dakar, ALFP [Association de lutte contre la faim et la pauvreté].
- Vidal, Claudine, 2002, « Du conflit politique aux menaces entre voisins. Deux témoignages abidjanais », in M. Le Pape et C. Vidal (éds), *Côte d'Ivoire. L'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, pp.215-52.
- Wade, Salimata, 2001, « Lecture des dynamiques associatives à travers leur participation au fonctionnement des villes ouest-africaines », *Revue sénégalaise de sociologie*, 4-5, pp.129-97.
- Wade, Salimata, 2002, « Organisations communautaires et amélioration des conditions de vie dans les quartiers défavorisés », in El H. Ly, M. Soumaré et S. Wade (éds), *Organisations communautaires et associations de quartier en milieu urbain ouest-africain*, Dakar, Enda-tiers monde, pp.17-79.
- Weber, Max, 1982, *La Ville*, trad. française, Paris, Aubier.



IV. Conclusion



Conclusion

La géographie par le bas, et après ?

Michel Ben Arrous

Dix ans ont passé entre nos premières hypothèses de géographie par le bas et la publication du présent volume. Que reste-t-il aujourd'hui d'une perspective qui visait, d'une part à interpréter le désordre territorial des années 1990, d'autre part à préciser les termes et les enjeux, pour l'Afrique contemporaine, de la « lutte pour la géographie » ?

Les tensions majeures de la décennie écoulée, atteignant des proportions extrêmes en RDC, moins spectaculaires mais pas moins structurelles ailleurs, ont été des « crises » de la citoyenneté. Qui fait partie de quelle société ? Qui en décide ? Qui peut légitimement participer, où, et selon quelles modalités, à l'auto-définition du groupe formant société, à la reproduction ou à la transformation de ses valeurs, à la régulation de ses affaires publiques ? À qui doivent s'étendre, et sous quelles conditions, les règles trop souvent malmenées de l'hospitalité ? Qui reste, qui devient ou qui redevient indésirable, et quelles sanctions s'attachent à ce statut ?

Faute de réponses satisfaisantes, ces questions ont acquis une importance renouvelée (Shack et Skinner 1979 ; Mamdani 2000 ; Bayart et al. 2001 ; Englund et Nyamnjoh 2003). Les réponses incombaient théoriquement aux États. Il y allait de leur souveraineté, classiquement entendue comme « le droit des entités politiques à suivre leur propre voie, bonne ou mauvaise, et à le faire sans ingérence de l'extérieur » (Chomsky 2001:7). Encore fallait-il que le territoire des États, conçu comme support exclusif de l'autorité et comme cadre prioritaire des alliances individuelles, corresponde un tant soit peu à l'espace des sociétés concernées, à leurs pratiques et à leurs représentations. Le découpage en surfaces a produit l'effet inverse : le territoire, censé transcender les particularismes, est devenu leur support.

La mondialisation du capitalisme, creusant les inégalités entre régions du monde, compliquant la construction de l'État dans les pays ex-colonisés, et disqualifiant par principe idéologique ses interventions régulatrices, constitue une circonstance fortement aggravante. On saisit mieux aujourd'hui, au milieu des années 2000, le sens et la portée territoriale — déterritorialisation et reterritorialisation — d'une économie mondiale régie par un ensemble de firmes géantes, dont le chiffre d'affaires excède couramment le budget de la plupart des États africains. Ces firmes, libérées au cours des deux décennies précédentes de toute contrainte majeure, morale, politique et sociale, exercent à maints égards un pouvoir « déterritorialisé » (Andreff 1996) : fonctionnant en réseaux, n'ayant de comptes à rendre qu'à leurs actionnaires, c'est en se liant les unes aux autres par des accords stratégiques qu'elles tendent, dans de nombreux secteurs, vers des situations d'oligopole.

Les mêmes firmes recourent néanmoins aux États, ceux de leurs sièges sociaux ou ceux des pays sous tutelle des institutions financières internationales (IFI), « lorsqu'il s'agit de faire supporter à la société les risques et les coûts ou de mettre au pas les éléments récalcitrants » (Chomsky 2001:9 ; Mkandawire et Olukoshi 1995). Ce faisant, elles exercent aussi un pouvoir territorialisé, et celui-ci est d'autant plus pernicieux qu'aucun État au monde, ni en Afrique ni ailleurs, ne saurait ouvertement admettre, *a fortiori* justifier, une perte de souveraineté au bénéfice d'intérêts étrangers privés. La souveraineté, comme le rappelle opportunément Chomsky (2001:10-11), n'est cependant pas une valeur en soi :

Elle n'est une valeur que dans la mesure où elle a partie liée avec la liberté et les droits [et où cette liberté et ces droits font] référence à des êtres humains, c'est-à-dire à des personnes en chair et en os, et non à des constructions politiques et légales comme des entreprises, des États ou des montagnes de capitaux. Si de telles entités ont quelques droits que ce soit, ce qui ne va pas de soi, ceux-ci devraient être dérivés du droit des gens. C'est le cœur de la doctrine progressiste classique.

Cette doctrine ne s'est jamais pleinement réalisée dans aucun État. Au niveau du discours, la plupart des élites postcoloniales s'en sont évidemment réclamées. Dans la réalité, toutefois, le modèle de l'État-nation poursuivi aux indépendances commandait de s'en écarter. L'écart, objectif, était celui qui sépare le territoire légal d'un État du territoire d'une nation. Les peuples, dont il fallait faire les nations en question, apparaissaient ainsi, au mieux, comme des masses à « conscientiser », au pire comme des ennemis potentiels, en tous les cas comme des sujets qu'il fallait contrôler pour leur propre bien.

L'instauration de régimes autoritaires, supposés garantir la stabilité en contexte multiethnique et assurer le développement économique et social, était une conséquence logique du projet initial. Aussi, la critique ne devrait-elle pas seulement porter sur les résultats limités de ces régimes (au regard des ambitions

affichées), sur leurs méthodes de gouvernement, sur l'ingérence des IFI ou sur la régression sociale qui découle de leurs injonctions : il convient aussi d'interroger la nature territoriale de l'État — qui restreint la participation politique et réduit les possibilités d'une émancipation sociale significative.

La pseudo-nécessité de territoires nationaux précisément bornés et mutuellement exclusifs délimite *a priori* l'espace de référence de la volonté politique, disqualifiant ainsi la libre formation de cette dernière. Il en résulte un tamisage radical des intérêts, des opinions et des croyances susceptibles de concourir à la validation des normes. On ne peut envisager de réconcilier le légal et le légitime, condition nécessaire à toute progression des droits et des libertés, sans s'ouvrir à d'autres manières de penser l'espace du politique.

Il y a aujourd'hui deux raisons pressantes pour élaborer des alternatives africaines à l'État territorial. La première, largement développée dans cet ouvrage, est que l'État territorial reste générateur de violences qui ne peuvent être maîtrisées dans son cadre. La deuxième raison tient aux alternatives en cours de constitution sous d'autres cieux, dont les formes varient, mais qui tendent toutes à répartir les compétences de l'État en direction d'autres entités politiques, plus grandes (régionalisme), plus petites (décentralisation), ou simplement marchandes (Organisation mondiale du Commerce). Il serait pour le moins hasardeux d'attendre qu'en émerge un nouveau modèle à prétention universelle, lequel serait une fois encore imposé, sans garantie de pertinence,¹ à la consommation des États et des sociétés africaines.

Les années 2000 se sont ouvertes sur le chantier de l'Union africaine (UA), dont les structures, et pas seulement le sigle, rappellent fortement l'Union européenne (UE). Le projet de l'UA est excellent : établir une « union des peuples », en lieu et place du syndicat de chefs d'État qu'était l'OUA. Mais comment instituer, et faire fonctionner, une telle union ? On peut douter que l'UA parvienne à élaborer des réponses satisfaisantes si sa conception de l'intégration, suivant en cela les traces de l'UE (et de la défunte OUA), repose sur une addition de territoires étatiques.

On connaît la parabole de l'aveugle et du paralytique dans le désert : le premier porte le second sur ses épaules ; les yeux du second guident le premier ; et ensemble ils avancent *parce que chacun apporte une solution au handicap de l'autre*. Or, tous les États membres de l'ex-OUA, de l'UA aujourd'hui, souffrent, à des degrés divers, d'un déficit d'unité inhérent à leur définition territoriale. Ce n'est certainement pas en additionnant des déficits de même nature qu'on les annule. Pour employer une autre métaphore, celle du maçon, très prisée aux débuts de la « maison OUA » dans les années 1960, des briques friables n'ont jamais permis de bâtir des murs solides.

Cela ne signifie pas que l'UA puisse se construire sans les États territoriaux actuels, ni contre eux. La fin des États territoriaux, régulièrement annoncée depuis un demi-siècle (Herz 1957), n'est toujours pas pour demain. Aucune fatalité, surtout, ne condamne ces États à rester les éternels poids morts de

L'« union des peuples ». Ils peuvent aussi entreprendre de se réformer. L'« esprit de Sikasso », par exemple, va dans le bon sens. À l'initiative du gouvernement malien, les autorités des États limitrophes du Mali se sont entendues, en mars 2002, pour admettre l'existence de « pays-frontières » et pour leur accorder les moyens — légaux, budgétaires, politiques — de conduire une véritable « intégration par le bas » — une expression chère à l'ancien Président malien Alpha Oumar Konaré, devenu le premier président de la Commission africaine, organe exécutif de l'UA.

La plupart des régions frontalières inter-africaines entrent dans la définition du pays-frontière retenue à Sikasso : « un espace géographique sur les lignes de partage de deux ou plusieurs États limitrophes, où vivent des populations liées par des rapports socio-économiques et culturels » (Diarrah 2003:7). La délimitation des pays-frontières posera certainement les habituels problèmes de découpage. Il restera également à préciser leur statut juridique. Mais l'initiative des pays-frontières, si elle est sérieusement poursuivie, ouvre des perspectives intéressantes. Depuis la rencontre de Sikasso, les États parties prenantes à l'initiative affirment régulièrement leur volonté de favoriser une « intercommunalité transfrontalière », qui devrait permettre à des collectivités situées dans des États voisins de se regrouper pour élaborer, financer et mener des politiques publiques et des programmes communs. Dans ces « espaces réels de contact et d'échange » (DNFM 2003:9), les États parties prenantes pourront plus facilement harmoniser certaines politiques sectorielles, partager les coûts des infrastructures et améliorer la rationalité d'ensemble des équipements.

La reconnaissance croissante des pays-frontières, non seulement par le Mali et ses voisins immédiats mais de proche en proche par les voisins des voisins,² ne peut que contribuer à l'apaisement des relations centre-périphérie dans les États concernés. Mieux valent, pour ces États, des compétences limitées (par les propres compétences des pays-frontières) et partagées (avec les autres États entre qui un pays-frontière fait trait d'union), mais effectives et acceptées, qu'une autorité absolue sur le papier mais vacillante sur le terrain.

D'autres niveaux d'intégration que les États territoriaux sont donc possibles et, selon nous, souhaitables. L'intégration africaine n'a en effet de sens, comme la souveraineté, que si elle accroît les droits, les libertés et la sécurité des personnes de chair et d'os (Selassie 1992 ; Fischer 1993). Le renforcement de ces droits, de ces libertés et de cette sécurité suppose des puissances publiques régulatrices, qui, pour être efficaces, doivent être acceptées et légitimées par les individus et les groupes formant société.

Les nations « officielles », définies en surface par le fondement territorial des États, existent avec leurs limites. Elles existent, dans la mesure où nous pouvons nous définir comme Algériens, Angolais ou Malawites. Mais elles n'existent pas seules, dans la mesure où l'ensemble des individus censés appartenir à une nation ne s'y identifie pas unanimement, ou pas en toute circonstance. Les identités nationales coexistent objectivement avec d'autres formes d'identité collec-

tive, anciennes ou récentes, conjoncturelles ou plus durables et, surtout, hétérogènes (Sayad 2002 ; Diouf 2003). Cette coexistence, et les heurts qui jusqu'ici l'accompagnent, font de l'intégration africaine une entreprise non seulement politique mais géographique. L'UA ne saurait se contenter, dans la perspective d'une « union des peuples », d'additionner des territoires étatiques. Il lui faudra accommoder d'autres espaces légitimes. Tous ne sont pas topographiques.

Reste une difficulté sérieuse, mais pas rédhibitoire : deux espaces légitimes ne s'assemblent pas automatiquement en un espace légitime plus grand. La nécessité d'une légitimité d'ensemble bute sur l'hétérogénéité du social, autrement dit sur la pluralité (et la fluidité historique) des formes et registres de la légitimation. Les études de ce livre suggèrent cependant que deux principes, préférables au principe de découpage, aideraient conjointement à résoudre cette contradiction apparente :

- Le premier est un principe fédéral : seule la libre fédération d'espaces légitimes pourra permettre de concilier la reconnaissance mutuelle des identités collectives et des normes qui les expriment, d'une part, et d'autre part la production négociée d'un jeu de normes communes, compatibles avec les premières.
- L'autre principe est d'ordre épistémologique : la reconnaissance (à tous les sens du terme) des espaces légitimes existants suppose une reconceptualisation du territoire, se fondant sur les territorialités endogènes pour casser l'égalité forcée entre fait de conscience et surface fixe.

La reconnaissance des espaces légitimes, leur repérage, leur intégration réciproque et la renégociation des termes de leur coexistence avec les territoires étatiques, constitueront sans nul doute, pour des années encore, l'actualité africaine de la « lutte pour la géographie ». L'enjeu fondamental de cette lutte est d'imaginer des formules territoriales et des formes d'intégration qui permettent l'expression politique de l'ensemble des individus et des communautés, indépendamment de leur présence ou de leur (in)visibilité actuelle sur les cartes géographiques par le haut. Toute recherche en ce sens, qu'elle s'appelle « géographie par le bas » ou prenne d'autres noms, aura à cet égard de beaux jours devant elle.

Notes

1. Au début des années 1960, des experts italiens et américains rédigèrent la première constitution somalienne dans un hôtel de Rome — autour, dit-on, d'une bouteille de whisky (Ihonvbere 1993). Ils ne réussirent pas à produire un texte acceptable par le Somaliland, qui rejeta ladite constitution par référendum et a, depuis lors, fait sécession. Une dizaine d'années plus tard, les législateurs envoyés en Suisse par Shehu Shagari pour s'initier à l'art de créer des États (Akinola 1996:669) contribuèrent en effet à multiplier leur nombre, sans pour autant régler les problèmes du fédéralisme

nigérian. Il est peu question, dans cet ouvrage, des modèles de décentralisation proposés aux pays africains par différentes coopérations étrangères dans les années 1980 et 1990 mais les acquis les plus nets concernent des pays comme le Mali, où les réformes entreprises s'écartent des schémas clés en main.

2. De manière significative, les premières rencontres de suivi de l'initiative de Sikasso ont pris place au Ghana (Accra, mai 2002), qui ne partage pas directement de frontière avec le Mali (mais avec le Burkina Faso, frontalier du Mali), puis au Nigeria (Abuja, août 2002), encore plus éloigné du Mali en kilomètres mais remarquablement proche par sa nouvelle politique des frontières.

Bibliographie

- Akinola, Anthony, 1996, « Where and When do We Stop? », *West Africa*, 29 avril, p. 669.
- Andreff, Wladimir, 1996, « La déterritorialisation des multinationales, firmes globales et firmes réseaux », *Cultures et conflits*, 21-22, pp. 373-96.
- Bayart, Jean-François, Peter Geschiere et Francis Nyamnjoh, 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, 10, pp. 176-94.
- Chomsky, Noam, 2001, *La Conférence d'Albuquerque*, Paris, Allia.
- Diarrah, Aguibou S., 2003, *Le concept de « pays-frontière » dans le processus d'intégration sous-régionale ouest-africaine : résultats du séminaire de Sikasso, 4-7 mars 2002*, Dakar et Paris, WABI [West African Borders and Integration], document de travail.
- Diouf, Mamadou, 2003, *Historians and Histories: What For?, African Historiography between the State and the Communities*, Amsterdam et Calcutta, Sefis et Centre for Studies in Social Sciences.
- DNFM [Direction nationale des frontières du Mali], 2003, *Évolution du processus de mise en place du concept de « pays-frontière »*, Dakar et Paris, WABI [West African Borders and Integration], document de travail.
- Englund, Harri et Nyamnjoh, Francis B., eds, 2004, *Rights and the Politics of Recognition in Africa*, Londres, Zed Books.
- Fischer, Dietrich, 1993, *Non-Military Aspects of Security. A Systems Approach*, Dartmouth, UNIDIR.
- Herz, John, 1957, « The Rise and Demise of the Territorial State », *World Politics*, 9(4), pp. 473-93.
- Ihonybere, Julius O., 1993, « Somalia : The Real Background Issues », *Africa Update Newsletter*, I (1), www.ccsu.edu/afstudy/upd1-1.html#23.
- Mamdani, Mahmood (éd.), 2000, *Beyond Rights Talk and Culture Talk. Comparative Essays on the Politics of Right and Culture*, Cape Town, David Philip.
- Mkandawire, Thandika et Adebayo Olukoshi (eds), 1995, *Between Liberalisation and Oppression. The Politics of Structural Adjustment in Africa*, Dakar, CODESRIA.
- Sayad, Abdelmalek, 2002, *Histoire et recherche identitaire, suivi d'un entretien avec Hassan Arfaoui*, Paris, Bouchène.
- Selassie, Alemante G., 1992, « Ethnic Identity and Constitutional Design for Africa », *Stanford Journal of International Law*, 29 (1), pp. 1-56.
- Shack, William A. et Elliott P. Skinner (eds), 1979, *Strangers in African Societies*, Berkeley, University of California Press.

